L'instrumentalisation du nationalisme à l'ère post-communiste : Serbie et Biélorussie

Pauline Soulier

▶ **To cite this version:**

Pauline Soulier. L'instrumentalisation du nationalisme à l'ère post-communiste : Serbie et Biélorussie. Science politique. Université de Bordeaux, 2019. Français. NNT : 2019BORD0101 . tel-02941562

HAL Id: tel-02941562
https://theses.hal.science/tel-02941562

Submitted on 17 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THESE PRESENTEE POUR OBTENIR LE GRADE DE
Docteur de l'Université de Bordeaux

Ecole doctorale de Droit (ED41)
Spécialité Science politique

Par **Pauline SOULIER**

L'instrumentalisation du nationalisme à l'ère post-communiste : Serbie et Biélorussie

Thèse dirigée par **M. Philippe CLARET**
Maitre de Conférences à l'Université de Bordeaux

Soutenue en public le 27 juin 2019

Membres du jury :

Mme Olga BELOVA,
Maître de Conférences, Université Bordeaux Montaigne, **Examinateur**

M. Philippe CLARET,
Maître de Conférences HDR, Université de Bordeaux, **Directeur de thèse**

M. Michel HASTINGS,
Professeur des Universités, Institut d'Etudes Politiques de Lille, **Rapporteur**

M. Slobodan MILACIC,
Professeur émérite, Université de Bordeaux, **Examinateur**

M. Stanislav SRETENOVIC,
Directeur de recherches, Institut National d'Histoire Contemporaine, Belgrade (Serbie), **Rapporteur**

Merci à M. Claret pour son soutien, ses conseils, ses encouragements et surtout pour la liberté qu'il m'a laissée. Il m'aurait été bien difficile de mener cette thèse à bien avec un autre directeur de thèse. J'espère que nous continuerons à travailler ensemble après cette soutenance.

Merci aux membres du jury d'avoir pris le temps de lire ces quelques pages.

Merci à mes parents qui m'ont épaulée et soutenue durant ces six années. Merci pour avoir relu et corrigé mes écrits. Cette thèse n'a pas été de tout repos pour vous, je vous remercie d'avoir accepté de tant en supporter.

Merci à Romain pour les cartes et tout le reste. « Faire Moljević sur du Bon Jovi ».

Merci à mes amies Mélanie, Anne, Rama, Morgane, Jessica et Sandra B. pour m'avoir obligée à sortir et à me souvenir qu'il existe un monde en dehors du nationalisme serbe et biélorussien.
Merci aux doctorants du CMRP et à Carole.

Merci à M. Seyt et M. Strullu du collège Victor Louis de m'avoir offert ce poste de surveillante, qui malgré les nombreuses fois où j'ai râlé, m'a donné de véritables bouffées d'air.

Merci à M. Champ de m'avoir donné la chance d'enseigner. J'ai enfin trouvé ma voie. Merci à Jean-François Loudcher, Eric Claverie, André Suchet, et Fabien Sabatier de STAPS de m'avoir fait découvrir cet univers qui me plait tant.

Merci à Madame Grinfeder-Lafargue.

A mes grands-pères.

En espérant qu'ils soient fiers de moi.

Sommaire

Introduction 11

Partie I. L'encadrement du passé de la nation par le pouvoir post-communiste. « Une société imaginaire » 79

Titre I. La légitimation du pouvoir par l'héritage historique 83

Chapitre I. La redécouverte des racines de la communauté 87
Section I. La réactivation du mythe fondateur de la nation 88
Section II. Le double jeu de l'oubli dans la création de l'unité nationale 116

Chapitre II. Une appropriation de la mémoire nationale 143
Section I. La mémoire pour définir le type de nationalisme 144
Section II. L'exploitation du ressentiment pour créer une nation 170

Titre II. La construction de l'identité nationale. De la communauté primaire à la nation 199

Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables 203
Section I. La langue comme miroir de l'identité nationale 206
Section II. La religion de l'Homme comme premier véritable lien communautaire 227

Chapitre II. La naissance d'Etats-nation extraordinaires 251
Section I. L'échec de la transition vers l'*Etat scientifique* d'A.-D. Smith 253
Section II. Donner vie à la nation : l'exemple du nationalisme sportif 282

Partie II. La récupération de l'identité protonationale. « Une communauté imaginée » 303

Titre I. La réification de l'identité nationale. De l'idée à la réalité 307

Chapitre I. L'ancrage de la communauté au territoire : le reflet du type de nationalisme 309
Section I. L'identification de la nation à la terre pour diffuser le sentiment national 311
Section II. Le marquage du territoire par le nationalisme 330

Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste 361
Section I. La prise de conscience de la nation : la définition de soi 362
Section II. Le cheminement vers une nation indépendante : le lien entre nation et nationalisme 392

Titre II. La diffusion d'une image conforme au nationalisme postcommuniste 433

Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste 435
Section I. Un appel au peuple : la formation d'une base de soutien 438
Section II. Une rupture avec le présent : la promesse d'un futur grandiose 459

Chapitre II. L'édification de régimes d'essence totalitaire en dehors de la communauté internationale 483
Section I. Le rejet du système-monde postcommuniste 484
Section II. Les deux premières démocraties illibérales d'Europe 516

Conclusion 551

Annexe 555

Bibliographie générale 561

« Même si nous ne considérons pas le résurgence du nationalisme militant comme un simple réflexe de désespoir, il est clair qu'il remplissait un vide laissé par l'échec, l'impuissance et une incapacité apparente des autres idéologies, projets et programmes politiques à réaliser les espoirs des hommes. C'était […] le programme de ceux qui avaient perdu leur foi dans les autres programmes, le réconfort de ceux qui avaient perdu le soutien des anciennes certitudes politiques et sociales ».

E. Hobsbawm

« L'homme n'appartient ni à sa langue ni à sa race : il n'appartient qu'à lui-même, car c'est un être libre, c'est un être moral ».

E. Renan

Introduction

« Une ombre est tombée sur les scènes qui avaient été si clairement illuminées récemment par la victoire des Alliés […] De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens Etats de l'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbrent et les populations qui les entourent se trouvent dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé et, dans beaucoup de cas, à un degré croissant, au contrôle de Moscou. Seule Athènes –la Grèce et ses gloires immortelles - est libre de décider de son avenir dans des élections contrôlées par des observateurs britanniques, américains et français »[1].

Cette Europe centrale et orientale est depuis la scission de l'Empire romain, l'objet de nombreux phantasmes en Europe de l'ouest[2]. Perçue à la fois comme une Europe sauvage et barbare comme une Europe en devenir, elle est souvent jugée avec condescendance. C'est une Europe dans laquelle personne ne sait très bien ce qui s'y déroule, une Europe secouée par des guerres ethniques, mais en même temps une Europe romantique à l'image de l'Empire des Habsbourg. La fin de la Deuxième Guerre mondiale et la mainmise de l'URSS sur la région font naître de nouvelles interrogations sur cette partie du continent. Elle n'est plus la voisine incompréhensible, mais la sœur ennemie, celle qui s'est rangée dans le mauvais camp.

A la fin des années 1980 et au début des années 1990, le continent européen est une nouvelle fois secoué par un tremblement politique. Le rideau de fer de W. Churchill se lève. L'Ouest et

[1] CHURCHILL W., « Le nerf de la paix », discours prononcé à Fulton, le 5 mars 1946 , *in* BOUTIN C. (dir.), *Les grands discours du 20ème siècle*, Paris, Champs classiques, 2009, p. 112-113

[2] « Ouest » et « Est » correspondent à l'idéologie marquant chacun des blocs durant la Guerre froide. « ouest » et « est » correspondent aux points cardinaux.

l'Est se retrouvent. L'Est devient immédiatement un Ouest en devenir. Comme à l'époque des Lumières, les grandes capitales de l'est entendent adopter au plus vite les canons de celles de l'ouest. Une course à la modernité s'engage sous la forme d'une démocratisation des régimes politiques. L'objectif est de se sortir rapidement des griffes du communisme pour rejoindre la CEE et autres organisations internationales.

Présentée comme un succès total, cette amorce de transition démocratique comporte néanmoins des zones d'ombre, parmi elles, la Biélorussie et la future ex-Yougoslavie notamment au travers de la Serbie. Par l'action de leur président, elles suspendent pour un temps plus ou moins long la démocratisation.

§1. L'objet d'étude

L'étude de la Serbie et de la Biélorussie postcommunistes se fera selon deux thématiques. D'abord, il est nécessaire de comprendre comment S. Milošević et A. Loukachenka définissent leur nation (I). Ensuite, il faut s'interroger sur l'utilisation de cette notion dans le processus de mise en échec de la démocratisation (II).

A ce stade, il est important de rappeler que démocratisation et montée du nationalisme ne sont pas antinomiques en Europe de l'est après 1989. Au contraire, les deux phénomènes sont intimement liés pour former la transition démocratique. Ce sont les leaders serbe et biélorussien qui donnent une couleur particulière à l'une et à l'autre, pour donner naissance à des régimes extraordinaires.

I. L'objet théorique

Notre étude porte sur deux concepts qui, au fil de nos recherches se sont révélés indissociables : le nationalisme et la nation. Thèmes traditionnels en science politique, maintes fois étudiés, ils restent encore aujourd'hui entourés de flou et d'incertitude et sources de débats entre les auteurs.

La chute du communisme en Europe de l'Est et le retour de la nation et du nationalisme sont l'occasion de s'interroger à nouveau sur notre perception et notre appréhension de ces deux sujets. Ils ont jalonné par intermittence l'histoire politique et les relations internationales depuis le 18ème siècle, atteignant leur apogée au 19ème siècle lors du Printemps des nations. Ils sont de nouveau au centre de toutes les attentions après la Première Guerre mondiale quand le

Président américain Wilson déclare le « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes». En Europe de l'est, éclot sur les ruines des anciens Empires une multitude de petits Etats nationaux.

Jusqu'ici, symboles d'indépendance et d'émancipation, la nation et le nationalisme se teintent d'une aura néfaste avec la montée du nazisme dans les années 1930-1940. Ils deviennent les échos de la suprématie d'une nation sur les autres et de l'intolérance entre les peuples. Le traumatisme de cette époque demeure intimement lié à ces deux notions. Encore aujourd'hui, elles sont perçues comme des idées négatives souvent associées aux politiciens d'extrême droite.

Pourtant, dans les années 1990, lorsque les deux Etats communistes européens, l'URSS et la République fédérative socialiste de Yougoslavie, disparaissent, ce sont bien des revendications nationalistes qui voient le jour. Ces communautés nationales demandent la reconnaissance de leur indépendance et de leur droit à exister en dehors de toute tutelle idéologique et politique. C'est bien le scenario de 1918-1919 qui est alors rejoué. Toutefois, les observateurs occidentaux ne voient pas dans ce phénomène la manifestation de la nation et du nationalisme, mais une poussée démocratique. Ces peuples, opprimés par le communisme, souhaitent vivre sous un modèle démocratique, certes, mais ils cherchent également et surtout la reconnaissance de leur spécificité après avoir été noyés dans la masse communiste pendant quarante ans, voire plus. La démocratie, et l'économie de marché qui y est adossée, ne sont que les moyens de la mise en forme de cette revendication. Seuls les mouvements populaires balkaniques sont qualifiés de nationalistes. L'explosion sanglante de la future ex-Yougoslavie correspond à l'image négative du nationalisme. Dès lors, nationalisme et démocratie deviennent antinomiques.

A. Définitions de la nation et du nationalisme

Nation provient du terme latin *natio* qui signifie « être né ». Ainsi dans une première acception, les membres d'une nation sont ceux qui sont nés en son sein. Elle sous-entend des liens de sang ou claniques forts. La nation est une sorte de famille au sens large. Appartenir à la nation renvoie aussi au partage de liens culturels. A cette nation dite ethnoculturelle, succède une nation dite politique. Elle « désigne des républiques dans lesquelles la souveraineté est exercée par le peuple »[3]. Suivant les évolutions des revendications politiques, la nation devient la source du pouvoir. Celui qui détient le pouvoir est l'incarnation de la

[3] DELANNOI G., *La nation*, Le cavalier bleu éditions, 2010, p. 5

nation et l'exerce en son nom. Il ne s'agit plus alors d'une simple définition des membres de la communauté, mais bien un mode d'exercice du pouvoir. Progressivement, la nation prend une dimension juridique. Elle se transforme en « personne morale », selon la formule consacrée, une abstraction qui est titulaire de la souveraineté populaire et qui est définie selon une Constitution. Nous laisserons de côté cette dernière facette de la nation.

1. La nation selon J.S. Mills

Parmi toutes les définitions de la nation, nous retiendrons celle de J.S. Mill pour qui une « portion de l'humanité peut être constitutive d'une nationalité quand ses membres se trouvent réunis par des sympathies communes qu'ils n'entendent pas à d'autres, que celles-ci les font coopérer entre eux plus volontiers qu'avec un autre peuple, qu'elles leur font désirer le même gouvernement à la condition qu'il soit régi par eux-mêmes ou une fraction d'eux-mêmes, exclusivement »[4]. Nous mettons momentanément de côté la dernière partie de la définition qui anticipe sur celle du nationalisme.

Ainsi, l'idée de nation renvoie à celle de communauté et de partage de points communs. C'est l'idée d'unir des personnes au sein d'un même groupe en raison de ceux ci. La définition de J.S. Mill a l'avantage de ne pas s'attarder sur ces derniers et de ne pas en faire une liste ou donner des exemples. Ceci permet d'envisager les deux idéaltypes de nation qui découlent de ce concept et des origines du terme. En effet, comme nous venons de le voir, il existe au moins deux sortes de nation : l'une est ethnoculturelle, l'autre est politique. Cette dichotomie n'est pas seulement valable pour les évolutions linguistiques du mot, elle prévaut également dans son analyse politique. Nous y reviendrons un peu plus tard, il existe deux catégories de nations : la *kulturnation* inspirée du modèle allemand et la nation élective de tradition française. Dans le premier cas, les sympathies de J.S. Mill sont d'ordre culturel, religieux, linguistique, ou encore de proximité génétique. Dans le deuxième cas, ces mêmes sympathies touchent à l'adhésion à des principes fondamentaux communs. Cette distinction est très caricaturale et seulement à vocation académique. En effet, des éléments de définition de l'une apparaissent dans l'autre. Toutefois, elle est très présente dans notre étude : la Serbie est un exemple de *kulturnation* alors que la Biélorussie est une nation élective. L'intérêt, alors, est de déterminer comment, en fonction de ce type de nation, elles parviennent chacune à leur manière à mettre en suspend la transition démocratique. Cette différence fondamentale explique également le mode d'expression et les desseins de chaque nation. La Serbie,

[4] MILL J.S., *Considerations on représentative governement*, Gateway Editions, 1962, p. 307

mobilisée autour du projet Grand-serbe, propose une version violente et exclusive de la nation. L'objectif de S. Milošević et des nationalistes est de reconstruire l'Empire médiéval, de reconquérir les terres serbes et qu'elles ne soient peuplées que de Serbes ou au moins que ces derniers contrôlent les nations qui y résident aussi. En Biélorussie, A. Loukachenka prend le pouvoir en opposant deux idéologies politiques. Il démontre que la démocratie est à l'origine de tous les maux des Biélorussiens et promet de renouer avec le bonheur d'avant 1991 en rétablissant un régime politique d'essence communiste. Dans ses discours et ses actes, il est très rare qu'il accuse une autre nation d'être son ennemi, sauf lors de quelques provocations verbales.

2. Le nationalisme selon G. Hermet

Le nationalisme est défini par G. Hermet comme la « revendication des populations qui pensent se ressembler et qui aspirent également à se trouver des ressemblances sous l'autorité de gouvernants dont elles estiment qu'ils leur ressemblent »[5]. Nous retrouvons ici la fin de la définition de la nation selon J. S. Mill. Le nationalisme est la mise en forme de l'idée de nation. C'est l'étape suivant celle de la prise de conscience de soi, celle de la volonté de faire reconnaitre la nation au reste du monde. Depuis les Révolutions française et nord-américaine, cette revendication se traduit généralement par la constitution d'un Etat. En effet, l'Etat, selon l'approche juridique[6], est devenu la forme privilégiée de reconnaissance de la nation. Un Etat est la réunion d'un peuple, d'un territoire et d'un gouvernement. Ces trois éléments sont trois des piliers des mouvements nationalistes. Ils participent à la réification du sentiment national.

En tant que discours visant à la mobilisation active des membres de la communauté, le nationalisme s'appuie sur les fondements de la nation. E. Hobsbawm les nomme le « protonationalisme »[7]. Souvent associé à la violence et à la xénophobie, le nationalisme prend des formes différentes selon le type de nation en présence. De même, le contexte de son explosion a une importance particulière. Bien qu'il apparaisse généralement en temps de crise et donc se révèle violent, il peut également se manifester en temps de calme. M. Winock fait alors une distinction entre le nationalisme ouvert et le nationalisme fermé[8]. Cette distinction reprend les contours de celle entre nation politique et *kulturnation*. Ainsi, le nationalisme

[5] HERMET G., *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Seuil, 1996, p. 11

[6] Etat « espèce particulière de société politique résultant de la fixation sur un territoire déterminé d'une collectivité humaine relativement homogène régie par un pouvoir institutionnalisé comportant le monopole de la contrainte organisée ». (GUINCHARD S., MONTAGNIER G., *Lexique des termes juridiques*, 15ème édition, Dalloz, 2005, p. 273)

[7] Voir HOBSBAWM E., *Nations et nationalisme depuis 1780*, Gallimard, 1990, pp. 91-153

[8] Voir WINOCK M. *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1990

ouvert correspond à un nationalisme ancien qui apparait lors de la Révolution française. Basé sur l'adhésion à des principes communs, il ne rejette *a priori* personne : quiconque partage les principes de la nation peut en faire partie. Ce type de nationalisme ne possède pas de frontières et a une vocation universaliste : il peut se répandre sur toutes les terres et tous les Hommes. Ceci correspond bien à la nation élective d'E. Renan et par extension à l'approche de Lénine du soviétisme qui, à terme, regroupera l'ensemble des prolétaires du monde sans distinction de leurs origines. Ce nationalisme est donc dit ouvert parce qu'il ne porte aucun intérêt aux différences entre les Hommes, mais se focalise davantage sur le moyen de dépasser ces dernières. La Biélorussie d'A. Loukachenka, bâtie sur un nationalisme d'essence communiste, est alors un nationalisme ouvert. Il est très rare d'entendre le président biélorussien rejeter une communauté en raison de son origine.

Au contraire, le nationalisme fermé est apparu plus récemment, selon M. Winock, au début du 20ème siècle. Dans ce cas, le nationalisme n'est plus inclusif mais exclusif. Il ne s'agit plus de permettre à tous ceux qui le souhaitent de rejoindre la nation, mais d'établir des critères stricts d'appartenance. Les principes moraux ou de vie ne sont pas le plus important. Désormais, ce sont des critères culturels, au sens large, voire parfois génétiques, lorsque l'idée est poussée à son paroxysme, qui priment. Cette conception nouvelle du nationalisme est, en partie, encouragée par le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui permet la formation, notamment dans les PECO, d'Etats-nations ethnoculturels. Ce nationalisme fermé est donc un nationalisme défensif et de repli sur soi. L'exemple-type est le nazisme et sa supériorité de l'Aryen. Dans une moindre mesure, le nationalisme Grand-serbe de S. Milošević est lui aussi un nationalisme fermé. Le projet du Président est de reconstruire la Serbie médiévale dans laquelle ne vivent que des Serbes. Il reprend à son compte les vieilles rancœurs entre les peuples yougoslaves, afin de les dresser les uns contre les autres, pour protéger la terre des Ancêtres. En désignant les ennemis de la nation, en pointant ceux qui sont responsables de tous les maux des Serbes, S. Milošević encourage les massacres qui suivront en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo. Les nationalistes, convaincus ou non, qui les commettront, affirmeront le faire dans le but de défendre les intérêts de leur peuple. Ils justifient leurs actes par une réponse à une agression plus ou moins récente[9].

[9] Une telle justification est également présente chez les Croates, les Bosniaques et les Bosniens de la même époque. Si les Serbes sont souvent perçus comme les responsables exclusifs des différents crimes de guerre perpétrés dans la péninsule à cette époque, il ne faut pas oublier que le TPIY juge des représentants des autres nations pour les mêmes crimes.

B. Le lien entre nation et nationalisme

S'il est certain que nation et nationalisme sont intimement liés, certains auteurs cherchent à déterminer lequel engendre l'autre. E. Hobsbawm est ferme sur sa position : c'est le nationalisme qui conduit à la nation. Il le démontre par la création du concept de protonationalisme par lequel il étudie et critique les éléments au fondement de la nation. Ces éléments ; la langue, la religion et l'ethnie, préexistent à la prise de conscience de soi qui, elle crée le nationalisme et la nation.

Après nos lectures préparatoires à nos travaux, une conclusion s'est imposée : il n'existe pas nécessairement de logique temporelle entre les deux. De façon triviale, se poser une telle question revient à se demander qui est apparu en premier de l'œuf ou de la poule. Ce sont deux phénomènes, souvent concomitants, mais qui demeurent indépendants l'un de l'autre. Toutes les nations ne revendiquent pas leur indépendance et donc ne forment pas de mouvement nationaliste. Et tous les mouvements nationalistes ne sont pas adossés à une nation préexistante. Ainsi dans le premier cas, si les Roms se considèrent comme une communauté nationale, il n'existe pas ou peu de nationalisme rom en vue de la construction d'un Etat ou de la reconnaissance de leur nation. Ils demandent davantage la reconnaissance de leur culture particulière en tant que minorité nationale. Dans le deuxième cas, l'exemple le plus répandu est celui de la France. Si la Révolution de 1789 est conçue comme un mouvement nationaliste, peut-on affirmer qu'il existe sous l'Ancien Régime une nation française ? C'est le rejet du système féodal et les ambitions de la bourgeoisie qui sont à l'origine du mouvement national, qui en même temps fait prendre conscience aux Français qu'ils sont une communauté bien plus vaste que la simple ville ou seigneurie. De même, le sentiment d'appartenance ne se diffuse qu'après la Révolution par le biais des institutions étatiques. Ainsi, il n'est pas possible de donner une réponse universelle à la question de la primauté chronologique entre la nation et le nationalisme ; tout dépend du contexte et de la communauté elle-même.

La Serbie et la Biélorussie en sont des exemples. En Serbie, le sentiment national existe, selon la légende, depuis l'occupation ottomane, plus vraisemblablement depuis le 19ème siècle. La nation serbe naît réellement à cette dernière époque lors des mouvements indépendantistes menés d'abord par Karađorđević puis par M. Obrenović. Les Serbes obtiennent leur autonomie puis leur indépendance de l'Empire ottoman. Elle ne sera absorbée dans la Yougoslavie qu'après la Première Guerre mondiale. Dans les années 1990, lorsque la RSFY vacille, suite à la disparition de Tito, la question de la nation revient dans le débat public. Les nationalistes se servent du souvenir de cette nation, autrefois indépendante, pour créer un

mouvement nationaliste serbe. Ici c'est bien la nation, ce sentiment de partager des traits communs, qui conduit à la formation du nationalisme. La nation préexiste au nationalisme. Ce dernier est un instrument aux mains des hommes politiques pour prendre le pouvoir.

En Biélorussie, la situation est différente. Au cours de l'Histoire, il n'a jamais existé d'Etat indépendant, sauf durant quelques mois en 1918. En 1991, ce n'est pas seulement l'indépendance de l'Etat qui est proclamée mais aussi celle de la nation. Quelle nation ? Les Biélorussiens ne se sont jamais interrogés sur leur identité autrement que par le biais d'un rapprochement avec la Pologne ou la Russie. De 1991 à 1994, s'ouvre alors un débat entre deux nationalismes qui proposent chacun une vision de l'identité biélorussienne. La victoire du candidat A. Loukachenka est celle du nationalisme politique communiste. C'est à partir de ce nationalisme que se construit la nation : les Biélorussiens se retrouvent dans l'adhésion au communisme et entendent être gouvernés par un homme partageant cette idéologie. Ici c'est le nationalisme qui précède à la nation.

Finalement cette discussion universitaire n'a que peu d'importance dans la pratique. Les leaders politiques ne se posent pas cette question lorsqu'ils tentent de séduire la nation. Ce qui importe le plus est la réception de leurs discours ; l'émotion qu'ils suscitent chez leur public. Dans les PECO, sûrement plus que partout ailleurs en Europe, le recours à la thématique de la nation a un écho particulier. L'explosion nationale a lieu après la Première Guerre mondiale lorsque les grands Empires multiethniques, vaincus, sont démantelés. Le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes autorise la formation d'une multitude de petits Etats ne prenant pas nécessairement en compte les spécificités culturelles de la région. Les peuples sont mélangés et chacun exige le droit à son Etat-nation. Sur quelles bases sont-ils légitimes à obtenir satisfaction ?

1. La recherche de critères de revendication à une nation

Des critères tels que ceux dégagés dès 1830 par G. Mazzini sont clairement mis de côté, car inapplicables dans les PECO. Pour cet idéologue italien, une nation ne peut être reconnue que si « elle réuni[ssai]t non seulement les ressources nécessaires à son existence, mais aussi des conditions suffisantes quant à la dimension, la population et la tradition historique »[10]. Ces critères sont bien trop stricts et subjectifs pour être opérationnels en Europe de l'est après 1918. Qui est à même de déterminer objectivement s'ils sont remplis ou non ? De plus, ils n'ouvrent la possibilité qu'à l'existence de nations ethnoculturelles en imposant le critère de

[10] HERMET G., *op.cit.,* p. 158

la tradition historique. Après 1918, les grandes nations victorieuses accordent le droit à l'Etat-nation aux petites nations d'Europe de l'Est qui leur ont apporté leur soutien. Dans le cas particulier de la Yougoslavie, ils préfèrent créer un Royaume pluriethnique dirigé par les Serbes, les seuls à s'être opposés tant à l'Empire ottoman qu'à l'Empire austro-hongrois. La Biélorussie aussi obtient une éphémère indépendance, dont les nationalistes, surpris, ne savent trop quoi faire. Désorganisés, ils ne résisteront que quelques mois à la pression des Bolchéviques et la Biélorussie sera absorbée par l'URSS naissante.

Les grandes nations prennent aussi en compte un autre critère : la volonté d'avoir son Etat-nation. Une mosaïque d'Etats est reconnue sans se soucier de la question des minorités nationales. Dans ces nouveaux Etats, d'essence ethnoculturelle, doivent alors cohabiter différentes ethnies qui parfois n'ont de minoritaire que le nom. Des tensions voient le jour et des irrédentismes secouent la région dans un contexte de crise économique et de montée du fascisme. Le nationalisme, jusqu'ici moteur de la création des nations, comme il l'a été sous la Révolution, devient la mèche conduisant à l'explosion des Etats. La paix est compromise et le principe du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes démontre ses limites.

2. Le retour de l'idée de nation

Entre 1945 et la fin des années 1980, la question de la nation ne se pose que très peu dans cette région. Elle est partagée dans deux grands Etats communistes : l'URSS et la RFSY qui règlent le problème de façon très définitive. Ils ont une approche très différente du reste de l'Europe de la relation nationalité-citoyenneté. Là-bas, où la citoyenneté prime sur la nationalité, ce sont deux notions déconnectées.

Ce n'est que quand le monde communiste tombe que l'idée de nation revient au cœur des débats. En effet, désormais l'identité communiste a disparu, il en faut une nouvelle. Peu imaginatifs, les leaders indépendantistes reprennent celle de la nation. Il s'agit alors de réveiller cette flamme nationale, étouffée pendant au moins quarante ans et de reconstruire des Etats-nations. Les discours nationalistes appellent globalement à la reconnaissance d'une *kulturnation*. En ex-Yougoslavie, ce sont principalement les projets Grand-serbe et Grand-croate qui se heurtent violemment. S. Milošević et F. Tudjman comprennent que l'idée de nation mono-ethnique séduit leur peuple et s'en emparent. Si ailleurs dans les PECO la construction de nouveaux Etats-nations se déroule dans un calme relatif, les Balkans cèdent à la guerre. Les leaders font exploser leur ancien Etat en ravivant des haines prenant racines au 19ème siècle mais surtout en rappelant celles du 20ème siècle : détruire l'Autre c'est venger ses aïeux. La Biélorussie emprunte un chemin différent. Les représentants du Front national

biélorussien (BNF) tentent de prendre le pouvoir au moyen d'un ethnonationalisme, en vain. S'ils sont un peu entendus entre 1988 et 1991, ils sont rapidement réduits au silence par un nationalisme politique. Les Biélorussiens qui sombrent de plus en plus dans la misère économique depuis le passage à l'économie de marché, ne portent qu'un intérêt très limité aux interrogations ethnoculturelles. Comment la reconnaissance de l'héritage du passé lithuano-polonais peut faire baisser le taux de chômage ? A. Loukachenka remporte les élections présidentielles de 1994 grâce à un discours nationaliste politique. Il promet aux Biélorussiens de rétablir leur bonheur et plénitude passés en restaurant une politique d'essence communiste. Cette dernière est associée au bien vivre depuis 1945, faire une telle promesse est la certitude d'obtenir le soutien des plus touchés par la crise. Le maintien d'une relation illusoire et asymétrique avec la Russie et la reconstruction hasardeuse d'un Etat communiste permettent à A Loukachenka de s'emparer du pouvoir et de le conserver.

Ainsi, le type de nationalisme n'est pas en cause dans la suspension du processus de démocratisation en Serbie et en Biélorussie. Ni l'un ni l'autre n'est favorable ou non à cette situation. De plus, c'est le nationalisme qui conduit, en partie, à la démocratie dans les autres Etats des PECO. Ce qui importe le plus c'est la manipulation de ce nationalisme, qu'il soit ethnoculturel ou politique. S. Milošević et A. Loukachenka refusent d'admettre qu'ils ont recours au nationalisme. Purs produits de l'école communiste, ils prétendent ne pas se reconnaître dans un tel discours. Pourtant, comme nous le verrons tout au long de nos développements, ils instrumentalisent, à des fins personnelles, le thème de la nation qui est à la mode dans la région durant ces années. Ils n'agissent pas par conviction, mais par opportunisme. Aucun des deux n'hésitera au cours de sa carrière à revenir sur ses propos anciens pour s'adapter aux évolutions de la situation. Ainsi, lorsque la communauté internationale se préoccupe des massacres dans les Balkans, S. Milošević condamne les ultranationalistes. De son coté, A. Loukachenka se dédit à partir de 2000 dans ses volontés d'entretenir une relation privilégiée avec la Russie, quand V. Poutine prend le pouvoir et se révèle moins patient et docile que B. Eltsine.

L'étude de ces deux cas démontre bien que la nation et le nationalisme ne sont finalement que des instruments aux mains des leaders politiques, notamment en période de crise. L'Histoire a prouvé, à de nombreuses reprises, que dans ces cas-là, le repli sur soi est un réflexe de toute communauté humaine. Que la nation soit ethnoculturelle ou politique, elle finit toujours par se rétracter sur elle-même en cas de trop forte entropie. Les deux Présidents se servent de ceci et

de la mauvaise image de la démocratie de type occidental pour confisquer le pouvoir et imposer un régime autoritaire et personnel[11].

II. Les cas d'étude

Nous proposons dans les développements qui suivent d'étudier ces questions de la nation et du nationalisme dans le cadre de la Serbie et de la Biélorussie des années 1990. Nous étudierons donc la Serbie sous le pouvoir de S. Milošević de 1986, date à laquelle il devient le héraut du nationalisme serbe, à sa chute en 2000. Nous la comparerons à la Biélorussie d'A. Loukachenka de 1994, date de son élection à la Présidence de cet Etat, à 2006. Lorsque cette année là, il est réélu pour un quatrième mandat, la Biélorussie aurait pu se rebeller contre son pouvoir, poussée par la vague de « révolutions » qui éclatent notamment en Ukraine et en Géorgie. Cet acte manqué de mettre un terme au pouvoir d'A. Loukachenka est le symbole de la politique biélorussienne. Faute d'une opposition crédible, le Président conserve sa place, au mépris de la Constitution. Après l'obtention de ce nouveau mandat, A. Loukachenka, en raison du rafraichissement des relations avec la Russie, décide d'essayer de normaliser ses relations avec le reste du monde. Ce nouveau mandat marque le début d'un changement radical dans le régime biélorussien, ne permettant plus la comparaison avec la Serbie.
Nos objets pratiques se situent donc dans une région et une époque particulières, ainsi que dans une logique comparative inédite.

A. Une aire géographique

La Serbie et la Biélorussie appartiennent à une zone géographique particulière, celle qui est à l'est de ce que W. Churchill nomme le « Rideau de Fer ». Cette zone a été dominée jusqu'en 1918 par de grands Empires multiethniques, puis à partir de 1945 par deux grands Etats communistes. La question de l'indépendance des nations est centrale dans cet espace où les peuples sont souvent contraints de vivre ensemble sous une domination étrangère. Le nom de cette région est lui-même un objet de débat. Nous utiliserons les expressions génériques : Europe de l'Est et Pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO), mais avant nous reviendrons sur quelques autres noms donnés à cette région.

[11] Voir Partie II- Titre II. La diffusion d'une image conforme au nationalisme postcommuniste

1. La Middle Europa

Cette dénomination renvoie tant par sa proximité linguistique que par son application pratique à l'idée de *mitteleuropa* forgée par F. Naumann pour désigner la sphère d'influence de l'Allemagne. C'est ainsi qu'est nommée cette partie médiane du continent européen. Généralement de langue allemande et de religion chrétienne, elle est également composée de nombreuses minorités nationales. Il ne s'agit donc pas uniquement d'une zone géographique mais aussi et surtout d'une zone culturelle. De plus, elle se caractérise par une longue tradition de domination par des Empires supranationaux : le Saint Empire germanique et l'Empire austro-hongrois, puis d'Etats multiethniques. Toutefois, si d'un point de vue religieux et sur la question des minorités ethniques, la Serbie et la Biélorussie entrent dans la sphère de la Middle Europa, cela reste plus contestable en ce qui concerne la langue allemande et les Empires d'essence germanique. En effet, ces deux nations sont de tradition linguistique slave et non germanophone, certes la proximité géographique avec les deux Empires offre la possibilité d'intégrer des mots étrangers mais ce n'est pas décisif. Au contraire, ce sont davantage les Empires russe et ottoman qui partagent une histoire forte avec la Serbie et la Biélorussie. Ce sont d'ailleurs ces zones d'influences, ces allégeances, ces soumissions forcées qui sont au cœur des guerres de la première moitié du 20ème siècle : ni la Serbie, ni la Biélorussie ne prendra le parti de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie[12]. Il est à noter que dans le cas particulier de la Serbie, les relations de la Croatie avec l'Empire des Habsbourg sont restées très longtemps un point de divergences entre les deux nations.

Enfin, d'un point de vue strictement géographique, pouvons-nous réellement affirmer que la Serbie et la Biélorussie sont des Etats de la Middle Europa ? Il suffit de regarder une carte pour affirmer que non. La Serbie est bien trop au sud-est et la Biélorussie ou nord-est.

2. L'Europe centrale et orientale

Cette formule offre l'avantage d'être moins restreinte que *Middle Europa*, bien que très floue. Rien dans cette expression ne précise les frontières de cette zone. S'il est possible de considérer qu'à l'ouest elle longe le Rideau de Fer, rien ne précise sa imite à l'est. La Russie en fait-elle partie ? De même pour ses frontières nord, les pays Baltes et la Finlande sont-ils inclus ? Et au sud, l'ex-Yougoslavie, la Grèce et l'Albanie sont-elles des PECO ? Cette formule impose aux scientifiques de s'interroger sur ce qu'est l'Europe, ils se trouvent face

[12] Il est à noter que dans le cas particulier de la Serbie, les relations de la Croatie avec l'Empire des Habsbourg sont restées très longtemps un point de divergences entre les deux nations.

aux mêmes problèmes que les bâtisseurs de l'Union européenne qui devront un jour définir ses frontières à l'est.

Toutefois, le questionnement géographique peut rapidement être réglé par l'idéologie. En effet, par Europe centrale et orientale, concept très Occidental, il faut simplement comprendre cette partie du continent européen qui, après 1945, est sous domination communiste. L'imaginaire Occidental oublie, parfois, le cas particulier de la Yougoslavie, qui n'est pas soviétique mais titiste. De plus, la politique propre de Tito, sa brouille avec Staline et son implication dans le mouvement des Non-alignés n'aident pas à réellement définir l'idéologique de cet Etat. Néanmoins, elle demeure cataloguée « Europe centrale et orientale » malgré une position géographique très au sud.

Une telle expression est certes, bien pratique, car elle renvoie à un imaginaire simple et direct de l'Europe : celle de l'autre coté du Mur de Berlin, celle qui est sensée avoir préféré Moscou à Washington. Mais, elle reste très idéologique voire grossière. Elle conduit à ne faire aucune distinction entre l'URSS et la RFSY. Ce sont des communistes. Elle ne permet pas non plus la nuance culturelle. L'Europe centrale et orientale, tout comme sa version synthétique « Europe de l'est » fait de cette région un bloc monolithique. Elle ne reflète pas la multitude culturelle, ethnique, linguistique, religieuse, historique. Ceci donne à voir, un seul peuple qui possède le même passé et la même destinée. Finalement, les Occidentaux sont, en la matière, les meilleurs propagandistes de l'URSS qui cherche à imposer cette vision.

Rapidement, cette « Europe de l'est » devient l' « Europe de l'Est ». Ce n'est plus un point cardinal qui la définit mais son appartenance au bloc soviétique, sa soumission à un modèle économique et politique concurrent à celui de l'Occident. Par l'adoption de cette majuscule, la Guerre froide clive encore davantage le continent. Ainsi, en sus de la minoration de la diversité culturelle de la région, l'appellation renvoie à une idée de jugement. L'Est est le domaine de Staline et de ses sbires, une région dans laquelle les masses sont opprimées et privées de libertés. L'Est est synonyme de totalitarisme. Les sentiments des Occidentaux oscillent entre la haine envers cette politique et la pitié pour le peuple.

Ces sentiments tendent à s'estomper, d'abord à partir de 1990 et de la chute de l'URSS, et encore un peu plus lors des premières intégrations à l'UE. Pourtant, ils sont toujours présents en arrière plan, diffus. Ils donnent lieu à un racisme « ordinaire » envers cette région de l'Europe, plus pauvre, perçue comme vampirisant économiquement les vieilles nations européennes à l'image du plombier polonais.

La Serbie et la Biélorussie sont alors prises dans cette masse qu'est l'Europe centrale et orientale. Si la Serbie parvient à se faire reconnaître par le reste du monde à cause des

violences des années 1990, la Biélorussie pâtit de ce bloc. Sa non-histoire personnelle, ses rapports avec la Russie, son nom même, en font un Etat anonyme.

3. L' « Autre Europe »

Titre de l'ouvrage de J. Rupnik[13], expression empruntée à C. Milosz, cette formule renvoie au fameux *Occident kidnappé* de M. Kundera[14]. Il s'agit ici, en quelque sorte du contre-pied de l'Europe centrale et orientale, en prenant comme point de vue celui de l'est. Dans son article, M. Kundera lance un appel aux Occidentaux, il leur demande de venir sauver l'Est, de sauver la région du communisme. L'auteur explique aux Occidentaux que cette Europe n'a rien à voir avec la Russie, qu'elle est faite de diversité là où l'URSS impose uniformité : « C'est pourquoi l'Europe que j'appelle centrale ressent le changement de son destin après 1945 non seulement comme une catastrophe politique mais comme la mise en question de sa civilisation. Le sens profond de leur résistance, c'est la défense de leur identité ; ou autrement dit : c'est la défense de leur *occidentalité* »[15]. Là est bien toute l'opposition entre l'URSS et l'Europe de l'est. Cette dernière, par ses différentes nations qui aspirent à la création d'Etats-nations, revendique ses spécificités culturelles et nationales. Comme son alter-ego occidental, elle ne veut pas vivre sous la domination d'un Etat centralisateur et homogène. Cette Europe est animée par les mêmes sentiments nationalistes que l'Occident, c'est en cela qu'elle n'a rien de commun avec la Russie et se rapproche de l'Occident. Ainsi, c'est en partie le nationalisme qui unit les deux Europe, le clivage entre bloc de l'Ouest et bloc de l'Est est artificiel.

M. Kundera poursuit son plaidoyer en révélant aux Occidentaux le sentiment d'abandon qui habite les Européens de l'est depuis 1945. Depuis l'allégorie du Rideau de fer et la construction du Mur de Berlin, les Occidentaux ont oublié cette région de leur continent. Ils leur en veulent de les avoir abandonnés à leur triste sort et de fermer les yeux sur leur situation.

La Serbie connaît très tôt ce sentiment d'abandon de la part de l'Occident. En effet, aux lendemains de la Bataille de Kosovo Poljé, elle espère que les Chrétiens vont se précipiter à son secours. Ils ne sont jamais venus. Les Serbes estiment que leur sacrifice n'est pas reconnu à sa juste valeur.

---

[13] RUPNIK J. *L'Autre Europe, crise et fin du communisme*, Seuil, 1993

[14] KUNDERA M., « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », Le Débat, novembre 1993, p. 3-23

[15] *Ibid*., p. 5

Au contraire, la Biélorussie ne ressent pas ce genre de sentiment envers l'Occident. Traditionnellement proche de la Russie, elle est la gardienne occidentale de la *russité*. Ceci est principalement dû au travail de propagande des Tsars, puis des Bolchéviques pour imposer une filiation avec la Russie. Les nationalistes du BNF partagent le point de vue de M. Kundera en s'appuyant sur le passé lithuano-polonais en faisant de l'adhésion à l'UE une des priorités de leur programme.

Aucune des expressions n'est finalement satisfaisante pour définir avec certitude cette région. La raison est simple, cette région n'est pas uniforme, elle se caractérise par sa diversité et ses nuances. Chaque nom appelle à des critiques et rejette certaines nations. Néanmoins nous opterons pour celui de PECO ou Europe de l'est, et non l'Est, en ce qu'ils représentent tous les deux des idéaltypes pratiques. Ils renvoient à cette Europe, géographiquement à l'est du Rideau de fer, qui est dominée dès 1945 par l'idéologie communiste. Une Europe qui, dans les années 1990, explose en une multitude d'Etats-nations qui doit gérer en même temps sa transition démocratique, son passage à l'économie de marché et la question des minorités nationales. Une Europe qui, à cette époque, redécouvre son histoire et conduit les vieilles nations occidentales à s'interroger sur ses certitudes et son avenir.

B. Une période historique

Nos développements se concentrent sur une période précise et décisive de la région : la chute du monde communiste en Europe de l'Est. Schématiquement, cette période débute au milieu des années 1980 avec la Pérestroïka, continue avec la mort de l'URSS en 1991 et finit dans le milieu des années 1990, quand les nouveaux Etats achèvent leur transition démocratique. Si nous nous étions concentrés sur ces Etats-là nous nous serions donc arrêtés à la première vague d'adhésion à l'UE en 2004. Or un tel bornage temporel ne peut pas s'appliquer à la Serbie et à la Biélorussie. Leur trajectoire divergente de la transition démocratique impose de prendre en considération une période plus longue.

1. Le contexte général

Notre étude s'inscrit dans ce contexte particulier qu'il est nécessaire de présenter pour comprendre en quoi la Serbie et la Biélorussie sont extraordinaires.

A l'image de la Constitution de 1974 en RFSY, la Pérestroïka bouleverse l'URSS. Conscients du déclin du monde qu'ils ont connu, Tito et M. Gorbatchev, tentent de l'adapter aux changements en cours. Ainsi faisant, ils deviennent les fossoyeurs de cette Europe de l'Est et encouragent la montée du nationalisme. La fin du communisme est imminente et le rêve

démocratique n'a jamais été aussi palpable. Les Républiques fédérées demandent, arrachent et obtiennent toujours plus d'indépendance. Les relations avec l'Ouest se réchauffent. A l'image de la Pologne et de *Solidarnosc*, elles luttent pour leur indépendance contre un pouvoir central qui est désarmé. Débarrassées de l'uniformité communiste, les nations sortent du silence et se cherchent une nouvelle identité. L'Europe de l'Est veut redevenir cette Europe des nations qu'elle a été entre les deux Guerres mondiales. Si la chute de l'URSS est rapide et franche, il n'en va pas de même en RFSY où des hommes tel que S. Milošević, entretiennent un flou entre l'indépendance nationale et le maintien d'un Etat unitaire[16].

Si cette réunification de l'Europe après la chute du communisme est présentée comme une fête, symbolisée par la démolition en musique et allégresse, du Mur de Berlin, en réalité cette reconnexion ne se fait pas sans mal. Les Européens de l'Est ont rapidement le sentiment de la subir plus que de la vivre. Généralement, la transition démocratique est présentée, par les Occidentaux, comme l'envie irrépressible de l'*Autre Europe* d'obtenir les standards de l'Ouest. L'Est rêve de cette démocratie porteuse de libertés et de cette économie de marché. La réunification se fait qu'à sens unique. Si l'Est doit rattraper l'Ouest, ce dernier ne trouve rien à emprunter au premier. Il ne voit en cette région qu'un retard qui devant être comblé par des réformes à grande vitesse pour espérer entrer dans les grandes institutions internationales. Vu d'occident, l'orient est un occident en devenir, un occident du passé, archaïque, qui a fait le choix de l'URSS au détriment du bonheur de la démocratie capitaliste[17].

En ce début des années 1990, l'est se trouve dans la même situation qu'au début du 20ème siècle lorsqu'il s'est construit en Etats-nations, copiant les mouvements nationalistes occidentaux. J. Plamanetz écrit à ce propos « le nationalisme de type oriental est à la fois mimétique et concurrentiel »[18]. Lors de l'amorce de la transition démocratique, les leaders nationalistes font preuve de ce mimétisme. Ils reprennent à leur compte les mouvements nationalistes qui ont libérés les nations occidentales en s'inspirant particulièrement de la Révolution française et de la Guerre d'Indépendance. La question de la concurrence n'est pas si aisée à déceler. Celle avec les régimes communistes est très faible, ces derniers étant déjà à moitié morts et les nationalismes de l'est ne représentent pas un grand danger pour l'ouest. En imposant des modèles institutionnels à l'est, l'ouest limite les risques de la mimétique concurrentielle de J. Plamanetz. En effet, le but de cette stratégie qui apparaît dans des

[16] Voir Partie II- Titre II- Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste

[17] A ce sujet voir notamment STASIUK A., *Fado*, Paris, Christian Bourgeois éditeur, 2009

[18] PLAMENATZ J., « Two types of nationalism », *in* KAMENKA E., *Nationalism : the nature and evolution of an idea*, Edward Arnold, p.33

communautés dominées par une puissance allogène est de l'imiter, pour finalement la faire tomber et prendre sa place au nom de la volonté du peuple. C'est cette stratégie qui prévaut lors de l'implosion de l'Empire des Habsbourg ou de la décolonisation en Afrique ou en Asie[19]. Lors de la transition démocratique, les occidentaux manipulent cette stratégie à leur avantage. Ils encouragent les mouvements nationalistes à mettre un terme au pouvoir communiste, mais ne laissent que peu de choix aux nouveaux Etats quant à leurs structures institutionnelles. Ils profitent de cette idolâtrie pour la démocratie pour ne pas laisser aux nouveaux leaders politiques trop de choix et de libre arbitre dans la construction de leur Etat. Les Occidentaux utilisent les leaders nationalistes du moment pour prendre la place des communistes et ainsi remporter la Guerre froide. Les peuples, trop heureux de se libérer d'une tyrannie liberticide, ne se rendent pas compte qu'ils se soumettent à une autre domination : celle de l'Occident. Leur *volk* est en partie celui que l'Occident accepte.

2. Les particularismes serbe et biélorussien

La Serbie et la Biélorussie, et cette dernière encore plus, refusent cette domination du modèle Occidental et suspendent la transition démocratique pour entrer dans un régime conforme à leur identité. Mais comme le rappelle régulièrement E. Hobsbawm dans ses écrits, les masses ne sont que des outils au profit des ambitions de certains leaders politiques. Les stratégies de S. Milošević et A. Loukachenka ne sont pas si éloignées de celles des Occidentaux et convergent vers le même but : renverser le pouvoir en place, pour en créer un nouveau inspiré d'un régime, ou du souvenir d'un régime qui aurait été bénéfique au peuple. La Serbie et la Biélorussie sont des exceptions intéressantes. En refusant le modèle *tout prêt* de l'Occident, elles tentent de préserver une âme nationale propre, bien qu'elle soit à la faveur des ambitions de leur Président. Toutefois, malgré les dérives de S. Milošević et A. Loukachenka, ces deux nations ont le mérite d'essayer de trouver leur voie personnelle et d'abandonner le mimétisme systématique de leurs voisins.

Les manœuvres politiciennes ne sont pas les seules à l'œuvre dans cette époque de changement. S'ouvre alors une aire de renouvèlement générationnel crucial. La Guerre froide oppose des idées et des hommes ayant vécu et survécu à la Deuxième Guerre mondiale. Dans les années 1990, ces hommes sont déjà âgés, et la nature faisant son œuvre, ils meurent. Leur pouvoir, né de leur rôle dans ce combat contre le fascisme au nom de la liberté, disparait avec

[19] Voir HERMET G., *op.cit*., p. 141

eux. Les nouveaux prétendants aux hautes fonctions doivent trouver un autre discours légitimateur pour séduire les masses et remplacer leurs ainés.

Ce nouveau discours n'est pas novateur car il s'agit du nationalisme. Les élites non communistes cherchent une nouvelle identité à la masse. Elles proposent un retour au *volk* originel par le nationalisme. De plus, ces intellectuels et politiques nationaux profitent de l'association nation/démocratie pour convaincre le peuple. Il est vrai que l'Histoire des deux derniers siècles montre une congruence entre ces deux notions. En règle générale, le nationalisme a mené à l'abolition d'un régime fort au profit d'un régime à tendance démocratique. L'idée de mimétisme de J. Plamanetz s'en trouve renforcée. Les leaders politiques eux-mêmes, semblent ne pas percevoir de traits propres à l'Europe de l'est, à conserver dans cette transition. Les Européens de l'est sont spoliés de leur véritable identité, au nom d'un idéal, qui dans certains cas ne leur offre pas tous les bienfaits attendus.

C. Des objets comparables

Comparer la Serbie et la Biélorussie n'apparaît pas comme une évidence. Pourtant, cela se justifie par au moins quatre arguments : d'une part, la similarité des deux leaders (1°), une connexion culturelle entre les deux nations (2°). D'autre part, la Serbie et la Biélorussie postcommunistes posent des questions scientifiques et politiques : la transition démocratique est-elle la seule voie envisageable (3°) ? Enfin, il en découle une nécessaire remise en question des définitions de grandes notions par les scientifiques occidentaux. En effet, tant les leaders serbe et biélorussien font appel à des thématiques politiques maintes fois étudiées, mais leur donnent une dimension parfois nouvelle, parfois oubliée (4°).

1. Des leaders similaires

Une évidence surgit lorsque sont évoqués les noms de S. Milošević et A. Loukachenka : ce sont des « dictateurs ». Ils sont qualifiés ainsi selon la définition populaire, car ils s'emparent du pouvoir. Ils soumettent leur peuple et briment les libertés fondamentales. Ils sont même souvent présentés comme les derniers dictateurs d'Europe. S. Milošević est encore plus associé à cette image en raison des crimes commis par les Serbes, il rappelle au monde les heures sombres de l'Europe du 20ème siècle. Pour sa part, A. Loukachenka est aujourd'hui, le dernier dictateur en Europe. La Biélorussie est le dernier Etat du continent à revendiquer une politique d'essence communiste, à ne connaître aucune alternance au pouvoir et une

opposition ouvertement bâillonnée. De plus, A. Loukachenka affiche sans retenue son mépris pour l'UE ainsi que son désir de s'en tenir éloigné[20].

De plus, ces deux derniers dictateurs se connaissent. Au plus fort de la crise des Balkans, l'ONU décide de la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Un mandat d'arrêt international est émis à l'encontre de S. Milošević. Reclus en Serbie, dans un premier temps, il ne se soucie guère de la justice internationale. Les choses changent quand en 2000, les Serbes se rebellent contre leur Président et portent au pouvoir les démocrates. A. Loukachenka propose alors à son homologue serbe l'asile politique, afin de lui éviter un jugement par un tribunal que l'un comme l'autre considèrent illégitime. Le Serbe sera finalement arrêté, arrestation qualifiée de « révoltant et antidémocratique », par A. Loukachenka ; et transféré à La Haye en 2001. Mais ce n'était pas la première fois qu'A. Loukachenka manifestait son soutien à S. Milošević. Déjà en 1999, lors de l'intervention aérienne de l'OTAN contre la Serbie, il fait le déplacement à Belgrade. Il est à noter que S. Milošević n'est pas le seul à qui le Biélorussien ait fait cette proposition. Il la réitère par exemple au profit de S. Hussein, après avoir affiché un soutien indéfectible au régime irakien contre les Etats-Unis et la communauté internationale.

Si les deux hommes sont personnellement liés, leurs nations le sont aussi d'un point de vue culturel.

2. Une connexion culturelle slave orthodoxe

La notion de communauté culturelle est moins importante en Biélorussie qu'en Serbie, mais elle n'en est pas moins présente. En effet, A. Loukachenka s'appuie sur le zapadno-russisme biélorussien pour prendre le pouvoir. Cette idée lie les Biélorussiens aux Russes par un partage culturel correspondant au protonationalisme d'E. Hobsbawm[21]. Apparu entre le 17ème et le 18ème siècle au cœur de la paysannerie biélorussienne, ce zapadno-russisme légitime l'emprise et la domination de Moscou sur cette région. Dès lors, le passé polonais, catholique, est rejeté.

Les deux arguments majeurs en faveur de Moscou sont l'appartenance au monde slave et l'orthodoxie. Les paysans de l'époque se trouvent alors davantage de points communs avec la Russie qu'avec la Pologne, non Slave et catholique. Cette communauté slave et orthodoxe dépasse la sphère d'influence directe de Moscou. Les Serbes se tournent rapidement vers ce

[20] A. Loukachenka, depuis les Accords de Minsk, tente de briser cette image et de se rapprocher de a Communauté internationale tout en conservant un régime non démocratique.

[21] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables

protecteur puissant. Se crée alors une alliance diplomatique entre la future Principauté de Serbie et l'Empire russe. Néanmoins, les rapports entre Moscou et Belgrade ne sont pas aussi fusionnels que ceux avec Minsk. En effet, la Serbie conserve une farouche indépendance, notamment sur le plan religieux. Elle n'acceptera jamais de passer sous le Patriarcat de Moscou et défendra son autocéphalie.

Cette alliance demeure très asymétrique, la fameuse question d'Orient le montre. La Serbie récemment indépendante de l'Empire ottoman est un pion majeur dans la quête russe des Dardanelles. De même, la Serbie est une amie de la France, ce qui représente un intérêt de poids pour les Russes dans leur lutte contre la Sublime Porte. Lorsque la Serbie répond toujours à l'appel de Moscou, à l'inverse, il n'en va pas de même. Si le dirigeant russe ne décèle pas un avantage pour lui, il ne prête pas nécessairement attention aux appels de Belgrade[22]. Ceci se confirme dans les années 1990, V. Poutine ne vient pas au secours de la S. Milošević quand celui-ci voit son régime vaciller. Il offre l'asile politique à sa famille mais ne s'offusque pas, contrairement à A. Loukachenka, de l'arrestation du Président serbe. Il se refuse également à tous commentaires à propos des violences balkaniques ou des élections. Il observe un droit de réserve imposé par le principe de non ingérence internationale.

Un autre point de convergence unit la Serbie et la Biélorussie dans l'Histoire récente : le communisme. Toutes deux vivent après 1945 jusque dans les années 1990, volontairement ou non, sous le communisme, et suivent alors des trajectoires assez proches. La Biélorussie manifeste un profond attachement à l'URSS, alors que la Serbie subit la domination titiste.

3. L'affirmation de trajectoires personnelles

Après la Deuxième Guerre mondiale, le communisme est le grand vainqueur en Europe de l'est. Staline s'empare de l'ensemble des territoires délivrés par l'Armée rouge, Tito prend la tête de l'ancien Royaume de Yougoslavie. En 1948, Staline et Tito se brouillent et s'opère alors une scission entre les deux Etats. Cette distinction est d'autant plus renforcée à partir de 1955 quand Tito décide de ne plus prendre part à la Guerre froide en adhérant au mouvement des Non-alignés[23].

[22] Voir BYSTRZONOWSKI L.S., *Sur la Serbie dans ses rapports européens avec la question d'Orient*, Les éditions Chapitre.com, 2014

[23] Il prend la tête du Mouvement dès 1961 en organisant la deuxième conférence à Belgrade. Le symbole est alors très fort car, la RFSY est un Etat sur le continent européen et non un Etat issu de la décolonisation. Dès lors la RFSY s'offre une place de choix dans les relations entre les deux Blocs, sa position géographique est un atout majeur pour en faire un acteur diplomatique de premier plan.

Deux approches de la nation

Cette rupture marque le début de deux approches différentes de la nation. Elle demeure un accessoire de la citoyenneté dans les deux Etats mais elle n'est pas appréhendée de la même façon par les deux dirigeants. En RFSY, Tito est conscient de l'importance de la nation. Le choix de chacun de sa nation est un choix culturel personnel parmi une liste prévue par la Constitution. Cette liste ne reste pas figée dans le temps. Afin de conserver la paix dans sa République, Tito l'adapte aux évolutions politico-sociales. Son seul refus catégorique est celui de la reconnaissance de la nationalité albanaise au profit des habitants du Kosovo. Ils pourront se revendiquer Musulmans mais jamais Albanais, permettant ainsi aux Serbes de maintenir leur emprise historique sur la Province autonome.

En URSS, la question de la nation est réglée très tôt par Lénine. Conformément aux principes marxistes, il rejette le concept de nation car celui-ci est un frein au mouvement prolétaire international. En effet, les ressortissants d'une nation se concentrent d'abord sur les intérêts de cette dernière et ensuite sur ceux d'un mouvement international. Cependant, Lénine est réaliste, il sait qu'il est vain de lutter contre les revendications nationales. Il décide alors de les manipuler afin d'attirer les travailleurs vers le socialisme. Dans un premier temps, les nations se convertissent à cette idéologie pour ensuite converger ensemble vers un mouvement mondial. Staline, pour sa part, est moins rigide sur le sujet. Un temps, commissaire aux nationalités, il opte pour la même stratégie que celle choisie par Tito par la suite : un choix personnel et culturel de la nationalité parmi une liste constitutionnelle. Nonobstant, la Constitution de 1936 supprime cette idée. L'article 21 confirme l'unicité de la citoyenneté soviétique : « une citoyenneté fédérale unique est établie pour les citoyens de l'URSS. Tout citoyen d'une République fédérée est citoyen de l'URSS ». La question de la nationalité n'est pas abordée bien que l'article 16 laisse imaginer la reconnaissance de celle-ci : « Chaque République fédérée a sa propre Constitution, qui tient compte des particularités de la République et est établie en pleine conformité avec la Constitution de l'URSS ». La nationalité est-elle une particularité de la République ? Si oui, comment s'articule-t-elle avec la suprématie de la citoyenneté soviétique ?

Le bouleversement des années 1980-1990 : le retour de la nation.

Jusque dans les années 1980, l'URSS et la RFSY suivent des trajectoires propres, dictées principalement par leur engagement international. Cette nouvelle décennie les fait toutes les deux entrer dans une nouvelle phase. En RFSY, le régime chancelle dès 1980 et la mort de Tito. Ses successeurs ne gouvernent pas avec la même main de fer que lui. Les Républiques

slovène et croate profitent de ce relâchement pour dénoncer les inégalités du régime et former des mouvements nationaux. En URSS, l'annonce de la Perestroïka en 1985, desserre l'étau autour des Républiques fédérées qui y voient l'occasion tant espérée de retrouver leur indépendance. La Guerre froide touche à sa fin, le Non-alignement n'a plus de raison d'être et le communisme est mourant. Les Hommes se cherchent une nouvelle identité. Ils remettent au goût du jour l'idée de nation. Des mouvements nationalistes émergent dans toutes les Républiques tant soviétiques que yougoslaves pour renverser le système en place[24].

Dès lors, les destins de la Serbie, et par extension de l'ensemble de la RFSY[25], et de la Biélorussie se rejoignent et se séparent de ceux des autres Républiques de la région. Dans le reste des PECO, les Républiques suivent un schéma proche de celui de la France et des Etats-Unis au 19ème siècle. Le mouvement nationaliste abolit le régime en place au profit d'un Etat-nation. Ce dernier entame en même temps une transition démocratique et la mise en place d'une économie de marché. En une dizaine d'années, la transition est consolidée et dès 1995, les premiers Etats d'Europe de l'est entrent dans l'UE.

En Serbie et en Biélorussie, les années 1990 débutent de la même façon que dans la région. Des mouvements nationalistes éclosent en même temps que s'amorce une transition démocratique. Leur trajectoire bifurque quand S. Milošević et A. Loukachenka entrent en scène et cherchent à séduire les foules. Ils mettent un terme à la transition chacun à leur façon.

En Serbie, S. Milošević devient un leader *ethno-nationaliste*. Il reprend à son compte le projet de la Grande-Serbie et le Mémorandum de l'Académie des Sciences publié, par inadvertance, en 1986. Il entreprend alors une politique de guerre d'expansion territoriale. Il convainc les Serbes de le suivre dans son projet en exploitant les sentiments et rancœurs, vestiges de l'Histoire. Il met en place une *kulturnation* violente qui n'hésite pas à recourir à une barbarie que l'Europe n'avait pas connue depuis les années 1940, allant jusqu'au génocide.

En Biélorussie, apparaît d'abord un mouvement *ethno-national* mené par le BNF de Z. Pozniak. Cette formation politique engage une critique de l'URSS et est actif dans la transition démocratique, bien que celle-ci soit concrétisée par les communistes modérés. Rapidement, la Biélorussie sombre dans la misère. Elle ne parvient pas à s'adapter à l'économie de marché et le peuple se méfie des réformateurs. C'est dans ce contexte qu'A.

[24] Voir Partie II- Titre II- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

[25] A partir de la fin des années 1980, lorsque nous évoquerons la RFSY nous entendons l'ensemble des Républiques yougoslaves sauf la Slovénie qui connait un destin particulier, éloignées de ses voisines. Elle est la première à se couper de la RFSY, si des protestations se font alors entendre dans le reste de la RFSY, elles sont surtout de principe. La Slovénie a toujours été une République à part. Les autres République n'ont pas de prétentions territoriales sur elles en raison de la quasi-inexistence de minorités nationales en Slovénie.

Loukachenka entre en scène avec un nationalisme atypique : un nationalisme politique. Il propose aux Biélorussiens de rétablir un régime d'essence communiste car seule cette idée leur est favorable. Les masses sont immédiatement séduites et lui offrent le poste flambant neuf de Président de la République lors des premières, et dernières, élections libres en 1994. A. Loukachenka tient sa promesse, il supprime toutes les réformes démocratiques entamées depuis 1991 et rétablit un petit monde communiste.

Ces deux nouveaux Etats ne sont pas bien perçus par la communauté internationale. Elle s'intéresse d'abord à la Serbie qui est désignée comme étant la responsable de la mise à feu et à sang de la péninsule balkanique. L'exclusion de la Biélorussie est plus tardive. La politique physiquement non violente d'A. Loukachenka n'éveille pas aussitôt les soupçons. Il faut attendre les premières provocations du Président pour que la communauté internationale condamne le régime.

Ces deux nations mettent à mal le projet de démocratisation et d'européanisation des PECO initié par l'Occident. Toutefois, celui-ci n'agit pas de la même façon avec chacune. Il met un terme au pouvoir de S. Milošević en intervenant directement dans les conflits entre les Républiques, d'abord par la signature des Accords de Dayton en 1995, puis par des frappes aériennes en 1999. Le régime tombe en 2000 et le Président démis de ses fonctions est transféré et emprisonné à La Haye où il mourra durant son procès. De son côté, A. Loukachenka est toujours à la tête de la Biélorussie. La communauté internationale condamne régulièrement son régime et cherche à l'isoler en lui refusant des visas et en gelant ses avoirs. Mais, elle ne va pas plus loin.

Cette différence de traitement est en partie liée au sujet de notre thèse : le nationalisme. Les Etats ne réagissent pas de la même façon selon qu'ils sont face à un nationalisme politique ou un nationalisme culturel.

4. Le bouleversement des certitudes occidentales

Ce quatrième et dernier argument est sûrement le plus important. En effet, il a trait à l'enjeu scientifique de nos recherches: le nationalisme, la nation, la démocratie. La Serbie et la Biélorussie remettent en question les certitudes occidentales sur ces notions fondamentales et classiques. Elles sont les seules nations européennes à refuser les schèmes Occidentaux, pour que leurs deux leaders politiques puissent accomplir leurs desseins personnels. Elles renvoient les Occidentaux à leur propre Histoire, en leur rappelant que si eux ont eu le choix de leur trajectoire historique ; ces deux nations veulent en faire autant. Ceci est le premier aspect de

nos recherches : ce retour de concepts qui paraissaient avoir disparu et dont les définitions semblaient définitives.

Le deuxième aspect est l'intérêt de comparer deux nations de type différent. La Serbie et la Biélorussie nous permettent de tester la réaction de chacun de ces types de nationalismes quand ils sont confrontés à certains éléments : le rapport à l'Histoire, le choix des éléments protonationalistes, la formation et la diffusion d'un mouvement nationaliste, la manipulation de ce dernier par un discours populiste et enfin la création d'un régime politique extraordinaire. La finalité de chaque Président est la même, mettre en échec la transition démocratique et instaurer un régime personnel, au nom du *volk* populaire. Toutefois, ayant chacun une nation animée par un nationalisme différent, ils n'empruntent pas le même chemin ni les mêmes stratégies. Ceci explique en partie pourquoi S. Milošević, guidé par une *kulturnation* expansionniste, recourt à la violence alors qu'A. Loukachenka, menant un nationalisme politique, ne commet aucune exaction.

De ce fait, la Serbie et la Biélorussie offrent une occasion unique de rappeler la diversité du nationalisme. D'un côté, nous avons la Serbie qui produit un nationalisme ethnoculturel relativement connu du grand public. C'est souvent celui qui préside aux révoltes indépendantistes. C'est également celui qui a fait du nationalisme un concept négatif. De l'autre côté, la Biélorussie est animée par un nationalisme qui s'est fait quelque peu oublier : le nationalisme politique. Beaucoup refusent de voir en la Révolution d'Octobre une révolution fondée sur ce type de nationalisme. Pourtant, Lénine n'a jamais caché son inspiration puisée dans la Révolution française : une revendication nationale au nom des idées et d'un idéal.

§2. Méthodologie

Nos recherches combinent deux approches : culturaliste (I) et politique (II). Pour cela nous convoquons de nombreux spécialistes dont nous présentons les travaux ci-après.

I. Une approche culturaliste

Le culturalisme est défini comme « un système de significations communément partagé par les membres d'une collectivité sociale qui en font usage dans leur interaction »[26]. Cette méthode de recherche est inspirée des travaux de l'anthropologue nord-américain C. Geertz, réformateur du courant culturaliste. Il redéfinit la culture pour lui donner un sens moins large et donc plus opérationnel. Il s'inscrit dans la lignée de M. Weber et affirme que l'homme est « un animal suspendu dans des toiles de significations qu'il a lui-même tissées »[27]. Partisan de la méthodologie de la « description dense »[28] des faits et du terrain, il milite pour la prise en compte de la diversité des points de vue des acteurs pour obtenir une matière de travail la plus exhaustive et complète possible.

Dans nos développements, nous nous attacherons à suivre cette méthodologie particulière. Nous retiendrons des faits marquants de l'histoire de chaque nation et des deux Présidences pour les observer et les analyser sous différents angles afin de comprendre l'étendue de leur importance.

Le culturalisme nous permet de catégoriser chaque nationalisme et nation en reprenant la distinction classique entre E. Renan et J.G. Herder (A). Cette approche est également propice à l'intégration de travaux plus récents pour comprendre les fondements culturels et mentaux du nationalisme (B). Toutefois, il est certain, que si le culturalisme offre une vision passionnante et cohérente du nationalisme, il n'est pas moins exempt de critiques (C).

[26] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 72

[27] GEERTZ C., « La description dense. Vers une méthode interprétative de la culture », trad. MARY A., *Enquête*, n°6, 1998, p.76

[28] « Thick description » : méthode permettant de sortir du béhaviorisme (observation des faits bruts) pour intégrer la pluralité de significations d'un fait.

A. Une approche classique du nationalisme

Traditionnellement, il existe deux types de nations et de nationalisme : la conception française d'E. Renan et la conception allemande de J.G. Herder. Ce sont tous deux des idéaltypes. En fait, la réalité est bien plus nuancée que les deux modèles académiques. Une même nation, un même nationalisme peut emprunter des traits à chacun des modèles. Par cette méthode de faisceaux d'indices, il est possible de qualifier une nation et un nationalisme selon le nombre de ceux-ci qu'ils cumulent.

La Serbie et la Biélorussie correspondent chacune à un idéaltype. La première relève du modèle allemand, la deuxième du modèle français.

Il est intéressant d'utiliser cette qualification, bien qu'elle soit un peu ancienne, pour montrer que des éléments fondateurs du nationalisme ont des impacts différents selon le type de nation. Néanmoins, ils conduisent au même résultat: la suspension de la transition démocratique. Si Serbie et Biélorussie ne sont pas des nations et nationalisme de même nature, elles mettent toutes les deux en échec la vague de démocratisation qui touche la région au début des années 1990. Pourtant, la stratégie de rétablir la nation est celle utilisée par tous les nouveaux Etats indépendants pour passer à la démocratie et à l'économie de marché.

1. La *kulturnation* serbe

Dans l'Allemagne naissante se développe l'idée de nation ethnoculturelle dont la figure de proue est J.G. Herder.

La nation selon J.-G. Herder

Critique de la pensée des Lumières, J.-G. Herder s'oppose à son universalisme. Dans *Une autre philosophie de l'histoire*, il écrit à propos de l'importance du préjugé, et donc contre l'universalisme, « il ramène les peuples à leur centre, les rattache solidement à leur souche, les rend plus florissants selon leur caractère propre, plus ardents et par conséquent aussi plus heureux dans leurs penchants et leurs buts »[29]. Il loue l'importance de ce préjugé, source de bonheur pour la nation car ses membres ne sont pas parasités par l'envie d'ailleurs. Ils sont convaincus de la grandeur de leur communauté, ce qui en fait souvent la meilleure d'entre toutes : « la nation la plus ignorante, la plus remplie de préjugés est à cet égard souvent la première : le temps des désirs d'émigration et des voyages plein d'espoirs à l'étranger est déjà une maladie, enflure, embonpoint malsain, pressentiment de mort »[30].

[29]HERDER J.G. *Une autre philosophie de l'Histoire*, cité in HERMET G., *op.cit.*, p. 119
[30] *Ibid.*

Dans ses publications suivantes et notamment dans *Idées sur la philosophie de l'histoire de l'humanité*, il développe une vision organique de la nation, la comparant souvent au règne animal ou végétal : « une nation est aussi bien une plante naturelle qu'une famille »[31]. Il note d'ailleurs que la nature, elle-même, a séparé *de facto* les Hommes, par des barrières naturelles. Ainsi, les Hommes ne peuvent vivre qu'en communautés organisées, en « sociétés »[32], mais ces dernières ne sont pas amenées à se mélanger. Leurs membres vivent en vase clos, développent leur propre langue, leur propre culture, leur propre caractère, qui ne saurait s'étendre aux voisins. « La Providence a admirablement bien séparé les nations, non seulement par des forêts et des montagnes, mais surtout par les langues, les goûts et les caractères, afin que l'œuvre du despotisme fût plus difficile, et que les quatre parties du monde ne deviennent pas la proie d'un seul maître »[33]. La création d'une nation est alors, à la fois, l'œuvre de la Providence, mais aussi du génie humain qui a su tirer partie de ces séparations naturelles pour développer ses caractères propres. Enfin est surtout, ces séparations, cet anti-universalisme, est une garantie contre tout risque qu'un seul homme ne prenne le pouvoir sur l'ensemble des nations.

Néanmoins, J.G. Herder n'est pas un fervent opposant à l'universalité et ne prône pas un isolationnisme farouche. Il admet que des nations partageant de forts traits culturels puissent s'assembler.

La vision de la nation de J.G. Herder correspond au contexte historique et politique de l'Allemagne de son époque. En effet, elle se construit sur cette base ethnique, unissant en une seule et même nation, des communautés culturelles proches et résidant dans des territoires connexes. Les membres des communautés désignées comme membres de l'Allemagne n'ont d'autre choix que d'y adhérer. Leur appartenance est quasiment inscrite dans leurs gênes et ils ne peuvent pas y échapper.

Cette appréhension de la nation est également celle qui préside à la création de l'Italie. Elle est ensuite reprise dans les années 1930-1940 pour la formation du III^{ème} Reich. Dans ce cas, la théorie des points de convergence entre les membres de la communauté est poussée à l'extrême et conduit à une xénophobie maladive. En effet, en ne voulant que la présence au sein de la nation de personnes partageant la culture, la langue… officielle, les groupes étrangers se trouvent en situation minoritaire. Ils sont alors rejetés et tous les moyens sont employés pour les faire disparaitre du territoire national : conversions forcées, expulsions,

[31] HERDER J.G., *Idées sur la philosophie de l'histoire et de l'humanité*, cité par HERMET G. *op.cit.*, p. 119
[32] *Ibid.*
[33] *Ibid.*

exécutions. Ils ne possèdent pas le *Volksgeist*, l'esprit du peuple, et ne sont pas autorisés à rester dans les frontières. Mais l'interprétation d'A. Hitler, et celles des fervents nationalistes serbes des années 1990, n'est pas celle de J.G. Herder. Sa pensée est beaucoup plus nuancée quant aux relations entre les nations. En effet, il ne profère aucune hiérarchie entre les nations. Il s'oppose au projet européen de civilisation du monde. En même temps, il fait preuve d'un fort relativisme culturel : toutes les cultures et leurs qualités se valent. Il interdit ainsi tout universalisme et donne un blanc seing à toutes les nations pour agir comme elles le désirent. Ce manque de cadre formé par des valeurs universelles autorisent chaque communauté à agir comme elle le souhaite sans que les autres aient le droit de la juger ou d'intervenir car ses actes sont guidés par le *Volksgeist* contre lequel nul ne peut rien. La *kulturnation* serbe des années 1990 est à la fois politique, idéologique, ethnique et géographique.

La *kulturnation* en Serbie

La Serbie présente tous les traits d'une nation culturelle. Les textes fondateurs du nationalisme Grand-serbe appellent à la défense de la culture serbe contre les Ottomans, ceci passe principalement par la sauvegarde de la religion orthodoxe. De la même façon, les auteurs du Mémorandum de l'Académie serbe accusent, en 1986, les titistes d'avoir pour projet la destruction de la culture serbe. Dans les années 1990, ces idées, ces ressentiments sont traduits en actes et se convertissent en une politique d'épuration ethnique de tous les éléments non Serbes vivant sur les terres réputées comme serbes. A cette époque, le nationalisme culturel de préservation de la *serbité* devient un nationalisme ethnoculturel expansionniste et violent.

Ainsi faisant, les nationalistes proches de S. Milošević manipulent le projet Grand-serbe. A l'origine, au 19ème siècle, ce projet a pour but d'unir par un lien culturel tous les Serbes de la péninsule. Cette union n'a rien de politique. Il s'agit seulement de comprendre l'étendue de la culture serbe dans la région. Ce travail est d'ailleurs porté par le linguiste V.S. Karadžić qui ne fait qu'un état des lieux de la localisation des Serbes dans la péninsule. Ce projet devient politique à partir des années 1940 lors des affrontements entre les Tchetniks serbes et royalistes et les Partisans perçus comme Croates. C'est sous la plume des premiers que l'idée Grand-serbe devient celle de l'union au sein d'un même Etat, regroupant toutes les terres ayant traditionnellement appartenu aux Serbes. Tous ceux qui ne sont pas d'ascendance serbe en sont *de facto* exclus. La question du traitement des minorités nationales est résolue par des programmes expulsion et d'élimination. La victoire des Partisans de Tito met en sommeil le projet Grand-serbe durant quatre décennies mais la mort du Maréchal offre une nouvelle

occasion pour les nationalistes de ressortir cette idée. S. Milošević, plus opportuniste que nationaliste incarne la renaissance de la Grande-Serbie.

Mais la mise en œuvre de son projet n'est pas aussi simple que prévue. Elle s'oppose, d'une part, à deux autres grandes idées et, d'autre part à des réfractaires. D'abord, la Grande-Serbie se heurte au yougoslavisme, c'est-à-dire, à l'union de l'ensemble des Slaves du Sud. Désormais, ce yougoslavisme est intimement lié au titisme. Les nationalistes serbes, conscients de la force de cette idée et sentant qu'il leur sera difficile de démanteler rapidement les réalisations de Tito, proposent une conciliation : le maintien d'une forme de Yougoslavie, mais serbe. Les Serbes, en raison de la grandeur et de l'ancienneté de leur culture et de leur nation, se considèrent comme les guides des Slaves du Sud. Il est alors tout naturel qu'ils prennent la tête de cet Etat. Nous retrouvons ici, les interprétations erronées de la définition de J.G. Herder, intégrant une idée de hiérarchie entre les nations. Ensuite, la Grande-Serbie est concurrencée par le projet de Grande-Croatie porté par F. Tudjman. Les deux programmes s'opposent en revendiquant les mêmes terres tant en Croatie qu'en Bosnie-Herzégovine. Dans ce cas, aucune conciliation n'est possible. Chacun des deux nouveaux présidents a promis la réalisation de son projet national. Le résultat est sanglant. Des guérillas nationalistes éclatent et imposent leur autorité par des massacres de populations. Enfin, la Grande-Serbie connaît de fervents réfractaires : les titistes et les démocrates pour les politiques, les Albanais du Kosovo et les Bosniaques pour les nations. Là encore, S. Milošević n'hésite pas à recourir à la force pour éliminer tous les obstacles susceptibles de nuire à son pouvoir.

2. La nation politique biélorussienne

Le modèle français apparaît sous la plume d'E. Renan dans son discours *Qu'est ce qu'une nation ?*, prononcé à la Sorbonne le 11 mars 1882.

La nation selon E. Renan

E. Renan tente de donner une définition de la nation au regard des événements qui se déroulent alors en Europe et particulièrement en France et en Allemagne. Il rappelle, dès les premières lignes, que la nation est un concept nouveau. Il s'intéresse principalement aux liens entre la nation et la « race »[34]. Cette notion, inédite en Europe au 19ème siècle, est au fondement de nombreuses revendications nationales. Entre le 18ème et le 19ème siècle, l'Europe connaît de nombreux bouleversements sociétaux, politiques et économiques. L'idée de race

[34] Sauf en cas de citation d'un auteur nous n'emploierons pas le terme « race » dans nos développements. Nous lui préfèrerons l'expression « origine ethnique ».

est la seule qui semble constituer une identité fixe au sein des communautés. Elle donne une légitimité à certaines pour s'emparer, parfois par le force, de territoires simplement parce qu'ils sont peuplés de membres de leur race. E. Renan s'oppose à cette légitimité « autant le principe des nations est juste et légitime, autant celui du droit primordial des races est étroit et plein de dangers pour le véritable progrès »[35]. Il ajoute que cette idée est devenue archaïque depuis la création de l'Empire romain et l'avènement de la chrétienté, tous deux fondés sur l'universalisme et le dépassement des particularismes locaux. Il refuse donc toute nation liée par la race. Ce terme doit être réservé au seul domaine de la zoologie et les distinctions entre les Hommes en raison de leur origine ethnique ne doivent pas intervenir dans la création de la nation : « Or l'étude des langues et de l'histoire ne conduit pas aux mêmes divisions que la physiologie. Les mots de brachycéphales, de dolichocéphales n'ont pas de place en histoire ni en philologie »[36] .

Il examine ensuite les cas de la langue[37] et de la religion[38] et parvient à une conclusion semblable, quoi que moins catégorique. Tous les deux peuvent intervenir dans la création d'un groupe d'individus mais ils ne sont pas suffisants pour constituer une nation. De la même façon, la « communauté d'intérêts »[39], qu'il ne définit pas réellement mais laisse à comprendre qu'il s'agit d'intérêts économiques, n'est pas suffisante, non plus. Le plus important dans la création d'une nation est le sentiment d'appartenance commune : « une nation est une âme, un principe spirituel »[40]. Ce sentiment se compose de deux éléments : l'héritage du passé et la volonté de vivre ensemble au nom de ce passé. Contrairement aux idées reçues, E. Renan ne rejette pas l'histoire comme fondement de la nation[41]. Il en fait même un des deux piliers de celle-ci. C'est ce passé oscillant entre gloire et souffrances qui permet aux membres de la communauté de se reconnaître dans la nation et de vouloir vivre ensemble. Il crée entre eux une solidarité et l'envie de perpétuer cette vie commune dans l'avenir. Ainsi, l'élément majeur dans la constitution de la nation pour E. Renan est « le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune »[42]. Dans la nation selon E. Renan, il n'y a aucune soumission par une force physique ou métaphysique, aucune

[35] RENAN E., « Qu'est ce qu'une nation ? », *in* FOREST P. (dir.), *Qu'est-ce qu'une nation ? Littérature et identité nationale de 1871 à 1914*, Paris, Pierre Bordas et fils Éditeur, 1991, p. 8
[36] *Ibid.*, p.10
[37] *Ibid.*, p. 12-14
[38] *Ibid.*, p.14-15
[39] *Ibid.*, p.15
[40] *Ibid.*, p.17
[41] Il aborde de façon approfondie les notions d' « oubli » et de « passé commun » dans le I de son discours.
[42] RENAN E., *op.cit.*, p.18

contrainte. C'est la volonté de chacun qui préside à son adhésion à la communauté nationale : « l'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »[43].

Nous retrouvons bien ici une filiation directe avec les Lumières et notamment le *Contrat social* de J.-J. Rousseau. La condition d'existence de la nation est la volonté des hommes. Ces derniers estiment partager suffisamment de points communs, autres que le sang ou la culture, pour former une communauté autonome reconnue. En s'inspirant de l'Empire romain et de la chrétienté, E. Renan fait des nations, des communautés universelles dépassant les particularismes physiques ou culturels. Nous retrouvons bien ici les idées qui président à la Révolution d'Octobre et au marxisme-léninisme.

La nation politique selon la Biélorussie

La Biélorussie est une nation politique. Il existe bien un courant politique voulant en faire une *kulturnation*, mais il est à chaque fois mis en échec par le nationalisme politique. Les tenants de la *kulturnation* sont principalement les membres du BNF. Il essaie de *dé-soviétiser* la Biélorussie en, d'une part, dénonçant les crimes staliniens, et d'autre part, en réhabilitant le passé lithuano-polonais. Si dans les premiers temps, les Biélorussiens portent une oreille attentive aux discours du BNF, ils s'en détournent rapidement. Les problèmes économiques sont bien trop graves pour qu'ils s'intéressent réellement aux origines de leur nation. Ainsi, par les manœuvres politiques du candidat à la Présidence A. Loukachenka, le BNF est étroitement associé à la transition démocratique et devient un des responsables des malheurs des Biélorussiens. Autre raison de l'échec de la *kulturnation*, la Biélorussie n'est pas une terre propice au nationalisme culturel. La situation géographique et l'Histoire de cette nation la rendent difficilement identifiable d'un point de vue culturel. Enfin, le 20ème siècle et les deux Guerres mondiales, ont rendu très impopulaire le nationalisme culturel. Les Allemands, puis les Nazis, ennemis de la Biélorussie et son allié Moscou, essaient après chaque annexion de la Biélorussie de créer un Etat national indépendant fondé sur les principes de la *kulturnation*. Durant la Grande Guerre patriotique, les Collaborateurs sont les défenseurs de ce type de nationalisme. Traumatisés par cette guerre, les Biélorussiens conservent une mauvaise image de la *kulturnation*. Ils préfèrent alors se fondre dans le modèle du nationalisme politique, fondé sur l'adhésion à des valeurs comme le propose sa protectrice naturelle : la Russie.

Le nationalisme biélorussien est axé sur deux valeurs, réputées ancestrales. Toutefois, cette affirmation est une illusion. Ces deux valeurs ne sont pas si anciennes. Elles sont issues des

[43] *Ibid*.

19ème et 20ème siècles. C'est la propagande tsariste puis soviétique qui donne cette illusion d'ancienneté.

La première est le zapadno-russisme ou théorie du russisme occidental. Cette idée apparaît au 19ème siècle lors des affrontements entre la paysannerie qui revendique sa russophilie et la noblesse sa *polonophilie*. Après d'âpres affrontements, la paysannerie soutenue par Moscou, l'emporte. La Biélorussie entre sous la protection de la Russie en raison de sa tradition slave et orthodoxe. Le passé lithuano-polonais est totalement rejeté. Au fil du temps, cette protection se transforme en une absorption de la Biélorussie par la Russie. L'indépendance de la première ne devient que théorique. Vu de la Russie, le zapadno-russisme fait de la Biélorussie un rempart contre le monde Occidental, dont la Pologne représente le plus grand danger immédiat. Ainsi, Moscou met un point d'honneur à choyer autant que possible Minsk. Staline reconstruit entièrement la capitale à la fin de la Grande Guerre patriotique et modernise l'industrie. La Biélorussie, dont le niveau de vie explose, voit en la Russie la seule puissance capable de la protéger et de faire son bonheur. Vu de Biélorussie, la relation dépasse alors le lien culturel, elle ressemble à un lien de vassalité moyenâgeux.

La deuxième valeur est le socialisme et toutes ses déclinaisons au cours de la vie de l'URSS. Le socialisme prend rapidement en Biélorussie, notamment dans le milieu juif. Après la Révolution d'Octobre, la diffusion de cette idéologie accompagne les vagues de russification massives. Dès lors, tous les évènements de la vie politique et historique de la Biélorussie sont analysés sous l'angle du soviétisme. L'histoire nationale ne commence qu'à l'époque de la Révolution de 1917, avant, il s'agit d'une sorte de préhistoire dont les acteurs sont dans l'attente de l'avènement de la Révolution. Le socialisme se fond avec le zapadno-russisme dans la relation entre Moscou et Minsk. La première intensifie sa propagande dans la seconde car elle est une frontière géographique et idéologique cruciale. Si la Biélorussie tombe dans le camp Occidental, c'est le risque de créer une brèche dans le Rideau de fer.

C'est bien sur ces deux valeurs que se fonde la campagne électorale d'A. Loukachenka en 1994. Il se sert de la crise que subit la Biélorussie depuis 1991 pour mettre dos à dos modèle Occidental et modèle Oriental. Il réimpose une nation politique d'essence communiste, tournée vers la Russie et opposé à la *kulturnation* tournée vers l'Occident. Les Biélorussiens sont convaincus par ses arguments. Ils oublient la réalité et l'artificialité du bien-être soviétique.

B. Des approches plus modernes

E. Renan et J.G. Herder proposent chacun des définitions et des visions différentes de la nation. Toutefois, leurs travaux souffrent d'une faiblesse, ils se limitent à la définition, ils ne donnent pas de grille de lecture permettant de justifier la catégorisation. Se borner à leurs seuls travaux revient à cantonner l'étude d'une nation à une simple observation sans analyse scientifique.

Pour éviter ce genre d'écueil, surtout dans un domaine d'étude aussi propice à débat que la nation et le nationalisme, il est nécessaire d'associer aux deux définitions phares, les grilles de lecture d'autres auteurs. Nous avons fait le choix de nous concentrer principalement sur les travaux de B. Anderson (1°) et d'E. Hobsbawm (2°). Après avoir étudié le développement du nationalisme, depuis les Révolutions française et américaine, ils dégagent des indices légitimant les classifications entre nation politique et *kulturnation*.

Ces deux auteurs s'inscrivent dans une approche culturelle de la nation et du nationalisme. Ils analysent le poids de la culture dans la formation du sentiment national et sa manipulation par les leaders politiques pour séduire les masses. Si leurs études se fondent principalement sur les Révolutions nationales du 19ème siècle, leurs conclusions sont applicables à la transition démocratique des années 1990 dans les PECO.

Il est important de signaler que nous travaillerons exclusivement à partir d'ouvrages traduits de l'anglais. Nous remarquons que les éditeurs français, tout comme les auteurs orignaux, prennent le parti d'écrire nation au pluriel et nationalisme au singulier. Ceci laisse à penser qu'il existe plusieurs types de nations, mais un seul type de nationalisme. Ce choix peut se comprendre si le nationalisme est appréhendé comme un phénomène. Toutefois, nous ne partageons pas l'emploi du singulier. Si le nationalisme est considéré comme un discours en soutien à la création et au maintien de la nation, alors il existe autant de formes de nationalismes que de nations : à savoir deux. Il faut distinguer entre un nationalisme politique accolé à la nation d'E. Renan et un nationalisme ethnoculturel en soutien de la *kulturnation* allemande.

1. B. Anderson : l'imaginaire national.

En 1983, paraît pour la première fois *Imagined communities* de B. Anderson. L'ouvrage est traduit en français dès 1991 sous le titre *L'imaginaire national, réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*[44]. B. Anderson, professeur spécialisé dans les relations internationales à l'université de Cornell aux Etats-Unis, consacre ses travaux principalement au sud-est de l'Asie. Son œuvre la plus connue en France demeure *L'imaginaire national*.

La théorie de l'imaginaire national

Dans cet ouvrage, il démontre que l'adhésion au sentiment national n'est pas une action naturelle pour l'être humain. Elle n'existe pas dans les sociétés qu'il qualifie de traditionnelles, c'est-à-dire, les sociétés n'ayant pas encore connu de Révolution. Il reprend ici la distinction chronologique établie par E. Gellner entre « sociétés agraires » et « sociétés industrielles »[45]. Pour B. Anderson, le sentiment national est un construit social répondant à des besoins politiques et économiques. Il est un instrument favorisant le passage au capitalisme marchand. Le nationalisme est alors le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs déterminants. En occident, pour l'auteur, il s'agit du capitalisme marchand et de l'imprimerie.

Les recherches de B. Anderson accouchent d'une définition de la nation que nous reprendrons à notre compte pour titrer les deux grandes parties de nos développements. La nation est donc « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine »[46]. Il termine l'introduction à son ouvrage en expliquant cette phrase assez poétique.

D'abord, la nation est imaginaire car « même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens : jamais ils ne les croiseront ni n'entendront parler d'eux, bien que dans l'esprit de chacun vive l'image de leur communion »[47]. Il reprend ici la conclusion de H. Seton-Watson dans *Nations et states*. B. Anderson modernise la vision d'E. Renan de la nation selon lequel les membres de la communauté sont liés par ce qu'ils estiment partager. Se connaître n'est pas nécessaire pour former une nation, l'important est de savoir que d'autres partagent les mêmes traits communs que soi. La nation et le nationalisme sont des représentations mentales unissant les membres de la communauté, peu importe ici les

[44] ANDERSON B., *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2014
[45] Voir GELLNER E., *Nations et nationalisme*, Paris, Bibliothèque historique Payot, 1994
[46] ANDERSON B., *op.cit.*, p. 19
[47] *Ibid.*

fondements de la nation. Cette abstraction qu'est la nation, proche de ce que les juristes nomment « personne morale », la rend vulnérable à toutes les interprétations et manipulations possibles. Ceci explique que la nation soit le réceptacle de tous les régimes politiques envisageables.

Ensuite, la nation est *imaginée* de trois points de vue cumulatifs. Le premier est celui des limites[48] de la nation. En effet, bien que la nation soit une entité mentale, elle n'en demeure pas moins circonscrite dans un cadre. La nation est bornée. Certes, la question des frontières est centrale dans l'étude de la nation et du nationalisme, mais une nation ne peut pas s'étendre indéfiniment. Elle se heurte toujours à ses voisins qui défendent eux aussi leur cadre de vie. De la sorte, B. Anderson s'oppose à l'idée d'une nation mondiale. Il est convaincu de la survie de l'entité nationale malgré la mondialisation. Le deuxième point de vue est celui de la souveraineté[49]. A partir de la Révolution de 1789, les nations se défont de l'autorité des monarchies divines. C'est la nation comme représentation des membres de la communauté, le peuple ayant pris conscience de lui-même, qui devient la seule apte à se diriger. Cette souveraineté est l'assurance de sa liberté et de son indépendance, en principe, aucun despote ne peut désormais s'emparer du pouvoir à des fins personnelles. Enfin, la nation est imaginée en tant que « communauté »[50]. B. Anderson explique que la nation est avant tout une « camaraderie »[51]. Selon lui, c'est cette « fraternité »[52] entre les membres de la nation qui les pousse non seulement à vivre volontiers ensemble mais surtout à se sacrifier pour elle. Pour B. Anderson, cette idée de sacrifice est surement le point le plus énigmatique de la nation et du nationalisme. Pourquoi des hommes et des femmes sont-ils capables de donner leur vie pour défendre cette abstraction ? L'auteur trouve une réponse dans les « racines culturelles du nationalisme »[53]. Ainsi, nation et nationalisme, créations modernes, deviennent quasiment des objets sacrés aux yeux des membres de la communauté, car ils puisent leur force dans l'essence même de celle-ci. Ils se sont construits sur les fondements principaux de la communauté, sur les points de convergence entre les membres, leur faisant oublier leurs différences internes. Leur force est donc à chercher dans les origines même de la communauté.

[48] *Ibid.*, p.20
[49] *Ibid.*, p. 20-21
[50] *Ibid.*, p.21
[51] *Ibid.*
[52] *Ibid.*
[53] *Ibid.*

Transposition aux cas d'étude

La théorie de B. Anderson se concentre sur la période entre la Révolution française et la fin du 19ème siècle. Il compare une grande variété de cas d'études : le Brésil, la Thaïlande, l'Europe et l'Amérique latine. Ses conclusions sont néanmoins suffisamment universelles pour dépasser ce cadre temporel et pour s'appliquer à notre cas particulier des années 1990.

La chute du communisme entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 fait office de révolution poussant au changement de régime. Dans ce contexte, le monde communiste qui débute avec la Révolution d'Octobre correspond à la *société agraire* et l'indépendance des anciennes Républiques, à la *société industrielle*. Comme à l'époque, le nationalisme qui se fonde sur la recherche du passé d'avant l'ère communiste, est un des moyens pour se convertir à la démocratie de type Occidental et à l'économie de marché. Toutes les nations se plongent dans leur histoire pour reconstruire leur identité nationale. Le sentiment national remplace le sentiment communiste.

La Serbie et la Biélorussie ne dérogent pas à ce mouvement. Elles ont toutes les deux recours au nationalisme pour opérer un changement de régime. Ce régime n'est seulement pas la démocratie.

En Serbie, les nationalistes proches de S. Milošević, entendent renouer avec le passé médiéval de la nation pour lui rendre tout son poids et sa grandeur d'antan. Ils ravivent l'image de l'Empire de Lazar pour mettre fin au titisme et annihiler la transition démocratique. Les Serbes s'unissent dans un projet de reconquêtes territoriales. L'objectif est de faire coïncider l'image de leur nation avec la réalité du terrain. Le nationalisme se nomme alors le projet Grand-serbe.

En Biélorussie, le référentiel chronologique et idéologique est un peu différent. A. Loukachenka propose un retour à un régime d'essence communiste. Ici, le changement de régime consiste à basculer d'un début de démocratie vers un retour au communisme. Toutefois, il ne s'agit pas non plus d'une récession. Le candidat Loukachenka s'oppose au passage au capitalisme, il appuie son argumentaire sur un nationalisme issu de l'époque soviétique. Ici les points de vue sont inversés : la démocratie est le régime archaïque et le communisme la modernité. Malgré tout, le nationalisme biélorussien s'appuie sur les mêmes ressorts identitaires que ceux de ses voisins.

2. E. Hobsbawm : le rôle fondamental du protonationalisme

En 1990, E. Hobsbawm signe *Nations et nationalism since 1780, programme, myth, reality*. L'ouvrage est traduit en français aux ans plus tard, sous le titre *Nations et nationalisme depuis 1780, programme, mythe, réalité*[54]. Cet historien britannique fait carrière au sein de la British Academy. Il se spécialise sur trois thématiques principales : la nation, le nationalisme et l'invention de la tradition aux 19ème et 20ème siècles. Il n'a jamais caché son soutien au Parti communiste et son engament en faveur de l'URSS. Fidèle à son idéologie, il tentera, sans y croire de son propre aveu, de justifier tous les actes de l'URSS au nom de sa croyance en la révolution mondiale.

Le protonationalisme : une notion majeure

A l'instar de B. Anderson, E. Hobsbawm ne soutient pas l'idée que le sentiment national soit naturel à l'être humain. Il est le fruit de manipulations d'éléments culturels préexistants permettant à la nation sa prise de conscience. Il nomme ces éléments : le protonationalisme.

Ses études le conduisent à détecter quatre potentiels liens protonationaux : la langue, l'ethnie, la religion et les *Saintes icônes*[55]. Il en conclut que les trois premiers sont des éléments aléatoires et/ou artificiels dans la création de la nation et du sentiment national. Nous monterons au cours de nos développements que ces affirmations sont à nuancer.

Seules les Saintes icônes sont qualifiées de liens protonationaux de la nation moderne. Il les associe avec l'importance de la « conscience d'appartenir ou d'avoir appartenu à une entité politique durable »[56]. Ce point n'est pas sans rappeler la définition de la nation d'E. Renan et son « désir clairement exprimé de continuer la vie commune »[57]. Le rôle de la nation et du sentiment national est de lier, passé, présent et futur de la communauté. Pour E. Hobsbawm, ce dernier lien est essentiel pour démontrer l'artificialité de l'idée de nation éternelle. La recherche d'un passé le plus ancien possible est une manipulation de l'histoire par les leaders politiques. Selon l'auteur, aucune communauté nationale actuelle ne possédait de sentiment national avant la Révolution française. Il s'agit d'une instrumentalisation de symboles et de valeurs pour créer au sein du peuple un sentiment réputé ancien. Le nationalisme est un sentiment descendant : il est conceptualisé par une élite et diffusé à des fins politiques vers le peuple.

[54] HOBSBAWM E., *Nations et nationalismes depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, trad. PETERS D., Gallimard, 2001.
[55] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p. 100-150
[56] *Ibid.*, p.140-148
[57] RENAN E., *op.cit.*, p. 18

Là intervient un point crucial du travail d'E. Hobsbawm : la massification. Il explique, dès le début du chapitre 2, « le protonationalisme populaire », que le nationalisme tel qu'il est étudié, n'est pas le nationalisme du peuple mais celui de l'élite. Le protonationalisme populaire est difficile à qualifier et à déterminer « dans la mesure où […] *il* suppose de découvrir les sentiments des illettrés qui formaient l'écrasante majorité de la population mondiale avant le 20ème siècle »[58]. Ainsi la nation et le nationalisme sont le fruit de sentiments et de réflexions d'une partie seulement de la future communauté. Pour reprendre les mots de B. Anderson, la nation est imaginée par l'élite qui souhaite en retirer un avantage politique et/ou économique.

Les fondements du nationalisme sont sujets à critique. Il est nécessaire que le chercheur garde à l'esprit que ce ne sont pas forcément des sentiments universels mais des sentiments qui se veulent universels. Ils le deviennent parce qu'une élite les estampille de la sorte. D'autres liens protonationaux sont envisageables. De même, la qualification entre nation politique et *kulturnation* vacille. Finalement, la critique des fondements du nationalisme et de la nation est la même que celle faite à l'Histoire : une imposition par le haut et l'oubli de la réalité du bas.

Transposition aux cas d'étude

Cette manipulation du protonationalisme pour créer un sentiment national dans le peuple n'existe pas seulement lors des révolutions nationales allant du 19ème siècle à la fin de la Première Guerre mondiale. De même, une nation qui a déjà connu une révolution nationale n'est pas à l'abri d'en connaître une autre. La manipulation du protonationalisme et la redéfinition de la nation est un processus politique très courant et efficace. Tout groupe ou individu cherchant à renverser le régime en place ou à s'emparer du pouvoir a recourt à cette stratégie. Il lui suffit de montrer le décalage entre le sentiment national tel que proposé par l'élite en place et ce qu'il présente comme ce véritable sentiment, celui du peuple. Convainquant les masses qu'il est le garant de son identité véritable, il peut alors espérer être porté aux plus hautes fonctions de l'Etat. Le peuple joue un rôle fondamental dans le déclenchement d'une révolution nationale mais il est à chaque fois un instrument de conquête du pouvoir et non un acteur de celui-ci.

La vague de transition démocratique qui touche les PECO dans les années 1990 est l'occasion d'une recherche du fondement des nations et du sentiment national. Les anciennes Républiques sont en quête de leur identité d'avant l'époque communiste. Il s'agit de faire

[58] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p. 95

ressurgir du passé les liens protonationaux étouffés par le communisme. Depuis 1945, voire 1917, le communisme sous toutes ses formes impose de nouveaux liens protonationaux légitimant cette idéologie. Les élites nationalistes des années 1980-1990, n'ont de cesse de démontrer que le communisme n'est pas compatible avec les liens protonationaux traditionnels. Ils prouvent l'incompatibilité entre le régime communiste et l'essence de la nation. C'est cette idée d'identité réelle de la communauté qui est à l'origine du renversement du régime au profit d'une démocratie de type Occidental, réputée seule capable de laisser les nations s'exprimer librement.

La Serbie et la Biélorussie ne sont pas des exceptions. Elles usent du même processus pour renverser le pouvoir en place et bâtir un nouveau régime en symbiose avec le *volk*. S. Milošević et A. Loukachenka, comme les promoteurs de la démocratie, s'emploient à redéfinir le protonationalisme.

En Serbie, cette redéfinition conduit à la fin du titisme et à l'impossibilité pour la démocratie de s'imposer dans la région. S. Milošević reprend tout le panel protonationaliste évoqué par E. Hobsbawm pour conquérir le pouvoir. Il s'inscrit dans la lignée de ses voisins des PECO qui cherchent des racines anciennes de la nation pour réveiller une *kulturnation* revendiquant son Etat indépendant. Ce dernier ne peut pas s'accommoder de la démocratie.

En Biélorussie, la situation est légèrement différente. A. Loukachenka accrédite les conclusions d'E. Hobsbawm à propos du poids de la langue, de l'ethnie et de la religion dans la création des liens protonationalistes. Ces points sont ceux défendus par le BNF et sont balayés par les électeurs lors des élections de 1994. Ce sont davantage les Saintes icônes et la conscience d'appartenance qui importent en Biélorussie dans les 1990. A. Loukachenka convainc le peuple qu'il crée une communauté nationale par les valeurs communistes et pro-russes. La recherche et la valorisation du protonationalisme dans ce cas n'ont pas vocation à promouvoir la démocratie Occidentale mais au contraire de la mettre en échec.

La différence fondamentale entre les deux nations reste la place protonationale de l'ethnie. Elle est fondamentale en Serbie, inexistante en Biélorussie.

C. Les limites de l'approche culturaliste

Ces quatre auteurs fondamentaux de la nation et du nationalisme s'inscrivent dans une approche culturaliste. Ils mettent la culture au centre de leur analyse.

Il ressort de leurs études que la culture, en temps que système de signification propre à une communauté, est nécessaire pour comprendre la spécificité d'une nation.

Notre objectif est d'étudier cette culture politique propre à chaque nation pour comprendre comment, par sa manipulation, des leaders politiques peuvent séduire les membres de la communauté et les amener à désirer leur projet. Nous prenons le parti d'une définition assez large de la culture, afin de pouvoir faire entrer dans notre champ d'analyse le plus d'éléments culturels possible. P. Braud définit la culture politique comme « l'héritage de savoirs, de croyances et de valeurs qui donnent sens à l'expérience routinière que les individus ont de leurs rapports au pouvoir qui les régit et aux groupes qui leur servent de référence identitaire »[59].

Cette approche offre l'avantage de donner une explication personnalisée des actions de chaque groupe social (1°) mais elle n'est pas exempte de limites (2°).

1. <u>Une approche individualiste des nations</u>

Le but premier de l'approche culturaliste est de comprendre les comportements d'un groupe en fonction de sa culture. Le travail du chercheur est de déceler les éléments de cette culture pour déterminer en quoi ils influent sur les actes et les relations politiques.

Dans notre cas, nous ne partirons pas en quête de ces éléments culturels, protonationaux pour reprendre le vocable d'E. Hobsbawm. Nous utiliserons ceux mis en valeur par S. Milošević et A. Loukachenka. Notre travail n'est ni celui d'un historien, ni celui d'un ethnologue ou anthropologue. Certes, nous ferons une critique de ces éléments, nous chercherons s'ils possèdent l'importance que leur accordent les deux nouveaux présidents mais nous ne partirons pas en quête d'autres éléments qui sembleraient plus adéquats à une telle qualification.

Notre objectif est de comprendre pourquoi l'utilisation et la manipulation de ces éléments à cette époque est un succès, pourquoi S. Milošević et A. Loukachenka se réfèrent à ces éléments et non pas à d'autres. Dans l'ensemble des PECO, les leaders politiques s'emploient donc à prouver à leur nation que les institutions d'essence démocratique sont en adéquation avec le *volk*. Au contraire, S. Milošević et A. Loukachenka démontrent que, dans leur

[59] BRAUD P., *Sociologie politique*, Paris, L.G.D.J., 2011, p. 741

fonctionnement originel, ces institutions sont totalement inopérantes, car déconnectées de la réalité de la nation. En introduisant leur vision de la nation, par un nationalisme non démocratique, ils conservent les institutions de type Occidental, mais les adaptent à leur projet politique. Ce projet est quant à lui censé être le miroir de l'âme de la nation.

L'approche culturaliste permet aussi de s'interroger sur le type de nation et de nationalisme de la Serbie et de la Biélorussie. Loin d'être aussi déterministe qu'il y paraît, le culturalisme est un angle de recherche révélant que la distinction entre nation politique et nation culturelle n'est pas innée. Elle est le résultat de manipulations politiques pour le pouvoir, un moyen de s'opposer à un concurrent politique potentiellement dangereux en Biélorussie ou d'opérer une rupture franche avec le régime en place en Serbie. Une nation et un nationalisme ne naissent pas politiques ou ethnoculturels, ils le deviennent.

De plus, l'approche culturaliste propose une analyse relativement éloignée de l'ethnocentrisme du chercheur. Celui-ci ne choisit pas les éléments sur lesquels il travaille, ils lui sont imposés par la communauté nationale elle-même ou par le leader. Il lui est assez difficile de juger de la valeur intrinsèque de son objet d'étude, il ne peut que constater son importance et tenter d'en comprendre les raisons. La Bataille de Kosovo Poljé est fondamentale dans la formation de la Serbie de S. Milošević ; le communisme est au cœur du nationalisme biélorussien dès 1994. Ce sont des faits incontestables, le rôle du chercheur est de comprendre pourquoi ces éléments sont des éléments identitaires de ces deux nations ; comprendre pourquoi en 1987 et 1994, Serbes et Biélorussiens se sentent unis autour de ces éléments et non pas par d'autres. Ainsi, le culturalisme propose une radiographie de l'âme du peuple à travers l'analyse de ses fondements.

Après avoir déterminé cette identité, le chercheur peut appréhender les manipulations politiques de ces éléments par les leaders politiques. En effet, la vague de démocratisation des années 1990 est, en plus d'un changement de régime politique et de modèle économique, la recherche du *volk* des nations de l'ex-bloc communiste. Toutes les nations partent à la recherche de leurs origines nationales pour conforter le passage du communisme à la démocratie. L'objectif est de prouver que cette dernière est le régime idéal pour elles.

La Serbie et la Biélorussie n'échappent pas à ce mouvement. C'est bien leur identité nationale qui est au cœur de la transition qui les traverse à cette époque. Seulement, la manipulation de la culture par A. Loukachenka et S. Milošević ne conduit pas au même résultat qu'ailleurs. Ici, l'angle culturaliste tente de comprendre pourquoi la démocratie ne parvient pas à s'imposer dans ces deux Etats.

Le culturalisme en soutien au néo-institutionnalisme

Enfin et surtout, le culturalisme permet d'apporter une réponse à cet avortement de la transition démocratique en Serbie et en Biélorussie, bien plus cohérente que des théories tel que le néo-institutionnalisme. P. Braud définit le néo-institutionnalisme comme un courant qui « tend à élargir la notion d'institution à tout agencement contraignant de règles juridiques et de normes culturelles»[60]. Le néo-institutionnalisme se borne à l'étude des émanations tant juridiques qu'institutionnelles de l'Etat. Dans notre cas d'étude des PECO des années 1990, le néo-institutionnalisme analyse comment les institutions démocratiques sont introduites dans les nouveaux Etats, en remplacement de celles issues du communisme et comment elles favorisent naturellement la démocratisation et l'économie de marché.

La Serbie et la Biélorussie montrent les limites d'une telle approche. En effet, l'une et l'autre possèdent un système institutionnel semblable à ceux des démocraties Occidentales ainsi que des normes offrant, en théorie, les mêmes droits et protections aux citoyens. Toutefois, tout cet arsenal démocratique n'est qu'un leurre, il n'est présent que dans le but de donner l'illusion de la transition démocratique. S. Milošević et A. Loukachenka s'en emparent pour instaurer un régime mettant en échec le mimétisme Occidental.

Le néo-institutionnalisme se trouve alors impuissant pour expliquer ce revirement de situation. P. Braud continue sa définition du néo-institutionnalisme en notant qu' « il souligne combien les institutions ne sont pas elles-mêmes des cadres stables, neutres et invariants, mais des enjeux de pouvoir et des systèmes dynamiques »[61]. Une fois ce constat fait, le culturalisme apporte la réponse la plus éclairante sur cette instabilité des institutions. Ce sont elles qui servent le pouvoir, elles dépendent de son détenteur. Les institutions ne sont pas neutres en ce qu'elles doivent correspondre, pour être légitimes, à l'essence de la nation. Si elles en sont trop éloignées, les membres de la communauté refuseront de s'y soumettre volontairement.

Ainsi c'est le culturalisme qui permet d'expliquer, par exemple, la force et la puissance du Président de République en Biélorussie ou encore le régime d'apartheid violent en Serbie.

[60] *Ibid*., p. 745-746
[61] *Ibid.* p. 746

2. Les limites du culturalisme

Bien que le culturalisme offre une approche très séduisante, il n'en reste pas moins, comme toute approche, parcellaire et sujet à critiques. Nous retiendrons deux objections majeures au culturalisme.

Une mauvaise réputation

Le culturalisme n'est pas en elle-même n'est pas une mauvaise méthode, ce sont ses diverses utilisations qui la rendent suspecte aux yeux de ses détracteurs. En effet, poussé à son extrême, le culturalisme conduit à une hiérarchisation des cultures et, par ricochet, des nations. C'est cette idée de supériorité d'une culture, en particulier des cultures occidentales, qui légitime tant le colonialisme que le nazisme. Une culture, parce qu'elle est réputée plus avancée que les autres, accorde le droit à une nation, un Etat… d'asservir ses voisins, voire le reste du monde. Ce n'est pas le culturalisme qui est à l'origine de ces dérives, mais son association à des théories tel que le darwinisme.

Issu des travaux d'H. Spencer, le darwinisme social suppose qu'au sein de la société, comme dans la nature, s'opère une sélection naturelle des individus, éliminant d'office, ceux qui ne sont pas adaptés. Appliquée aux nations, cette théorie induit que les nations aux cultures perçues comme les plus faibles sont amenées à disparaître. Ainsi, le culturalisme semble porteur de racisme. Il n'est pas sans rappeler les théories de F. Galton à la fin du 19ème siècle selon lesquelles l'Etat peut intervenir dans ce processus de sélection tant interne qu'externe. Ce type d'approche aboutit dans les années 1940 à la légitimation de nettoyages ethniques ou, au moins, de contrôle de la natalité de certains groupes.

Cette idée de hiérarchisation des cultures est présente dans le projet Grand-serbe de S. Milošević. En effet, une telle approche se développe bien plus aisément dans une *kulturnation* que dans une nation politique ; nous nuancerons, cependant, cette affirmation. Lorsque les bataillons nationalistes serbes partent en campagne, principalement contre les Bosniaques et les Albanais du Kosovo, ils sont non seulement guidés par l'envie de reconquérir leur terre, mais aussi d'éliminer les représentants de cultures jugées inférieures. Le recours massif au viol de guerre a vocation à terroriser les cibles, mais aussi à *serbiser* leurs descendances.

Mais ces utilisations de la culture ne sont que des dévoiements de celle-ci. Ce sont des cautions pseudo-scientifiques à des politiques d'expansion territoriale et d'impérialisme politique. Dans notre approche, la culture sert de révélateur d'une stratégie politique : la manière dont des leaders politiques sont capables d'imposer une identité nationale à des fins

personnelles. La culture n'est alors pas un moyen d'action politique, mais un support à celle-ci.

Le risque élitiste

A l'instar d'E. Hobsbawm, de nombreux politistes soulignent que la culture est un élément d'identification de la nation imposé aux masses par les élites. De même le nationalisme est souvent qualifié de mouvement élitiste. Certes les masses jouent un rôle majeur dans la réalisation de ce dernier puisque ce sont elles qui se sacrifient au nom du nationalisme. Qui décide des éléments protonationalistes d'une nation ? Qui décide si la nation est ethnoculturelle ou politique ? Pour E. Hobsbawm, ce sont les élites. Ce sont elles qui dans un processus de libération d'un oppresseur étrangère ou idéologique se mobilisent autour de valeurs différentes de celui-ci. Les élites tendent à démontrer que la culture de l'oppresseur va à l'encontre des valeurs réelles de la communauté, sous-entendu, à l'encontre de ses valeurs. Le nationalisme n'est alors pas la défense de la culture nationale mais celle d'une portion de la nation, une élite, souvent qualifiée de bourgeoise, qui souhaite renverser le pouvoir en place à son profit.

Au 19ème siècle, cette élite est avant tout marchande et la Révolution nationale accompagne la mise en place d'une économie de type capitaliste. La bourgeoisie, qui a fait fortune, ne veut plus se contenter d'appartenir au *Tiers-état*, et de se voir privée de certains hauts postes administratifs en raison de sa naissance. Elle renverse la noblesse et prend sa place. Dans les années 1990, la Révolution nationale se fait au nom de l'économie de marché mais surtout au nom d'une idéologie. Ceux qui veulent prendre le pouvoir se revendiquent démocrates et cherchent à renverser la noblesse communiste.

Néanmoins les bourgeois du 19ème siècle et les démocrates des années 1980-1990 sont confrontés au même écueil : convaincre les masses de les suivre et non de défendre un *statu quo*. Les élites nationalistes doivent convaincre les masses que les premières sont les protectrices des intérêts et de l'identité des premiers. Pour cela, aux deux époques, les élites ont recours à l'argument de la culture. Elites nationales et masses forment un même ensemble uni par une culture commune. Le 19ème siècle est l'occasion d'un retour aux sources pour les élites. Elles partent en quête de l'âme réelle du peuple au travers d'enquêtes et d'entretiens avec ce dernier. Les paysans deviennent les gardiens du *volk* originel de la nation. Ces recherches sont compilées dans des ouvrages dont l'un des plus célèbres est les contes des frères Grimm. Séduites par ces histoires païennes, les élites se les approprient pour construire la culture de la nation. Séduit à son tour, le peuple voit dans cette élite nationale le porte-

parole de sa culture et souhaite être dirigé par elle[62]. Nous retrouvons bien ici la définition de la nation et du nationalisme par J.-S. Mill.

L'agitation de la culture dans un mouvement nationaliste est donc bien le fait d'une élite qui part à la conquête du pouvoir. Elle séduit les masses en montrant qu'il n'existe pas de fossé identitaire entre elles alors mais un écart béant avec la classe dirigeante. Cette dernière perd alors toute légitimité à gouverner. Ne pas connaître les fondements de la culture nationale au moment de la tentative de Révolution, conduit à ne pas comprendre pourquoi les institutions, alors en vigueur, deviennent obsolètes. Le recours au culturalisme permet de comprendre l'écart d'appréciation entre la représentation que la masse se fait d'elle-même et la réalité du système politique du moment. Dès lors que la masse est certaine qu'il n'y a plus aucun mimétisme entre son identité et celle de ses gouvernants, alors elle devient l'armée convaincue et docile de l'élite ambitieuse. Contrairement aux idées reçues, le succès d'une Révolution nationale n'est pas fondé prioritairement sur des bases économiques mais sur des problématiques de culture, de représentations et de symbolisme.

II. Une approche politiste

La politisation est la façon dont un fait devient un enjeu politique. C'est le « processus de passage au politique, c'est-à-dire, à sa prise en charge par des acteurs suffisamment influents pour le constituer en objet de débat sur la scène politique institutionnelle ou médiatique. Aucun problème, en effet, n'est en soi politique, il le devient dès lors qu'il est transformé en enjeu structurant des clivages entre partis et responsables politiques »[63].

La culture nationale n'est pas dans les faits un objet politique. La question des fondements de la nation est d'abord une question de recherches dans les différentes sciences sociales. C'est l'étude pour comprendre ce qui donne envie à des personnes de vivre ensemble plutôt qu'avec d'autres.

Ces fondements culturels protonationaux deviennent politiques quand ils sont récupérés par des leaders politiques, quand ces derniers se présentent tous comme étant ceux qui défendent le mieux cette culture commune. Dès lors, la définition même de ces éléments culturels devient clivante, ils doivent se conformer au projet du leader, servir sa cause.

[62] Sur ce sujet voir en particulier HERMET G., *op.cit.*
[63] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM., BRAUD P., *op.cit.*, p. 245

La politisation du sentiment national passe d'abord par la formation des mouvements nationalistes (A), puis par la lutte pour le leadership sur ceux-ci (B).

Nous reprendrons ici des grilles de lecture issues des études de certains auteurs. Parfois, nous serons amenés à adapter ces grilles afin de les rendre applicable à notre cas.

A. La formation des mouvements nationalistes

Un mouvement nationaliste est la mise en action de l'idée nationale. Au 19ème siècle, ces mouvements apparaissent en même temps que la lutte pour le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Ce sont des groupements politiques qui s'engagent pour l'indépendance de leur peuple et de leur territoire.

Puis, ces groupements politiques changent leurs objectifs, ils tendent à vouloir augmenter l'influence de la nation au-delà de ses frontières au nom d'une idée de supériorité.

La Biélorussie s'intègre dans le premier type de mouvement. Dès 1994, sous l'influence d'A. Loukachenka, elle réclame son indépendance face à la transition démocratique. La Serbie des années 1990 relève des deux points. Le mouvement nationaliste de S. Milošević revendique son indépendance face au titisme et cherche à étendre son territoire au nom de la Grande-Serbie.

Cette distinction entre Serbie et Biélorussie n'est pas sans rappeler la typologie de H. Kohn, différenciant nationalisme « occidental» politique et nationalisme « oriental » de type ethnoculturel[64].

Les mouvements nationalistes ne sont pas à confondre avec les « mouvements nationalitaires ». *Le Lexique de science politique* les définit comme des « mouvements nationalistes spécifiques […] Ils ne sont pas mis en œuvre par l'Etat et ne prétendent pas non plus remettre en cause un Etat moderne pour imposer un retour à une communauté imaginaire de type ethnique […] Ils ont donc davantage pour but de rendre à nouveau légitime des appartenances culturelles ». En France, ceci correspond au mouvement nationaliste en Bretagne par exemple.

La Serbie et la Biélorussie, pour leur part, souhaitent un retour de la « communauté imaginaire ». Les leaders nationalistes s'emploient à redéfinir le *volk*.

Nous étudierons ces mouvements nationalistes d'abord au travers des travaux de M. Hroch (1°) puis nous nous intéresserons à cette redéfinition de la nation par la manipulation de l'Histoire en nous appuyant sur M. Ferro et P. Nora (2°).

[64] Voir KOHN H., *The idea of nationalism*, New York, Macmillan, 1946

1. M. Hroch : la formation des mouvements nationalistes

M. Hroch est un historien tchèque professeur à l'université Charles de Prague. Il se spécialise dans l'étude du nationalisme. Ses travaux sur la formation des mouvements nationalistes, publiés notamment dans *Social preconditions of national revival en Europe, a comparative analysis of the social composition of patriotic groups among the smaller european nation*. Non traduits en français à l'heure actuelle nous nous référons à l'explication faite par A. Roger[65].

La nation selon M. Hroch

Pour M. Hroch, les mouvements nationalistes s'inscrivent dans une « logique d'émancipation sociale »[66], dans le cadre d'un conflit entre classes dominées et classes dominantes. Dans ce paradigme de départ, l'auteur affirme sans détour sa filiation idéologique avec l'école marxiste. Il est très proche des théories sur le nationalisme antibourgeois de R. Luxembourg et de Lénine. Le nationalisme est un instrument à disposition des dominés pour renverser les dominants.

Selon, M. Hroch, les nations naissent et se développent suivant des lois universelles mais des « aléas historiques »[67] contrarient parfois ce cheminement. Ils conduisent à la constitution de deux types de nations : « petites » et « grandes » nations.

Un mouvement nationaliste naît dans un contexte particulier. Il s'agit du passage de la « société féodale-absolutiste »[68] à la période de « production marchande »[69]. Ce basculement sociétal n'est pas sans rappeler ceux présents dans les théories d'E. Gellner ou de B. Anderson. Nous pouvons remarquer que pour M. Hroch comme pour ces derniers auteurs ou pour Lénine, l'histoire de l'Europe occidentale demeure le modèle de référence dans la conceptualisation de leur grille de lecture. Il est possible d'émettre des doutes sur l'universalité de ces typologies. L'introduction de l'approche culturaliste en complément de l'approche purement politique, permet de se préserver d'une telle critique.

[65] ROGER A., *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 41-57
[66] *Ibid.*, p.41
[67] *Ibid.*, p.48
[68] *Ibid.*, p. 45
[69] *Ibid*.

Définition d'un mouvement nationaliste

A. Roger reformule la définition d'un mouvement nationaliste de M. Hroch comme un « pôle de mobilisation sociale et idéologique, il travaille à réduire le décalage relevé entre appartenance objective à la nation et représentations subjectives »[70].

Les leaders nationalistes mobilisent les masses autour de ce décalage entre la nation telle qu'elle existe dans les faits et la façon dont les classes sociales l'imaginent. Le leader nationaliste entend faire correspondre l'imaginaire et la réalité.

Cette idée fait écho à la définition de la nation par B. Anderson. En effet, avant d'être un objet politique, la nation appartient au domaine de l'imaginaire. C'est une représentation mentale de l'existence du groupe. Les mouvements nationalistes sont l'affirmation et la volonté de faire reconnaître à l'ensemble de la communauté internationale, l'existence de la nation. Le nationalisme est un moyen de revendiquer la prise de conscience de soi-même mais aussi la volonté que le reste du monde et surtout les voisins prennent eux-aussi conscience de la réalité de la nation.

Un mouvement nationaliste est un mouvement de réification de la nation. M. Hroch écrit qu'un mouvement nationaliste « peut-être défini comme une lutte réfléchie qui vise à l'acquisition des attributs manquants une existence nationale complète, autrement dit au comblement des lacunes existantes »[71]. Ainsi la nation en devenir ayant pris conscience d'elle-même sait ce qui lui manque pour devenir une nation à part entière, pour obtenir le droit de s'autogérer. Le mouvement nationaliste, qui a d'abord éveillé les consciences individuelles, part en quête de ces éléments manquants, afin de rendre réelle la nation « imaginée et imaginaire ».

Pour comprendre la formation, le fonctionnement et le succès ou l'échec d'un mouvement nationaliste, M. Hroch établit une grille de lecture complexe et extrêmement précise. Elle se décompose en phases, stades et types, que nous présenterons dans nos développements. Il a construit une variété d'idéaltypes d'abord en distinguant entre petites et grandes nations, et ensuite et surtout en déclinant le premier en une multitude de cas différents.

L'étude de M. Hroch se concentre sur les mouvements nationalistes du 19ème siècle en Europe. Nous opérerons un travail de transposition des termes fondamentaux de cette typologie. Il s'agit d'une modernisation du vocabulaire pour correspondre à la situation particulière des années 1990.

[70] *Ibid.*, p.46
[71] *Ibid.* p.46

Les cas serbe et biélorussien

La Serbie et la Biélorussie appartiennent à l'idéaltype des « petites nations ». Elles sont sous le contrôle d'une « noblesse possédante » étrangère alors que dans les « grandes nations », celle-ci est indigène. Cette appartenance nationale de la « noblesse possédante », de la classe qui domine la société, est fondamentale car elle détermine la nature du combat porté par le mouvement nationaliste.

Dans les petites nations, l'extranéité de la classe dominante conduit à un combat de nature nationale, un combat pour la reconnaissance de la nation. Au contraire, dans les grandes nations, c'est la reconnaissance des Droits fondamentaux qui moteur de la révolte. Les deux classes en conflit sont conscientes d'appartenir à la même nation. Le combat est un combat pour une égalité des droits et des libertés au sein de cette nation.

Pour résumer, pour une petite nation, la lutte est une lutte contre un oppresseur étranger, une lutte de libération nationale. Pour une grande nation, c'est une lutte pour l'égalité. La lutte des petites nations peut être illustrée par la décolonisation, celle des grandes nations par la Révolution française.

Dans le cadre des années 1990 dans les PECO, les mouvements nationalistes serbe et biélorussien œuvrent dans de petites nations qui luttent pour leur indépendance à l'heure de la transition démocratique. La différence réside dans le type d'ennemi qu'ils combattent. En Serbie, le mouvement nationaliste mené par S. Milošević s'oppose à l'oppresseur titiste pour la reconnaissance de la nation serbe. C'est cette lutte interne pour l'idéologie dominante de la Serbie qui met en échec la transition démocratique. La suspension de la transition démocratique est en quelque sorte un dommage collatéral du choc des différents mouvements nationalistes en ex-Yougoslavie. En Biélorussie, la lutte est nationaliste mais non contre une autre nation mais contre une idéologie. Il ne s'agit pas pour les supporters d'A. Loukachenka de se sortir de la domination d'une nation voisine, mais de celle de la démocratie. L'objectif du mouvement nationaliste est de mettre un terme à la transition démocratie.

2. M. Ferro et P. Nora : la politisation de l'Histoire

La manipulation de l'Histoire, de ses symboles, de ses oublis ou des sentiments qu'elle véhicule existent dans tous les discours politiques. Elle est au fondement de l'identité de la nation. J.-G. Herder et E. Renan s'accordent sur l'importance de l'Histoire dans la formation de la nation. C'est elle qui unit passé, présent et futur, introduisant le « sentiment d'appartenir à une entité durable » pour reprendre les mots E. Hobsbawm.

La transition démocratique des années 1990 dans les PECO est un combat qui se joue alors aussi sur le terrain de l'Histoire. Il s'agit de redéfinir l'Histoire officielle de la nation pour la débarrasser de la propagande historique du régime précédant.

Dans la majeure partie des PECO, l'objectif est d'utiliser l'histoire pour légitimité le passage à la démocratie de type Occidentale. Cette dernière est le régime naturel de la nation. Le mouvement nationaliste est un mouvement portant l'idée démocratique comme au 19ème siècle.

Un combat pour l'Histoire vraie

L'Histoire est au cœur des discours nationalistes. Dans les années 1990, la version officielle communiste de l'Histoire, et particulièrement de la Deuxième Guerre mondiale, est largement remise en question. Durant près de quarante ans, les régimes communistes ont propagé une version officielle de la Deuxième Guerre mondiale faisant d'eux les seuls libérateurs et protecteurs des nations de l'Europe de l'est. Dans ce cas, l'Histoire est le moyen de légitimer le pouvoir communiste face à la tentation de l'Ouest. Dans des nations soviétiques, l'ancrage historique du communisme est encore plus profond. Le travail de propagande introduit l'idée qu'avant la Révolution de 1917, il n'existe aucune Histoire. La Révolution d'Octobre est le point de départ de l'Histoire, l'acte de naissance de la nation.

Dans les années 1990, les nationalistes entendent renouer avec l'Histoire d'avant les années 1940, revenir à l'Histoire nationale. Ceci a pour objectif de retrouver les racines nationales propres de la communauté. L'Histoire légitime la revendication d'indépendance.

L'Histoire est politisée. Elle crée un clivage entre les dirigeants et les masses pour déterminer qu'elle est la vraie histoire. Quelle Histoire correspond au *volk* ?

Pour comprendre l'importance de l'Histoire dans la création des nouvelles identités nationales nous nous appuierons, sur les travaux de deux historiens français : M. Ferro et P. Nora.

Des historiens de la mémoire nationale

P. Nora est connu pour l'intérêt qu'il porte au sentiment national. Il est l'auteur d'une œuvre majeure tant pour l'Histoire que pour les autres sciences sociales : *Les Lieux de mémoire*. Dans ces ouvrages imposants, il part dans une quête inédite : la recherche des Lieux de mémoire de la France. Il définit les Lieux de mémoire comme « toute unité significative, d'ordre matériel ou non matériel, dont la volonté des hommes ou le travail du temps avait fait un élément symbolique du patrimoine de la communauté nationale et, à la limite, de n'importe

quelle communauté »[72]. Les Lieux de mémoire se révèlent être des instruments efficaces dans la formation de la nation. Ils permettent non seulement d'unir mentalement les membres de la communauté mais aussi de réifier la nation. Ils sont des vecteurs de propagation du nationalisme. Ceux qui choisissent et honorent les Lieux de mémoire sont les gardiens de la nation. Ce sont eux qui la définissent. Le leader politique manipule le symbolisme des Lieux de mémoire pour s'inscrire dans la lignée naturelle de l'Histoire.

M. Ferro est un spécialiste de la Russie et de l'URSS. Nous reprendrons deux axes de ses travaux.

Le premier est celui sur la notion d'oubli. En 1989, dans la revue *Communications*, il publie un article remarquable sur le rôle de l'oubli dans l'Histoire[73], sur la manipulation de celui-ci. Ses recherches le conduisent à dresser une typologie distinguant trois sortes d'oublis. Nous la reprendrons pour montrer comment les nouveaux régimes écrivent, comme leurs prédécesseurs, une mémoire parcellaire et orientée.

Le deuxième axe est celui des sentiments. M. Ferro les analyse sous l'angle de l'Histoire, ses études sont transposables en science politique. En 2007, il est l'auteur de *Le ressentiment dans l'histoire, comprendre notre temps.* Il démontre comment le ressentiment est parfois l'une des seules explications des luttes entre les peuples. Il transpose ce sentiment très humain au niveau des peuples. Il explique que c'est parfois, voire souvent, la seule raison de la violence séculaire entre des communautés.

Cette idée de ressentiment est bien un enjeu en cette époque de transition démocratique. Les leaders nationalistes attisent la haine latente envers le communisme pour attirer le peuple dans leur mouvement. En plus d'une lutte idéologique, économique et nationale, la transition démocratique est également une lutte de sentiments et de ressentiments. Ils sont tous les deux les premiers moteurs de l'adhésion des membres de la communauté à un mouvement nationaliste.

Les cas serbe et biélorussien

En Serbie et en Biélorussie, le roman national est lui aussi interrogé et critiqué. Ce processus n'a pas la même issue que dans le reste de la région.

En Serbie, les nationalistes montrent que le sens de l'Histoire propre de cette nation, n'est pas de vivre sous le régime titiste mais dans un Etat indépendant. L'Histoire serbe est l'histoire de sa lutte pour son indépendance, au nom de la grandeur de sa culture.

[72] NORA P., *Présent, nation, mémoire*, Gallimard, 2011, p.159
[73] FERRO M., Les oublis de l'Histoire, *Communications*, 1989, n°49 *La mémoire et l'oubli*, p. 57-66

En Biélorussie, le mouvement nationaliste d'A. Loukachenka s'oppose à celui du BNF. Les deux mouvements s'affrontent pour imposer leur vision de l'Histoire de la nation. C'est celle d'A. Loukachenka qui l'emporte en 1994. L'histoire officielle de la Biélorussie est empreinte de communisme et de liens forts avec la Russie. Elle met automatiquement en échec la transition démocratique au nom d'un retour à un régime de type communiste.

Ces deux nouvelles histoires nationalistes correspondent au type de nation de la Serbie et de la Biélorussie. A. Loukachenka et S. Milošević proposent, avec succès, une interprétation du passé qui correspond à l'imaginaire national du moment. La Serbie souhaite une nation indépendante à la hauteur du souvenir de son mythique Empire médiéval. La Biélorussie, souffrant des affres de la transition démocratique, milite pour un retour à un régime de type communiste associé au bien-être de la nation.

B. Les analystes du leadership

Le *Lexique de science politique* définit les leaders comme les « dirigeants de groupements organisés ou de mouvements plus informels »[74]. L'origine de l'autorité du leader est double : d'une part, dans des procédures formelles, d'autre part dans sa capacité de mobilisation.

Dans notre cas, il s'agit de voir comment, une fois le sentiment national réactivé dans la nation nouvellement indépendante, le leader se nourrit de ce sentiment pour s'imposer comme le dirigeant naturel et exclusif de la communauté. Dans cette optique, nous analyserons les stratégies de récupération politique pour prendre le pouvoir au nom du peuple et en accord avec celui-ci. En Serbie et en Biélorussie, ces stratégies qui proposent l'avènement d'un régime non-démocratique, se révèlent être des coups d'Etat déguisés. S. Milošević et A. Loukachenka instaurent des régimes personnels selon les mêmes procédés que leurs voisins utilisent pour créer des régimes démocratiques. Tout comme eux, les deux Présidents bénéficient du soutien populaire, ou au moins d'une large part de celui-ci, ce qui légitime leur pouvoir. La Serbie et la Biélorussie démontrent qu'il n'existe pas une seule issue possible à un changement politique. En ayant recours aux mêmes stratégies politiques, des leaders peuvent construire des régimes totalement antinomiques.

La définition du leader propose deux sources d'autorité de celui-ci. Dans un premier axe nous étudierons les capacités de mobilisation du leader. Elles passent avant tout par l'imaginaire et les représentations mentales. Le leader doit être capable de s'inscrire dans la lignée historique de la nation. Il devient alors celui qui rétablit l'identité réelle de la nation, telle que perçue à

[74] NAY O. (dir.), *Lexique de science politique, Vie et institutions politiques*, Dalloz, 2008, p. 281

ce moment là (1°). Dans un deuxième axe, nous verrons que S. Milošević et A. Loukachenka usent de procédures formelles d'essence démocratique pour prendre le pouvoir. Ils manipulent à leur avantage les évolutions du cadre d'exercice du politique (2°).

1. A.-D. Smith et P.-A. Taguieff : des instruments de manipulation de la culture nationale

Au travers les travaux de ces deux auteurs, de l'analyse du nationalisme de l'un et celle du populisme de l'autre, nous déterminerons la capacité de mobilisation de S. Milošević et d'A. Loukachenka.

Objectif des leaders

Pour qu'un prétendant au pouvoir obtienne la qualité de leader, il doit s'inscrire dans la logique de l'imaginaire de la communauté. Il doit prouver qu'il est le seul capable de perpétuer l'identité du groupe. Il lui faut trouver sa légitimité dans la représentation que le groupe se fait de lui-même et de la manière dont il accepte qu'un dirigeant prenne le pouvoir. Ici, nous retrouvons, la typologie de la domination de M. Weber[75].

En Serbie et en Biélorussie, plusieurs sources de dominations se combinent. A chaque fois, la domination légale-rationnelle se manifeste en héritage du début de la transition démocratique. Elle s'accompagne d'une domination traditionnelle dans les deux Etats. En Biélorussie, la domination charismatique peut être décelée, elle est bien plus contestable en Serbie.

Quel que soit le type de domination, le nouveau régime doit s'inscrire dans la lignée historique de la nation. Il est la continuation des différentes ères de référence de la nation : sa naissance, son Age d'or, toutes ses périodes fastes. Il est également la promesse d'un futur idyllique. Le nouveau leader est l'incarnation de ce régime idéal mais aussi un homme de la même qualité que tous les grands hommes de la nation. Quand il aura disparu, il entrera directement au Panthéon national.

Un tel résultat passe par deux stratégies. D'abord, le nouveau régime est contraint d'intégrer certains points de la transition démocratique amorcée. Ensuite, le leader s'appuie sur un discours populiste pour séduire les masses.

[75] Voir WEBER M., *Economie et société*, Paris, Pocket, 2003

A.-D. Smith : « une logique de refondation culturelle »[76]

A.-D. Smith est un sociologue britannique, spécialiste du nationalisme. Etudiant d'E. Gellner, il s'écarte des théories de son professeur, pour créer la sienne qu'il nomme l' « ethnonationalisme », syncrétisme des approches modernistes et traditionnelles du nationalisme. Nous ne nous référons pas directement aux ouvrages d'A.-D. Smith mais à la présentation qu'en fait A. Roger[77].

A.-D. Smith est un tenant des théories diffusionnistes. D'après ce courant de pensées, le nationalisme est une idéologie occidentale qui se diffuse naturellement au reste du monde. Ce dernier n'a pas d'autre choix que de reprendre à son compte l'ensemble des modèles proposés et de suivre celui qui lui correspond le mieux. Ainsi l'occident aurait inventé tout le champ des possibles à propos du nationalisme. Le reste du monde n'est capable d'aucune œuvre créatrice. Ceci n'est pas sans rappeler l'idée de « mimétisme institutionnel »[78] d'Y Mény. La théorie d'A.-D. Smith souffre de la même critique que celle énoncée par Y. Mény : l'ethnocentrisme. En effet, bien que le sociologue britannique intègre le facteur culturel pour comprendre les échecs du nationalisme ailleurs qu'en occident, il considère que son origine se trouve dans cet ailleurs et non dans le nationalisme. Le nationalisme, par ses origines occidentales, ne peut pas être la source de l'échec, ce sont les communautés non-occidentales qui ne sont pas capables de l'intégrer.

Dans ces nations, le sentiment national est le résultat de la confrontation problématique entre la défense de la culture locale et l'intégration de cette idée étrangère, présentée comme moderne. Ce sentiment naît du tiraillement entre « sociétés traditionnelles et [la] modernité »[79]. La parenté avec E. Gellner est visible ici. Les fondements identitaires de la nation sont remis en cause par la modernité incarnée par ce qu'A.-D. Smith nomme l' « Etat scientifique ». Il le définit, dans *Theories of nationalism*[80], comme « un mode d'organisation politique qui vise à homogénéiser à des fins administratives la population implantée sur un territoire donné et qui, pour être pleinement efficace en cette entreprise, utilise les méthodes et les techniques scientifiques les plus modernes »[81].

Ainsi, l'avènement de l'Etat scientifique cause un trouble au sein de la communauté traditionnelle. Ses institutions politiques et intellectuelles ne sont pas adaptées à ce choc de modernité. Nous retrouvons ici l'ethnocentrisme de la théorie : l'Etat scientifique importé

[76]ROGER A., *op.cit.,* p. 72
[77] *Ibid.*, p. 71-93
[78] MENY Y. (dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet,* Paris, L'Harmattan, 1993
[79] *Ibid.*, p. 73
[80] SMITH A.-D., *Theories of nationalism*, Londres, Duckworth, 1971
[81] Roger A., *op.cit.,* p. 73-74

d'Occident est symbole de modernité. Une communauté qui ne l'adopte pas, est condamnée à être une société archaïque. Le nationalisme est alors un sentiment de défense de la société traditionnelle.

Le leader nationaliste est celui qui tente et réussit à mettre fin à ce trouble. A.-D. Smith propose trois stratégies idéaltypiques de sortie de crise. La Serbie et la Biélorussie correspondent à deux d'entre elles.

Le recours à l'une ou l'autre des stratégies est intimement lié au type de nationalisme et de nation, insufflé par le leader.

S. Milošević est un réformiste. Il tente de faire une réforme de l'Etat par la conciliation entre la société traditionnelle et la modernité. Toutefois, le nationalisme s'oppose à une telle conciliation et le régime bascule nécessairement vers l'une ou l'autre. La Serbie se tourne alors vers un ethnonationalisme violent.

A. Loukachenka est un néo-traditionaliste. Il propose un repli vers une certaine orthodoxie et une contestation des « valeurs » et de l' « efficacité » de l'Etat-scientifique. Dans ce cas, la seule vérité est celle révélée et les progrès de la science ne peuvent pas les remettre en question. La Biélorussie se replie vers un régime de type communiste en lutte avec la transition démocratique.

P.-A. Taguieff : la structuration d'un discours populiste

P.-A. Taguieff est un philosophe et historien des idées, directeur de recherches au CNRS rattaché au CEVIPOF, il est spécialisé dans l'étude des mouvements d'extrême droite et du populisme. Inspiré par la méthodologie de M. Weber, il construit des idéaltypes pour bâtir des typologies afin de comprendre une idée. Auteur prolifique, nous nous concentrerons sur trois de ses écrits à propos du populisme : deux ouvrages *Le nouveau national-populisme*[82] et *La revanche du nationalisme, néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*[83] et un article *Typologie des populismes en Europe*[84].

Sorte de version moderne de la démagogie antique, le populisme est défini par le dictionnaire de science politique comme un « concept assez extensif et imprécis, apparaissant dans le vocabulaire politique au milieu du 19ème siècle, pour caractériser l'introduction en Russie de courants d'inspiration socialiste-slavisante, puis construit en sociologie politique pour rendre

[82] TAGUIEFF P.-A., *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS éditions, 2012

[83] TAGUIEFF P.-A., *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF, 2015

[84] TAGUIEFF P.-A., « Le populisme et la science politique », *in* J.-P. RIOUX (dir.) *Les populismes*, Perrin, 2007, p. 17-59

compte des expériences brésilienne et argentine […] Le populisme désigne d'abord l'appel au peuple et qualifie dans une formule de mobilisation politique fondée sur un discours dont dérivent des idéologies, des partis, des types d'action politique, voire des modes de gouvernements »[85].

Aujourd'hui, le populisme souffre d'une mauvaise image en raison des expériences mussolinienne, hitlérienne et stalinienne. Ces régimes sont profondément liés à l'idée de fusion d'un peuple avec son leader. Comme le nationalisme, il n'est ni bon ni mauvais. P.-A. Taguieff participe à cette défiance envers le populisme en l'accolant toujours à l'étude des mouvements et partis d'extrême droite.

Dans nos développements, nous étudierons comment S. Milošević et A. Loukachenka séduisent le peuple pour empêcher la transition démocratique. Nos analyses sont également valables dans les autres Etats de la région. Les démocrates doivent eux-aussi convaincre que la démocratie est le régime qui convient le mieux à la communauté. Les deux Présidents usent de discours populistes pour diffuser leur projet nationaliste conduisant à la suspension de la transition démocratique. Les autres leaders recourent au populisme pour diffuser un projet nationaliste conduisant à la démocratie.

Dans son article *Le populisme et la science politique*, P.-A. Taguieff propose un ensemble d'idéaltypes du populisme en six points. Il permet de comprendre comment ce discours accompagne le parcours du leader politique depuis ses premières manifestations sur la scène politique, jusqu'à la création d'un nouveau régime.

Bien que les gouvernements de S. Milošević et A. Loukachenka soient contestés par la communauté internationale, ils sont, sur une durée plus ou moins longue, soutenus et plébiscités par la communauté nationale. Ils sont considérés comme légitimes au sens de J.-J. Linz[86] pour les nationaux. Ainsi, pour reprendre l'esprit de la définition de ce dernier, les nationaux estiment que malgré les défauts et faiblesses des institutions et des dirigeants politiques, ils sont les plus à même de les encadrer. Cette soumission est volontaire. En effet, ni A. Loukachenka ni S. Milošević ne prennent et conservent le pouvoir par l'emploi de la violence contre leur peuple. L'analyse du discours sous l'angle populiste offre l'occasion de comprendre cette acception populaire.

[85] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 247
[86] LINZ J.-J., *The breakdown of democratic regimes*, vol. 1, The John Hopkins press, 1978

2. I. Wallerstein : les systèmes-mondes pour comprendre des régimes hors du commun

I. Wallerstein est un historien, sociologue et économiste américain, enseignant à Yale. Il est directeur du Centre Fernand-Braudel de l'Université de Binghamton. L'un de ses travaux majeurs est sa conception des « systèmes-mondes ». Au travers de son étude des dynamiques économiques entre des acteurs formant un monde à part entière, il sort des cadres de recherches traditionnelles en questionnant le rôle de l'Etat. Inspiré des théories néo-colonialistes de Lénine, il propose par la création de ces idéaltypes de comprendre les rapports de force et les évolutions sociales. En 2006, paraît pour la première fois en France *Comprendre le monde, introduction à l'analyse des systèmes-monde*[87], sorte de bréviaire pour appréhender cette théorie complexe.

La théorie des système-monde

L'idée des systèmes-monde est assez ancienne. Elle traverse le débat universitaire du 20ème siècle. Déjà, Fernand Braudel dans *La Méditerranée et le monde méditerranéen sous Philippe II*, publié en 1949, aborde l'idée des systèmes-monde. Toutefois, ce n'est que dans les années 1970 que cette méthode d'analyse explose réellement. A cette époque de questionnement global de la société et de ses références, la théorie des systèmes-monde donne un nouveau souffle à la recherche. Les universitaires peuvent désormais se permettre de sortir du cadre d'étude traditionnel qu'est l'Etat pour un autre plus vaste et correspondant davantage aux changements du monde, prenant en compte la dynamique de mondialisation si longtemps ignorée. L'Etat demeure un cadre d'analyse majeur mais montre ses limites.

I. Wallerstein insiste dès l'introduction de son ouvrage sur l'importance du tiret entre les termes *systèmes* et *monde*. Loin d'être une coquetterie stylistique, ce tiret est porteur d'un sens crucial. Il implique que le système conçu et étudié ne recouvre pas l'ensemble de la planète. Au contraire, le système correspond à un territoire borné et durant une période précise : « il est important de bien comprendre ce concept initial essentiel : il énonce que les *systèmes-monde,* désignent chaque fois une zone spatiotemporelle qui traverse nombre d'unités politiques et culturelles, et qui constitue une zone intégrée d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques »[88]. Ainsi sur la planète, plusieurs systèmes-monde

[87] Dans nos développements nous utiliserons WALLERSTEIN I., *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-mondes*, Paris, La Découverte, 2009

[88] WALLERSTEIN I., *op.cit.*, p. 33-34

peuvent cohabiter, sans nécessairement entrer en conflit, chacun ayant ses propres règles et ses propres dynamiques.

Le domaine d'application initial de la théorie est l'économie. Il a pour objectif d'étudier les rapports de force économique entre les différentes composantes de système-monde dans le processus de production. Les composants du système se partagent entre « centre », « semi-périphérie » et « périphérie ». Les composantes luttent entre elles pour accéder au statut de centre et s'y maintenir. Etre au centre signifie dominer la structure économique et donc par ricochet, dominer l'ensemble des autres composantes dans tous les domaines.

Les systèmes-monde serbe et biélorussien

Dans nos développements, nous reprendrons à notre compte la théorie des systèmes-monde d'I. Wallerstein. Nous les appliquerons, non pas au domaine économique, mais à l'explication de la construction d'un régime nationaliste non démocratique original.

La construction d'une nation et d'un sentiment national est avant tout la réalisation d'une représentation mentale que la communauté a d'elle-même. Le système-monde en tant que modélisation de cette représentation mentale offre un cadre d'analyse pour comprendre pourquoi le nationalisme ne conduit pas à la création dans ces deux Etats d'une démocratie.

Pour cela, il est nécessaire de faire une comparaison entre le système-monde dans lequel est intégrée chaque nation durant la période communiste et celui dans lequel elle évolue suite au début de transition démocratique.

Durant la Guerre froide, le monde est divisé en trois systèmes-monde : le système-monde Occidental, le système-monde soviétique où la Biélorussie occupe une place de centre aux cotés de la Russie, et enfin celui des Non-alignés dont la Yougoslavie est un centre. Le cas de la Yougoslavie est un peu particulier car elle constitue elle-même un système-monde à part dans lequel la Serbie occupe une place de semi-périphérie.

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, les systèmes-monde soviétique et Non-alignés tombent. Les nouveaux Etats indépendants cherchent à intégrer le système-monde Occidental qui pendant cette brève période semble recouvrir l'ensemble de la planète par l'illusion d'universalité de la culture nord-américaine. Certains parviennent à s'adapter rapidement aux nouveaux canons démocratiques. Ceux qui tardent à réaliser leur transition démocratique restent bloqués au stade de périphérie. La Serbie et la Biélorussie sont dans ce cas.

La Biélorussie subit un fort déclassement en raison de la fin du système-monde soviétique. La Serbie, pour sa part, reste cantonnée au même statut. Dans aucun des deux cas, la transition

démocratique n'a tenu ses promesses d'élévation du statut de la nation dans les rapports mondiaux. Elle est donc source de déception. A. Loukachenka et S. Milošević instrumentalisent cet écart entre la réalité et l'espoir pour détourner les dynamiques nationalistes à des fins personnelles. Pour reprendre la formule de M. Hroch, ils exploitent l'écart entre la nation objective et les représentations subjectives de celle-ci.

A. Loukachenka propose un retour à un régime d'essence communiste car dans le souvenir du système-monde soviétique, la Biélorussie occupait une très bonne place. Restaurer ce type de régime signifie renouer avec ce passé glorieux. La Russie, elle-même intègre le nouveau système-monde, de plus, avec l'élection de V. Poutine, elle accède au rang de centre. Ces deux faits n'interviennent pas dans la politique du Président. Il construit un système-monde fictif basé sur le souvenir de l'URSS et le phantasme de la CEI.

S. Milošević exploite le ressentiment de la Serbie vis-à-vis de tous ceux qui l'empêche de s'emparer de sa place centrale. Dans l'imaginaire collectif, le nationalisme Grand-serbe fait de cette nation un guide pour les nations dans la péninsule. Le nationalisme Grand-serbe des années 1990 imagine un système-monde yougoslave dans lequel la Serbie occupe la place de centre, la place que l'Histoire lui octroie naturellement en raison de la supériorité de sa culture. S. Milošević et ses complices proposent la réalisation de ce système-monde *serbo-centré* qui ne peut se faire sans l'élimination de tous les éléments qui y font obstacles.

En sus de ces études culturaliste et politiste, nous avons fait appel à des études centrées sur les deux nations étudiées.

Pour la Serbie, nous nous appuierons sur trois ouvrages majeurs. Le premier est celui de F. Hartmann, journaliste et ancienne porte-parole du Procureur des Tribunaux Internationaux de l'ONU pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda : *Milošević, la diagonale du fou*. Correspondante à Belgrade pour le journal *Le Monde*, elle relate de façon factuelle la carrière de S. Milošević, de sa prise de pouvoir à sa chute. Sur la culture serbe et les premiers mouvements nationalistes du 19ème siècle, nous aurons souvent recours à *Serbes d'autrefois, aux origines de la Serbie moderne*, de G. Castellan. Visionnaire, ce professeur d'Histoire entreprend dès le début des années 1970 de rédiger des monographies sur les PECO ont pour but de les faire connaître aux Occidentaux, en prévision de leur future entrée dans la Communauté économique européenne. Enfin, nous nous référerons au recueil de textes fondateurs de la Grande-Serbie, compilés par M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac : *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*. Toutefois, nous ne citerons pas les commentaires des auteurs de cet ouvrage. En effet, après en avoir fait une lecture attentive,

nous ne pouvons que constater le manque de neutralité axiologique de leur travail ainsi que leur défiance envers les Serbes. Le titre de ce livre en est sûrement le meilleur exemple : ils affirment que le nettoyage ethnique est une idéologie propre aux Serbes, à leur nature. Or, ne serait-ce qu'en ex-Yougoslavie, ils ne sont pas les seuls à en commettre… En plus de ces ouvrages, sur la Serbie, nous nous appuierons sur ceux plus généraux des journalistes J.-A. Dérens et L. Geslin.

Pour la Biélorussie, dès le début de nos recherches, nous avons craint d'être confrontés au manque de sources. Ce petit Etat ne semble pas, de prime abord, passionner beaucoup d'universitaires. Pourtant, quelques spécialistes ont publié des ouvrages de référence. En 1993, B. Drweski fait paraitre *La Biélorussie,* une brève Histoire de cette nation qui fait œuvre de référence jusqu'aux publications de V. Symaniec et A. Goujon *Parlons biélorussien* et *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, avec J.-C. Lallemand. Mais ces études très culturelles et historiennes, n'abordent pas ou peu le régime d'A. Loukachenka. Il faut attendre 2007 et la sortie de *Biélorussie, mécanique d'une dictature,* de J.-C. Lallemand et V. Symaniec, pour que sorte une première réflexion sur les débuts de cette présidence inédite. C'est en 2012 que paraît *Le satrape de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, dernier tyran d'Europe* de V. Karbalevitch. Pour la première fois, un ouvrage relate la pratique du pouvoir depuis 1994. Ne plaisant pas à A. Loukachenka, cette étude est interdite en Biélorussie.

§3. Problématique et plan

Suite à ces définitions, ce contexte politique particulier et la convocation de ces auteurs, de multiples questions se posent. La Serbie, et par extension l'ex-Yougoslavie, et la Biélorussie font office d'étrangeté dans les PECO des années 1990. Plongées dans une vague de démocratisation, de dénonciation du communisme et de rapprochement avec le monde Occidental, ces deux nations empruntent une toute autre voie. Elles basculent très rapidement dans un régime non-démocratique, les mettant d'office au ban de la communauté internationale.

A. Un recours général au nationalisme

En Serbie et en Biélorussie se retrouvent les mêmes éléments qui, ailleurs, participent à l'avènement de la démocratie, en premier lieu, le sentiment national. En effet, comme au 19ème siècle, dans la région, la question de l'identité nationale de la communauté intervient dans le changement de régime. C'est la mobilisation par le sentiment national qui permet la chute du régime précédent. C'est la volonté de la bourgeoisie marchande d'accéder aux hautes fonctions administratives qui conduit au renversement de la noblesse. Pour parvenir à ses fins, la première doit s'attacher le soutien du peuple. Elle réussit en créant un sentiment national, une identité commune à ce troisième ordre, à ce *Tiers-état*. Exclus de cette identité, les deux autres ordres, et principalement la noblesse, ne sont plus perçus comme aptes à gouverner. Une révolte nationale s'enclenche et peut aboutir à la construction d'un nouveau régime, où la bourgeoisie marchande occupe les hautes fonctions politiques et administratives. Ce nouveau régime s'accompagne d'une phase de démocratisation. Les masses sont invitées à participer ponctuellement à la gestion de la communauté.

1. Le nationalisme un sentiment du 19ème siècle

En Europe de l'est, un même processus a lieu lors du Printemps des Nations. Les groupes nationaux locaux se rebellent contre les grands Empires multinationaux de la région. Le même mouvement se reproduit après la Première Guerre mondiale, les groupes ethniques réclament leur Etat indépendant au nom du « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'est un véritable succès, les grands Empires, dans le camp des vaincus, sont démantelés et une multitude de petits Etats voient le jour. La seule exception est le Royaume de Yougoslavie. Pour récompenser les Serbes de leur soutien contre l'Allemagne, les vainqueurs

leur offrent la direction d'un Royaume réalisant le rêve démodé de l'union des Slaves du Sud. Rapidement, ce Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes devient une autocratie serbe. De son côté, au nord-est, la Russie, forte du succès de la Révolution de 1917, grignote les Etats voisins en direction de l'ouest. La Biélorussie est l'une des premières à céder. A L'aube de la Deuxième Guerre mondiale, les jalons de la répartition des territoires de l'Europe centrale et orientale sont déjà posés. De la Baltique à la chaine des Balkans, les peuples seront sous domination soviétique. Du sud des Balkans aux frontières grecques et albanaises, s'étendra la puissance du titisme. L'ère des nations est suspendue jusqu'à la fin des années 1980, début des années 1990.

2. Le retour du sentiment national

Quand la fin de l'ère communiste semble inévitable, le sentiment national ressurgit des tréfonds du passé. Les souvenirs de l'Histoire entre la fin du 19ème siècle et le début du 20ème remontent et, de nouveau, le sentiment nationaliste est appelé en renfort à la démocratisation. Partout, un mouvement de redécouverte des racines et des valeurs des nations fleurit. Les dénonciations du communisme se multiplient.

Mais, déjà, la future ex-Yougoslavie dénote un peu dans ce paysage. Dans l'URSS mourante, la question des frontières n'est pas un sujet de débat. Les nations revendiquent leur indépendance au sein de leurs frontières actuelles. Dans les Balkans, le nationalisme s'accompagne nécessairement de l'idée de frontières. Cette idée suscite depuis toujours des conflits. La revendication d'un Etat indépendant sur des bases ethnico-culturelles est impossible dans une région où les peuples sont tant mélangés. Les Serbes contestent des territoires au Kosovo, en Voïvodine, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. La carte de la région doit être intégralement redessinée, mais personne n'est d'accord sur les contours de chaque Etat.

Les types de discours aussi sont les mêmes partout dans les PECO. Tous les leaders, qu'ils soient démocrates ou communistes, usent du populisme pour séduire les masses. Celui-ci sert tant la proposition de maintien d'un *statut quo,* que celle d'un changement de régime. La vague de démocratisation est couplée avec une vague de populisme.

La Serbie et la Biélorussie suivent le mouvement de changement comme les autres nations des PECO. Le recours au nationalisme, au populisme, la dénonciation du régime antérieur et le retour aux sources de la nation sont autant d'éléments détectables, tant dans les Républiques qui optent pour la démocratie, que pour celles qui se replient vers un régime non

démocratique. Le point de rupture entre les deux groupes n'est pas dans l'objet politique, mais dans l'homme politique.

B. Le rôle fondamental du leader politique

Si nos développements ne se concentreront pas exclusivement sur les hommes politiques, nous ne pouvons néanmoins pas totalement les ignorer. Celui qui promeut avec succès un changement de régime entre dans le Panthéon des grands hommes de la nation. Le jugement de leurs actes et de leurs idées ne se fait qu*'a posteriori*. Leur importance fondamentale est indéniable et ne peut être ignorée. Personne ne peut contester l'importance de S. Milošević et d'A. Loukachenka dans l'Histoire de leurs nations. Les qualifier de grands hommes de la nation n'avalise pas leurs actes, mais la reconnaissance objective de leur rôle marquant. Après leur passage, la nation n'est plus réellement la même qu'avant.

Dans l'Histoire récente de la Serbie et de la Biélorussie, S. Milošević et A. Loukachenka occupent une place à part. Ils sont ceux qui instaurent un nouveau régime en opposition à celui en place. Ils sont ceux qui ont proposé avec succès une identité à leur nation. Ils ont su s'approprier le sentiment national.

1. Deux Présidents assez semblables

Ces deux hommes se ressemblent. Ils sont tous les deux des produits du monde communiste, ils n'ont pas, ou peu, connu la Deuxième Guerre mondiale. Ils font partie de cette nouvelle génération de leaders politiques qui doit trouver sa légitimité ailleurs que dans son engagement contre le nazisme. Ils s'adaptent à l'idée qui mobilise les masses à ce moment-là : le nationalisme. En cela, ils ne diffèrent que très peu de leurs homologues de la région. L'engagement démocratique de ces derniers n'est pas toujours aussi clair qu'il y paraît. Souvent, il s'agit davantage d'opportunisme que de convictions. Les communistes se transforment en socialistes pourfendeurs de totalitarisme.

L'opportunisme de S. Milošević et A. Loukachenka est flagrant. La carrière du premier est bâtie dessus. Il gravit l'échelle sociale et professionnelle grâce à sa relation d'amitié et de confiance avec I. Stambolić, qu'il n'hésite pas à trahir. Il n'a d'ailleurs jamais réellement embrassé la cause nationaliste. Au contraire, il entretient une ambiguïté dans son discours, lui permettant de séduire à la fois les nationalistes et les communistes. En Biélorussie, A. Loukachenka passe sans difficultés de directeur de *sovkhoze* à élu pro-démocrate, pour redevenir le défenseur du communisme lors de la présidentielle de 1994. Il sait parfaitement s'adapter à l'ère du temps et aux sentiments qui traversent le peuple.

Ainsi dans les années 1980-1990, les deux hommes sont importants dans la trajectoire particulière de leur nation. Ce sont leurs ambitions personnelles qui déterminent le basculement non-démocratique. La démocratie suppose la possibilité d'existence de voix dissidentes, eux la refusent. Ils usent donc du nationalisme pour que le peuple leur offre volontairement l'entièreté du pouvoir. Propulsés au pouvoir par les voies légales, personne ne peut contester leur présence. Ils se cachent derrière ce que G. Germani nomme le « national-populisme »[89] pour conserver le pouvoir et rendre inopérante toute opposition.

2. Deux Président aux trajectoires différentes

Toutefois, malgré les similitudes entre les hommes et les résultats de leurs actions, il n'en demeure par moins de nombreuses différences entre eux. L'une des premières est la durée du régime qu'ils créent. Celui de S. Milošević a pris fin alors qu'A. Loukachenka est toujours à la tête de la Biélorussie. Cette différence s'explique par le type même de régime et, par conséquent de nationalisme qui soutient la politique de chacun.

Le régime serbe est fondé sur la surpuissance de la *kulturnation* valorisant l'ethnie. Il s'appuie sur une violence absolue conduisant à inclure la population dans la réalisation de massacres dont certains sont qualifiés de génocides. C'est bien cette violence qui induit en grande partie la fin du régime. Alertée par les ignominies serbes, et de leurs voisins, la communauté internationale émet un embargo commercial sur la Serbie. Elle fragilise ainsi la position de S. Milošević ouvrant une brèche pour que l'opposition puisse renverser définitivement le régime par l'intermédiaire notamment du mouvement *Optor !*

Au contraire, le nationalisme politique d'A. Loukachenka n'inquiète pas réellement la communauté internationale. Aucun massacre de masse n'est commis, aucune haine n'est clairement affichée envers un groupe ethnique ou national. Le non-respect des Droits de l'Homme dont fait preuve A. Loukachenka n'est pas aussi fort que celui d'autres Etats. De plus, la Biélorussie ne présente pas un danger militaire. La communauté internationale se contente de déplorer la situation lors des élections présidentielles.

Enfin, du point de vue de la *transitologie*[90], les deux nations diffèrent sur l'origine du nouveau régime. Le mouvement nationaliste ne dénonce pas le même type de régime antérieur. En Serbie, le début de transition démocratique est bien trop timide pour être la priorité de S.

[89] Expression forgée par G. Germani pour qualifier les régimes d'Amérique latine des années 1930-1950. Il désigne le syncrétisme entre un discours populiste et nationaliste. P.-A. Taguieff reprend cette expression pour qualifier notamment les partis d'extrême-droite.

[90] Terme inventé par P. Schmitter : « Les tactiques et techniques de gouvernements capable d'assurer des changements de régimes ordonnés, sans vainqueurs ni vaincus, et garantissant la continuité de l'Etat ». (HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 85)

Milošević, sa cible première est le titisme. En ce sens, les nationalistes serbes dénoncent un régime communiste, tout comme l'ensemble des Républiques de la région. En Biélorussie, le rapport idéologique est inversé. A. Loukachenka entend faire tomber l'amorce de transition démocratique au profit de la restauration d'un régime d'essence communiste. En ce sens, la Biélorussie d'A. Loukachenka constitue une véritable originalité dans la vague de démocratisation de l'Europe de l'Est. Le mouvement nationaliste politique d'A. Loukachenka est le seul à connaitre le succès, il parvient même à mettre en échec le nationalisme culturel porté par le BNF.

Chacun à leur façon, S. Milošević et A. Loukachenka contredisent la théorie de la transitologie. La continuité de l'Etat n'est pas assurée. Tous deux conservent les institutions, mais les vident de leur pouvoir. Leur accession à la plus haute fonction de l'Etat se traduit nécessairement par un statut de vainqueurs et de vaincus. Leurs soutiens sont récompensés, tant qu'ils se plient à leurs exigences ; leurs opposants, ceux qui ont été déchus, sont des vaincus stigmatisés et éliminés. En Serbie, les vaincus sont à la fois les titistes et les autres nations yougoslaves. Ils sont éliminés au sens propre et au sens figuré. En Biélorussie, les vaincus sont les démocrates en particulier, et tous ceux qui ne sont pas capables de suivre la ligne politique mouvante d'A. Loukachenka. Si, dans les premières années de son pouvoir, le nouveau Président fait disparaître physiquement certains de ses opposants, par la suite, ce sont eux qui s'exilent pour ne pas subir directement le harcèlement moral du Gouvernement.

Néanmoins, ces différences n'empêchent pas une trajectoire politique semblable pour les deux nations. Le nationalisme, quel que soit son type, ne permet pas l'avènement de la démocratie Occidentale. Il est récupéré pour servir leurs intérêts personnels, incompatibles avec la démocratie. Pour reprendre le vocable de M. Hroch, leur projet politique fait coïncider « nation objective » et « représentations subjectives » de celles-ci. Sous prétexte de redonner ses lettres de noblesse à la nation, ils la soumettent avec son consentement.

C. Problématisation

L'originalité de la Serbie et de la Biélorussie posent de nombreuses questions. Elles remettent en cause la réussite de la transition démocratique en Europe de l'Est. Si la Hongrie ou la Pologne sont souvent citées pour illustrer le phénomène démocratique dans la région, il ne faut toutefois pas oublier la Biélorussie et la péninsule balkanique. La démocratisation n'est pas un succès total. Chaque nation connaît une trajectoire particulière correspondant à son nationalisme. Ceci est logique, chaque nation entend faire valoir son identité propre ; il n'en demeure pas moins que chacune intègre la démocratie à sa façon.

1. Le questionnement de la *transitologie*

La Serbie et la Biélorussie sont dans la lignée de leurs voisins. Tout l'intérêt de leur étude et de leur comparaison est de comprendre pourquoi ce n'est pas la démocratie qui finit par s'y installer. S. Milošević et A. Loukachenka instrumentalisent les mêmes éléments que leurs voisins, ils recourent aux mêmes stratégies politiques. La question est de comprendre comment ils s'approprient la culture nationale pour la rendre incompatible avec la transition démocratique. C'est bien leur interprétation de la culture nationale qui explique pourquoi la démocratie est le pire régime pour la nation. Ils défaussent le lien particulier entre sentiment national et démocratie, établi depuis plus de deux cents ans, pour le mettre au service d'un régime de type autoritaire[91]. Les deux nouveaux Présidents remontent à la quintessence du sentiment national pour démontrer que la démocratie n'est pas dans la génétique de la nation. Cette dernière poursuit un chemin particulier, qui exclut ce type de régime.

Il est certain que la transition démocratique en Europe de l'Est questionne les certitudes de la transitologie établies depuis les années 1960. Les nations de cette région remettent la culture au centre de la construction du sentiment national. Ici, il ne s'agit pas seulement de dénoncer le régime antérieur, mais d'en remplacer les traits autoritaires par d'autres démocratiques, à l'image de l'Espagne. L'enjeu majeur est de reconstruire son identité nationale, son *volk*. La démocratie paraît comme un prétexte à cette reconstruction. Tous les leaders politiques de l'époque manipulent cette culture politique, ils se font les gardiens des éléments protonationaux. Ils choisissent de défendre la démocratie, car elle est la seule alternative au communisme. Elle est synonyme de modernité et de progrès, car seule à survivre à la Guerre froide. Les masses fantasment sur la démocratie, les leaders leurs offriront la démocratie.

2. Le questionnement sur l'universalisme de la démocratie

La Serbie et la Biélorussie posent également la question de l'universalisme de la démocratie. Certains tenants de la transitologie présentent la démocratie de type Occidental comme un régime désiré par l'ensemble de la communauté internationale, le seul régime capable d'apporter bonheur et bien-être à l'humanité. S. Milošević et A. Loukachenka usent de la même rhétorique pour affirmer l'inverse. Ces deux cas d'études révèlent le monolithisme de la démocratie Occidentale. Elle demande l'intégration de règles froides qui ne tiennent pas compte des particularismes culturels et nationaux. Or, le changement de régime dans les PECO dans les années 1990 est un processus bien différent. Toutes les nations, privées jusque

[91] Sauf mention contraire, nous entendrons par « régime autoritaire » tout régime non démocratique.

là de leur identité au profit de l'idéal communiste plus englobant, ne veulent plus se soumettre à un régime qui ne reconnait pas le particularisme. La démocratie, dans l'imaginaire collectif, est le régime qui autorise la multiplicité.

S. Milošević et A. Loukachenka s'approprient une vision de la culture nationale pour faire tomber le régime en place et en instaurer un nouveau non-démocratique. Au travers de processus et de moyens semblables à ceux utilisés par leurs voisins pour opérer une transition démocratique, eux détournent le sentiment national pour suspendre ce phénomène. Ils se font les garants d'une approche de la culture qui serait incompatible avec le passage à la démocratie.

S. Milošević et A. Loukachenka montrent que le sentiment national, l'affirmation de son identité, peuvent se faire en dehors de la démocratie de type Occidental. Inconsciemment ils ouvrent la voie à la future contestation de l'universalisme Occidental, qui sera ensuite repris par des mouvements tels qu'Al Qaïda, pour des raisons toutes autres. Les deux Présidents est-européens sont motivés par une soif de pouvoir personnel qu'ils dissimulent derrière leur intérêt pour le peuple. Il n'y a aucune motivation idéologique ou philosophique dans leur projet.

D. Annonce du plan

Pour répondre à ces questions, nous opérerons en deux temps, en reprenant la distinction de B. Anderson entre « communauté imaginaire » (**Partie I**) et « communauté imaginée » (**Partie II**).

Dans la Première Partie axée sur la « communauté imaginaire », il s'agit de comprendre quels sont les fondements du sentiment national dégagés par S. Milošević et A. Loukachenka. L'accent est mis sur les représentations mentales de la nation, sur les « représentations subjectives » de celle-ci. Ils manipulent l'histoire et la mémoire pour s'inscrire dans la lignée historique de la nation. Ils verrouillent, à leur profit, la quête des racines de la nation, son acte de naissance et donc sa destinée (**Titre I**). Ensuite, ils s'approprient les autres fondements protonationaux de la nation que sont la langue ou la religion, pour façonner son identité. Ils lui donnent une âme que le sentiment national a pour mission de défendre (**Titre II**).

Dans la Deuxième Partie, correspondant à la « communauté imaginée », le but est de comprendre comment S. Milošević et A. Loukachenka tentent de superposer ces représentations subjectives avec une nation objective. En d'autres termes, nous verrons comment ils construisent un nouvel Etat en adéquation avec le sentiment national qu'ils ont mis en mouvement. Ils proposent un projet qui rend possible la réification de la nation. Le

sentiment national devient un projet politique (**Titre I**). Une Serbie et une Biélorussie, nationalistes et non-démocratiques, voient le jour. Elles sont réelles et tangibles. S. Milošević et A. Loukachenka sont à la tête de deux régimes inédits se voulant l'incarnation du *volk* populaire. Les masses, et parfois une part des élites, revendiquent leur volonté de vivre sous ce nouveau régime. Ils jouissent d'une légitimité semblable à celle présente dans les Etats démocratiques (**Titre II**).

Bien que les fondements de la nation soient différents, les deux se retrouvent dans une dénonciation commune : celle du danger de la transposition du modèle Occidental qui ferait perdre son âme à la nation. Ce fameux *volk*, est l'élément le plus précieux de la nation. C'est lui que tous les nationalistes entendent protéger envers et contre tous, mais souvent à des fins personnelles. En voulant protéger les *Völker* serbe et biélorussien de la menace Occidentale, S. Milošević et A. Loukachenka démontrent bien la limite, dans la pratique, de la distinction entre nation élective et nation ethnoculturelle. Ils ont un ennemi commun, mais ils ne l'appréhendent pas de la même façon. Pour le Serbe, le modèle occidental est un danger, parce qu'il ne correspond pas à la culture slave de sa nation. Pour le Biélorussien, le modèle Occidental ne s'accorde pas avec sa nation en raison de la démocratie. C'est leur type de nation qui leur fait voir en cet ennemi commun des traits différents, alors que justement il se définit par cet ensemble de traits. La Serbie et la Biélorussie mêlent à la fois *kulturnation* et nation élective.

Partie I

L'encadrement du passé de la nation par le pouvoir post-communiste.

« Une société imaginaire »

B. Anderson définit la nation comme « imagined », imaginaire[92]. Il explique que la communauté n'a à l'origine, c'est-à-dire avant de se transformer en Etat-nation, rien de tangible. Elle n'existe que dans la représentation que ses membres se font d'elle. La nation est avant tout une idée, des représentations, des sentiments et des ressentiments. Ses membres se sentent connectés les uns aux autres par un lien immatériel. D'ailleurs, que la nation soit culturelle ou politique, ses fondements sont eux aussi affaire de représentations mentales. Ces fondements « protonationaux » pour reprendre les termes d'E. Hobsbawm sont, certes, des éléments réels mais c'est leur représentation qui crée le sentiment d'appartenance.

En effet, c'est bien ce sentiment d'appartenance qui est fondamental dans la structuration d'un mouvement nationaliste. E. Hobsbawm le nomme « la conscience d'appartenir ou d'avoir appartenu à une entité politique durable »[93]. Cette formulation révèle l'importance du temps dans la création du sentiment national[94]. Plus une communauté parvient à faire remonter ses origines dans le passé, plus elle se considère légitime à revendiquer avec succès son indépendance. Ce besoin d'ancestralité explique, selon P.-J. Geary[95], pourquoi les nationalistes cherchent des origines datant au moins du Moyen-âge. L'avantage de ces temps reculés est que personne ne peut témoigner directement de la véracité ou non des faits relatés par le politiques. Des historiens tentent de faire valoir la vérité scientifique mais ils sont rapidement bâillonnés si leurs conclusions ne servent pas la cause nationaliste. Ainsi, le sentiment d'appartenance est fondé sur deux types d'éléments : un passé commun (**Titre I**) et des points de convergence dépassant les différences internes et personnelles (**Titre II**). En plus de constituer ce socle commun, ces deux éléments sont des armes politiques de premier ordre. Leur appartenance au domaine de l'immatériel les rend facilement manipulables pour les faire correspondre aux projets du leader. La nation et le sentiment national d'une communauté sont basés sur les mêmes éléments mais leurs interprétations sont multiples. Le travail du politiste est de parvenir à faire la part des choses entre l'interprétation nationaliste de ces éléments et la vérité scientifique de leur poids dans la constitution de la communauté.

Dans les PECO des années 1990, le mouvement démocratique s'accompagne d'une recherche de la véritable identité nationale. Dans cette quête de vérité, les démocrates se plongent dans le passé de la nation à la recherche de son âme première, débarrassée de l'idéologie communiste. la Serbie de S. Milošević et la Biélorussie d'A. Loukachenka n'échappent pas à

[92] ANDERSON B., *op.cit.*, p. 19
[93] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p. 140-148
[94] G. Delannoi analyse le lien entre temps et type de nation. Voir DELANNOI G., *op.cit.*, p. 23-24
[95] Voir GEARY P.-J., *Quand les nations refont l'histoire,* Paris, Flammarion, 2011

ce mouvement. Elles en dérivent dans les intentions politiques : ces recherches ont vocation à faire tomber le régime en place mais pas dans l'objectif d'y substituer une démocratie.

Titre I

La légitimation du pouvoir par l'héritage historique

Dans les PECO des années1990, la question de l'histoire est primordiale. Au-delà du changement de régime et d'idéologie, les nations se demandent qui elles sont. Après une amnésie communiste de quarante ans, voire parfois davantage, les nations redécouvrent leur liberté à travers la reconquête de leur *volk*.

Le communisme n'a pas totalement supprimé les identités nationales, mais par sa distinction entre nationalité et citoyenneté, il les a reléguées au rang de manifestations culturelles. Elles n'étaient que des éléments de folklore de bien moindre importance que les grand-œuvres du communisme. La culture nationale est un « accessoire » de celui-ci. Lénine, Staline et Tito comprennent très tôt que dans ces grands ensembles multiethniques, la paix ne pourra être assurée que s'ils reconnaissent la diversité culturelle. Ils évitent de nombreuses révoltes en acceptant de donner le statut de nationalité à des peuples. Heureux de cette reconnaissance, sans peu de conséquences pour le pouvoir politique, ces communautés redeviennent dociles.

La transition démocratique, et son corollaire l'individualisme, font éclater cette uniformité de façade. L'individualisme est un phénomène qui touche également les communautés. Dans une approche durkheimienne de l'individualisme, la transition démocratique favorise la suppression de la conscience collective forgée par le communisme. Les communautés nationales brisent ce lien particulier qui les unit pour prendre des chemins autonomes et personnels.

Les nations devenues indépendantes doivent remplacer l'imaginaire communiste, par un nouveau, « national », correspondant à leurs aspirations démocratiques.

Afin de décrire ce phénomène, ce poids du passé sur le présent et l'avenir, P. Pierson importe en sciences sociales le concept économique de *path dependance* ou « sentier de dépendance »[96]. Par cette approche, l'auteur explique comment les décisions du passé influent sur celles du futur. Les spécificités historiques, en rapport avec une période prospère, doivent se perpétuer, car les renier implique un coût et un effort trop lourds dans le présent. L'objectif est de prendre des décisions dans la continuité de ce qui est identifié comme l'Age d'or de la nation. Cette stratégie du court terme est bien évidemment favorable à des entrepreneurs politiques qui souhaitent profiter d'un trouble institutionnel pour s'emparer du pouvoir. La promesse d'une amélioration rapide, sans envisager les répercutions à long terme, séduit derechef une population aux abois.

Tout l'enjeu des années 1990 dans les PECO est de savoir si le changement politique parie sur les effets à long ou à court terme. L'étude de la transitologie est-européenne à cette époque

[96] PIERSON P., *Dismantling the walfare state* ? *Reagan, Thatcher and the politics of retrenchment*, New-York, Cambridge University Press, 1994

laisse apparaître deux approches. La majeure partie des nations optent pour la transition démocratique. Elles opèrent un changement brutal et radical en adoptant l'exact opposé du communisme. Si nombreuses sont conscientes des difficultés sur le court terme, elles sont certaines d'obtenir des effets positifs sur le long terme. Aujourd'hui, beaucoup ne sont plus aussi convaincues par ce choix et se rendent compte qu'après la surprise de résultats favorables rapides, désormais, elles doivent payer le prix de ce changement[97].

La Serbie et la Biélorussie prennent un chemin différent. Elles refusent ce changement brutal. Ni A. Loukachenka, ni S. Milošević ne mènent leur peuple vers la nouveauté. Ils préfèrent se tourner vers le passé et tenter de reproduire dans le présent les réussites du passé. Leur but n'est pas de créer une rupture franche avec l'inconnu, mais de créer un continuum avec le passé. Dans ces deux Etats le modèle du *path dependance* joue à plein : le changement ne doit pas être une fuite en avant vers un inconnu incertain, mais vers un régime ayant fait ses preuves dans l'Histoire. S. Milošević, encouragé par le succès de la diffusion du Mémorandum de l'Académie serbe, choisit le nationalisme Grand-serbe d'inspiration ethnoculturelle. A. Loukachenka, constatant les désastres des débuts de transition démocratique, remémore aux Biélorussiens le bonheur de l'époque communiste. Dans les deux cas, les masses sont séduites par ce rappel qu'elles estiment plus sécurisant que l'inconnu.

Dans la plupart des Etats de la région se dégage une approche institutionnelle du changement. Ils conservent leur passé dans un sanctuaire mémoriel. Ils sont convaincus que le passé les empêche d'entrer dans la modernité incarnée par la transition démocratique. Ils se dotent rapidement des institutions Occidentales pour tenter d'atteindre les standards des « grandes nations ». Au contraire, des nations comme la Serbie et la Biélorussie sont davantage dans une approche culturaliste. Certes, une rupture doit avoir lieu, le régime actuel n'est plus satisfaisant[98] mais pour éviter un échec, elles se tournent vers le passé, vers la culture. S. Milošević et A. Loukachenka entendent former des régimes qui correspondent à l'identité de la nation[99]. Reste alors à déterminer l'identité de la nation.

C'est à cette étape du processus que la démocratisation prend fin en Serbie et en Biélorussie. S. Milošević et A. Loukachenka imposent un passé officiel, une histoire et une identité. Ils manipulent la culture et la vision du passé pour créer une identité nationale conforme à leurs projets personnels. En révélant sa véritable identité à la communauté, ils s'accordent le titre

[97] Cette déception de la démocratie Occidentale est au fondement des discours politiques anti-européens du groupe de Visgràd.
[98] Dans le cas de la Biélorussie ce régime est le début de transition démocratique.
[99] Voir Partie I- Titre II- Chapitre II. La naissance d'Etats-nation extraordinaires

de « nouveau Père de la nation ». Par ce travail de séduction et d'assimilation forcée de cette identité, ils forment un lien entre un passé glorieux et l'avenir qu'ils promettent au peuple. Le continuum national est restauré. Ils imposent également l'idée que la proposition de changement faite par la transition démocratique est contraire au sens de l'histoire et pire qu'elle va à l'encontre de l'identité nationale.

Dans une période de trouble et d'incertitudes, les Serbes et les Biélorussiens croient aux discours des deux futurs Présidents et leur accordent volontairement les pleins pouvoirs.

S. Milošević et A. Loukachenka manipulent l'histoire de deux façons. D'abord, ils redéfinissent les racines de la nation. Ils opèrent un voyage temporel pour retrouver l'essence de la nation et imposent l'origine qui leur convient (**Chapitre I**). Ensuite, ils s'approprient cette histoire. Ils en donnent une lecture qui justifie le régime politique qu'ils proposent (**Chapitre II**).

Chapitre I

La redécouverte des racines de la communauté

Il existe plusieurs acceptions du terme « histoire »[100]. D'une part, il s'agit de la « connaissance du passé de l'humanité et des sociétés humaines, discipline qui étudie ce passé et cherche à le restituer ». D'autre part, c'est également, « le passé de l'humanité, la suite des évènements qui la constituent, considérés en particulier dans leur enchaînement, leur évolution ». Enfin, l'histoire est aussi la « mémoire que la postérité conserve des faits et des personnages du passé, sorte de jugement qui semble découler de cette sélection ». Trois approches qui proposent chacune une vision différente de l'histoire. Toutefois, elles ne sont pas si éloignées les unes des autres. Elles se rejoignent toutes dans l'idée de lien avec le passé et de sa compréhension. Elles diffèrent quant à l'approche de ce passé et celle de son utilisation.

La première définition de l'histoire est celle de recherche scientifique, universitaire. La deuxième s'intéresse davantage à la chronologie, à la façon dont les évènements s'enchaînent dans le temps, des liens qui existent entre eux. La troisième a trait à la mémoire c'est-à-dire au souvenir de certains faits et personnages qui ont faits l'histoire.

Les deux dernières approches conduisent à l'écriture d'un « roman national », c'est-à-dire le récit des hauts faits de la nation. Il a pour but de glorifier la nation et donner toute sa superbe à la communauté. Ici tout est dans le sentiment et dans la manipulation du souvenir à des fins souvent politiques. Ce « roman national »[101] modèle la communauté de façon à créer une ligne temporelle. Celui-ci a surtout pour but de légitimer un homme politique ou un programme. L'un comme l'autre deviennent naturels, car dans la suite logique de l'histoire de la nation. Le roman national est donc une vision eschatologique et déterministe de l'histoire. Néanmoins, il subit des ajustements plus ou moins importants selon les nécessités du présent.

La première approche de l'histoire, celle qui en fait une discipline scientifique, tente de se débarrasser de cette manipulation propagandaire. Ici l'histoire étudie les faits et les personnages comme des données brutes. Cependant, faire de l'histoire une discipline dénuée de tout sentiment est impossible. L'essence même des sciences sociales est de prendre en compte l'homme. Pour dénoncer cette approche « froide » de l'histoire, K. Popper et d'autres utilisent le terme « historicisme ». L'idée est de « stigmatiser une conception selon laquelle

[100] Nous prenons en référence les différentes définitions proposées par le dictionnaire *Larousse* en ligne.
[101] P. Nora popularise cette expression lors de publication des *Lieux de mémoire*.

l'histoire serait totalement intelligible et déchiffrable d'un point de vue scientifique ; grâce à la mise en œuvre d'un principe de Raison extérieur et transcendant »[102]. L'histoire ne peut pas être mathématique et prévisible en raison du facteur humain, du libre arbitre, pouvant *de facto* faire des calculs et des prédictions. Des hypothèses fondées sur des expériences passées similaires sont envisageables mais il est impossible de pouvoir prédire avec exactitude des évènements. C'est ce que M. Hroch nomme des « aléas historiques ».

Dans le cadre de cette étude des nationalismes serbe et biélorussien une posture médiane entre le « roman national » et l'historicisme est adoptée. S. Milošević et A. Loukachenka se réfèrent souvent à l'histoire. Le début de la transition démocratique induit un brouillage des identités et des points de repères. Ces deux nations hésitent, d'abord, entre un avenir inédit ou un avenir fondé sur le passé. En proclamant vouloir rendre son identité à leur communauté en s'inspirant du passé, les deux leaders se rangent dans la deuxième catégorie.

Pour cela, ils donnent une origine à leur nation, réfutant tous les aspects contraires à cette version. Nous nous intéresserons, d'abord, à l'authenticité du mythe fondateur de chacune, ce qu'il révèle sur celle-ci et en quoi il est une origine idéale du régime des années 1990 **(Section I**). Ensuite, nous nous interrogerons sur la notion d'oubli. La réécriture du roman national signifie nécessairement de passer sous silence certains faits contredisant la nouvelle version de la nation. (**Section II**).

Section I. La réactivation du mythe fondateur de la nation

Au 19ème siècle des auteurs tels de M. Barrès ou J. Michelet comparent la nation à un être vivant. Elle suit le même cycle de vie : elle naît, se forme, grandit, atteint son apogée, décline et meurt. L'acte de naissance de la nation, ce moment particulier qui fait que les membres de la communauté prennent conscience d'eux-mêmes et expriment leur volonté de vivre ensemble, est souvent matérialisé par un mythe fondateur. Ce mythe est un élément central dans la rhétorique de tout leader nationaliste. Il cherche à le reprendre à son compte pour mobiliser la nation dans son projet de prise de pouvoir.

Il existe plusieurs définitions du mythe. Une première, très simple et lapidaire, est donnée par C. Lutard : des « faits bien réels, mais [qui] sont amplifiés et transformés en symboles »[103]. Le *Lexique de science politique* en donne une plus complète : « un récit ayant une forte

[102] BRAUD P., *op.cit.*, p. 745

[103] LUTARD C., « Essai d'interprétation du nouveau nationalisme post-communiste : le cas yougoslave », *Revue d'études comparative Est-Ouest*, 1996, p. 152

dimension symbolique, se référant soit au passé, soit à l'avenir, soit à un ordre proprement imaginaire. Il touche souvent au sacré, en particulier dans les sociétés accordant une place importante à la religion. Il n'est donc pas une simple légende : il est une explication du monde, il est une structure de significations qui donne un sens à la réalité sociale : il est porteur de représentations et de valeurs qui légitiment l'ordre social »[104]. Ainsi, le mythe n'est pas seulement une jolie histoire peuplée de créatures extraordinaires et de héros au courage sans limite, c'est surtout un acte fondateur de la communauté nationale, un point de repère dans son existence. Pour que le mythe ait une valeur, il faut avant tout qu'il se réfère à un évènement réel, historique. Il ne peut pas être totalement déconnecté de la réalité. L'intervention de créatures surnaturelles a pour unique but d'amplifier l'importance de l'évènement et lui donner une force symbolique particulière.

Si le mythe est si incontournable pour le leader politique, c'est également parce qu'il est une grille de lecture du monde. A travers lui, ce sont toutes les valeurs essentielles de la nation qui s'expriment. Mais surtout, le mythe permet d'expliquer le monde, le passé, le présent et le futur. Il est un idéal du passé à retrouver, un Age d'or perdu que la nation doit restaurer pour être pleinement heureuse. C'est ici le cas de la Serbie de S. Milošević qui a pour objectif de reconstruire l'Empire médiéval ayant disparu, en 1389, après la Bataille de Kosovo Poljé. La Biélorussie d'A. Loukachenka s'inscrit, elle aussi, dans cette dynamique : il s'agit de renouer avec le passé soviétique. Pourtant, la logique soviétique ne se réfère pas au passé pour séduire les masses. Cette idéologie est la promesse d'un avenir meilleur pour les prolétaires. Le passé est perçu comme une situation à abolir, un monde avec lequel il faut en finir le plus rapidement. A. Loukachenka constitue une extranéité. En plus des références au passé et au futur, le mythe est une interprétation du présent. Ce dernier est appréhendé à l'aune de celui-là. Le présent devient un reflet souvent imparfait du mythe, faisant surgir les imperfections du présent. Le leader nationaliste se sert de la comparaison entre le mythe et le présent pour convaincre les masses de rompre avec la situation actuelle et de le suivre dans son projet de réalisation de la nation mythique.

En Serbie, S. Milošević ranime le mythe de la grandeur de l'Empire médiéval pour montrer aux Serbes que la RFSY est la raison de tous leurs maux. Les Serbes sont oppressés par cet Etat qui refuse de reconnaitre leur particularisme national et leur supériorité. Tito, comme les Ottomans du 14ème siècle, a toujours cherché à réduire les Serbes au silence et à les maintenir sous domination.

[104] NAY O., *op.cit.*, p. 338

En Biélorussie, A. Loukachenka ne remonte pas aussi loin dans le temps. Il ressuscite le souvenir encore prégnant du bien être sous l'ère soviétique[105]. Il explique aux Biélorussiens que leur niveau de vie s'est dégradé depuis le début de la transition démocratique. Ainsi, c'est elle qu'il faut abolir pour la remplacer par un régime idéal et propice au bonheur.

Le recours au mythe national n'est pas uniquement l'apanage de la Serbie et de la Biélorussie. C'est un élément discursif majeur dans les PECO postcommunistes. En effet, pendant au moins quarante ans, le communisme, quelque soit ses déclinaisons, a ordonnancé le monde. Il a expliqué le système politique interne et les relations internationales. En sus d'être une guerre d'influence, la Guerre froide est une guerre d'interprétation du monde et des relations entre les Hommes et entre les Etats. Versant rapidement dans le totalitarisme, notamment en URSS, les oppositions idéologiques au communisme disparaissent. La propagande et la répression policière aidant, les masses se soumettent au communisme. Il rythme toute la vie. Sa force empêche de s'interroger sur le fonctionnement des choses. Chaque question trouve une réponse logique et cohérente dans le communisme. Plus qu'une idéologie, il est devenu un système.

Quand le monde communiste tombe, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, cette grille de lecture devient aussitôt obsolète. Les nouveaux leaders politiques partent en quête de nouvelles références et se tournent vers le passé. Ils réactivent le sentiment national et le souvenir historique de la communauté. Certains commentateurs voient alors dans ce processus une métaphore du conte de la « Belle au bois dormant »[106] où le nationalisme est réveillé après un long sommeil communiste par le baiser de la démocratie. Cette vision est assez caricaturale, car le nationalisme n'a jamais réellement disparu depuis 1945. Les dirigeants yougoslaves et soviétiques tentent de le rendre muet, mais ils ne parviennent qu'à le contenir. Des particularismes culturels locaux sont d'ailleurs ponctuellement reconnus par la Constitution pour acheter une paix sociale[107]. La fin de l'Europe de l'Est n'est alors pas le réveil du nationalisme, mais sa liberté d'expression.

Ce n'est donc pas l'appel au nationalisme et à son mythe fondateur qui est remarquable en Serbie et en Biélorussie, mais leur utilisation. L'ensemble des nouveaux Etats indépendants s'appuie sur un mouvement nationaliste pour entamer une transition démocratique et adopter le modèle institutionnel et économique de type Occidental[108]. Au contraire, A. Loukachenka

[105] A. Loukachenka ne cherche pas une société soviétique mais communiste.
[106] KOTT S., MICHONNEAU S., *Dictionnaire des nations et des nationalismes dans l'Europe contemporaine*, Paris Hatier, 2006, p. 285
[107] Voir la Constitution stalinienne de 1936 et les différentes Constitutions de la RFSY.
[108] Voir Partie II-Titre I-Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

et S. Milošević profitent de ce retour en force de l'idée de nation pour prendre tout le monde à revers et suspendre cette transition pourtant déjà ébauchée. Le mythe national est l'occasion de démontrer que le modèle Occidental n'est pas celui qui correspond au *volk* de communauté. Ils proposent alors un autre modèle de société qui se veut inspiré du mythe national et fondé sur ses valeurs. Cet instant marque un nouveau point de départ dans la vie de la nation comme le mythe fondateur le fût jadis.

Nous décomposerons notre étude du mythe fondateur de chacune des deux nations en deux temps. D'abord, nous le relaterons tel qu'il est transmis par la tradition populaire. Il s'agit donc là de la légende (I). Ensuite, nous confronterons ce récit aux recherches historiques et scientifiques afin de faire la part entre le conte populaire et la réalité des faits (II).

I. Le choix du mythe fondateur

Dans une notice sur M. Obilić, V.S. Karadžić écrit à propos de la mythologie : « La mythologie, ce n'est pas seulement la croyance d'un lointain passé, ce sont aussi les récits ou contes populaires les plus anciens. La véritable histoire se différencie de la mythologie en ce qu'elle décrit les hommes tels qu'ils sont en tout temps, tandis que les personnages de la mythologie sont très différents des hommes qui la lisent ou la racontent »[109]. Il opère donc une distinction très claire entre le mythe et la réalité, entre légende et histoire scientifique. Toutefois dans la rhétorique politique, une confusion se fait souvent entre les deux. Pour comprendre l'importance du mythe dans la construction de la nation, il est nécessaire de démêler l'un de l'autre.

Les régimes communistes d'après 1945 offraient l'avantage de donner une grille de lecture simple et pratique du monde et de son fonctionnement. Le communisme, par l'intermédiaire de la propagande et la répression sans clémence, ne donne pas l'occasion à une véritable pensée personnelle. Tout est structuré et cohérant selon cette idéologie.

Toutefois, le communisme est une idée nouvelle, elle est d'ailleurs l'une des dernières à apparaitre dans la sphère des idées politiques. Il lui faut donc s'imposer aux autres. Pour cela, les leaders inventent une véritable mythologie. La Révolution d'Octobre devient un évènement fondateur. Néanmoins, son impact politico-idéologie demeure très restreint. Au-delà de l'Empire russe et de quelques uns des Etats limitrophes, le nationalisme, renforcé par le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, fait barrière à l'onde de choc communiste. Il

[109] KARADZIC V.S., in *Novine serbske*, Vienne, 1817

faut attendre la Grande Guerre patriotique et la libération de l'Europe de l'est par l'Armée Rouge pour que le communisme devienne une idéologie de premier plan. Cette période de lutte contre le nazisme et ses alliés se transforme rapidement en mythe fondateur de l'unité de la région. Les peuples dépassent leurs différences nationales pour s'unir sous la bannière communiste et pour résister. Cependant, l'unité est un leurre. Déjà la future RFSY prend ses distances d'avec l'URSS. Tito revendique son indépendance car il a libéré les Balkans seul. Quoi qu'il en soit, Staline et Tito sont présentés comme les seuls et uniques vainqueurs de la région. Le premier participe aux conférences pour la paix et le deuxième bénéficie du soutien inattendu de W. Churchill[110]. Ils se transforment en légendes vivantes. Leur pouvoir est légitimement incontestable : ils sont des héros. Dans une zone en ruine, traumatisée pour des générations par les horreurs de la guerre[111], le communisme qui œuvre à la reconstruction tant matérielle que morale n'a aucun mal à s'imposer. Il redonne des points de repères et explique les folies destructrices du nazisme et par extension du nationalisme.

Mais, le communisme tombe à son tour, entre la fin des années 1980 et le début des années 1990. Il entraine avec lui toutes ses structures et tous ses points de repères. La transition démocratique bouleverse les certitudes et les masses se retrouvent seules face à l'adversité. Le problème est que la démocratie de type Occidental ne prévoit pas de mythe fondateur du nouveau régime. Il n'y a pas ou peu d'évènements locaux marquants pour estampiller avec force cette transition. De plus, il est compliqué pour les masses de gérer la libre pensée après des décennies de pensée unique. Devenues indépendantes, les ex-Républiques fédérées se replient vers les mythes nationaux et se plongent dans l'Histoire. Comme deux siècles plus tôt à l'ouest, c'est le mouvement nationaliste qui consacre la démocratie. Dans la majeure partie des PECO, le processus fonctionne selon le modèle de l'Ouest. La Serbie de S. Milošević et la Biélorussie d'A. Loukachenka font figure de contre-exemples.

Par le biais, notamment du mythe fondateur, ils suspendent, la transition démocratique. Ils démontrent que le *volk* issu de ce mythe ne peut pas se calquer sur la démocratie telle qu'imposée par l'Occident. Ils proposent alors un régime qui se veut directement inspiré du mythe : une sorte de prolongement du mythe dans le présent qui doit promettre un avenir glorieux.

S. Milošević réactive le mythe de la Bataille de Kosovo Poljé de 1389. De son côté, A. Loukachenka reprend la force de l'union de la Grande Guerre patriotique. Toutefois, il y a

[110] W. Churchill préfère la Résistance partisane de Tito à la Résistance royaliste serbe du Général Draža.
[111] Voir Partie I- Titre I- Chapitre II. Une appropriation de la mémoire nationale

souvent de grandes différences entre la légende populaire (A) et la réalité telle que formulée par les documents et recherches scientifiques (B).

A. La version populaire du mythe

Ici, nous envisageons le mythe au sens de légende, de récit fantastique. Dans cette acception du terme, la recherche de la cohérence avec la réalité n'est pas la priorité. Le mensonge et les arrangements avec la vérité sont souvent avantageux et servent à mettre en valeur les objectifs du récit. Dans le cas du mythe fondateur de la nation, ils ont pour but d'unir les membres de la communauté, de leur raconter l'origine de leur histoire commune. Tous les artifices sont alors autorisés.

En Serbie, le choix du mythe fondateur de la nation est très ancien. Il s'agit de la Bataille de Kosovo Poljé en 1389. La distance chronologique implique des modulations assez faciles avec la réalité. Il n'y a plus de témoins directs pour attester ou contester cette version de l'histoire (1°). En revanche, les arrangements avec la réalité sont plus compliqués dans le cas de la Biélorussie. Nous avons choisi de considérer la Grande Guerre patriotique comme le mythe fondateur de cette nation car elle rassemble tous les éléments fondant la nation biélorussienne. Sa proximité temporelle ainsi que la documentation sur la période rendent la part de légende assez limitée. Pourtant, sans l'intervention de personnages extrahumains, la légende n'en est pas moins présente dans ce récit (2°).

1. Le mythique Empire serbe

L'unité serbe se bâtit sur une défaite héroïque: celle de l'armée du Prince Lazar face à celle du Sultan Murat 1er.

Après avoir pris le contrôle de l'Anatolie, l'armée ottomane part à la conquête des Balkans. Depuis la défaite de l'armée serbe conduite par le Prince serbe V. Mrnjačević, le 26 septembre 1371 lors de la bataille de la Marica, les troupes ottomanes ne cessent de gagner du terrain. Les forces locales tentent de résister en vain. Quelques victoires, telle que celle de Plocnik, ne sont pas suffisantes pour les arrêter. En 1388, Thessalonique tombe après un long siège. Bien que subissant de nombreuses pertes, l'armée du Sultan Murat 1er, grâce au système vassalique, possède de fortes réserves d'hommes et d'armes. En 1389, dans la plaine de Kosovo Poljé, les armées chrétiennes unies sous la bannière du Prince Lazar jouent leur ultime chance de repousser l'ennemi.

Les chants épiques racontent que Murad I[er] envoie une lettre à Lazar lui réclamant « Les clefs de toutes les villes Et le tribut pour sept ans »[112]. Lazar refuse. Une rencontre entre les deux armées aura donc lieu le 28 juin 1389 à Kosovo Poljé.

D'après la légende dont un fragment a été publié par Vuk Karadžić, la veille de la bataille, Lazar fête la Slava[113] dans son château de Krusevać en compagnie de son beau frère Jug Bogdan et ses neuf fils, ses deux gendres : Vuk Branković et Miloš Obilić accompagné lui-même de ses deux frères d'élection : Ivan Kosancić et Milan Toplica. Lazar lève son verre à la santé de chacun des convives. Il termine son tour de table par Miloš Obilić, « parangon de bravoure mais dont il suspecte la loyauté, allant jusqu'à prédire sa trahison »[114]. Miloš se défend d'une telle accusation et promet de tuer le Sultan dans son camp. Il termine en accusant à son tour Vuk Branković de fomenter une trahison envers Lazar.

La même nuit, le Prince reçoit une visite céleste. Cette apparition lui explique les finalités possibles de la Bataille : soit le Prince choisit la vie terrestre et il remportera le combat et connaîtra ensuite un règne fastueux, soit, il choisit, pour lui et pour ses soldats une vie merveilleuse auprès de Dieu. Son sacrifice sera récompensé par une mort sans peur. Le lendemain, en se réveillant, le Prince a fait son choix, il opte pour le royaume de Dieu acceptant ainsi la défaite face aux Ottomans.

A l'heure de la bataille, le Champ des Merles voit s'opposer 70 000 Serbes à 140 000 Ottomans[115]. Une lutte sanglante s'engage. Dans un premier temps, elle tourne à l'avantage des troupes de Lazar. Enivré par la victoire promise, le roi bosnien Tvtko 1[er], allié des Serbes, envoie des messagers prévenir le monde chrétien de ce succès. Fidèle à sa promesse, Miloš Obilić pénètre dans le camp ottoman avec quelques uns de ses hommes et assassine Murad I[er]. Il est exécuté à son tour par les gardes du Sultan mort. Apprenant le décès de leur chef, les Ottomans perdent confiance et sont sur le point de battre en retraite. C'est à ce moment que Bajazet 1[er], fils de Murat, remobilise les troupes. La bataille prend alors un nouveau visage. Galvanisés par la vengeance de l'assassinat de leur Sultan, les Ottomans déploient leurs dernières forces. Ils font prisonniers Lazar et les nobles serbes. Comme l'avait prédit Miloš la veille, Vuk Branković choisit de déserter le champ de bataille et sauver sa vie plutôt que de mourir avec ses compagnons d'arme. Le Prince et ses généraux sont décapités sur place.

[112] D'ORFER L., *Chants de guerre de la Serbie*, Paris, Payot, 1916, p. 41

[113] Dans la tradition orthodoxe serbe, célébration du Saint patron de la famille, à ce sujet voir notamment, HEIMERL D, « Ko Slavu slavi tome Slava mu i pomaze », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008, p. 113-116

[114] AUBIN M., « Simulation de la Cènes avant une bataille : Bouvines et Kosovo », *Revue des études slaves*, p.331-332

[115] BATAKOVIC T.D. (dir.), *L'histoire du peuple serbe*, Lausanne, L'Age d'Homme, 2005, p.21

Lazar réalise son vœu et est conduit au royaume de Dieu. Les Ottomans ont remporté la victoire.

Suite à cette défaite, les Serbes perdent leur Empire et passent sous domination ottomane pour les cinq siècles à venir. Ils attendent que leurs frères chrétiens de l'occident viennent à leur secours. Mais jamais, ils ne viendront, préférant se concentrer sur les Croisades. Le nom du Prince entre dans la légende, il a choisi de sacrifier sa vie pour que naisse l'unité du peuple serbe et la force de cette nation.

Dès lors, deux thématiques apparaissent dans l'inconscient national. D'abord, le Kosovo est le berceau de la nation serbe. Sur cette terre a coulé le sang de l'un des plus grands et des plus saints de tous les rois serbes. Cette terre doit rester quel qu'en soit le prix sous la domination serbe. Ensuite, les Serbes se représentent dès cet instant comme un peuple martyr et héroïque, voire parfois comme un peuple élu. Né un orgueil national très fort qui traverse le temps. Ils sont les leaders naturels des autres peuples des Balkans et possèdent un droit légitime et irrévocable de revendiquer toutes les terres qu'ils considèrent comme ayant appartenues à l'ancien Royaume. C'est dans la transmission du récit de la Bataille de Kosovo Poljé que prend racine le versant géographique de la Grande Serbie. L'idée est de reconquérir toutes ces terres que les Serbes ont perdues par leur sacrifice. F. Hartmann résume parfaitement ces sentiments : « De cette déroute glorifiée était né le mythe fondateur de la nation serbe : peuple héroïque qui tout au long de son Histoire se battit du côté du bien et de l'honneur, peuple maintes fois victime, condamné à de longs calvaires mais toujours prêt à se sacrifier pour sa liberté et celle des autres »[116].

2. La Résistance communiste biélorussienne

La Biélorussie est une nation politique. Son mythe fondateur n'est pas un événement en particulier qui déclenche la conscience nationale. Elle repose davantage sur un ensemble d'évènements qui glorifie et se réfère à ces valeurs. Pour qu'un évènement devienne marquant dans l'histoire de la Biélorussie, il doit à la fois célébrer le zapadno-russisme et le communisme. La Grande Guerre patriotique combine ces deux idées. Elle est l'un des moments fondamentaux de la Biélorussie idéale d'A. Loukachenka. Alors que le BNF tente de démontrer qu'il existe une version alternative. Cette vision soviétique de la Grande Guerre patriotique montre un attachement profond et réel pour le communisme. Finalement, l'occupation nazie a favorisé l'implantation et la diffusion de cette idéologie et légitime la

[116] HARTMANN F., *Milošević, la diagonale du fou*, Mesnil-sur-l'Estrée, Denoël, 2002, p.71

RSSB et l'URSS. De cette période naît aussi cette défiance envers la *kulturnation* qui reste associée encore aujourd'hui à la Collaboration. A. Loukachenka se sert régulièrement de cet argument au début de sa carrière pour stigmatiser le BNF.

Epargnée par la guerre jusqu'en 1941, protégée par le Pacte germano-soviétique, la Biélorussie est plongée dedans en 1941 lorsque Hitler lance l'opération Barbarossa.

Minsk tombe le 28 juin 1941. Malgré le sacrifice de nombreux soviétiques, Moghilev, Gomel et toute la RSSB sont envahies fin aout 1941. Les forces nazies entament une campagne d'extermination systématique de la population juive. Les travailleurs sont réduits à un quasi esclavage : « 380 000 Biélorussiens furent déportés comme travailleurs forcés en Allemagne. Un rapport de l'administration nazie du 12 mai 1944 fait état de la décision de déporter pour le travail forcé en Allemagne 50 000 enfants âgés de dix à quatorze ans afin de *réduire pour l'avenir le potentiel biologique* des Biélorussiens »[117]. Les communistes subissent une politique de terreur. Toutefois la résistance s'organise rapidement. Les forêts et les marécages, si impropres au développement agricole et industriel, sont un atout inestimable pour les Résistants. Les communistes chapeautent cette Résistance spontanée en créant des réseaux clandestins passant maîtres dans l'art du sabotage. En parallèle, ils créent une presse clandestine qui édite de nombreux journaux appelant à la Résistance. D'après B. Drweski, fin juillet 1941, il existe en Biélorussie pas moins de 231 *otryad*[118] regroupant environ 12 000 partisans soviétiques[119]. Cette mobilisation rapide et massive n'est pas sans conséquence pour les Résistants et la population locale. Les Nazis punissent sévèrement et violemment l'opposition : des milliers de villages sont incendiés et leurs habitants brulés vifs.

Les Nazis tentent de contrer la Résistance communiste en stimulant le nationalisme ethnoculturel. Ils créent des institutions paragouvernementales, dans lesquelles s'engagent les antisoviétiques[120]. En 1943, pour faire face à une Résistance qui ne s'essouffle pas, les Nazis instaurent une police et une défense territoriale biélorussiennes composées d'environ 25 000 hommes. Cet organe collaborationniste a pour objectif de lutter contre la Résistance et de procéder à l'arrestation des Juifs. Toutefois, les occupants n'ont qu'une confiance limitée en ces membres et prennent la décision de peu les armer.

Malgré leurs efforts, les Nazis ne parviennent pas à venir à bout de la Résistance communiste. Celle-ci dépasse rapidement les frontières de la RSSB. Les Biélorussiens évacués avec des

[117] DRWESKI B., *Que sais-je ? La Biélorussie,* Paris, PUF, 1993, p. 101
[118] Otryad : отряд : détachement.
[119] DRWEKI B., *op.cit.,* p.100
[120] Ils créent en 1942 l'organisation « Entraide nationale biélorussienne » et en 1943 un Comité médical biélorussien et une Jeunesse biélorussienne.

entreprises vers le centre de la Russie au début de l'offensive participent à l'effort de guerre depuis l'arrière en fournissant un soutien logistique. Les Nazis ne peuvent pas s'opposer à la contre offensive de l'Armée rouge. Dès l'automne 1943, Gomel et l'est de la Biélorussie sont libérées. La Résistance peut compter sur pas moins de 370 000 hommes[121]. Minsk est libérée le 3 juillet 1944. Les Nazis et les Collaborateurs fuient vers l'ouest. La déroute est totale, la Biélorussie est libérée du joug nazi le 28 juillet 1944. « 209 villes sur un total de 270, et 9 200 villages avaient été détruits. Minsk avait été presque complètement rasée. La quasi-totalité de la population juive restée dans le pays avait péri. En tout, 2,2 millions d'habitants de la RSSB avaient été tués entre 1941 et 1945, soit le quart de la population de la République. Parmi eux, 750 000 civils de nationalité biélorussienne avaient été tués par l'occupant. Il y avait en 1944, 3 millions de sans-abris. Plus d'un million de Biélorussiens avaient été mobilisés dans l'Armée rouge. La production industrielle avait diminué de 90% par rapport à celle de 1940 »[122].

La version populaire du mythe fondateur de la nation présente une vision partielle et subjective de la réalité. Cette dernière est arrangée pour renvoyer une bonne image de la nation : la montrer sous sa meilleure forme.

Le mythe de la Bataille de Kosovo Poljé fait des Serbes un peuple prêt au sacrifice pour sauver ses valeurs et le monde chrétien. Ils sont des martyrs. De plus, en prenant la tête de l'armée d'opposition aux Ottomans, le Prince Lazar fait des Serbes le peuple leader des futurs Slaves des Sud. Cette nation a été la seule capable d'organiser la lutte. Les dirigeants politiques et les intellectuels se servent de cet argument au fil des siècles pour tenter de diriger les différentes formes de Yougoslavie. Enfin, cette Bataille est le moyen de revendiquer le Kosovo. S. Milošević connaît cet attachement profond des Serbes au Kosovo, c'est pour cette raison qu'il commence sa carrière de leader nationaliste là-bas. Il sait qu'en se faisant le défenseur de la *serbité* du Kosovo, il séduira automatiquement une grande part de la nation.

En Biélorussie, il n'existe pas d'évènements fondateurs à proprement parlé. C'est une nation politique qui de plus n'a quasiment jamais connu l'indépendance. Elle n'a donc pas d'événement de référence qui se distinguent dans son histoire. La Grande Guerre patriotique est le seul moment marquant de ces dernières décennies pouvnt faire office de mythe fondateur. Il est le syncrétisme des deux idées fondamentales de la Biélorussie. D'une part, le mythe raconte comment les Biélorussiens s'engagent dans la Résistance au nom des valeurs

[121] DRWESKI B., *op.cit.,* p.103
[122] *Ibid*.

communistes. D'autre part, cette Résistance est la réactivation du zapadno-russisme. En démontrant leur attachement au communisme, ils démontrent l'attachement à la Russie devenue URSS. A. Loukachenka ne s'y trompe pas lors de la campagne présidentielle de 1994. Il agite ce mythe fondateur pour rappeler aux Biélorussiens tout ce qu'ils ont gagné grâce au communisme et perdu avec la démocratie.

Toutefois, ces deux versions de ces deux histoires sont du domaine du mythe, elles embellissent une réalité beaucoup plus nuancée.

B. Le mythe populaire confronté à la réalité historique

Au 19ème siècle S.V. Karadžić pointe la distinction fondamentale entre le mythe et la réalité. Le premier est une projection idéalisée de l'homme et des évènements. Il sort de l'ordinaire. Toutefois, le leader politique nationaliste en quête de pouvoir se fonde davantage sur le mythe que sur la réalité.

Tout au long de nos développements nous nous référerons au mythe fondateur de la nation. Pour bien comprendre, l'entièreté de ce récit teinté d'exagérations, nous proposons de faire un détour par les recherches historiques afin de tenter de comprendre dans quelle mesure ce mythe amplifie ou détourne la réalité.

1. Le phantasme de la Bataille de Kosovo Poljé[123]

Le mythe fondateur de la nation serbe est la Bataille de Kosovo Poljé durant laquelle, en 1389, le prince Lazar et son armée préfèrent le royaume des Cieux au royaume terrestre et acceptent d'abandonner l'Empire aux Ottomans. Nous faisons le choix de ne pas analyser la partie purement religieuse de l'histoire lors de l'intervention d'une entité divine. Néanmoins, il faut noter que les divers rédacteurs de ce mythe ont introduit, au fil des siècles, un parallèle flagrant entre le banquet avant la bataille et la Cène. En effet, treize personnes, proches du Prince sont présentes autour de la table, trahison de l'une d'elles conduisant à la mort du Prince n'est pas sans rappeler la trahison de Judas. Pour M. Aubin, ces deux thèmes sont récurrents dans les textes du Moyen-âge. Cependant, le récit de la Kosovo Poljé est original car il mêle ces deux thèmes. Il explique que ceci est surement dû aux nombreuses évolutions du récit au cours du temps. En effet la scène du repas n'apparaît que tardivement dans la littérature. A l'heure actuelle, selon les chercheurs, la première association de ces deux thèmes date deux textes de la fin du 15ème siècle. L'un est la traduction italienne d'une

[123] Pour une étude exhaustive de Bataille de Kosovo Poljé voir POPOVIC M., *Kosovo : histoire d'un mythe. Essai d'archéologie littéraire*, trad. CHALBOUB C., Paris, Non Lieu, 2010

chronique du Byzantin Ducas et l'autre le texte manuscrit du Ragusain Felix Petantius intitulé *Historia turcica*. Dans la littérature slave du 16ème au 18ème siècle, il n'est fait mention de l'épisode du diner que dans un seul bugarštice[124] : « On y voit Lazar, dont Vuk Branković a éveillé les soupçons, lever sa coupe à la santé de Miloš pour l'implorer de ne pas le trahir. Miloš répond en annonçant son intention d'aller le lendemain tuer le sultan sous sa tente »[125]. De même, dans ces poèmes oraux, aucune référence religieuse n'a été décelée. Toutefois, comme le rappelle M. Aubin, seuls deux textes ont été découverts pour le moment et de nombreux autres sont surement tombés dans l'oubli car non transcrits sur papier.

Nous allons davantage nous concentrer sur trois points du mythe récurrents dans le discours nationaliste de S. Milošević.

L'issue de la Bataille

La Bataille de Kosovo Poljé est présentée selon les versions et selon les besoins, soit comme une victoire soit comme une défaite. En effet, du point de vue de la nation, il s'agit d'une défaite car elle signe traditionnellement le début de l'occupation ottomane dans les Balkans. D'un point de vue spirituel, c'est une victoire des Serbes car ils deviennent un peuple à la fois martyr et élu. Cette ambivalence de l'issue de la bataille est due à l'incertitude politique qui s'en suit. Les deux camps subissent de lourdes pertes parmi leurs élites dirigeantes. Lazar et Murat sont morts, la question de leur succession se pose. Afin de la régler, les Ottomans suspendent leur campagne de conquêtes et se replient en Anatolie. Si selon certaines versions de la légende, les fils de Murat s'entre-tuent à Kosovo Poljé, il est probable que le fratricide ait eu lieu à Istanbul. Ainsi avant de continuer leurs conquêtes européennes, les Ottomans tentent d'éviter une guerre vassalique chez eux. L'assujettissement de la péninsule se poursuit par vagues successives jusqu'au milieu du 15ème siècle. Les Ottomans ne conquièrent que le sud de la Serbie. Le nord résiste à l'invasion. Aux lendemains de Kosovo Poljé, le fils de Lazar, Stefan prend la tête du despotat bâtit autour de Belgrade. A la mort du despote, il bénéficie de la protection de la Hongrie. Le roi de Pologne et de Hongrie, Vladislas Ier Jagellon, comprend l'importance stratégique de Belgrade et la transforme en forteresse. Elle demeure imprenable, malgré les nombreux sièges ottomans jusqu'à l'offensive victorieuse de Soliman le Magnifique en 1521. La Bataille de Kosovo Poljé n'est donc ni une victoire ni une défaite, elle marque seulement la fin d'un Empire serbe qui périclite depuis la mort de son fondateur le roi Dušan.

[124] Chants populaires slaves en vers longs.
[125] AUBIN M., *op.cit.,* p.333

Le début de l'unité serbe

La Bataille de Kosovo Poljé est présentée comme l'acte de naissance de l'unité de la nation serbe, le premier moment où le peuple serbe prend conscience de lui-même sous l'autorité de Prince Lazar. Cette capacité de ce Prince à les unir sous sa bannière devient au fil des siècles un argument pour justifier le leadership des Serbes sur les autres Slaves[126].

La réalité historique est quelque peu plus nuancée. D'abord, le statut de Lazar est loin d'être celui d'un Prince tout puissant à la tête d'un Empire en pleine expansion. En effet, depuis la mort du Roi Dušan en 1355, l'Empire serbe est en régression. Empire médiéval par excellence, il est composé de plusieurs principautés et despotats. Lazar dirige le plus grand territoire : la Serbie moravienne. Ce n'est qu'après la défaite de la Maritza en 1371, à laquelle il refuse de participer, qu'il obtient le titre de *Knez*. Par un jeu de soumissions vassaliques et d'alliances maritales, il impose progressivement son autorité aux terres qui ne sont pas encore tombées sous le joug ottoman. Il parvient même à entretenir des relations relativement pacifiques avec le roi Tvtko de Bosnie, malgré la vieille querelle entre les deux royaumes afin de savoir lequel serait le guide des Serbes. Ainsi, le pouvoir de Lazar n'est pas inné, il est le résultat de manipulations politiques et d'alliances stratégiques. Il obtient, certes, le titre de « Seigneurs des seigneurs serbes » mais la soumission des autres seigneurs se fait en raison de la loi vassalique et du contexte politique particulier.

La Bataille de Kosovo Poljé est représentée dans le mythe comme la bataille menée par l'armée serbe. Cette nation se trouvant alors, la seule parmi tous les Slaves du Sud à opposer une résistance aux Ottomans. L'armée de Lazar est loin d'être aussi mono-nationale. Ce ne sont pas les Serbes seuls qui mènent ce qu'ils définissent comme l'ultime bataille contre les Ottomans, mais une mosaïque de soldats chrétiens qui tente de s'opposer à cette invasion. Le roi Tvtko de Bosnie envoie des chevaliers. De plus, des mercenaires auraient été dépêchés par les Royaumes chrétiens occidentaux, attentifs aux avancées des Ottomans. Enfin, déjà à l'époque, la région est un carrefour culturel et ethnique, il est fort probable que des ressortissants Hongrois, royaume suzerain de la Serbie, Croate, voisins catholiques ou encore Valaques ou des Grecs y aient participé.

[126] Voir notamment GARASANIN I., « Plan pour la réalisation d'une Grande Serbie », et MOLJEVIC S., « Pour une Grande Serbie homogène », *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique. Documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993, p. 82-98

L'abandon par l'occident

D'après le mythe populaire, les Chrétiens d'occident ont lors de cette Bataille abandonné les Serbes et ils ne sont jamais venus les sauver durant les cinq siècles d'occupation. Toutefois, il est quasiment certain que des mercenaires chrétiens aient été envoyés par les Royaumes occidentaux à la fin du 14ème siècle. De même, selon le mythe, pensant la victoire certaine, les chevaliers serbes envoient un émissaire en Occident. Un *Te Deum* aurait été chanté à Notre Dame de Paris. L'abandon des occidentaux n'est peut-être pas une ignorance volontaire de la situation des Balkans mais la conséquence de la situation politique chez eux. En effet, les Royaumes occidentaux sortent alors de deux siècles de Croisades les ayant lourdement éprouvés et dont les conséquences politiques, géographiques, religieuses et économiques sont très floues. De plus, en 1389, la France et l'Angleterre sont en pleine Guerre de Cent Ans, ce qui explique surement leur manque d'intérêt pour le Royaume serbe.

Pour ce qui est de la rupture sous l'occupation ottomane, elle est loin d'être totale. En effet, les Ottomans concluent de nombreux accords commerciaux notamment avec les principautés italiennes. De même, ils acceptent la présence de nombreux diplomates chrétiens à la Cour du Sultan.

2. Une autre Résistance biélorussienne

La Grande Guerre patriotique est la quintessence des valeurs nationales qui fondent la Biélorussie. Cette nation qui prend conscience d'elle-même par cette idéologie empêche l'existence d'un autre discours national. En effet, si A. Loukachenka préfère le nationalisme politique à la *kulturnation*, c'est parce que cette dernière n'a pas bonne réputation sur cette terre. Lorsque les Nazis envahissent la Biélorussie, ils tentent de mettre en place une autorité biélorussienne fantoche pour concurrencer le soviétisme. De même, les Collaborateurs, notamment dans la police nationale, sont généralement anti-communistes et pro-nationalistes. Ils appartiennent alors à la catégorie de ceux qui ont détruit la Biélorussie. C'est un argument inespéré pour A. Loukachenka pour éliminer la concurrence du BNF : elle est une descendante des fascistes des années 1940.

Au moins trois points de ce mythe sont contestables.

Une Résistance soviétique

En Biélorussie, comme dans l'ensemble de la future URSS, la Résistance est automatique dès que Hitler lance l'opération Barbarossa. Dans les faits, la résistance de l'Armée rouge n'est pas aussi prompte, au moins en Biélorussie. Depuis le partage de la Pologne, suite au Pacte

germano-soviétique, la Biélorussie est le premier rempart à l'ouest de l'URSS. Elle est logiquement, la première à être envahie par les troupes nazies.

La présence soviétique, matérialisée par l'Armée rouge, n'est pas vécue de la même façon dans toute la Biélorussie. Dans la partie ouest de la République, dans les territoires qui jusqu'au Pacte appartenaient depuis 1918 à la Pologne, passer sous domination soviétique est d'abord vécue comme un soulagement. Ce sont les populations juives qui expriment ce sentiment, heureuses d'échapper aux politiques antisémites. Les soldats de l'Armée rouge suscitent l'admiration de la population et les autorités soviétiques encouragent à la reprise d'une vie normale en abolissant les lois antisémites.

Une première vague de défiance apparait quand le gouvernement soviétique entreprend une politique de nationalisation. C'est dès 1941 que la situation se complique pour certains pans de la population, notamment pour les Juifs. Les autorités soviétiques commencent à classer les Biélorussiens. Les cartes d'identités soviétiques ne sont délivrées qu'après avoir renseigné des fiches. Chacun craint d'y voir figurer le tampon « clause 11 » signifiant un élément dangereux selon le régime. Rapidement cette même année, des réfugiés juifs demandent asile à l'URSS. Ils racontent les horreurs du nazisme mais personne ne veut y croire. Il demeure surtout en Biélorussie un bon souvenir des soldats allemands lors de la Première Guerre mondiale. Puis les nouvelles de l'ouest se propagent, rien ne semble pouvoir arrêter l'invasion nazie. Puis, c'est la confusion qui s'empare de la population en apprenant que l'aviation nazie a bombardé des villes soviétiques sans déclaration de guerre. Malgré les annonces rassurantes de Moscou, la confiance s'effrite. Pourtant, dès juin 1941, les soldats se replient de façon désorganisée et désordonnée vers l'Est de la Biélorussie abandonnant la population locale aux mains des nazis. Apeurés par une occupation nazie, de nombreux Juifs et membres de l'administration soviétique locale prennent la décision de fuir à leur tour vers l'est[127]. Mais, ils découvrent avec stupeur que l'entrée en Russie leur ait refusée : le gouvernement ayant ordonné de « refuser le passage à tout citoyen de la Pologne d'avant le 1er septembre 1939 »[128]. Tous ne peuvent que constater, impuissants, la reddition sans combat de l'Armée rouge et l'avancée inexorable des troupes du Reich devancée par des bombardements de l'aviation. Les troupes d'Hitler envahissent l'ouest de la Biélorussie au début de l'été 1941.

[127] La frontière internationale d'avant le 1er septembre 1939 est rétablie. La Biélorussie se trouve de nouveau divisée. Toutefois, la partie ouest n'est rattachée à aucun Etat, la Pologne ayant disparu depuis le Pacte germano-soviétique.

[128] KAGAN J., COHEN D., *Endlösung, la solution finale et la Resistance Bielski en Biélorussie*, Paris, L'Harmattan, 2002, p.48

Il faut attendre la fin de 1942, pour que la Résistance s'organise dans la région de Novogrodek suite à la rumeur de la constitution d'un maquis dirigé par les frères juifs Bielski. Les quatre frères Bielski fondent dès 1941, après le massacre de leurs parents, un mouvement de partisans juifs au plus profond de la forêt de la région. A cette époque, quelques mouvements se créent un peu partout.

Certes l'*otryad* s'affilie dès 1943, à la Brigade Kirov et Moscou structure la Résistance en Biélorussie, mais, elle conserve une certaine indépendance. Elle est considérée comme une *otryad* partisane, donc d'essence communiste, mais elle demeure un mouvement en premier lieu juif et jamais l'Armée Rouge ne parviendra à retirer le commandement aux quatre frères : Malgré tout, l'Armée rouge, se sachant plus forte et plus universelle qu'un mouvement juif, s'efforce de maintenir une main mise sur l'*otryad* Bielski. Elle impose notamment en 1943, la formation dans le camp d'un Komsomol.

La bonne image de l'URSS après la guerre

L'excellente image de l'URSS auprès de la Biélorussie n'est pas seulement due à la Libération par l'Armée rouge. L'URSS participe activement à la reconstruction de la Biélorussie. Le zapadno-russisme n'est pas la seule raison de cet intérêt. La situation géographique particulière de la Biélorussie en fait une République d'une importance majeure pour le système soviétique. Elle est le premier rempart à l'ouest contre le bloc affilié aux Etats-Unis. Les dirigeants soviétiques savent qu'ils ne peuvent pas compter sur le soutien inconditionnel d'une Pologne avide de recouvrer son indépendance.

La Résistance biélorussienne durant la Grande Guerre patriotique est présentée comme l'union de la population sous la bannière soviétique. Elle est la preuve de la reconnaissance des Biélorussiens dans l'idéologie et les institutions émanant de l'URSS. Il s'agit d'une Résistance unanime et ceux qui refusent d'y participer sont *de facto* des Collaborateurs. L'allégeance à l'URSS est finalement récompensée car l'Armée rouge libère la Biélorussie et l'URSS reconstruit totalement la République.

La réalité du mythe fondateur est plus nuancée que le récit populaire. Les recherches scientifiques démontrent que l'élévation d'un événement au rang du mythe se fait au fil des ans et selon les besoins des leaders politiques. Lorsque S. Milošević et A. Loukachenka souhaitent prendre le pouvoir, ils réactivent des mythes fondateurs, interrompant ainsi la transition démocratique à peine amorcée.

Toutefois, ils ne se réfèrent jamais à la réalité des faits historiques. La Bataille de Kosovo Poljé est loin d'être aussi glorieuse qu'elle est racontée. L'Empire serbe, base géographique et idéologique de la Grande Serbie est en déclin depuis des années et Lazar se trouve, par un heureux concours de circonstances, à la tête d'une armée « multinationale ». L'issue et les suites directes de l'affrontement sont celles aussi entourées d'incertitudes : Serbes et Ottomans subissent autant de pertes chez leurs dignitaires. La campagne militaire ne prend pas fin en 1389, elle se poursuit après que les Ottomans aient réglé leurs problèmes de succession.

En Biélorussie, la Grande Guerre Patriotique fait office de mythe fondateur de la nation en ce qu'elle marque une véritable allégeance des Biélorussiens envers l'URSS et le communisme. Néanmoins, la réalité de la guerre est bien plus nuancée : l'Armée rouge s'enfuit dès l'invasion nazie de 1941. Si effectivement une Résistance spontanée s'organise, elle n'est structurée par l'Armée rouge qu'à partir de 1943. De plus, comme le montre l'*otryad* Bielski, toutes les résistances ne sont pas uniquement d'essence partisane. Mais une telle vérité ne peut être admise par l'URSS, et ses dirigeants s'affairent à, soit récupérer ces résistances indépendantes, soit à les étouffer. La reconstruction de la Biélorussie par l'URSS et l'amélioration du niveau de vie après 1945 offrent à la période soviétique une très bonne image auprès des masses. Il n'est pas alors étonnant qu'A. Loukachenka, dès 1994 se serve de cet argument pour séduire les masses et remporter les élections présidentielles face aux divers courants démocrates.

En effet, le mythe fondateur, revient sur le devant de la scène politique dans l'ensemble de l'Europe de l'Est après la chute des régimes communistes. Il devient un pilier incontournable de la reconstruction de l'identité nationale. Si dans la plupart des futures ex-Républiques fédérées, le mythe national aide à la transition démocratique, en Serbie et en Biélorussie, il est l'occasion de la suspendre.

II. Le mythe pivot du nouveau régime

La définition du mythe lui octroie deux fonctions. La première est celle d'acte de naissance de la nation concentrant toutes les valeurs fondamentales de celle-ci. La deuxième est celle d' « explication du monde ». Le mythe fondateur passe alors conte souvent féerique à la grille de lecture, le prisme par lequel les membres de la nation comprennent et appréhendent le monde

La puissance du mythe provient de son image d' « Age d'or » de la nation[129].

Pour R. Girardet nomme l'Age d'or, « les temps d'avant »[130]. Il avoue emprunter cette formule à F. Mistral[131] faisant des temps d'avant des « images d'un passé *légendifié,* visions d'un présent et d'un futur définies en fonction de ce qui fut ou de ce qui est censé avoir été »[132]. Pour R. Girardet comme pour G. Minois, la puissance de l'Age d'or provient des sentiments qu'il inspire. Sa référence à une époque passée et grandiose lui confère une forte nostalgie sans comparaison possible avec d'autres évènements parfois scientifiquement plus importants. L'embellissement d'un passé fantasmé pour lequel il ne subsiste pas ou peu de témoins directs est un excellent moteur d'union des membres de la nation. Ce « refuge »[133] mental et idéalisé, encourage à suivre le leader politique qui promet de renouer avec l'Age d'or.

En conséquence, le mythe fondateur peut à la fois dénoncer le présent et promettre la construction d'un futur parfait. Si dans la majeure partie des PECO, les leaders politiques recourent au mythe fondateur pour mettre un terme à l'époque communiste[134] au profit de la démocratie, il n'en va pas de même en Serbie et en Biélorussie.

A. Loukachenka et S. Milošević se servent de ce mythe dans sa version populaire pour prouver que la transition démocratique telle qu'amorcée ne correspond pas au *volk* national (A). Ils s'appuient également dessus pour faire miroiter un avenir meilleur dans la continuité de l'Age d'or (B).

---

[129] Voir MINOIS G., *L'âge d'or. Histoire de la poursuite du bonheur*, Paris, Fayard, 2009. Dans cet ouvrage, G. Minois explique que la première évocation de l'Age d'or remonte à il y a environ 2700 ans. L'Age d'or est alors la recherche d'un paradis perdu. Par la suite, il se transforme en un idéal passé, qu'il est presque impossible de recréer mais que chacun cherche à atteindre.

[130] GIRARDET R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, p. 97-105

[131] MISTRAL F., *Mémoires et récits*, Raphaèle-les-Arles, Marcel Petit éd., 1980

[132] GIRARDET R., *op.cit.*, p.97

[133] *Ibid.*, p. 119-129

[134] Citons par exemple le souvenir de l'union des deux Europe aux temps des Lumières notamment par M. Kundera. Pour le cas particulier de la Pologne voir notamment MINK G., Les historiens polonais face à la démocratie illibérale, *Histoire@politique*, 2017, p.36-45

A. Une explication des malheurs présents

La fin des années 1980 et le début des années 1990 sont un bouleversement dans les PECO. Toutes les certitudes amenées par le communisme s'effondrent soudainement. Il faut trouver une nouvelle grille de lecture du monde pour en comprendre les changements et ainsi les rendre moins effrayants. L'ensemble des anciennes Républiques fédérées renoue avec un mythe fondateur national qui justifie à la fois l'indépendance de la nation et le passage à la démocratie.

En Serbie et en Biélorussie, cette stratégie a pour but de suspendre le début de transition démocratique. S. Milošević et A. Loukachenka interprètent la version populaire du mythe fondateur pour démontrer que les changements politiques qui touchent la région ne sont pas en accord avec l'âme du peuple. La transition démocratique est mensongère en ce qu'elle n'est pas source de bonheur et de plénitude mais un obstacle à la réalisation du destin particulier de la nation.

Au-delà du rejet pur et simple de la transition démocratique, c'est un rejet total de la greffe du modèle Occidental. La démocratie n'est pas un véritable obstacle au *volk* mais davantage à la prise de pouvoir par les deux leaders politiques ambitieux. Néanmoins ce rejet n'est pas aussi franc, ni l'un ni l'autre ne peut réellement ignorer la transition ambiante, ils sont donc obligés de faire des concessions à la démocratie[135].

Pour s'assurer une audience la plus forte possible, S. Milošević A. Loukachenka usent de ressorts tant historiques et émotionnels très populaires. Le premier joue sur l'image de la reconquête du leadership de la Serbie (1°). Le deuxième met en garde contre le chaos semé par la transition démocratique (2°).

1. Serbie : un leadership historiquement contrarié

La Bataille de Kosovo Poljé et ses conséquences permettent de mettre en avant d'une part le statut de leaders des Serbes sur l'ensemble des Slaves du Sud et d'autre part, ce qui est paradoxal, leur statut de victimes de ces autres nations. Le nationalisme serbe rappelle constamment que les Serbes sont un grand peuple, un peuple de meneurs d'hommes et de batailles mais que leurs voisins, effrayés par cette grandeur et ce pouvoir naturel préfèrent les réduire à la situation de peuple dominé. C'est ici que naît toute l'ambigüité du nationalisme serbe qui fait toute l'originalité du discours de S. Milošević.

[135] Voir Partie I- Titre II- Chapitre II. La naissance d'Etats-nation extraordinaires

Le rêve d'une Yougoslavie serbe

En effet, selon le nationalisme Grand-serbe, ces derniers mènent à la fois une politique d'indépendance nationale et une politique d'union des Slaves du Sud. L'idée fondamentale du nationalisme Grand-serbe est de reconstruire leur Empire médiéval perdu, en unissant tous les peuples Slaves de la péninsule sous leur autorité. La création d'une Yougoslavie *serbisée* est le prétexte aux guerres de revendication et d'expansion territoriales qui jalonnent toute l'Histoire de la Serbie jusqu'à l'ère Milošević. En 1941, S. Moljević écrit à ce propos, qu'en raison de leur histoire, les Serbes ne peuvent pas avoir une autre fonction que de diriger la région. Leurs résistances tant face aux Ottomans que face aux Nazis leur offrent *de facto* cette place. Mais il ajoute une nuance importance, cette mission quasi-divine ne peut se réaliser que dans le cadre d'une Grande Serbie inscrite au sein d'une Yougoslavie[136] : « Les Serbes doivent avoir l'hégémonie sur les Balkans, et pour obtenir l'hégémonie sur les Balkans, ils doivent auparavant exercer l'hégémonie en Yougoslavie »[137]. Néanmoins, hormis durant le mythique Moyen-âge et durant l'entre deux-guerres, les Serbes estiment n'avoir jamais pu obtenir cette place. Ils ont toujours été en situation de soumission comme lors de l'occupation ottomane.

Le Mémorandum de l'Académie serbe, repris par S. Milošević, explique pourquoi il faut en finir avec une RFSY minorant les Serbes. S. Milošević poursuit la réflexion en condamnant les scissions slovène, croate, et bosnienne au nom d'une démocratie et d'un nationalisme contraires aux valeurs yougoslaves grand-serbes.

Le mythe de la Bataille de Kosovo Poljé fait l'éloge de l'Empire médiéval serbe. Son peuple accepte de se sacrifier et de vivre sous la domination des Ottomans malgré sa grandeur. Il lutte durant cinq siècles pour préserver son *volk* puis prend part à toutes les luttes et résistances contre les divers oppresseurs qui envahissent la région. D. Cosić résume cette tragédie serbe par une formule qui peut être traduite de la façon suivante : « Les Serbes gagnent les guerres mais perdent les paix ». C'est bien ce que reprochent les nationalistes serbes des années 1980 aux dirigeants yougoslaves. Les Serbes ont mené une Résistance active lors de la Deuxième Guerre mondiale, mais elle n'est pas récompensée une fois la paix retrouvée. Bien au contraire, selon eux, Tito a toujours fait en sorte de brider l'importance des Serbes dans le fonctionnement et la culture de la RFSY. L'attaque la plus violente aux yeux

[136] En période de guerre et dans un cadre d'incertitude qu'en à l'issue de celle-ci S. Moljević ne précise pas quelle doit être la forme de la Yougoslavie. Toutefois, il est possible d'affirmer que ce proche du colonel Draža est favorable au rétablissement au Royaume de Yougoslavie dirigé par la royauté serbe et non pour la création d'une Yougoslavie communiste sous l'autorité de Tito.

[137] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p.212

des Serbes est la reconnaissance du statut de Provinces autonomes au Kosovo et à la Voïvodine. Les Serbes craignent de voir se détacher complètement ces Provinces de leur République, et vivent cette situation comme un affront et la preuve de la volonté des titistes d'empêcher leur leadership. Comment les Serbes pourraient-ils être les leaders de la Yougoslavie s'ils n'ont plus autorité sur des terres qui leur appartiennent naturellement ? Comment pourraient-ils être des leaders s'ils ne possèdent plus leur berceau national ? Ce n'est donc pas par hasard, si S. Milošević se révèle au grand public et prend le pouvoir depuis le Kosovo. Il ranime les sentiments de victimisation et de grandeur de la nation au moyen de ce lieu particulier. Il se présente comme le seul politicien serbe à mener un tel combat.

La démocratie : obstacle à la Yougoslavie serbe

De même la démocratie est contraire au maintien d'une Yougoslavie. Depuis la mort de Tito, le régime se fissure, il n'est plus tenu par la poigne de fer qui le dirigeait jusqu'à présent. Des mouvements séparatistes apparaissent, en Slovénie et en Croatie. Les deux Républiques se déclarent indépendantes en 1991, rapidement suivies par la Bosnie-Herzégovine, en 1992. Si S. Milošević s'offusque pour la forme de l'indépendance de la Slovénie[138], il n'admet pas l'indépendance croate et encore moins celle de la Bosnie-Herzégovine qui se soldera par le siège de Sarajevo. Il refuse ces scissions au nom de l'unité du peuple serbe. Selon sa formule en 1991, « tous les Serbes doivent vivre dans un même Etat ». Ceci implique le maintien d'une forme de Yougoslavie puisqu'ils sont disséminés dans toute la péninsule. C'est donc la démocratie qui risque de séparer les Serbes et contrecarrer leur projet Grand-serbe. Ce régime n'est donc pas compatible avec le mythe fondateur tel que perçu par les nationalistes. La démocratie et les mouvements nationalistes qui apparaissent en même temps sont sources d'éclatement là où le *serbo*-yougoslavisme est facteur d'union. Les nationalistes serbes, trop autocentrés, oublient seulement que tous les peuples des Balkans ne souhaitent pas nécessairement vivre sous la domination des Serbes. Le souvenir de la dictature des Princes de l'entre deux guerres est encore prégnant dans la société, et les Serbes ont une réputation de peuple oppresseur. De plus, après une quarantaine d'années de soumission au titisme et d'obligation à vivre ensemble, la plupart des nations constitutives désirent emprunter la voie de l'indépendance nationale dans un contexte régional favorable à un tel projet.

Toutefois, la transition démocratique est-elle réellement à l'origine de tous les malheurs des Serbes ? Il est difficile de répondre à cette question par l'affirmative. Déjà le mythe fondateur

[138] Un conflit armé éclate entre l'armée slovène et la JNA. Il dure une dizaine de jours et aboutit à la sortie de la Slovénie de la RFSY.

n'éclaire pas la question. Ni Lazar ni les Ottomans n'envisagent la Bataille de Kosovo Poljé par le biais de la démocratie. Ainsi, ce que les nationalistes identifient comme un obstacle au bien-être de leur nation n'est pas nécessairement responsable de tous ses maux. Le nationalisme et le communisme sont des responsables plus convaincants mais S. Milošević ne peut pas se servir de tels arguments. En effet, tous les deux sont au fondement de son double discours pour séduire l'ensemble des Serbes. La démocratie, dont il n'est pas un fervent admirateur, est une responsable qui ne contredit pas son national-populisme à tendance communiste[139].

2. Biélorussie : la démocratie porteuse de chaos

La fin du monde communiste est un choc violent en Biélorussie. Depuis, la Révolution d'Octobre et encore plus depuis la fin de la Grande Guerre patriotique, cette République est *soviétique-convaincue*. Le zapadno-russisme a été suffisamment fort pour faire du communisme puis du soviétisme les idéologies majeures et monopolistiques de la Biélorussie.

La préservation d'un lien fort avec la Russie

La Biélorussie vit bien dans une URSS qui se meurt La catastrophe de Tchernobyl, symbole de l'agonie du régime, ne l'inquiète pas plus que cela.. La Perestroïka puis l'indépendance de 1991 sont donc des événements difficilement compréhensibles. La question de sa survie sans le soutien de l'Union et surtout de la Russie se pose. Les démocrates pointent le mal que l'URSS a fait ces dernières années à la Biélorussie : ses industries sont vieillissantes et obsolètes, son agriculture irradiée ne peut être mise sur le marché international et son système politique et administratif est incompatible avec ce qui est en train de devenir les canons étatiques.

Toutefois, le peuple, vivant encore relativement bien, et ne ressentant pas les conséquences du passage à l'économie de marché, prête une oreille à la fois curieuse et attentive au discours du BNF. D'ailleurs, un homme politique antisoviétique entame sa carrière à cette époque en faisant campagne contre le candidat désigné par le Parti moribond. Cet homme n'est autre qu'A. Loukachenka. Mais, en ce début des années 1990, ni lui ni le BNF ne parviennent à s'imposer face à la nomenklatura. Cette déception électorale se révèle être finalement une aubaine pour A. Loukachenka. Les membres du Soviet sont perdus dans cette transition démocratique. Ils ne parviennent ni à faire un choix entre le communisme et la démocratie ni

[139] Voir Partie II-Titre II-Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste

à faire face à l'économie de marché. L'économie de la République s'effondre. Les Biélorussiens sont ruinés.

Il manque à la Biélorussie un élément fondamental à la réussite d'une transition démocratique : un mouvement nationaliste fort expliquant que ce changement est dans la trajectoire de la nation. Le BNF est incapable de jouer ce rôle. La Biélorussie est une nation politique et non une *kulturnation*. Le discours d'identité nationale axé sur un retour des valeurs héritées du Grand-duché ne prend pas dans les masses. Le zapadno-russisme est trop fort. La Russie, quelque soit sa forme, et une économie de type communiste sont les seuls convenir à la Biélorussie.

A. Loukachenka, fin stratège, détecte une bonne opportunité pour prendre le pouvoir. Ce n'est pas tant le mythe fondateur de la Grande Guerre Patriotique sur lequel il s'appuie mais sur les valeurs qu'il véhicule. Alors qu'il obtient un siège au Soviet suprême au coté des réformateurs, il renie rapidement ses convictions démocratiques pour devenir un « partisan de la réanimation de l'URSS »[140]. Etant le seul défenseur de cet argument et se présentant comme le seul à vouloir coût que coût sauver la situation de la région, il propose que cette nouvelle union se fasse autour de la Russie et de la Biélorussie. Ambitieux il veut être un homme incontournable de la nouvelle union. Il déclare à la Pravda en août 1993 : « les anciennes républiques de l'URSS ont un besoin vital de s'unir au sein d'un Etat […] C'est notre seule chance de survie […] Il faut créer immédiatement un Etat, même à partir de nos deux Républiques. Ce sera un stimulant puissant pour les autres peuples de l'ex-URSS »[141]. Le message est clair : il faut mettre un terme à la transition démocratique.

Une nécessaire adaptation du *volk*

Toutefois, cette position de la Biélorussie dans la fondation et la direction d'une nouvelle union est-elle conforme au *volk* de la nation ? Aucune réponse tranchée ne peut être donnée. Ici A. Loukachenka manipule à la fois le vieux zapadno-russisme et la nouvelle idée d'indépendance nationale contre laquelle il ne peut pas totalement lutter. En effet, il se trouve dans un contexte politique et social inédit. Le lien privilégié avec la Russie se confirme par la déception consécutive à la démocratisation. La Russie demeure le protecteur incontournable de la Biélorussie. Néanmoins, le vent d'indépendance qui souffle dans la région ne s'arrête pas aux frontières biélorussiennes. Si l'ethnonationalisme ne rencontre pas un franc succès,

[140] KARBALEVITCH V, *Le satrape de Biélorussie. Alexandre Loukachenko, dernier tyran d'Europe*, Paris, François Bourin éditeur, 2012, p.52
[141] *Ibid.*, p.53

certains aspects de la démocratie sont plébiscités par les masses. A. Loukachenka doit alors adapter le mythe fondateur et les valeurs fondatrices de la Biélorussie en proposant un nationalisme politique à dominance communiste, abandonnant le soviétisme et intégrant, en théorie, des caractéristiques de la démocratie de type Occidentale. La stratégie d'A. Loukachenka illustre parfaitement les manipulations politiques du mythe fondateur et l'obligation pour les leaders politiques de façonner leurs programmes au contexte politique du moment.

Ni A. Loukachenka, ni S. Milošević ne peuvent totalement dénoncer la transition démocratique. Insérés dans une région qui subit les mêmes bouleversements politiques et dans un monde qui ne connaît, pour le moment, plus de clivages politico-idéologiques, ces deux Etats ne peuvent pas se replier totalement sur eux-mêmes. Les deux futurs Présidents ne peuvent pas aller contre certaines envies de leur peuple. Le mythe fondateur n'est pas suffisant pour mettre un terme définitif à la transition démocratique, ils doivent donc s'adapter et intégrer des traits de la démocratie au *volk* de la communauté.

Toutefois, les concessions qu'ils acceptent de faire sont d'ordre institutionnel, par exemple la désignation du Président par le vote populaire, mais ne transigent pas sur le décalage culturel. La culture issue de la démocratie Occidentale ne correspond pas à celle de leur nation. Ne pouvant pas réellement faire une dénonciation sur le plan institutionnel, ils optent tous les deux pour une dénonciation du décalage émotionnel. Ce sont bien des sentiments de nostalgie, d'envie, de regret, de déception et, paradoxalement, d'espoir qui permettent à A. Loukachenka et S. Milošević de séduire des masses perdues et avides de points de repères.

Installés dans cette logique émotionnelle, il ne leur est alors pas difficile de faire des promesses. Ils s'engagent pour la construction d'un monde meilleur, un monde inspiré de l'Age d'or. Après avoir mis un terme à la transition démocratique, ils entameront l'érection d'une nation idéale conforme au *volk*.

Toutefois, cette instrumentalisation de l'Age d'or, son intégration dans un programme politique flou ne se fait pas de la même façon en Serbie et en Biélorusse. Elle n'a pas non plus les mêmes conséquences, selon le type de nation et de nationalisme de chacune.

B. La promesse d'un futur meilleur

Une fois l'origine des malheurs présents identifiée : la transition démocratique de type occidentale, les deux nouveaux leaders promettent un avenir meilleur et conforme avec la « communauté imaginaire ». Dès lors ce n'est plus une lutte contre des adverses politiques nationaux qu'ils mènent, mais contre une vision du monde qui devient de plus en plus globalisante. C'est ici que l'idée de « communauté imaginaire » joue tout son rôle. Il s'agit pour S. Milošević et A. Loukachenka d'expliquer à leur peuple que la société qu'il désire n'est pas celle proposée par l'Occident. Ils sont les seuls capables de réaliser ce désir, dont certains n'ont même pas conscience. Lorsque, reprenant les idées de H. Seton-Watson, B. Anderson forge ce concept, il rappelle que la nation est avant tout une communauté de gens qui ne se connaissent pas mais se reconnaissent suffisamment de points communs pour vouloir vivre ensemble. La nation est ce lien imaginaire entre un passé idéalisé et un futur fantasmé. Reste au leader politique à être suffisamment éloquent pour convaincre les membres de la communauté qu'ils se ressemblent par les points communs que lui décide et non par ceux de ses concurrents. La promesse d'un futur réanimant l'Age d'or est un argument central du discours.

La stratégie des deux Présidents n'est pas novatrice. Tous les hommes politiques promettent un avenir meilleur. Beaucoup sont silencieux quant aux méthodes pour atteindre cet éden, l'un des rares à annoncer la dureté du chemin à venir est W. Churchill[142], les autres préfèrent se concentrer sur l'unique promesse du meilleur à venir. S. Milošević et A. Loukachenka ne dérogent pas à cette règle bien qu'apparaisse une différence notable entre les deux hommes. Le Serbe ne reste pas dans le domaine de la théorie et du discours. Poussé par le contexte politique interne et yougoslave, il est rapidement acculé et met en œuvre son programme (1°). Au contraire, le Biélorussien, bien plus tranquille dans son Etat, peut se contenter de mesures plus symboliques pour prouver son implication dans la réalisation de son projet (2°).

1. Serbie : la résurrection de l'Empire

Dans les années 1990, l'Histoire joue un rôle central dans la construction des Etats nations en ex-Yougoslavie. Il s'agit de la faire revivre et de corriger toutes les injustices qu'elle a laissées se produire.

S. Milošević promet aux Serbes de leur rendre tout ce qu'ils ont perdu depuis la disparition de l'Empire médiéval. Il concentre dans son discours, d'opposant à la Yougoslavie titiste et à la

[142] « Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, de la peine, des larmes et de la sueur », CHURCHILL W., discours du 13 mai 1940 devant la Chambre des Communes.

Yougoslavie occidentalisée, toutes les approches de la Grande-Serbie. C'est pour cela que son discours touche les Serbes, chacun peut y déceler sa vision de la Serbie. Son discours d'une Yougoslavie *serbisée* est universel.

Ce qui au début ne devait être surement qu'un discours pour prendre le pouvoir, est rapidement repris par les Serbes qui attendent davantage de leur nouveau leader. Ils ne peuvent ignorer les mutations politiques qui secouent la RFSY moribonde et craignent les indépendances croate et bosnienne. Celle de la première leur semble la plus dangereuse car le nouveau Président F. Tudjman ne cache pas sa volonté de bâtir une Grande-Croatie, inconciliable avec une Grande-Serbie.

Les souvenirs des atrocités commises durant la Deuxième Guerre mondiale refont surface. Les haines apparues sous la plume de certains auteurs des 19ème et 20ème siècles sont exacerbées. Les deux nations entrent alors dans une lutte de revendication territoriale et jettent ensuite leur dévolu sur la Bosnie-Herzégovine. Après avoir reconquis ce qu'ils avaient perdu après 1945, les Serbes craignent de perdre à nouveau ces territoires. Ils commencent à peine à entrevoir grâce à S. Milošević un avenir radieux, ils ne veulent pas que le projet des Croates les prive de leur Grande Serbie. De plus, ils ont peur de voir le Kosovo devenir albanais. Ces peurs obligent S. Milošević et les nationalistes à mettre en action leur discours. Pour conserver le pouvoir, le Président lance à la fois une campagne de reconquête des terres traditionnellement serbes et de maintien de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. Il concède la perte de la Slovénie mais ce sera la seule. Dans les autres Républiques vivent de trop fortes minorités Serbes. La question du Kosovo, réglée par la suppression du statut de Province autonome, il demeure toujours celle de la Bosnie-Herzégovine où cohabitent Serbes, Croates et Musulmans. Avec l'aide de F.Tudjman, S. Milošević met fin aux interrogations, lors d'un sommet sur l'avenir de la Yougoslavie, le 15 avril 1991, à Tikves. Les deux hommes d'Etat, aussi fervents nationalistes l'un que l'autre, décident de « l'éventuel abandon de zones de peuplement croate aux Serbes afin qu'ils puissent assurer la continuité de leur territoire, notamment la vallée de la Save, les transferts massifs de populations que supposait un tel partage et l'opportunité de créer un mini Etat-tampon musulman »[143].

Petit à petit, dans un premier temps par la voie diplomatique, S. Milošević rebâtit l'Empire médiéval. Ensuite, pris entre la pression de son peuple et celle de l'opposition ultranationaliste de son propre parti et les oppositions des nations opprimées sur le terrain, il finit par perdre le contrôle de la situation. Les visées croates deviennent de plus en plus fortes,

[143] HARTMANN F., *op.cit.*, p. 179-180

et les Musulmans revendiquent un droit à la parole dans ces négociations. Localement, de petits chefs de guerre, avides de pouvoir, entament des politiques de nettoyages ethniques qui ne sont pas dénoncés par le gouvernement. Au contraire, elles servent les intérêts du Président qui sur la scène internationale ne peut pas être accusé des crimes commis.
Le rêve de la résurrection de la Serbie médiévale n'a jamais été aussi proche. De plus, les Serbes, et il en va de même pour leurs ennemis, trouvent enfin l'occasion qu'ils attendaient de se venger des atrocités commises durant la Deuxième Guerre mondiale.

2. Biélorussie : la promesse d'un régime communiste

En Biélorussie, la pression n'est pas aussi forte sur les épaules d'A. Loukachenka. Le contexte politico-social ne le contraint pas à s'engager totalement dans la reconstruction de la Biélorussie communiste.
Le type de nationalisme est crucial ici. Le nationalisme politique de la Biélorussie ne le condamne pas à se lancer dans des campagnes de reconquêtes territoriales. D'ailleurs la question des frontières de la nation est totalement absente de son discours ainsi que de celui de ses opposants. La Biélorussie a toujours accepté les frontières imposées par ses différents dominants extérieurs[144]. Il n'est pas non plus très difficile de convaincre les Biélorussiens de la nécessité de revenir à un régime communiste tant leur situation personnelle se dégrade rapidement. Le choix naturel du communisme est une aubaine pour A. Loukachenka. En effet, il n'a aucun besoin d'éduquer le peuple à cette idéologie, mais surtout, il n'a pas non plus besoin de fixer la date de la réalisation de la nation idéale.
Le communisme promet l'avènement du prolétariat, sa prise de pouvoir sur le monde pour rendre celui-ci meilleur. Il fixe un objectif et les différentes étapes pour y parvenir. Les divers dirigeants communistes et soviétiques ne précisent jamais combien de temps mettra cette réalisation. Ils maintiennent le flou à ce sujet et expliquent les retards par des causes extérieures. Une telle approche offre l'avantage de pouvoir conserver le pouvoir suffisamment longtemps pour assouvir toutes ses ambitions personnelles sans que les masses puissent réellement se rebeller. Les laisser dans l'attente d'un futur merveilleux est l'assurance de les rendre dociles et soumises.
La situation dans laquelle se trouve A. Loukachenka est toutefois, quelque peu moins confortable. Il ne promet pas un avenir imaginaire, mais un retour à une époque antérieure qui n'est pas si éloignée. Beaucoup de Biélorussiens ont connu directement ou par les récits de

[144] Voir Partie II- Titre II- Chapitre I. L'ancrage de la communauté au territoire : le reflet du type de nationalisme

leurs parents la plénitude soviétique. Ils ont une idée concrète de ce qu'ils veulent et de ce qu'ils sont en droit d'attendre de leur nouveau Président. Le futur est à la fois imaginaire et concret. A. Loukachenka ne peut pas se contenter de promettre son retour dans un futur à venir indéterminé. Les Biélorussiens attendent de lui qu'il mette non seulement fin à la transition démocratique mais aussi qu'il prenne les mesures nécessaires pour restaurer l'Age d'or.

Il parvient sans trop d'encombre à finaliser la première demande. Son élection en 1994 et l'éviction des démocrates et communistes modérés empêchent la consécration de la démocratie. Désormais, il lui faut donner vie à la nouvelle nation. Il doit concilier à la fois ses ambitions personnelles et les attentes du peuple qui rêve d'une amélioration rapide de ses conditions de vie. Stratège, il prend des décisions symboliquement très fortes mais sans aucun danger pour lui. Lors des référendums de 1995 et 1996, il propose le rétablissement de symboles renouant avec le passé soviétique. Le plébiscite de ces deux consultations populaires renforce son emprise sur la Biélorussie. Le rétablissement des emblèmes soviétiques n'a finalement qu'une valeur émotionnelle mais elle est suffisante pour faire croire, pour un temps, qu'il s'emploie à rebâtir, au plus vite, une Biélorussie communiste. Bien qu'au fil des années, les Biélorussiens ne soient pas aussi dupes et comprennent que leur Président agit dans son propre intérêt et non dans le leur, la récupération de la rhétorique communiste par A. Loukachenka fonctionne. Lui fait tout ce qu'il peut pour rétablir l'Age d'or mais des forces internes tel que le BNF et externes, tels que le monde Occidental ou V. Poutine, l'empêche de faire davantage et de tenir ses promesses de 1994.

La recherche du mythe fondateur de la nation n'est pas uniquement tournée vers le passé, elle constitue également et surtout un enjeu pour le futur. Un régime politique, quelque soit son idéologie ne peut être exclusivement concentré sur le passé : les masses sont prioritairement intéressées par le présent et le futur. La période de transition démocratique des années 1990 renforce d'autant plus cet intérêt. S. Milošević et A. Loukachenka le savent, ils doivent travailler sur l'ensemble de la ligne temporelle de la nation, sans jamais négliger l'un des trois temps. Toutefois, le Serbe est plus pressé que le Biélorussien.

Le choix du nationalisme et ses implications réelles expliquent en partie pourquoi le Serbe tombe et non le Biélorussien. Le premier ne peut pas faire autrement que d'agir.

La sélection du mythe fondateur de la nation est cruciale. Elle doit nécessairement être murement réfléchie. C'est elle qui détermine la nature de la nation et qui légitime le pouvoir. Ainsi, une même nation peut avoir plusieurs mythes fondateurs. C'est d'ailleurs souvent le

cas. Contrairement à ce qu'affirme l'historicisme, l'histoire d'une nation n'est pas déterministe.

En conséquent, ce qui est dit ou écrit est primordial par un régime politique, mais tout aussi important est ce qui ne l'est pas : les oublis.

Section II. Le double jeu de l'oubli dans la création de l'unité nationale

L'oubli est défini par le dictionnaire comme une « défaillance de la mémoire, portant soit sur des connaissances, soit sur des aptitudes acquises, soit sur les souvenirs […] Etat caractérisé par l'absence ou la disparition de souvenirs dans la mémoire individuelle ou collective »[145]. Ainsi l'oubli est le résultat de la disparition d'un fait ou d'une connaissance dans la mémoire. Elle touche à la fois les individus et les groupes. Lorsque ces derniers sont victimes de cette amnésie, c'est que généralement, des leaders politiques ont pris la décision de créer ces oublis. Certes, le temps agit sur les souvenirs et les moins importants finissent naturellement, par disparaître, mais le politique peut aussi intervenir pour provoquer l'oubli.

E. Renan aborde la question de l'oubli dans la formation de la nation[146]. Pour lui, l'oubli est un devoir civique primordial, nécessaire pour créer un lien fraternel entre les membres de la nation. Toutefois, il faut bien choisir ce qui doit être oublié. Les dirigeants tentent de supprimer toutes traces de violence entre les membres de la nation. Or, comme le rappelle E. Renan, en prenant l'exemple de la France, la violence est à l'origine même de la création de la nation : « l'unité se fait toujours dans la violence »[147]. Cette remarque n'est pas sans faire écho à la définition de l'Etat que donnera plus tard M. Weber.

Le souvenir de la violence n'est pas un frein à la création de la nation, au contraire, c'est elle qui lie dans le temps, les membres de la communauté. Cette vision de la création de la nation montre bien que la nation est une création humaine dont l'origine se trouve dans l'esprit des leaders politiques. Ces derniers sont alors capables de faire passer au second plan des conflits internes qui ont gangréné des communautés rivales en leur révélant des points communs suffisamment importants pour qu'elles acceptent de coopérer. Là est toute la force et tout l'intérêt de l'oubli dans la construction de la nation : résorber les haines internes au nom d'un idéal supérieur. Au fil du temps, ces haines, autrefois vives et sanglantes, s'atténuent pour finir par devenir de légères rancœurs, sources de la diversité de la nation. Certaines tombent

[145] *Le Petit Robert*, p.1207
[146] RENAN E., *op.cit.*, p. 37-38
[147] *Ibid.* p. 37

finalement, dans le domaine du folklore ou sont à l'origine de blagues sur les stéréotypes culturels de chaque communauté.

L'oubli est donc un outil essentiel au leader politique nationaliste. C'est un arrangement avec l'Histoire pour s'affirmer dans la lignée de celle-ci.

Le roman national un roman truffé d'oublis. D'une part, il rend l'histoire de la nation cohérente et logique. D'autre part, il fait de cette succession d'évènements, souvent déconnectés, un enchaînement conduisant naturellement à l'avènement du leader nationaliste et à l'adhésion à son programme. Ainsi le roman national, tel qu'il est écrit par l'élite voulant prendre le pouvoir au moment de la création de la nation, ou dans notre cas de sa résurrection, raconte le passé à l'aune du présent et surtout de sa vision du futur. Ce futur correspond quant à lui à une évolution de la nation coïncidant fortuitement aux ambitions personnelles du leader politique.

La fin du monde communiste et le retour de la nation dans les PECO sont l'occasion d'une réécriture de l'histoire, quarante ans après celle des communistes. Dans la majeure partie des nouveaux Etats indépendants, il s'agit généralement d'oublier le ralliement au communisme en tentant de prouver que l'Armée rouge ne les pas délivrée seule du joug nazi. Des Résistants et martyrs nationaux fleurissent un peu partout et une glasnost s'engage sur la Grande Guerre patriotique et son appréhension communiste.

S. Milošević et A. Loukachenka usent de ce procédé. Leurs voisins cherchent à s'accommoder à la transition démocratique, en faire la suite logique de la vie de la nation, la période communiste n'étant alors qu'une distorsion temporelle et idéologique. Eux, préfèrent la récupérer pour démontrer que cette transition n'est pas dans la continuité de l'évolution de la nation.

Si S. Milošević semble voir dans le titisme une erreur dans l'Histoire de la Serbie, bien que son double discours oscillant entre communisme et nationalisme brouille les certitudes, A. Loukachenka fait de celui-ci la référence de la Biélorussie. Malgré ce désaccord sur la qualification et la place des quarante dernières années, ils s'accordent sur le fait que leur vision de l'Histoire exclut une transition démocratique de type Occidental. Ils imposent leur approche de l'Histoire pour légitimer leur pouvoir et l'oubli leur permet également d'écarter les opposants politiques.

Pour parvenir à leurs fins, ils manipulent deux facettes de l'oubli. D'abord, ils reprennent à leur compte un procédé éprouvé par les communistes que M. Ferro nomme « l'oubli officiel » (I). Ensuite, ces deux leaders ont un usage personnel de l'oubli. En reprenant l'idée

d'Holocauste à moitié reconnu d'I.I. Zarecka, nous verrons que l'instrumentalisation du statut de victime du passé coïncide avec le type de nationalisme (II).

I. L'oubli officiel : l'oubli légitimateur

Dans un article de 1989, l'historien M. Ferro s'intéresse à la question de l'oubli dans l'histoire. Dans la deuxième partie, il dresse une typologie de l'oubli. Il décèle trois sortes d'oubli. Nous ne retiendrons que « l'oubli officiel ».

Les deux autres sont l' « oubli social »[148] et l' « oubli esthétique ou scientifique »[149]. Le premier aussi nommé « oubli pour l'honneur » est un oubli que la communauté s'accorde avec la complicité des historiens. Il est motivé par la fierté de la nation, la gêne qui habite chacun après une défaite. M. Ferro illustre son propos en reprenant l'étude de B. Villate[150] sur le rapport que les Allemands entretiennent avec leur passé nazi après 1945.

L'oubli esthétique ou scientifique n'est ni au service de la « mauvaise conscience »[151] ni des « institutions »[152]. Dans son travail harmonieux, l'artiste comme le scientifique qui fonde une grille de lecture, recourt à l'oubli. Pour des raisons esthétiques, l'artiste laisse de côté certains faits. Pour rendre son modèle utilisable, M. Ferro crée des idéaltypes donc il doit gommer certains éléments. L'un comme l'autre accouchent d'un travail qui a vocation à durer dans le temps, et par ricochet à des oublis aussi.

L'oubli officiel peut « tout aussi bien être dénommé mensonges, pour autant qu'ils sont sciemment gérés par l'institution historienne »[153]. M. Ferro prend l'exemple de l'URSS pour expliquer ce type d'oubli. Sous ce régime, les historiens sont soumis à la doctrine stricte du Parti. Ils ont pour obligation de faire coïncider l'Histoire avec les visées de celui-ci. Ainsi, certains personnages, certains évènements sont retirés de l'Histoire et remplacés par d'autres jugés conformes à l'idéologie au pouvoir. Les historiens ont également pour mission de sortir des mémoires certains actes commis par le nouveau pouvoir lors de son accession aux plus hautes fonctions. La prise de pouvoir ne doit pas être contestable. En conséquence, les historiens ont une mission de légitimation du politique, ils consacrent le nouveau leader et le rendent inamovible. Enfin, cet oubli officiel est aussi utilisé afin de supprimer le souvenir des

[148] FERRO M., *Les oublis de l'Histoire, op.cit.,* p. 63
[149] *Ibid.*, p.65
[150] Voir VILLATE B., « Le parcours de l'oubli, le cinéma allemand depuis 1945 », *in Film et Histoire*, EHESS, 1984
[151] *Ibid.*, p.65
[152] *Ibid.*
[153] *Ibid.*, p.59

relations autrefois houleuses entre deux Etats qui souhaitent désormais coopérer[154]. L'histoire, devenue une discipline scientifique, est une caution pour le pouvoir en place. Soutenue par un historien, dont le sérieux n'est plus à prouver, l'approche du passé par le leader ne peut pas être contestée.

Cette caution scientifique est très présente en Serbie puisque S. Milošević et les nationalistes peuvent s'appuyer sur le Mémorandum de l'Académie des sciences pour étayer leurs propos et faire barrage aux titistes. Au contraire, A. Loukachenka s'efforce de faire passer les scientifiques indépendants, tel que Z. Pazniak, pour des incultes à la solde de l'étranger. Ridiculisés, ils ne peuvent pas être des voix sérieuses pour contredire le Président.

De ce fait, les deux Présidents opèrent un nettoyage de l'Histoire récente pour imposer leur propre définition de la nation et leur projet pour celle-ci. De son côté, S. Milošević s'emploie à faire oublier la place centrale de Belgrade dans la politique titiste pour renforcer le sentiment de victimisation (A). En Biélorussie, A. Loukachenka s'efforce de faire oublier la voie ethnonationaliste face au nationalisme politique en le rendant coresponsable avec la démocratie des malheurs de la nation (B).

Si les deux Présidents se ressemblent dans l'usage, ils diffèrent dans les objectifs. Ici encore le type de nationalisme est crucial. La critique du titisme conduit la Serbie à passer de la nation politique, à la *kulturnation*. En Biélorussie, au contraire, la critique de la transition démocratique condamne la *kulturnation* au profit du nationalisme politique.

A. Oublier la place politique de la Serbie titiste

Pour se faire remarquer par les Serbes et se démarquer des autres hommes politiques, S. Milošević doit user d'un discours novateur et accrocheur. Le nationalisme est certes une idéologie qui interpelle les masses mais elle doit se révéler être une option sérieuse pour remplacer le titisme. Décrit comme l'ombre terne de son mentor I. Stambolić, il ne peut pas jouer sur un charisme naturel pour attirer les Serbes à lui.

L'aspirant au pouvoir puise alors dans la culture politique serbe pour trouver un instrument lui permettant de devenir le leader légitime, le seul qui soit capable de diriger. En raison du contexte particulier du délitement du titisme et du questionnement sur l'avenir de la RFSY, il opte pour la combinaison traditionnelle de sentiments mêlant à la fois l'orgueil et la victimisation. Il use du premier dès qu'il commence à défendre la *serbité* du Kosovo. La notion de victimisation apparaît un peu plus tôt dans sa rhétorique. Il s'appuie sur les

[154] Nous retrouvons ici la théorie d'E. Renan sur la violence pour fonder la nation.

dénonciations faites par les Académiciens serbes dans le Mémorandum. Rien de bien novateur dans la stratégie des nationalistes en cette fin de 20ème siècle. Ils reprennent à leur compte la même méthode que Karadjordjević puis M. Obrenović lorsqu'ils lancent leurs révoltes contre l'Empire Ottoman. L'idée des nationalistes est de montrer que pareillement à cette époque, la Serbie est humiliée par un oppresseur étranger et qu'elle doit se rebeller pour recouvrer son indépendance. Les Croates et les titistes jouent le rôle des Ottomans, S. Milošević celui du libérateur[155]. Il met en avant trois arguments prouvant les attaques constantes des titistes, voire de Tito lui-même, contre la République de Serbie (1°). Il passe sous silence, la place centrale de Belgrade dans la politique yougoslave des quarante dernières années et son engagement au sein du Parti (2°).

1. Les attaques titistes contre la République serbe

Quiconque entreprend de lire le Mémorandum de l'Académie serbe se heurte à une longue liste de plaintes et de récriminations à l'encontre des dirigeants titistes. Le tout est présenté sous une forme lourde et peu digeste. Les auteurs du Mémorandum dénoncent la politique des titistes, sous-entendu des Croates, mais aussi et surtout l'apathie des hommes politiques serbes qui n'ont jamais défendu leur nation. Ils les accusent de ne pas s'être « montrés à la hauteur de la tâche historique qui leur a été imposée par une conjoncture extrêmement difficile au sein de la communauté yougoslave »[156]. Ils font ici, directement référence au texte de S. Moljević, dans lequel l'auteur assigne la direction naturelle aux Serbes en vertu d'une légitimité historique issue de leur engagement constant dans la lutte contre l'oppression[157].

L'oubli de la Résistance serbe royaliste

Le point de départ de la minoration de la Serbie dans la RFSY est l'appréhension de la Deuxième Guerre mondiale. Dans la première moitié des années 1940, il est très compliqué de déterminer ce qui se déroule dans la Royaume de Yougoslavie : la Deuxième Guerre mondiale ou une guerre civile, voire les deux en même temps. L'invasion nazie par le nord et fasciste par le sud est l'occasion de mettre un terme à la dictature des Rois serbes. Durant les quatre années d'Occupation se mêlent à la fois la lutte contre les Nazis et leurs alliés mais aussi une lutte interne entre Yougoslaves, dont l'enjeu est l'avenir de l'Etat. Cette lutte est

[155] Selon l'histoire officielle, les parents de S. Milošević le nomment Slobodan (liberté) car il vient au monde quelques jours après l'appel à la Résistance lancé par Tito en 1941. La mère de S. Milošević, communiste convaincue, rend hommage à ce moment historique à travers son fils. Ironiquement S. Milošević porte son double discours idéologique jusque dans son nom.
[156] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M, GJIDARA M, SIMAC N., *op.cit.,* p. 260
[157] *Ibid.*, p. 212.

incarnée par deux chefs politiques et militaires que tout oppose : d'un côté le Partisan J. Broz dit Tito et de l'autre le royaliste, Serbe le colonel D. Mihailović dit Draža. Le premier entend créer une Yougoslavie communiste, le deuxième veut le rétablissement de l'ancien Royaume dès la fin de la guerre. En plus de combattre l'Occupant et les gouvernements collaborationnistes, les deux Résistances s'entre-déchirent mais acceptent des collaborations ponctuelles dès lors qu'elles pouvaient nuire au groupe ennemi. Quoi qu'il en soit, à la Libération ce sont les Partisans qui sont désignés comme les seuls et uniques Résistants. S'ouvrent immédiatement de grands procès, à Topčider de juin à juillet 1946, afin de juger toute personne soupçonnée de Collaboration. Le colonel Draža est l'une des personnes les plus recherchées de Yougoslavie. Tito doit l'empêcher de diffuser une vérité contraire à celle titiste. Le colonel est arrêté en mars 1946 en Bosnie-Herzégovine. Reconnu coupable, il est fusillé le 17 juillet 1946. Tito n'a plus aucun leader Résistant face à lui et peut entamer un processus d'oubli de cette résistance royaliste serbe. Faire du colonel Draža un Collaborateur permet d'induire que les Serbes eux-mêmes étaient des Collaborateurs. C'est en partant de ce ressenti que les nationalistes des années 1980-1990 expliquent une victimisation de la Serbie par les PC croate et slovène. Les Serbes ne sont pas reconnus comme appartenant au camp des vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale.

L'asservissement par les Titistes

De plus, les auteurs du Mémorandum accusent les Croates et les Slovènes[158] d'entretenir une mauvaise image des Serbes, l'image d'un peuple oppresseur de ses voisins[159]. Ainsi depuis la prise de pouvoir par Tito, la République serbe vit dans l'injustice constante des deux Républiques fortes de la RFSY. Cette oppression de la Serbie par les titistes se traduit de trois deux façons qui sont les deux autres arguments nationalistes en faveur de la victimisation de la Serbie.

Pour les auteurs du Mémorandum, les PC croate et slovène mettent délibérément la Serbie en situation d'infériorité politique. Ils expliquent que ces derniers ont monté une coalition contre la Serbie afin de s'emparer de tous les postes au Comité central. Ils rappellent que ces deux formations ont vu le jour avant la guerre et donc, déjà structurées à la Libération, elles ont profité de la faiblesse du PC serbe pour l'exclure du pouvoir[160]. Il faut remarquer que dans ces quelques pages relatives à la mise à l'écart serbe, ce sont les Croates et Slovènes en tant

[158] Il est intéressant de noter que Tito, tout en se présentant comme originaire de Croatie est en réalité Croato-slovène… les deux nations accusées par les Serbes de les oppresser.
[159] « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M, GJIDARA M, SIMAC N., *op.cit.*, p. 257
[160] *Ibid.*, p. 254-256

que nations qui sont pointés et non les communistes. Bien qu'étant un texte nationaliste, le Mémorandum n'est pas encore prêt à opérer une rupture franche avec le communisme.

Parmi les stratégies du Comité central, il y a celle du retardement économique programmé. Les nationalistes dénoncent une situation économique devenue intenable pour la Serbie. Les différentes politiques économiques issues du système autogestionnaire, imposent à cette République une aide financière considérable envers des Républiques les plus pauvres alors qu'elle est peu soutenue pour son propre développement. Le Comité central maintiendrait volontairement les Serbes dans une situation de retard économique pour l'empêcher de prendre sa place naturelle de leader[161].

Une autre grande stratégie du Comité central pour minorer le pouvoir des Serbes est celui de l'inégalité territoriale. Tito reconnait dans les années 1970 l'existence de deux Provinces autonomes en Serbie : la Voïvodine et, la plus importante le Kosovo. Aucune autre République ne subit un tel affront. L'inquiétude est d'autant plus grande dans le cas du Kosovo notamment suite aux émeutes nationalistes albanaises de 1981. Selon les Académiciens, les autorités locales et centrales n'empêcheraient pas les expulsions programmées des Serbes de la Province. Ceux-ci craignent que la prochaine étape soit la reconnaissance de la République du Kosovo. Ainsi privés de leur berceau national, les Serbes perdraient une partie de leur identité. Ils tomberaient dans une soumission encore plus grande au Comité central[162].

Il existe une autre politique gouvernementale, celle de la disparation programmée de la culture serbe. Nous y reviendrons plus loin.

En conséquence, les nationalistes serbes, au travers du Mémorandum, font apparaître dans les masses un sentiment de victimisation. En dénonçant des politiques titistes qu'ils présentent comme antiserbes, ils démontrent qu'il faut en finir avec cet état de fait et reprendre le contrôle de l'Etat. Il apparaît alors au sein de la classe politique serbe un clivage important entre les communistes, les tenants du maintien de la RFSY actuelle et les nationalistes. Cette divergence est figurée par l'opposition entre I. Stambolić et S. Milošević. Toutefois, l'un comme l'autre présente une vision de l'Histoire depuis 1945 pétrie d'oublis et d'arrangements avec la vérité. Nous nous concentrerons sur ceux des nationalistes.

[161] *Ibid.*, p.253
[162] *Ibid.*, p.260-272

2. Les oublis sur la Serbie titiste

Les attaques titistes contre la Serbie sont qu'une vision subjective et parcellaire de la réalité historique. Toutefois, elle fonctionne sur la société serbe comme le prouve l'ovation à S. Milošević lors de la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Cet événement est l'instant phare lors duquel les sentiments d'orgueil et de victimisation, à leur paroxysme, se rencontrent et font tomber la Serbie dans la folie nationaliste violente des années suivantes.

Les nationalistes présentent aux Serbes une histoire de la République serbe qui n'est pas totalement fidèle à la réalité. Certains oublis sont nécessaires au bon fonctionnement du discours nationaliste.

La perception de la lutte entre Tito et Draža n'est pas le reflet de la réalité de l'ensemble des enjeux de la Deuxième Guerre mondiale, ni de l'intervention de l'ensemble des acteurs de l'époque. Les Serbes oublient un élément crucial dans la victoire finale des Partisans. Les aléas des circonstances mêlés à la forte montée du communisme dans la région ne sont pas les seuls responsables de la victoire de Tito. Les Britanniques, et en particulier W. Churchill interviennent. En effet, bien que le gouvernement yougoslave et la famille royale serbe se soient réfugiés à Londres, le Premier Ministre n'apporte pas son soutien au Colonel Draža[163].

Belgrade : la capitale de la RFSY

Le sentiment de victimisation des Serbes sous la domination titiste est lui aussi entouré d'oublis. D'après le Mémorandum, les Serbes sont exclus des décisions politiques et économiques de la RFSY. Ceci est à nuancer, Belgrade est la capitale politique et institutionnelle de la Fédération. Elle est donc le centre de décision politique. Une famille serbe est d'ailleurs au cœur de la vie politique et économique de la Fédération : la famille Stambolić. Toutefois, les nationalistes et S. Milošević ne peuvent pas reconnaître l'importance de cette famille titiste qui n'adhère pas à leur vision de l'avenir de la Fédération. I. Stambolić est le mentor et concurrent direct de S. Milošević. Il est l'un des principaux visés par l'attaque du Mémorandum à propos de l'immobilisme des dirigeants serbes.

Une économie victime des schémas historiques

De même, la Serbie est-elle réellement victime de la politique économique de la RFSY ? La réponse est bien moins catégorique que celle du Mémorandum. Les Académiciens reprochent

[163] Seul C. De Gaulle, après la guerre, s'élèvera contre cette décision et reprochera à Tito la mort du Colonel Draža.

entre les lignes aux Républiques croate et slovène de s'enrichir alors que les autres Républiques sont maintenues dans une certaine paupérisation. En effet, le système autogestionnaire révèle rapidement ses limites et son maintien des inégalités économiques. Toutefois, traditionnellement les deux Républiques du Nord ont toujours eu un niveau de développement supérieur aux autres. Leur passé sous la domination de l'Empire des Habsbourg n'est pas étranger à cette situation, de même que leur position géographique qui leur permet des échanges commerciaux avec le monde Occidental. La RFSY et l'autogestion ne sont donc pas les seules responsables du retard de développement de la Serbie.

L'exagération du risque indépendantiste albanais

Enfin l'argument le plus fort de la Serbie pour prouver son statut de victime du titisme est l'apparition des Provinces autonomes et le risque de perdre une partie de son territoire. Il est indéniable que la Serbie subit ici un traitement unique, aucune autre République de la Fédération n'est frappée d'une telle décision. Un sentiment de défiance à l'égard du pouvoir à ce sujet est légitime. Toutefois, la récupération de ce sentiment et de cette situation par les nationalistes n'est que partielle et oublie que Tito n'a pas eu pour projet de reconnaître une nouvelle République. En effet, les nationalistes arguent du fait qu'à terme les Albanais seront reconnus comme une nation constitutive et non plus comme une nationalité[164]. Ainsi à la fin du processus, le Kosovo se détachera de la Serbie pour devenir une République à l'image de celle-ci. Or, Tito a toujours été clair à ce sujet, jamais les Albanais ne seront reconnus comme une nation constitutive, la distinction entre nation constitutive et nationalité interdit une telle chose. Pour être une nation constitutive, sa République mère doit être une des Républiques de la Fédération. L'Albanie étant en dehors de la Fédération, les Albanais ne peuvent pas d'un point de vue juridique, obtenir la reconnaissance d'une République kosovare albanaise. Le statut de Province autonome est le plus haut degré d'indépendance qu'ils puissent espérer.

Le discours nationaliste serbe de la fin des années 1980 est bâti sur des oublis, pour ne pas dire des mensonges quant à la réalité de la République serbe sur le titiste. Les masses, bien qu'ayant directement vécu cette période, adhèrent à ce discours et se laissent délibérément entraîner dans le projet Grand-serbe. L'insistance sur les points communs entre les années 1980 et l'époque ottomane oubliant les contextes historiques si différents, suffit à porter S. Milošević au pouvoir.

[164] Voir Partie II- Titre I- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

Si les nationalistes serbes s'appuient sur la résurrection de la *kulturnation*, au contraire, en Biélorussie, A. Loukachenka s'emploie à bâillonner cette option nationale.

B. Oublier la voie démocratique biélorussienne

La préférence pour le nationalisme politique en Biélorussie n'était pas une évidence dans les derniers temps des années 1980. En effet, comme dans toutes les autres Républiques de la région, la Biélorussie par l'intermédiaire du futur BNF part à la recherche d'un autre passé que celui imposé par les Soviétiques. Elle s'interroge sur cette autre identité, victime de l'oubli officiel. Cette identité alternative correspond au passé d'avant la domination russe, celui du Grand-duché de Pologne et Lithuanie.

Avant de faire redécouvrir cette part de son identité à la Biélorussie, Z. Pozniak s'engage dans le lourd travail de révélation des oublis officiels des Soviétiques en Biélorussie. Il s'emploie à montrer aux Biélorussiens que ceux-ci n'ont pas été aussi salvateurs qu'ils le pensent et que par ricochet, l'allégeance à l'URSS a été imposée. Ce travail compliqué, est symbolisé par les révélations du massacre de Kuropaty[165]. Lorsqu'il arrive au pouvoir A. Loukachenka maintient la vérité soviétique, ce massacre a été perpétré par les Nazis. Il enterre toute nouvelle enquête révélant l'implication des Soviétiques.

Toutefois, le BNF ne se décourage pas et continue à se battre pour faire sortir de l'oubli des pans entiers de l'histoire de la nation biélorussienne.

Dans un contexte de transition démocratique, les membres de l'opposition tentent de montrer la spécificité de la culture biélorussienne ainsi que sa tradition démocratique au travers de son passé lithuano-polonais. Pour le premier point, le BNF essaie en vain de reconstruire l'Eglise uniate, morte en 1839. C'est un échec, l'athéisme soviétique est plus fort et si les Biélorussiens devaient choisir une religion, ils opteraient pour l'orthodoxie. Pour le deuxième point, le BNF tente de reconstruire une alliance avec la Lituanie. Le mouvement se crée symboliquement à Vilnius et non à Minsk. Selon eux, le Grand-Duché est la preuve de la tradition démocratique de la Biélorussie.

Finalement, alors qu'il se présente comme un défenseur d'un nationalisme culturel, le BNF propose un nationalisme politique. En militant pour la redécouverte du passé lithuano-polonais de la Biélorussie, il milite pour la démocratie contre le communisme. Il participe donc à la bataille idéologique pour déterminer quel est le fondement idéologique de la Biélorussie. Les efforts du BNF sont rapidement mis en échec par l'impossibilité pour la

[165] Le massacre de Kuropaty n'est pas le seul perpétré par les Soviétiques lors des Grandes purges staliniennes. Voir également à ce sujet ZASLAVKY V., *Le massacre de Katyn*, Paris, Perrin, 1998.

Biélorussie indépendante d'assimiler l'économie de marché. La crise économique, couplée à la crise identitaire, sonne le glas de la transition démocratique dans cet Etat. Néanmoins, dans les premières années de l'ère Loukachenka, le BNF se maintient dans son rôle de principal opposant au Président. Ce dernier entame une campagne durant laquelle il démontre, avec succès, que le communisme (1°) et le zapadno-russisme (2°) sont supérieurs à la démocratie, qu'ils correspondent au *volk* de la nation contrairement à elle.

1. Le communisme contre la démocratie

Le principal enjeu de la première campagne présidentielle en Biélorussie[166] est de savoir quelle sera l'idéologie dominante. Ce premier scrutin libre est le théâtre d'un ultime affrontement entre le communisme et la démocratie. La logique du moment voudrait le plébiscite de la deuxième face au premier. Les Biélorussiens en décident autrement. Les raisons en sont multiples. La crise économique concomitante à la transition démocratique ainsi que les hésitations et la désorganisation des concurrents d'A. Loukachenka en sont les explications premières. Toutefois, il en existe une autre issue du travail de propagande d'A. Loukachenka. Ce dernier récupère l'association entre nationalisme ethnique, et par truchement de démocratie, avec la Collaboration.

La lutte communisme/démocratie : un instrument de guerre

Depuis la Première Guerre mondiale et surtout la Grande Guerre Patriotique, le nationalisme ethnique est perçu comme l'allié du fascisme. En effet, lors de ces deux guerres, les Allemands, puis les Nazis tentent de dresser la population biélorussienne contre les Russes puis les Soviétiques, en créant des institutions nationales. Le nationalisme ethnique a toujours été opposé au communisme, il a été un instrument pour tenter de lutter contre lui. A la fin de chacune de ces deux guerres, l'ethnonationalisme est dans le camp des perdants. Ainsi, il décroche l'image d'un mouvement à la fois mauvais et inférieur au communisme. En l'associant à la démocratie, *de facto*, celle-ci souffre des mêmes critiques.

L'échec du sursaut démocratique des années 1990

Toutefois, dans les années 1990, l'ouverture du bloc communiste au reste du monde nuance l'opinion traditionnelle sur la démocratie. Si tous les Etats voisins la désirent ceci ne signifie-

[166] A l'heure actuelle, A. Loukachenka est le premier et seul Président de la Biélorussie. La Constitution adoptée par le Soviet le 15 mars 1994, soit quelques semaines avant le scrutin, crée le poste de Président de la République et lui attribue le rôle de chef de l'exécutif et lui confère de larges pouvoirs.

t-il pas qu'elle n'est pas mauvaise? A. Loukachenka fondant son programme sur tous les méfaits de la démocratie ne peut pas se permettre de laisser s'insinuer le doute. Il ravive la mauvaise image de la *kulturnation* avant que le BNF sorte de l'oubli le passé lithuano-polonais. Le futur Président, y compris quand il sera élu, reprend à son compte la vieille propagande soviétique et fait des membres du BNF les descendants idéologiques des nationalistes des années 1910 et 1940. En 1995, il promet un avenir terrible aux Biélorussiens s'ils cèdent aux sirènes de l'ethnonationalisme « Ces forces qui haïssent tout ce qui est russe ont des méthodes fascistes. Que Dieu nous en préserve, s'ils prennent le pouvoir, ce sera un génocide, comme dans les pays Baltes, qui frappera deux millions de Russes en Biélorussie »[167].

Le rappel à la Grande Guerre patriotique cette époque et à l'horreur qu'elle a engendrée sont les raisons du succès de la propagande diffamatoire d'A. Loukachenka. C'est d'ailleurs grâce à cette sensibilisation exacerbée que le BNF aurait pu sortir de l'oubli les massacres des années 1930. Lorsque les autorités soviétiques interdisent en 1988 l'enterrement solennel des dépouilles découvertes, à Kuropaty, le peuple ne comprend pas. Jusqu'ici le gouvernement soviétique est parvenu à contenir les révélations sur l'identité des bourreaux. Certains qu'il s'agit de l'œuvre des Nazis et non des Soviétiques, le refus d'un hommage officiel est illogique. Le BNF ne parvient pas à tirer profit de la situation. Cet acte manqué ouvre la voie à A. Loukachenka contre le nationalisme culturel qui a tenté d'usurper l'identité des martyrs, pour défendre une idéologie néfaste.

Dans ces conditions, la démocratie ne peut pas concurrencer le communisme. Le débat entre les deux camps tourne à un affrontement manichéen où l'un des deux part avec un handicap certain. La démocratie est alors incapable de prouver ses bienfaits, elle est totalement décrédibilisée par le nouvel héraut du communisme. Ce dernier remporte l'ultime bataille de la Guerre Froide en Biélorussie.

2. Le zapadno-russisme contre la démocratie

Le zapadno-russisme, devenu un sentiment profond chez les Biélorussiens, leur met des œillères sur la réalité des origines de la crise économique. La transition démocratique est l'accélérateur d'une déchéance annoncée et prévisible. Mais le zapadno-russisme est trop fortement imprégné et l'illusion de bien être soviétique trop forte, pour admettre une quelconque responsabilité de la Russie ou de l'URSS. Minsk est victime d'une sorte de

[167] KARBALEVITCH V, *op.cit.,* p. 241

syndrome de Stockholm envers Moscou. La première voue une admiration et une dévotion telle à la deuxième qu'elle ne peut pas la considérer comme néfaste pour elle. Au contraire, la Biélorussie, bon élève du bloc de l'Est reste bloquée dans la configuration de Guerre Froide dans laquelle l'Ouest est la pire chose qui puisse exister.

Après avoir milité quelques temps en faveur de la transition démocratique, l'opportuniste A. Loukachenka s'engage pour un retour à un régime de type communiste. Le but de sa manœuvre est de faire oublier qu'à une époque, la Biélorussie s'est tournée vers l'ouest et donc n'a pas toujours eu un lien fort avec Moscou. Par cet oubli, il entend prouver que le nationalisme culturel, proposant un projet de rapprochement rapide avec la CEE et les Etats-Unis, ne correspond pas au *volk* biélorussien.

Convaincu et convainquant[168], que la source de tous les problèmes des Biélorussiens est la transition démocratique, il propose une sorte de retour en arrière pour revenir à la situation qui fut autrefois propice. Il oppose alors le communisme à la démocratie en réactivant le zapadno-russisme. Consciemment ou non, il remet au goût du jour un sentiment qui a fait basculer la Biélorussie du Grand-duché à la Russie entre le 17ème siècle et la deuxième moitié du 19ème siècle. A cette époque, les paysans biélorussiens se rebellent contre la noblesse de culture polono-lithuanienne et obtiennent un rattachement à la Russie tsariste en raison d'une communauté de religion. Au début des années 1990, A. Loukachenka use de la même stratégie. Moscou n'est plus le patriarcat de rattachement mais le centre de l'idéologie commune. Il refuse de voir et d'accepter que la Russie, elle-même, est en train de muter et de s'ouvrir à l'Occident…

La CEI : une URSS chimérique

Afin de maintenir l'illusion de ce lien et de cette survivance de l'URSS, il est l'un des trois fondateurs de la CEI, organisation économique fantoche que la Russie empêche de se réaliser.

Le nouveau Président oublie que la crise économique et les malheurs des Biélorussiens ne sont pas à imputer à la seule transition économique. L'URSS en est également responsable. Elle a fait du zapadno-russisme un outil de coopération asymétrique par lequel les Biélorussiens se trouvent en position de dominés. En effet, c'est par cet aveuglement sur les bienfaits de l'économie soviétique, que celle de la République est, au tournant des années 1980, archaïque. La politique de spécialisation économique et industrielle a maintenu la

[168] *Ibid.*, « Un véritable animal politique », p. 131-139

Biélorussie dans une posture économique industrielle identique de 1945 à 1991[169]. En la reconstruisant de toutes pièces après la Grande Guerre patriotique, l'URSS en a fait une réserve agricole et une nation d'industrie lourde. Sans aucune évolution technique et technologique, l'URSS condamne dès le départ la Biélorussie à ne pas être concurrentielle en cas de chute du régime. Toutefois, les conséquences de cette politique n'apparaissent qu'après l'indépendance. Ainsi, c'est ce dernier événement qui semble être la cause de la crise. A. Loukachenka ne veut pas voir les raisons profondes de la situation.

La négation de la gestion catastrophique de Tchernobyl par l'URSS

De plus, la catastrophe de Tchernobyl, et sa gestion par les autorités soviétiques sont d'autres points d'origine de la crise. Les nuages radioactifs ne s'arrêtent pas à la frontière ukrainienne. Au contraire, ils contaminent la majeure partie des meilleures terres agricoles de la Biélorussie. Le gouvernement soviétique déjà en mauvaise posture, en cette période de Pérestroïka, préfère une gestion de crise autoritaire, l'armée sera même mobilisée. La population n'est pas informée de l'étendue des risques pour elle, et reste dans la zone. Les terres sont toujours cultivées. La Biélorussie tente de vendre ses produits agricoles aux autres Républiques et désormais à l'Europe de l'ouest grâce à l'ouverture des marchés. En vain, sensibilisées aux risques ni les unes ni les autres n'achètent les produits. La Biélorussie croule rapidement sous les surplus de légumes impropres à la consommation. Une part majeure de son économie s'effondre. De plus, les Biélorussiens des classes populaires et moyennes ne sont pas en mesure de s'offrir des produits importés. Ils sont condamnés à consommer des produits contaminés. Mais, là aussi, A. Loukachenka refuse de reconnaître la responsabilité de l'URSS. Les proximités temporelles sont en défaveur de la transition démocratique. L'URSS n'aurait jamais fait de mal à la Biélorussie et a correctement géré la crise. C'est bien l'Occident et son mode anti-biélorussien qui a perdu l'économie agricole de l'Etat. Cependant, il n'explique pas pourquoi, la Russie ne s'approvisionne plus en Biélorussie.

Les fondements du nationalisme politique biélorussien sont au cœur de la stratégie de séduction d'A. Loukachenka. Il réactive les deux idéologies soumettant la Biélorussie à la Russie. Il rappelle ainsi que le véritable destin de la Biélorussie n'est pas de s'ouvrir à l'Occident, comme le voudraient les *ethnonationalistes*, mais de se maintenir dans le giron de la Russie. La crise économique n'est que la manifestation de la crise identitaire que traverse

[169] Voir en particulier APREMONT B., « La colonisation soviétique de l'Europe de l'Est », *Politique étrangère*, 1957, p. 171-186

cette jeune nation dans les années 1990. A. Loukachenka offre l'avantage de donner une identité connue et éprouvée. Les Biélorussiens ne sombrent alors pas dans l'inconnu.

L'oubli officiel n'est pas une stratégie originale de la part d'A. Loukachenka et S. Milošević. Tout leader politique dans un régime en proie aux changements y a recours. Tous les Etats, toutes les nations usent de ce procédé pour écrire un roman national glorieux et irréprochable. Il faut que l'Histoire soit lisse et sans accro, que la nation soit présentée sous son meilleur jour.

Si les autres Républiques ex-communistes tentent de calquer leur passé sur l'idéologie démocratique Occidentale, la Serbie et la Biélorussie se distinguent par un usage tout à fait différent. Certes, l'oubli officiel permet de faire une critique sévère du régime précédent, mais surtout il permet de légitimer un leader politique qui n'aurait eu aucune chance autrement. S. Milošević et A. Loukachenka obtiennent le pouvoir par une habile manipulation de l'oubli et une présentation très subjective de l'Histoire nationale.

L'oubli n'a pas seulement un rôle légitimateur pour les deux futurs Présidents, il a aussi un impact psychologique sur les membres de la communauté nationale. En effet, S. Milošević et A. Loukachenka révèlent à leur peuple respectif qu'il est une victime de l'Histoire, d'une idéologie… Ce statut, désormais connu et approuvé par les masses, est un émulsifiant du sentiment national. Les co-nationaux prennent conscience d'eux-mêmes par cette victimisation forgée par l'instrumentalisation de l'oubli et offrent les pleins pouvoirs à S. Milošević et A. Loukachenka.

II. La manipulation de l'oubli : s'offrir le statut de victime

La roman national est une succession d'oublis voire de mensonges que l'historien, désormais scientifique doit révéler et corriger. Toutefois, le nationaliste n'a cure de ces vérités, il a besoin d'une histoire qui sert ses intérêts, en premier lieu d'être perçu comme le sauveur d'une nation oppressée.

La question de la victimisation de la nation est au cœur des discours de S. Milošević et A. Loukachenka. Ils expliquent tous les deux à leur peuple qu'il vit dans le malheur, qu'il est victime de forces extérieures. Le peuple, perdu dans cette phase de basculement politico-idéologique, se laisse séduire par ces deux hommes qui donnent des réponses simples et évidentes. Les hommes ont besoin que leur soient désignés les responsables de leurs problèmes. Identifier cette source de malheurs permet la constitution d'un mouvement contre celle-ci, faisant oublier de possibles différends internes. S. Milošević cible les titistes, A. Loukachenka, la transition démocratique.

Le concept d' « Holocauste à moitié reconnu » dégagé par I.I. Zarecka est utile pour comprendre l'impact du statut de victime du passé ou d'un dominant dans la formation d'une nation. Ce concept est, au départ, forgé pour qualifier les relations entre les Juifs et les catholiques polonais dans la reconnaissance du statut de victimes des Nazis. C'est un « modèle de mémoire collective où le statut de victime n'est reconnu aux Juifs que dans le cadre plus large de la souffrance d'un autre groupe »[170]. Cet Holocauste à moitié reconnu tend à pointer comment, après la Deuxième Guerre mondiale, certains minimisent le statut de victimes des Juifs. En Pologne, l'antisémitisme est une idéologie très présente, les pogroms sont légions depuis la fin du 19ème siècle et se perpétuent après 1945. Après l'Armistice, les Juifs sont reconnus, par l'ensemble de la communauté internationale, comme les principales victimes du nazisme. En les noyant parmi les autres victimes, les Polonais essaient de gommer leur collaboration et de rappeler qu'eux aussi ont subi le nazisme.

Reporté au champ de la nation, faire d'une communauté dominée la victime au même titre que les autres d'un dominant commun, fait obstacle à la constitution d'un mouvement d'indépendance nationale. Cet Holocauste à moitié reconnu éclaire la relation entre statut de victime du régime précédent et nationalisme. En effet, si A. Loukachenka et S. Milošević martèlent ce statut, ils ne le font pas pour les mêmes raisons.

[170] BERTINCHAMPS P. (dir.), *Staro Sajmište. Un camp de concentration en Serbie*, Paris, Non Lieu, 2012, p. 170

En Serbie, l'ethnonationalisme refuse cet Holocauste à moitié reconnu. Les Serbes ne partagent pas leur qualification de victimes. Ils sont les principales victimes des titistes et des Albanais. S. Milošević prend l'exemple des Serbes du Kosovo pour illustrer cet Holocauste entièrement reconnu (A).

En Biélorussie, le nationalisme politique fonctionne à l'opposé. Adossé au zapadno-russisme, il entretient dans le cadre du souvenir de la Grande Guerre Patriotique, l'idée que les Biélorussiens sont des victimes du nazisme en raison de leur engagement aux côté de l'Armée Rouge. A. Loukachenka maintient l'image de l'Holocauste à moitié reconnu contre et le BNF (B).

A. Le refus serbe de l'Holocauste à moitié reconnu

Le statut de victime de l'Histoire, des voisins, de la politique…est au fondement du nationalisme serbe. Il apparait dans toute la mythologie qui entoure l'interprétation de la Bataille de Kosovo Poljé. Les Serbes choisissent délibérément le statut de victimes de la conquête ottomane. Ils s'offrent en sus le statut de martyr au sens religieux du terme. Chaque révolte indépendantiste serbe réactive cette victimisation nationale. Les Serbes doivent s'élever contre leur oppresseur pour sortir de ce statut de victime et prendre leur destin en main pour renouer avec le passé glorieux.

Ainsi, une situation d'Holocauste à moitié reconnue est incompatible avec la *kulturnation* serbe. Ils doivent être une nation victime pleine et entière. S. Milošević et les nationalistes entament une campagne de propagande par laquelle ils entendent démontrer que les Serbes sont les victimes principales et particulières d'un Holocauste issu de l'alliance des Albanais et des titistes. Ces deux groupes s'emploient, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à faire disparaitre la nation serbe. En cette fin des années 1980, ils ont presque atteint leur objectif.

Néanmoins, les Serbes reconnaissent le statut de victime à d'autres Slaves du Sud. Mais elles sont des victimes différentes car elles ne subissent pas ce double mouvement d'anéantissement. Seul le titisme agit contre elles. Finalement, alors que les Serbes refusent d'entrer dans une situation d'Holocauste à moitié reconnue, ils l'imposent à leurs voisins.

Dans la rhétorique nationaliste de cette époque, il est possible de déceler deux types d'Holocauste : l'un est humain (1°), l'autre culturel (2°).

1. Un Holocauste humain

La question de la perte du Kosovo est au cœur des préoccupations des nationalistes serbes. Aucune étude indépendante ne démontre que les masses portent, à cette époque, un intérêt aussi grand à cette question. Elles ne se tournent vers le Kosovo et son avenir que lorsque les leaders politiques et intellectuels les interpellent à ce sujet.

La Constitution de 1974 et les émeutes de 1981 remettent réellement la question du Kosovo au cœur du débat politique serbe. La question des Albanais du Kosovo n'est pas nouvelle, elle émaille le discours serbe depuis le Moyen-âge. Les Albanais représentent la plus forte minorité nationale non-slave de la Yougoslavie, les discussions sur leur statut et leur intégration sont régulières. Très présents au Kosovo, ils représentent dans l'imaginaire serbe une menace humaine, une menace démographique. Le géographe français, M. Roux s'intéresse à ce phénomène démographique albanais[171]. Selon ses études, le taux de population d'origine albanaise au Kosovo oscille entre 42 et près de 100% dans la région. Il note également que depuis 1981, la population albanaise augmente bien plus vite que celle des Serbes, aggravant les tensions entre les communautés. Toutefois, est-il possible de conclure que les Serbes subissent de ce fait un Holocauste humain ? Si le discours nationaliste des années 1980-1990 l'affirme, la réalité du terrain nuance fortement ces propos.

La peur des « ventres » albanais

M. Roux obverse que la démographie au Kosovo est singulière au regard du reste de la RFSY et de l'Europe depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Si le taux de natalité explose partout après 1945, il décroît assez rapidement. Le phénomène du *baby boom* conduit à un taux de natalité dans le milieu des années 1980 proche de celui des années 1930. C'est une exception en Europe. De même, le mieux vivre et la paix entrainent une baisse de la mortalité. La population du Kosovo est globalement nombreuse et jeune. Les nationalistes serbes, apeurés par les diverses reconnaissances culturelles et politiques accordées par le régime aux Albanais du Kosovo, crée le péril des « ventres » des Albanaises. L'explosion démographique du Kosovo ne toucherait pas les deux communautés, mais serait une stratégie de ces derniers pour prendre un pouvoir démographique sur la région et à terme en expulser les Serbes. Or les études de M. Roux montrent que ce danger est en réalité un phantasme à visée politique.

[171] ROUX M., « Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement », *in*: BOSC Y. et DELACROIX C. (dir.) Le *rendez-vous allemand. Sciences sociales début du siècle : Dilthey, Weber, Elias...*, (compte rendu), *Espaces Temps*, 53-54, 1993

Si les Serbes de Serbie suivent la courbe démographique du reste de la RFSY, ceux du Kosovo participent à l'exception régionale. Les Serbes ne peuvent pas se présenter comme des victimes d'un Holocauste humain sous la forme d'une menace démographique.

L'exode rural serbe

Néanmoins, il est certain que le taux de représentation des Serbes au Kosovo est en chute quand celui des Albanais demeure le même. Les Serbes ne subissent pas une crise démographique mais une crise économique. C'est le chômage qui pousse les Serbes hors de la Province. Le Kosovo est l'une des régions des plus pauvres de la Fédération et la population très jeune n'a aucune perspective d'avenir. Un exode rural massif se produit. D'abord les jeunes Serbes tentent leur chance dans les grandes villes de la Province telles que Mitrovica, ou Priština. Mais ces villes ne sont pas les eldorados espérés et ils partent vers la Serbie. Les vagues d'exode que dénoncent les auteurs du Mémorandum, qui n'ont jamais été aussi fortes depuis les années 1960, sont bien réelles mais leur origine n'est pas celle qu'ils mettent en avant. Selon eux, les Albanais cherchent à constituer un Kosovo ethniquement pur en se débarrassant par la force des Serbes. Les premiers sont effectivement numériquement plus nombreux parce qu'ils sont globalement plus enclin aux travaux ruraux. De plus, J-A. Dérens et L. Geslin les décrivent comme ayant « un très fort attachement à leur pays natal »[172]. Cette remarque, surement véridique, est assez surprenante. Les Serbes sont sensés, eux aussi, être très attachés à leur pays natal, à leur berceau national. Pourtant, ils le quittent. Les Albanais adoptent une conception de l'exil différente des Serbes ce qui explique le maintien d'une population nombreuse : leur exil économique n'est que temporaire. Ils restent à l'étranger le temps de gagner suffisamment d'argent pour revenir au Kosovo et réinvestir cet argent sur place. Les Serbes, eux, s'installent définitivement dans la zone d'accueil formant une importante diaspora.

La disparité de peuplement entre les deux communautés est finalement la réaction de chacune face à la crise économique et au chômage. La pression albanaise sur les Serbes n'est ainsi qu'une affabulation de ces derniers pour expliquer leur perte de pouvoir dans la Province et surtout la désertion des Serbes du Kosovo. Cet abandon n'est pas pour une question de survie mais motivé l'espoir d'une vie meilleure.

[172] DERENS J-A, *Balkans la crise*, Paris, Gallimard, 2000, p.216

2. Un Holocauste culturel

Les auteurs du Mémorandum dénoncent aussi le travail des titistes pour faire disparaitre la culture serbe. Ils argumentent en affirmant que le cyrillique, symbole de la culture serbe, subit une disparition programmée. De plus, toujours dans le domaine de la littérature, ils sont catégoriques, il est impossible pour les auteurs d'origine serbe de se revendiquer de cette nation. En effet, les auteurs sont d'abord Yougoslaves et ensuite ils peuvent être nationaux. Selon les Académiciens, dans le domaine de la littérature, les règles en matière de nationalité et de citoyenneté sont appliquées de façon très stricte. La citoyenneté est supérieure à la nationalité.

Toutefois, cette affirmation est contredite par le parcours de l'écrivain et homme politique nationaliste serbe D. Cošić. En effet, dès les années 1960, ce communiste, engagé dans les Partisans de Tito, renie son idéologie au profit du nationalisme. Il dénonce la politique antiserbe notamment dans le cadre de l'autonomie toujours plus importante accordée au Kosovo et à Voïvodine. Loin d'être mis au banc de la sphère littéraire yougoslave, il continue malgré tout, à publier son œuvre très engagée dans la défense du peuple serbe et dans sa culture.

Autre facette de l'Holocauste culturel contre les Serbes : la peur de la perte du Kosovo. Depuis de la Bataille de Kosovo Poljé, les Serbes ont une grande peur : perdre ce qu'ils considèrent comme leur berceau national : le Kosovo. Au-delà des conséquences territoriales déjà évoquées, une telle perte serait aussi un dommage psychologique majeur. Que serait une nation sans son berceau ? Le Kosovo est dans l'imaginaire serbe la source de leur nation. C'est par la défense de cette terre que les Serbes se retrouvent et se forment en nation.

Si les Titistes et les Albanais finalisent leurs politiques et leurs stratégies à l'encontre des Serbes du Kosovo, ces derniers seront privés de leur berceau national, devenu albanais. En conséquence, les Serbes sont voués à disparaître. Comment revendiquer sa spécificité nationale quand vous ne possédez plus la source de votre nation ?

Pour contrer cet Holocauste, les Serbes opposent à la revendication démographique albanaise, la revendication historique de l'autorité pleine et entière de la Province. Historiquement, les Serbes sont un peuple constitutif de la Yougoslavie quelque soit sa forme, les Albanais non. Ce seul argument devrait être suffisant pour empêcher la scission du Kosovo et maintenir les Albanais dans le statut de *narodnost*.

Dans le domaine de la culture, en effet, il est possible de voir un Holocauste entièrement reconnu pour les Serbes. Si la question de la mise à l'écart de leur culture dans le monde yougoslave est contestable, celle de leur traitement juridique particulier en RFSY ne l'est pas.

En effet, elle est, d'une part, la seule à être affublée de deux Provinces autonomes et qui, d'autre part, risque de se voir priver de son berceau culturel. En cela, oui, la Serbie connaît un Holocauste culturel, mais ce dernier n'est pas non plus complet : Tito a toujours assuré que jamais les Albanais ne prendraient le contrôle du Kosovo. Sur ce plan, la théorie de l'Holocauste, de la possible disparition de Serbes, par la perte de leur berceau culturel est à nuancer.

En Serbie, S. Milošević se sert du statut de victime, pierre de touche du nationalisme serbe, pour sortir du nationalisme politique et aller vers une *kulturnation*. Il produit le même travail que les autres Républiques des PECO, seules les finalités de la manœuvre diffèrent.

En Biélorussie, A. Loukachenka souhaite la reconnaissance de l'Holocauste à moitié reconnu. Il ne souhaite pas l'avènement de l'ethnoculturalisme qui serait un obstacle à une résurrection d'une communauté de destin entre la Biélorussie et la Russie.

B. La revendication biélorussienne de l'Holocauste à moitié reconnu

Le nationalisme politique de la Biélorussie ne conduit pas à la même relation au statut de victime dans le cadre de l'Holocauste à moitié reconnu. En effet, le zapadno-russisme contribue à maintenir cette idée que les Biélorussiens ne sont des victimes de régimes ou dominants oppressifs que dans le cadre d'un groupe plus vaste. Autrement dit, les Biélorussiens ne se verront accorder ce statut que si les Russes ou les Soviétiques peuvent eux-aussi en bénéficier. Nous sommes bien ici dans le cadre de l'Holocauste à moitié reconnu tel que présenté par I.I. Zarecka. Le zapadno-russisme agit sur deux temps de victimisation des Biélorussiens. D'abord, il joue un rôle majeur dans la dissolution de la Résistance biélorussienne durant la Grande Guerre patriotique pour permettre au soviétisme de s'imposer (1°). Puis, il est nécessaire pour empêcher, la transition démocratique en comptant les Biélorussiens parmi les nombreuses victimes de la démocratisation (2°).

1. Le refus de reconnaitre les Résistances biélorussiennes

La Grande Guerre patriotique symbolise le nationalisme politique de la Biélorussie. Il concentre les valeurs fondamentales de cette nation : le zapadno-russisme et le communisme. En 1945, la Biélorussie appartient au camp des vainqueurs. Elle est à la fois une victime du nazisme mais aussi un symbole de la Résistance. Les Biélorussiens, communistes convaincus, n'ont pas hésité à s'engager dans les *otryad*. Après la Guerre, la propagande soviétique rédige un roman national inédit dans lequel, les Résistances non soviétiques disparaissent, telle celle

des frères Bielski, disparaissent du roman national. Ils ne sont reconnus comme Résistants que dans le cadre de l'action de l'Armée rouge.

L'oubli au service du type de nation

Les Soviétiques n'ont pas, après la Guerre, permis la constitution de groupes de travail dans l'objectif de comprendre les implications de chacun dans ce conflit. Une seule et unique vérité était possible : les Soviétiques sont les victimes des Nazis. Ceci est dû au type de nationalisme qu'engendre le soviétisme. En effet, la théorie marxisme-léninisme défend l'idée que ce dernier dépasse les nations pour unir les Hommes au sein d'un ensemble plus vaste. Dans cet ensemble, les distinctions personnelles s'effacent. Les Hommes sont des Soviétiques avant tout. La même logique s'applique aux victimes et bourreaux de Guerre : toutes les victimes sont des Soviétiques, puisqu'A. Hitler a attaqué l'URSS ; tous les meurtriers sont des Nazis car ils sont les agresseurs de l'Europe. La Grande Guerre patriotique est représentée de façon binaire et manichéenne. La question de la nation n'a pas sa place. Ainsi, les Biélorussiens, membres de l'URSS, sont des Soviétiques donc des victimes par principe. Ils ne peuvent pas être des collaborateurs.

Dans ce cas, A. Loukachenka nuance cette vision des nationaux durant la compagne de 1994. Il reconnaît que des Biélorussiens ont parfois participé à la Collaboration. Il se sert de cet argument pour stigmatiser l'ethnoculturalisme. Certains Biélorussiens sont de mauvais Soviétiques car ils ont collaboré. Généralement, ce sont des Biélorussiens qui vivaient dans l'ancienne partie polonaise de la Biélorussie, ceux qui sont favorables à l'ethnonationalisme. L'ethnotionalisme est donc le moyen de faire le tri entre les membres de la nation politique biélorussienne et ceux qui ne peuvent pas en faire partie car ils ne partagent pas les valeurs fondamentales.

L'exemple du combat de J. Kagen

A. Loukachenka entretient cette idée. Aucune autre catégorie de population n'est reconnue comme victime à part entière. Lorsque le survivant J. Kagen revient au début des années 1990 à Novogrodek, il est surpris de constater que martyr et Résistance juifs ne sont pas célébrés en Biélorussie. Sur les monuments aux Morts est seulement gravé : « citoyens soviétiques exécuté par la bête immonde nazie »[173]. Il déplore qu'aucune mention ne soit faite sur les Biélorussiens massacrés en raison de leur appartenance religieuse. Il s'engage alors dans un

[173] KAGEN J., COHEN D., *op.cit.*, p. 317

combat pour « faire ériger des stèles funéraires libellées en hébreu, russe et anglais »[174]. Les autorités locales sont réticentes à un tel projet et s'interrogent sur la véracité du récit de J. Kagen. Il faut l'intervention de la directrice du musée de la ville et un appel à témoins pour les convaincre. Autre point de désaccord : la qualification des victimes. Les survivants souhaitent que la responsabilité des Biélorussiens dans ces massacres soit inscrite. Les autorités refusent et seul le terme « Collaborateur » apparait sur la stèle. Ainsi, chacun est libre de comprendre qui sont les collaborateurs. Pour sa part le pouvoir local s'oppose à la reconnaissance de l'implication des Biélorussiens. Enfin, les pouvoirs publics refusent également de faire un décompte par origine des massacrés jetés dans les fosses communes. Ils préfèrent donner un chiffre global.

Après de nombreuses tractations, J. Kagen vient à bout des obstacles administratifs et politiques. A condition qu'il prenne en charge les frais, une nouvelle stèle sera érigée près du mémorial de Skridlièvo, mentionnant qu'ici 18.000 civils sont morts dont 5.100 Juifs.

Toutefois, A. Loukachenka demeure sur la même logique que les Soviétiques, il n'existe qu'un seul de type de Résistance : la Résistance de l'Armée rouge. Ainsi, il est possible de conclure que pour ce qui est perçu comme positif, c'est au compte des Soviétiques, pour le négatif c'est à mettre au compte des *ethnonationalistes*.

2. Les Biélorussiens victimes de la transition démocratique

La transition démocratique est au cœur du programme électoral de 1994. A. Loukachenka en fait le facteur premier des malheurs des Biélorussiens depuis la fin des années 1980. La démocratie est source de tous les dangers. Elle ne l'est pas seulement pour les Biélorussiens mais pour l'ensemble des nouvelles Républiques des PECO. En 2005, il déclare « celui qui se réjouit de la démocratisation dans l'espace postsoviétique risque d'en récolter les fruits amers »[175].

Il fait un comparatif entre la période précédente et la nouvelle période. Il dénonce l'instabilité qu'apporte la démocratie au regard du soviétisme. Dans un régime démocratique, le pire de tous les dangers est la versatilité des électeurs. Même en temps de prospérité, ils sont capables de vouloir changer de régime.

Mais au-delà des conséquences propres aux Biélorussiens, la démocratie est un danger pour tout l'espace postsoviétique car elle le fait exploser. Le nationalisme culturel, porte-drapeau de la démocratie de type occidental, rompt cette union qui a toujours existé entre les

[174] *Ibid.*
[175] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 190

différentes Républiques de l'ex-URSS. En reniant le communisme au nom de la nation et de la démocratie, les PECO perdent leur identité. A. Loukachenka est le premier à s'en rendre compte. Même la Russie ne voit pas le danger d'infléchir la tradition communiste.

La reconnaissance des souffrances de la Biélorussie dans le cadre des souffrances de l'ensemble des nations postsoviétiques est loin d'être réalisée malgré les efforts du Président. Elle demeure toujours du domaine de la fiction. La trajectoire nationaliste prise, en effet, par la Biélorussie l'isole dans l'analyse des conséquences de la crise économique et identitaire après 1991. Les ex-Républiques socialistes adoptent un type de nationalisme faisant la part belle à la *kulturnation*. Retrouvant rapidement des repères identitaires, qui se fondent dans le modèle politique Occidental, elles ne peuvent pas considérer ce dernier comme un modèle néfaste. Seule la Biélorussie, son zapadno-russisme et son communisme, peut parvenir à cette conclusion. L'Holocauste à moitié reconnu, permettant le statut de victime slave de la démocratie Occidentale, est refusée à A. Loukachenka. Il est alors incapable de recréer ce sentiment d'union des ex-Républiques, ni de jouer sur cette nostalgie qui l'a fait élire en 1994, pour ressusciter une union communiste.

Pour éviter que l'ensemble des Républiques ne subisse, à savoir l'effondrement de son économie, A. Loukachenka milite pour la formation d'une nouvelle union. Cette dernière a vocation de faire barrage à une trop grande propagation de la démocratie. Dès la déclaration d'indépendance de la Biélorussie cette nouvelle union, la CEI, est formalisée, sur le papier. Toutefois, malgré les nombreuses tentatives de mises en œuvre par A. Loukachenka, jamais, en pratique, elle ne voit le jour. L'élection de V. Poutine signe l'arrêt définitif de la CEI.

En effet, pour A. Loukachenka, la Biélorussie a pour mission de sauver les Slaves. En raison de son statut particulier au sein du monde slave, elle comprend en premier les dangers de la démocratisation et encourage à un rapprochement non avec l'Occident mais avec Moscou. Le problème est que Moscou, entre le milieu des années 1990 et les années 2000, se rapproche elle-même de l'Occident. Il est alors difficile pour A. Loukachenka de faire valoir son argument. Le zapadno-russisme et le panslavisme ne fonctionnent qu'au sein des frontières nationales.

Les voisins de la Biélorussie, contrairement à cette dernière, ont fait un travail de mémoire sur leur passé soviétique. Ils ne vivent pas dans la nostalgie de cette époque et se sentent davantage des victimes de l'URSS que de la transition démocratique.

Le concept d'Holocauste à moitié reconnu est très révélateur du type de nationalisme de chacune des deux nations.

L'ethnonationalisme serbe et sa volonté de conquête et de reconnaissance empêche la tiédeur d'une demie reconnaissance. Les Serbes sont victimes des Albanais du Kosovo et cette situation risque de leur faire perdre leur berceau national. Ils ne sont pas des *demies-victimes* mais des victimes à part entière. Le nationalisme politique communiste biélorussien couplé au zapadno-russisme conduit à une situation plus nuancée. L'Holocauste à moitié reconnu est un moyen de sélectionner les véritables victimes de la Grande Guerre patriotique. Il aide à maintenir le lien particulier entre la Biélorussie et la Russie en affirmant que seuls les Soviétiques ont soufferts des violences nazies car ils sont les seuls Résistants.

L'oubli est alors aussi important que ce qui est dit. L'oubli est la face cachée de la nation, il représente ce qu'elle aurait pu être selon d'autres choix. Toutefois, un oubli ne pourra sortir de l'ombre que si le pouvoir politique le permet.

Dans le cas de la Serbie et de la Biélorussie postcommunistes, aucun des deux Présidents n'a intérêt à ce que les zones obscures de l'histoire réapparaissent. Ils soumettent les historiens contradicteurs ou les ridiculisent. L'oubli est à la fois une aubaine et un danger pour le pouvoir politique. Il est source de légitimité et lorsqu'il est révélé, il peut le renverser. Le peuple, s'il est réceptif à l'importance de cet oubli, peut changer son appréhension de la nation.

Ainsi, ni le choix du mythe fondateur, ni les oublis du roman national ne sont anodins. Au contraire, ce sont eux qui légitiment le pouvoir du leader. S. Milošević ressuscite Lazar et promet aux Serbes une revanche historique sur le passé. A. Loukachenka rétablit le communisme et met fin aux malheurs des Biélorussiens.

Ces deux stratégies fonctionnent car elles ne sont pas contredites par un contre pouvoir scientifique. Personne ne parvient à expliquer qu'il existe une version alternative de ce roman national propagandaire et idéologique.

En Serbie, le nationalisme Grand-serbe est tellement fort que peu de scientifiques s'y opposer. De plus, il bénéficie d'une crédibilité inespérée grâce au Mémorandum de l'Académie des Sciences. Ce dernier fait de cette idéologie un modèle d'historicisme : la démonstration des bienfaits du Grand-serbisme est tellement implacable que le régime de S. Milošević devient logique et naturel.

En Biélorussie, une voix dissonante à celle d'A. Loukachenka tente de se faire entendre par le biais du BNF. Elle propose une alternative ethnoculturelle ou du moins non –communiste. Mais elle n'a que peu de force face aux discours simplistes, réalistes et agressifs du futur Président. Rapidement, les Biélorussiens se détournent des préoccupations « secondaires » du BNF pour le concrétisme du candidat Loukachenka.

L’une des clefs du succès de S. Milošević et d’A. Loukachenka est d’être parvenu à séduire leur communauté nationale en écrivant une histoire favorable à leur pouvoir. Ils réussissent à créer un imaginaire national historique justifiant la négation du processus démocratique vers un gouvernement fort et personnel.

Chapitre II

Une appropriation de la mémoire nationale

Après avoir révélé son identité à la nation, le leader politique doit intégrer ces données nouvelles, parfois artificielles, dans un imaginaire plus vaste : l'Histoire. L'objectif du leader est de rendre naturelle la continuité entre le régime qu'il instaure et le passé. Pour comprendre cette relation particulière entre passé, présent et futur, l'historien F. Hartog forge le concept de « régimes d'historicité »[176].

Ce « simple outil […] ne prétend pas dire l'histoire du monde passé, et moins encore de celui de l'avenir »[177]. La finalité des régimes d'historicité est de permettre de « mieux appréhender, non le temps, tous les temps ou le tout du temps, mais principalement les moments de crises du temps […] quand viennent, justement, à perdre leur évidence les articulations du passé, du présent et du futur »[178]. C'est bien ce que tentent de faire S. Milošević et A. Loukachenka. Ils veulent rétablir une unité temporelle entre leur régime des années 1990 et le passé qu'ils ont sélectionné pour fonder l'identité nationale. La chute du communisme n'induit pas seulement une crise identitaire, mais aussi une crise temporelle.

Dans les années 1990, les PECO sont touchés par ce que F. Hartog nomme le « présentisme ». Les nations désavouent le passé, elles cherchent à se défaire de lui par une glorification du présent. En effet, les anciennes nations communistes renient les quarante dernières années pour se focaliser sur le présent et la construction de la démocratie.

La Serbie et la Biélorussie sont en marge de ce phénomène. Certes S. Milošević et A. Loukachenka s'intéressent au présent, ils ne sont pas déconnectés de la réalité, mais, ils l'appréhendent d'une façon différente. Ils tirent profit des « failles du présent »[179]. Le présent est bâti selon des codes du passé, il est une sorte de passé transposé dans le présent. F. Hartog remarque que ceci se manifeste notamment par un intérêt particulier pour les lieux de mémoire. Ils servent à imprimer autant que possible la continuité historique. C'est par eux que le régime devient une conjonction temporelle entre passé, présent et futur.

S. Milošević et A. Loukachenka ne dérogent pas à cette règle. Le Serbe se révèle aux yeux du grand public et du monde lors de la Commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Il devient ce jour-là, le nouveau Lazar. A. Loukachenka, de son côté, opère une

[176] HARTOG F., *Régime d'historicité, présentisme et expériences du temps*, Paris Le Seuil, 2015
[177] *Ibid.*, p. 37
[178] *Ibid.*, p. 38
[179] *Ibid.*, p. 164

ballade temporelle par le discours. Il se réfère sans cesse aux bienfaits de l'époque soviétique. Se figurant comme le nouveau Lénine, 1994 est son 1917 et le début de la transition démocratique, le régime tsariste à abattre.

Pour construire ces nouveaux régimes, fondés sur des identités nationales se voulant authentiques, les deux leaders s'approprient la mémoire nationale. Ils font en sorte que le souvenir du passé ne soit pas en contradiction avec leur régime. Ils agissent ainsi à l'exact opposé de leurs voisins en pleine transition démocratique. Ceux-là ne veulent pas d'un régime inspirés par le passé.

La mémoire aide les deux futurs Présidents à imposer un type de nationalisme. Toutefois, en réalité, ce processus fonctionne à rebours, c'est le type de nationalisme qui ordonne la mémoire (**Section I**). De plus, pour justifier l'extraordinaireté de leur régime, ils exploitent le ressentiment national. Ils rappellent, ou inventent, des ennemis à la nation. Ces ennemis ont pour objectif de contraindre la nation d'adopter un régime contraire à son *volk* (**Section 2**).

Section I. La mémoire pour définir le type de nationalisme

La mémoire se définit comme une « activité biologique et psychique qui permet d'emmagasiner, de conserver et de restituer des informations […], aptitudes à se souvenir en particulier de certaines choses dans un domaine donné »[180]. P. Ricoeur[181] rappelle les deux origines grecques du terme. D'une part, il provient de *mnème* qui signifie affection : le souvenir de la mémoire reconnue comme passé. D'autre part, il dérive d'*anamnésis* : rappel ; la recherche du souvenir issu du passé. La mémoire joue aussi bien sur la raison que sur l'affect. Elle est une matière très facilement manipulable et propice à la récupération politique.

En effet, la mémoire n'est pas seulement un phénomène individuel, elle apparait également au niveau d'un groupe, d'une communauté et donc d'une nation. P. Nora la nomme alors « mémoire collective » : « le souvenir, ou l'ensemble de souvenirs, conscients ou non, d'une expérience vécue et/ou mythifiée par une collectivité vivante de l'identité de laquelle le sentiment de passé fait partie intégrante. Souvenir d'évènements directement vécus (les anciens combattants par exemple) ou transmis par la tradition, écrite, pratique ou orale ; mémoire active, entretenue par des institutions, des rites, une historiographie, ou mémoire

[180] Dictionnaire *Larousse* en ligne

[181] Les références à P. Ricoeur sont issues de l'article BERIDA F., « Une invitation à penser l'histoire : Paul Ricoeur, La mémoire, l'histoire et l'oubli », *Revue historique*, 2001, p. 731-732

latente et parfois reconquise (comme celle des minorités ethniques ou sociales opprimées ou assimilées), mémoires officielles, volontaires, orchestrées par toute une mise en scène de l'imaginaire, telles que s'en composent nations et familles, Eglises et partis, ou mémoires sans mémoire, clandestines et métahistoriques (comme la mémoire juive) »[182]. Ainsi, la mémoire participe à la création du *volk*, elle est un support à la diffusion d'une certaine image de la nation ou d'une idéologie. P. Nora souligne son « capital de pouvoir » en la décrivant comme un « instrument de pouvoir aux mains des manipulateurs de la politique »[183]. Combinée à l'oubli, elle est une source première du roman national, elle aide à *nettoyer* les évènements indésirables ou contraires à l'image de la nation que le leader tente de façonner. Elle est donc multiple et interprétable à souhait. Toutefois, comme le mythe fondateur, elle doit se baser sur des éléments réels. Pour qu'elle fonctionne, elle ne doit pas être une légende, une part d'elle-même doit s'appuyer sur des faits avérés et certifiés. C'est leur appréhension et leur interprétation qui est aléatoire. La Bataille de Kosovo Poljé et la Grande Guerre Patriotique ont eu lieu. C'est leur remémoration qui est récupérée par le leader politique.

L'intérêt pour la mémoire n'est pas constant en politique. P. Nora note son retour au premier plan dans les années 1980. Ceci n'est pas surprenant, c'est une époque de vastes changements pour l'Europe au sens large. A l'est, les Etats communistes chancellent et les nations, se cherchent de nouvelles identités. Plus précisément, elles cherchent dans leur passé, des souvenirs pouvant constituer un nouveau *volk* qui n'est pas d'essence communiste. A l'ouest aussi, la fin imminente de la Guerre Froide conduit à des interrogations. Les Etats de la CEE savent que les futurs nouveaux Etats indépendants de l'est demanderont à intégrer la communauté. Cela sera-t-il possible et viable ? Mais surtout, ont-ils suffisamment de traits communs pour qu'une telle opération soit couronnée de succès. Ils partent alors à la recherche d'un passé commun[184].

Des pans entiers du passé ressurgissent dans ce présent des plus confus. Manipulations de la mémoire et de l'oubli sont mêlées dans cette reconstruction des identités tant nationales que régionales. Chaque aspirant au pouvoir use de cette stratégie, qu'il soit démocrate, ne change rien. Toutes les nations des PECO instrumentalisent la mémoire pour se modeler à la démocratie et à ses standards Occidentaux. A contrario, en Serbie et en Biélorussie, la mémoire est un outil contre la transition démocratique. Comme leurs voisins et les nations de

[182] NORA P., *op.cit.*, p. 299-300
[183] *Ibid.*, p. 343
[184] Pour l'appréhension de l'Europe à ce sujet voir KUNDERA M. *op.cit.*

l'Ouest, elles instrumentalisent deux agents de la mémoire : le souvenir (I) et les « Lieux de mémoire » (II).

En Serbie, la mémoire est au service de la *kulturnation*. L'objectif de S. Milošević est de mettre un terme à l'ère titiste en créant une Yougoslavie *serbisée* ou une Serbie indépendante. Sur ce point, les propos du Président ne sont pas clairs.

En Biélorussie, la manipulation de la mémoire est au service de la nation politique d'essence communiste. Le but est de montrer que cette idéologie et les liens avec la Russie sont la seule trajectoire viable pour la Biélorussie.

I. Un type de mémoire conforme au nationalisme

En 2000, P. Ricoeur publie un ouvrage intitulé « La mémoire, l'histoire et l'oubli ». Il s'intéresse à la relation entre l'historien et sa matière. En effet, l'histoire n'est pas une discipline facilement appréhendable. L'historien est au cœur de son sujet, il en est même un acteur : « le passé est le passé de son présent »[185]. Se pose la question de son objectivité face à son sujet. Est-il toujours capable de détacher ses émotions de ses réflexions. P. Ricoeur reprend l'approche de M. Weber à propos de la neutralité axiologique et met en garde contre la mauvaise subjectivité. Il alerte contre la fascination pour une histoire se voulant strictement objective, constituée de structures, de forces et d'institutions, oubliant les hommes et les valeurs humaines[186].

Pour P. Ricoeur, la mémoire fait partie des éléments d'étude de l'historien. Mais dans sa reconstruction de la vérité, ce dernier ne peut réduire la mémoire à des résidus ou des fictions. Au contraire, elle est sa matière première et il doit la maîtriser et lui donner un sens.

Les prises de pouvoir de S. Milošević et d'A. Loukachenka sont grandement basées sur le souvenir et la mémoire. S'ils pratiquent une politique de l'oubli, c'est pour imposer une mémoire conforme à leurs desseins. Ils obligent au souvenir de certains évènements même s'ils sont encore douloureux. Ils se servent de cette douleur et du souvenir des horreurs de la Deuxième Guerre mondiale pour séduire les masses. La mémoire qu'ils insufflent à leur nation participe à l'instrumentalisation du nationalisme.

Pour comprendre l'impact de la mémoire dans ce processus, nous reprendrons la typologie de P. Ricoeur. Il dégage trois types de mémoire : la mémoire empêchée, la mémoire manipulée et la mémoire obligée. Les deux dernières correspondent respectivement à celle de la Serbie et à

[185] BEDARIDA F., *op.cit.,* p. 732
[186] *Ibid.*

celle de la Biélorussie. Pour sa part, la « mémoire empêchée »[187] est celle des blessures et des traumatismes. Elle n'a pas été totalement intériorisée et donc ne peut pas être remémorée. Elle n'a cours ni en Serbie ni en Biélorussie. Au contraire, les deux Présidents forcent à la mémoire, la plus douloureuse, pour légitimer leur pouvoir, et créer un sentiment d'unité nationale.

En Serbie, S. Milošević impose une mémoire manipulée. Par la mise en scène de la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé, marquant la fin du titisme (A). En Biélorussie, A. Loukachenka poursuit la tradition soviétique de la mémoire obligée. Son nationalisme politique dicte ce qui est remémoré ou pas, comme le prouve la destinée des révélations de Kuropaty (B).

A. La *kulturnation* serbe : une mémoire manipulée

Dans sa typologie de la mémoire, P. Ricoeur dégage l'idée de mémoire manipulée[188]. Il la définit comme « le croisement entre la problématique de la mémoire et celle de l'identité tant collective que personnelle. Elle est façonnée et déformée par les idéologies, par les commémorations, par les remémorations forcées »[189]. Ainsi, ce type de mémoire est de celles qui créent les nations. Elles créent un sentiment d'union entre les membres de la communauté. C'est la mémoire qui est à l'œuvre dans la rédaction du roman national et qui détermine les événements fondateurs de la nation[190]. Une fois ces grands évènements déterminés par les Pères fondateurs, ils sont récupérés par les leaders politiques afin de servir leurs desseins. Ces moments sont dépourvus de toute idéologie, ils ne contiennent aucune orientation politique, ils ne sont que la célébration de la nation, de la prise de conscience des membres de celle-ci, de leur appartenance à une entité plus vaste.

En Serbie, la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé est un exemple de la manipulation de la mémoire au profit de la *kulturnation*. En effet, S. Milošević, devenu le chef de file des nationalistes serbes, profite de cette occasion historique pour consacrer le projet Grand-Serbe et signer l'acte de décès de la RFSY.

En ce 28 juin 1989, les Serbes, alors toujours membres de la Yougoslavie titiste, célèbrent la mythique Bataille. Six cent ans auparavant, sur ce Champ sont tombés le Prince Lazar et son armée, laissant la péninsule aux mains de l'envahisseur ottoman. S'ouvre alors une période de

[187] *Ibid.*, p.735
[188] *Ibid.*
[189] *Ibid.*
[190] Voir pour le cas de la France OZOUF M., *La fête révolutionnaire (1789-1799)*, Paris, Gallimard, 1976

cinq siècles de soumission et d'oppression. Ce jour-là, par les discours et la mise en scène, S. Milošević impose la version serbe de cette Bataille. Elle est la preuve de leur *leadership* naturel sur les Slaves du Sud. De ceci découle la vision serbe de l'avenir de la RFSY. Elle sera dominée par les Serbes ou ne sera pas : cette commémoration signe la fin de plus de cinq siècles d'oppression de la nation serbe.

Au travers de la mémoire, S. Milošević impose aux Serbes et aux autres Yougoslaves la *kulturnation* (1°). Il met un terme à la nation politique titiste qui ne correspond pas à ses projets, ni à ceux de la nation serbe (2°).

1. La *serbité* de la Yougoslavie

Lorsqu'il apparaît à la tribune officielle et qu'il est acclamé par la foule en délire, S. Milošević est parfaitement conscient qu'il a réussi. Il est parvenu à imposer au nationalisme politique titiste, la *kulturnation* serbe. Ce jour-là, il remet officiellement en cause toutes les certitudes politiques, économiques, identitaires, historiques… de la Yougoslavie. Toutefois, il ne remet pas en cause la question de l'unité des Slaves du Sud, il s'interroge sur les liens protonationaux de ces derniers, et sur la nouvelle forme que doit prendre cet ensemble. Pour lui et les nationalistes, ce n'est plus une idée qui doit unir les Yougoslaves mais une nation culturellement et politiquement, supérieure.

L'imposition de la *serbité* de la Bataille de Kosovo Poljé

La foule en liesse semble accréditer cette nouvelle vision de leur Fédération. Toutefois, la donne est quelque peu faussée, les autorités serbes ont tout mis en œuvre pour faciliter les déplacements de ces derniers. Il est facile de se faire acclamer par une masse acquise à sa cause, les opposants ou sceptiques, peu nombreux, sont sur la tribune.

Cette commémoration est une illustration parfaite de la manipulation de la mémoire par le politique pour imposer un programme. La Bataille de Kosovo Poljé peut avoir différentes interprétations fondant toutes une nation différente. S. Milošević privilégie celle qui donne la part belle aux Serbes, celle du mythe que nous avons exposé plus haut.

P.J. Geary[191] s'attarde sur l'intérêt de faire remonter les origines de la nation au moins au Moyen-âge. C'est une période lointaine dont il ne subsiste aucun survivant. La mémoire est donc facilement manipulable puisque personne, hormis quelques scientifiques, ne peut la contredire. Dans ce début de régime ultranationaliste, très peu d'historiens s'opposent à la

[191] GEARY P-J., *op.cit.*, p. 17-18

vision mythique de la Bataille. Ils peuvent ne pas accréditer la partie religieuse mais ils acceptent tout le reste. Ils participent à la création d'une mémoire artificielle qui légitime les revendications nationalistes révélées à un peuple qui n'avait pas nécessairement conscience de lui-même.

La commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé n'est pas une fête yougoslave. C'est une fête à la gloire de la Serbie et de son nouveau chef. Les nationalistes imposent l'idée que la Serbie est la nation qui a mené la Bataille en 1389 et qu'elle seule s'est sacrifiée au nom de toutes les nations chrétiennes européennes. En cette fin juin 1989, S. Milošević se fait ovationner par une foule qui, consciemment ou non, lui donne le droit de mettre en œuvre son plan pour recréer la Grande Serbie et faisant de lui le nouveau Prince Lazar. Il ne fait plus aucun doute sur son projet politique. Il ne souhaite pas l'éclatement de la Yougoslavie, mais il souhaite un changement de direction de celle-ci. Il souhaite revenir à une Yougoslavie ressemblant à celle des l'entre-deux-guerres, sans la restauration de la royauté. Il revendique le droit historique des Serbes à diriger les autres Slaves du Sud.

Le brouillage de la nature de la nation

Est-ce vraiment seulement une nation culturelle qui voit le jour en 1989 ? Le double discours entre éclatement et union de S. Milošević rend la catégorisation assez floue et ardue. Le grand-serbisme possède, certes, une base culturelle, mais il est aussi est surtout fondé sur des idées : la grandeur et la force des Serbes. Mais la qualification de nation élective s'arrête dès la confrontation avec la citation d'E. Renan « le désir clairement exprimé de continuer la vie commune […] un plébiscite de tous les jours »[192]. Le projet Grand Serbe, bien qu'il soit présenté dans un cadre yougoslave, ne peut pas donner lieu à une nation élective, les autres républiques et les Albanais, n'y consentent pas. Le nationalisme de S. Milošević est ethnoculturel, tenter de le faire passer pour du nationalisme politique, en faisant croire au maintien de la RFSY est une manipulation politique.

Ceci est bien une manipulation de la mémoire, qui est imposée par une commémoration institutionnelle. C'est une vision subjective de la Bataille de Kosovo Poljé qui est commémorée ce jour-là. En effet, la Bataille est présentée comme une bataille serbe, hors, les historiens ont montré à diverses reprises que l'armée de Lazar est multinationale. Le Prince n'en prend la tête que par un concours de circonstances historiques. Ainsi, la Bataille de Kosovo Poljé peut aussi bien servir la mémoire serbe que la mémoire yougoslave. Pour l'une

[192] RENAN E., *op.cit.,* p.51

des premières fois de l'Histoire, les Slaves du Sud se sont unis sous une même bannière. Cette approche explique pourquoi les dirigeants des autres Républiques sont présents lors du 600ème anniversaire. Mais ils ne peuvent que subir « la résurrection serbe »[193], ils savent que désormais, il est trop tard, que le nationalisme serbe est réveillé et qu'il ne leur reste plus qu'à attendre de voir comment vont se dérouler les événements dans un futur proche.

Le Kosovo est de nouveau serbe, S. Milošević, le nouveau Lazar. Cette commémoration est la célébration du retour de la Serbie en Yougoslavie. Avant tout, c'est une commémoration politique. Les Serbes fêtent les manœuvres politiques entreprises par leur Président depuis des mois. C'est l'exposition aux yeux de tous que la Serbie a gagné son combat pour l'hégémonie. Ici, S. Milošević devient un être supérieur à Lazar car pour une fois dans son Histoire, la Serbie remporte une bataille cruciale sans avoir à se sacrifier. La foule chante son nouveau héros « Ô Slobodan, si tu n'étais pas là, le noms des Serbes s'éteindrait./ Tsar Lazar, tu n'as pas eu la chance d'avoir Slobo à tes côtés »[194]. C'est donc bien la *kulturnation* serbe qui s'impose dans la plaine du Kosovo. Les nationalistes mettent un terme à la nation politique yougoslave.

En plus de célébrer la *serbité* de la Yougoslavie, les nationalistes expliquent aux Serbes, que dès lors ils ne vivront plus sous un régime d'oppression.

2. La fin de l'oppression

L'un des fondements du nationalisme serbe est la lutte pour sortir de l'oppression. L'Histoire retient deux principaux oppresseurs des Serbes : les Ottomans dont les Albanais sont des descendants, et les titistes. Ces deux groupes ont dominé les Serbes pendant un temps plus ou moins long réduisant leur culture et leur poids politique.

Comme lors des deux révoltes nationalistes précédentes pour se libérer du joug ottoman, il en est alors appelé à la fierté des Serbes. Ils doivent d'abord prendre conscience d'eux-mêmes, de leur spécificité nationale, et ensuite se mettre en branle pour renverser le pouvoir au profit d'un gouvernement serbe.

Dans son discours S. Milošević en appelle à cette fierté qui est née lors de la Bataille de Kosovo Poljé « Depuis six siècles, l'héroïsme du Kosovo alimente notre orgueil et nous interdit d'oublier qu'il fut un temps où nous étions courageux et dignes »[195]. Ici, il encourage les Serbes à comparer leur situation au temps de l'Empire du Moyen-âge et celle de cette fin

[193] HARTMANN F., *op.cit.*, p.73
[194] *Ibid.*, p.71
[195] *Ibid.*, p.69

des années 1980. Ils vivent toujours sous la domination d'un groupe dont ils ne reconnaissent pas ou plus l'autorité. Leurs conditions de vie sont même peut-être pires, ils ne sont plus sous le joug d'un mais de deux oppresseurs : les uns sont historiques et locaux, les autres idéologiques.

S. Milošević fait du nationalisme la solution à l'oppression des Serbes. Il explique que c'est la seule idéologie à pouvoir remettre de l'ordre dans la direction de la RFSY. Dans son discours de 1989, il pointe du doigt le manque d'ordre dans la direction de la nation qui a toujours été fatale à la Serbie. Déjà sous Lazar « si nous perdîmes cette bataille ce fut à cause de la tragique discorde qui régnait à la tête de l'Etat serbe »[196]. La mort de Tito et le vent de démocratisation qui souffle sur la péninsule la déstabilisent complètement. Les politiques et intellectuels, non préparés à cela, ne savent plus comment diriger la Fédération ni selon quelle idéologie.

La lutte historique contre l'oppression ottomane-albanaise

Les Albanais sont les premiers oppresseurs des Serbes. Ils exercent une oppression à la fois territoriale, politique et psychologique sur eux. L'oppression est territoriale et politique car, les Albanais revendiquent la reconnaissance d'une République du Kosovo au sein de la RFSY. De plus, par leur pression démographique, les nationalistes serbes les accusent de pousser les Serbes du Kosovo à l'exil. Ces derniers ne peuvent pas trouver une place dans cette Province fortement touchée par le chômage et très peu développée. L'oppression est surtout psychologique, les Albanais tentent de s'emparer du berceau national des Serbes en le revendiquant comme étant un morceau de leur histoire. Ils reproduisent la stratégie d'invasion de leurs ancêtres ottomans.

Il est vrai que d'un point de vue historique, il est difficile de nier que la Bataille de Kosovo Poljé puisse avoir un rôle fondamental pour les Ottomans : comme les Serbes, le sang de leur guerriers imprègne cette terre. Selon la logique serbe, cette terre peut-être, aussi, celle des Ottomans et des Albanais.

Ce sentiment d'oppression par ce nationalisme est capital dans le réveil du nationalisme serbe. En effet, il permet une union des Serbes, il est un révélateur de leur appartenance commune et de leur destin commun. Il produit sur eux une réaction émotionnelle très forte : perdre le Kosovo ou en faire le berceau de l'Albanie, serait la négation de la nation serbe. La suppression de l'oppression albanaise sur les Serbes de façon générale et ceux du Kosovo en

[196] *Ibid.,* p.69

particulier est donc une question de survie. La commémoration du 28 juin 1989 est la preuve que S. Milošević n'a pas l'intention d'abandonner le Kosovo aux Albanais et encore moins d'autoriser la mort de la nation serbe. Les Albanais comprennent le danger qui se profile : ils se terrent chez eux ce jour-là, attendant de découvrir la suite des événements. Depuis sa phrase mythique « personne n'a le droit de frapper ce peuple », le nouveau Président serbe a renversé l'oppression psychologique. Désormais ce sont les Albanais qui la subissent, leur nombre ne sera pas suffisant pour arrêter les projets des nationalistes.

La lutte idéologique contre l'opposition titiste

Les dignitaires titistes tant des autres Républiques que de la Fédération sont, eux-aussi, contraints d'assister à la démonstration de puissance des Serbes, en juin 1389. Depuis la publication du Mémorandum de l'Académie des Sciences, la rancœur des nationalistes pour les titistes n'est plus un secret. Les Serbes les accusent de vouloir les faire disparaitre ou au moins de vouloir les mettre en situation de domination. Cette analyse des Serbes est surprenante. Tito ne cherche pas à minimiser leur importance dans la Fédération. Au contraire, dès le sortir de la guerre, il leur octroie le statut de nation constitutive des Yougoslaves. Il reconnait d'emblée, malgré les heurts entre Résistants et les procès d'après guerre, que les Serbes sont une des nations fondatrices de la RFSY. Seule leur ait refusé la direction unilatérale de la Fédération au profit d'une gouvernance collégiale sous l'autorité de Tito.

Toutefois, dans l'imaginaire serbe, l'oppression est bien réelle, et les titistes les reconduisent dans une situation de domination telle que celle des cinq siècles ottomans. La particularité de leur nation n'est pas reconnue ni valorisée comme à l'époque. Il est certain que dans chacun de ses grands ensembles, la notion de nation ne correspond pas à celle des Serbes. Les titistes comme les Ottomans en font une notion secondaire. Si les Serbes veulent se revendiquer comme tels ils le peuvent à condition de demeurer dans le cadre légal de l'Etat. L'oppression est alors assez limitée.

Dans les discours des nationalistes serbes et de S. Milošević les titistes ne sont pas tous les mêmes et tous ne sont pas accusés d'oppression de la même façon. Dans le Mémorandum, ce sont les titistes serbes qui sont les premiers visés, accusés de traîtrise à la nation[197], incapables de défendre les intérêts des Serbes. S. Milošević reprend cette idée dans sa stratégie de prise

[197] « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJIDARA M, SIMAC N, *op.cit.*, p. 260

de pouvoir et dans son discours commémoratif. Dans la pratique, il met bien un terme à l'oppression titiste et à la déloyauté des Serbes en évinçant son ami et mentor I. Stambolić.

Non content de célébrer sa victoire sur des titistes humiliés, S. Milošević met en garde les Serbes sur les risques de manigance de ces derniers pour reprendre l'ascendant. Il dénonce la trahison qui règne au sommet de l'Etat. Comme au Moyen-âge, c'est cette trahison qui perdra les Serbes et les contraindra à vivre de nouveau sous la domination extérieure « La discorde et la trahison du Champ des Merles ont poursuivi le peuple serbe comme une malédiction tout au long de son histoire »[198].

Les Serbes sont séduits pas ce discours de dénonciation des oppressions souvent imaginaires et forgées par des manipulations de la mémoire. Ils croient à la sincérité de S. Milošević. Son ascension politique leur semble irréprochable. Il incarne un renouveau dans la politique yougoslave, usant de discours et de méthodes inédits.

B. La nation politique biélorussienne : une mémoire obligée

Dans sa typologie de la mémoire, P. Ricoeur dégage la « mémoire obligée ». Elle est définie comme « une mémoire instrumentalisée, dans laquelle l'obligation est faite de se souvenir de ceci et pas de cela »[199]. Ici, à la différence de la mémoire manipulée, le pouvoir intervient pour déterminer comment se souvenir d'un événement mais aussi de quels événements il faut se souvenir. Tous les éléments qui ne correspondent pas à sa vision de la nation sont instantanément supprimés.

A. Loukachenka perpétue cette tradition de la mémoire obligée dans les années 1990. Le flou entretenu sur la vérité des massacres tels que ceux de Katyn ou Kuropaty en sont illustration. Nous nous concentrerons sur ce dernier, car c'est celui qui montre le mieux l'échec du BNF face au candidat Loukachenka.

En 1987, sont découvertes des fosses communes à Kuropaty dans la banlieue de Minsk. L'historien Z. Pozniak explique qu'il s'agit de victimes biélorussiennes des grandes purges staliniennes des années 1930. La société est secouée par une telle révélation. Selon la mémoire collective officielle, se sont les corps de victimes des nazis qui ont été jetées là. La confusion entre la mémoire officielle et la vérité historique est à son comble quand l'Etat refuse un enterrement solennel des victimes. Les martyrs du nazisme sont toujours honorés en Biélorussie. La crise économique fait rapidement oublier les questionnements. A.

[198] *Ibid.,* p.26
[199] BEDARIDA F., *op.cit.,* p.735

Loukachenka ne permet pas au BNF de poursuivre ses révélations. Il balaie d'un revers de main tous les rapports scientifiques attestant du contraire.

La négation de la mémoire révélée par Z. Pozniak sur ce massacre stalinien sert de deux façons le nationalisme politique d'A. Loukachenka. D'abord, il corrobore la propagande sur la bienveillance du soviétisme (1°). Ensuite, le jeune Président entretient le zapadno-russisme en maintenant la non remémoration des années 1930 et les purges staliniennes (2°).

1. La bienveillance soviétique

Dans une Biélorussie en pleine crise identitaire durant les années 1990, A. Loukachenka propose un retour à un régime de type communiste. Il rappelle aux Biélorussiens qu'avant le début de la transition démocratique, ils vivaient bien. Le passage à la démocratie de type occidental à causer plus de maux que de bien à cette nation.

A. Loukachenka, comme les autorités soviétiques avant lui, ne réfute pas la réalité du massacre de Kuropaty. Il ne peut pas nier que les corps enfouis dans les fosses communes sont bien réels. Il réfute leur identité et celle de leurs bourreaux.

Au-delà de l'intérêt politique du candidat Loukachenka à faire de Kuropaty un massacre nazi, il y trouve aussi un intérêt personnel. La découverte de ces fosses communes s'inscrit dans un contexte particulier de défense de la culture biélorussienne. Depuis 1986, des intellectuels biélorussiens se sont engagés dans une démarche auprès de M. Gorbatchev pour demander à l'URSS de protéger la langue et la culture de leur nation. Une lettre en ce sens lui est adressée en juin 1987. Tous ces événements font prendre conscience à une partie de la population que le modèle soviétique n'est peut-être plus adapté. Un mouvement d'opposition se forme et donne naissance au principal adversaire d'A. Loukachenka : le BNF.

Mais l'échec présidentiel de Z. Pozniak met un terme à ce mouvement de. A Loukachenka peut continuer à entretenir l'idée du danger de l'ethnonationalisme en l'associant au nazisme. Ainsi, la boucle et bouclée, les dépouilles sont celles de victimes du nazisme ou du nationalisme culturel, dont les descendants idéologiques est le BNF. A. Loukachenka non seulement fait du BNF un parti de menteurs invétérés mais en plus lui octroie une étiquette de « méchants ».

Il insiste sur le fait que les membres du BNF comme tous les autres opposants *ethnonationalistes* souhaitent modifier voire travestir l'identité de la Biélorussie en phagocytant la mémoire de la nation et en faisant de l'URSS la pire expérience qu'elle ait connue. En 2006, il déclare « On nous force à oublier toutes les grandes réalisations liées aux

noms de Lénine et de Staline alors que ce sont des symboles de notre peuple »[200]. Le « on » n'est pas difficilement identifiable, il s'agit du BNF et des Occidentaux. Par cette simple phrase, A. Loukachenka prouve qu'il n'a pas connu de phase de déstalinisation depuis 1954. Il maintient non pas la grandeur de l'URSS mais la grandeur de ses deux fondateurs en en faisant les personnages clef de la Biélorussie. Il dénonce ainsi l'obligation d'universalité de conscience imposée par l'Occident. Pour appartenir à la communauté internationale, les Biélorussiens n'auraient pas d'autres choix que d'abandonner leur identité parce qu'elle ne convient pas aux hégémons.

La critique de la mémoire est un thème souvent abordé par A. Loukachenka. En 1995, il accorde une interview au journal allemand Handelsblatt durant laquelle il exprime son point de vue sur l'appréciation du gouvernement d'A. Hitler[201]. « Et en Allemagne, il n'y a pas que de mauvaises choses qui sont associées au nom d'Adolf Hitler […] Par sa politique étrangère, il a anéanti tout ce qu'il avait fait de bien en Allemagne […] Je souligne qu'on en peut pas avoir une vision toute blanche ou toute noire d'un individu ou d'un processus. Il y a des moments positifs chez Hitler… »[202].

Ainsi, il semble qu'A. Loukachenka prône une mémoire la plus objective possible. Il souhaite que les faits soient remémorés avec la plus grande neutralité axiologique. Toutefois, il n'explique pas pourquoi cette volonté ne s'applique pas à lui. En effet, en refusant de reconnaitre que l'URSS a commis un crime à Kuropaty, il ne respecte pas son discours et ses volontés quasiment scientifiques. Ces dernières ne sont applicables qu'à son opposition sans quoi elle trahit l'identité biélorussienne.

2. La sanctuarisation d'une ellipse historique

Si la mémoire de type communiste fonctionne aussi bien même en période de démocratisation voire de doutes sur la vérité historique, c'est grâce au travail de propagande de l'URSS.

En effet, depuis la Révolution d'Octobre, les autorités soviétiques se sont grandement employées à faire du zapadno-russisme une idée évidente en Biélorussie. Par ce travail, elles sont parvenues mêler de façon indissociable, cette idée avec le communisme.

[200] KARBALEVITC V., *op.cit.,* p. 184

[201] Cette interview ne sera pas publiée en Allemagne car la loi interdit la diffusion d'une image positive d'A. Hitler. Toutefois, son enregistrement audio est diffusé en Biélorussie. Un scandale éclate en Biélorussie contraignant A. Loukachenka à se justifier. Il explique alors ne pas admirer A. Hitler mais son modèle de gestion étatique.

[202] KARBALEVITC V., *op.cit.,* p.187

L'appréhension soviétique de l'Histoire est un exemple des régimes d'historicité dégagés par F. Hartog Au-delà de la recherche de la vérité historique, la question centrale est le rapport au temps c'est-à-dire dans ce cas, la façon dont l'URSS s'inscrit dans la chronologie.

A. Lapatniova conclut son étude de la mémoire par un constat difficilement contestable : « Aujourd'hui, force est de constater que les représentations populaires sur l'histoire tournent autour des mêmes points centraux que celles de l'époque soviétique : la Révolution bolchévique et la Grande Guerre Patriotique. L'indépendance n'est pas devenue un nouveau mythe fondateur et comme à l'époque soviétique, l'évènement marquant de la période actuelle est le *règne* du nouveau chef du pays »[203].

Le fondement soviétique de la mémoire collective

Ainsi comme l'explique A. Lapatniova[204], l'Histoire en Biélorussie, la mémoire collective, débute avec la Révolution d'Octobre. Avant 1917, il semble qu'il n'existait rien, c'était une époque hors du temps, où les Biélorussiens étaient seulement des paysans. Avec la Révolution, la vie des paysans pauvres change radicalement grâce à l'octroie de terres prises aux *koulaks*. Les paysans entrent donc dans l'Histoire car pour la première fois un pouvoir politique s'intéresse à eux « La perception de la naissance d'une nouvelle vie personnelle a pu renforcer l'idée officielle de la naissance de toute la société avec la révolution »[205].

Ensuite, plus rien ne se passe jusqu'à la Grande Guerre patriotique. Les années 1930, pourtant riches en événements avec le début de pouvoir de Staline, sont passées sous silence. Si les récits de guerre sont très nombreux, il n'y a aucune trace des années de répressions et de famines. De même les camps de travaux forcés de cette époque n'apparaissent pas dans la mémoire collective. Pire, selon A. Lapatniova, cette période semble avoir disparu des mémoires individuelles. Les enfants de ceux qui ont connu cette époque doivent faire l'effort, souvent contre l'autorité de leurs parents, pour apprendre cette période. Les générations d'après ne doivent surtout pas savoir quels crimes ont été commis par l'URSS, au risque de voir s'effondrer tout le régime et perdre un protecteur précieux. Pire encore, c'est également prendre le risque de perdre une part de leur identité.

[203] KARBALEVITC V., *op.cit.*, p.108-109
[204] LAPATNIOVA A., *Biélorussie : Les mises en scène du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.104-109
[205] *Ibid.* p.105

Une application de la mémoire soviétique

Une telle logique mémorielle correspond bien aux sentiments envers les révélations du massacre du Kuropaty. Si les Biélorussiens s'interrogent sur les propos de Z. Pozniak, ils finissent, en élisant A. Loukachenka, par les considérer comme des calomnies. Malgré les révélations scientifiques, l'accès aux médias étrangers et la *glasnost*, les Biélorussiens ne sont pas encore prêts à accepter de regarder leur histoire et admettre la vérité sur les années 1930. Si non, les Biélorussiens seraient aussi responsables de tout ceci.

Il est alors nécessaire de faire des entorses à la mémoire pour la rendre conforme aux besoins politiques. Les Biélorussiens ont eu le choix de décider au milieu des années 1990 quelle mémoire ils souhaitaient désormais. En choisissant A. Loukachenka, ils acceptent sciemment de reproduire celle de l'URSS et donc de se maintenir dans un état de méconnaissance ou en tous cas d'occultation de pans entiers de leur histoire. Ils expriment clairement leur volonté de ne pas sortir de la Caverne de Platon. Il faut dire que les Biélorussiens n'ont que peu été touchés par la phase de déstalinisation opérée par N. Khrouchtchev.

De même les quarante années de Guerre Froide ne sont que peu évoquées dans la mémoire collective. C'est un fait admis par tous, la Biélorussie était une République socialiste qui vivait bien. Cette période apparaît davantage dans les mémoires individuelles ou familiales. Il n'y a rien à en dire de particulier. L'histoire de la Biélorussie est intégrée à celle du reste de l'URSS. Ce n'est donc pas une mémoire collective nationale mais une mémoire collective supranationale.

D'après les recherches d'A. Lapatniova, la période suivante dans la mémoire collective est l'élection d'A. Loukachenka. Son investiture semble avoir fait oublier la période 1988-1991 durant laquelle les Biélorussiens se sont mobilisés pour une certaine forme d'indépendance.

Que la mémoire soit manipulée en Serbie ou obligée en Biélorussie, elle a la même finalité : servir le pouvoir du nouveau leader politique. La mémoire est un instrument sa disposition pour séduire les masses et créer une continuité historique entre le mythe fondateur, les grands événements du passé et son projet politique. En dictant ce qui doit être remémoré ou pas, le leader politique s'inscrit dans le roman national et donc légitime sont pouvoir. Les masses voient ainsi en lui le continuateur naturel de cette histoire orientée.

Il est certain que S. Milošević et A. Loukachenka ne sont pas les seuls à jouer avec la mémoire. Tout comme avec l'oubli, tous les leaders politiques, qu'ils soient démocrates ou non manipulent la mémoire. Elle agit directement sur les émotions de la communauté nationale car elle participe à la fabrication son identité. L'historien, en tant que scientifique,

demeure un contre pouvoir au politique, la Serbie et la Biélorussie montrent la difficulté de la tâche. Dans le premier cas, les historiens sont des acteurs de la propagande nationaliste. Dans l'autre, être un contre-pouvoir conduit à l'humiliation et à terme au mieux à l'exil.
Cependant, la mémoire est un instrument volatile. Elle crée un sentiment d'appartenance mais elle n'est pas tangible, palpable. Il faut autre chose pour réifier la nation. C'est ici qu'interviennent les *Lieux de mémoire*.

II. Les Lieux de mémoire conformes au nationalisme

Le concept de Lieux de mémoire a été forgé par l'Académicien français P. Nora dans ses ouvrages éponymes parus entre 1984 et 1992.
Dès l'introduction, il rappelle pourquoi il s'est lancé dans une telle entreprise : il constate que « l'avènement d'un sentiment historique du présent, le passage douloureux d'un modèle de nation à un autre, la métamorphose d'une histoire vécue désormais comme mémoire. Or la portée et les implications de ce constat dépassent de beaucoup l'entreprise collective qui en a été la première expression. Elles méritent d'être dégagées pour elles-mêmes »[206]. Il est vrai qu'à cette époque, l'Europe au sens large est traversée par une crise identitaire depuis la fin de la Guerre Froide. La quête de Lieux de mémoire nationaux se fait en parallèle de celle d'une identité nationale.
P. Nora pose une première définition des Lieux de mémoire qui ne lui convient pas. Il reconnait lui-même qu'elle est trop large et trop extensive : « toute unité significative, d'ordre matériel ou non matériel, dont la volonté des hommes ou le travail du temps avait fait un élément symbolique du patrimoine de la communauté nationale et, à la limite, de n'importe quelle communauté »[207]. Il explique alors qu'il est préférable de travailler par liste, il donne des exemples non exhaustifs, de ce que peuvent être des Lieux de mémoire : « ce peut être de simples mémoriaux, les monuments aux morts, le Panthéon ou le nom des rues, des monuments ou des sites, Versailles ou Lascaux. Ce peut être des cérémonies commémoratives, le sacre de Reims ou le 14 Juillet ; des emblèmes, comme le coq gaulois ou le drapeau tricolore ; ou des devises à commencer par la principale « Liberté, Egalité, Fraternité ». Ce peut être des hommes intensément incarnateurs, comme des Descartes, ou des livre clefs, comme *A la recherche du temps perdu*. Ce peut être des notions plus élaborées comme « la droite et la Gauche » ou la « Génération » dans ce qu'elle a de spécifiquement

[206] NORA P., *op.cit.*, p.8
[207] *Ibid.*, p.159

français »[208]. Ainsi, il apparait que ces Lieux de mémoire correspondent aux Saintes icônes d'E. Hobsbawm[209]. Ce sont des lieux matériels ou non qui permettent de rassembler les membres de la communauté, et donnent un sentiment d'appartenance commune.

Ces Lieux de mémoire font écho à la « mémoire historique » c'est-à-dire une mémoire qui traduit une idée de longévité de la nation, lui octroie des racines qui remontent loin dans le temps. Cette image de la nation éternelle, aux racines immémoriales, légitime les revendications d'indépendance. Les Lieux de mémoire participent donc à la formation de la communauté imaginaire en ce qu'ils réifient cette nation. Ils sont la preuve qu'elle existe.

Les Lieux de mémoire sont indispensables à tous les leaders politiques car s'ils sont des symboles de la nation, ils sont des symboles *mous* facilement manipulables. En effet, ils appellent aussi bien à la Raison qu'à l'affect.

Ils sont nécessaires pour consolider la solidarité nationale autour de leur leader politique qui en est le gardien et à unir contre un ennemi qui tente de les détruire.

En cette époque de flou tant politique qu'identitaire, l'appel à la mémoire est un instrument politique incontournable. Tous les aspirants au pouvoir de la région usent de cet argument. Il s'agit pour eux de reconstruire une identité nationale et politique détachée du régime précédent et surtout s'opposant à celui-ci. La nouvelle mémoire nationale a pour objectif de dénoncer le passé communiste et rétablir une identité nationale et démocratique. Si la mémoire est représentée par une ligne temporelle droite, la période communiste est une déviation de l'Histoire. La suite logique du passé avant 1945 aurait dû être la démocratie.

En Serbie et en Biélorussie, l'appréhension de la mémoire n'est pas la même. Elle conduit à une suite particulière de la transition démocratique. Pour reprendre le vocabulaire de G. O'Donnel et P. Schmitter[210], en Serbie, la mémoire participe à la création d'un « régime révolutionnaire », en Biélorussie au « rétablissement du régime antérieur ».

En Serbie, le mémorial de Gazimestan est l'incarnation de la *kulturnation* serbe. Erigé au Kosovo non loin du champ de bataille de l389, il est également la preuve de la mémoire manipulée serbe (A). En Biélorussien la Ligne Staline à Minsk est l'un des symboles de la nation politique. Elle rappelle aussi bien le zapadno-russisme que le communisme. Elle est l'une des illustrations de la mémoire obligée (B).

[208] *Ibid.*, p. 161
[209] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p. 137-139
[210] O'DONNEL G., SCHMITTER P., *Transitions from authoritarian rule, tantative conclusions about uncertain democraties*, John Hopkins University Press, 1986

A. Le mémorial de Kosovo Poljé : un symbole de la *kulturnation* serbe

Le mythique champ de Bataille de Kosovo Poljé est bien évidemment l'un des Lieux de mémoire de la Serbie, si ce n'est le principal. Cet endroit est l'incarnation de la nation serbe, de sa culture et de ses valeurs. Il permet de faire le lien entre toutes les générations de Serbes, entre le passé, le présent et le futur. La défense de ce Lieu de mémoire unit les Serbes en ce tournant des années 1980-1990. La preuve en est le succès de la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille. Certes, les pouvoirs politiques serbes ont affrété des bus et des trains spéciaux facilitant le voyage des Serbes, certes, les médias nationalistes ont fait une publicité tapageuse à propos de cette célébration et de tout ce qu'elle représente, mais les Serbes viennent de leur propre volonté. Autant de personnes ne peuvent pas se déplacer, parfois de l'autre bout de la terre, si elles ne croient pas un minimum au discours qu'elles entendent. L'idée d'éternité du peuple serbe est donc bien présente dans la défense du Kosovo.

Un monument, érigé près de Priština correspond encore davantage à cette définition des Lieux de mémoire. Il s'agit du monument de Gazimestan construit en 1953 avec l'autorisation de Tito. Sur cette tour d'inspiration moyenâgeuse est inscrite la Malédiction du Kosovo prononcée par Lazar :

« Quiconque est Serbe et de naissance serbe,
Et de sang et de culture serbes
Sans venir à la bataille du Kosovo,
Puisse-t-il ne jamais obtenir la descendance que son cœur désire ! Ni fils, ni fille.
Puisse rien ne pousser de ce que sème sa main ! Ni vin sombre ni blé blanc,
Et puisse-t-il être maudit de siècle en siècle ! ».

Tous les éléments de la *kulturnation* serbe sont présents sur ce monument (1°) mais il est également la preuve de la manipulation nationaliste. En effet, son incarnation exclusive de la nation serbe est critiquable (2°).

1. Le symbole de tous les éléments de la *kulturnation* serbe

Tous les éléments protonationaux serbes sont concentrés dans ce moment gigantesque.

D'abord, c'est un rappel à l'Empire médiéval tant par l'architecture que par l'hommage à la Bataille. Il matérialise le berceau tant géographique que temporel de la nation serbe. Nous

avons ici la manifestation d'un Lieu de mémoire tels que P. Nora les cite dans sa liste : « les simples mémoriaux »[211].

Ensuite, l'inscription est un Lieu de mémoire immatériel riche d'enseignements. Dans un premier temps, elle détermine le type de nation qu'est la Serbie : il s'agit d'une *kulturnation*. C'est d'ailleurs une *kulturnation* poussée à son paroxysme puisque Lazar insiste sur les liens du sang entre les membres de la communauté. Cette formulation conduit à s'interroger sur l'authenticité de cette malédiction ? Lazar en est-il vraiment l'auteur ? L'appel à la communauté de sang n'apparaît réellement qu'avec un auteur tel que J.G. Herder.

Cette malédiction est également un appel à la résistance contre l'oppresseur. La résistance est un des piliers de la nation serbe. Les Serbes se représentent comme une communauté qui a toujours su préserver sa culture nationale et qui a toujours été en première ligne des rebellions contre un oppresseur qu'il soit militaire ou idéologique. Selon la tradition serbe, elle a lutté durant cinq siècles contre les Ottomans pour ne pas être assimilée à cet Empire, affirmation à nuancer.

De plus cette sentence lancée par Lazar n'est pas sans faire écho aux révoltes de libération nationale que les Serbes entreprennent sous l'égide d'abord de Karađorđević puis de M. Obilić. La Serbie se perçoit comme le fer de lance des Balkans pour la libération contre tout oppresseur. C'est de ce sentiment de liberté et de révolte que nait son leadership naturel sur ses voisins. Elle se présente comme étant la première à avoir eu le courage de se sortir de l'emprise de l'Empire ottoman. Elle omet seulement de mentionner la révolte grecque, des années 1820, et que cet Empire est à l'agonie, meurtri par des guerres intestines. La Serbie ne se rebelle pas contre un Empire flamboyant, bien au contraire. Certes la lutte est sanglante et violente, les Janissaires refusent de voir les terres européennes leur échapper. Enfin, la lutte contre l'oppression se perpétue au milieu du 20ème siècle quand, les Serbes entrent en résistance malgré la signature de l'Armistice en 1941 par le régent. La Serbie se veut toujours du côté du bien, et sous l'appellation de Kosovo, il ne faut donc pas comprendre seulement la lutte pour la défense de cette Province, mais l'engagement constant de la Serbie pour la liberté. Cette liberté est certes sa liberté propre mais aussi celle de tous les peuples oppressés. La preuve de ce statut particulier de la Serbie est qu'au 20ème siècle, elle est lors des deux Guerres mondiales dans le camp des vainqueurs, ce qui la distingue de son ennemie héréditaire : la Croatie.

[211] NORA P., *op.cit.*, p.161

La Serbie est de toutes les bonnes luttes, elle partage cette spécificité avec les nations chrétiennes occidentales. Le monument de Gazimestan est le rappel de l'abnégation serbe pour un idéal dépassant la simple vie des membres de sa communauté. C'est en cela que l'image du Kosovo dépasse la seule Bataille de 1389. Lorsque Lazar maudit celui qui ne vient pas à la Bataille, il condamne celui qui n'est pas capable de mettre en jeu sa vie pour honorer les valeurs de la Serbie. Ce n'est pas seulement cette plaine caillouteuse qu'il faut défendre mais tout ce qui constitue la Serbie, que ce soit son patrimoine matériel ou immatériel.

Ainsi, lorsque S. Milošević s'exprime depuis le Kosovo et appelle à la lutte, il ne cible pas uniquement le Kosovo mais tous les territoires qui appartiennent à l'ancien Empire médiévale. Il enjoint les Serbes à reprendre les armes pour retrouver la grandeur d'antan car ces valeurs sont des valeurs positives et donc légitimes. Le nouveau combat n'est pas contre un autre peuple mais contre une idéologie : le titisme. Ce dernier n'est pas compatible avec la *kulturnation* serbe car il tente par divers moyens de la faire disparaître. Alors en ce 28 juin 1989, S. Milošević juché sur la scène monumentale montée à quelques kilomètres du monument de Gazimestan lance une nouvelle malédiction : les Serbes doivent le suivre dans sa révolte contre le titisme. Celui qui ne s'engage pas dans ce nouveau mouvement sera responsable de la mort de la nation serbe.

Cependant, si le monument de Gazimestan est un Lieu de mémoire de la *kulturnation* serbe, il n'en demeure pas moins sujet de critiques. Son appréciation par les Serbes ne représente qu'une part de ce qu'il symbolise en réalité. Les Serbes occultent certains faits liés à ce monument qui remettent en question l'emprise serbe sur le Kosovo et leur leadership naturel.

2. Le symbole d'une terre pourtant cosmopolite

Si le monument de Gazimestan est le symbole de la *kulturnation* serbe c'est parce que les Serbes en ont fait leur Lieu de mémoire exclusif. Erigé au Kosovo en hommage à la Bataille de Kosovo Poljé, il paraît au premier abord soutenir cette vision. Mais, il est possible de douter de la *serbité* du monument en s'interrogeant sur l'authenticité de la Malédiction. Lazar l'a-t-il réellement prononcée ? La plus ancienne mention de cette Malédiction remonte à la publication d'un recueil de textes et chants traditionnels par V.S. Karadžić en 1845. La littérature serbe est orale jusqu'au travail de collecte de V.Z. Karadžić. Comme pour le parallèle avec la Cène, il est fort probable que la Malédiction soit anachronique et participe à la mythification de la Bataille et de Lazar. Sa première mention correspond à l'époque à laquelle la Serbie commence à revendiquer son indépendance. La publication des ouvrages de V.S. Karadžić a lieu après les deux Révoltes du 19ème siècle. Bien qu'ils ne paraissent pas en

Serbie en raison de la brouille entre l'écrivain et le Kniaz, ils sont un éloge à la nation serbe et à son éternité.

En 1989, tout comme lors de l'entre-deux-guerres, c'est le nationalisme qui détruit cette union. Les Serbes aspirent à un destin personnel et mettent un terme à la Yougoslavie. La mémoire du Kosovo et de Gazimestan sont nationalisées et deviennent des objets au service du mouvement nationaliste. La *kulturnation* l'emporte sur la nation politique.

Le *multiethnicisme* dans le nom

Partant de cette réflexion, une autre appréhension de Gazimestan est possible. Il peut-être perçu comme le symbole du mélange des cultures et des nations. Il peut être le symbole de la Yougoslavie de l'Evêque J. Strossmayer pour qui « les différences linguistiques ou religieuses séparant les peuples slaves du Sud (Serbes, Croates et Slovènes) sont si minimes qu'elles ne doivent pas empêcher une vie commune »[212].

Déjà, le terme même de Gazimestan lui-même porte la diversité de la région. Il est fondé sur l'alliance de deux mots. *Gazi* est un terme ottoman signifiant *le héros, mecto* est serbe et se traduit par l*'endroit*. De ce fait, Gazimestan se traduit comme « le lieu du héros ». Mais quel héros ? Le statut de lieu mythique du champ de Bataille est étymologiquement incontestable, reste à déterminer qui est le héros et de quel peuple. En effet, en choisissant des termes à la fois ottoman et serbe, les concepteurs du monument laissent à penser qu'il s'agit d'un Lieu de mémoire partagé par les deux peuples. Les Serbes honorent Lazar mais les « descendants » des Ottomans, les Albanais, peuvent y honorer Mehmet II. Deux trajectoires sont envisageables dans cette situation : ce Lieu de mémoire peut être un lieu de lutte ou de réconciliation. Si sous l'Empire ottoman c'est la deuxième option qui prévaut[213], avec S. Milošević, c'est la première qui prend le pas. L'origine du terme est oublié et la mémoire des Ottomans niée. Les Albanais ne peuvent plus revendiquer le Kosovo comme l'un de leurs Lieux de mémoire. La mixité culturelle est enterrée et la *serbité* des lieux brandie comme un étendard du nationalisme serbe. Ainsi, à ceux qui se posent la question : un Lieu de mémoire peut-il être partagé par plusieurs communautés, la Serbie répond non. Si plusieurs communautés le revendiquent, c'est la loi du plus fort qui règle le problème, c'est la gestion des minorités nationales qui déterminent à qui appartient ce Lieu et quelle mémoire et quelle histoire y sont commémorées. Le nationalisme serbe exacerbé dès la fin des années 1980

[212] HARTMANN F., *op.cit.*, p. 14

[213] Voir DERENS J-A., GESLIN L., *Comprendre les Balkans*, Paris, Non Lieu, 2010, p.72

empêche Gazimestan d'être un lieu de réconciliation entre les peuples et de reconnaissance d'une histoire commune et sur certains points très semblables.

L'incarnation du yougoslavisme

Enfin, l'histoire de la construction de Gazimestan est la preuve que la RFSY n'est pas contre la Serbie. Tito autorise son érection en 1953. Il est pleinement conscient de la signification de ce monument dans l'imaginaire serbe et des conséquences sur celui des Albanais du Kosovo. Bâtir un tel monument gravé de cette Malédiction est la reconnaissance, d'une part, de la propriété serbe du Kosovo et, d'autre part, que les Albanais ne sont pas un peuple constitutif de la RFSY. Ils n'ont alors aucun droit à revendiquer le statut de République au Kosovo. Face aux évolutions de la société yougoslave à partir des années 1960, le Maréchal doit faire des concessions envers la communauté albanaise afin de rétablir la paix sociale. Les Serbes le vivent comme une injustice, ce qui fait écrire aux Académiciens en 1986 que les Titistes veulent détruire la culture serbe. Néanmoins, jamais Tito n'a demandé à abattre Gazimestan. Il maintient que la culture serbe est une des cultures fondatrices de la RFSY *a contrario* de la culture albanaise.

Cependant, n'est-il pas possible de voir dans l'autorisation à Gazimestan par Tito autre chose que la célébration de la nation serbe ? Ne peut-il pas être une commémoration à la Yougoslavie ? En effet, les études historiques ont montré qu'en 1389, les Serbes ne sont pas les seuls à affronter les Ottomans. L'armée de Lazar est multiethnique, elle est Yougoslave, bien que se présentant avant tout comme Chrétienne. Au travers de ce monument, Tito ne célèbre pas les racines moyenâgeuses de la Serbie, mais l'origine du *volk* yougoslave. Déjà à cette époque, les Slaves du Sud, qui ne portent pas ce nom, ont exprimé leur souhait de vivre ensemble. Ils sont morts ensembles, en frères d'armes, au nom de cet idéal qui dépasse les clivages communautaires. Cette première communauté yougoslave est un échec et les aléas historiques et les conquêtes par des hégémons étrangers font obstacle à la création d'une union yougoslave avant 1919. Sous cet angle Gazimestan est un Lieu de mémoire yougoslave tout comme la Bataille de Kosovo Poljé.

Le mémorial de Gazimestan est le Lieu de mémoire matériel de la *kulturnation* serbe. Il rappelle à la fois la *serbité* du Kosovo, les valeurs fondatrices de la Serbie et enfin le projet Grand-Serbe. Il peut même être qualifié de sanctuaire de la nation serbe.

En Biélorussie, un Lieu de mémoire matérialise également la nation politique. Il s'agit de la Ligne Staline à Minsk. Préservée par A. Loukachenka, elle est le symbole du refus de la transition démocratique dans cette République.

B. La « Ligne Staline » : un symbole de la nation politique biélorussienne

De 1928 à 1939, Staline ordonne la construction d'une ligne de fortification de long de la frontière européenne de l'URSS. Elle s'étend de la mer Baltique jusqu'à la mer Noire. Cette ligne, ressemblant dans l'idée à la ligne Maginot, est tout aussi inefficace que son homologue française. En effet, ce travail titanesque n'a pas empêché l'invasion de l'URSS par les troupes nazies. L'évolution des relations entre Berlin et Moscou en anéantit tout l'intérêt. Après la signature du Pacte de non agression, Staline estime que cette ligne n'est plus d'aucune utilité. Il commande la construction d'une nouvelle ligne de fortification prenant en compte les nouvelles frontières. Mais l'ouvrage n'est pas terminé lorsqu'A. Hitler lance l'opération Barbarossa. Les frontières d'avant 1939 sont rétablies de fait par l'URSS, certaines portions de la ligne Staline sont utilisées par les soldats bien qu'elles ne soient pas déterminantes dans le déroulement de la Grande Guerre patriotique.

La Ligne Staline passe par Minsk. Selon la légende soviétique biélorussienne, grâce à ces fortifications, les Partisans empêchent que la ville ne tombe entre les mains des Nazis trop rapidement. Elle participe à faire de Minsk une ville résistante et donc antifasciste. Toutefois, la réalité est bien moins glorieuse pour la ville qui cède sans quasiment aucune résistance. La Ligne Staline devient un Lieux de la mémoire obligée de la Biélorussie (1°). Tous les ans, les écoliers et étudiants sont amenés dans cet endroit pour commémorer cette mémoire (2°).

1. Un symbole de la mémoire obligée

A quelques kilomètres de Minsk est bâti le « mémorial Staline ». Il a vocation de rappeler tant aux Biélorussiens qu'au reste du monde que cette nation a tenu tête à l'envahisseur nazi et surtout que sa capitale ne s'est pas rendue sans combattre.

Le 26 juin 1941, les soldats nazis sont aux portes de la ville. Jusque là, ils n'ont rencontré que peu ou pas d'obstacles dans leur progression vers Moscou. L'Armée rouge, surprise par l'attaque, et non préparée, abandonne ses positions, ses armes et les habitants. Les Biélorussiens tentent de s'organiser en milices mais ils sont promptement dépassés par les chars et l'aviation ennemis. Les villes et villages sont soumis et les premières politiques antisémites ne tarderont pas.

Une mémoire soviétique

Le 27 juin 1941, Minsk est sous contrôle nazi. Pris d'assaut de tous les côtés, les habitants ne peuvent rien faire. S'en suit la mise en place d'une administration de terreur. La ville devient

le siège du *Reichskommissariat Ostland* ayant autorité sur la Biélorussie et les Pays baltes. Un immense ghetto est crée accueillant jusqu'à 100 000 Juifs dont la moitié sera massacrée.
Il faut attendre le 3 juillet 1944 pour que la ville soit libérée par l'Armée rouge. La Résistance de la ville n'a pas lieu au moment de sa prise par les Nazis en 1941 mais par la suite, lors de l'Occupation. Les conditions de vie et les arrestations des communistes encouragent les Minskois à prendre les armes mais cette guérilla est bien impuissante face aux troupes nazies.
La mémoire est enjolivée sur les capacités réelles des habitants à lutter contre les forces du Reich. La construction en elle-même ne leur a été d'aucun secours.
Pourtant, les autorités soviétiques et encore aujourd'hui A. Loukachenka font de ce lieu un symbole de la Résistance de Minsk. Il faut dire que la Résistance d'une ville est le symbole de la Résistance de l'ensemble de la nation. Faire de Minsk, une capitale qui a résisté, fait de la Biélorussie un Etat qui a fait de même. Si les Nazis ont pris possession du territoire c'est en raison de leur supériorité technologique. La force idéologique des Biélorussiens ne peut pas être remise en cause.
La consécration de cette Ligne comme Lieu de mémoire contraint surtout à un type de mémoire. Elle est la preuve de cette mémoire obligée. En effet, la Ligne Staline est un témoignage que l'URSS a tout fait pour protéger la Biélorussie, comme elle a tout fait pour protéger l'ensemble de la frontière ouest de l'Union. Ceci permet d'une part de maintenir le zapadno-russisme. Elle est la preuve de l'importance de la Biélorussie pour l'URSS. Cette vision de la situation ne prend en compte que la vision biélorussienne. Il est fort probable que la Ligne Staline soit surtout d'une importance stratégique : elle a pour but de maintenir les attaques extérieures le plus loin possible de Moscou. La fuite de l'Armée Rouge, dès le début de l'opération Barbarossa, corrobore cette hypothèse.
Ensuite, la préservation des vestiges de cette ligne est la preuve de cette mémoire obligée soviétique. Elle indique aux Biélorussiens ce dont ils doivent se souvenir et surtout impose un certain roman national. Ainsi, la mémoire oblige à se souvenir que seuls les Soviétiques ont résisté pour Minsk. Elle participe donc directement à la construction du nationalisme politique récupéré par A. Loukachenka.

L'oubli des autres Résistances

Peu d'autres formes de Résistances sont célébrées à Minsk. Pourtant au sein même du ghetto la résistance s'organise rapidement et sera toujours intense. Mais aucun monument aux Morts ni aucun autre édifice commémoratif n'a autant de valeur que la Ligne Staline. Aucune sortie scolaire ou universitaire n'est obligatoire sur ces lieux. Dans le ghetto, des groupes de

résistance interne se forment, ils s'emploient à faire sortir des hommes pour rejoindre les Partisans. L'esprit de résistance est donc très présent et bien que le but soit de rallier les détachements partisans, c'est avant tout une résistance juive. La résistance est d'autant plus forte que ce n'est pas seulement une lutte contre une idéologie mais avant tout une lutte pour la survie d'une communauté. Les Juifs de Minsk ne sont pas dupes de ce qui les attend avec la construction de ce ghetto. Les conditions de vie sont propices au développement des maladies. Le Judenrat ne permet pas ceci et son chef I. Mouchkine ordonne la construction de structures médicales au sein desquelles s'organise une véritable résistance tant contre le nazisme que la mort.

En conséquence, le ghetto est lui aussi un Lieu de mémoire biélorussienne. Il est l'un des symboles de l'engagement des nationaux dans le combat contre le nazisme. Il est aussi un symbole des ravages et des horreurs subis par cette nation durant la Grande Guerre patriotique. Pourtant, ce n'est pas cette mémoire qui prévaut dans la mémoire écrite par l'URSS après la guerre. Les témoins de l'époque ne contredisent pas cette mémoire obligée. Personne ne demande la remémoration de la résistance des Juifs de Minsk, ils sont un maillon de la Résistance patriotique.

2. Vers une réhabilitation de la mémoire de Staline

Lorsqu'il étudie le régime instauré par A. Loukachenka, V. Karbalevitch intitule ses deux premiers paragraphes « l'appel à l'héritage soviétique »[214] et « une passion fatale pour les tyrans »[215]. Ces deux titres sont symptomatiques du contenu de la mémoire en Biélorussie. En effet, le Président se réfère souvent est Staline. Il refuse l'image donné au *Voïd*. Il ne veut pas qu'il soit imposé aux Biélorussiens de faire de Staline un homme mauvais qui a commis autant de crimes. Au contraire, le Petit Père des peuples est perçu comme un homme bon qui a tout mis en œuvre pour le bien être de la Biélorussie. Le considérer comme le tyran dépeint par le monde revient à renier la réalité de la mémoire de la Biélorussie.

Une mémoire biélorussienne non déstalinisée

La préservation de la ligne Staline est la preuve de tout cela. Staline a cherché à protéger la Biélorussie contre les attaques extérieures. Il a rempli son rôle de Grand frère. Il est a rempli sa part du contrat du zapadno-russisme. Si la Biélorussie est envahie en 1941 ce n'est pas parce que Staline abandonne la Biélorussie mais parce qu'A. Hitler n'a pas respecté le Pacte

[214] KARBALEVITCH V., *op.cit.,* p. 184-186
[215] *Ibid.,* p.186-190

germano-soviétique. L'invasion de la Biélorussie est le résultat de la traitrise et non de la désertion de l'Armée rouge.

De plus, c'est cette Armée rouge, aux ordres de Staline, qui mène la Résistance. C'est également elle qui délivre la République. Après la guerre, Staline se comporte encore en protecteur de la Biélorussie. Il fait entièrement reconstruire Minsk, dévastée. Il développe l'industrie et sort la Biélorussie de son archaïsme d'avant guerre.

Ainsi, pourquoi ne pas accepter que Staline soit le bienfaiteur de la Biélorussie ? Il fait parti des grands hommes de la nation. La pression internationale pour faire de Staline un dictateur au même titre qu'A. Hitler, revient alors à faire de la Biélorussie une nation aussi condamnable que l'Allemagne nazie. La Biélorussie, République chérie et préservée par Staline, ne comprend pas pourquoi elle devrait condamner sa mémoire.

Se pose alors la question de l'insertion de la Biélorussie dans l'histoire même de l'URSS. A-t-elle était concernée par la déstalinisation impulsée à partir de 1954. Certes, l'URSS a conscience de l'importance de Staline dans son Histoire et de son rôle dans la lutte contre le fascisme. Toutefois, Moscou est parvenue à faire la part entre cette facette de cet homme et celle du commanditaire des purges des années 1930. Les Biélorussiens ne semblent pas avoir été touchés par ce phénomène de réflexion sur le stalinisme. Si la valorisation de la Ligne Staline peut se comprendre comme un vestige de leur bravoure durant la Guerre, leurs œillères sur les massacres des années 1930 et la famine organisée est à contre courant de la reconstruction de la mémoire de la région.

Les années 1990 : la Guerre froide des mémoires

Ainsi dans les années 1990, lorsque des historiens tels que Z. Pozniak, tentent de révéler la réalité des années Staline, s'entrechoquent deux mémoires. La Guerre froide se joue aussi dans ce domaine. Les communistes et A. Loukachenka refusent cette nouvelle mémoire et veulent préserver celle imposée par l'URSS. Il semble que dans la logique de maintien de liens forts avec la Russie, dénigrer la mémoire de Staline est un trop grand danger. Le zapadno-russisme est plus fort que les révélations scientifiques. Dès 1988, la *kulturnation* perd son combat contre la nation politique communiste. Sans un processus réflexif sur sa mémoire, sans rebâtir une nouvelle mémoire outrepassant la propagande de l'ancien régime, il est impossible de se détacher totalement de ce dernier. Du moment où les Biélorussiens se désintéressent des révélations sur Kuropaty et par extension des années 1930, il est certain que la transition démocratique sera un échec. Si les nouveaux régimes se construisent sur les

ruines des précédents, ils ne peuvent pas partager *ipso facto* sa mémoire. C'est par la critique de la mémoire de l'ancien régime que le nouveau peut avoir une chance de voir le jour.
La Ligne Staline n'a pas la même fonction que la Ligne Maginot. Si cette dernière a pour but de rappeler la mémoire traumatique de la Deuxième Guerre mondiale, la première est un instrument de la mémoire obligée. La mémoire biélorussienne ne peut être que communiste, guidée par le zapadno-russisme.

Les choix des Lieux de mémoire de la Serbie et de la Biélorussie participent à la diffusion d'un nationalisme conforme au projet de leur futur Président.
Ils montrent à quel point la mémoire est une matière manipulable. En Serbie, le mémorial de Gazimestan peut aussi bien servir à la diffusion de la *serbité* que du yougoslavisme. Il est à la fois symbole d'éclatement et d'union. En Biélorussie, la construction de la mémoire de type soviétique est originale. La nation ne prend conscience d'elle-même qu'à partir de la Révolution d'Octobre. Les ravages de la Grande Guerre patriotique raient de la carte de nombreux monuments anciens ou religieux. Les vestiges soviétiques sont les seuls témoins de l'Histoire. Ils ne servent pas à s'interroger sur celle-ci mais plutôt à l'entretenir. Leur interprétation et valorisation par A. Loukachenka empêchent l'avènement de la transition démocratique.

La suite de cette impression mentale de l'identité nationale passe également par une sorte d'isolement de la nation. Afin de limiter au maximum les risques de contestations dans la mémoire proposée par le nouveau régime, le leader restreint les possibilités de contacts avec les dissidents. Il crée une sorte de forteresse autour de la nation au-delà de laquelle se trouvent ses ennemis. Ceux-ci ne sont pas choisis au hasard. Ce ressentiment est ressuscité du passé.

Section II. L'exploitation du ressentiment pour créer une nation

M. Ferro consacre un ouvrage à la place du ressentiment en Histoire. Il explique que ce sentiment est crucial pour comprendre les relations entre les membres de communautés différentes. C'est également ce ressentiment qui est à l'origine des révoltes et révolutions ayant entrainé les plus grands changements de régimes, il prend alors les exemples révélateurs de la Révolution française ou de la Révolution d'Octobre. Il termine l'*ouverture* de son étude en décelant l'origine du ressentiment et son impact mental sur la nation : « A l'origine du ressentiment chez l'individu comme dans le groupe social on trouve toujours une blessure, une violence subie, un affront, un traumatisme. Celui qui se sent victime ne peut pas agir, par impuissance. Il rumine sa vengeance qu'il ne peut pas mettre à exécution et qui le taraude sans cesse. Jusqu'à finir par exploser. Mais cette attente peut également s'accompagner d'une disqualification des valeurs de l'oppresseur et d'une révélation des siennes propres, de celles de sa communauté qui ne les avaient pas défendues consciemment jusque là, ce qui donne une force nouvelle aux opprimés, sécrétant une révolte, une Révolution ou encore une régénérescence. C'est alors qu'un nouveau rapport se noue dans le contexte de ce qui a secrété ces soulèvements ou ce renouveau »[216].

Ainsi, d'abord, le chercheur doit repérer la blessure qui est à l'origine du ressentiment. En Serbie, elles sont deux : la plus ancienne est celle de la Bataille de Kosovo Poljé, la deuxième, plus récente est la domination titiste. En Biélorussie, la déclaration d'indépendance de 1991 et le début de transition démocratique causent ce traumatisme. Dans les deux cas, les blessures sont vécues comme des atteintes au *volk*. Ensuite, la victime de ce traumatisme murit sa vengeance pendant un certain laps de temps. En Serbie, ce temps est long et découpé en deux périodes : les cinq siècles ottomans et les quarante ans du titisme. En Biélorussie, c'est un temps très court : les trois ans de début de transition démocratique.

Puis, il y a une explosion : ici elle se produit à peu près à la même époque, en tous cas dans le même contexte de la transition politique des années 1980 et 1990. Durant cette période de maturation de la vengeance, la nation conclut à un jugement de valeurs. Cette période est l'occasion pour elle, soit de glorifier ses valeurs, soit de déprécier celles de son dominant. C'est dans ce contexte que naît le nationalisme : la communauté prend conscience d'elle-même en exprimant sa différence envers son hégémon. C'est ici que s'enracine la distinction eux/nous. Lorsque ce rapport de forces n'est plus tenable alors une révolte nationaliste

[216] FERRO M., *Le ressentiment dans l'histoire. Comprendre notre temps*, Paris, Odile Jacob, 2007, p. 14

explose, qui, quand elle arrive à son terme, provoque l'apparition d'un nouveau régime. C'est ce qui se passe en Serbie et en Biélorussie. Au contraire, si elle échoue, c'est le risque d'un durcissement du régime en place avant la révolte, comme c'est le cas en Syrie.

Ainsi, il est certain que dans l'optique de la construction de la communauté imaginaire, la question des sentiments est au cœur des débats. Elle détermine ce qui unit les membres de la nation et par truchement ce qui en exclut les autres. Le fait de partager un ressentiment commun est un élément de reconnaissance entre les membres de la nation. Toutefois, partager un même ressentiment à l'encontre d'un même hégémon n'est pas toujours suffisant pour créer une communauté unique.

Dans la majeure partie des PECO, les nations s'unissent autour du ressentiment envers le communisme pour faire tomber les deux supra-nations. Le ressentiment passe par la volonté d'établir une démocratie. Ces nations s'estiment privées de leur identité par l'imposition du communisme après 1945.

En Serbie et en Biélorussie, l'objectif n'est pas d'établir une démocratie. C'est d'ailleurs en Biélorussie un ressentiment contre cette dernière qui conduit à l'élection d'A. Loukachenka. En Serbie, le discours est plus confus. S. Milošević s'oppose au titisme, mais, il n'est pas ouvertement contre la démocratie, ni favorable au nationalisme. Il se sert seulement du ressentiment des Serbes pour les manipuler et leur apparaître comme le seul choix possible pour les gouverner.

Finalement, si en Biélorussie le ressentiment est bien ciblé : la démocratie de type Occidental, en Serbie, part contre, peu importe la nature du ressentiment tant qu'il sert les intérêts de S. Milošević.

La manipulation du ressentiment pour créer une nation imaginaire nécessite deux instruments. Le premier l'exploitation d'une forme de violence héritée de l'Histoire pour diffuser le nationalisme (I). Le deuxième se rapporte aux valeurs qui servent de maître étalon pour jauger celles de l'oppresseur et ainsi entamer une révolte nationaliste (II).

I. La manipulation d'un traumatisme national : *la brutalisation* de la société

En 1990, l'historien G.L. Mosse publie *De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*[217]. Il étudie comment les régimes de l'entre-deux-guerres exploitent le traumatisme de la Première Guerre mondiale pour imposer des régimes autoritaires et fascistes. Cette étude est particulièrement axée sur les cas des Etats de l'Europe de l'est. Il explique que cette guerre a introduit un état d'esprit qui autorise la poursuite des attitudes violentes et agressives dans la vie politique, y compris en temps de paix. Il nomme ce phénomène la « brutalisation de la société ». Elle se décompose en deux volets : « la banalisation de la violence » (A) et « la brutalisation elle-même » (B).

Cette étude peut être transposée à la Serbie et à la Biélorussie après la chute du communisme. En effet, dans ces deux nations, les deux volets de la brutalisation de la société sont détectables et ils sont des soutiens aux futurs Présidents pour suspendre la transition démocratique et imposer un nationalisme autoritaire. Ils usent chacun d'un type de violence propre à son type de nationalisme, en s'appuyant sur les traumatismes d'une guerre passée. Cette pratique est extraordinaire dans les PECO des années 1990 qui au contraire, aspirent au retour à la paix, en dénonçant la violence systématique du régime précédent.

Dans les nouveaux Etats de la région, les leaders politiques encouragent à l'union nationale pour permettre un basculement de régime dans le calme et la sérénité. Au contraire, S. Milošević et A. Loukachenka attisent les ressentiments entre les membres de la communauté pour créer une nation exclusive et uniforme.

En Serbie, la brutalisation de la société passe avant tout par la violence physique. Par ses discours nationalistes, S. Milošević encourage à ce type de violence à l'encontre de tous ceux qui s'opposent au projet Grand-Serbe. Ils visent d'abord les Titistes et les Albanais, puis l'ensemble des populations qualifiées de non-Serbes. S. Milošević s'appuie sur le traumatisme de deux guerres pour unir les Serbes par la violence : d'une part celle de Kosovo Poljé contre les Albanais, d'autre part la Deuxième Guerre mondiale contre les Titistes.

En Biélorussie, la violence est de type moral, bien que la violence physique ne soit jamais loin. Elle est largement utilisée dès la prise de pouvoir d'A. Loukachenka pour intimider, voire éliminer les opposants. Il s'agit d'une violence normale à l'encontre de tous les opposants à un régime communiste. Par sa politique de dénonciation, A. Loukachenka fait de

[217] MOSSE G.-L., *De la Grande Guerre au totalitarisme : La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 2009

la démocratie un régime violent par les malheurs qu'elle apporte aux Biélorussiens. Ainsi, associée aux tenants de la *kulturnation* et au souvenir de la Grande Guerre patriotique, les nationalistes ethniques sont présentés comme des ennemis de la Biélorussie comme autrefois l'ont été les Nazis.

A. Une banalisation de la violence

Cette idée de banalisation de la violence fait directement écho à celle de la banalisation du mal dégagée par H. Arendt dans le procès Eichmann[218]. G.-L. Mosse explique que la violence issue de la guerre ou du régime précédent est devenue normale. Les rapports au sein de la communauté sont empreints d'une violence vulgarisée, intériorisée voire parfois sacralisée. Dans l'entre-deux-guerres, elle permet l'avènement du fascisme notamment en Italie et en Allemagne. C'est également, la violence de la Révolution de 1917 qui participe à l'acceptation, par exemple, des Grandes Purges staliniennes. La violence et les rapports violents, l'instauration d'une sorte de loi du plus fort sont intégrés par la société. Elle choque de moins en moins pour devenir des modes de communication et de vie normaux.

Cette violence n'est pas de même nature en Serbie et en Biélorussie. Dans les Balkans, il s'agit exclusivement d'une violence physique (1°). En Biélorussie, si la violence physique existe aussi, c'est la violence morale qui est davantage utilisée (2°).

1. La violence physique serbe

En 1993, les Editions Fayard publient l'ouvrage *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, de M. Grmek, M. Gjidara et N. Simac, auquel nous nous référons régulièrement dans nos développements. Les auteurs veulent démontrer que les nettoyages ethniques mis en œuvre par le gouvernement de S. Milošević sont des actes innés de la nation serbe. S'appuyant sur des textes historiques, qu'ils commentent, ils tentent de démontrer que la nation serbe est naturellement violente. Si l'entreprise des auteurs est sujette à questions, de même que leur neutralité axiologique, il est indéniable que la violence est un sentiment latent dans la société serbe des années 1990. Il n'est pas certain que la stratégie du nettoyage ethnique ait des racines historiques voire littéraires.

Toutefois, cette violence ambiante, qui règne dans l'ensemble des nations balkaniques des années 1990, est le moteur de leurs rapports. Elle est non seulement un moyen de créer une nation mais aussi de diffuser le nationalisme. La nation prend conscience d'elle-même par le

[218] Voir ARENDT H., Eichmann à Jérusalem, *in* ARENDT H., *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2013, p. 1019-1306

souvenir de la violence qu'elle a subi de la part des Titistes et des Albanais ainsi que par l'appel à la vengeance pour ces années de violence. La violence des Serbes se porte vers deux types d'oppresseurs : des oppresseurs idéologiques et des oppresseurs ethniques. S. Milošević ne les hiérarchise pas, il les attaque tous les deux de front dès son arrivée sur la scène politique. Néanmoins, il parvient rapidement à se débarrasser des premiers, les deuxièmes ne disparaissent pas totalement du territoire serbe.

L'élimination des Titistes : éliminer le rival I. Stambolić

S. Milošević prend logiquement pour cible les Titistes. Pourtant membre du Parti depuis son adolescence, cet opportuniste comprend rapidement que pour séduire les Serbes, il lui faut abandonner son idéologie. Il embrasse le nationalisme pour dénoncer la violence du régime du Maréchal envers la nation serbe. Aidé par la publication du Mémorandum de l'Académie, il prend le pouvoir en dénonçant la politique titiste visant à faire disparaître la nation serbe. Convaincus, les Serbes sont séduits par ce nouveau Lazar et se révoltent contre un gouvernement en lente agonie depuis la mort de Tito. Mais au-delà de la vengeance nationale qui passe par une violence verbale axée sur le mensonge, il s'agit aussi pour S. Milošević d'une vengeance personnelle. Le Titisme a un visage pour lui, celui de son ami et mentor I. Stambolić qu'il va s'employer à supprimer de la vie politique serbe. La carrière professionnelle puis politique de S. Milošević est intiment liée à celle d'I. Stambolić. Dès que ce dernier quitte un poste ou une fonction il coopte le deuxième. S. Milošević devient rapidement l'ombre d'I. Stambolić. Suite à l'onde de choc provoquée par le Mémorandum, S. Milošević assimile I. Stambolić à ces politiques serbes qui n'ont pas été à la hauteur des attentes serbes ces dernières décennies. I. Stambolić n'a pas essayé de supprimer les Provinces autonomes. Son inaction le rend complice des malheurs des Serbes du Kosovo[219] et du risque de la perte du berceau national. I. Stambolić, président de la République de Serbie, est totalement humilié lors de la huitième session de la Ligue des communistes de Serbie en septembre 1987. S. Milošević fait de son mentor le responsable de la perte du Kosovo. Par diverses manœuvres politiques, il s'attache le soutien de la majorité des membres du Parti autour du projet nationaliste. Le titisme est désormais une idéologie qui n'a plus de succès en Serbie. C'est naturellement qu'I. Stambolić, sa figure emblématique, est éjecté du pouvoir au profit de S. Milošević. F. Hartmann qualifie les manigances du nouvel homme fort de la

[219] Le sort des Serbes de Voïvodine apparait beaucoup moins dans les discours de S. Milošević. Cette Province possède un symbolisme sentimental moins fort que le Kosovo.

Serbie de « pure tradition stalinienne »[220]. Mais peu importe, il a réussi son pari, il a éliminé le dernier obstacle qui s'interposait entre lui et le pouvoir suprême. Le titisme est mort en Serbie et le nom de son bourreau est encensé de toutes parts. I. Stambolić préfère quitter la vie politique suite à cette défaite. Le nouveau Président serbe fait alors disparaitre une première fois son rival. Les Serbes ne s'en offusquent pas.

La fin tragique d'I. Stambolić en 2000 est à l'image de l'acceptation de la violence physique de la nation serbe durant les treize années de nationalisme fort. En effet, lorsque la légitimité de S. Milošević commence à être écornée, I. Stambolić sort de sa réserve. Il entame une tournée de la Serbie pour encourager le peuple à ne pas renouveler le mandat du Président. En septembre de la même année, il disparaît en faisant son jogging non loin de chez lui. L'enquête révèlera que dans un dernier baroude d'honneur S. Milošević a éliminé une dernière fois et de façon définitive son mentor et rival. Mais cette fois, les Serbes n'admettent plus la violence, en octobre, ils offrent le pouvoir aux Démocrates. Il est renversé par un groupe non violent. Son acte envers I. Stambolić est la preuve qu'il n'est plus en phase avec son peuple. Les évictions politiques ne doivent plus être couplées d'une élimination physique. Cette nouvelle logique s'applique en 2004 lorsque S. Milošević est retrouvé mort dans sa cellule de Scheveningen et que la thèse de l'assassinat se diffuse. Les Serbes sont choqués qu'une telle chose ait pu arriver. Ils ne veulent plus de ce genre de violence dans le monde politique.

L'élimination des non-Serbes : créer une Grande Serbie

La violence s'abat également et surtout sur les groupes ethniques non-serbes. Les années Milošević associent de façon durable la Serbie à la barbarie des massacres de guerre. La lecture du projet Grand-serbe selon les nationalistes des années 1990 induit le refus de la mixité ethnique, pourtant acceptée ou au moins tolérée sous Tito. La Serbie de S. Milošević doit être *ethnique pure*. Les premières cibles, sont naturellement les Albanais du Kosovo, considérés comme les descendants des Ottomans et les voleurs du berceau national. Ensuite, cette obsession pour un territoire mono-national s'étend à toutes les terres qualifiées de serbes. Si des auteurs tels que S. Moljević propose la solution de l'échange de population[221], les nationalismes optent pour la proposition du Général Draža. Ce dernier dans le point quatre des instructions qu'il donne à son Etat-major prévoit la « purification du territoire de l'Etat de

[220] HATEMANN F., *op.cit.* p. 30
[221] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M, SIMAC N, *op.cit.*, p. 209

toutes les minorités nationales et des éléments *anationaux*»[222]. Cette idée correspond au contexte historique lors de la rédaction de ce texte. Durant la Deuxième Guerre mondiale, les massacres de populations en raison de leur origine ethnique, de leur religion… est une pratique courante. Dans ses discours, S. Milošević n'a de cesse de rappeler les horreurs de cette époque. Il nomme fréquemment les Croates, Oustachis[223], entretenant cette mémoire selon laquelle, les Croates ont tous collaboré. Il sous-entend qu'ils le feraient encore aujourd'hui si l'occasion se présentait. Il est alors du devoir des Serbes, au nom de cette mémoire et de leur statut de Résistants au fascisme, de les combattre. Les Serbes ont suffisamment souffert depuis la chute de l'Empire médiéval pour aspirer, maintenant, à leur propre Etat dans lequel ils pourraient vivre entre eux. Toutefois, la souffrance des Serbes est le résultat de la violence, réelle ou imaginaire dans laquelle ils ont vécu depuis 1389. En remémorant ces deux faits, S. Milošević ressuscite la haine entre les nations et surtout introduit une violence qui ne s'exprimait plus depuis 1945. Il opère une sorte d'ellipse politique, ignorant les quarante années de paix imposées par Tito. La Serbie de S. Milošević semble sortir directement de la Deuxième Guerre mondiale dont la violence de l'époque ne s'est pas encore dissipée. Elle est toujours quotidienne et admise et se focalise désormais contre tous les non Serbes.

2. La violence morale biélorussienne

En Biélorussie, la violence n'est pas physique mais moral. Elle se traduit par l'institutionnalisation d'une politique de diffamation et d'humiliation envers les opposants nationalistes. De plus, par cette méthode, A. Loukachenka conserve son pouvoir, en usant des mêmes instruments de maintien de la peur que Staline.

L'humiliation du BNF

L'opposition nationaliste, et en particulier le BNF, est la première cible politique d'A. Loukachenka. Il pratique à son encontre une politique de diffamation et d'humiliation. En effet, le BNF et son chef Z. Pozniak, sont la menace la plus sérieuse pour le pouvoir du futur Président. Pour être certain d'être élu, il prend alors le parti de salir l'image du BNF et par

[222] MIHAILOVIC D., « Instructions pour le nettoyage », *in* GRMEK M., GJIDARA M, SIMAC N, *op.cit.*, p. 230

[223] Oustachis (insurgés) : mouvement séparatiste croate, antisémite, fasciste et antiyougoslave créé entre 1929 et 1930 dirigé par A. Pavelić. Il prend le pouvoir en 1941 avec le soutien de l'Italie et de l'Allemagne après l'invasion et le démembrement du Royaume de Yougoslavie.

extension l'idée d'une *kulturnation* biélorussien. Il joue sur le souvenir traumatisant de la Grande Guerre patriotique et de la violence des nationalistes collaborant avec les Nazis.

Durant les deux Guerres mondiales, les Allemands et les Nazis se sont efforcés de tenter de créer en Biélorussie, une République centrée sur la nation culturelle. Ils veulent combattre le soviétisme par une autre idée de la nation. Ils renvoient dos à dos nation politique et nation culturelle. Ils essaient de jouer sur l'apparente faiblesse identitaire des Biélorussiens. Champions de la *kulturnation*, les Allemands et les Nazis ne conçoivent pas que des nations puissent se fonder sur des valeurs et non sur sa culture.

Durant la Première Guerre mondiale, les Allemands s'emploient à raviver la culture et l'histoire issue du Grand-duché de Pologne et Lithuanie. Les évènements s'enchaînement à grande vitesse dans cette zone, la Biélorussie est au centre des opérations militaires. Rapidement, en 1917, les Soviétiques reprennent le pouvoir et soutiennent la proclamation de la République démocratique de Biélorussie.

Lorsque les Nazis occupent la Biélorussie, ils reprennent la politique de nationalisation de la région en accordant leur soutien aux indépendantistes. Les nationalistes biélorussiens sont alors intégrés dans les institutions nazies. Ils justifient cette alliance par la promesse d'une Biélorussie indépendante de l'URSS. La population se méfie. Le message des nationalistes indépendantistes est totalement brouillé par leur participation aux crimes de masses.

Si le régime soviétique après 1945 s'efforce de faire oublier les crimes staliniens et à les maquiller en crimes nazis, il entretient la mémoire de ceux commis par les nationalistes. Toute idée d'une Biélorussie ethnoculturelle est associée à une Biélorussie nazie.

La dépréciation des élites intellectuelles

A. Loukachenka récupère cette violence commise par les nationalistes pour stigmatiser le BNF, en en faisant le descendant direct des nationalistes des deux Guerres mondiales.

De plus, A. Loukachenka s'approprie la violence et la dépréciation du régime soviétique envers la classe intellectuelle car le BNF est dirigé non pas par des ouvriers mais par des universitaires. En effet, pour le futur Président, les intellectuels sont au service du pouvoir. Les membres du BNF ne sont alors pas à même de comprendre les besoins du peuple. La preuve, ils sont favorables à une démocratie qui tue les Biélorussiens, au sens figuré, comme leurs ancêtres, proches des Allemands et des Nazis, ont commis des massacres au sens propre. La *kulturnation* et la démocratie sont des idées meurtrières pour les Biélorussiens. L'histoire, selon les Soviétiques et A. Loukachenka, le démontre. En conséquence, en ne possédant pas le « bon » nationalisme, Z. Pozniak se voit presque refuser la nationalité biélorussienne. En

effet, si le nationalisme est la revendication d'être gouverné par un groupe de la population avec qui le peuple partage des points communs qu'il ne reconnaît pas à d'autres, alors le BNF ne peut pas gouverner.

A. Loukachenka hérite de cette tradition de la violence banale. Elle touche tous les dissidents à son pouvoir. En 1999, A. Loukachenka les prévient « Je veux le déclarer publiquement, à l'intention de tous les partis politiques. Dès que vos dirigeants, tous ces Charestski, Grib, Chouchkevitch et tutti quanti, arriveront à un certains niveau [d'opposition], on leur tordra le cou en vingt-quatre heures. J'avertis tout le monde »[224]. Rien de plus clair dans ces propos. Etre dans l'opposition est synonyme d'élimination automatique. Dès le début de son premier mandat, A. Loukachenka crée une unité spéciale, un « escadron de la mort »[225] chargée de s'occuper de l'élimination physique des personnes trop dangereuses. Par la violence banale d'A. Loukachenka, l'opposition est diminuée voire supprimée. Celle qui tente de tenir tête est affiliée aux heures sombres de la République. Le Président représente la seule voie politique positive possible.

Mais cette violence banale n'est pas seulement dirigée envers les opposants politiques, elle touche aussi la population. En 2011, A. Loukachenka ira jusqu'à interdire d'applaudir en public car cet acte est devenu l'expression d'une opposition au pouvoir. La population vit dans la peur constante d'être arrêtée pour avoir fait ce simple geste lors d'une manifestation publique.

En Serbie et en Biélorussie, le recours à la violence n'est pas le même. Le type de violence varie selon le type de nationalisme et les desseins du leader. Les nationalistes serbes usent tant de la violence physique que de la violence morale. Tout dépend de qui est la cible de leur attaque. Au fil des années, la violence physique prend le pas sur la violence morale et légitime les nettoyages ethniques. Le souvenir de la Deuxième Guerre mondiale et des exactions commises à l'encontre des Serbes encouragent ces derniers à y participer. En Biélorussie, la violence est principalement morale et se traduit pas de la diffamation contre les opposants au pouvoir. Humiliés car comparés aux Nazis, les tenants de la démocratisation préfèrent se taire plutôt que de subir le courroux de la population. A. Loukachenka élimine sans effusion de sang ses ennemis.

Ce recours systématique à la violence n'est possible que si la nation a l'habitude de vivre dans ce contexte. Elle accepte la violence que ce soit envers elle ou ses ennemis parce que la violence fait partie de son mode de vie.

[224] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 375
[225] *Ibid.*, p.376

B. La *brutalisation* de la société

Le deuxième volet de la théorie de G.-L. Mosse est la brutalisation elle-même. Il explique que les expériences particulières de la guerre sont un vecteur de développement et de propagation du fascisme et de la mise en valeur du patriotisme ou du culte de la virilité. Le fascisme trouve alors son origine dans la guerre et dans le repli qu'il induit. La même remarque peut être formulée à propos du nationalisme. Tant en Serbie qu'en Biélorussie, le nationalisme s'ancre dans le souvenir d'une guerre très importante dans l'Histoire de la communauté. Les deux Présidents encouragent le patriotisme pour unir les nationaux contre le régime en place. Le culte de la virilité, sacralisé par B. Mussolini, laisse place un culte de la personnalité, bien que ce point soit à nuancer dans le cadre de la Biélorussie.

En Serbie, S. Milošević se réfère principalement à la Bataille de Kosovo Poljé pour appeler au patriotisme (1°). En Biélorussie, c'est la Grande Guerre patriotique qui sert de référence à A. Loukachenka (2°).

1. Un patriotisme inspiré de la Bataille de Kosovo Poljé

En Serbie, le patriotisme est construit autour du traumatisme né de la Bataille de Kosovo Poljé et de l'invasion par l'Empire ottoman. C'est suite à cet épisode que les Serbes s'unissent pour défendre leur culture et leur territoire. L'image de la Grande Serbie médiévale se perpétue à travers les cinq siècles d'occupation. La reconstruction de cet Etat est un objectif qui hante les Serbes. Les intellectuels théorisent pendant tout ce temps sur ce concept de Grande Serbie. Elle est souvent présentée comme une zone culturelle abritant les poches de culture serbe dans la région. Il est très rarement fait mention d'une quelconque guerre d'expansion. Cette idée n'apparaît qu'au 20ème siècle. En effet, même durant les deux Révoltes nationales du 19ème siècle, la Serbie reste dans ses frontières définies par les Ottomans. Certes le *Plan*[226] d'I. Garašanin propose une méthode de conquête des terres réputées serbes au nom de la communauté culturelle mais c'est une exception. Les véritables plans de conquêtes sont tracés dans les années 1940. Ils sont récupérés par les nationalistes des années 1990 qui exploitent leur mention de l'exclusivité des Serbes à vivre sur leurs terres.

[226] GARASININ I., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 75-98

Une violence subie par les Serbie

C'est bien ici que le patriotisme serbe prend tout son sens : séparer les Serbes des autres groupes ethniques qui composent la région.

De plus, un autre traumatisme est sans cesse répété aux Serbes, celui des quarante ans de titisme. Selon les nationalistes, et comme il est écrit dans le Mémorandum, les titistes ont mis en œuvre une politique anti-serbe visant à détruire cette nation et cette culture.

Ainsi, les nationalistes serbes de la fin du 20ème siècle entretiennent le souvenir d'une violence de ces deux oppresseurs historiques : les Ottomans et les titistes. Ils présentent les Serbes comme une nation qui a subi cette violence et non comme un peuple guerrier. A la violence des oppresseurs s'oppose la conviction des Serbes et leur instinct de conservation.

Au long de leur Histoire, les Serbes ont subi surtout une violence culturelle. Ni les Ottomans ni les titistes ne tentent de les exterminer. C'est donc une violence plus insidieuse, moins visible qui s'abat sur eux. C'est pourquoi, S. Milošević fait un rappel constant à la Bataille de Kosovo Poljé. C'est la seule véritable image de violence tangible qui existe dans la mémoire des Serbes. Autrement, il s'agit davantage de sensation de violence, d'un ressentiment de celle-ci. Ils savent qu'elle a existé mais ne peuvent pas vraiment la visualiser. En conséquence, le Président insiste sur les oppresseurs, plus que sur les actes. Il est aisé d'identifier des Albanais et des titistes.

Une violence imposée par les Serbes

Dans le cas de la Serbie de la fin des années 1980 et des années 1990, les nationalistes et leur chef de file S. Milošević donnent sa coloration violente au pressentiment, tant ethnique qu'idéologique, envers les non-Serbes. Le nouveau Président devient rapidement l'incarnation du renouveau de la nation serbe. Il se fait réellement connaître le 24 avril 1987 lorsqu'en fin d'après-midi, il prononce une phrase décisive pour l'avenir de la Serbie et de l'ensemble de la RFSY « personne n'a le droit de frapper ce peuple ». Il devient le défenseur des Serbes contre tous ses agresseurs. Moment monté de toutes pièces par les proches de S. Milošević, des caméras de médias captent cet instant. Largement retransmis, le futur Président devient une icône du nationalisme serbe. Il est le premier homme politique depuis des décennies à s'intéresser au sort des Serbes et particulièrement à celui des Serbes du Kosovo. Dès 1988, D. Cošić énonce que S. Milošević est « le premier politicien serbe depuis 1945 à avoir posé clairement la question nationale serbe »[227]. Il est le seul à avoir entendu la critique faite par les

[227] *Ibid.*, p. 76

Académiciens rédacteurs du Mémorandum envers les hommes politiques qui depuis l'avènement du titisme n'ont pas été à la hauteur de la nation et de la culture serbe.

Dès lors, la violence devient prend des formes diverses et change de camp. Les Serbes ne la subissent plus mais l'imposent à leurs ennemis. Ils sont devenus sur leurs terres les nouveaux dominants et se vengent de leurs anciens oppresseurs. La violence exercée contre les titistes est d'ordre politique. C'est une vengeance non physique. Il s'agit de faire disparaitre de la scène politique ceux qui n'ont pas su défendre la Serbie et préserver sa spécificité, en les faisant passer pour des traîtres à la nation. Les Serbes, habitués à ce genre de violence propre au monde communiste, applaudissent ces stratégies, retransmises à la télévision lors de la 8ème cession. Ici, la violence est également idéologique car tout en combattant les titistes en place, S. Milošević se présente comme le défenseur de l'héritage titiste. Il joue déjà sur l'ambiguïté d'un double discours rendant ses adversaires impuissants. Il exerce alors une violence psychologique sans précédant sur ses adversaires.

Puis, les nationalistes s'attaquent à leurs adversaires historiques : les Albanais, descendants des Ottomans. Il faut leur faire payer les cinq siècles d'occupation. Ici, dès le départ, la violence est physique. S. Milošević avertit dès 1989 que la résurrection des Serbes passera sûrement par la violence. Les Albanais reçoivent le message et se terrent le jour du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Rapidement, des milices paramilitaires se forment et prêtent main forte une JNA *serbisée* pour éliminer les individus indésirables à la communauté en gestation. Cette ambiance violente se dégage dans les paroles de la chanson que les Serbes scandent après le massacre de Vukovar, rapportées par F. Hartmann « Slododan, envoie-nous de la salade, il y aura de la viande, il y aura de la viande, nous égorgerons les Croates »[228]. Si la violence envers les titistes fait appel à la raison, à la stratégie, celles envers les autres nationalités est d'ordre émotionnelle. La première est froide et calculée, la deuxième farouche et désordonnée.

Rapidement, la côte de popularité de S. Milošević croît. Elle explose aux yeux de ses voisins yougoslaves et du reste du monde lors de la célébration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Entre 1987 et 1989, sa photo fleurit un peu partout en Serbie. Elle est affichée aussi bien dans les lieux publics que privés. Sa connivence avec les plus grands médias lui offre une vitrine sans précédent. L'image de S. Milošević envahit la Serbie. Ce phénomène atteint son climax quand en 1989, elle remplace celle de Tito. Les Serbes se sont

[228] *Ibid.,* p.266

trouvés un nouveau héros. La RFSY est désormais entrée dans l'Histoire, la Serbie de S. Milošević est dans le présent.

Un culte de la personnalité naît autour de S. Milošević. En 1989, il est présenté comme le nouveau Lazar, voire comme un homme supérieur au vieux Prince. Il est celui que les Serbes ont toujours attendu pour réaliser leur rêve le plus crucial : la *serbisation* de la Yougoslavie. Il est celui autour duquel, les Serbes s'unissent malgré leurs différences : un nouveau lien se crée entre eux. Lors de cette « troisième vague de démocratisation »[229] des années 1990, S. Milošević est à l'origine d'une nouvelle religion serbe autour de son projet Grand-Serbe teinté d'un nationalisme à la mode. C'est pour toutes ces raisons que les Serbes auront tant de mal à accepter de renverser leur Président. Il a su, grâce à la manipulation du ressentiment, insuffler un espoir nouveau à cette nation.

2. Un patriotisme inspiré par la Grande Guerre patriotique

Le mythe fondateur de la Biélorussie d'A. Loukachenka est la Grande Guerre patriotique. Le Président manipule le traumatisme de l'annexion nazie et de la Collaboration pour limiter la force du BNF et par ricochet de la démocratie.

L'horreur démocratique

A. Loukachenka, lors de la campagne présidentielle de 1994, en appel à la nation politique de la Biélorussie. Cette dernière n'est pas bâtie autour d'une culture ou d'une ethnie, comme le préconise J.G. Herder, mais sur la base d'une idéologie et de valeurs. Cette campagne électorale est un combat pour la définition de la nation et du nationalisme de la Biélorussie. Si le BNF construit son argumentaire sur la nécessité d'abandonner le passé communiste pour un avenir démocratique, A. Loukachenka propose l'exact inverse. Le retour à un modèle de type communiste est essentiel. Autre argument majeur que le futur Président conserve un lien historique existant entre la Démocratie et le nazisme. Pour lui, si le régime nazi a pu voir le jour c'est parce que la Démocratie le lui a permis. Il ira jusqu'à dire, en 2009, « que le régime nazi en Allemagne s'est installé grâce à des procédures démocratiques, la liberté de la parole et des meetings. Mais si la société allemande de l'époque avait eu l'immunité contre un tel développement politique, il n'y aurait pas eu l'occupation de Paris ni les bombardements barbares de Londres. Il n'y aurait pas eu ni Auschwitz, ni Buchenwald, ni Trostenets. Il existe donc des choses plus importantes que le respect formel des principes démocratiques abstraits.

[229] HUNTINGTON S.-P., Democracy's third wave, *Journal of democraty*, vol. 2, n°2, printemps 1991

La vie humaine »[230]. Ainsi dans la logique de prise de pouvoir d'A. Loukachenka, la Démocratie est présentée comme le moyen d'accession au pouvoir du nazisme et de façon plus globale du fascisme. Il compare alors le début de transition démocratique entre 1991 et 1994 à la République de Weimar. Il explique aux Biélorussiens que sans son intervention, la Biélorussie aurait pu accoucher d'un tel régime alors qu'elle a toujours combattu le fascisme. La démocratie Occidentale est donc contraire aux valeurs de la Biélorussie. Durant la brève période de l'amorce de la transition démocratique, cette nation a failli perdre son identité en voulant singer la vague démocratique qui touche la région. Il va même jusqu'à reprocher à la Russie, sa transition démocratique. Il se félicite dès le début des années 2000 du tournant autoritaire impulsé par V. Poutine : dans son imaginaire Moscou s'inspire de Minsk.

Toutefois, il est assez ironique de voir A. Loukachenka opposer la démocratie et la vie humaine. Dans sa déclaration de 2009, il semble se poser en défenseur des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentale, hors celles d'expression. Il se fait le défenseur des droits de deuxième génération, les plaçant au dessus des droits de première génération. Le début de transition démocratique a été d'une telle brutalité pour la Biélorussie, que le Président propose de mettre au second plan les droits civiques, liés à la démocratie, au profit des droits sociaux et économiques. Cette stratégie fonctionne, la dépréciation du régime démocratique par la propagande soviétique est encore suffisamment vivace pour que les Biélorussiens tombant dans la crise économique opèrent un repli nationaliste vers le communisme.

L'échec du culte de la personnalité

A. Loukachenka devient l'incarnation du sauveur de la Biélorussie. Si des qualités d' « animal politique » et d'orateur hors pair sont reconnues au Président, il ne bénéficie pas d'un culte de la personnalité. En effet, il véhicule l'image d'un homme peu intelligent et peu cultivé. Sa façon de s'exprimer, de se tenir, ses rapports avec les autres hommes politiques prêtent souvent, surtout au début de sa carrière, à rire. Il n'est que peu pris au sérieux et ne semble finalement pas être le danger qu'il va se révéler être. A. Lapatniova le qualifie d'ailleurs de *bouffon*.

A. Regamey étudie la représentation d'A. Loukachenka dans les histoires drôles[231]. Selon l'auteur, les histoires drôles dépeignent le Président sous deux traits fondamentaux :

[230] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 192

[231] REGAMEY A., « Alexandre Loukachenka et les Biélorussiens au miroir des histoires drôles », *in* GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V.(dir.), Chroniques sur la Biélorussie contemporaine, Paris, L'Harmattan, 2001

« mégalomane [*et*] inculte »[232], interdisant tout culte de la personnalité. Sa mégalomanie est souvent traduite par sa façon de s'accrocher farouchement au pouvoir notamment après le referendum de 1996. Les histoires drôles traduisent également la vision du Président de sa fonction. Les Biélorussiens ironisent sur son sentiment d'être le « Président bien aimé » et le seul à connaître leurs désirs. Ces histoires dénoncent sa conception du pouvoir : « un système unitaire où un président issu et proche du peuple est fondé à tout décider, dans la mesure où il sait ce qui est bon pour le peuple. Il n'y a pas de place dans ce système pour une quelconque opposition »[233].

Mais plus que tout, les blagues biélorussiennes insistent sur l'inculture du Président. Dans une histoire entendue par l'auteur depuis 1998, les Biélorussiens mettent nettement en doute les connaissances d'A. Loukachenka.

« Des journalistes ont eu l'honneur d'obtenir une interview du président Loukachenka :

- Alexandre Grigorevitch, dîtes-nous, vous êtes un spécialiste de l'économie.

- Tout à fait, je connais l'économie, la banque, les finances…

- Et l'agriculture !

- Bien sûr, l'agriculture ! Vous savez que cette année, j'ai mené moi-même la bataille des moissons.

- Et dîtes-moi, Alexandre Grigorevitch, il paraît même que vous maîtrisez plusieurs langues.

- Bien sûr, j'en maîtrise cinq.

- Cinq ? Et pourriez-vous nous dire lesquelles.

- Tout à fait : le biélorussien parlé, le biélorussien écrit, le russe parlé, le russe écrit et l'anglais.

- L'anglais ! Alexandre Grigorievitch pouvez-vous nous dire quelque choses en anglais.

- Bien sûr : Hande hoch.

- Oui Alexandre Grigorevitch mais, euh, mais,… c'est de l'allemand.

- Ah, de l'allemand Très bien, alors six »[234].

Cette histoire montre le scepticisme des Biélorussiens quant au véritable niveau d'instruction de leur Président. Peu l'imaginent maîtrisant l'économie et les langues, ils lui reconnaissent sa connaissance du monde agricole en tant qu'ancien directeur de *sovkhozes*. Ils lui reprochent, néanmoins, dans ce domaine d'être resté dans une gestion soviétique. Sa confusion entre l'allemand et l'anglais est révélatrice de son manque d'ouverture vers l'Ouest et de son

[232] *Ibid*., p. 174
[233] *Ibid.*
[234] *Ibid.*, p.176-177

rapprochement incessant avec la Russie. Enfin, le fait de s'approprier une autre langue prouve son refus de perdre la face en public. Sa conception du pouvoir en fait un homme tout puissant, il ne peut pas se tromper.

A. Loukachenka pratique une brutalisation de la société moins visible que celle d'un S. Milošević. Il insiste non pas sur le souvenir d'un passé douloureux mais sur l'avenir terrible qui guette la Biélorussie si elle persiste dans sa voie empruntée en 1991. Sa pratique d'un pouvoir fort et personnel anesthésie toute volonté de rébellion de la part du peuple. En effet, il est parfois difficile de savoir si le Président est un homme politique sérieux ou un clown. A. Lapatinova conclut : « Or, il est difficile de construire une opposition politique contre un bouffon […] Jouer le rôle du bouffon ne serait-ce pas finalement l'arme politique la plus forte d'A. Loukachenka ? »[235]

La manipulation des traumatismes historiques et la banalisation de la violence sont des instruments nécessaires au maintien d'un pouvoir fort sur la nation. Habituée à vivre dans la violence, la communauté ne réagit pas face à celle instaurée par le nouveau régime. La population ne sait vivre que sous des rapports de force violents, elle ne se rebelle pas contre cette situation.

De plus, l'exploitation d'un traumatisme violent est un moyen de souder les membres de la communauté. Ce traumatisme leur donne un point commun inespéré. Il peut créer un ennemi physique et/ou idéologique contre lequel il faut lutter ensemble. Cette lutte dépasse leurs différences et les unit dans un projet commun.

En Serbie et en Biélorussie, les deux nouveaux hommes forts usent de ces deux procédés pour mettre en place un régime fort et personnel légitimité par le chaos issu du régime précédent. S. Milošević peut alors entraîner les Serbes dans son projet Grand-serbe ultra violent. En Biélorussie, c'est le traumatisme du début de la transition démocratique qui rend acceptable la violence surtout verbale d'A. Loukachenka.

A. Loukachenka et S. Milošević jouent sur les sentiments et particulièrement le ressentiment pour séduire les masses et conserver leur pouvoir sur elles. Pour allumer la mèche nationaliste, ils exploitent les plus bas instincts humains, la haine en Serbie, l'envie en Biélorussie.

[235] LAPATNIOVA A., *op.cit.*, p. 114

II. L'explosion du ressentiment nationaliste

M. Ferro n'est pas le seul à s'intéresser à la question du poids des sentiments dans la construction d'une communauté. P. Braud, en 2007, publie *Petit traité des émotions, sentiments et passions politiques*. Il remarque que cet angle est novateur pour comprendre les rapports des hommes au pouvoir ainsi que leur jeu de séduction sur les masses. Les sentiments sont le terreau le plus fertile pour convaincre les masses de suivre un leader politique qui peut exploiter à la fois les sentiments d'amour et de haine. Traduit dans l'approche commune de la nation, si l'amour de celle-ci est qualifié le patriotisme, la haine des non-nationaux est alors du nationalisme.

Selon la définition de M. Ferro, le ressentiment issu d'un traumatisme est un des éléments fondateur du nationalisme. En effet, une fois le traumatisme identifié et remémoré à la masse, une fois que la peur de revivre ce traumatisme est installée, le nationalisme et la nation sont des remparts pour empêcher un retour dans le passé.

Dans la majeure partie des PECO, ce traumatisme est l'imposition du communisme après 1945. Il musèle les nations en les condamnant à vivre sous un régime qu'elles n'ont pas choisi. Le nationalisme, portant l'idée de transition démocratique fait alors barrage à un risque de restauration d'un régime autoritaire.

En Serbie et en Biélorussie, ce ne sont pas les mêmes faits qui sont ciblés. En Serbie, le titisme et généralement tout régime ayant dominé les Serbes, est vécu comme un traumatisme. Le nationalisme doit prévenir tout risque de remise en situation de soumission de cette nation. En Biélorussie, au contraire, c'est une restauration du régime communiste qui met en échec la transition démocratique. Cette dernière est présentée comme un traumatisme contre lequel il faut mettre tout en œuvre pour se prémunir contre un éventuel retour.

Ainsi, pour reprendre la typologie de M. Ferro, il est possible d'observer une surqualification de ses valeurs, en Serbie, alors qu'en Biélorussie, c'est davantage un phénomène de disqualification de celle de l'oppresseur. Ces deux phénomènes peuvent être mis en parallèle avec la distinction opérée par M. Winock[236] entre nationalisme fermé et nationalisme ouvert. La haine envers un peuple est plus propice au déchaînement de la violence physique. Lorsqu'elle est tournée vers une idée, donc vers quelque chose d'immatériel, une fois les représentants de cette idée hors course, la violence physique n'a plus de réceptacle et n'a d'autre choix que de se taire. En conséquence, la Serbie n'est pas par essence violente ni la

[236]WINOCK N., *op.cit.*

Biélorussie pacifique. C'est la manipulation du ressentiment et la cible contre laquelle il est dirigé qui conduit à d'éventuelles exactions.

En Serbie, les ressentiments de haine mis en exergue par S. Milošević conduisent à une *kulturnation* « fermée ». Ceux qui ne correspondent pas aux canons de la nation en sont rejetés (A). En Biélorussie, A. Loukachenka renoue avec la tradition communiste de nationalisme ouvert. Tous ceux qui embrassent les valeurs de la nation : le communisme et le zapadno-russisme, y sont acceptés. Le ressentiment ne se dirige par prioritairement contre des hommes ou une communauté mais vers une idée : la démocratie (B).

A. Serbie : une *kulturnation* fermée

Le nationalisme serbe des années 1990, se basant sur le nationalisme né durant la Deuxième Guerre mondiale, se caractérise par ce que M. Ferro nomme dans sa définition du ressentiment « une revalorisation des siennes [valeurs] propres »[237]. La nation serbe est présentée comme étant la plus forte de toutes les nations yougoslaves, elle est donc leur guide. Les nationalistes opèrent une hiérarchie des valeurs nationales, mettant la Serbie en haut de celle-ci. Ceci correspond à la définition du « nationalisme fermé » de M. Winock. Ici, la communauté est perçue comme un objet quasi sacré à protéger du reste du monde. Les leaders de la communauté luttent sans cesse contre les ennemis internes et externes de la communauté (1°). La *kulturnation* serbe se considère comme une sphère fermée qui refuse d'admettre en son sein quiconque pervertirait sa nature. Poussée à l'extrême, cette logique conduit à la reconstruction de l'Empire médiéval en chassant des terres ancestrales tous les non-Serbes (2°).

1. Une surqualification de la *serbité*

D'après M. Ferro, quand la communauté oppressée attend de prendre sa revanche, elle peut adopter deux attitudes envers la question des valeurs. Dans le cas de la Serbe, vivre sous la domination d'une autre nation ou d'une idéologie qui n'est pas nécessairement la sienne, est propice à une surqualification de ses valeurs fondatrices. La Serbie met sur un piédestal sa *kulturnation* minorant les autres *ethnocultures*. Les auteurs du Mémorandum de 1986 sous-entendent que les titistes, par peur de la grandeur des Serbes, ont tenté de supprimer leur culture, notamment par la limitation du cyrillique.

[237] FERRO M., *op.cit*, p. 14

Le procédé de la crainte de la disparition de la culture serbe par l'intervention d'un hégémon est déjà éprouvé en Serbie. C'est déjà lui qui préside aux Révoltes menées par Karađorđević et M. Obrenović. Dans les deux cas, il s'agit davantage d'une volonté des élites plus que de celle du peuple. Toutefois dans la tradition populaire, c'est la fusion entre un chef et un peuple qui permet l'explosion du ressentiment envers les Ottomans. Les Serbes se battent pour défendre leur culture et après cinq siècles de domination ottomane entendent reprendre le contrôle de leur politique et de leur destin.

En réalité, le nationalisme des Serbes du 19ème siècle n'est pas de même que celui des années 1980-1990. Dans la littérature du 19ème siècle des auteurs tels que N. Stojanović ou V.S. Karadžić, il n'est pas question de hiérarchiser les nations yougoslaves. Dans l'article de N. Stojanović, « Jusqu'à l'extermination, la nôtre ou la vôtre »[238], ce dernier rédige une provocation à l'encontre des Croates suite à des tensions entre les deux communautés à Zagreb. Jamais, il n'envisage une extermination physique. De même l'extermination culturelle n'a pour but que de provoquer les Croates par la caricature serbe de l'Histoire de cette nation. En effet, selon les Serbes, les Croates n'ont jamais rien fait pour protéger leur culture et se sont, de tout temps, convertis à celle de leurs envahisseurs. Il s'agit plus d'une bravade moralisatrice que d'un appel à la disparition tant culturelle que physique des Croates. Pour sa part, V.S. Karadžić[239] n'est pas partisan à l'hégémonie des Serbes sur les autres nations yougoslaves. Il dresse seulement un état des lieux de la zone culturelle de la Serbie. Il n'y a aucunement une idée de grand-serbisme guerrier dans ses écrits. La preuve en est qu'il est l'un des fondateurs du serbo-croate, langue qui doit dépasser les différences entre les nations des Slaves du Sud pour les unir dans un tout : la Yougoslavie.

L'un des seuls textes du 19ème siècle à clairement faire mention d'une supériorité des Serbes sur leurs voisins est « Plan pour la réalisation de la Grande Serbie » d'I. Garašanin publié en 1844. L'auteur invoque le « droit historique sacré »[240] des Serbes à reconstruire leur Empire médiéval. Pour cela, ils doivent « nettoyer » et « libérer » « les terres historiques »[241]. Ce texte est rédigé dans le contexte particulier de l'autonomie grandissante de la Serbie au sein de l'Empire ottoman agonisant, et du retour au pouvoir de la dynastie Karađorđević. C'est cette situation de flou sur le statut de la Serbie qui permet la rédaction d'un tel programme qui finalement ne sera pas appliqué.

[238] STOJANOVIC N, » Jusqu'à l'extermination, la nôtre ou la vôtre », *in* GRMEK M., GJIDARA M, SIMAC N, *op.cit.*, p. 102-111
[239] KARADZIC V.-S., « Serbes tous partout », *in* GRMEK M., GJIDARA M, SIMAC N, *op.cit.*, p. 60-72
[240] GARASININ I., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 84
[241] *Ibid.*

Le 20ème siècle : une surqualification ethnoculturelle violente

Deux des textes fondateurs du nationalisme serbe des années 1990 sont ceux rédigés par le Général Draža, *Instructions pour le nettoyage*, et celui de S. Moljević, *Pour une Grande Serbie homogène*. Dans les deux, apparait l'idée de la grandeur de la nation serbe lui offrant un droit de vivre seule sur ses terres historiques. Tous deux défenseurs du Royaume de Yougoslavie, ils espèrent qu'après la guerre, ce dernier sera rétabli et que les Serbes pourront le diriger. Leur engagement dans la Résistance contre les Nazis et les Fascistes leur donne ce droit irréfragable. Ils ajoutent un élément essentiel par rapport aux textes du 19ème siècle : le nettoyage ethnique systématique. Ils dressent des frontières de la Serbie proches de celles de la zone culturelle de V.S. Karadžić. Les deux Résistants tchetniks insistent sur le fait que les Serbes doivent être les seuls à vivre sur ce territoire. S. Moljević propose d'imposer une Yougoslavie serbe aux autres nations et une fois qu'elle fonctionnera discuter avec les Slovènes et les Croates pour les y intégrer sous les conditions serbes[242]. Le Général Draža écrit vouloir supprimer tous les éléments non-Serbes de ces terres ainsi que de punir les Oustachis et les musulmans ayant commis des crimes contre les Serbes[243].

C'est bien dans ces appels à la destruction des autres nations pour défendre la *serbité* que les nationalistes des années 1980-1990 puisent leurs arguments pour fonder leur mouvement nationaliste anti-titiste. Les Albanais du Kosovo et les titistes sont identifiés comme les nouveaux oppresseurs. Les premiers sont les descendants des Ottomans, les seconds sont une image des Nazis, des oppresseurs idéologiques, car ils empêchent l'affirmation d'une nation. Le ressentiment envers les titistes correspond à la « revalorisation » accompagnée d'une défiance envers ceux « qui ne les [les valeurs] avait pas défendu consciemment jusque là ».

Le mélange de tous ces éléments, de tous ces ressentiments envers des oppresseurs, crée une nouvelle force accouchant d'une révolte. Cette révolte se déroule aussi bien dans les arcanes politiques de la Huitième session qu'en public au Kosovo.

2. Une *kulturnation* fermée : chercher des ennemis

M. Winock définit le nationalisme fermé, comme une forme de nationalisme se développant tardivement. Il en décèle la naissance à la fin du 19ème siècle lorsque le nationalisme n'est plus un moyen de créer une nation indépendante, revendiquant son Etat, mais comme un moyen de défense de celle-ci. La nation devient une nouvelle façon de séparer les hommes. Les autres nations ne sont plus appréhendées comme des communautés pouvant apporter à la nation mais

[242] Voir MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.,* p.211
[243] Voir MIHAILOVIC D., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.,* p. 230-231

au contraire comme voulant la détruire ou au moins la soumettre. M. Winock prend comme exemple de ce nationalisme fermé la lutte qui oppose la France et la Prusse puis à l'Allemagne à propos de l'Alsace-Lorraine. Les deux nations ne s'associent pas pour créer une région se nourrissant du meilleur de chacune mais se battent pour prendre un contrôle exclusif sur celle-ci. Les tenants de ce type de nationalisme opèrent une hiérarchie entre les nations mettant la leur au sommet du classement de toutes les autres. La grandeur de celle-ci lui donne un droit inconstatable à exister et à éliminer quiconque tente réellement ou non de lui porter atteinte.

Qu'ils soient réels ou objectifs, idéologiques ou nationaux, tous ces ennemis ont, selon les nationalistes, le même but : anéantir la *kulturnation* serbe. Ils ne veulent pas que les Serbes puissent exprimer leur grandeur. Certains sont suspectés de la jalouser. Quoi qu'il en soit, ils sont tous des instruments utiles à S. Milošević pour prendre le pouvoir et s'y maintenir pendant treize ans. La stratégie de présenter la Serbie comme une nation fragile, qu'il faut protéger de ses ennemis internes et externes est efficace. Il est nécessaire de la protéger contre tous ceux qui pourraient soit pervertir son essence soit empêcher sa réalisation pleine et entière. Elle défend ses frontières médiévales et sa culture ancestrale, ce qui explique la violence de son nationalisme. Il est viscéral, fermé, car porter un coup au *volk* serbe c'est porter atteinte à tous les Serbes.

La multiplicité des ennemis internes

H. Arendt opère une distinction entre deux types d'ennemis : les « ennemis réels » et les « ennemis objectifs »[244].

Les premiers sont des ennemis internes à la nation, ceux qui tentent de la mettre en péril de l'intérieur. En d'autres termes ce sont les opposants au régime. Dans la Serbie des années 1990, ils sont de deux natures, mais ils ont tous en commun : d'être des obstacles à la réalisation pleine et entière de la Grande Serbie. Il est donc nécessaire de les éliminer au plus vite pour qu'ils ne mettent pas en péril la naissance de ce nouvel Etat. Les premiers ennemis internes sont les titistes. Leur idéologie faisant de la nationalité un accessoire de la citoyenneté n'est pas compatible avec la *kulturnation* serbe. Toutefois, cette affirmation est à nuancer. S. Milošević n'est pas totalement favorable à une rupture avec le titisme ou au moins avec le communisme. Le flou autour de la rupture avec le communiste est entretenu par S. Milošević. Selon son auditoire, il adapte son discours. Il essaie de construire un régime à la

[244] ARENDT H., *op.cit.*, p. 760-762

fois communiste et nationaliste. Si la stratégie fonctionne au début de sa carrière, elle s'essouffle dès le milieu des années 1990. La ratification des Accords de Dayton est dénoncée aussi bien par les communistes que par les nationalistes. Les ennemis réels idéologiques sont tant des ennemis que des alliés. Désormais, ils sont clairement passés dans le camp des opposants mais S. Milošević n'est plus assez puissant pour les combattre.

Toutefois, le Président n'est pas totalement privé d'ennemis réels. Il diversifie ses attaques en se focalisant sur les non-Serbes qui vivent sur les terres mythiques. Il s'agit des Albanais, des Croates et des Bosniens principalement. Ceux qui seront les cibles des massacres et nettoyages ethniques. Les Serbes revendiquent le droit exclusif de vivre sur leur territoire. Les autres nationalités ne sont pas compatibles avec le bonheur des Serbes. Le projet Grand-Serbe se heurte rapidement au projet Grand-Croate de F. Tudjman. Les deux nations fortes de la future ex-Yougoslavie entrent en guerre se disputant des terres communes. Dès lors, les Croates sont en concurrence avec les Albanais pour le statut d'ennemis intimes.

En effet, les Albanais, peuplant en majorité la petite Province autonome du Kosovo, sont les principaux ennemis des Serbes. Ils sont à la fois des ennemis réels mais aussi des « ennemis objectifs ». Ils sont dénoncés dès le début de la période nationaliste comme des ennemis de la nation mais il est aussi fait appel à eux à chaque fois que le régime vacille. C'est en cela qu'ils sont des ennemis objectifs, le souvenir de leur existence et du danger qu'ils représentent est à la libre appréciation du régime. A contrario des ennemis titistes, le recours aux ennemis albanais fonctionnent quasiment jusqu'à la fin du pouvoir de S. Milošević. L'échec de l'agitation du Kosovo après la défaite des élections de 2000 signe la fin réelle du régime.

L'Occident : le véritable ennemi de la Grande-Serbie

L'Occident et particulièrement l'OTAN sont les véritables ennemis objectifs du régime de S. Milošević. L'Occident n'est pas incriminé pour ses valeurs, mais pour son opposition à la réalisation du projet Grand-Serbe. En effet, les guerres yougoslaves sont largement filmées et racontées par des journalistes occidentaux qui révèlent les actes atroces commis par les guérillas serbes. Rapidement, l'opinion publique les condamne. L'ONU impose même un embargo sur la Serbie. Une aubaine pour S. Milošević qui peut alors justifier la vie difficile de son peuple, non pas par les affres de son régime, mais par les privations imposées par l'Occident. Ce discours est d'autant plus accepté par les Serbes lorsque l'OTAN bombarde la Serbie en 1999. Cette fois ce n'est plus une attaque économique réduisant leur qualité de vie mais une atteinte à leur vie, à leur existence même. Ceci est la preuve suffisante que l'Occident veut faire disparaître la Serbie, l'OTAN est l'ennemi. Jusque là, il n'est invoqué

qu'en second plan dans les discours de propagande. Désormais, il est l'ennemi objectif rêvé, puisqu'il a pris le parti d'aider les Albanais. L'Occident, au travers des bombardements de l'OTAN, veut faire supprimer la culture serbe en offrant le Kosovo aux Albanais.
En Biélorussie, la relation entre la nation et la communauté est moins de l'ordre de l'intime. Elle est prête à accueillir tous ceux qui adhèrent à ses valeurs.

B. Biélorussie : une nation politique ouverte

Le nationalisme biélorussien est extraordinaire dans les PECO des années 1990. Si les autres anciennes Républiques soviétiques d'Europe centrale cherchent à retrouver leurs racines culturelles en soutien à la transition démocratique, la Biélorussie suit un chemin opposé. Le nouveau Président renverse les représentations politiques de l'époque. Il fait des démocrates, et non des soviétiques, les oppresseurs des Biélorussiens. Pour reprendre les termes de M. Ferro, il s'emploie à « une disqualification des valeurs de l'oppresseur ». Par extension, il disqualifie également celles du nationalisme culturel du BNF en affirmant que le communisme est l'une des valeurs fondamentales de la nation biélorussienne. Ainsi, comme le décrit M. Ferro, A. Loukachenka régénère cette nation. Ici le terme est à comprendre dans son acception électronique, comme le fait de « reconstituer tout ou partie d'un signal dont les caractéristiques initiales ont été transformées ou amoindries lors d'un passage dans un appareil ou un circuit »[245]. Transposée à la Biélorussie des années 1990, A. Loukachenka entend rétablir les véritables caractéristiques de la nation biélorussienne qui ont été altérées par le début de la transition démocratique. Toutefois, s'il déprécie les valeurs démocratiques, il n'opère pas une hiérarchie entre les nations (1°). Il n'accrédite pas l'envie des autres nations de se convertir à la démocratie Occidentale, mais il n'entreprend pas une croisade pour imposer un retour au communisme. En cela, le nationalisme biélorussien est un « nationalisme ouvert » selon la définition de M. Winock (2°).
En effet, les Biélorussiens ne se considèrent pas comme une nation culturelle. Un processus de démocratisation basé sur la résurrection culturelle de la nation n'est pas envisageable ici. La propagande tsariste, puis soviétique, a éliminé ce type de nation depuis bien longtemps. Si la nation biélorussienne doit se régénérer c'est par le biais de ses valeurs que la démocratie tente d'étouffer.

[245] www.cnrtl.fr

1. Une disqualification de la démocratie Occidentale

A. Loukachenka lutte contre la démocratie de type Occidental et non contre le concept de démocratie en lui-même. Il reprend la vision soviétique de la démocratie. La démocratie Occidentale est une mauvaise démocratie car « bourgeoise »[246], au contraire, la bonne démocratie, est « socialiste »[247], car elle défend les droits sociaux. A. Loukachenka fait des droits sociaux une priorité face aux droits politiques. La crise économique que traverse la Biélorussie explique cette hiérarchisation. De plus, la transition démocratique entamée en 1991 a malgré tout pénétré la vie politique et institutionnelle de la Biélorussie. A. Loukachenka ne peut pas revenir sur les droits politiques acquis par les Biélorussiens, il ne peut pas les remettre en cause et les accuser d'être à l'origine des malheurs de la population. Il lui faut trouver un autre angle d'attaque. Les droits sociaux en sont un efficace.

Définir la véritable démocratie

En juillet 2002, le Président donne sa définition de la véritable démocratie: « Pour nous, la démocratie, c'est quand l'homme travaille et reçoit un salaire, aussi modeste, soit-il, pour s'acheter du pain, du lait, de la crème fraiche, du fromage blanc, parfois un morceau de la viande pour nourrir ses enfants etc. A propos de viande, en été, il ne faut pas en manger beaucoup »[248]. Il n'est pas le seul à affirmer la grandeur démocratique de la Biélorussie. En 2000, le chef de l'Administration présidentielle pose les premières pierres de cette définition « des centaines de milliers de nos concitoyens ont la possibilité de s'adresser à divers organes du pouvoir et y trouvent compréhension et soutien. N'est ce pas là une preuve évidente de leurs droits ? »[249].

Les membres du gouvernement d'A. Loukachenka ont une vision très simpliste de la démocratie. Ils la décrivent comme le fait d'avoir assez d'argent pour se nourrir et de pouvoir communiquer directement avec les autorités. Il n'est ici pas question de droits politiques ou de réels droits fondamentaux. Cette vision de la démocratie peut s'interpréter de deux façons, soit, les droits de premières générations sont intuitivement garantis par le pouvoir en place, soit, garantir des droits de seconde génération est un moyen de ne pas garantir ceux de la première. Quoi qu'il en soit le discours d'A. Loukachenka sur la démocratie est très ambigu. En effet, il ne peut pas totalement se permettre de dévaloriser la démocratie, il préfère en donner une autre vision, une vision communiste. En cela, il ne s'oppose pas entièrement à la

[246] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p.191
[247] *Ibid.*
[248] *Ibid.*
[249] *Ibid.*

démocratie, il s'oppose seulement aux valeurs que l'Occident véhicule au travers d'elle. Ainsi, il combat l'Occident avec ses propres armes en sous-entendant, que s'il n'est pas fondamentalement contre la démocratie, il est contre celle portée par l'Occident. Il ne disqualifie donc pas la démocratie mais son corolaire l'économie de marché. Néanmoins, dans l'imaginaire collectif, les deux sont indissociables, la démocratie est alors disqualifiée car responsables des problèmes des Biélorussiens.

La démocratie Occidentale : le seul ennemi de la Biélorussie

J.-C. Lallemand et V. Symaniec dressent un portrait économique de la Biélorussie en 1992 permettant de comprendre pourquoi les arguments contre la démocratie Occidentale séduisent les Biélorussiens : « l'inflation galopante du rouble biélorussien, introduit en 1992 (et initialement baptisé petit lièvre en référence à la coupure d'un rouble) la hausse du prix des ressources énergétiques importées de Russie, provoquant notamment des ruptures dans les livraisons de gaz, le fardeau humain et financier de Tchernobyl, l'incompréhension d'une grande partie de la population devant la *biélorussianisation* linguistique de la vie publique apparaissent comme autant de conséquences négatives immédiates du démembrement de l'Union »[250]. Bien que tous ces changements proviennent de sources différentes, A. Loukachenka parvient par son discours accusatoire à rendre responsables la transition démocratique. Pourtant, la catastrophe de Tchernobyl ou la nationalisation de la vie publique n'ont rien à voir avec la transition démocratique. La première est due aux manquements de l'URSS en matière de sécurité nucléaire, la deuxième est un phénomène interne de reconstitution du passé en raison de la fin du monde communiste. Si Tchernobyl bouleverse bien la stabilité de l'Etat, la *biélorussanisation* ne conduit pas à la crise économique. En ne faisant aucune nuance entre les différents problèmes que rencontre la Biélorussie, A. Loukachenka s'offre une occasion sans pareil de proposer de rétablir un régime de type communiste. Il concentre ainsi tous les ressentiments des Biélorussiens contre un même ennemi : la démocratie Occidentale. Il supprime de ce fait tous ses opposants politiques tant sur leur plan économique qu'identitaire.

La disqualification de la démocratie Occidentale ne passe donc pas seulement par sa dénonciation comme origine des maux qui accablent les Biélorussiens depuis 1991, mais aussi par la confusion entre les différents problèmes. Le Président leur interdit le droit d'avoir leur propre identité. Ces opposants sont les tenants de la démocratie Occidentale, peu importe

[250] LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V., *Biélorussie, mécanique d'une dictature,* Paris, Les petits matins, 2007, p. 38

qu'ils soient des communistes tels que S. Chouchkevitch ou des nationalistes culturels tels que Z. Pozniak. Ils ont tous renoncé au régime soviétique et donc trahi les Biélorussiens dans leur intérêt personnel. Ainsi faisant, A. Loukachenka brouille le discours de ses opposants. Les tenants de la transition démocratique paraissent brouillon, inorganisés, contradictoires parfois.

La démocratisation est rapidement associée à l'idée de chaos, par contre, le retour au communisme est associé à la stabilité. Lors d'élections présidentielles, comment ne pas choisir le représentant de la stabilité surtout dans une période de crise. A. Loukachenka a atteint son objectif, la transition démocratique est totalement discréditée et seul son programme d'essence communiste est source d'espoir.

2. Un nationalisme politique ouvert

M. Winock distingue le nationalisme fermé du nationalisme ouvert. Ce dernier apparaît selon lui durant la Révolution de 1789. Il est formé des valeurs des Lumières et porte en lui une mission civilisatrice. Il a pour but d'unir les membres d'une communauté en dépassant leurs particularismes. Les valeurs de ce nationalisme sont plus fortes que les querelles internes. Nous retrouvons bien ici le projet de marxisme-léninisme selon lequel le communisme, devenu soviétisme, doit unir en son sein tous les prolétaires du monde en mettant de côté les nationalismes. Ce nationalisme est qualifié d'ouvert car sa mission civilisatrice ouvre les portes de la communauté à quiconque adhère à ses valeurs. Il n'est pas besoin d'un héritage par la culture ou par le sang. La question de l'étendue de la communauté n'est pas abordée. Ce peut être aussi bien une nation qu'une supra-nation. Autre caractéristique importante du nationalisme ouvert : ne pas émettre de hiérarchie entre les nations. Celles-ci affirment leurs particularismes mais sans pour autant minorer leurs voisines. Au contraire, c'est un nationalisme qui se nourrit de la diversité. Dans la réalité, cette affirmation est à nuancer. Si nous considérons la Guerre froide comme une confrontation entre deux nationalismes politiques, certes chacun se nourrit des particularismes internes mais chacun considère l'autre comme inférieur. Le but de chaque nationalisme, qui porte des valeurs qu'il qualifie de civilisatrices, est d'écraser son opposant car ses valeurs sont synonymes de chaos.

L'inexistence de minorités nationales culturelles

Les discours d'A. Loukachenka attaquent continuellement ses opposants politiques, cibles de discriminations de toutes sortes, mais les minorités nationales sont relativement épargnées. La communauté juive est parfois épinglée mais il s'agit davantage d'un héritage idéologique que

de véritables convictions personnelles. Le statut des Ashkénazes a été fluctuant dans la région et si les Juifs sont parmi les premiers à adhérer aux mouvements socialistes, ils en sont rapidement exclus, à moins d'abandonner leur identité sémite. Le nationalisme politique d'A. Loukachenka lui interdit toute action violente contre les Biélorussiens. Hormis ses opposants politiques, tous les Biélorussiens partagent les valeurs qu'il porte dans son programme d'essence communiste. Les Biélorussiens se rassemblent par delà leurs particularismes, peu importe leur origine ou leur croyance religieuse, ils s'unissent tous dans leur dénonciation de la transition démocratique.

Une hiérarchisation des valeurs nationales

Il oppose l'ethnoculturalisme du BNF à son nationalisme politique. Le premier est un diviseur de la communauté car il éjecte de celle-ci tous ceux qui ne se revendiquent pas de culture lithuano-polonaise. Le zapadno-russisme est plus fort que la *kulturnation*. Il semble davantage correspondre à la culture biélorussienne car plus englobant, il permet de dépasser les clivages qui drainent la communauté. Contrairement au nationalisme lithuano-polonais, le zapadno-russisme donne au moins l'illusion d'une véritable nation biélorussienne. Finalement, le nationalisme d'A. Loukachenka, plus ancré dans l'Histoire récente, offre une vision positive de la Biélorussie. Les valeurs fondatrices de cette nation sont avant tout les sacrifices consentis durant la Grande Guerre patriotique. Ce sont des valeurs flatteuses que chacun veut partager.

Une hiérarchisation des régimes politiques

Bien que le nationalisme ouvert ne suppose aucune hiérarchie entre les nations, dans la pratique la Biélorussie d'A. Loukachenka en émet une. Elle met les valeurs communistes au dessus de celles de la démocratie Occidentale selon une dichotomie très manichéenne mettant dos à dos celles qui sont bénéfiques aux Biélorussiens et celles qui ne le sont pas.

De même, il émet des doutes sur l'opportunité pour les autres anciennes Républiques socialistes de se convertir à la démocratie. Il est très critique envers la Russie. Si elle se détourne du communisme, le discours d'A. Loukachenka perd de sa force. Mais la tentation démocratique de Moscou n'est que de courte durée, dès l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, le régime russe prend un virage autoritaire. D'après V. Karbalevitch, A. Loukachenka s'approprie l'origine de ce changement de politique du Kremlin. Il explique à qui veut l'entendre que la Russie s'est inspirée du cas biélorussien pour faire marche arrière dans sa transition et renouer avec un modèle d'essence communiste et fort. Ce revirement de la Russie

alimente le rêve mégalomane du nouveau Président : reconstruire un ersatz d'URSS dont Minsk serait le centre névralgique.

La stratégie antidémocratique d'A. Loukachenka consiste non pas la surqualification des valeurs biélorussiennes mais en la disqualification de celles de l'Occident. Il récupère le ressentiment antidémocratique pour légitimer son programme politique et écarter ses opposants. Le choix de cette disqualification peut s'expliquer par la difficulté à faire émerger une véritable identité biélorussienne.

En Biélorussie, nation politique, l'ennemi n'est pas le souvenir communiste mais le présent démocratique. Les théories de la *Belle au bois dormant* ou du *frigidaire* ne sont pas opérantes en Biélorussie tant qu'elle se définira comme une nation politique de tendance communiste… tant qu'A. Loukachenka sera au pouvoir.

Le ressentiment est un levier non négligeable pour la prise de pouvoir de S. Milošević et A. Loukachenka. Ce n'est pas un argument exclusif à ces deux Présidents. Toutes les autres leaders politiques des PECO jouent sur le ressentiment du peuple pour sortir de l'emprise du communisme et lancer un mouvement nationaliste conduisant à l'indépendance. En Serbie et en Biélorussie, l'exploitation du ressentiment nationaliste permet la mise en place d'un régime antidémocratique.

Ainsi, le choix entre surqualification ou disqualification semble interagir avec le type de nationalisme, lorsque le mouvement nationaliste n'a pas vocation à instaurer une démocratie. S. Milošević et A. Loukachenka font leur la mémoire nationale. Ils réécrivent le roman national à l'aulne de leur propre projet. Ils reprennent des codes, des traditions et des impressions populaires plus ou moins anciennes pour les rendre universels.

Ils fondent un nouvel habitus sur fond de défense de l'identité nationale. Leur stratégie fonctionne en raison du contexte particulier des années 1990 dans les PECO. Outre la question de la redéfinition identitaire, la Serbie et la Biélorussie se révèlent être des terrains grandement réceptifs à la défense du *volk*. C'est ici que le mouvement nationaliste prend une tournure originale. En imposant cette idée de danger tant interne qu'externe voulant détruire la nation, les deux futurs Présidents donnent naissance à un nationalisme de repli.

Toutefois, la Serbie et la Biélorussie partagent un trait commun avec les autres anciennes Républiques communistes : le « futurisme » pour reprendre les mots de F. Hartog[251]. L'Histoire est écrite sous « la domination du point de vue du futur »[252]. Ce qui compte c'est

[251] HARTOG F., *op.cit.,* p. 149-152
[252] *Ibid.,* p. 149

l’avenir, la réalisation d’un régime idéal à venir. Ceci est bien une constante dans toutes les nations est-européennes. Toutes nations en construction ou en reconstruction regardent vers le futur.

S. Milošević et A. Loukachenka agissent de la même manière en promettant un futur meilleur. Mais, ils s’éloignent du modèle du futurisme en ce que cet avenir est profondément ancré dans l’Histoire. L’avenir est la réactivation du mythe fondateur : l’avenir est un passé amélioré.

Titre II

La construction de l'identité nationale.

De la communauté primaire à la nation

Dans *Le Détour*, G. Balandier écrit « le pouvoir ne peut s'exercer sur les personnes et sur les choses que s'il recourt, autant la contrainte légitimée qu'à des outils symboliques et à l'imaginaire»[253]. Il rappelle qu'un pouvoir politique ne peut pas s'imposer dans la durée en ayant seulement recours à la violence. Il doit également se parer des symboles nationaux qui le rendront légitime aux yeux du peuple. C'est par cette symbolique que ce dernier se reconnait dans son gouvernement et accepte de se soumettre à son autorité. La masse sait qu'elle est gouvernée par des individus qui lui ressemblent car ils se rangent derrière les symboles propres au groupe. Un phénomène d'identification gouvernés/gouvernants s'opère par l'utilisation de mêmes codes. Le *Lexique de science politique* définit les symboles politiques ainsi : « Tous objets, emblèmes, signes et images dont l'utilisation évoque autre chose que ce qu'ils sont, par des jeux d'équivalence ou de connexion de sens, et contribue à façonner un univers de représentations partagées sur le pouvoir politique […] Parce que la mobilisation de représentation et d'images est au cœur de l'activité politique, celle-ci s'appuie sur nombre de symboles qui participent à la construction de la mémoire et de l'imaginaire au sein d'un groupe humain. Ces symboles contribuent à forger des significations partagées qui, sans pour autant obéir à une compréhension rationnelle, entretiennent un univers de représentations qui fait exister, dans les consciences, un ordre ou un mouvement politique particulier »[254].

Ainsi, pour reprendre P. Braud, l'objet devient un symbole de la communauté lorsqu'il s'inscrit sur deux registres[255]. D'abord, il agit sur le registre cognitif. Il devient un marqueur identitaire. Les individus se rassemblent autour de ce symbole car il a une signification particulière pour eux. Il crée un lien entre les membres de la communauté. Ensuite, le symbole joue sur l'émotion. Lorsqu'il est fait appel à lui, la communauté ressent la même émotion collective qui dépasse les clivages internes. De ces deux registres découlent au moins trois fonctions du symbole. D'abord, il est vecteur d'unité. Ensuite, il a une forte valeur mobilisatrice. Enfin, et c'est le point qui retiendra notre attention ici, les symboles révèlent les valeurs et principes fondamentaux de la nation. Ils sont la manifestation de son *volk* et de ses principes affirmés ou latents. Au travers de ces symboles, il est possible de déterminer les idées politiques de la nation, ses relations et allégeances extérieures, son héritage historique et culturel… Les symboles de la nation sont en quelque sorte l'illustration de son roman national.

[253] BALANDIER G., *Le Détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985, p.88
[254] NAY O. (dir.), *op.cit.* , p. 523-524
[255] BRAUD P., *op.cit.,* p. 49s

E. Hobsbawm nomme ces symboles les « Saintes icônes de la nation »[256]. Il en fait les éléments fondamentaux du protonationalisme moderne. Elles sont propres à une nation à un moment donné. En dehors de ce contexte spatio-temporel, elles n'ont pas nécessairement les mêmes significations et valeurs. Ces Saintes icônes sont des réifications, à haute valeur émotionnelle, de la nation. Ce sont des symboles mais aussi des rites, des cérémonies, des pratiques collectives… Elles sont essentielles à la création de la conscience nationale. Elles sont des éléments d'identification d'un peuple à sa nation. Elles sont aussi des points d'identification internationale de la nation.

Bien que ni P. Braud, ni E. Hobsbawm n'y fassent allusion, se retrouve ici la théorie de la *reliance* telle qu'exposée notamment par M. Bolle de Bal[257]. Selon lui, la *reliance* n'unit pas seulement des êtres humains mais également des idées ou des choses. Elle a alors un double sens. D'une part, la *reliance* est un acte : celui de relier ou de se relier à un groupe. D'autre part, c'est un état, c'est-à-dire le résultat de l'acte de se lier. La construction de l'identité nationale, principalement par la symbolique d'éléments politique relève de cette théorie. Les leaders politiques tentent de créer une société, une communauté originale, par l'acceptation de la reconnaissance de chaque membre dans ces symboles. Ces derniers sont le lien et la communauté le résultat de l'acceptation de ces symboles comme fondements de la communauté.

Un nouveau leader politique, s'il souhaite installer son autorité sur le peuple n'a pas d'autre choix que de s'approprier les symboles de celui-ci. Ne pouvant pas créer ses propres symboles, surtout dans l'urgence d'une période de crise telle que dans les PECO dans les années 1990, celui qui veut prendre et conserver le pouvoir recycle les Saintes icônes du passé. Il choisit celles qui ont une résonnance historique ou politique en lien avec l'*Age d'or* qu'il promet de restaurer (**Chapitre 1**).

Une fois cette appropriation faite, que les Saintes icônes sont parfaitement adaptées aux projets du leader, elles offrent une légitimité au nouveau régime. Dans l'imaginaire collectif de la communauté, le programme du leader est le seul qui corresponde réellement au *volk*. Dans le cas de S. Milošević et A. Loukachenka, il s'agit de montrer que l'ensemble des éléments protonationaux conduisent naturellement à un régime qui n'est pas inspiré de la démocratie Occidentale. Ils n'ont pas d'autres choix que d'user de tous les instruments à leur disposition pour légitimer leur régime extraordinaire. Néanmoins, ils sont également obligés

[256] HOBSBAWM E., *op.cit*., p.137 s

[257] Voir notamment, BOLLE DE BAL, M., « Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques », *Sociétés*, 2003, p. 99-131

d’accepter des compromis et d’intégrer dans leur Etat-nation des éléments démocratiques (**Chapitre 2**).

Chapitre I

Des liens protonationaux traditionnels critiquables

E. Hobsbawm énumère quatre éléments protonationaux. Si tous sont présents, selon des intensités variables dans l'ensemble des nations, nous nous focaliserons sur deux en particuliers : la langue et la religion. Ce sont les deux fondements mis le plus en avant par la plupart des leaders nationalistes tant lors des premières Révolutions nationales que lors de celles du 20ème siècle. L'ethnie occupe une place centrale également mais nous la laissons volontairement de côté. En effet, si l'idée d'appartenance ethnique existe dans le nationalisme serbe, elle est totalement absente de celui de la Biélorussie. L'essence communiste de son nationalisme politique interdit toute référence à l'origine ethnique comme critère d'appartenance à la communauté nationale.

La langue est l'un des liens protonationaux le plus mis en avant par les leaders politiques pour revendiquer un Etat-nation. En effet, la langue est le point commun le plus évident pour prouver l'existence d'une communauté. Elle permet d'unir ceux qui la parlent et d'exclure les autres. Elle autorise facilement une distinction *eux/nous* (**Section I**).

Déjà dans l'Antiquité, Hérodote remarque l'influence de la langue dans les relations entre les communautés et leur reconnaissance. La conclusion de ses observations est que chaque peuple parle une langue mais une même langue peut-être parlée par différents peuples. Le terme *barbare* forgé à cette période ne s'applique pas à un sauvage non civilisé voire inculte mais caractérise une personne, généralement un Celte, ne parlant pas grec et qui appartient donc à une autre culture. Le barbare est un étranger. Il n'y a là aucune dépréciation ou hostilité mais la constatation de faits d'une différence. Cette dernière n'empêche aucune relation de bon voisinage ni commerciales. De plus dès la période hellénistique, les Grecs portent un nouvel intérêt à ces barbares. J.-L. Brunaux qualifie ces études novatrices de « premières formes d'ethnographie »[258].

La question de la langue ne prend une coloration nationale qu'à partir du 19ème siècle lors de la création de l'Etat allemand autour de la *kulturnation*. Bien que les leaders politiques se fondent sur les racines immémoriales de la langue, il n'en est rien. Le rôle politique et unificateur de la langue n'apparaît qu'avec les mouvements nationaux de la fin du 18ème siècle et courant des 19ème et 20ème siècles.

[258] BRUNAUX J.-L., *Les druides, des philosophes chez les Barbares*, Paris, Seuil, 2006, p. 27

Ainsi, il est possible d'affirmer que la langue est un objet fabriqué selon un processus artificiel. Avant les mouvements de revendication nationale, les peuples ne se soucient guère de la communauté linguistique.

La question de la communauté linguistique ne se pose pas aux temps féodaux tant en Occident qu'en orient. Les communautés vivent dans une relative autarcie et sont généralement autosuffisantes. Les contacts avec l'extérieur sont très limités et ne nécessitent pas de parler la même langue. Les seuls véritables rapports sont principalement guerriers mais à une époque où la diplomatie est quasiment inexistante, parler la même langue n'a que peu d'intérêt.

Il faut attendre la fin du Moyen-âge en Europe de l'ouest et l'avènement des Etats modernes pour que la question de la langue se pose réellement. L'administration et l'armée sont désormais ouvertes à tout un chacun, une langue partagée devient primordiale.

Cependant, comme le remarque B. Anderson[259], il existe bien une langue commune au Moyen-âge : celle de la religion. Il s'agit du latin en occident et du Slavon en orient, langues des élites et non des masses. A l'époque de l'Etat-nation, elles cèdent du terrain aux langues vernaculaires. B. Anderson détecte trois facteurs de ce qu'il nomme la « révolution des langues vernaculaires »[260] : désacralisation de la langue de la religion, la naissance de l'imprimerie et la modernisation et la bureaucratisation de l'Etat.

Les linguistes nomment ce processus le « darwinisme linguistique ». Ainsi, à l'instar d'une espèce animale ou végétale, si une langue n'est pas capable de s'adapter aux évolutions de son monde, elle disparait. C'est ce qui est arrivé au latin. Cette langue n'a pas su se démocratiser à l'heure de l'avènement des masses. Elle a donc été remplacée par la langue du peuple.

Faire de la religion un élément protonational est hasardeux selon E. Hobsbawm (**Section 2**). Toutefois, il admet l'intérêt de la religion. Elle est le premier lien entre les Hommes. Elle est généralement la première à créer une communauté motivée par un sentiment de fraternité. Le nationalisme moderne ne peut pas s'appuyer sur la religion pour se diffuser. Déjà, les Lumières ont mis à mal les liens entre le politique et la religion en reléguant cette dernière au domaine de l'intime. De plus, ces deux idées sont inconciliables. Elles demandent la même loyauté exclusive à leurs Fidèles. La religion a pour principe d'unir tous les croyants sans distinction entre leur origine, leur statut social… Elle réunit au-delà des différences. Au contraire, la nation a une vocation fragmentaire, elle cherche à assembler ceux qui partagent

[259] ANDERSON B., *op.cit.*, p50s
[260] ANDERSON B., *op.cit.*, p.50

la même culture et/ ou les mêmes valeurs en excluant les autres. La nation crée des frontières dans la communauté religieuse qui les transgresse.

Dans les années 1960, C. Hayes reprend cette idée en y intégrant une réflexion sur la montée du communisme. C. Hayes considère qu'il y a quelque chose de religieux dans la nation. Il théorise cette idée dans son ouvrage majeur *Nationalim : a religion*. Il tire d'une longue étude empirique que les rites de la nation ressemblent à ceux de la religion. De la même façon que J.J. Rousseau, il est interpelé par l'esprit de sacrifice qui peut émaner de la nation. Poussé à l'extrême, il conduit aux mêmes folies guerrières que la religion.

A l'époque de la publication du livre, il remarque que la sacralité nationale s'exprime alors moins dans la nation Occidentale qu'à leur création. Cette réflexion semble ne pas correspondre à la situation particulière de l'Europe de l'Est des années 1990, période de renouveau et d'exaltation nationale dans la région.

De prime abord, l'approche de C. Hayes est culturaliste. Il fait de la langue le dénominateur commun le plus fort entre les membres de la nation. Cependant, si la nation se reconnait principalement dans cet élément, elle se réalise et se manifeste pleinement par sa célébration. Dans ce cas, ceux qui se revendiquent de la nation et souhaitent en faire partie le font savoir à tous. Impossible ici de ne pas déceler l'influence d'E. Renan et du « plébiscite de tous les jours » de la nation élective. A la question de savoir pourquoi rites nationaux et religieux sont si proches, il répond que le sentiment religieux ne disparait pas si facilement de l'esprit humain. Il l'a guidé pendant des siècles, il l'a éduqué. Quoi de plus normal que la nation, mode d'union des Hommes très récent, l'imite pour se forger une légitimité ? Il fait à ce sujet une remarque très intéressante à propos du communisme. Ce dernier est peut-être le mode d'organisation sociétal le plus semblable à la religion par ses paroles, ses célébrations, ses dogmes et ses « prophètes ». Pourtant, le communisme comme le montre l'Histoire de l'URSS ne passe pas l'épreuve du temps, là où la religion résiste depuis des millénaires. Selon lui le manque de chaleur humaine dégagé par le communisme est la raison de son échec en tant que principal concurrent à la religion.

C. Hayes s'intéresse bien évidemment aussi au nationalisme. Il voit en lui l'expression ultime de la comparaison entre nation et religion. La première dans cette situation exacerbée des sentiments agit comme un Dieu sur ses Fidèles. Elle s'adresse à la raison et à l'imagination des Hommes.

Les Histoires serbe et biélorussienne sont jalonnées par les débats sur la langue et la religion. Rapidement, elles sont récupérées à des fins politiques. Les nationalistes s'en servent pour

dessiner l'identité de la nation. D'abord marqueurs culturels, elles deviennent critères d'appartenance.

Section I. La langue comme miroir de l'identité nationale

A partir des premières révolutions nationales, la langue semble devenir un point central dans les revendications des communautés. Pourtant, E. Hobsbawm refuse de lui décerner le titre de lien « protonational »[261]. En effet, selon lui, avant la lutte pour la reconnaissance de la nation, la langue n'a qu'un poids très faible. Malgré tout, il lui accorde un rôle fondamental dans l'étude du nationalisme. Elle sert d'abord à la reconnaissance de la nation. Elle est un instrument d'identification de l'appartenance nationale d'un individu et par la suite conduit à la mise en place spontanée de sentiments et d'attitudes.

Ensuite au plan interne, elle joue le rôle de cristallisateur et de transmetteur du sentiment national. Présentée comme le lien protonational le plus ancien, elle ancre l'existence de la communauté dans le temps. Une nation millénaire ne peut qu'être indépendante. Son territoire s'étend jusqu'aux confins des terres où est parlée cette langue. Les leaders nationalistes oublient souvent que si une langue est usitée dans des contrées lointaines ce n'est généralement pas en raison d'une communauté culturelle mais d'une annexion. De plus, au moment de la revendication nationale, elle est le moyen de réunir les membres de la future nation. Sans parler le même langage, il est impossible de séduire les foules. Si le mouvement nationaliste est un succès, la diffusion de la pensée dominante, en plus des besoins humains de la nouvelle administration d'Etat, passent par l'obligation d'éduquer l'ensemble de la population. C'est à ce moment-là que la langue devient un outil de reconnaissance des membres de la nation. B. Anderson illustre ce phénomène avec le journal imprimé. Au-delà de la nécessité de maîtriser la langue pour pouvoir le lire, le journal crée un lien entre les membres de la communauté « Le sens de cette cérémonie de masse – la lecture du journal est pour l'homme moderne un substitut de la prière matinale, observait Hegel – est paradoxal. Elle s'accomplit silencieusement, en privé dans les méandres du cerveau. Pourtant, chaque communiant sait pertinemment que la cérémonie qu'il accomplit est répétée simultanément par des milliers (ou des millions) d'autres, dont il connait parfaitement l'existence même s'il n'a pas la moindre idée de leur identité.»[262] Le journal rassemble rituellement les membres de la nation, autant qu'il permet au pouvoir politique de diffuser des informations utiles, parfois

[261] HOBSBAWM E., *op.cit.,* p.100-121
[262] ANDERSON B., *op.cit.,* p.46

orientées, pour entretenir le sentiment national. L'étude de la Serbie et de la Biélorussie nous apprend que l'impact de la langue dans la revendication et la stabilisation de la nation dépend du type de nation.

E. Hobsbawm remarque que les langues nationales se multiplient en parallèle de la création des Etats. Elles ne créent pas les Etats mais sont des éléments de reconnaissance de ces derniers. D'abord nous nous attarderons sur l'impact critiquable de la langue dans l'affirmation de l'identité nationale (I). Malgré les réserves pouvant être émises sur le rôle fondamental de la langue dans la création de la nation, elle n'en demeure pas moins un instrument de propagande puissant notamment grâce à l'éducation nationale (II).

I. La langue pour revendiquer son identité nationale

L'appréhension de l'identité nationale est différente si elle est conditionnée par l'*ethnos* ou le *dêmos*. C'est de cette distinction que découle la *kulturnation* d'une part et la nation élective d'autre part.

Le rapport à la langue suit le même schéma. De façon caricaturale, selon si la nation est un *ethnos* ou un *dêmos*, la langue aura ou non un rôle protonational.

La question de savoir si la langue relève du *dêmos* ou de l'*ethnos* oppose Lénine et Staline. Le premier ne croit pas en l'existence de la nation. Pour lui, ce n'est qu'un sentiment facilement manipulable pour parvenir à prendre le pouvoir en 1917. L'individu appartient à une classe et non à une nation. A terme, l'*ethnos* doit se noyer dans le *dêmos* en construction. Staline, nommé Commissaire aux nationalités au sein du Conseil des Commissaires du peuple, opte pour une position plus nuancée. Il reconnait l'importance de l'*ethnos* dans le *dêmos*. Sa définition de la nation le prouve : « une communauté humaine, stable, historiquement constituée, née sur la base d'une communauté de langue, de territoire, de vie économique et formation psychique qui se traduit dans une communauté de culture ». La langue est pour lui l'origine de la communauté qui se revendique nationale.

Néanmoins, que la nation soit un *ethnos* ou un *dêmos*, la langue joue un rôle non négligeable dans la construction et l'affirmation de la nation. Elle est la vitrine de la nation. Il est devenu commun de tenter d'identifier l'origine d'un individu en l'entendant s'exprimer. Sur le plan de la reconnaissance nationale, la langue permet de revendiquer sa culture nationale (A). Pourtant, les études historiographiques et politiques montrent que la langue demeure un lien protonational artificiel (B).

A. La langue pour s'auto-définir

A partir du 19ème siècle, la question de la langue devient centrale en même temps que les nations se constituent et revendiquent leur Etat. Dès lors, la langue est un outil pour affirmer sa personnalité. La langue permet ainsi de se détacher des voisins et en pratique de faire éclater des ensembles multiethniques sur la base de quelques variations de langue.

G. Delannoi s'intéresse à ce lien entre la langue et la nation qu'il nomme la « nation culturelle ». Il la définit ainsi: « c'est tout ce qui se rapporte à la langue, l'histoire, les règles de conduite, la politesse, la religion, la géographie, la cuisine, les habitudes caractéristiques d'une nation particulière »[263]. Il explique ensuite que nation politique et nation culturelle ne se superposent pas nécessairement. Une nation politique peut concilier plusieurs nations culturelles ou une même nation culturelle peut s'étendre sur plusieurs nations politiques.

C'est bien cette question de la coïncidence entre nation culturelle et politique qui alimente la problématique de la langue nationale en Europe centrale et orientale. Il s'agit d'une aire géographique principalement dominée par la culture slave. Il existe des poches culturelles juives, ottomanes et « occidentales »[264] ; mais elles sont proportionnellement plus faibles. Les nations naissantes au 19ème siècle et ressuscitées dans les années 1990 se cherchent alors des nuances parfois très artificielles ou ténues avec la langue des voisins. La langue n'a pas la même fonction en Serbie et en Biélorussie. Pour la première, elle est un outil de démarcation des voisins (1°). Au contraire, pour la deuxième, elle prouve l'appartenance à un groupe culturel (2°).

1. La langue serbe pour se démarquer de ses voisins

L'objectif premier des nationalistes serbes est de se démarquer des Croates. Ces derniers font exactement la même chose.

La preuve de cette distinction est l'alphabet cyrillique pour les uns, latin pour les autres. Ils ne sont donc pas un seul et même peuple. Comment un même peuple peut-il écrire une même langue avec des alphabets différents ? Au-delà, de cette première remarque graphique, cet éclairage fait sur les lettres permet de montrer également que les Serbes et les Croates appartiennent à des cultures différentes. En effet, l'alphabet est un héritage du passé. Les Serbes écrivent en cyrillique comme les Russes, ils sont des Slaves et leur destin est tourné vers l'Est. Les Croates, eux avec l'alphabet latin, ne sont pas réellement des Slaves. Leur

[263] DELANNOI G., *op.cit.*, p.16

[264] Nous laissons volontairement de coté la question du magyar qui est une langue particulière dans cette région.

passé sous domination romaine puis austro-hongroise, les fait davantage regarder vers l'Ouest.

Le rêve yougoslave par l'unité linguistique.

La conciliation entre les deux formes d'écriture n'a pas toujours été un problème. Tito n'y voyait aucun inconvénient. Il disait être à la tête d'un Etat qui, entre autres, possède deux alphabets. Le yougoslavisme devait être plus fort. De fait, cette idéologie et la peur régnant dans un Etat policier ont rendu la cohabitation linguistique et graphique possible.

Le Maréchal n'est pas le premier à avoir réussi à faire évoluer côte à côte les deux nations par la langue. Déjà au 19ème siècle des intellectuels cherchent à créer une seule et même nation. Ils s'appuient sur la communauté de langue entre les Serbes et les Croates. En 1850, L. Gaj et S.V. Karadžić signent l'accord de Viennes qui entérine la création de la langue serbo-croate. Cette langue littéraire est fondée sur la base du štokavien, l'un des dialectes les plus parlés de la région. Il est prévu dès son origine que cette langue soit écrite dans les deux alphabets. Cette particularité de la langue serbo-croate s'explique par l'idéologie politique du moment. Les intellectuels à l'image de L. Gaj et V.S. Karadžić veulent créer un Etat rassemblant tous les Slaves du Sud : la Yougoslavie. La communauté de langue est le premier pas vers cette construction. H. Seton-Watson rappelle que le 19ème siècle est l'Age d'or des langues vernaculaires. Les intellectuels, touchés par la pensée des Lumières et séduits par les Révolutions en occident, rêvent de créer des Etats nations en orient. La langue est l'un des points de départ de cette création.

Cependant, la tâche est ardue dans la péninsule balkanique. Les peuples ont suivi des chemins divergents depuis la séparation de l'Empire romain. Les Serbes et les Croates n'ont pas la même histoire. Les premiers sont convaincus d'avoir sauvé les deuxièmes et le reste de la Chrétienté en se soumettant aux Ottomans. L'utilisation d'alphabets différents est le reflet de cette dissociation.

A l'origine, la communauté de langue doit réaliser ce grand ensemble yougoslave. Les intellectuels optent pour le serbo-croate. Tant que vivre ensemble procure des avantages à chaque nation constitutive ou permet de se trouver un point commun pour lutter contre un oppresseur, cette communauté de langue n'est pas remise en question. Les difficultés notamment économiques et politiques font voler en éclats cette unité.

La langue : un instrument de destruction de la fraternité yougoslave

La construction d'un soi n'est pas le seul projet des intellectuels et des leaders politiques. En créant une langue par opposition à une autre, ils créent un Autre, un ennemi. La langue ne sert plus des desseins de paix et d'union mais des discours de haine et de désunion. Les systèmes de pensée véhiculés par la langue changent radicalement. Effectivement c'est par elle que les membres du groupe expriment leur vision du monde, leur appréhension de celui-ci. Les mots pour désigner l'Autre influent sur les sentiments que le groupe a envers Lui. Employer un champ lexical positif induit une amitié, un champ lexical négatif une inimitié. Par ce processus, les membres d'une nation entretiennent une haine ancestrale à l'encontre d'une autre au prétexte que dans un passé immémorial les derniers ont massacré, soumis, trahi les premiers. Le sentiment de vengeance se transmet de génération en génération.

Ainsi, les Serbes honnissent les Musulmans malgré leur changement de nom, ils sont les descendants des Ottomans ou des Serbes qui ont trahi leur peuple en se convertissant. L'emploi du seul terme « Musulman » est suffisant pour éveiller la haine et la vengeance. Il en va de même avec les termes « Albanais » et « Bosniaques » qui sont au cœur des discours nationalistes des années 1990 appelant à la haine et au massacre.

Après la chute de la RFSY, la langue et le discours sont les premières armes utilisées par les nationalistes pour achever cette paix précaire qui tenait pourtant depuis près de quarante ans. Dans cette péninsule se rejoue l'épisode biblique de la Tour de Babel. Un jour, les Yougoslaves ne se sont plus compris ou n'ont plus voulu se comprendre. Dès lors, le manque de communication les a entrainés dans la guerre et le massacre. La *Grammaire de Port-Royal* affirme que la langue est la marque de la raison insufflée par Dieu en chaque homme. Si la raison est unique, elle est la même pour tous les hommes, les variations entre les langues ne sont alors que des détails sans peu d'importance. Dans la cadre de la RFSY, le titisme est la raison, il unit tous les Yougoslaves qu'ils soient latins ou slaves. A la mort de Tito, la raison titiste se dissipe et est remplacée par une nouvelle raison : le nationalisme. Dès cet instant, les différences de langues jusque là très secondaires deviennent fondamentales. Chaque raison possède son nouveau Dieu qui cherche à éliminer son voisin.

2. <u>La langue biélorussienne pour marquer son appartenance culturelle</u>

La langue n'est pas un marqueur de protonational de la Biélorussie, elle permet de l'inscrire dans une aire culturelle dans ce que S. Huntington nomme une civilisation. Il la définit de la façon suivante : « le mode le plus élevé de regroupement et le niveau le plus haut d'identité culturelle dont les humains ont besoin pour se distinguer des autres espèces. Elle se définie à

la fois par des éléments objectifs comme la langue, l'histoire, la religion, les coutumes, les institutions, et par des éléments subjectifs d'auto-identification »[265].

Ainsi, en choisissant deux langues slaves comme langues officielles, et en pratiquant la trasianka, la nation biélorussienne prouve qu'elle appartient à la civilisation « occidentale ». L'auteur du *Choc des civilisations* n'en donne qu'une définition très succincte « l'apparition de la civilisation occidentale date de 700 ou 800 après J.-C. Les spécialistes s'accordent pour penser qu'elle comprend trois grandes composantes : l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Amérique latine »[266]. La Biélorussie correspond aux critères de dates et géographiques. Toutefois, par l'exemple la Biélorussie, nous tenterons de nuancer l'idéaltype de la *civilisation occidentale* de S. Huntington. La zone européenne doit être divisée en deux sous-cultures : l'occident et l'orient. La frontière entre l'une et l'autre correspond à la ligne de partage entre la branche catholique et la branche orthodoxe de la Chrétienté. La Biélorussie se présente alors comme une zone floue. Elle est au carrefour de l'orient et de l'occident. Certes aujourd'hui, elle semble davantage tournée vers la culture orientale, mais ceci n'est-il pas la conséquence du jeu politique ? Si A. Loukachenka n'avait pas empêché la transition démocratique, le parcours récent de la Biélorussie aurait pu être différent et ses racines occidentales prendre le pas sur celles orientales.

Là est bien, peut-être, toute la difficulté, la particularité, la richesse, selon le point de vue, de la Biélorussie. Sa capacité à absorber les cultures qui la traversent sans parvenir à les dépasser en font une nation compliquée à appréhender. La problématique de la langue officielle en est la preuve. La *trasianka*, langue qui se rapproche le plus de ce qui pourrait être la culture biélorussienne, n'est pas reconnue par la Constitution. La lutte entre le biélorussien, survivance du Grand-duché et le russe, symbole du zapadno-russisme, sont des rappels constants que les deux grands ennemis historiques de la région ont fait barrage à la création de la *kulturnation* biélorussienne.

Le russe n'est pas la langue originaire de la Biélorussie. Le vieux-biélorussien est sa langue maternelle. Lorsque la Russie Blanche est sous la domination du Grand-duché de Lithuanie et de Pologne, le vieux-biélorussien reste très longtemps la langue de l'administration avant de céder sa place au polonais. Dès lors, la langue déchue devient celle des paysans et sujet de moquerie des nobles envers ceux qui la pratiquent. Pourtant des écrits témoignent de la grandeur du vieux-biélorussien dans le passé. En 1517, est imprimée à Prague la première Bible en cyrillique dans cette langue par F. Skaryna. Douze ans plus tard, les *Statuts*

[265] HUNTINGTON S.P., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000, p.47
[266] *Ibid.* p.52

*lithuanien*s fusionnant la Lithuanie et la Pologne, sont rédigés dans leur version finale dans cette langue. Le vieux-biélorussien tombe totalement en désuétude après l'invasion par l'Empire russe. En 1836, le Tsar impose le russe comme langue de l'éducation. En 1840 il signe l'arrêt de mort de la langue première de la Biélorussie en l'interdisant totalement.

Une diversité de langues officielles

Si la langue n'est pas un marqueur protonational de la Biélorussie, c'est parce que celle-ci correspond à l'idéaltype de la nation politique. De ce fait, l'impact de la langue dans cette nation est le même que celui qui préside dans l'imaginaire des Révolutionnaires de 1789. Pour eux, la nation ne peut pas s'identifier à une langue. Ce sont les valeurs communes qui forgent la nation. Néanmoins, ils admettent que la nation se traduit par l'appartenance à une culture qui se manifeste par la langue. La langue facilite la transmission et la compréhension des valeurs fondatrices. Dans les nations politiques, la langue est au service de la nation, elle ne légitime pas son existence. De plus, la Biélorussie et les nations politiques montrent les limites d'une identification trop scientifique d'une nation par la langue. Cette méthode qui est utilisée dans les PECO après la Première Guerre mondiale empêche toute idée de nuance qui est essentielle dans cette région. Imposer une langue officielle nationale nie la présence de groupes minoritaires et uniformise la culture des peuples attachés à cette terre.

En Biélorussie, la question de la langue officielle est plus complexe que le choix entre le russe ou le biélorussien. Cette dichotomie est une simplification de la situation par les leaders politiques. Une troisième langue existe : la *trasianka*. Il s'agit d'un mélange de biélorussien et de russe, voire d'ukrainien ou de lituanien. Parfois même, c'est l'association de trois langues. La trasianka montre la diversité culturelle de la nation et les diverses influences qui s'y croisent. A. Loukachenka lui-même pratique plus aisément la trasianka que le russe ou le biélorussien. Cependant dans les faits, le russe et le biélorussien sont les deux langues officielles depuis le référendum de 1995. Entre les deux, le russe est le plus utilisé par les locuteurs[267].

La langue officielle : un débat politique

Avec le référendum de 1995, A. Loukachenka change radicalement la donne. Il n'est désormais plus question de bâtir une nation culturelle. Le nouveau dirigeant biélorussien est guidé par un fort zapadno-russisme. Par conséquent, il propose au peuple d'approuver le

[267] Depuis un décret soviétique de 1956, le russe est la « deuxième langue maternelle des Républiques ».

rétablissement des symboles soviétiques et de faire du russe la co-langue officielle[268]. Cette cohabitation des deux langues est une mesure très réfléchie. Elle fait de lui le défenseur de la diversité culturelle de la Biélorussie. En effet, la reconnaissance d'une valeur égale entre les deux idiomes prouve que, comme le peuple, il n'est pas favorable à une rupture totale avec la Russie. Il admet que la Biélorussie est désormais un Etat indépendant, d'où le maintien du biélorussien mais qu'en même temps, la Russie demeure son partenaire privilégié car c'est avec elle qu'il partage une histoire récente substantielle.

La problématique de la langue est une parade politique qui n'a en pratique aucune véritable influence sur le développement d'un quelconque sentiment national. Au milieu des années 1990, les Biélorussiens ont des soucis bien plus graves.

La linguistique apprend quand même beaucoup au chercheur. Elle est révélatrice de ce qu'est la culture biélorussienne. D'abord, ce questionnement du choix de la langue officielle et la pratique courante de la trasianka prouve que cette société est hautement cosmopolite. L'intensité du lien avec la Russie n'est qu'une manipulation de cette partie de cette culture. Ce ne sont que des considérations politico-économiques. A l'époque, le Grand-duché a toujours promu une politique de tolérance culturelle sur ses terres. Hormis à la fin de son existence, lorsqu'il est menacé par l'Empire russe et qu'il tente de poloniser le peuple, il laisse une grande liberté de conscience aux masses. Ainsi, en dotant la Biélorussie de deux langues officielles et en étant un locuteur de la trasianka, A. Loukachenka honore le passé lithuano-polonais, lui qui ne reconnait que le passé russe.

Le rapport à la langue est intimement lié au type de nation. En Serbie, le langage est un élément central de définition de la communauté. Elle permet d'identifier qui en est membre et qui ne l'est pas. Elle est un instrument politique prônant tantôt l'union, tantôt la désunion. Elle est aussi bien un vecteur du nationalisme que du yougoslavisme. Sa malléabilité en fait un levier politique très fort : chaque camp peut s'en servir pour appuyer sa rhétorique. La langue, est le reflet de la tendance politique dominante à un moment donné.

En revanche, le biélorussien n'a pas cette reconnaissance de la communauté. Dans une nation politique, les valeurs sont plus fortes que la culture. Les débats sur la langue, s'ils étaient autrefois fondamentaux pour imposer, soit la domination polonaise, soit la domination russe, n'est aujourd'hui qu'une vitrine pour détourner les Biélorussiens des sujets préoccupants. Les langues usitées dans cet Etat sont la reproduction de la diversité de la Biélorussie. Le

[268] Sur les manipulations référendaires de 1995 et 1996 voir infra à propos du populisme.

multilinguisme et la *trasianka* rappellent que la Biélorussie est une aire de métissage culturel au cœur de l'Europe. L'étude de la langue montre que la Biélorussie a subi des influences multiples au cours de son histoire sans parvenir à les dépasser pour créer sa propre identité culturelle.

B. La langue : l'illusion d'un ancrage dans le temps

La preuve de l'ancienneté de la nation par les origines immémoriales de la langue est un sujet fréquemment étudié par les auteurs. Elle permet de faire un lien entre les historiens, les linguistes et les politistes. Tous en arrivent à la même conclusion. La langue ne peut être un lien protonational que dans des cas exceptionnels. Elle ne peut jamais être *pure*. En tant que moyen de communication entre les communautés, elle est nécessairement influencée par l'extérieur. Pour qu'une nation puisse se dire réellement originelle, il faudrait qu'elle n'ait eu aucun contact avec le reste du monde. Or, il est certain que ce n'est pas possible, depuis le 15ème siècle et le début de la conquête des nouveaux mondes.

Dans les PECO, encore plus qu'ailleurs en Europe, cette manipulation politique de la langue ne tient pas d'un point de vue scientifique. Les linguistes du 19ème siècle et leurs descendants de l'entre-deux-guerres, souvent germanophiles, entreprennent dans leur idée d'indépendance nationale de fixer la langue du *vrai peuple*. Cette quête des origines, accompagnée d'une redécouverte du folklore païen est grandement idéalisée. Ils sont régulièrement déçus de leurs trouvailles. La langue des paysans n'est pas toujours si belle et mélodieuse qu'ils l'imaginent. Au contraire, elle est souvent vulgaire et rudimentaire. De plus, d'ordinaire, les paysans pratiquent plusieurs langues. Face à cet imbroglio linguistique, les quêteurs et les leaders nationalistes déterminent de façon arbitraire la langue de la communauté et tentent de convaincre le peuple qu'il s'agit de la langue de leurs ancêtres.

Les cas serbe et biélorussien montrent que, tout compte fait, ce n'est pas la langue en elle-même qui est l'élément rassembleur de la nation. Ce peut-être sa transcription graphique ou les valeurs qui la sous-tendent. La langue n'est que le révélateur de la communauté, pas un de ses points de jonction. C'est pour cela que tous les nouveaux régimes dès leur avènement se préoccupent du système éducatif. C'est lui qui, non seulement transmet la langue commune, mais aussi qui lègue un héritage conforme à ses desseins aux générations futures assurant la pérennité du régime.

Les nationalistes en appellent à la langue pour prouver que la nation est ancienne. Les discours et actes politiques font oublier que les langues officielles ne sont que des créations récentes. Le serbo-croate est une illustration parfaite de ceci (1°). Le Biélorussien, au

contraire, peut-être un exemple d'une vieille langue qui prouve l'existence d'une nation indépendante de la Russie (2°).

1. Le serbo-croate : la preuve d'une nation récente

La Serbie ne peut pas se prévaloir d'une langue millénaire pour affirmer sa singularité. La date, le lieu de naissance de sa langue, ainsi que ses pères sont connus. La langue serbo-croate, normalisée et codifiée, est le résultat des négociations lors du Congrès de Vienne de 1850. A cette occasion. L. Gaj et V.S. Karadžić créent une langue littéraire unique. Elle est donc le reflet de la communauté culturelle de la Serbie et de la Croatie tout en n'oubliant pas les différences historiques qui les séparent. Cependant ces dernières doivent s'effacer face aux points communs. Le premier de ces points communs est la proximité entre les trois principaux dialectes de la région : la štokavien, le kajkavien et čakavien. Accompagnés du Slovène J. Kopitar, L. Gaj et V.S. Karadžić élaborent un langage qui doit être compris n'importe où dans la péninsule.

Une langue au service d'une politique d'union des Slaves du Sud

La création de cette langue unique dépasse les intérêts purement linguistiques. Certes, cette discipline connait ses heures de gloire à cette époque, mais la dimension politique n'est pas loin. C'est à cette époque qu'apparait l'idée d'une union des Slaves du Sud dans un seul et même Etat. Ce nouveau projet d'une Yougoslavie pour se libérer de l'emprise des Austro-hongrois d'une part et des Ottomans d'autre part, est porté par le Parti national de l'Evêque J. Strossmayer. Ce dernier ancre son idée dans la réalité en fondant à Zagreb au milieu du 19ème siècle l'Académie yougoslave des sciences et des arts, sanctuaire de la thèse selon laquelle « les différences linguistiques ou religieuses séparant les peuples slaves du Sud (Serbes, Croates et Slovènes) sont si minimes qu'elles ne doivent pas empêcher une vie commune »[269]. Ainsi, contrairement aux idées reçues à propos des *kulturnationen*, dans le cas de la Yougoslavie, ce n'est pas les langues qui forment la nation mais leur congruence. La communauté de langue récemment composée démontre que les Slaves du Sud ont plus en commun qu'ils ne le pensent. Cependant, en aucun cas, les racines ancestrales de la langue ne sont invoquées. A l'instar de la nation, la langue est donc ici une création de la part des intellectuels dans le but de se dégager de l'autorité des Empires dominateurs.

[269] HARTMANN F., *op.cit.*, p. 14

L'importance fondamentale de l'alphabet

Si la langue est une création moderne, l'utilisation de l'alphabet ne l'est pas. Elle date de la séparation de l'Empire romain et du rattachement de la Serbie à Constantinople et de la Croatie à Rome. Dès lors, les deux nations suivent des trajectoires culturelles très différentes. Les Croates apprennent rapidement l'écriture latine et acceptent de perdre « leur nom national ». Ils renient ainsi par leur langue et leur nom leur passé grec alors que les Serbes le revendiquent. Ils n'abandonneront ni leur culture ni leur langue, y compris lors de la soumission aux Ottomans.

Cette critique de la différence entre les Serbes et les Croates en raison de leur rapport à la langue trouve un écho dans l'article provocateur de N. Stojanović en 1902 « Jusqu'à l'extermination, la nôtre ou la vôtre ». L'auteur explique que les Croates ne peuvent plus prétendre être une nation depuis qu'ils ont préféré la liturgie romaine à la liturgie grecque. Il le prouve en affirmant qu'ils n'ont pas de littérature nationale, ils ne possèdent donc pas de culture propre mais baignent dans la culture étrangère. Ils ont totalement épousé la culture d'abord romaine puis austro-hongroise. Cette faiblesse est la conséquence du choix de Rome plutôt que de Constantinople, du choix de l'alphabet latin plutôt que de l'alphabet cyrillique.

Toutes ces questions autour de l'antériorité de la langue ne sont pas de simples réflexions d'intellectuels du 19ème siècle. Elles réapparaissent dans les Balkans à chaque déstabilisation politique. Là où les linguistes du Congrès de Vienne cherchent à unir les peuples en inventant une nouvelle langue commune, les nationalistes du 20ème siècle cherchent par ce biais à les séparer. Le serbo-croate n'existe plus, chaque nation possède sa propre langue, bien que les différences entre elles soient souvent minimes, voire superficielles. L'utilisation de l'un ou l'autre des alphabets n'est pas négligeable. Le but est de prouver son existence autonome en démontrant que la communication avec le voisin n'est pas possible. Elle est aussi une marque de domination. Par exemple, utiliser dans l'administration un alphabet qu'une partie de la population ne maitrise pas l'exclut *de facto* du pouvoir. Elle est réduite au rang de minorité silencieuse.

Ainsi, l'ancrage de la nation dans le temps ne passe pas par la langue en elle-même, la majeure partie des Slaves du Sud étant capable de communiquer à l'oral, mais elle passe par l'écriture. Cette nuance corrobore l'idée que les interrogations au sujet de la langue nationale sont des questionnements d'élites au 19ème siècle. Alors que la population était en grande partie analphabète, pourquoi avoir opté pour cette double transcription si ce n'est pour convenir aux élites ? Le choix de l'un ou l'autre des alphabets ou même la création de

nouveaux signes aurait empêché la désunion par l'écriture, là où l'oralité se veut rassembleuse.

2. Le vieux-biélorussien : une preuve d'une indépendance nationale oubliée

A l'époque de l'intégration de la Biélorussie au Grand duché, le vieux-biélorussien connait son heure de gloire. Il est la langue de l'administration et des élites. Il est en plein essor entre le 12ème et le 16ème siècle. La Réforme puis la Contre-Réforme, ainsi que la poussée vers l'ouest de la Russie, ont des conséquences fatales pour cette langue. Les élites converties au catholicisme sont désormais polonisées. Le vieux-biélorussien tombe en désuétude au profit du polonais perçu comme une langue moderne. La vieille langue suit le même chemin que le latin en occident.

La lutte politique pour la langue officielle

Cette montée en puissance de la langue polonaise n'est pas seulement le résultat des bouleversements religieux dans la région. Elle est également la conséquence de l'expansionnisme russe vers l'ouest. Le vieux-biélorussien est une langue proche du russe. D'ailleurs, alors que les élites se sentent proches de la Pologne, les paysans, eux, sont attirés par l'Empire tsariste avec lequel ils partagent, en sus, l'orthodoxie. La polonisation de la Biélorussie est un moyen pour le Grand-duché menacé de tenter de résister à l'invasion. La lutte est vaine car la Russie prend rapidement possession de cette terre et réduit à néant le Grand-duché. Cependant, la victoire russe n'est pas totale. Certes, le zapadno-russisme nait à cette époque, mais la russification de la Biélorussie n'est pas automatique. L'administration impériale doit dans un premier temps *dépoloniser* les hautes sphères puis elle s'attaque à la tache ardue d'éradiquer les dialectes locaux qui donneront plus tard la trasianka. Les Russes s'appuient sur les liens culturels ancestraux entre les deux peuples pour imposer leur langue. Ils ne peuvent, néanmoins, pas compter sur l'influence de la similitude d'alphabets et diffuser le russe par l'imprimé en raison du fort taux d'analphabètes dans cette région. La russification se fait alors dans la violence. Toutefois, elle n'est pas le succès attendu. La zone frontalière avec la Pologne résiste et maintient son lien avec l'ancien hégémon.

Plus tard, la Biélorussie suit les mêmes mouvements linguistiques que les autres Républiques soviétiques. Pologne et Russie puis URSS se livrent une bataille d'influence jusque dans le domaine de la langue. Elles se prévalent toutes les deux d'une antériorité culturelle plus lointaine pour justifier leur emprise sur la Biélorussie. Pourtant, cette lutte de pouvoir n'est pas réellement une lutte autour du temps, mais de la géographie.

La question de la langue est naturellement revenue sur le devant de la scène au tournant des années 1990 lors de l'indépendance de la Biélorussie. Comme partout ailleurs, les élites intellectuelles indépendantistes cherchent à prouver que leur nation est différente de l'URSS. En Biélorussie, ceci passe par le besoin d'en finir avec le zapadno-russisme. Le BNF propose que désormais la langue officielle soit le biélorussien : une version modernisée du vieux-biélorussien. Malgré leurs divers insuccès électoraux, leur proposition est reprise par le pouvoir de transition démocratique. Le problème est que, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le russe est la langue de la modernité et de l'ascension sociale.

La *trasianka* : l'échec de la *kulturnation*

Finalement, dans le cas de la langue ancestrale, la Biélorussie s'éloigne un peu de la nation politique. Depuis 1995, la Constitution ne tranche pas le débat entre le russe et le biélorussien. Pourtant, en respectant les principes fondateurs de la cette nation ni l'une ni l'autre ne devrait jouir de ce statut, résultat de manipulations historico-politiques. La trasianka correspond le plus au particularisme biélorussien. Ce modèle de langue, reflète l'ouverture et le multiculturalisme de la Biélorussie. Dans son histoire et par sa géographie, la Biélorussie n'est pas l'affrontement entre deux langues slaves. Elle connait les influences de la Pologne, de Byzance, de la France et du yiddish. Les Biélorussiens, en raison de leur constante vie sous domination extérieure, se sont appropriés les principes politiques et moraux de leurs envahisseurs. Ils les ont mélangés pour créer leur propre identité qui les sublime. La trasianka illustre la difficulté de définir ce qu'est la Biélorussie car selon la région, généralement une dominante russe ou polonaise s'impose. Elle renforce l'idée que la Biélorussie est peut-être une *kulturnation* artificielle créée par le politique. Mais, elle révèle la réalité de cette nation sur le plan politique. Le biélorussien ne peut pas être une langue ancestrale uniforme dans l'ensemble de l'Etat, car les Biélorussiens ont de multiples origines. Le choix entre le russe et le biélorussien n'est alors qu'une question de pragmatisme dans la gestion administrative. Il est nécessaire dans un « Etat scientifique », selon l'expression d'A.-D Smith, que tout le monde s'exprime et communique dans une ou plusieurs langues officielles. L'éviction du polonais est également un choix arbitraire dans la tentative de créer une *kulturnation* biélorussienne. Le polonais est tout aussi légitime en termes d'enracinement que le russe pour se prévaloir du titre de co-langue officielle. Ce choix est une décision de leaders politiques élevés dans une culture russo-soviétique. Toutefois, au regard des valeurs politiques, c'est peut-être cette langue qui est la plus apte à obtenir ce statut. En effet, la tradition de respect des cultures provient du Grand-duché.

L'image d'une langue pure et ancestrale est une illusion inventée par les romantiques. L'idée d'un retour à la culture originelle pour créer une nation indépendante est séduisante, mais elle ne passe pas l'épreuve de la théorie. La réalité historique, le contexte géographique, les relations avec les voisins sont quelques uns des facteurs empêchant sa réalisation.

II. La langue pour diffuser la pensée nationale : l'exemple de l'éducation nationale

E. Gellner fait de la culture et de la langue des éléments phares de son explication du développement du nationalisme lors de l'industrialisation des sociétés. Son étude se découpe en deux temps chronologiques. Le premier est celui des sociétés agraires, non industrialisées qui correspondrait en occident au Moyen-âge, qu'il définit comme « technologiquement relativement stable »[270]. Pour lui, ces sociétés primaires se décomposent en ce qu'il nomme deux « cultures ». Elles sont totalement hermétiques l'une à l'autre et n'ont des rapports que très restreints et codifiés. Elles communiquent très difficilement. Elles sont deux sphères qui cohabitent sur un même espace mais n'ayant que peu de choses en commun. La première de ces cultures sont les « basses cultures », E. Gellner utilise le pluriel car il n'y a aucune uniformité entre elles. Peu ou pas éduquées, elles sont guidées par la mystique, ce qui rend leur possibilité d'évolution sociale nulle. Elles occupent leur existence en réalisant une multitude d'activités non spécialisées. Il explique qu'elles pratiquent des patois locaux et vivent dans une relative autarcie. Ce sont des sociétés auto-suffisantes qui limitent au maximum les contacts avec leurs voisins.

La deuxième culture est la « haute culture ». Elle se situe au dessus de la plèbe des basses cultures. Elle apparait lorsque l'économie galopante a nécessité des personnes capables de tenir des registres de commerce, de stocks, des finances… Sa maîtrise de l'activité scripturale et d'une langue universelle, le latin en Occident, en font une classe fermée. Son isolement est renforcé par le pouvoir politique qui ne prend en charge aucun système éducatif. L'apprentissage se fait par le cercle familial ou par la corporation. E. Gellner parle alors d' « endo-formation »[271] pour caractériser ces modèles éducatifs propres à chaque activité. Ainsi, le cloisonnement entre les deux cultures et entre les différentes communautés des

[270] GELLNER E., cité par ROGER A., *op.cit.*, p.11
[271] *Ibid.* p.14

basses cultures rendent la transmission du savoir quasiment impossible tout comme la mobilité sociale. La naissance prédestine la vie de chaque individu.

La situation est bouleversée par l'industrialisation de la société orientée par le « progrès » et la « rationalité »[272]. Toutes ces communautés jusqu'ici indépendantes. Cette transition correspond au basculement vers ce que M. Weber nomme la *bureaucratisation*. Désormais, le rôle social n'est plus déterminé par la naissance mais par le choix. De plus, les individus ne sont plus figés dans leur statut, ils peuvent évoluer au cours de leur vie et passer d'une sphère à une autre. Il existe toujours une élite mais elle est ouverte. En effet, le point central pour E. Gellner de cette nouvelle mobilité sociale est la création d'une haute culture universelle. Le pouvoir politique a besoin pour le fonctionnement de son administration de plus en plus de personnes ayant une base de connaissances commune et non spécialisée. Se développe alors une langue universelle, officielle, que chacun doit pouvoir maîtriser pour interagir dans la sphère publique. L'Etat met en place un réseau d'éducation nationale transmettant les savoirs nécessaires pour pouvoir évoluer dans la nouvelle société. Poussée à l'extrême, cette mainmise politique conduit à la construction d'individus conformes aux attentes du pouvoir.

Cette logique s'applique tant aux nations politiques qu'aux *kulturnationen*. La langue devient un enjeu majeur dès lors qu'il faut stabiliser et légitimer l'Etat. L'éducation nationale en tant qu'instrument de formation des générations futures est alors un organe vital de la diffusion des valeurs de la communauté.

Sous S. Milošević, la lutte entre les Serbes et les Albanais se joue également sur les bancs de l'école (A). En Biélorussie, le choix de la langue de l'enseignement demeure un sujet compliqué car toujours imposée par la force politique extérieure dominante (B).

A. Kosovo : l'illustration de l'importance de la langue de l'éducation

Au Kosovo, plus que nulle part ailleurs en ex-RFSY, la question de la langue de l'instruction est primordiale. Elle est le symbole du dominant de cette terre en proie à une lutte ancestrale entre Albanais et Serbes. Celui qui parvient à imposer sa langue est alors le maître du Kosovo car c'est lui qui dirige l'administration.

Les conflits entre les Serbes et les Albanais du Kosovo germent dans tous les pans de la société. L'importance de l'éducation dans un régime politique en fait le premier terrain d'affrontement. Il est nécessaire de former les générations futures à l'image de leurs ancêtres pour espérer gagner un jour la bataille.

[272] *Ibid.* p.15

Malgré les revendications et la propagande des nationalistes serbes, cette nation a toujours eu la main sur le Kosovo. Jamais Tito n'a fondamentalement nié cette domination (1°). Toutefois, S. Milošević sanctifie cette situation en faisant de la culture serbe, la haute culture du Kosovo (2°).

1. Tito : la reconnaissance de la domination serbe

Après la Deuxième Guerre mondiale, Tito et les communistes prennent le parti de mettre en place un système ségrégationniste. Chaque groupe majoritaire, serbe, albanais et turc, bénéficie de sa propre éducation nationale dispensant des enseignements dans sa langue et selon les programmes prévus par la nation mère, notamment en histoire et géographie. La situation évolue durant les années 1950. D'abord, dès 1953, sont construits les premiers bâtiments scolaires communs. Les programmes restent liés à ceux de la nation d'origine, mais les élèves se côtoient. Le rapprochement devient inévitable lorsqu'une loi de 1958 rend l'école obligatoire de 7 à 15 ans. Au-delà du fait que l'Etat titiste se structure et a besoin de personnel lettré pour intégrer son administration, le gouvernement force surtout les enfants à apprendre à vivre ensemble. Le but, avoué ou non par les communistes, est de faire germer l'idée de relations cordiales, voire fraternelles, entre les différentes communautés en passant par les enfants, une génération qui n'a que peu ou pas connue la guerre.

La région ne connait pas de problème au sujet de l'éducation jusqu'en 1981. Cette année-là, éclatent des émeutes estudiantines à Priština, dénonçant la place prépondérante de l'enseignement en albanais à l'université. Le gouvernement capitule en refondant les programmes. La place accordée à l'albanais est considérablement amoindrie : les manuels scolaires jusqu'ici directement importés de cet Etat sont remplacés par des ouvrages serbo-croates traduits. Ceci est en conformité avec les volontés de Tito à l'égard du Kosovo, malgré la reconnaissance du statut de Province autonome en 1974. En traduisant des manuels serbo-croates en albanais, le gouvernement s'immisce dans l'éducation des jeunes et s'assure de limiter les risques de nouvelles émeutes estudiantines avec la prochaine génération. Le signal est très clair pour les Albanais, ils sont une culture minoritaire alors que les Serbes appartiennent à la culture majoritaire.

2. S. Milošević : le retour de la haute culture serbe

L'accession au pouvoir de S. Milošević et des nationalistes serbes à la fin des années 1980 se ressent inévitablement dans l'éducation. Elle subit les mêmes campagnes de *serbisation* que le reste de la société avec pour but à terme le retour total du Kosovo dans le giron serbe. Les nouveaux programmes, rédigés en 1990, font la culture serbe la culture dominante.

L'exclusion de la culture albanaise de l'Etat nation

Un nouveau pas est franchi en 1994 imposant l'idée de deux cultures hermétiquement cloisonnées n'ayant aucun rapport sinon celui de la force. Le Kosovo connait une certaine régression dans la chronologie d'E. Gellner. Le basculement politique n'a pas conduit à une culture universelle, mais à deux cultures sociales. La réussite d'un examen de langue et littérature serbes est exigée pour accéder au cycle secondaire. Un enseignement en albanais est maintenu en maternelle et en primaire. Au-delà, ceux qui souhaitent continuer leur cursus scolaire devront être *serbophones*. Cette nouvelle condition d'accès aux études a deux conséquences. La première, elle permet au régime nationaliste de s'assurer une intelligentsia formée selon le modèle serbe. Les parents qui refusent que leurs enfants se plient à cette modalité les privent d'un avenir dans l'administration. Pour reprendre les termes d'E. Gellner, ces enfants ne pourront connaitre aucune mobilité sociale, les hauts postes étant réservés aux *serbophones*. La deuxième conséquence est la mise au chômage des enseignants albanais qui refusent d'abandonner leur langue maternelle afin de pouvoir conserver leur poste. Le régime de S. Milošević a toujours nié de telles pratiques. Quoi qu'il en soit, de nombreux enfants et professeurs albanais quittent les bancs de l'école publique pour des écoles parallèles. Ces écoles clandestines proposent les enseignements exclusivement en albanais. Les cours sont généralement itinérants pour éviter d'être repérés par la police et abrités au domicile des parents.

L'imposition d'un système ségrégationniste par l'occident

Ce n'est qu'en 1996, suite au début des interventions des forces européennes et nord-américaines dans les Balkans, contraignent S. Milošević et I. Rugova à s'entendre pour que les élèves clandestins aient la possibilité de réintégrer l'école publique. Cependant, les violences subies durant la guerre laissent des traces indélébiles. Comme dans les premières années de la RFSY, le système est ségrégationniste. Il est impossible de mélanger Serbes et Albanais. Toutefois, ils acceptent de partager les mêmes locaux, les horaires d'occupation sont alors aménagés. Chaque communauté enseigne son programme, dans sa langue.

Les quatre décennies titistes ne sont pas parvenues à changer les mentalités. Dans l'éducation encore plus qu'ailleurs, la suprématie du régime n'a pas réduit au silence les velléités de chaque partie. Le rapprochement progressif entre les Serbes et les Albanais était un projet mort-né, ne serait-ce que par la position personnelle de Tito envers ces derniers. Contrairement à la pensée commune en Serbie, Tito a protégé les intérêts serbes au Kosovo. Le nationalisme de S. Milošević ne peut que faire vaciller cette cohabitation précaire. Sa politique de reconquête et de *re-serbisation* de la Province impose la formation d'une génération totalement acquise à sa cause.

B. Biélorussie : la complexité du choix de la langue de l'éducation

En Biélorussie, le débat sur la langue de l'éducation est présent notamment à partir de 1991. C'est la première fois que cette nation prend des décisions pour elle-même. Jusqu'alors, les Polonais et les Russo-soviétiques lui ont imposé sa langue officielle afin d'affirmer leur emprise. Désormais en devant déterminer sa langue d'éducation, la Biélorussie doit également déterminer son identité. Plusieurs choix s'offrent à elle : le biélorussien pour affirmer une indépendance pleine et entière ou le russe voire le polonais, solution la moins plausible, pour marquer son attachement culturel à une nation voisine. Ce débat est un faux débat puisque la Biélorussie est une nation politique et non une *kulturnation*. L'attachement particulier pour le russe est la conséquence de cette forme de nation. C'est la force du zapadno-russisme qui conduit au choix du russe en tant que langue la plus pratiquée car elle est la langue qui a permis d'exprimer les valeurs communes aux deux nations. Le biélorussien, de même que le polonais, sont les langues de l'opposition au zapadno-russisme. Elles n'ont alors aucune chance de devenir des langues officielles et/ou de l'éducation.

En substance, le débat sur la langue de l'éducation en Biélorussie est un débat accessoire. Il est la transposition sur le terrain de la linguistique de celui sur l'identité de la Biélorussie. Russe ? Biélorussienne ? Ce n'est pas la linguistique qui prime ici mais la relation de force. Imposer sa langue signifie imposer son pouvoir et donc sa vision de l'identité nationale. Ainsi, dans une nation politique, la langue est seulement un soutien au sentiment national. Elle est l'instrument de promotion et de diffusion des valeurs et non l'instrument rassembleur.

L'URSS mène une politique changeante au sujet de la langue officielle passant de l'affirmation du biélorussien au russe (1°). A. Loukachenka, lui, maintient l'ambiguïté de l'identité nationale en confirmant un bilinguisme russophone (2°).

1. En URSS : du biélorussien au russe

A l'époque stalinienne, la langue officielle de la RSSB est le biélorussien. Les réformes de 1933 opèrent un rapprochement orthographique entre le biélorussien et le russe, mais Staline impose l'apprentissage du biélorussien. Il est impossible de ne pas faire un lien ici entre l'ancien poste de Staline de Commissaire aux nationalités et cette décision. Il a une position bien plus nuancée que Lénine au sujet des cultures nationales

C'est à la mort du *Vojd*, sous l'ère *kroutchévienne* que commence une véritable campagne de russification dans l'enseignement. Le régime craint pour sa survie après la mort du chef suprême. Il faut donc au gouvernement assurer son autorité en rappelant sa domination sur les Républiques. En 1958 est promulguée une loi qui enjoint d'apprendre le russe sans pour autant y contraindre. Elle donne libre choix aux parents de la langue d'enseignement de leurs enfants. Néanmoins, le russe est la langue de la promotion sociale et surtout une compétence nécessaire pour prétendre pouvoir intégrer l'université et par la suite obtenir un emploi dans l'administration d'Etat. Le biélorussien périclite très rapidement.

Aux dernières heures de l'URSS, l'enseignement en Biélorussie est quasiment entièrement russophone. Le biélorussien a le statut de *langue d'Etat* selon la Constitution soviétique, c'est-à-dire de langue de l'administration. Pourtant dans les faits, le russe est la langue véhiculaire de la Biélorussie. Il est vrai que les écoles proposant des cours en biélorussien sont bien plus nombreuses, mais environ 75% des enfants fréquentent des établissements de langue russe[273]. Le biélorussien conserve son image de langue des paysans, car il n'a de succès que dans les écoles de campagne ; succès imposé par les circonstances, car les écoles russophones se concentrent davantage dans les villes. Ici il est intéressant de constater que la question de la mobilité sociale en Biélorussie à la fin des années 1980 est essentiellement urbaine. Les citadins à tendance russophone sont motivés par la mobilité sociale pour poursuivre leurs études. Au contraire, dans les campagnes, c'est la reproduction sociale qui semble déterminer de l'avenir des individus.

2. Sous A. Loukachenka : un bilinguisme russophone

Cependant, ce n'est pas la situation sociale qui alarme les dirigeants politiques en 1990, mais le risque de disparition de la langue biélorussienne. Conscients de l'importance du nationalisme chez leurs voisins dans cette phase de transition démocratique, ils cherchent à préserver le patrimoine de leur nation. A cette époque, les politiques imaginent la Biélorussie

[273] FOURSE V., « Le débat autour de la langue biélorusse », *Education et sociétés plurilingues*, juin 2000

comme une *kulturnation*. Ainsi en 1990, sous la pression des membres du BNF une loi confirme le biélorussien comme langue officielle d'une Biélorussie en passe de devenir indépendante. Cependant, la loi ne correspond pas à la réalité et l'héritage russo-soviétique ne s'efface pas aussi facilement : le russe demeure la langue la plus pratiquée. Le biélorussien est maintenu hors des murs des villes. En plus des habitudes prises depuis la conquête de la région par l'Empire tsariste, le détachement avec la Russie est d'autant plus compliqué que Moscou se situe à environ huit heures de voiture de Minsk. Cette dernière se situe dans la zone d'influence directe de la première.

Un an après son élection, A. Loukachenka tente de concilier la norme et la pratique. Lors du référendum de 1995, les Biélorussiens acceptent à 83% des votants d'accorder au russe le statut de langue officielle[274]. La validation de cette proposition du nouveau Président n'est pas sans conséquence. De prime abord, elle parait très libérale : les deux langues ne sont plus en concurrence et plus aucun locuteur ne doit être lésé notamment dans son éducation et dans ses rapports avec les services publics en raison de son choix de langue. De plus, il satisfait à une demande de la population. Il balaie d'un revers de main des attaques des nationalistes du BNF en arguant qu'ils ne peuvent s'attaquer qu'à cette réforme et non à sa politique économique. Ainsi, il réduit le champ d'action de l'opposition à une question futile car elle ne peut le contredire sur aucun autre point.

La futilité de ce débat s'incarne dans A. Loukachenka lui-même. D'abord, le Président s'exprime dans un russe rudimentaire et ne parle presque pas le biélorussien « ses discours effacent les distinctions sociales […] Il lève les interdictions et les limites linguistiques propres au langage officiel, s'exprimant en trasianka (mélange lexical, structurel ou phonétique entre le biélorussien et une autre langue, le plus souvent le russe, parlé dans les campagnes). »[275]. Sans le reconnaître constitutionnellement, il fait de la trasianka la véritable langue officielle de la Biélorussie. Il en découle, ensuite, qu'il renvoie la question de langue aux discussions entre élites intellectuelles. Lui a séduit le peuple car il parle la même langue que lui. Les autres perdent car ils ne sont pas du peuple. A. Loukachenka possède le bon langage pour, au moins au début de sa carrière, porter la voix et les volontés du peuple.

S'il est certain que la langue n'est pas un élément protonational en raison de sa massification récente consécutive aux programmes d'alphabétisation des Etats-nation, elle demeure un lien national majeur.

[274] MASSIS E., « Le biélorussien: bilan et perspectives d'une langue nationale », *Regard sur l'Est*, 19.06.2014
[275] LAPATNIOVA A., *op.cit*., p.113

Dans une *kulturnation*, telle que la Serbie, la langue est un élément essentiel pour démontrer son altérité face au dominant. En effet, la langue serbo-croate nait à l'heure où Serbie et Croatie veulent se défaire de l'emprise des Empires qui les soumettent. A travers la langue, ses créateurs attestent de leurs ressemblances culturelles face aux différences certaines avec les Ottomans ou les Austro-hongrois. De même, l'apparition des langues serbe et croate au 20ème siècle tend à corroborer l'existence de deux nations indépendantes ne pouvant plus vivre au sein d'une même Fédération. Plus tard, dans les années 1990, au Kosovo, la guerre entre Serbes et Albanais se propage jusque dans la langue. Ici aucun doute possible sur la non parenté entre les deux idiomes. La langue est un moyen de domination. Celui qui parvient à imposer la sienne dans l'administration et l'éducation peut s'affirmer comme maître de la Province.

Ainsi, dans une *kulturnation* la langue sert à reconnaitre les membres de la communauté et exclure ceux qui n'en font pas partie. Surtout, elle permet de tenter d'assujettir toute terre pratiquant une langue plus ou moins apparentée à la sienne ou à éliminer un concurrent en faisant de sa langue une langue certes véhiculaire mais non officielle.

La Biélorussie est un cas extrême de la preuve du peu d'importance de la langue dans la construction d'une nation politique. La question de la langue officielle ne passionne pas réellement les Biélorussiens. Par habitude, ils parlent le russe, langue du dernier envahisseur et celle de la mobilité sociale. Certes, à l'origine, les paysans biélorussiens choisissent le russe plutôt que le polonais car le premier traduit les mêmes valeurs forgées notamment par la communauté religieuse. Ils ne se retrouvent pas dans la linguistique mais dans les valeurs communes.

Section II. La religion de l'Homme comme premier véritable lien communautaire

E. Hobsbawm est formel dans ses réflexions, la religion n'est pas un véritable lien protonational[276]. La question de la religion ne se pose que dans la phase de massification du mouvement nationaliste. Au temps de la phase idéologique, c'est-à-dire lors de la phase d' « intérêt académique »[277] pour reprendre M. Hroch, la religion est un sujet flou voire souvent absent.

E. Durkheim propose une approche totalement différente. Pour lui, la religion est un des critères d'identification de la nation. Il étudie le phénomène religieux dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*. Il y définit la religion comme un « système solidaire de croyances et pratiques relatives à des choses sacrées, c'est-à-dire séparées, interdites, croyances et pratiques qui unissent en une même communauté morale, appelée Eglise, tous ceux qui y adhèrent »[278]. Ainsi, la religion est un phénomène social. E. Durkheim insiste sur un point, la véracité des faits sur lesquels s'appuie la religion n'est qu'accessoire : « il n'y a donc pas au fond de religions qui soient fausses. Toutes sont vraies à leur façon : toutes répondent, quoique de manière très différentes, à des conditions données de l'existence humaine »[279]. C'est en conséquence, l'environnement propre de la communauté qui détermine ses symboles et ses rites. Pour lui, la religion en tant que fait social est le meilleur révélateur de l'existence d'une société et des relations d'interdépendance entre ses membres. Il explique qu'il n'y pas de véritables différences entre une assemblée religieuse et une communauté telle que la nation : « Quelle différence essentielle y a-t-il entre une assemblée de Chrétiens célébrant les principales dates de la vie du Christ, ou des Juifs fêtant soit la sortie d'Egypte soit la promulgation du Décalogue, et une réunion de citoyens commémorant l'institution d'une nouvelle charte morale ou quelque grand évènement de la vie nationale »[280].

Ainsi, religion et nation usent des mêmes canaux pour créer une communauté. La religion est bien le premier lien protonational. Dans les temps anciens, c'est la religion qui cadre les

[276] HOBSBAWM E., *op.cit.* p.130-136
[277] Voir Partie II- Titre I- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste
[278] DURKHEIM E., *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Système totémique en Australie*, Paris, Le Livre de poche, 1991, p. 108-109
[279] *Ibid.*, pp.41-42
[280] *Ibid.*, p.709

Hommes et leur apprend à vivre en société. La nation récupère ensuite, en quelque sorte le fruit de cet apprentissage.

En Serbie comme en Biélorussie, la religion est un révélateur de la nation. En effet, l'Histoire de la religion de ces deux communautés est à l'image du nationalisme. La Serbie revendique son Orthodoxie. Elle fait de ce particularisme sa force car c'est lui qui lui a permis, selon la légende populaire, de résister à la domination ottomane. Son sacrifice en 1389 lui décerne une place à part dans le monde chrétien. En préférant le Royaume des Cieux au Royaume des Hommes, le Prince Lazar fait des Serbes les gardiens de la foi chrétienne. Ils sont suffisamment pieux pour pouvoir résister à l'invasion ottomane et ne pas se laisser séduire par l'Islam.

En Biélorussie, l'échec de l'Uniatisme est également celui de la possibilité de dégager une *kulturnation*. Le principe de l'Uniatisme correspond pourtant à la situation de la Biélorussie. Il est la conciliation entre les religions catholique et orthodoxe. Il cadre parfaitement avec une nation qui se situe au carrefour de plusieurs cultures.

J.-J. Rousseau repère très tôt cet aspect religieux de la nation. En tant qu'auteur des Lumières, il est formel, la religion ne peut pas être un fondement de l'Etat. Il souligne d'ailleurs que la religion est une idée mauvaise pour l'Etat. Dans le livre IV *Du contrat social* nommée *De la religion civile,* il distingue entre la « Religion de l'Homme » et la « Religion du Citoyen ». Nous nous appuierons sur cette dichotomie pour déterminer d'abord le rôle de la première dans la fondation de l'identité nationale (I), et ensuite pour comprendre comment la deuxième permet de forger un nouveau régime après plus de quarante ans de communisme (II).

I. Le rôle de la religion de l'Homme dans la fondation de l'identité nationale

Le premier point commun entre la Serbie et la Biélorussie n'est pas la soumission au communisme durant le 20ème siècle. En dehors de leur origine slave, ces deux nations sont des nations d'obédience orthodoxe.

Le terme *orthodoxe* signifie « ce qui est conforme à », ce qui est « respectueux de la tradition ». Appliqué à la religion ce mot sous-entend l'idée de Vérité. Cette branche de la Chrétienté est un retour aux rites et aux idées des premiers croyants. Elle se développe au cours du premier millénaire autour de la Grèce et affirme son indépendance face au catholicisme dès le Schisme de 1054. Dès lors la Chrétienté européenne est séparée en deux : à l'ouest les Catholiques, à l'est les Orthodoxes. La ligne de partage géographique passe par la Biélorussie et longe la frontière serbo-croate.

L'Orthodoxie se distingue du Catholicisme par ses rites mais aussi par son organisation. Elle est composée d'Eglises autocéphales juridiquement et spirituellement indépendantes. Elles sont guidées par un Patriarche élu par un synode. Chaque Patriarcat reconnait un certain nombre d'Eglises orthodoxes sous sa juridiction. Ces Eglises correspondent généralement à un Etat-Nation vivant sur le territoire du Patriarcat. Toutes les Eglises autonomes ne sont, néanmoins, pas reconnues.

La juridiction d'un Patriarcat se limite en principe aujourd'hui aux frontières d'un Etat moderne voire d'une ancienne entité telle que l'URSS ou la RFSY. Cependant, certaines Eglises autocéphales peuvent avoir autorité par delà les frontières géographiques en raison d'une forte diaspora dans un Etat voisin.

L'histoire de l'Eglise autocéphale serbe est assez mouvementée. Elle est fondée en 1219 par Saint Sava, le Saint patron des Serbes, puis interdite en 1459 lorsque la Serbie est sous domination ottomane. Le Patriarcat de Peć est rétabli au 17ème siècle. Malgré la diversité d'origine et de confession des ressortissants territoriaux du Patriarcat ce dernier finit par obtenir une sorte d'identité nationale. Il devient progressivement la base de la nation serbe, en cela il est possible d'affirmer qu'il est un élément « protonational » de la nation serbe. Cependant après sa reconnaissance du 17ème siècle, il est de nouveau dissout en 1766 à la demande de la Porte. Dès ce moment, la légitimation de l'Eglise orthodoxe serbe est une obsession pour les nationalistes surtout au 19ème siècle. Ils revendiquent le droit pour les hommes d'Eglise d'officier en langue nationale et non en grec ou en slavon. Rapidement émerge l'idée d'une Eglise indépendante, sous entendu de Constantinople dont les dignitaires

sont soumis aux Ottomans, pour un Etat indépendant, libéré du joug de ces derniers. Reconstruit après la Grande Guerre, le Patriarcat serbe obtient l'autorité sur tous les Orthodoxes du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes. Il refuse de reconnaitre l'Eglise orthodoxe du Monténégro qui a pourtant connu elle aussi des périodes d'autonomie. La religion est alors le premier vecteur de cette domination des Serbes sur la Yougoslavie en en faisant non seulement des guides politiques mais aussi spirituels.

En Biélorussie, l'Histoire de la religion orthodoxe est à l'image de l'autoreprésentation de la nation. L'Eglise orthodoxe de Biélorussie est une Eglise autonome, elle est auto-administrée mais demeure sous l'autorité du Patriarcat de Moscou. Déclarée et reconnue en 1990 conjointement à la reconnaissance de l'indépendance de la Biélorussie, elle est dirigée par le Métropolite de Minsk. Jamais elle n'a été indépendante. Lorsqu'il déclare, en 1448, son indépendance qui ne sera reconnue qu'en 1589, le Patriarcat de Moscou se nomme *Patriarcat de Moscou et de toute la Russie*. Il régit non seulement la Russie mais aussi l'Ukraine et la Biélorussie. Comment ne pas faire un lien direct ici entre la sphère de domination de cette Eglise et les Républiques fondatrices de l'URSS ? La religion orthodoxe est l'un des premiers arguments pour légitimer la domination de la Russie sur toute cette région. Cette domination est d'autant plus forte que Moscou devient rapidement la principale concurrente religieuse de Constantinople. Là encore se dessine la lutte acharnée que vont se livrer les Empires russe et ottoman jusqu'en 1918. Au-delà de l'origine slave, la religion orthodoxe est bien le fondement du zapadno-russisme faisant de la Biélorussie une sorte de province de la Russie.

Ainsi, l'orthodoxie est le lien unissant l'ensemble des Slaves de l'Europe centrale, orientale et balkanique. Elle joue pleinement son rôle premier à savoir d'unir un peuple. Elle confirme que l'union par l'ethnie n'arrive que bien plus tard comme l'avait déjà constaté Aristote dans l'Antiquité. La reconnaissance du Patriarcat de Moscou revêt une importance majeure dans l'Histoire de cette région. Consciente de l'impact de la religion, elle s'en sert pour asseoir sa domination. Elle devient la gardienne de l'âme orthodoxe et slave. Il n'est plus question de faire confiance à Constantinople qui serait de connivence avec les Ottomans. La main mise de Moscou sur la religion est la première manifestation de sa puissance sur la région. Elle prépare le terrain à l'Empire tsariste et à l'URSS. Cependant, à l'image de la situation politique, la domination religieuse de la Russie ne s'applique pas aux Balkans et particulièrement à la Serbie. Cette dernière est proche de la première, tout comme la RFSY sera proche de l'URSS, elles appartiennent à la même sphère idéologique. Malgré tout la Serbie refuse de se soumettre à Moscou et se bat pour conserver son indépendance (A). De son côté, la Biélorussie ne manifeste pas l'envie de se soustraire au Patriarcat moscovite. Les

destins religieux et politiques suivent le même chemin : l'obsession de l'indépendance pour la Serbie, le maintien d'un lien fort avec la Russie pour la Biélorussie. Pourtant pour cette dernière une autre voie aurait pu être possible : l'uniatisme (B).

A. Serbie : l'illusion d'une lutte pour l'indépendance religieuse

La religion orthodoxe est un élément fondamental de l'identité nationale serbe. Après la conquête ottomane, les Serbes se définissent principalement par la religion.

Les Serbes mettent en avant que c'est leur attachement à l'Orthodoxie qui leur a permis de préserver leur identité religieuse et par conséquent nationale durant les cinq siècles d'occupation ottomane. Selon eux, leur foi inébranlable leur interdit la conversion à l'Islam.

L'Eglise orthodoxe est indéniablement un élément protonational de la Serbie. Nation et religion sont intimement liées depuis la fondation du premier royaume serbe. L'Eglise se voit comme la dépositaire de l'âme nationale puisque l'un des plus grands Empereurs serbes s'est sacrifié pour elle. L. Lambrichs explique très bien ce lien particulier : « C'est toujours la reconquête de cette patriarchie que vise la partie guerrière, malheureusement la plus puissante, de l'Eglise orthodoxe de Serbie. Elle s'appuie, bien sûr, sur ce mythe national qui sanctifie Lazar. […] L'explication de la défaite est transcendée, ce n'est plus un homme vaincu par d'autres hommes, c'est un saint qui a pactisé avec Dieu et qui a fait, pour son peuple, le choix divin. Le problème est que ce mythe transforme le peuple serbe à la fois en peuple céleste et en peuple martyr »[281].

Dans les faits, et contrairement à la légende populaire, la domination ottomane n'est pas un si grand malheur pour les Serbes. Ils ne sont que peu brimés dans la pratique de la religion orthodoxe (1°). Toutefois, il existe une situation au travers de laquelle les Serbes subissent réellement la soumission : le devchirme (2°).

1°) <u>Une domination ottomane accordant une liberté religieuse</u>

Les Ottomans ne coupent pas entièrement les relations entre la péninsule et l' « occident ». Au contraire, des accords commerciaux sont passés entre l'Empire et divers royaumes chrétiens. Des émissaires et des ambassadeurs chrétiens se rendent également régulièrement dans les Balkans. L'occupation ottomane est surtout une domination administrative, les Serbes, Peuple du Livre, échappent aux conservations forcées.

[281] LAMBRICHS L., *Nous ne verrons jamais Vukovar*, cité par MATTON S., *Srebrenica. Un génocide annoncé*, Paris, Flammarion, 2005, p. 99

Une occupation administrative

Les Ottoman sont, certes, une force d'occupation de la terre mais ils ne cherchent pas à modifier les structures de base de la société. Ils divisent seulement administrativement le territoire. Le *pachalik* de Belgrade est ainsi composé de douze *nahies* chacun dirigé par un *musselim* directement nommé par le Pacha. Néanmoins, il ne possède que des prérogatives judiciaires et fiscales mais surtout, son pouvoir ne s'exerce que sur les musulmans. Les Serbes quant à eux conservent leur « cadre traditionnel »[282], notamment les *knežine* qui fonctionnent de concert avec l'administration ottomane.

Cette méthode de domination d'une terre conquise n'est pas sans rappeler celle utilisée par les Britanniques lorsqu'ils colonisent notamment l'Afrique. Ils imposent une domination administrative et économique sans pour autant s'immiscer dans les structures de base de la société. Ils maintiennent les petits chefs de clans locaux qui par le biais de la corruption de l'Empire deviennent des gardiens de la paix sur le territoire. Cette *indirect rule* théorisée en 1922 par F. Lugard dans son ouvrage *The duale mandate in British Tropical Africa* milite pour le maintien des chefs autochtones dans l'administration locale. L'avantage est alors de se prémunir contre les révoltes indigènes et de s'assurer la soumission des dominés en raison l'autorité de « traditionnelle » de ce chef local.

Les Serbes orthodoxes épargnés des conversions forcées

Un autre point à nuancer dans la tradition serbe est celui de leur force de conviction face aux conversions imposées par l'Empire ottoman. Les Ottomans sont un dominant très tolérant en matière de religion. Ils acceptent, sous certaines conditions, que les peuples conquis conservent leur foi. De même, ne reconnaissant pas le principe de *nation*, ils ne pratiquent pas l'assimilation forcée. Des conversions forcées à l'Islam ont bien eu lieu dans les Balkans, mais elles ne concernent que très peu la Serbie, mais davantage en Bosnie-Herzégovine en raison de son contact direct avec le monde chrétien. L'Empire ottoman entretient, certes des relations de bon voisinage avec ses frontaliers catholiques mais il se méfie de la résistance par la religion. La Serbie étant relativement éloignée de la ligne de démarcation, que les Serbes souhaitent cultiver leur religion ne donc présente pas un grand danger pour la sécurité de l'Empire.

Avant tout si les Serbes ne sont pas inquiétés en raison de leur croyance c'est parce qu'ils bénéficient du statut de *raja* ou de *dhimmi* issu du Coran. La sourate IX, 29 du Coran

[282] CATELLAN G., *Serbes d'autrefois. Aux origines de la Serbie moderne*, Brest, Armeline, 2005, p. 73

dispose : « Combattez ceux qui ne croient ni en Allah ni au Jour dernier, qui n'interdisent pas ce qu'Allah et Son Messager ont interdit et ne professent pas la religion de la vérité, parmi ceux qui ont reçu le Livre, jusqu'à ce qu'ils versent la capitation par leurs propres mains, après s'être humiliés »[283].

Ce verset est de prime abord très violent pour les non-Musulmans mais dans la pratique son application se révèle en faveur des Serbes. En effet, il ordonne la diffusion de l'Islam à l'ensemble des populations. L'utilisation d'« humiliés » sous-entend que la conversion peut se faire, s'il le faut par la brutalité. Malgré tout, l'usage de ce texte n'est pas si radical. Les mentions de « ceux qui ont reçu le Livre » et de « la capitation » apportent une nuance importante à cette vision. Ainsi, les « gens du Livres », les croyants qui reconnaissent l'Ancien Testament, peuvent, continuer à pratiquer leur religion, à condition de payer un impôt spécial et de s'astreindre à certaines obligations. Ils ne sont en principe pas soumis à la conversion de force à l'Islam car ils reconnaissent le *bon* texte sacré. Ils en font seulement une mauvaise interprétation et application.

Néanmoins, cette liberté accordée aux Chrétiens suppose une contrepartie. Comme l'explique G. Castellan, le système ottoman est dualiste et inégalitaire. De ce fait, il ne reconnait que deux sortes de citoyens : les Musulmans possédant une citoyenneté pleine et entière, et les *raja*, chrétiens, citoyens de seconde zone. Logiquement pour obtenir une citoyenneté pleine et entière, il faut se convertir à l'Islam. Le *raja* en échange de sa liberté de culte doit exécuter différentes corvées et charges militaires. La distinction entre ces deux types de citoyens se détecte également dans la vie de tous les jours : « Elle [l'inégalité] était quotidienne, faite de minimes et constantes différences extérieures. Le vert, couleur du Prophète, était interdit à l'infidèle. Le chrétien ne pouvait pas rester à cheval en croisant un musulman et devait mettre pied à terre en entrant en ville. Les actes officiels eux-mêmes comportaient une phraséologie spéciale pour parler des *raïas* »[284]. Les Serbes bénéficient d'un statut particulier en raison de leur religion. En tant que Chrétiens et donc pratiquant une religion du Livre, ils ne peuvent pas être convertis de force. Ils ont le droit de conserver leur foi à condition d'accepter d'être des citoyens de seconde zone. Ils sont libres mais cette liberté est strictement encadrée et limitée.

[283] *Le Coran*, Collection Classiques Garnier, (version Ebooks libres et gratuits), 2004
[284] CASTELLAN G., *op.cit*., p. 19

2. Le processus de devchirme : véritable symbole de la domination ottomane

Finalement ce n'est peut-être pas le statut de raja qui conduit les Serbes à voir en les Ottomans de potentiels destructeurs de leur foi. Ce sentiment provient davantage du processus du *devchirme*. Ce système est inauguré sous le règne de Bayezid I^{er} (1398-1402). L'administration ottomane prélève de façon régulière de jeunes hommes chrétiens pour leur prodiguer une éducation musulmane à la cour du Sultan. Les meilleurs élèves s'assurent de brillantes carrières au sein de l'administration ottomane. Les autres sont embrigadés dans le corps des Janissaires, les esclaves de la Porte. Au fil du temps, ils prennent une place considérable au sein de l'Empire. Leur fort esprit corporatiste et leur soumission à une discipline de fer en font de formidables candidats à la manipulation politique. Ceux qui manigancent contre le pouvoir comprennent très rapidement l'intérêt d'avoir à leur coté cette troupe docile et très bien armée. Ils finissent d'ailleurs par devenir une sorte de caste de l'Empire capable de porter des revendications personnelles et obtenir satisfaction. Ils réussissent également à influer sur la succession d'un souverain défunt. Néanmoins, les Janissaires restent des serviteurs de la Porte, et jamais ne cherchent à renier leur attachement à celle-ci. Ils ne seront pas défenseurs de leur communauté d'origine, bien au contraire, ils ne rechigneront jamais à mater une révolte « nationale ».

Cependant, ils sont la preuve de la non-discrimination ethnique dans l'Empire ottoman. Ces Janissaires sont certes « raflés » par les Ottomans mais ces derniers leur offrent une chance d'obtenir une place de choix au sein de l'Empire. Ils les sortent de leur condition de citoyens de seconde zone, à l'image du Grand Vizir Mehmed Pacha Sokolović.

La religion n'est pas un facteur de discrimination chez les Ottomans. Epouser la foi musulmane est gage de promotion sociale mais les Chrétiens ne sont pas persécutés en tant que tels. Les Serbes ne se sont pas efforcés à préserver l'Orthodoxie, les Ottomans leur ont laissé la liberté de culte.

B. Biélorussie : la soumission religieuse

En Biélorussie l'histoire de la religion et celle de la nation suivent des chemins parallèles. En Biélorussie, tout comme il est difficile de faire valoir une nation indépendante, il est très compliqué pour ses habitants de choisir eux-mêmes leur foi. La religion biélorussienne est déterminée par celle du dominant du moment, catholique sous l'influence de la Pologne, orthodoxe sous l'influence russe. Elle est athée sous l'ère soviétique. A ceci il ne faut pas oublier d'ajouter la force de la communauté juive notamment dans les villes. Bref, la Biélorussie est, non seulement un carrefour culturel mais aussi religieux (1°). Elle est l'un des

points de frictions entre le Catholicisme et l'Orthodoxie. Elle ne parvient pas à tirer une force de cette multiplicité religieuse. Au contraire, la religion devient rapidement un argument de domination politique (2°).

1. Une vieille tradition de brassage religieux

Pourtant, traditionnellement, cette zone est un espace de richesse et de tolérance religieuses. Par exemple, Minsk est dirigée par un maire catholique et un maire orthodoxe. Leur sphère d'influence s'arrête à l'entrée des quartiers juifs qui possèdent leurs propres juridictions. Dans les villages, les paysans fréquentent sans distinctions tant les églises catholiques qu'orthodoxes. Le plus important est d'honorer sa foi, peu importe la forme du clocher.

Lorsqu'en 1569, la région passe sous la domination du Grand Duché de Pologne et Lithuanie, cette tolérance religieuse est en quelque sorte sanctifiée. Cette nouvelle entité politique accorde une grande liberté culturelle et religieuse. Une étape supplémentaire est franchie en 1573 quand l'Assemblée générale du Palais royal de Varsovie proclame la *Confédération de Varsovie*. Par cet accord novateur, les dirigeants du nouvel Etat institutionnalisent la liberté religieuse. Ainsi, la petite bourgeoisie est majoritairement calviniste dans une Russie blanche en grande partie orthodoxe sous l'autorité du Patriarche de Constantinople. Les quartiers juifs prospèrent dans les villes. L'ouest de la région, frontalier avec la Pologne reste quant à lui fidèle à Rome. Cette mosaïque religieuse fonctionne sans que de véritables guerres de religion n'éclatent comme en Europe de l'ouest. Il n'est mentionné nulle part dans les archives et les romans nationaux des massacres tels que celui de la Saint Barthélémy. Ces derniers viendront beaucoup plus tard, au 19ème siècle et surtout au 20ème sous forme de pogroms.

2. L'échec de l'Uniatisme face à la domination politique par la religion

Les différents hégémons de la Biélorussie ne peuvent pas acceptent la tradition de brassage religieux introduite par le Grand-duché. Dès le début de l'expansionnisme tsariste, germe l'idée de l'association entre la domination politique et religieuse. Toutefois une ultime tentative d'affirmation de la spécificité biélorussienne tente de se faire entendre, en vain : l'Uniatisme.

Ivan le Terrible : le début du principe de la domination politique par la religion

La situation bascule avec l'avènement du Tsar Ivan IV, le Terrible. Porté par l'envie de ressusciter l'ancienne Rus' de Kiev et de réunir tous les Slaves orientaux sous la même autorité, il se bat pour la création d'un seul Etat orthodoxe comprenant l'Ukraine, la Russie

blanche et la Moscovie. Il est le premier à établir un lien étroit entre la croyance religieuse et l'appartenance nationale. Il obtient une légitimité dans son entreprise en faisant confirmer son titre de Tsar de toute la Russie par le Patriarche de Constantinople. Désormais, tous les Salves orthodoxes vivant sur le territoire de l'ancienne Rus' de Kiev relèvent de son autorité. Son pouvoir outrepasse celui de l'entité politique dirigeant la région. Les motivations d'Ivan le Terrible ne sont pas uniquement religieuses, la foi est d'ailleurs peut-être seulement un moyen au service du Tsar pour lutter contre la Pologne catholique.

C'est à cette époque qu'apparait le *zapadno russisme*. Les habitants de la Russie blanche se sentent plus proches de Moscou en raison de cette union spirituelle. La tolérance du Grand-duché permet seulement de maintenir la paix entre les différentes cultures qui cohabitent sur le territoire. Il s'agit d'une valeur favorisant le vivre ensemble plus qu'un élément protonational. Finalement, par sa grande tolérance, le Grand-duché, en n'imposant pas d'éléments culturels forts ou du moins en ne proclamant pas de hiérarchie entre les cultures, ne parvient pas à doter ses régions d'éléments protonationaux. Le Grand-duché est une entité politique alors que la Russie tsariste est une entité politique et culturelle.

L'échec de la concurrence uniate

A l'heure où Moscou devient Patriarcat, l'Eglise ruthène connait une grave crise. En 1589, le Patriarche de Constantinople, Jérémie II, dépose le Métropolite de Kiev et encourage à un synode d'Evêques à Brest afin de trouver une solution. L'année suivante, sept évêques et le délégué du Patriarche proposent une union avec Rome. Nait ainsi l'idée de créer une Eglise uniate en Biélorussie.

Les habitants de la Rus' Blanche sont rapidement séduits par cette nouvelle forme de religion qui correspond à leurs pratiques quotidiennes. L'Uniatisme est l'exact reflet de l'originalité culturelle de la Biélorussie c'est-à-dire une zone de contact entre plusieurs influences, une tolérance et un mélange naturel entre les cultures. Ainsi, le centre de la région adopte sans hésiter l'Uniatisme. Les zones frontalières de la Pologne et de la Russie sont moins convaincues. Elles défendent farouchement leur attachement à la religion du grand Royaume voisin et font de celui-ci un puissant marqueur identitaire et un argument central d'allégeance. En effet, déjà à cette époque, la question n'est pas de savoir quelle est l'identité propre de la future Biélorussie mais avec qui, de la Pologne ou de la Russie, partage-t-elle le plus de points communs pour en devenir une partie. L'Uniatisme est trop jeune et trop peu implanté pour faire concurrence aux deux autres religions. Les guerres entre la Pologne et la Russie, les divers partages du territoire, les politiques de nationalisation et de religion ont raison de

l'Eglise catholique orientale de Biélorussie. Elle ne peut pas devenir un élément protonational biélorussien.

La suite de l'Histoire de la Biélorussie démontre que la religion n'est pas un élément protonational. La dévotion au Catholicisme ou à l'Orthodoxie puis à l'athéisme est géographiquement très marquée. Une ligne de partage scinde le territoire en deux. Elle est en quelque sorte le prolongement de celle qui coupe la Yougoslavie. Et les mêmes rivalités entre religions existent. La Pologne et la Russie puis l'URSS imprègnent cette terre de leur croyance pour la revendiquer et tenter de reconquérir un morceau d'un royaume perdu pour l'une, un espace qui lui revient de droit pour l'autre.

La religion liturgique est un sujet compliqué à aborder en Europe de l'Est. Elle est parfois un marqueur identitaire, parfois une source de conflit, parfois le révélateur d'une mixité culturelle ou encore une idée qui doit disparaitre.

La cohabitation entre plusieurs religions n'a finalement pas été un obstacle en Serbie et en Biélorussie tant que la question de l'identité nationale ne se pose pas. Elle devient un enjeu primordial lorsqu'un peuple se demande qui il est, lorsqu'il se transforme en une nation. Le lien entre religion et nation est d'autant plus fort dans les régions à dominante orthodoxe en raison de l'organisation de cette Eglise. L'indépendance ou l'attachement religieux détermine le statut de la nation. Ainsi l'indépendance de l'Eglise serbe est l'un des moteurs de la lutte pour l'indépendance nationale. Au contraire, la mise sous tutelle moscovite de l'Eglise biélorussienne donne naissance au zapadno-russisme tuant *de facto* l'Uniatisme.

Le communisme injecte une donnée nouvelle dans cet imbroglio confessionnel en instaurant l'athéisme. La religion, idée rétrograde ne peut plus avoir cours sur ces terres. Reprenant les théories de K. Marx sur cet « opium du peuple »[285], les dirigeants communistes entendent supprimer la religion pour parvenir « au bonheur véritable du peuple ». En effet, selon le philosophe allemand, la religion maintient l'Homme dans un monde illusoire or il vit dans le monde réel : « l'homme c'est le monde de l'homme, l'Etat, la société »[286]. Il lui faut sortir de cette illusion pour comprendre où se trouve son véritable bonheur et ainsi pouvoir l'atteindre. Le communisme en promettant la dictature du prolétariat joue ce rôle de révélateur de la vérité du monde. C'est lui qui sort l'Homme de sa Caverne platonicienne.

[285] MARX K., *L'opium du peuple. Introduction de Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Ed. Mille et une nuits, p. 15
[286] *Ibid.* p. 14

Toutefois, K. Marx et ses disciples communistes ne sont pas les premiers à vouloir sortir l'homme de son déisme. Déjà J.J. Rousseau fait de la nation une idée concurrente à la théologie. Il montre que les deux idées ne sont pas si éloignées l'une de l'autre dans leur fonctionnement et leur impact sur l'Homme.

II. La récupération du sentiment religieux par le leader post-communiste

Lors de la chute du communisme, la question de l'identité nationale, comme celle de la religion, refait surface dans les PECO. La fin cette époque s'accompagne d'une perte des points de repères politiques et idéologiques. Le communisme expliquait à l'Homme, jusque là, pourquoi il est sur Terre. Alors que K. Marx critiquait le monde illusoire bâti par la religion, le communisme n'a fait qu'en construire un nouveau. Au début des années 1990, il s'agit donc, de trouver un nouveau cadre pour identifier la communauté. Certes la religion reprend son statut de lien entre les Hommes mais son domaine d'action est trop vaste. Elle outrepasse les frontières. L'emprise orthodoxe s'étend à peu de choses près en Europe de l'Est aux confins du communisme. Il faut une autre idée dont le bornage est plus restreint. C'est dans ce cadre que ressurgit la nation.

L'athéisme doit trouver un substitut à la religion afin de maintenir des liens entre les membres de la communauté. A partir des Lumières, la nation est présentée comme la remplaçante de la religion. J.-J. Rousseau, dans le *Contrat Social*, est l'un des premiers à envisager ce parallèle entre ces deux idées. Il distingue alors entre la « religion de l'Homme » : la religion religieuse et la « religion du Citoyen » : la religion du membre de la communauté politique[287].

J.-J. Rousseau définit la première de cette façon: « inscrite dans un seul pays, lui donne ses dieux, ses patrons propres et tutélaires. Elle a ses dogmes, ses rites, son culte extérieur prescrit par des lois: hors la seule nation qui la suit, tout est pour elle infidèle, étranger, barbare; elle n'étend les devoirs et les droits de l'homme qu'aussi loin que ses autels »[288]. Autrement dit, l'autorité de cette religion, basée sur la nation, se borne aux frontières de celle-ci. Au-delà de ces limites géographiques, elle ne peut plus avoir de pouvoir car elle entre en concurrence avec la « religion du Citoyen » de la nation voisine. Nous retrouvons ici un clivage très commun dans le cadre de l'étude de la nation : celui du particularisme face à l'universalisme. Dans ce paragraphe de définitions, J.-J. Rousseau sous-entend cette idée : alors que « la

[287] ROUSSEAU J.-J, *Du contrat social*, Livre IV, chapitre 8 *La religion civile*, Les classiques des sciences sociales, [version en ligne] p. 91-97
[288] ROUSSEAU J.J., *op.cit.* p.109

religion de l'Homme » a une vocation universelle, celle de réunir les Hommes par delà leurs différences, la « religion du Citoyen » entend les séparer en raison de leurs ressemblances. La « religion de l'Homme » ressemble dans la différence. La « religion du Citoyen » sépare par la ressemblance. Autre caractéristique, la religion du Citoyen étant enfermée dans un cadre géographique et politique clair, la nation peut déterminer elle-même ses Dieux et ses préceptes. Elle ne se les voit pas imposer par une entité extérieure. La religion du Citoyen garantie l'indépendance de la communauté.

J.-J. Rousseau déduit deux conséquences de la « religion du Citoyen ». La première positive est celle de la dévotion à la nation (A). La deuxième négative traite de l'intolérance provoquée par cette dévotion (B). Enfin, il explique le rôle du souverain dans cette religion (C).

A. La critique positive : la dévotion des Citoyens

Pour J.-J. Rousseau, la religion du Citoyen est bonne car elle conduit à la dévotion à la communauté et à ses principes, son organisation et ses représentants. Sans le dire, il a une opinion positive de cette dévotion car elle est tournée vers un objet quasiment réel : l'Etat et non un dieu. Certes, l'Etat est une abstraction, une personne morale comme le qualifieront plus tard des juristes, mais l'auteur voit en lui l'incarnation de la communauté nationale. Il réifie l'assemblée de ces membres qui se trouvent des points communs et souhaitent vivre ensemble. Ainsi, les représentants de l'Etat en sont ses prélats, ses organes et institutions, ses temples, ses lois, ses dogmes. Tous tirent leur légitimité et l'adoration que leur vouent les Citoyens du fait qu'ils sont crées par la loi de l'Homme. Le divin n'entre pas dans leur fondation et dans leur fonctionnement. Ce sont les Hommes qui imaginent leur cadre de vie politique en fonction de leurs besoins et de leur culture. Il ne leur est pas imposé par les représentants d'une force supérieure.

Néanmoins, l'analogie avec la religion de l'Homme n'est pas loin dans la suite des développements de J.-J. Rousseau. Il reprend un vocabulaire propre à la religion de l'Homme pour expliquer les conséquences en cas d'irrespect des lois nationales, des représentants et des institutions. Le châtiment est le même : celui qui contrevient à la loi nationale doit subir la punition des Dieux : « soumettre un coupable à l'exécration publique, c'est le dévouer au courroux des dieux »[289]. Nous nous attarderons sur un autre point, sur lequel l'auteur passe pourtant rapidement : celui de la vénération de la nation. Il écrit que « mourir pour sa patrie c'est aller au martyr »[290], c'est dans ces quelques mots que la comparaison entre les deux

[289] *Ibid.* p. 109
[290] *Ibid.* p. 109

types de religion est la plus forte. Le sacrifice humain pour la religion de l'Homme est un acte très répandu dans l'Histoire. Ainsi, comme des Hommes se sacrifient pour la religion de l'Homme, d'autres se sacrifient pour la religion du Citoyen. Ces sacrifices sont de même nature : des êtres qui pensent défendre leurs croyances, leur territoire, leur culture, leurs semblables.

C'est bien cette dévotion que recherche les leaders nationaux dans une société en plein bouleversement politique. Une transition politique, conduit à reconsidérer les points de repère et demande une nouvelle légitimité. Pour avoir le droit de diriger cette foule, perdue, encore plus perdue lorsque le pouvoir communiste totalitaire tombe, le nouveau leader doit être certain que les membres de la communauté sont prêts à mourir pour elle. La nation s'incarne dans l'Etat, dans ses frontières, dans ses institutions et en son représentant ultime. Il faut donc trouver pour qui ou pour quoi les Citoyens seraient désormais prêts à mourir.

La nation et l'Etat deviennent comme l'écrit J.-J. Rousseau « le dieu tutélaire »[291] de la communauté. Il est, assez aisé de repérer la dévotion à la nation des Serbes. Elle est plus obscure dans le cas de la Biélorussie car il est difficile de distinguer la nation élective communiste de la volonté de rester sous la domination de la Russie.

Si la dévotion biélorussienne se fait naturellement vers le communisme dès l'élection d'A. Loukachenka (2°), celle de la Serbie est plus nuancée. Les nationalistes serbes affirment leur *serbité* mais elle doit se réaliser dans le cadre plus vaste de la Yougoslavie (1°).

1. Serbie : une dévotion entre yougoslavisme et *serbité*

La RFSY n'a pas étouffé la *kulturnation*, au contraire le titisme la renforce. Les Serbes se sentent à l'étroit dans cette République et veulent pouvoir revendiquer leurs spécificités. Le lissage culturel communiste n'a pas réussi à effacer l'âme nationale serbe. Cependant, ce propos doit être nuancé. A cette époque, les Serbes ne sont pas non plus de virulents nationalistes comme ils sont souvent dépeints. Certes, ils entretiennent un rapport particulier avec leur culture mais cet attachement est latent. L'obtention de l'indépendance n'est pas le souci premier du peuple mais davantage de quelques individus retranchés à l'Académie des Sciences.

La dévotion à la *serbité* existe bien mais elle doit s'inscrire dans le cadre de la Yougoslavie. En effet, Tito a partiellement réussi son pari d'unir les Slaves du Sud dans un seul et même Etat. La RFSY a une bonne image. Elle parait même capable de s'adapter aux évolutions de la

[291] *Ibid.* p. 109

société comme le démontrent les différentes modifications constitutionnelles consenties par Tito. De plus, une certaine aisance économique s'installe. La RFSY est reconnue dans le monde depuis que Tito a rejoint le Mouvement des *Non alignés* dont il est l'un des leaders principaux. La région n'avait pas profité d'une aussi longue période de calme depuis bien longtemps. C'est pour cela que les Serbes, comme la plupart des Yougoslaves, ne sont pas enclins à l'abandon total de la RFSY. Il faut trouver un compromis entre la reconnaissance de la nation indépendante et le maintien de la République.

La RFSY doit être abolie dans son aspect communiste qui empêche la reconnaissance des nations mais préservée dans ses frontières et sa coopération entre ses différentes composantes. Cette idée n'est pas nouvelle, elle n'est pas sans rappeler le projet *Pour une Grande Serbie homogène* de S. Moljević rédigé en 1941. Dans ce texte, le conseiller politique du Colonel Draža propose de reconstruire le Royaume de Yougoslavie détruit par les Troupes de l'Axe autour de la Serbie. Les Serbes sont, selon lui et selon certains politiciens de la fin des années 1980, les seuls capables de diriger les Slaves du Sud. Ils sont les seuls à posséder une âme de chef.

Cette volonté de trouver un équilibre entre revendication nationale et maintien du communisme est notamment portée par I. Stambolić. S. Milošević, grâce à l'appui du Mémorandum de l'Académie des Sciences, parvient à faucher le premier dans son ascension politique en exaltant le nationalisme et en clamant qu'I. Stambolić et ses semblables n'agissent que pour maintenir leurs privilèges au détriment du peuple. Dès lors, l'allégeance n'est plus envers une Yougoslavie *serbisante* mais vers une Serbie yougoslave.

2. Biélorussie : une dévotion au communisme

En Biélorussie, la dévotion à la nation est plus compliquée à cerner. En effet, les Biélorussiens ne sont pas nécessairement réceptifs à la nation culturelle, pourtant au cœur de la transition démocratique. Leur passé de peuple dominé ne leur permet pas de s'identifier autrement qu'au travers de la culture de la Pologne, héritière du Grand-duché, ou de celles de la Russie ou de l'URSS. Le rapide désamour pour le BNF et le désintérêt pour les révélations des crimes commis par l'Armée rouge durant la Grande Guerre patriotique sont des preuves que les Biélorussiens ne sont pas attirés par la *kulturnation*.

Par contre, leur attention est retenue lorsqu'A. Loukachenka reprend le discours zapadno-*russiste* à son compte. Là est bien l'un des fondements de la communauté nationale : le lien avec la Russie. Les Biélorussiens, en élisant, cet homme sur ce programme montrent qu'ils se reconnaissent dans les valeurs communes avec l'URSS et plus largement avec celles de la

Russie. En axant sa politique sur la reconstruction du lien avec Moscou, le futur Président s'assure le soutien populaire. L'attachement historique à Moscou et aux valeurs communistes est bien plus fort que la nation culturelle.

A. Loukachenka promet un rétablissement de la Biélorussie telle que sous la domination soviétique alors que ses concurrents promettent soit une Biélorussie indépendante, soit une Biélorussie partenaire privilégiée de la Russie. Les Biélorussiens refusent les deux. A ce moment là de leur histoire, leur dévotion politique va totalement au communisme.

Ainsi c'est parce que les Biélorussiens se soumettent à la nation élective que se répand l'idée que cette nation n'existe pas. Bien au contraire, elle existe et s'exprime dès 1994 par la voix d'A. Loukachenka qui devient le garant du zapadno-russisme. Il est vrai que la Pologne aurait pu jouer ce rôle, mais, ses valeurs ne sont adoptées que par une faible minorité de la population installée le long de sa frontière ouest. Il demeure, toutefois, un trait polonais dans les valeurs fondamentales de la Biélorussie : l'idée de partage et de tolérance. Mais les Biélorussiens ne voient pas en elle, une valeur polonaise mais communiste.

Il est certain que les deux nations se rejoignent malgré tout dans leur volonté de maintenir un lien avec leur passé communiste. Chacune souhaite l'indépendance mais pas une négation totale de l'idéologie dominante durant un demi-siècle. Le titisme et le soviétisme sont devenus une partie intégrante de leur identité. Les élections de S. Milošević et d'A. Loukachenka le démontrent. Ils sont tous les deux des représentants de l'oligarchie politique communiste. Ils ont grandi avec et par cette idéologie.

B. La critique négative l'intolérance du Citoyen

Bien que J.-J. Rousseau défende la religion du Citoyen, il n'en détecte pas moins les limites et les dangers. A l'image de la religion de l'Homme, poussée à son extrême, elle conduit à l'intolérance.

Il débute son raisonnement en rappelant que la religion du Citoyen est fondée sur un mensonge : la croyance en la supériorité de ses valeurs. Ceci se manifeste notamment quand la nation sombre dans le cérémonialisme à outrance. Lorsque la célébration de la Nation devient une procession, un rite bien ordonné et discipliné. Désormais, la religion du Citoyen ressemble à la religion des Prêtes. Les Citoyens ont perdu toutes capacités de réflexions sur leur communauté et son organisation. La religion du Citoyen « rend crédules, superstitieux et noie le vrai culte de la Divinité dans un vain cérémonial»[292].

[292] *Ibid.* p.110

Partant de là, un péril encore plus grand guette la religion du Citoyen : celui de l'intolérance. Les lois de la nation sont sacralisées, elles sont défendues corps et âme par les Citoyens qui voient en la moindre critique envers elles un blasphème. La mise sur un piédestal des valeurs de la nation conduit les Citoyens à la méfiance à l'encontre de leurs voisins et à l'envie de les soumettre à leurs lois jugées supérieures. Finalement, la religion du Citoyen part en Croisades contre les autres nations pour les éclairer et leur apporter la Lumière et la connaissance.

Dans les faits, cette dérive de la religion du Citoyen se traduit par la guerre et le massacre de ceux qui refusent de se soumettre, « elle rend un peuple sanguinaire et intolérant, en sorte qu'il ne respire que meurtre et massacre, et croit faire une action sainte en tuant quiconque n'admet pas ses dieux »[293]. J.-J. Rousseau termine sa critique en expliquant que cette intolérance conduisant à la confrontation guerrière des nations est une menace pour la paix mondiale mais aussi pour la nation en elle-même. Elle ne doit pas oublier que si elle juge ses valeurs supérieures à celles des autres, ces dernières peuvent avoir le même sentiment et être frappées par l'envie d'imposer leur religion au reste du monde. De plus, la nation se met elle-même en situation de danger sur le plan interne. Elle doit apprendre à gérer ses propres membres qui la dédisent.

En Serbie et en Biélorussie, leur intolérance nationale s'exprime de façon très spécifique en raison de leur type de nation. *De facto*, ces deux nationalismes montrent la tendance de chacun des deux Etats à s'écarter de la transition démocratique pour renouer avec un régime à tendance totalitaire. Les deux nationalismes régissent la société, ils la modèlent et la contrôlent. Ceux qui s'écartent de l'idéologie officielle de l'Etat sont rejetés. L'Etat doit se conformer à cette idéologie édictée par le leader national. Finalement, Serbie et Biélorussie renouent avec le passé titiste et soviétique lorsque les autres nations des PECO optent pour la Démocratie. Cependant, l'imposition de la Démocratie n'est-elle pas elle aussi une sorte d'intolérance de la religion du Citoyen en ne permettant pas à une nation d'inventer le régime qui lui correspond le mieux ?

Dans les Balkans, les crimes serbes sont des crimes divins (1°). En Biélorussie, les opposants subissent une double exclusion (2°).

[293] *Ibid.* p.110

1. Serbie : des crimes pardonnés par Dieu

Les Serbes se reconnaissent grâce à des composantes qui sont également des instruments leurs permettant d'exclure ceux qui ne correspondent pas aux critères d'appartenance. Ainsi, les éléments fondateurs de la nation qui sont généralement des éléments de rayonnement de cette dernière deviennent tant inclusifs qu'exclusifs. C'est dans ce dernier cas qu'ils posent problème.

Le projet Grand-serbe de S. Milošević et de ses camarades nationalistes passe rapidement de la reconnaissance de la grandeur de la nation à la revendication d'une nation homogène vivant sur un territoire prétendument historique. En d'autres termes, elle passe de la glorification de la culture nationale à une politique d'expansion nationaliste. Le nationalisme ici devient une idéologie guerrière et xénophobe. Sous couvert de guerres d'indépendance nationales se cachent des guerres impérialistes nationalistes. Les Serbes et les Albanais se disputent le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine est revendiquée par les Serbes, les Croates et les Bosniaques, et pour finir, personne ne s'accorde sur les frontières. L'expansionnisme déraisonné et la soif de *pureté du sang* conduit ces nations à ce que P.A. Taguieff appelle la « mixophobie »[294].

Cette folie nationaliste devient rapidement une folie quasi-divine. Les leaders politiques teintent le nettoyage ethnique des années 1990 de sainteté. B. Crncević, homme politique et écrivain serbe, déclare « Les crimes serbes relèvent de Dieu, ceux des autres du Diable ». Ceci n'est pas sans rappeler l'histoire mythique et mystique du Prince Lazar. Mais c'est peut-être la déclaration de R. Mladić qui reste la plus éloquente quant à la justification divine des crimes nationaux « ce n'est pas un crime de défendre son peuple, c'est une sainte mission ». Il est alors certain, que les Serbes redevenus de pieux Orthodoxes, défendent leur nation et que leurs crimes seront pardonnés par Dieu. Il ne faut pas oublier que les Serbes se présentent, depuis le choix du Prince Lazar comme, un peuple Elu. Leurs crimes au nom de la nation ne sont donc pas condamnables, ils sont faits sous couvert de l'approbation de Dieu.

2. Biélorussie : la double exclusion nationaliste

En Biélorussie, cette intolérance nationale est peut-être plus difficile à cerner en raison de son statut de nation élective. Il est vrai que ce type de nation n'est pas la candidate idéale à l'intolérance. En effet, comment une nation fondée sur les valeurs, qui accepte quiconque se soumettant à celles-ci peut-elle sombrer dans le rejet ? La nation élective semble davantage portée vers l'inclusion totale de l'ensemble de la population. Ceci pose la question du danger

[294] TAGUIEFF P.A., *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988

d'une uniformisation du monde. Toutefois, cette exclusion se manifeste généralement à l'encontre des membres de cette nation. Elle se dirige contre ceux qui s'opposent à elle. S'opposer à l'homme revient à s'opposer à la nation et à ses valeurs. C'est bien le cas de la Biélorussie d'A. Loukachenka. Certes, il s'attaque régulièrement à ses ennemis internationaux, notamment européens et nord-américains, mais ceci n'a que peu d'impact. La Biélorussie et son leader ne représentent pas un enjeu suffisamment important pour que les grandes puissances s'attardent sur eux.

L'intolérance biélorussienne se manifeste à l'encontre des opposants politiques du Président, principalement les nationalistes du BNF. Principaux opposants à A. Loukachenka, ils n'acceptent pas ses fondements protonationalistes de la Biélorussie. Au-delà de l'opposition à la personne c'est une lutte sur le modèle national qui s'engage. Chacune des parties excluant l'autre car son modèle national ne cadre pas avec le sien. Cet affrontement est finalement aussi un affrontement pour déterminer à quel type de nation correspond la Biélorussie.

Pour le moment, la version d'A. Loukachenka parait la plus convaincante au peuple. Ceux qui ne partagent pas son zapadno-russisme combiné au communisme doivent soit se convertir soit disparaitre. Ainsi depuis les années 1990, la Biélorussie est devenue l'Etat européen possédant le plus de prisonniers politiques.

La Serbie et la Biélorussie tombent toutes les deux dans le piège du nationalisme exclusif. Chacune l'exprime à sa façon, en fonction de son type de nation. Il est très violent en Serbie et se traduit par le nettoyage ethnique voire parfois par le génocide. Au contraire, en Biélorussie, cette dérive du nationalisme est plus insidieuse. Il n'y a pas d'effusion de sang mais des arrestations des figures de l'opposition. Toutefois, ceci ne diffère que peu avec ce que les Biélorussiens ont connu durant l'époque soviétique.

Pourquoi les masses voyant l'onde de changement qui touche la région acceptent-elles ce retour en arrière ? Trois réponses sont envisageables. La première est la peur. Les masses craignent de passer dans le camp de l'ennemi. La survie de chacun passe par le fait de ne pas contrarier les autorités pour ne pas être frappé du sceau de l'ennemi de la nation. La seconde est celle du gain réel ou à venir prodigué par le régime. Le leader nationaliste est populiste[295], il promet une vie meilleure, une vie dans laquelle la dureté de l'existence sous l'ancien régime n'a plus cours. La masse attend donc de voir s'il tient ses promesses. Aux premières heures de son pouvoir, le nouveau chef s'efforce généralement de tenir son programme Dès lors, le

[295] Voir Partie II- Titre II- Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste

peuple n'ose plus se rebeller car il a peur du pouvoir. Enfin, les masses sont éduquées pour accepter la rudesse d'un régime et l'inconstance du leader. Elles ont été programmées pour ne pas se révolter et admettre leur sort.

C. Le rôle fondamental du souverain

Le souverain, ou chef de la communauté nationale dans un vocabulaire plus moderne, possède deux rôles principaux selon J.-J. Rousseau : celui de fixer les principes fondamentaux de la nation et celui d'exclure ceux qui n'entrent pas dans le cadre de la nation. Le souverain est le garant de l'intégrité de celle-ci ; il condamne celui qui blasphème contre elle « il peut le bannir, non comme impie, mais comme insociable »[296]. Toutefois, J.-J. Rousseau est clair, cette personne n'est pas exclue en tant qu'*hérétique* mais comme incapable de s'intégrer à la communauté. Le souverain ne juge pas la personne mais son impossibilité à se conformer aux exigences de la nation. Cette personne fait passer ses propres intérêts avant ceux de la communauté.

En Serbie et en Biélorussie, S. Milošević et A. Loukachenka s'octroient le droit d'exclure « l'insociable » mais est-ce au nom de la préservation de la nation, du *volk*, ou pour asseoir leur autorité en éliminant des éléments gênants ? La deuxième solution semble la plus probable au regard de l'évolution de leurs pensées politiques. S. Milošević ne fait que peu de cas de la culture serbe dans ses jeunes années politiques. Il ne devient le champion des Serbes que lorsqu'il comprend l'intérêt stratégique du Kosovo. Quant à A. Loukachenka, il débute sa carrière comme défenseur de la *kulturnation* biélorussienne et lorsqu'il constate le poids toujours fort du communisme chez ses électeurs, il opte pour la nation élective. Cependant, leurs discours populistes donnent l'illusion qu'ils sont les croyants vertueux qu'ils prétendent être. De plus, ce discours leur permet de convertir le droit d'exclusion en devoir d'exclusion. Afin de protéger l'âme de la nation et le peuple qui la compose, ils n'ont pas d'autres choix que de bannir ceux qui n'entrent pas dans les clous. Ainsi, ce n'est pas leur statut de souverain qui leur procure le droit d'exclure mais au contraire la confiscation de ce droit qui leur offre le rôle de souverain. La logique rousseauiste est renversée.

Selon J.-J. Rousseau, le souverain doit fixer les lois de la nation. Il n'énonce pas de principes rigides et dogmatiques comme le théologien, mais des lois simples, claires et accessibles à tous. Elles n'imposent pas ce que chacun doit être, faire ou aimer. Ce sont « des sentiments de

[296] TAGUIEFF P.A., *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, *op.cit*., p.112

sociabilités sans lesquels il est impossible d'être bon citoyen ni sujet fidèle »[297]. Autrement dit, le souverain définit l'idéaltype du bon citoyen selon sa vision de la nation.

En Serbie, la politique de S. Milošević dénature la dévotion à la *serbité*, en encourageant à un nationalisme exclusif et violent (1°). De même, A. Loukachenka contrevient au principe même de la nation politique. Il supprime toute la tolérance dont elle est porteuse en excluant certains membres de la communauté (2°).

1. Serbie : une version dévoyée de l'identité nationale

S. Milošević explique ce qu'est un Serbe en reprenant les théories Grand-Serbes. Un bon Serbe est un résident de la Serbie médiévale, un Slave orthodoxe, parlant la langue nationale. Il reprend tous les critères posés par des auteurs, généralement du 19ème siècle ou des périodes de guerre du 20ème. Le Président serbe et les nationalistes des années 1990 oublient que ces textes ont été rédigés à des époques et dans des contextes très différents. Ils ne se réfèrent également qu'aux extraits de ces écrits qui servent leur cause. Certains auteurs, tel que V.S. Karadzić, précisent bien que des éléments de *serbité* tels que la langue dans son cas, ne sont que des indices non exclusifs de cette identité. Il faut en cumuler beaucoup d'autres pour être effectivement un Serbe. De plus, certains de ces écrits fondateurs ne sont pas des appels à la haine envers les non Serbes, mais ont vocation scientifique ou pamphlétaires. La récupération des *Evangiles* de la nation Grand-Serbe est très orientée et les leaders politiques leur confèrent souvent une valeur et une utilisation bien différentes voire opposées à celles de leur rédaction.

La situation de la Serbie au tournant des années 1980 illustre très bien la réflexion de J.-J. Rousseau selon qui la religion du Citoyen est fondée sur un mensonge. Les textes fondant la religion du Citoyen serbe sont utilisés à mauvais escient et souvent détournés de leur sens originel.

Ceci conduit à s'interroger. La définition du Serbe par S. Milošević et de ses fidèles est-elle conforme à la vision historique du Serbe ? De surcroit, ne leurs donnent-ils pas un nouveau trait d'identité, en faisant de ce peuple, une nation d'abord intolérante et ensuite meurtrière ? En effet, les crimes commis en Croatie, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine le sont au nom de la nation, au nom de la culture. C'est cette image que le monde reçoit alors des Serbes par le biais des journalistes. Par le dévoiement des textes fondateurs du Grand-Serbisme, S. Milošević et les nationalistes font des Serbes des meurtriers intolérants et non un peuple cherchant à défendre sa culture.

[297] *Ibid*.

2. Biélorussie : une exclusion politique

La définition du poste de Président biélorussien porte *a priori* moins à critiques car son nationalisme politique n'a conduit à aucune exaction. Qui plus est, la définition par les valeurs fait moins peur. La définition d'un Biélorussien en fonction des valeurs empêche-t-elle une hiérarchisation entre les habitants du territoire ? La Biélorussie démontre que non. La hiérarchisation consiste en la désignation d'ennemis internes de la nation. Ici il s'agit des leaders du BNF et du refus de reconnaitre des droits politiques à la minorité. Effectivement, le BNF n'est pas en mesure d'exercer son rôle de contre pouvoir car ses leaders sont bâillonnés et A. Loukachenka récupère certaines de leurs mesures les plus symboliques.

A. Loukachenka détermine pourtant ce qu'est un Biélorussien : un habitant de la Biélorussie dans ses frontières telles que posées après la Grande Guerre patriotique. Il doit surtout être favorable aux idées communistes. Un Biélorussien des années 1990 est un Biélorussien soviétique ayant accepté la disparition de fait de l'URSS sans souhaiter une rupture totale avec la Russie. Ceci est bien à l'image de la politique du nouveau Président. Il se fait élire en 1994 grâce à ce programme flou et ambigu sur les relations avec Moscou.

De même, les éléments de la *kulturnation* biélorussienne ne sont pas totalement effacés de la carte d'identité du Biélorussien. Par le référendum de 1995, A. Loukachenka ne supprime pas toutes les références à la Biélorussie non russophile. Cette mesure, prise sous une assez forte contrainte politique due à la force du BNF à cette période, n'est pas non plus trop périlleuse pour son zapadno-russisme. Ce n'est pas non plus une négation de son programme électif : très peu de Biélorussiens maîtrisent correctement cette langue après les campagnes de russification tsaristes et soviétiques. Il admet des inflexions dans sa vision de la Biélorussie si elles lui procurent un avantage.

La Serbie et la Biélorussie confirment la conclusion d'E. Hobsbawm qui refuse le statut d'éléments protonationaux à la langue et à la religion. Elles jouent un rôle primordial dans la création du sentiment d'appartenance non en raison de leur ancestralité mais par la manipulation politique. Eléments culturels d'identification, les leaders politiques les récupèrent pour leur capacité de rassemblement.

La religion forme la première base communautaire et institue des rituels. Lorsqu'une autre idéologie parvient à s'imposer sur ce socle communautaire, elle n'a pas autant besoin de convaincre les membres de leurs points communs. Cette nouvelle idéologie, qu'elle soit nationale, démocratique, communiste…, recycle cet héritage partagé et le maillage institutionnel religieux. Toutefois, elle se doit d'être très forte. Les liens religieux sont

profondément ancrés dans la communauté. La religion expliquait le monde, la nouvelle idéologie l'explique autrement. Il lui faut une puissance de séduction supérieure à la religion… ou une grande puissance militaire. Néanmoins, la religion ne peut pas être un élément protonational exclusif : elle englobe une communauté bien plus vaste que la seule nation. Elle est nécessairement combinée avec d'autres marqueurs identitaires.

La même remarque est faite au sujet de la langue. Plusieurs nations peuvent partager le même idiome tout en étant parfaitement indépendantes les unes des autres. De plus, l'uniformisation des langues est un processus récent. La codification et la diffusion de la langue nationale ne remonte pas au-delà du 19ème siècle. La langue n'est pas un élément protonational fondant la nation mais un instrument de diffusion et de réification de celle-ci. Elle est un symbole de la modernisation de la nation. L'amalgame se fait en raison de la propagation du sentiment d'appartenance. La concomitance du développement des nations et des langues donne cette impression d'ancrage dans le temps.

Tant en Serbie qu'en Biélorussie, ou dans n'importe quelle autre nation, la langue et la religion ne sont pas des éléments protonationaux à part entière. Ces sont des marqueurs identitaires qui tirent leur force de la manipulation politique. Ce sont les leaders qui, selon le type de nation qu'ils souhaitent bâtir, leur accordent une place plus ou moins grande dans la composition du *volk.*

Chapitre II

La naissance d'Etats-nation extraordinaires

La chute du monde communiste a provoqué une perte de repères en Europe de l'Est. Une nouvelle ère s'ouvre dans cette région en pleine reconstruction. Il faut alors chercher un modèle pour remettre rapidement de l'ordre et empêcher la résurrection d'un communisme se présentant comme le seul à pouvoir garantir la stabilité. Les regards se tournent vers le *bloc* considéré comme le vainqueur de la Guerre froide : l'Occident. Les nouveaux Etats indépendants se sont battus pour instaurer la démocratie et peuvent désormais choisir le modèle qu'ils souhaitent transposer chez eux. Certains commentateurs voient en cet avènement démocratique de l'autre coté du Rideau de fer, une évolution politico-historique logique. La démocratie est née à l'Ouest et maintenant, elle se répand à l'Est.

Le diffusionnisme apparait entre la fin du 19ème et le début du 20ème siècle en anthropologie et en sociologie. Il s'oppose à l'évolutionnisme. Ce nouveau paradigme postule que l'être humain n'est pas ou plus une animal créatif. Tous les bouleversements politiques, économiques, sociaux…qui transforment radicalement ou superficiellement une communauté ne sont possibles que par le contact entre sociétés ou groupes sociaux. Ces mutations sont le résultat de rapports humains et d'assimilation de traits jugés vitaux pour la survie du groupe. En d'autres termes, les évolutions culturelles sont le fruit d'imitation ou d'acculturation. L'apparition d'une innovation dans une communauté est le recyclage d'une technique employée avec succès par les voisins.

Le diffusionnisme explique, en partie, la propagation par ondes de certaines idées politiques. Par exemple, la démocratie a apporté, en Occident, paix, stabilité et prospérité. Il parait logique aux nations qui souhaitent parvenir au même résultat d'instaurer ce régime. Ainsi, un peu partout dans le monde, des mouvements pro-démocratiques voient le jour afin de faire tomber des dictatures. Cette vague imitatrice souffre de limites. Une copie *in extenso* de la démocratie Occidentale est impossible et inefficace. Les promoteurs de la démocratie doivent l'adapter aux particularités de leur nation, prendre en considération sa culture. Les régimes qui ont réussi peuvent être une source d'inspiration mais ils ne peuvent pas être transposés sans quelques ajustements majeurs.

Une approche diffusionniste de cette nouvelle phase essaimage démocratique explique l'autre grande idéologie qui se développe en même temps : le nationalisme. En donnant la voix au peuple, la démocratie donne la voix à la nation, à sa revendication et à sa protection. Le

nationalisme est né aux 18ème et 19ème siècles à l'ouest, il touche désormais l'est. Si le processus de transposition de la démocratie est long, celui du nationalisme est rapide. Il n'a, pour les observateurs occidentaux, pas les conséquences prévues au regard des expériences de leur nation. Apparaissent des théories distinguant le *bon nationalisme occidental* et *le mauvais nationalisme oriental*. H. Seton-Watson il s'agit d'un « nationalisme ancien » [298] apaisé et maîtrisé en Occident opposé à un « nationalisme moderne »[299] avatar agressif du premier en Orient. Pour sa part, H. Kohn qualifie le nationalisme occidental de « politique et rationnel »[300] quand celui des PECO est « culturel et mystique »[301].

Pourtant, ce nationalisme, même violent, voire très violent dans les Balkans, est la réponse de la masse à la mise en concurrence de deux *blocs* : le communisme qui nie ou minore la notion de nation et la démocratie qui libère la parole. Les anciennes Républiques communistes s'inspirent des régimes politiques Occidentaux et copient leur concept d'Etat-nation. Mais pour parvenir à ce dernier, il est nécessaire d'avoir défini, au préalable, ce qu'est la nation. Ceci se fait notamment par la recherche des éléments protonationaux. Une fois l'identité retrouvée, la construction d'un Etat conforme est plus aisée.

La Serbie et la Biélorussie démontrent que le modèle démocratique Occidental n'est pas nécessairement plébiscité par l'Europe de l'Est. Des choix politiques, des hommes, une culture, une histoire, des liens avec d'autres nations…contrarient les plans des démocrates. Des régimes extraordinaires voient le jour dans ces deux nations.

S. Milošević et A. Loukachenka s'emploient à mettre en échec le début de transition démocratique. La transposition de la grille de lecture d'A.-D. Smith permet de comprendre comment ils parviennent à empêcher la démocratisation (**Section 1**).

Une fois le nouveau régime advenu, qu'il soit démocratique ou non, le leader doit en prouver la légitimité. Il doit démontrer que ce régime est fait pour cette nation. Ainsi, il limite les risques de contestations voire de destitution. Le recours à la violence n'est pas la seule solution. L'un des instruments est le sport (**Section 2**).

[298] SETON-WATSON H., cité par ROGER A., *op.cit.*, p.71
[299] *Ibid.*
[300] KOHN H., cité par ROGER A., *op.cit.*, p.72
[301] *Ibid.*

Section I. L'échec de la transition vers l'*Etat scientifique* d'A.-D. Smith

A.-D. Smith constate que la Révolution industrielle s'accompagne d'une révolution institutionnelle. Disciple d'E. Gellner, il voit en cette période l'ouverture au peuple des hautes sphères administratives. L'Etat se transforme en machine bureaucratique qui nécessite toujours plus de personnel pour la faire fonctionner. Il nomme cette nouvelle forme d'Etat, l' «Etat scientifique »[302] qu'il définit de la façon suivante : « mode d'organisation politique qui vise à homogénéiser à des fins administratives la population implantée sur un territoire donné et qui, pour être pleinement efficace en cette entreprise, utilise les méthodes et les techniques scientifiques les plus modernes »[303]. L'Etat scientifique se voit attribuer un rôle inédit, un rôle *interventionniste*. Il est perçu comme étant le seul à pouvoir augmenter le niveau de vie, à éduquer, unifier et diffuser la fierté nationale ainsi qu'à administrer rationnellement et de façon prévisionnelle les affaires publiques. L'Etat se substitue aux anciennes grandes familles nobles, au clergé et aux corporations pour encadrer la vie du peuple.

A.-D. Smith compare, ensuite, les conséquences de l'Etat scientifique en occident et en orient. Pour lui, l'Etat scientifique est un succès dans le premier car il intervient dans des Etats compacts et ayant un fort sentiment de solidarité ethnique. L'Etat naissant a une meilleure prise sur un territoire relativement petit. Il n'a pas besoin de se démultiplier à l'infini pour s'ancrer dans chaque recoin. De plus, les masses se soumettent d'autant plus naturellement à son autorité qu'elles le conçoivent comme le mode d'organisation le plus propice à leur bien-être. Contemporain à la création des nations, l'Etat scientifique est la forme institutionnelle du sentiment national.

D'après A.-D. Smith, sa transposition à l'est est très compliquée en raison du contexte politique spécifique. Dans cette région, les populations sont réunies au sein de vastes empires multiethniques. Trouver un sentiment d'appartenance transcendant la diversité est plus ardu. La potentielle haine envers l'oppresseur n'est pas suffisante pour créer les bases d'une communauté nationale solide.

Si l'étude d'A.-D. Smith se situe dans le contexte de la Révolution industrielle, elle peut être transposée au bouleversement des années 1990. En effet, le point de départ est un évènement ou une rupture assez significatif pour remettre en cause l'ordre établi et rendre obsolète les institutions en place. Cet événement ou cette rupture doit de surcroit enclencher un processus

[302] Voir SMITH A.D., *Theories of nationalism*, Duckworth, 1971
[303] SMITH A.D., cité par ROGER A., *op.cit.*, p.74

de modernisation. A l'époque de la Révolution industrielle, il s'agit de la rationalisation de l'Etat. Dans les années 1990, la modernité est synonyme de démocratie occidentale. L'idée est d'en finir avec un modèle communiste lourd et archaïque pour voir se réaliser toutes les promesses de bonheur et de prospérité augurées par un régime démocratique.

Le constat de cette transposition épineuse subsiste lors de la transition démocratique. Le modèle Occidental n'est pas un « kit prêt à l'emploi » pouvant être employé *in extenso* par les nouveaux Etats de l'est. Y. Mény repère trois facteurs de « divergences »[304]. Le premier est celui de la divergence de contexte « juridico-institutionnel »[305]. Il explique que bien que les Etats s'inspirent les uns des autres, ils ne peuvent pas entièrement se copier. Ils doivent tenir compte de leur propre passé et adapter les solutions extérieures à leur héritage. Ce premier facteur est rejoint par le second : celui des spécificités culturelles de l'Etat. De la même façon, chaque Etat possède sa propre culture et doit en tenir compte pour que la greffe institutionnelle soit efficace. Le troisième et dernier facteur est celui en lien avec les stratégies des promoteurs de la transposition. Leurs motivations, à l'origine du changement, ou non, sont essentielles à la réussite, ou à l'échec, de la transition.

La Serbie et la Biélorussie sont des cas extrêmes de la naissance contrariée de l'Etat démocratique (I). S. Milošević et A. Loukachenka parviennent à cette situation en promettant un nouveau régime qui correspond au *volk*. La grille de lecture d'A.-D. Smith éclaire sur la stratégie de processus de mis en échec (II).

[304] MENY Y., *in* MENY Y. (dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*, op.cit. p.33s.
[305] *Ibid*.

I. L'échec du début de transition démocratique

A.-D. Smith date la naissance d'un Etat scientifique, un Etat démocratique dans notre étude, lors d'une « crise d'autorité »[306] au sein de l'intelligentsia. Cette crise est la conséquence d'un tournant majeur dans l'histoire de la communauté. Le monde ancien se révèle être, par cette rupture, obsolète et non conforme aux aspirations des masses. De fait, l'intelligentsia traditionnelle perd son statut au profit d'une nouvelle, porteuse de modernité et de changement.

Cette vague de changement, encouragée par la Pérestroïka et la Glasnost en URSS ainsi que la Constitution de 1974 en RFSY, se traduit dans les PECO par la construction d'Etats démocratiques. Les nouveaux Etats copient, et adaptent parfois, les différents modèles démocratiques Occidentaux. Selon les traditions politico-culturelles et les relations entretenues avec ces derniers, ils optent pour un système mono ou bicaméral, un régime parlementaire ou présidentiel… A partir de la période 1989-1991, lors des déclarations, souvent unilatérales, d'indépendance, les régimes socialistes démocratiques remplacent les régimes communistes autoritaires. S'ouvre alors une phase de transition puis de consolidation de la démocratie.

La Serbie et la Biélorussie suivent des chemins différents de leurs voisins. L'échec de la transition démocratique prend racine dans le bouleversement de la fin du monde communiste (A). Toutefois, le nouveau régime ne peut pas rester dans une situation d'entre deux. Les leaders doivent construire un nouveau régime et sortir de la période de trouble (B).

A. La fin communisme : une perte de repères

A l'image de tous les autres Etats de la région, la Serbie et la Biélorussie subissent un changement de régime politique au tournant des années 1980 et 1990. Déstabilisées par la fin de l'époque communiste annoncée par la chute du Mur de Berlin, elles doivent reconstruire un Etat. Tous les regards se tournent alors vers le rival traditionnel : l'Occident et son modèle démocratique. Présenté comme le vainqueur de la Guerre froide, les nouveaux Etats importent ce modèle synonyme de paix, de prospérité et de bonheur.

Pour des raisons différentes, la fin du monde communiste est un choc pour toutes les deux. En RFSY, la mort de Tito révèle l'artificialité du régime et de la paix qu'il imposait. La Biélorussie pour sa part voit son monde s'effondrer. Les ornières de l'URSS l'ont toujours

[306] SMITH A.D., cité par, SOUTHCOTT C., Au-delà de la conception politique de la nation, *Communication*, 1987, p. 58

empêché de voir la réalité du régime (1°). Les deux nations se rejoignent sur un point fondamental les différenciant des autres Etats de la région, elles n'ont pas ou peu d'attrait pour le modèle démocratique de type Occidental. Les discours opportunistes de S. Milošević et d'A. Loukachenka les convainquent que la démocratie n'est pas le régime idéal pour elles (2°).

1. La fin du monde communiste : un « choc »

D'après Y. Mény, le point de départ pour un changement de régime est un choc, généralement externe à l'Etat, ayant un impact dévastateur sur son équilibre. L'onde provoquée par ce choc est si forte que les institutions étatiques ne sont plus suffisantes pour en amortir les conséquences. Devenues inefficaces, il n'y a pas d'autres solutions que d'en changer pour recouvrer la stabilité du passé. Pour la Serbie et la Biélorussie, comme pour l'ensemble des Républiques des PECO, le choc est la fin du monde communiste. En RFSY, la déliquescence du régime est progressive durant dix ans. En Biélorussie, elle est plus rapide, le régime tombe en quelques mois.

La mort de Tito : la mort du yougoslavisme

Père fondateur du régime yougoslave, Tito tient la Fédération d'une main de fer. Pensant que son œuvre lui survivrait, il décide que la RFSY serait dirigée par une présidence collective. Il est surprenant que le Maréchal n'ait pas anticipé l'échec d'une telle décision.

Depuis le début des années 1970, les manifestations nationalistes fleurissent un peu partout en Yougoslavie, notamment au Kosovo. La solution des Provinces autonomes de la Constitution de 1974 est un pansement sans effet sur le long terme. Le régime titiste autoritaire parvient à maintenir la paix entre les différentes nations mais elle n'est qu'une façade. En réalité, le communisme n'est jamais parvenu à faire disparaitre les velléités indépendantistes et nationalistes particulièrement chez les Serbes et les Croates. La mort de Tito n'est pas un choc en elle-même, il frôle alors les quatre-vingt dix ans. Ce qui est un choc c'est la fin brutale du régime qui l'accompagne. La présidence collégiale ne dispose pas de la même autorité naturelle que Tito. La preuve, elle ne peut pas empêcher les émeutes estudiantines de 1981 à Priština ni les diverses manœuvres politico-économiques des Républiques pour accéder à l'indépendance. Les Ligues communistes nationales prennent de plus en plus de pouvoir et entrent en concurrence directe avec elle. La Présidence ne peut pas non plus étouffer les révélations des faillites de l'autogestion. La RFSY est endettée, le système ne fonctionne pas.

Les Républiques slovène et croate refusent de continuer à payer pour les Républiques pauvres. Les révoltes débutent et la présidence collégiale ne peut pas les endiguer.

La mort de l'URSS : la surprise biélorussienne

La fin de la future ex-URSS est nettement plus rapide, des signes avant-coureurs l'annoncent depuis des années. Avant le début des années 1990, l'URSS ne peut pas nier la désagrégation de son économie. Constatant son retard technologique face aux Etats-Unis, elle ne peut faire autrement que de capituler dans l'opposition. S'ouvre alors la période de *détente.* A l'intérieur même de ses frontières, elle desserre son emprise sur le peuple avec des politiques inédites. M. Gorbatchev décrète la Pérestroïka et la Glasnost. Pour la première fois depuis 1956, le gouvernement soviétique rend des comptes. Sentant les défaillances du régime, des mouvements tels que *Solidarność* en Pologne en profitent pour reprendre les armes, avec succès. En 1990, le Président du Soviet suprême, B. Eltsine, déclare la souveraineté de la Russie.

Les Biélorussiens ne vivent pas l'impact de l'indépendance de la même façon que leurs voisins. Pour eux, la disparition de l'Union soviétique n'est pas une nécessité. Contrairement aux autres Républiques, ils ne ressentent pas la crise économique et technologique. Ils vivent plutôt bien et leur industrie est florissante. C'est entre 1991 et 1994 qu'ils se rendent compte de la crise mais pour eux le responsable est le régime démocratique et son économie de marché.

La crise est bien plus profonde qu'un doute économique ou institutionnel. Le marasme est surtout idéologique. Le communisme tel que formulé par Lénine et Staline semble plus dépassé que jamais. B. Eltsine, l'homme politique qui monte, n'hésite pas à démissionner du Parti. Une première ! L'automne 1991 est fatal pour l'URSS. Les unes après les autres, les Républiques proclament leur indépendance sans que M. Gorbatchev puisse s'y opposer. La Biélorussie, pourtant membre fondateur de l'URSS, est l'une des premières à se défaire de l'Union, fin août 1991. Le 8 décembre de cette même année, les accords de Minsk[307], mettent un point final à l'aventure soviétique. La Russie, la Biélorussie et l'Ukraine prennent acte de la dissolution de l'URSS et donnent naissance à la Communauté des Etats Indépendants (CEI), une entité fantomatique.

[307] Ces accords sont également nommés les accords de Belovej, du nom de la forêt près de Minsk dans laquelle ils sont signés.

2. Un phantasme démocratique relatif

Le tournant des années 1980 marque un bouleversement profond dans les PECO. E. Balibar consacre un chapitre à la chute du communisme dans son ouvrage *Les frontières de la démocratie*[308]. Il écrit que la fin du communisme n'est pas seulement la fin d'une idéologie déclinée en deux versions : la version originelle qu'est le soviétisme et la version ouverte sur le capitalisme qu'est le titisme, c'est également la chute de deux Etats, de deux systèmes. En effet, les dirigeants communistes ont opéré une telle fusion entre les institutions et l'idéologie qu'il est devenu impossible de les dissocier. Selon E. Balibar, il ne s'agit pas uniquement de l'effondrement de l'idée mais de sa réalisation : le communisme d'Etat. Il va plus loin en y voyant la fin du communisme en tant que mouvement social car le Parti est parvenu à absorber tous les mouvements sociaux d'essence communiste. Nous nous bornerons aux liens entre idéologie et institutions.

Les aspirations démocratiques ne sont pas aussi unanimes et généralisées. La République Socialiste de Serbie et encore plus la République Socialiste Soviétique de Biélorussie ne développent qu'un très faible phantasme démocratique. Si la première milite pour un changement, il n'en va pas de même pour la deuxième. S. Milošević et A. Loukachenka se saisissent de ce désintérêt pour la démocratie pour prendre le pouvoir.

Un maillage communiste fort

Les dirigeants politiques ont utilisé les réseaux locaux du Parti pour tisser un maillage idéologique très serré sur les populations. Tel un *Big Brother*, le Parti est partout, il est difficile de lui échapper. Il structure toute la société dès le plus jeune âge et rythme la vie. Rapidement, il devient le point de repère central de l'individu et de la société. Le communisme d'Etat a l'avantage de proposer, comme l'avait prévu K. Marx, un modèle explicatif du monde. Le communisme et sa lutte contre le capitalisme sont les réponses à toutes les questions des hommes. Il se dégage de cette idéologie d'Etat un sentiment de sécurité. Cette omnipotence et omniscience du communisme conduisent les Occidentaux à qualifier ces régimes de totalitarisme. Or faire du communisme ou de la démocratie la réponse absolue à tous les maux n'est ce pas la mise en concurrence de deux ethnocentrismes ?

[308] BALIBAR E., *Les frontières de la démocratie. L'Europe après le communisme*, Paris, La Découverte, 1992, p. 206-237

Une perte de repères postcommuniste

La chute du Mur de Berlin et la fin avouée du communisme ont pour conséquence la perte de repères. Il faut trouver une autre grille de lecture du monde. Les nouveaux Etats indépendants doivent d'abord reconstruire leur structure étatique. Deux possibilités s'offrent à eux. La première est d'imaginer une structure novatrice conçue spécialement pour la nation en fonction de sa culture, de ses valeurs, de ses objectifs. Le titisme et son système autogestionnaire se sont toujours présentés de cette façon. Tito a voulu faire de la RFSY la Troisième voie en cette période de Guerre froide. Deux critiques lui sont opposables. La première est que son régime n'est pas totalement inédit, il est un hybride entre le capitalisme et le communisme. La deuxième qui en découle est l'échec, au moins économique, qui en émane. Une solution innovante ne semble pas la plus propice dans ce contexte.

En effet, la perte de repères induit une période de trouble. Il est nécessaire de trouver une solution au plus vite pour y mettre fin. Un retour en arrière semble improbable tant le rejet du communisme est prégnant. La volonté d'une partie des élites et de la population est de vivre sous l'égide de la démocratie. Ce modèle est fantasmé depuis des décennies. Il est perçu comme celui qui apporte le bien-être matériel et assure l'effectivité des droits fondamentaux. Malgré le Rideau de fer, les images de propagande des bienfaits de la société démocratique sont parvenues dans les PECO. Les populations, brimées par les régimes autoritaires, sont certaines du gain inestimable qu'elles auraient à se convertir en régime démocratique.

L'appréhension du régime précédent, la façon dont il est vécu par les nations joue un rôle majeur dans la construction du nouveau régime. L'Histoire est un continuum, elle ne peut totalement ignorer son passé, surtout le plus récent. Le communisme a été pendant au moins quarante ans le lieu d'évolution des nations de l'Europe de l'Est. Même des nations telles que la Pologne ou la Hongrie ne peuvent pas se détacher totalement de ce souvenir. Ainsi, elles construisent leurs nouveaux Etats indépendants en réaction au communisme. Elles souhaitent l'exact opposé à l'URSS. La démocratie de type Occidental est un phare pour ces nations, l'objectif qui les fera sortir de cette période de trouble transitionnel.

En Serbie et en Biélorussie, il n'en va pas de même. Le régime titiste ne survit pas à la disparition de son fondateur. Moins forte que l'URSS qui se perpétue après Lénine et Staline, la RFSY éclate sous la pression des nationalismes et de la faillite économique. Les premiers, débridés et cherchant à assouvir des revanches du passé, ne sont pas vecteurs de démocratisation. Les Biélorussiens sont un peu pris au dépourvu lors de la déclaration d'indépendance. La propagande soviétique ayant fait son œuvre, ils sont certains de vivre

dans un régime qui fonctionne parfaitement. Certes, des ajustements sont sûrement nécessaires mais ils ne voient aucune raison à la fin de l'Union. Les membres du Soviet désormais indépendant tentent de donner de nouveaux points de repères au peuple en s'engageant sur le chemin démocratique. Ils se heurtent sans cesse à la force du communisme.

B. L'échec de la greffe démocratique

S. Milošević et A. Loukachenka profitent d'un constat sans équivoque : la démocratisation n'est pas à la hauteur des espoirs de la population. La promesse d'une vie meilleure n'est pas au rendez-vous.

En Serbie, il y a, certes, une période de bonification mais elle est de courte durée. Rapidement la crise économique est de retour en partie en raison des manœuvres politico-économiques de S. Milošević qui réveille les tensions nationales y compris dans ce domaine. Empêchant la bascule vers l'économie de marché, pendant de la démocratie, il dévaste également les économies nationales en pratiquant une inflation abusive sous couvert de protectionnisme.

En Biélorussie, la situation est assez proche. Jusqu'ici cette République vit dans une certaine prospérité, au regard de ses voisines. Or l'introduction de l'économie de marché, les privatisations, la concurrence… détruisent ceci. Pour la première fois depuis les années 1920, la Biélorussie connait le chômage, et depuis 1945, elle subit un recul de son niveau de vie. Un sentiment de nostalgie se répand dans la population. L'URSS procurait un bien-être bien supérieur à cette démocratie qu'elle n'a pas tant appelée de ses vœux.

Pourtant, l'échec de l'économie de marché n'est pas si surprenant. Les contextes économiques des deux nations ne sont pas favorables à l'économie de marché. D'abord, la Serbie ne possède pas une classe marchande suffisamment développée cherchant de nouveaux débouchés pour écouler ses produits. L'économie serbe vit sur les dotations yougoslaves. Sans être la République la plus pauvre, elle n'est pas aussi aisée que la Slovénie ou la Croatie. L'un des moteurs à la création d'une économie de marché en occident est la force de la bourgeoisie marchande. Sa quasi-absence ou sa faiblesse en République Socialiste de Serbie rend stérile toute tentative d'implantation. Ensuite, la Biélorussie n'est pas dans une dynamique de changement à la fin des années 1980. Une transition ne peut réussir que si la majorité de la population la souhaite ou croit la souhaiter. Tout comme le mouvement

nationaliste tel qu'étudier par M. Hroch, bien que l'idée de changement émane d'une petite élite, elle doit être portée par le peuple pour avoir une chance de réussir[309].

Dans *La greffe et le rejet*, Y. Mény analyse comment la stratégie politique des acteurs peut conduire ou non au changement. Tout commence par une « dénonciation »[310]. L'entrepreneur politique pointe du doigt les défauts et les inconvénients de la situation pour convaincre la masse qu'il faut un changement.

La transition démocratique, ou processus de démocratisation, décrit « le passage de formes diverses d'autoritarisme à la démocratie, soit par démocratisation plus ou moins délibérées des régimes en place, soit en vertu d'un changement effectif de régime »[311]. Cette transition doit nécessairement se dérouler sur un temps relativement court. En effet, elle donne lieu à une instabilité politique et institutionnelle. Une issue est impérative.

P. Schmitter et G. O'Donnel proposent trois scénarii possibles d'issues de la transition démocratique : la consolidation, la restauration autoritaire ou l'alternative révolutionnaire[312].

Dans la majeure partie des PECO, les nouveaux Etats indépendants parviennent à une consolidation démocratique. La phase de transition est un succès et la démocratie s'installe, *a priori* durablement. La Pologne et la Hongrie sont des exemples de cette consolidation[313].

En Serbie et en Biélorussie, la situation est très différente. La transition démocratique est mise en échec avant de parvenir à maturation. Les interventions de S. Milošević et A. Loukachenka empêchent cette consolidation. Le type de nationalisme qu'ils proposent conduit à une issue propre à chaque nation. Le nationalisme ethnoculturel serbe illustre le cas de l'alternative révolutionnaire (1°). La Biélorussie, nation politique, opère pour sa part une restauration autoritaire (2°).

1. L'alternative révolutionnaire serbe

Dans la typologie de P. Schmitter et G. O'Donnell, le cas de l' « alternative révolutionnaire » correspond aux situations particulières où la transition démocratique ne débouche ni sur la consolidation ni sur le retour au régime antérieur. Selon le leader nationaliste, ni le régime politique du passé, ni celui de présent ne conviennent à la nation en pleine mutation. Il propose alors un régime inédit, censé être en adéquation totale avec le *volk*.

[309] Voir Partie II- Titre I- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

[310] MENY Y., *op.cit.*, p.25

[311] NAY O. (dir.) *op.cit.* p. 85

[312] Voir notamment : O'DONNELL G., SCHMITTER P.-C., WHITEHEAD L., *Transitions from authoritarian rule. Comparatives perspectives*, *op.cit.*

[313] Pour une nuance à ce sujet voir Partie II- Titre II- Chapitre II. L'édification de régimes d'essence totalitaire en dehors de la communauté internationale

En Serbie, la prise de pouvoir de S. Milošević met en échec le début de transition démocratique, amorcé en RFSY par A. Marković. Le nouveau dirigeant serbe s'oppose à l'un des principes fondamentaux de la démocratie : le multipartisme. Il préfère l'idée d'un « pluripartisme sans parti »[314]. De même, un retour au titisme est exclu. Lors des ses manigances pour prendre le pouvoir, S. Milošević a totalement anéanti cette idéologie. S. Milošević agite l'image d'une Serbie à hauteur de la perception que les Serbes ont de leur nation et de leur culture : indépendance et domination sur les autres Slaves du Sud.

Un régime original

L'alternative révolutionnaire ressemble à l'idée d'une troisième voie proposée par Tito lorsqu'il construit une Yougoslavie non-alignée autogestionnaire. Elle ne correspond pas aux deux modèles forts proposés, tout en s'inspirant du meilleur de chacun.

En effet, la Serbie de S. Milošević, qui se veut un régime original, n'en est pas vraiment un. Il recycle des éléments du passé. Il ne rejette pas entièrement la démocratie endémique dans la région. Il en récupère les institutions telles que le rituel du vote. Seulement, ceci est une illusion de pratique démocratique. Pour qu'une élection soit considérée comme réellement démocratique, elle doit offrir autant de chances à l'opposition qu'à la majorité de l'emporter. Or dans la Serbie des années 1990, le concept même d'opposition politique n'a rien de démocratique. Il s'agit davantage d'une guerre de personnes que d'un affrontement idéologique. De même, l'époque titiste n'est pas abolie dans son ensemble. Déjà la personne de S. Milošević est un vestige du titisme. Il est un membre très actif du Parti depuis le lycée, tout comme sa femme. Beaucoup de fervents titistes se découvrent une fibre nationaliste suite au succès de la publication du Mémorandum en 1986. L'idéologie titiste tend à disparaitre mais pas les hommes ni les structures. Le seul véritable rejet du titisme est sa politique envers les nations et le nationalisme culturel.

En lui-même, le nationalisme ethnoculturel de la Serbie, excepté l'aspect violent, n'a rien d'exceptionnel dans la région à cette époque. Toutes les nations revendiquant leur indépendance de l'ensemble communiste ont recours à ce type de nationalisme. Le but est de se détacher le plus possible de l'uniformisation communiste pour démontrer sa singularité. Le nationalisme Grand-serbe exacerbe le nationalisme ethnoculturel, pousse à l'extrême la démonstration de sa singularité. Là où les autres nations se tournent vers le cosmopolisme, la Serbie, elle verse dans ce que P.-A. Taguieff nomme la « mixophobie », la différenciation et

[314] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 107

la hiérarchie entre les nations et leur culture est au cœur de du nationalisme Grand-serbe de la fin du 20ème siècle.

Ainsi, la Grande-Serbie de S. Milošević ne peut, dans les représentations mentales, se conformer à un régime politique déjà existant. La grandeur de la culture et de la nation suppose la création d'un régime original à sa mesure. C'est par sa proposition d'un régime qui n'est ni le titisme ni la démocratie, tout en reprenant des traits de chacun et s'inspirant d'une vision de l'Empire médiéval, que S. Milošević remporte le soutien populaire. A l'image de son programme politique, le nouvel Etat est opportuniste. Comme le discours idéologique ambigu, ce nouvel Etat correspond à tous, chacun y trouve sa représentation de l'Etat et de son fonctionnement. Toutefois, cette solution inédite ne tient pas. Le recours à la violence divise les Serbes.

Un régime instable

Le propre de l'issue de la transition politique est la fin de l'instabilité par la mise en place d'un nouveau régime stable, peu importe la nature de celui-ci. La transition qu'elle soit démocratique ou non n'a pas vocation à perdurer. A l'époque romaine, en cas de troubles, les institutions sont suspendues et les pleins pouvoirs remis à un dictateur œuvrant pour ramener le calme. Un fois sa mission remplie, il quitte le pouvoir. C'est la même idée qui préside à la transition politique.

Dans la majeure partie des PECO, la démocratie de type Occidental est l'issue stable. Les nouveaux Etats estiment posséder désormais des institutions en adéquation avec leur culture nationale.

Le nationalisme de S. Milošević affirme être dans la même logique. Il a vocation à sortir de la crise politique, économique et surtout identitaire qui traverse la République. Toutefois, le nouveau leader serbe emprunte une toute autre voie. Il suit davantage celle d'un César. Il s'empare des pleins pouvoirs et ne les rendra qu'en 2000 sous la pression de la rue et de l'opposition. Mais contrairement à César, S. Milošević ne ramène ni paix ni prospérité sur son territoire. Il est un des fomenteurs du chaos dans lequel sombre non seulement la Serbie mais également l'ensemble de la péninsule. S. Milošević s'emploie à ne pas instaurer un régime réellement stable. Au contraire, il a besoin de ce chaos et de cette suspicion totale. Ayant le droit de décider unilatéralement de qui est apte à continuer à vivre dans la RFY ou bien de la diriger, il s'octroie également le rôle de maintien de l'unité et de l'intégrité national. S. Milošević est le seul point fixe du régime. Il est le seul garant de la Serbie, le seul qui ne la trahit jamais.

Déjà, dans les arcanes feutrés de la politique, il a bouleversé la stabilité, voire le monolithisme du titisme. Lors de la huitième session du Comité central de la Ligue des communistes, il prend le pouvoir en se débarrassant violemment de ses opposants. L'idée surgit que quiconque tentera de faire de l'ombre à S. Milošević sera éliminé. Ce sentiment d'instabilité politique atteint son climax quand à partir de 1994, M. Marković écrit dans la revue Dugas. Dans ce qui est rapidement baptisé « l'horoscope »[315], elle annonce les renvois à venir. Personne n'est épargné, même les noms de grandes figures du nationalisme apparaissent dans la rubrique : D. Cošić, V. Seselj ou encore R. Karadžić.

De même, l'instabilité est très présente dans le peuple. La *kulturnation* serbe se fonde sur la hiérarchisation entre les nations et sur le projet d'un Etat n'accueillant que des Serbes. Rapidement la politique nationale conduit à la chasse aux étrangers. Les Albanais ont peur lors du 600ème anniversaire, cette peur gagne vite les Croates et les Bosniaques, autres cibles des nationalistes. Plus aucun Yougoslaves non Serbes résidant sur les territoires revendiqués par les Serbes ne peut être sûr d'une vie calme et paisible. Les guérillas et une politique de dénonciation populaire intensifient cette instabilité et cette peur.

C'est sa capacité à créer du chaos qui maintient S. Milošević si longtemps au pouvoir. Mais c'est également par l'instabilité qu'il perd son autorité. Cette dernière n'est pas son fait, mais celle de ses opposants de tous bords politiques. Une nouvelle période de transition démocratique s'ouvre alors et débouche presque automatique vers une issue démocratique.

La Biélorussie ne prend pas non plus la voie de la démocratisation après 1994. Avec l'élection d'A. Loukachenka s'opère une restauration autoritaire.

2. Le retour autoritaire biélorussien

La troisième issue possible de la transition démocratique est selon les travaux de P. Schmitter et G. O'Donnel celle de la restauration autoritaire. La démocratie ne parvient pas, pour diverses raisons, à s'imposer. La période de troubles se poursuit voire s'intensifie. Pour y mettre fin, l'ancien régime, autoritaire est restauré. Il est alors perçu comme un symbole de stabilité.

En 1991, la Biélorussie est l'une des premières Républiques d'URSS à se déclarer unilatéralement indépendante. Toutefois, non préparés à ce changement radical et méconnaissant les mécanismes démocratiques, les membres du Soviet sont immédiatement dépasser par les évènements. Seul le BNF serait en mesure de promouvoir avec succès la

[315] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 507

transition démocratique, mais ses fragilités internes le rendent impuissant. La période 1991-1994 est fortement marquée par la confusion et surtout par la perte de confiance envers la démocratie de type Occidental. Le niveau de vie des Biélorussiens s'effondre soudainement et les structures étatiques et économiques se révèlent incapables de supporter le choc du changement. De même, la question de l'identité de la nation biélorussienne reste insoluble. La vague de *kulturnation* qui accompagne la démocratisation de la région, portée par le BNF, se fracasse sur les problèmes du quotidien.

La démocratie n'apporte pas la stabilité promise, bien au contraire. L'issue de la transition ne peut pas être la consolidation de son amorce. Les Biélorussiens se tournent vers ce qui symbolise le plus la stabilité : A. Loukachenka et son nationalisme politique. Toutefois, si la stabilité est, en apparence, retrouvée après 1994, la Biélorussie vit dès lors dans une situation particulière d'isolement.

Le retour du régime autoritaire

Le succès d'A. Loukachenka lors des élections présidentielles de 1994 s'explique par deux facteurs, d'une part la jeunesse et la nouveauté de l'homme, d'autre part son projet de rétablissement d'un régime de type communiste. Il propose le juste équilibre entre modernité et tradition[316].

Le souvenir encore vivace de l'URSS joue contre la démocratie. Le système communiste offre des emplois, la sécurité et l'éducation pour tous. Le régime n'est pas perçu comme mauvais. Le soviétisme est à la hauteur, pour la Biélorussie, de toutes ses promesses. A l'opposé, la démocratie provoque une impression de mensonges. Le peuple n'a jamais demandé le changement de régime, il ne comprend pas nécessairement les raisons de celui-ci.

La prise de pouvoir d'A. Loukachenka joue sur l'envie du retour à la stabilité et à une vie meilleure. Le nouveau Président ne fait preuve d'aucune imagination et propose seulement un retour en arrière : l'arrêt du processus démocratique pour une restauration d'un régime de type communiste. Il faut ici préciser qu'A. Loukachenka n'est pas le promoteur d'un retour à l'URSS, il est conscient que la résurrection d'un tel régime est impossible dans le contexte actuel. Il sait que ceci est impossible du simple fait que la Russie elle-même est sortie de l'Union. L'URSS n'a aucune chance de vivre sans Moscou. Il tente bien de construire une nouvelle union par la CEI qu'il voit graviter autour de Minsk mais la Communauté reste au stade de projet malgré quelques accords économiques.

[316] Voir Partie I- Titre II- Chapitre II. La naissance d'Etats-nation extraordinaires

Toutefois, si A. Loukachenka est le fondateur d'une Biélorussie qui renoue avec l'autoritarisme, il ne souhaite pas s'allier avec les communistes. Ces derniers menés par S. Chouchkevitch qui occupe dès 1991 le poste de Chef d'Etat[317], ont signé la déclaration d'indépendance. A. Loukachenka ne tient pas à être associé à eux et s'emploie non seulement à les dénoncer comme traitres envers les Biélorussiens mais aussi comme des traites au communisme. Sur le premier point, il se lance dans une grande campagne anti-corruption, dès avant la campagne de 1994, alors qu'il est député. Il mène de vastes enquêtes visant à démontrer que les communistes profitent de la transition démocratique pour s'enrichir là où les Biélorussiens meurent de faim. Il écarte rapidement la menace du Parti communiste. La cote de popularité du BNF est elle aussi en baisse. A. Loukachenka a la voie libre vers le poste de Président de la République. Son projet communiste bat le Parti communiste pourtant représenté par un conservateur. Le nouveau Président réalise un tour de force sans précédant : il restaure un régime d'essence communiste grâce aux mécanismes de désignation de la démocratie Occidentale.

Sa force réside dans le fait qu'il possède toutes les légitimités nécessaires pour séduire les Biélorussiens : celle du peuple, celle de l'idéologie et celle de l'Histoire. Il redonne à la Biélorussie sa véritable identité, le retour de l'aisance économique n'est qu'une question de temps.

Nonobstant, si la stabilité interne est revenue, elle n'est pas sans de lourdes conséquences, l'élection d'A. Loukachenka fait sombre la Biélorussie dans l'isolement international.

Un isolement international

La main de fer d'A. Loukachenka et sa pratique du pouvoir directement inspirée par le système soviétique ramène la stabilité en Biélorussie. Les questionnements sur l'identité, le régime politique, l'idéologie… sont réglés par la limitation de la liberté d'expression. Si l'élection de S. Milošević en Serbie provoque une déstabilisation de la région, celle d'A. Loukachenka ne suscite aucun émoi dans le nord des PECO. Il est vrai que la Biélorussie ne possède pas la même aura que la Serbie parmi ses voisins les plus proches. Son basculement vers un régime non-démocratique ne renvoie pas la même image de menace pour la paix. Néanmoins, les conséquences sont assez semblables.

[317] S. Chouchkevitch est nommé *de facto* Chef d'Etat en tant que vice-président du Soviet suprême de 1990 à 1991 et en l'absence de poste de Président de la République avant les élections de 1994. Contrairement à A. Loukachenka, il ne jouit d'aucune légitimité populaire.

D'abord, la Biélorussie est une curiosité. Elle est la seule à préférer un nationalisme politique à un nationalisme culturel. Ce choix semble cohérant à la lecture de son passé culturel et politique. Ce n'est pas lui qui la fait basculer. La France est présentée comme une nation politique est personne ne la qualifie aujourd'hui de non démocratique. Elle se fonde sur un nationalisme différent de la mouvance générale mais qui n'est pas une condition à l'autoritarisme. Ce sont les valeurs fondant le sentiment national qui sont à l'origine de ce régime. Prendre comme exemple du communisme et de l'URSS est antinomique avec la démocratie.

Ensuite et c'est la conséquence la plus importante, ce nationalisme autoritaire met la Biélorussie en situation d'isolement. Elle ne correspond pas aux canons Occidentaux. L'isolement se fait tant de l'intérieur que de l'extérieur. En effet, la politique d'A. Loukachenka est de faire de l'Occident l'ennemi fondamental de la Biélorussie, celui qui l'empêche d'être réellement elle-même. Il reprend les arguments de la Guerre froide pour maintenir les Biélorussiens dans cette défiance. Les échecs du début de transition démocratique lui donnent raison et les Biélorussiens se détournent, au moins entre 1994 et 2000, du rêve démocratique. Le zapadno-russisme et le communisme les fait naturellement se tourner vers la Russie. Mais cette dernière participe à l'isolement de la Biélorussie.

La communauté internationale rejette la Biélorussie. Ses voisins les plus proches ne souhaitent plus avoir de rapports avec elle. A. Loukachenka propose de reconstruire la prison de laquelle ils viennent de s'échapper. L'ancien bloc de l'Ouest la met au ban des grandes organisations internationales. Le plus dommageable pour la politique d'A. Loukachenka, est que Moscou elle-même prend des distances avec Minsk. Si B. Eltsine s'accommode de ce voisin agité, V. Poutine ne tient pas à être associé à celui-ci. Le zapadno-russisme devient une illusion. La Russie n'a plus aucun intérêt à se lier avec la Biélorussie. Par son Président, elle est devenue une alliée embarrassante.

S. Milošević et A. Loukachenka suspendent le processus démocratique en convainquant leur peuple que ce régime ne correspond pas au *volk* de la nation. Leurs discours nationalistes et populiste font passer leur opportunisme pour la volonté de la nation. Ce ne sont pas eux qui ne veulent pas d'un régime démocratique mais le peuple qui le juge non compatible avec l'identité nationale. Les deux leaders politiques ne sont alors que les exécutant de la volonté du peuple.

Les deux Présidents d'un monde en changement se servent de ce contexte très particulier pour prendre le pouvoir et faire obstacle à la démocratisation. Ils manipulent la conscience populaire pour bâtir un régime conforme non au *volk* mais à leurs desseins. Leur brio est de

faire croire que leurs ambitions personnelles et le destin de la nation sont intimement liés. Toutefois, s'ils promettent la résurrection d'un Etat idéal et idéalisé, ils ne peuvent pas ignorer la vague de démocratisation ambiance. Leur nouveau régime ne peut pas être totalement conforme à leurs promesses anti-démocratiques. S. Milošević et A. Loukachenka sont contraints d'articuler le régime purement nationaliste avec des traits de la démocratie. A.-D. Smith étudie cette conciliation dans le cadre du passage de l'Etat traditionnel à l'Etat scientifique. La transposition de sa grille de lecture aide à comprendre les stratégies de S. Milošević et d'A. Loukachenka.

II. La promesse d'un régime conforme à l'identité nationale : une transposition du modèle d'A.-D. Smith

Le point de départ de la conversion de l'Etat traditionnel vers l'Etat scientifique, de l'Etat communiste vers l'Etat démocratique dans notre cas, est pour A.-D. Smith une crise d'autorité au sein de l'intelligentsia. Ce « choc de modernité » provoque un trouble chez les intellectuels et l' « intelligentsia active »[318].

A.-D. Smith explique que dans les sociétés non occidentales, cette phase de transition est plus compliquée à digérer car elles ne se sont pas structurées de façon à amortir l'onde de déflagration de ce changement. Deux modèles de gouvernement s'y opposent : les tenants de l'ancien régime ne disparaissent pas automatiquement. S'ouvre alors une période de cohabitation. L'auteur nomme cette période la « conciliation de la double légitimité »[319]. Les deux modèles ont une légitimité égale pour gouverner mais ils sont antinomiques. Il faut donc que l'intelligentsia trouve un moyen pour les harmoniser et acquérir une « cohérence intérieure »[320]. L'Etat devient une sorte de Janus dont modèle traditionnel et nouveau modèle sont les deux faces. Il faut trouver une stratégie pour les coordonner afin d'obtenir un nouveau régime stable.

Dans la plupart des nouveaux Etats des PECO, la cohérence intérieure se fait par la victoire de la démocratie. Les anciens membres de la nomenklatura se transmutent, par conviction parfois, par opportunisme souvent, en de fervents démocrates. C'est ce qu'A.-D. Smith

[318] A.D.Smith définit l' « intelligentsia active » ainsi : « tous ceux qui ont reçu une forme poussée ou supérieure d'éducation et qui se prévalent de diplômes pour exercer une profession et gagner leur vie, diffusant et mettant ainsi en pratique les analyses et concepts élaborés par les intellectuels ». SMITH A.D, cité par ROGER A., *op.cit.* p.73.
[319] *Ibid.* p. 76
[320] *Ibid.*

nomme la « stratégie assimilationniste » de la typologie. Le régime démocratique montre l'impuissance du communisme, « l'allégeance doit être transférée à la seule autorité efficace »[321]. Cependant, ce mimétisme institutionnel et idéologique n'est pas sans faille. Les promoteurs de la transition démocratique, en sauvant leurs privilèges par des critiques du communisme et la valorisation de la modernité, oublient souvent les particularismes de leur nation. Dès lors, la transition est bancale et des ajustements culturels sont nécessaires.

La Serbie et la Biélorussie ne choisissent pas cette voie. Par S. Milošević et A. Loukachenka, elles mettent en doute l'efficacité de la démocratie naissante. Chacun des deux Présidents emprunte une stratégie différente de la typologie d'A.D. Smith. A. Loukachenka opère un rejet total de la démocratie et prône un retour aux dogmes communistes. En cela, il est un « néo-traditionnaliste » (A). De son côté, S. Milošević est moins catégorique. Devant œuvrer dans le cadre de la RFSY dont l'avenir est incertain, il doit faire preuve de compromis. Il tente une « stratégie réformiste » accommodant, par le nationalisme Grand-serbe, tradition et démocratie (B).

La confrontation de ces deux sources de légitimité, pour reprendre le vocabulaire d'A.-D. Smith, donne naissance à un nationalisme réactionnaire. En effet, le nationalisme politique communiste et le nationalisme culturel Grand-serbe sont des réactions exacerbées à l'agression démocratique. Ce modèle est imposé par l'Occident car il a mis à mal le communisme. Or le début de transition démocratique n'a apporté que misère et désolation à ces deux nations. Comme le montre E. Kedourie[322], la Serbie et la Biélorussie répondent à cette intrusion idéologique par un mouvement de repli afin de pouvoir la combattre et instaurer un régime correspondant à leur identité. Le nationalisme est le moyen de se réapproprier son *volk* et d'éviter de revivre une négation de ce dernier par un régime non voulu.

[321] *Ibid.* p.78
[322] Voir KEDOURIE E., *Nationalism*, Hutchinson University Library, 1985

A. La stratégie de rejet : le néo-traditionalisme biélorussien

Parmi les trois stratégies de conciliation de la double légitimité celle du néo-traditionalisme est la plus radicale dans la transition vers l'Etat scientifique. En effet, elle implique le rejet pur et simple de ce dernier. Dans l'étude d'A.-D. Smith, elle se caractérise par un repli vers l'orthodoxie[323] et par une contestation des « valeurs » et de l' «efficacité » de l'Etat scientifique. La seule vérité est celle révélée et ne peut pas être remise en cause par les progrès de la science.

Appliquée à la Biélorussie d'après 1994, le néo-traditionalisme d'A. Loukachenka appelle à un repli vers le communisme en tant que déclinaison du zapadno-russisme. Il s'agit bien alors d'un retour vers la tradition présentée comme le lien particulier qui unit depuis plus de deux siècles Russie et Biélorussie. Le communisme est la dernière mutation de ce lien, mutation qui fut très favorable à la Biélorussie. Pour ce qui est de la contestation de l'Etat démocratique, il est question de montrer que la démocratisation et l'économie de marché sont inefficaces car elles ne se marient pas avec les valeurs biélorussiennes communistes. Ainsi, la démocratie ne peut pas fonctionner en Biélorussie car elle ne peut pas octroyer des bienfaits équivalents à ceux procurés par l'URSS. C'est pourquoi la démocratie n'est pas le progrès qu'elle prétend être.

Il faut, toutefois, ne pas tirer de conclusion hâtive sur le néo-traditionalisme. Ce n'est pas de l' « obscurantisme »[324]. Si le néo-traditionnaliste rejette l'Etat scientifique, il le fait en connaissance de cause, il le connait et a pu en évaluer les méfaits. Généralement, il a lui-même était attiré par les sirènes de l'Etat scientifique. C'est bien ce qu'il s'est passé pour A. Loukachenka. Lors de son élection au Soviet suprême en 1990, le nouveau député est un militant de la démocratie. V. Karbalevitch le qualifie de « démocrate spontané »[325]. Déjà connu pour ses positions radicales contre les privilèges de la nomenklatura, ses propos ne sont pas très éloignés de ceux du BNF. Le futur Président fait alors partie de la minorité politique d'opposition allant jusqu'à défendre la liberté d'entreprendre ou la libre concurrence. Pourtant une fois parvenu à la plus haute fonction, il opère un rétropédalage idéologique sans précédent. La démocratie qui lui a permis de devenir Président est subitement devenue l'ennemie de la Biélorussie. Elle est la cause de tous les maux, totalement inédits, de la Biélorussie : chômage, inflation, baisse du pouvoir d'achat. L'origine du

[323] Entendu ici au sens littéral du terme et non religieux : le retour à la tradition « qui se conforme aux principes d'une doctrine quelconque, à des opinions ou des idées admises traditionnellement ». (Dictionnaire *Larousse* en ligne).
[324] ROGER A., *op.cit*., p. 77
[325] KARBALEVITCH V., *op.cit*., p. 48

problème identifiée, il faut l'éliminer et revenir à un régime plus sain : le communisme. Néanmoins, à partir de 1994, tous les éléments de la démocratie ne sont pas rejetés en bloc. En tant que néo-traditionaliste, A. Loukachenka s'approprie les attributs les moins incompatibles avec son projet. Le renoncement frontal à la démocratie serait contre productif et risquerait d'attirer un opprobre tant interne qu'externe. En effet, si les Biélorussiens sont déçus des conséquences de la démocratie, ils ne souhaitent pas pour autant se défaire du fonctionnement démocratique. Après l'opacité de l'URSS, ils entendent recouvrer les libertés d'expression et électorale qui leurs ont été refusées jusqu'ici. A. Loukachenka n'a pas d'autre choix que de conserver au moins le rituel démocratique. Il va au-delà pour satisfaire la demande de ses électeurs en consacrant la pratique du référendum. Le peuple a le sentiment d'être le seul décisionnaire de Biélorussie, et A. Loukachenka celui qui exécute ces décisions. Si la stratégie néo-traditionaliste parait rassurante car elle promet un retour vers une situation connue, là où la démocratie est un saut vers l'extraordinaire, elle n'est pourtant pas dépourvue de critiques (1°). La volte-face vers le passé rétabli les points de repères brouillés par la démocratie mais cette dernière a pu quelque peu germer dans l'imaginaire collectif. Le tenant de cette tactique doit finalement faire preuve de conciliation et ajuster ses paradigmes pour se prémunir contre l'échec (2°).

1. Une stratégie critiquée

Le néo-traditionalisme promet de rétablir un régime politique conforme à *l'Age d'or* de la nation. En renouant avec cette époque, le bien-être de la nation est assuré. Le problème est que l'identification de cet Age d'or n'est pas nécessairement la même pour tous les membres de la communauté. Tout dépend de l'appréciation de l'Histoire de chacun. La perception de l'Histoire est un sujet en constant débat dans une société. Une stratégie politique axée sur le retour à la situation antérieure jugée bénéfique est nécessairement soumise aux critiques et ne peut pas séduire l'ensemble de la nation.

La Biélorussie et le programme communiste d'A. Loukachenka se sont pas exempts de ce phénomène. Le nouveau Président s'appuie sur les conséquences économiques découlant de la phase de démocratisation pour invoquer le rétablissement du modèle communiste. La séduction par le néo-traditionalisme d'A. Loukachenka est une réaction plus émotionnelle que rationnelle.

L'alternative ethnoculturelle du BNF

Des voix s'élèvent contre A. Loukachenka pour proposer de s'inspirer d'un autre modèle issu du passé. Le BNF, notamment, agite le souvenir de la grandeur biélorussienne à l'époque du Grand-duché de Pologne et Lithuanie. Il invoque le statut particulier du vieux-biélorussien et l'uniatisme. Il construit également son argumentaire autour de la critique du soviétisme en dénonçant les crimes staliniens. Il pense ainsi démontrer aux Biélorussiens que l'Histoire telle que comptée par les Soviétiques n'est pas si idyllique. Si la voix du BNF est entendue à la fin des années 1980, elle devient muette dès le début des années 1990. Outre la désorganisation du mouvement politique, l'association courante entre nationalisme culturel et fascisme est bien trop forte pour fédérer la population. Les arguments du BNF resteront lettre morte tant que perdura la vision communiste de la *kulturnation* et des deux Guerres Mondiales.

L'alternative *démocratisante* du Soviet

Le BNF n'est pas la seule alternative à A. Loukachenka. Les premiers architectes de la transition démocratique, au premier rang desquels se trouve S. Chouchkevitch, proposent un régime de compromis. Ils ne dénoncent pas totalement le communisme car ils souhaitent le maintien de liens solides avec Moscou tout en voulant supprimer les traits liberticides de ce régime. Le peuple ne conserve que l'idée de transition démocratique de ce programme. Celle-ci ayant mauvaise presse, elle est exclue.

Ainsi, bien que l'opposition sur la vision de l'Histoire soit anecdotique dans le débat public, elle ne peut pas être niée. Si A. Loukachenka accomplit le tour de force de donner l'impression que la vision communiste est plébiscitée par l'ensemble de la population c'est d'une part grâce à sa mainmise sur les médias et d'autre part, en raison du souvenir récent de cette époque. En 1994, la population en âge de voter a connu la prospérité soviétique et la déchéance économique de la démocratisation. A l'instar du Président, elle peut faire un bilan coût-avantages de la transition démocratique et constater que *c'était mieux avant.*

2. <u>Se prémunir contre un échec programmé</u>

Il est rare qu'un changement de régime dans un Etat s'opère de façon isolée. Il est généralement le fruit d'un mouvement de grande ampleur au moins de niveau régional. Dans le cas de notre étude, c'est bien une vague de démocratisation cette « troisième vague de démocratisation »[326] qui déferle sur l'ensemble de l'Europe de l'Est.

[326] HUNTINGTON, Samuel P. *Democracy's Third Wave*, *op.cit.*

L'illusion de la persistance de liens forts avec la Russie

Le néo-traditionaliste A. Loukachenka est alors enserré dans cette spirale démocratique qu'il ne peut pas ignorer. Certes, la démocratie a causé des dommages en Biélorussie, mais il ne peut pas ignorer qu'elle donne des résultats honorables ailleurs. Si la Biélorussie a connu la prospérité sous l'égide de l'URSS c'est parce qu'elle était incluse dans un système tenu d'une main de fer par Moscou. Dès 1991 et la dissolution de l'URSS, la Biélorussie, tout comme les autres Républiques, y compris la Russie, est isolée. Elle ne peut plus compter sur le soutien de la Russie. De plus, les relations entre A. Loukachenka et V. Poutine ne sont pas toujours très cordiales. Les projets du Président russe sont clairs « Avec l'arrivée de Poutine au pouvoir, la politique de l'intégration russo-biélorussienne va connaitre de gros changements : c'est désormais le Kremlin qui mène le bal dans les relations avec Minsk. Poutine suit en effet une logique claire : la Biélorussie n'est qu'un *petit frère*, un allié faible, un dominion subventionné par la Russie, elle doit donc être gouvernable et obéissante. Un satellite immaîtrisable est un non-sens. Loukachenko est rapidement écarté du champ politique russe et doit cesser ses tournées tonitruantes dans les provinces du *grand frère* »[327]. La rupture entre les deux hommes est consommée à partir de 2006 quand, lassé de l'indiscipline d'A. Loukachenka, V. Poutine prend la décision de couper les vivres à Minsk. S'en suit une surenchère des menaces entre les deux Etats principalement dans les domaines pétro-gazier et militaire. Il en résulte que contrairement à B. Eltsine, son successeur n'est pas très attaché à une véritable union avec la Biélorussie.

La perte de cet allié n'est pas une catastrophe insurmontable. De plus, les mentalités commencent à changer en Russie. Pour la première fois de son existence, la Biélorussie est seule, indépendante et souveraine. Réalisant que, d'une part le communisme est passé de mode et que d'autre part, des voix dissonantes trouvent un léger écho auprès de la population, A. Loukachenka n'a pas d'autre choix que d'assouplir ses positions pour se maintenir au pouvoir. Il fait entrer le peuple dans le processus décisionnaire en le laissant s'exprimer sur des sujets choisis. Il pratique en 1995 et 1996 le référendum pour organiser l'Etat selon les désirs du peuple.

[327] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 324

La proposition d'une « troisième voie » inédite

En plus de ces manipulations de techniques politiques afin de légitimer son pouvoir, le programme d'A. Loukachenka propose une sorte de « troisième voie »[328] pour la Biélorussie. Il tente de réinjecter des fondements communistes pour mettre fin à la confusion générale et supprimer tous les intermédiaires entre lui et le peuple. Ces intermédiaires sont à l'origine de la lourdeur du système et empêchent la communication entre le Président et le peuple qu'il représente. Alors que ses opposants sont les hommes de partis politiques, A. Loukachenka se place au dessus de ces derniers. Elu grâce à sa campagne anti-corruption, il continue de dénoncer celle-ci qui dirige les partis politiques et les institutions telles que le Parlement. Il proclame qu'il veut en finir avec cette situation. Pour ce faire, il use donc des instruments démocratiques : des référendums qui lui octroient toujours plus de pouvoir et lui donne un blanc-seing pour ranimer l'ordre communiste.

Dans ses manigances pour éviter la perte du pouvoir par la révélation de l'échec prévisible de son programme, A. Loukachenka parvient peu ou prou à réaliser, en apparence la conciliation tentée par S. Chouchkevitch. En apparence seulement car, si les compromis consentis par ce dernier se dirigeaient vers l'instauration de la démocratie, ceux d'A. Loukachenka s'orientent davantage vers un régime non démocratique.

A. Loukachenka met fin au début de transition démocratique en Biélorussie par une stratégie de rejet de ce régime par le néo-traditionalisme de la typologie d'A.-D. Smith. Au vu des ravages économiques produits par la démocratie, il en arrive à la conclusion que le régime de type Occidental ne correspond pas à sa nation. Une opposition essaie de se faire entendre et le nouveau locataire du Kremlin ne cache pas son intention de prendre ses distances avec un allié souvent embarrassant. Afin d'éviter une déconvenue planifiée le condamnant à quitter le pouvoir, A. Loukachenka ne peut faire autrement que de fléchir ses positions communistes et, au moins donner l'illusion, de forger un régime original conforme au nationalisme politique biélorussien.

[328] GOUJON A. La transition autoritaire : les fondements idéologiques et pratiques politiques, *in* GOUJON A., LALLEMAND J-C, SYMANIEC V. (dir.), *op.cit*. p.56

B. La stratégie de conciliation : le réformiste serbe

S. Milošević ne peut pas faire appel à la stratégie néo-traditionaliste. Il n'est pas dans la même configuration politique qu'A. Loukachenka. Le titisme est battu en brèche mais les leaders politiques tentent, pour diverses raisons, de maintenir l'Etat yougoslave. Contrairement à l'URSS, la RFSY n'explose pas, à la fin des années 1980, elle mute. Ce n'est que dans la première moitié de la décennie suivante qu'elle implose suite aux manœuvres politiques nationalistes de S. Milošević et de F. Tudjman. Ce n'est pas le Président serbe qui tue la transition démocratique. C'est un mouvement de concert de la majeure partie des hommes politiques yougoslaves de l'époque. Ici le nouveau régime est fondé sur le nationalisme culturel. La transition n'est pas démocratique mais nationaliste avec S. Milošević. Cependant, il ne peut pas effacer le titisme aussi facilement. La société reste profondément marquée par cette idée. Lorsqu'en 1987, il se fait la nouvelle voix du nationalisme serbe en défendant le Kosovo, il ne représente qu'une minorité idéologique. Pour ne pas risquer de subir le même sort qu'A. Marković, une chute aussi fulgurante que son ascension, il doit concilier entre le communisme et le nationalisme. Il doit trouver un équilibre entre la RSFY et une Serbie indépendante. La stratégie réformiste de la typologie d'A.-D. Smith explique cette situation.

Cette stratégie se caractérise par le fait que le leader politique tente de faire une réforme de l'Etat en conciliant la société traditionnelle, la société yougoslave telle qu'imaginée par Tito, avec la modernité : affirmer l'indépendance de la nation serbe. Toutefois, le leader est confronté à un problème considérable : aucune synthèse n'est possible entre ces deux sociétés. Un basculement vers l'une ou l'autre est inévitable.

Le leader politique doit d'abord résoudre les problèmes liés à la recherche d'un équilibre entre tradition et modernité : entre le communisme et le nationalisme serbe (1°). Il ne peut pas éviter que finalement, l'une prenne le pas sur l'autre : le nationalisme Grand-serbe triomphe sur le communisme (2°).

1. Résoudre les problèmes pour trouver un équilibre

Le leader réformiste affronte trois problèmes cruciaux pour tenter de trouver un équilibre entre tradition et changement. Il doit d'abord déterminer à quel point la société traditionnelle peut être réformée. Puis, il imprime le rythme de cette réforme. Enfin, il lutte contre la résistance de l'élite traditionnelle.

La « démarcation » de la société traditionnelle : une Serbie insérée dans la Yougoslavie

Dans un premier temps, le réformiste analyse la société traditionnelle pour fixer les limites du changement. A.-D. Smith nomme cette action la « démarcation »[329]. La stratégie de réforme ne peut pas affecter la substance de la société traditionnelle. Ceci ne signifie pas que la réforme est superficielle. Il ne faut pas qu'elle modifie les fondements de la société traditionnelle, elle doit en respecter les valeurs et la culture essentielles. Dans ce cadre là, S. Milošević n'a pas d'autre alternative que de penser sa politique Grand-serbe dans le système yougoslave. Contrairement à A. Marković il cherche à adapter la RFSY au nationalisme serbe. Il ne veut pas faire disparaitre le régime en lui-même, il veut modifier la position de la Serbie au cœur du système. Son intention, réelle ou opportuniste, de ne pas mettre fin à la Yougoslavie se décèle dans son obstination à conserver le terme *yougoslave* dans le nom de l'Etat. Même après les sécessions slovène, croate, bosnienne et macédonienne en 1992, le résidu d'Etat se nomme « République Fédérale de Yougoslavie ». La référence au titisme a disparu mais celle de l'union des Slaves du Sud, réduite désormais à la Serbie, ses deux Provinces et au Monténégro, est maintenue. S. Milošević réussit à sauvegarder l'idée d'union, incarnée jusque là par le titisme, en gommant l'allégeance au communisme. Désormais, la Yougoslavie est l'union des personnes de nationalité slave et non de tous les Slaves d'obédience titiste. Ce n'est plus une idéologie politique transnationale qui lie les Slaves du Sud mais un *volk*. S. Milošević réforme la société en transmutant le nationalisme politique en nationalisme culturel.

Une transition trop rapide : l'inadaptation du système titiste

Une fois la réforme initiée et ses limites identifiées, se pose la question de son rythme. La société traditionnelle, archaïque, ne doit pas être un frein au mouvement de transformation. Il faut qu'elle soit capable de s'adapter. Ceci est d'autant plus nécessaire que l'onde de changement ne touche pas uniquement l'Etat en question, il se trouve pris dans un mouvement plus vaste. L'Etat en mutation doit se calquer sur le rythme des Etats voisins pour pouvoir atteindre en même temps qu'eux les mêmes objectifs.

Avant de se convertir au nationalisme, les communistes abandonnent les points les plus rigides de leur idéologie. Avant tout, ils acceptent de dialoguer avec l'Occident. En RFSY, la rupture n'a jamais été totale. Tito ne s'est pas frontalement opposé à l'Occident. La mutation

[329] SMITH A.D., cité par ROGER A., *op.cit.*, p. 80

idéologique passe par un changement de nom dans l'idéologie. De nombreux communistes deviennent des socialistes. S. Milošević, pourtant membre du Parti communiste depuis le lycée, devient lui aussi un socialiste. Il affirme tellement cette évolution dogmatique qu'il fonde en 1990 le Parti socialiste serbe qui se présente comme un parti de centre gauche. Il est certain que ce nouveau parti est une ouverture vers le nationalisme serbe. En théorie, le communisme interdit le nationalisme car il est au-dessus des considérations nationales. Le socialisme, lui, n'est pas un obstacle. Cependant, peut-être S. Milošević a-t-il impulsé un tempo trop rapide pour la société traditionnelle communiste ? Peut-être a-t-il entamé la conversion au nationalisme trop tôt sans laisser le temps de digérer le socialisme ? Les Slovènes et les Croates avaient eux aussi débuté une mutation vers le socialisme, s'ils décident de quitter la RFSY c'est par crainte de la poussée nationaliste serbe dans cet Etat en pleine reconstruction.

Le poids des élites traditionnelles : provoquer l'implosion des titistes

Enfin le dernier problème qui se pose au réformiste est celui des élites de la société traditionnelle. Elles font valoir leur parfaite connaissance des rouages de l'Etat et de leurs compétences techniques pour conserver leur place. Le réformiste est alors pris dans un étau, ne voulant pas totalement abolir la société traditionnelle, il ne peut pas se permettre de les éliminer d'un revers de la main. Ces élites sont un barrage à la mise en marche du nouvel Etat. S. Milošević est dans une position particulière qui empêche ce genre de considérations. Il n'est pas un homme nouveau, il est issu de la nomenklatura communiste. Il supprime les élites traditionnelles, incarnées par I. Stambolić, en faisant imploser le système. Avant la Huitième Session, par ses manigances politiques, il parvient à ce que l'élite communiste s'anéantisse elle-même en le désignant Président de la République socialiste de Serbie à la place de son mentor. Dès lors, il a les mains libres pour diriger la Serbie comme bon lui semble sans le concours de la nomenklatura. De plus, il n'a pas nécessairement besoin de son aide. Avant de prendre le pouvoir, il s'est constitué, par l'intermédiaire de sa femme, un petit groupe de proches qui occupe des postes stratégiques pour le soutenir dans son ascension politique « Depuis l'université, le docteur Mira Marković constitua un noyau dur de fidèles […] tous destinés à devenir la nouvelle élite communiste serbe lorsque Slobodan Milošević serait à la tête du Parti en Serbie »[330].

[330] HARTEMAN F., *op.cit.,* p.45

2. Une conciliation en faveur du nationalisme Grand-serbe

Une conciliation entre la tradition et la modernité est difficile voire impossible. Elles possèdent chacune une forte légitimité les mettant en concurrence. Inévitablement, le régime penche pour l'une ou l'autre.

En ex-RFSY, le régime de S. Milošević préfère le nationalisme Grand-serbe au titisme. La Yougoslavie ne peut survivre, d'après ce projet, que si elle est *serbisée*. L'idée est de convaincre les Yougoslaves que l'union est toujours possible mais qu'elle ne peut plus se réaliser par le titisme mais par le leadership serbe. Pour reprendre des auteurs tels que V.S. Karadžić, les Slaves du Sud, s'ils veulent maintenir leur Etat, doivent reconnaitre qu'ils sont des Serbes ayant changé de religion ou de nationalité. Nous retrouvons ici la lutte entre yougoslavisme et *serbité*. La réalisation de ce projet se fait en deux étapes : d'une part, la « rationalisation de la religion »[331] et, d'autre part, la recherche d'éléments historiques résistants au temps.

Une « rationalisation de la religion » : rendre le titisme incohérent

La première étape est celle de la *rationalisation de la religion* selon la formule d'A.-D. Smith. Elle renvoie à l'idée de *démarcation* vue plus haut. Il s'agit pour le nouveau régime d'abandonner tous les rituels et les représentations du régime traditionnel.

En ex-RFSY, S. Milošević entreprend de supprimer deux piliers du titisme rendant ainsi incohérente cette idéologie. Il entend d'abord mettre un terme à l'autogestion. Symbole de l'économie novatrice de Tito, elle est également l'une des origines du chaos qui règne dans l'Etat après sa mort. Nous ne développerons pas ce sujet économique qui n'est pas l'objet de cette étude. Le deuxième point remis en cause par le projet de S. Milošević au moyen du Grand-serbisme est la supériorité de la citoyenneté sur la nationalité. La citoyenneté yougoslave est une notion centrale dans le régime titisme. Cette idéologie, en raison de son inspiration léniniste, déconnecte citoyenneté et nationalité. La deuxième est un accessoire de la première. Un habitant de la RFSY tire ses droits politiques de sa citoyenneté yougoslave qui lui est attribuée par l'Etat. La nationalité est un choix libre et personnel parmi une liste prévue par la Constitution. Elle est le reflet d'une préférence culturelle momentanée et peut changer au cours de la vie. La poussée nationaliste, dès 1987, inverse ce rapport. L'appartenance nationale devient le centre de l'identité. Rapidement c'est elle qui détermine

[331] SMITH A.D., cité par ROGER A., *op.cit.*, p.81

les droits des citoyens. Ce renversement de la hiérarchie n'est pas anodin, il fait basculer un Etat du communisme vers le nationalisme.

S. Milošević révèle ce que Tito a tenté d'étouffer pendant des décennies à grands renforts d'ajustements constitutionnels. Le communisme n'est pas venu à bout des rivalités nationales. Il les a peut-être apaisées durant quarante ans au moyen d'une force policière répressive mais les tensions sont toujours présentes. En faisant de la *serbité* le moteur de l'union des Slaves du Sud au détriment d'une communion par le communisme, le Président serbe tire un trait sur un paradigme fondamental de la RFSY. Toutefois, il a sûrement ici outrepassé la démarcation entre tradition et modernité. C'est à ce moment-là que prend fin la conciliation en faveur du nationalisme. Malgré tout, ce basculement est trop abrupt pour les autres Républiques qui y voient une porte de sortie de la RFSY et une agression envers leur propre *kulturnation*. Dès lors, les discours de S. Milošević prônant le maintien de la Yougoslavie prennent un sens différent. Il veut une Yougoslavie Grand-serbe et non une Yougoslavie yougoslave. L'éclatement de l'Etat et les conflits entre les nations deviennent inévitables car l'indépendance de chacune des Républiques implique des revendications de terres sur des bases historiques, démographiques…

Une plongée dans le passé : réactiver un référentiel serbe

Le leader réformiste doit ensuite reconstruire le socle identitaire de la nation. La tradition, qu'elle soit religieuse ou politique, procurait aux membres de la communauté un ensemble de points de repères formant une trame de vie et des croyances. Le régime traditionnel répondait aux questions auxquelles les Hommes ne pouvaient apporter de réponses instantanées.

Le leader réformiste recrée cette base pour bâtir son régime. Il fournit de nouvelles références, de nouvelles croyances. Il est rare que les leaders politiques inventent de toutes pièces de nouvelles références notamment identitaires. Ils préfèrent exhumer le passé de la communauté pour trouver une époque, un *Age d'or*, souvent nié par le régime précédent. Ils se servent de cette dissimulation par leurs prédécesseurs pour glorifier cette ère. Le régime antérieur brimait la nation en lui refusant ce passé glorieux. Il est évident que cette manœuvre politique est encore plus efficace lorsque la nation en question a été sous le joug d'un oppresseur étranger ou idéologique. Ce passé est alors mystifié et le but de la nation est de parvenir coût que coût à renouer avec la grandeur passée. Pour s'emparer et conserver le pouvoir. La conciliation avec le régime communiste est une chimère. Les deux idéologies sont bien trop antagonistes pour cohabiter…et les ambitions du Président trop grandes. Comprenant que le temps du communisme est révolu, il trouve dans le nationalisme, l'idéologie à la mode à cette époque

dans la région, le nouveau référentiel identitaire des Yougoslaves. Il ravive le souvenir d'une union de tous les peuples sous la bannière du Prince Lazar.

Maintenant que le projet d'une Yougoslavie serbe est enclenché, il faut démontrer que la Serbie est la seule capable de réaliser l'union des Slaves du Sud et diriger l'Etat. Deux exemples de l'hégémonie du passé serbe sont à la disposition de S. Milošević. D'abord, il y a celle du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Cette référence est rapidement rejetée. La domination serbe de cette période et de la suivante lorsque le Royaume se transforme en Royaume de Yougoslavie n'est pas un bon souvenir pour les non-Serbes de la péninsule. Ce régime autoritaire et liberticide n'a pas eu non plus les faveurs de l'Occident puisque W. Churchill lui-même préfère la naissance d'un Etat communiste au rétablissement de la Royauté serbe après la Deuxième Guerre mondiale. De plus, il ne faut pas oublier d'où viennent S. Milošević et les leaders Grand-serbes. Ce sont des hommes baignés par le communisme, une idéologie qui s'oppose à la royauté. La référence au début du 20ème siècle n'est pas envisageable. Néanmoins, l'*Age d'or* qui sert d'exemple aux Serbes des années 1990 est la Serbie médiévale et en particulier l'épisode de la Bataille de Kosovo Poljé. Outre l'héroïsme serbe et son abnégation pour préserver ses valeurs, c'est une preuve de la place hégémonique de cette nation parmi les Slaves du Sud. Une union multiethnique se réalise autour de ce Prince serbe comme elle doit se réaliser désormais autour du nouveau Président. S. Moljević résume le mieux cette idée en 1941, il explique que pour survivre la Yougoslavie ne peut faire autrement que de se soumettre à l'autorité serbe et que ces derniers en raison de leur Histoire nationale ne peuvent pas décliner leur mission de direction[332].

Trouver un équilibre entre régime traditionnel et modernité met le réformiste dans une position intenable. Il l'empêche de réaliser complètement ses desseins pour la nation et pour lui-même.

Si l'image plait aux Serbes, cette hégémonie sans partage ne séduit pas leurs voisins qui préfèrent quitter l'union. Une aubaine pour S. Milošević qui peut alors compter sur le soutien de tous les fervents yougoslaves. Son aisance dans le double discours est un atout précieux. Il réussit à convaincre les Serbes que leur heure de gloire est, de nouveau, arrivée et à promettre aux Yougoslaves qu'il est le seul à vouloir préserver leur Etat.

La fin du monde communiste entraine une perte de repères. Les identités jusqu'ici certaines doivent être reconstruites. Les régimes soviétique et titiste tentaient de contenir les

[332] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p.212

revendications nationalistes par l'imposition d'une unité dépassant cette fragmentation entre les hommes et surtout par la menace prégnante de la répression. Une fois le régime tombé, la supériorité communiste et la peur disparaissent. La joie de la liberté passée, émerge le besoin de se créer une nouvelle identité correspondant aux aspirations, réelles ou prétendues, du peuple. Le nationalisme n'ayant jamais été vraiment vaincu par le communisme, renouer avec son identité première parait évident. Toutefois, la vision de la nation proposée par S. Milošević et A. Loukachenka s'avère incompatible avec la démocratie. Le zapadno-russisme communiste est réfractaire au principe même de démocratie Occidentale et l'opposition idéologique de la Guerre froide trouve un nouveau terrain d'affrontement. La Yougoslavie Grand-serbe, expansionniste et hégémonique sur les Balkans nie les fondements de la démocratie et de ses libertés.

S. Milošević et A. Loukachenka parviennent à mettre en échec ou en suspens la transition démocratique. La reprise du modèle d'A.-D. Smith montre qu'ils réussissent à convaincre leurs co-nationaux que la démocratie n'est pas faite pour eux. Ils leur prouvent que ce régime n'est pas capable de leur apporter tout ce qu'ils recherchent et tout ce à quoi ils aspirent. Cependant, l'un comme l'autre refuse un retour en arrière. A. Loukachenka qui est souvent présenté comme le dernier dirigeant soviétique d'Europe ne souhaite pas reconstruire l'URSS. Il bâtit un régime ni démocratique ni soviétique.

L'instauration des nouveaux régimes est la première étape de la transition politique : la prise de pouvoir. Les nouveaux Présidents ont séduit les masses, ils doivent, désormais, s'assurer de leur soutien indéfectible sur le long terme, au risque d'être renversés. En effet, S. Milošević et A. Loukachenka sont entourés par des voisins hostiles à leur régime non démocratique. Ils sont contraints, encore plus que d'autres, de normaliser leur régime.

Dans cette optique, les deux leaders ne peuvent pas continuellement user de la force pour s'imposer. Si les populations de la région sont habituées à être brutalisées et menées par une main de fer, le recours à la force est impossible dans le contexte de démocratisation. Cette dernière, après des échauffourées très violentes avant la chute du monde communiste, se déroule désormais sans heurt. Faire preuve de violence serait prendre le risque non seulement d'un rejet par le peuple mais également de sanctions internationales. Le régime de S. Milošević est la preuve de cela, il tombe en partie en raison de l'utilisation de la violence. D'autres moyens sont donc employer pour donner vie au nouveau régime. L'un d'eux est le nationalisme sportif.

Section II. Donner vie à la nation : l'exemple du nationalisme sportif

Le nationalisme sportif est la récupération à des fins politiques de pratique et des résultats sportifs.

L'activité physique[333] devient un objet politique. La politique la transforme en sujet de débat quand elle tente de réglementer sa pratique. Les grands événements comme les Jeux olympiques ou la Coupe du monde de football sont attribués à des Etats après des négociations de longue haleine, dignes d'un accord de paix ou économique. C'est également l'occasion de rassembler les membres de la communauté nationale autour du projet de l'obtention de cette fête proche de la fête révolutionnaire de M. Ozouf. C'est par la création de ce sentiment d'union que le sport se rapproche de la religion et devient un outil au service de la nation. Il produit un effet semblable à celui du journal décrit par B. Anderson[334].

En faisant vibrer les nationaux, en unissant des gens qui ne se connaissent pas autour de la victoire de l'équipe nationale, incarnation de l'ensemble de la nation, le sport la consolide.

Autre point commun entre le sport et la religion, voire avec la théorie communiste, tous les trois transcendent les barrières sociales. Quand des personnes se réunissent dans un stade ou dans un pub, pour regarder un match et encourager leur équipe, les différences sociales, économiques, culturelles… disparaissent le temps de la rencontre. Certes, dans le stade, le placement dans les tribunes reproduit la hiérarchie sociale : les meilleures places à ceux qui peuvent se les offrir, mais l'union entre les supporters dépasse ces différences quotidiennes. L'intérêt général, l'amour pour l'équipe, telle la dévotion à un Dieu ou la lutte pour la victoire mondiale du prolétariat est bien supérieure.

L'appétence des leaders politiques pour le sport n'est pas une pratique récente. Certains la font remonter aux Jeux olympiques de l'Antiquité[335]. Bien que le concept de nation n'existe pas encore, ils sont bâtis sur une idée très proche. Ne sont admis aux compétitions que ceux qui appartiennent à la civilisation helléno-romaine. Les *barbares* en sont exclus. Nous retrouvons ici, l'idée d'une appartenance à des standards et des valeurs établis par un groupe.

Le sport ne devient réellement un instrument profitant à la nation qu'à partir du 19ème siècle lors de la création des *turns* en Prusse par F. L. Jahn en contre-pied du sport de compétition de type anglais. Ni la performance ni la victoire ne sont les buts de ces organisations. Les *turns*

[333] Nous reprenons ici la distinction opérée en histoire et sociologie du sport entre la gymnastique et le sport.
[334] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables
[335] Voir A CALMAT A., "Sport et nationalisme", *Pouvoirs, Revue française d'études constitutionnelles et politiques*, p.51-56

sont un modèle éducatif où l'activité physique promeut la communauté nationale. Comme l'armée et l'Education nationale, les *turns* créent un sentiment d'union dans des nations récentes et y diffusent les valeurs de celles-ci. En Europe centrale, où la révolution nationale est encore fraîche, ils sont en pleine explosion. Tous les jeunes sont invités, contraints parfois, à rejoindre ces associations de gymnastique. Chefs d'œuvres de conformisme et fabriques d'individus disciplinés en parfaite forme physique, les *turns* se révèlent être un modèle éducatif efficace après la bataille de Sedan de 1870.[336].

Le nationalisme sportif atteint son apogée dans l'entre-deux-guerres, à l'heure où les vieilles nations victorieuses de la Grande Guerre adoubent partout en Europe de nouveaux Etats-nations. Se doter d'équipes nationales notamment capables de participer aux JO est une nécessité pour affirmer sa présence auprès des nations du monde entier.

Désormais, le sport n'est plus un jeu, y compris le sport de type anglais, mais une parodie de guerre. Porter le maillot national transforme le sportif en soldat défendant les valeurs et le prestige de la nation « Presque tous les sports pratiqués à notre époque sont des sports de compétition. On joue pour gagner et le jeu n'a guère de sens si l'on ne fait pas tout son possible pour l'emporter […] l'agressivité la plus primitive prend le dessus […] Au niveau international, le sport est ouvertement un simulacre de guerre »[337]. La médiatisation toujours plus importante des grandes compétitions sportives renforce cette transformation du sport.

Progressivement, depuis le 19ème siècle, et surtout après la Première Guerre mondiale, le sport devient un objet politique incontournable. Le leader politique comprend que c'est un moyen efficace et camouflé de diffuser une idéologie et de soumettre les masses. Ils reprennent à leur compte l'expression « panem et circenses »[338]. Le peuple profitant de son spectacle sportif ne s'aperçoit pas non plus qu'il est un soutien, souvent inconscient, d'un régime qu'il réprouve, parfois.

S. Milošević et A. Loukachenka ne font pas exception dans l'instrumentalisation politique du sport. Celui-ci leur sert à diffuser leur vision du nationalisme (I). De plus, les compétitions internationales sont un moyen de légitimer leur régime. Etre invité lors des plus prestigieuses compétitions est la preuve que leur politique n'est pas condamnable aux yeux de la communauté internationale (II).

[336] PIVATO S., *Les enjeux du sport*, Florence, Casterman, 1994, p. 62-67
[337] ORWELL G., « L'esprit sportif », *La Tribune*, 14 décembre 1945
[338] JUVENAL, Satire X, 81

I. Le sport comme instrument de diffusion du nationalisme

Par les émotions qu'il crée, le sport est vecteur de rassemblement des membres de la communauté. Le temps de la compétition sportive, ils oublient leurs différences pour former un tout. Ils se retrouvent autour du projet commun de la victoire de leur équipe nationale, reflet de la nation entière. La victoire de l'équipe nationale, habillée aux couleurs de la nation et arborant ses Saintes-icônes, est aussi celle de la communauté. Nous sommes ici face au « nationalisme émotionnel » tel que décrit par M. Barrès. C'est parce que les hommes sont en communion et développent un amour quasi-filial avec la nation qu'ils sont prêts à prendre les armes pour la défendre. J. Michelet l'exprime au travers de la métaphore d'un « mariage mystique »[339], « Nous disons patrie. Chez nous, l'homme et la terre se tiennent et ils ne se quittent pas, il y a entre eux légitime mariage, à la vie, à la mort. Le Français a épousé la France ».[340] Les supporters sportifs, par leur amour sans borne pour le maillot de l'équipe nationale, en vivant la compétition sportive comme si la survie de la nation en dépendait, sont peut-être les derniers promoteurs de ce nationalisme caractéristiques de la III^{ème} République française.

Avec la médiatisation, toujours plus grande des grands évènements sportifs, le sport touche désormais la majeure partie de la population. Il est devenu très difficile d'échapper à la retransmission de ces derniers. Rassembleurs, surmédiatisés, il en faut moins aux leaders politiques pour s'emparer de ce phénomène qui devient rapidement un objet politique. Dès lors, le sport n'est plus un loisir, il est un outil de propagande politique. Les leaders politiques se l'approprient pour diffuser leur vision de la nation sans le militantisme d'un meeting. Le supporter vient voir une compétition sportive et ne se doute pas qu'en même temps il est éduqué pour aimer sa nation comme il aime son équipe.

En Serbie et en Biélorussie, l'instrumentalisation du sport est à l'image du type de nationalisme instauré par le Président. Dans les Balkans, les supporters, notamment de football, sont des membres actifs de la politique Grand-serbe (A). En Biélorussie, le sport sert à A. Loukachenka à imposer son pouvoir (B).

[339] MICHELET J., *Le peuple*, Paris, Flammarion, 1980, p. 80 s
[340] *Ibid.*

A. Les *Delije*[341] : défendre la nation comme son club de football

Les tenants de la critique[342] des dérives du sport moderne, comparent souvent le stade à un champ de bataille où s'affrontent deux armées nationales sous les cris et encouragements d'un peuple-supporter avide de sang et de violence. Le stade et le sport ont un effet régressif sur l'homme, le privant de sa Raison et le ramenant à l'état de nature. Ainsi, il laisse libre cours à ses pulsions les plus « primitives»[343].

La *kulturnation* violente Grand-serbe telle qu'imaginée par S. Milošević, s'appuie sur ceci pour recruter et impliquer les supporters de football, en particulier les Ultras de l'Etoile Rouge de Belgrade. Afin d'illustrer nos propos et de comprendre comment le régime de S. Milošević fait des nationalistes sportifs le bras armé de sa politique, nous étudierons l'histoire de Z. Ražnatović dit Arkan.

La stratégie de recrutement des Ultras n'est pas si éloignée de celle de massification d'une idée politique. Dans un premier temps, S. Milošević œuvre pour séduire ce groupe essentiel dans la réalisation de son programme (1°). Ensuite, il les transforme en arme politiques. En effet, dans la conception de la nation Grand-serbe du nouveau Président, tous les membres de la communauté nationale sont impliqués dans la réalisation du régime. Les *Delije* occupent alors une place à part dans ce système, ils sont des combattants (2°).

1. La séduction des *Delije*

Arkan est un criminel notoire qui sévit dans toute l'Europe occidentale. Il est principalement condamné pour des braquages de banques. Entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1980, il est recherché, et parfois incarcéré, en Suède, aux Pays-Bas, ou encore en Allemagne. Interpol lance un mandat d'arrêt contre lui. En 1986, il est de retour en ex-Yougoslavie. Il est possible qu'Arkan ait travaillé pour la police secrète sous le régime de Tito. Il aurait été chargé de surveiller la diaspora et d'alerter son gouvernement en cas de menace contre lui. Cette mission spéciale expliquerait sa capacité à se procurer de multiples identités et une relative protection. Membre actif de la pègre belgradoise, il ne tarde pas à attirer le regard de S. Milošević qui lui offre une place dans la vie publique serbe à condition qu'il rallie à sa cause les Ultras de l'Etoile Rouge.

L'intérêt de S. Milošević pour le sport n'est pas personnel. Au contraire, il ne fréquente pas les stades. Pourtant, comme le régime titiste avant lui il sait l'importance des clubs de

[341] Делије en cyrillique, « Ultras » en français.
[342] Pour la théorie de la critique du sport voir la revue *Quel sport ?*.
[343] LE POGAM Y., « Passions sportives, identités et modernité », *Quasimodo*, n°3-4, p.36

supporters pour asseoir son pouvoir. Le sport est un puissant symbole de l'appartenance à une communauté. Des personnes n'ayant en apparence aucun point commun créent des affinités fortes par leur adoration pour leur équipe ou leur club. La structure de l'encadrement sportif n'est pas si éloignée de celle d'un parti politique : de petits clubs locaux qui se chargent de recruter de nouveaux membres afin de faire grossir les rangs des supporters de l'équipe nationale. Ces supporters totalement convertis et endoctrinés vont au stade comme un militant à un rassemblement politique. De plus, le supporter, comme le militant est un relai essentiel pour atteindre des franges de la population auxquelles le leader politique n'a pas accès autrement.

Convertir les *Delije* à S. Milošević

Les supporters de l'Etoile Rouge sont des soutiens indispensables pour S. Milošević. Ils se présentent comme des défenseurs de la *serbité* mais préfèrent V. Seselj à S. Milošević, encore trop marqué par le communisme en ce début des années 1990. Le Président propulse alors Arkan à la tête des *Delije* avec pour mission de les garder sous contrôle et de les rallier à sa politique. Le gangster prend sa tâche au sérieux. Les Ultras abandonnent V. Seselj et les slogans anti-gouvernementaux. S. Milošević gagne ainsi une grande victoire sur son rival, il est désormais l'incarnation du projet Grand-serbe. Il peut enclencher la deuxième phase de son plan. S'aliéner les *Delije* n'est pas suffisant, il entend leur faire jouer un rôle actif dans la réalisation de la Grande-Serbie. Convaincus par ce plan, avides de violence, disciplinés, ils sont les candidats parfaits pour former une milice paramilitaire en soutien à la JNA. En effet, bien que majoritairement proserbe, cette dernière est réticente à l'implosion de la RFSY. Elle préfèrerait le maintien de l'entité nationale, dirigée par les Serbes.

Le basculement du match contre le Dinamo de Zagreb : du sport au nationalisme fermé

La première intervention des *Delije* sur la scène publique a lieu en juin 1990, lorsqu'ils viennent prêter main forte à la police pour réprimer des manifestations contre le pouvoir.

Le parallèle entre le football et la politique ne s'arrête pas ici. L'explosion du nationalisme et la déclaration de guerre envers la Croatie sont concomitants dans les deux domaines. La rencontre entre l'Etoile Rouge de Belgrade et le Dinamo de Zagreb augure des dix prochaines années en Yougoslavie. F. Tudjman vient de remporter les premières élections libres en Croatie et entend bien réaliser sa Grande-Croatie. Pas moins de 3000 *Delije* font le déplacement dans la capitale croate. Une bagarre générale ne tarde pas à éclater entre les

supporters. Sur le plan sportif, aucun vainqueur, le match n'ira pas à son terme. Sur le plan politique, le nationalisme culturel, ethnique emporte la victoire. Ce n'est pas une bagarre sportive entre les factions idolâtres de leur club respectif mais un affrontement entre nationalistes convaincus. Pour reprendre la distinction de M. Winock entre « nationalisme ouvert/fermé »[344], le sport devient un nationalisme fermé porteur de racisme et de haine. Ici la police et les militaires yougoslaves décident de choisir leur camp : celui des Serbes. Sur la pelouse du Maksimir, les forces de l'ordre chargées de contenir la foule lors de ce match à hauts risques, se retournent contre les Croates. S. Milošević est parvenu à fidéliser les forces de l'ordre par ses manœuvres discursives entretenant le trouble sur ses intentions politiques entre serbisme et yougoslavisme. Il a réussi à faire des Croates indépendantistes, les ennemis d'une Yougoslavie que la JNA et la police nationale entendent encore et toujours servir.

2. Les *Delije*, des armes politiques

Par le biais d'Arkan, S. Milošević a gagné son pari. Il a transformé des supporters de football, défenseurs de la *serbité* sans réellement qu'ils sachent ce que ceci signifie, souvent désœuvrés et proches du milieu mafieux en des « chiens de guerre »[345], dépourvus de toute moralité. Grâce au nationalisme sportif, il a transformé ces hooligans en des criminels de guerre.

L'officialisation de la guérilla nationaliste.

Les Delije agissent encore de façon officieuse, ils obtiennent un statut officiel le 11 octobre de la même année quand est fondée la SDG, la Garde des volontaires serbes[346]. Afin d'affirmer son allégeance au projet Grand-serbe, la constitution de cette milice est célébrée au monastère orthodoxe de Pokajnica, non loin du lieu où a été assassiné Karađorđević. Le symbole est fort et ne laisse aucune place au doute quant aux visées de ceux qui sont communément appelés les Tigres d'Arkan. Désormais, ils ne sont plus des agitateurs de stades, leur fonction dépasse celle du nationalisme sportif. Ils interviennent en dehors. Ils sont un soutien à la JNA et le bras armé ultranationalisme et sanguinaire de S. Milošević. Dépourvus de tous scrupules et de toute humanité, ils entrent dans les villes convoitées par le régime et éliminent tout et tous ce qui est un obstacle à la réalisation de la Grande-Serbie. Pillages, meurtres, tortures, viols… rien ne les arrête. Ce groupe composé d'à peine un millier d'hommes sème la terreur en Croatie, Bosnie-Herzégovine et au Kosovo.

[344] WINOCK M., *op.cit.*
[345] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 263
[346] *Srpska dobrovoljacka garda*, Српски добровољац

Les *Delije* acteurs de la chute de S. Milošević

La lune de miel entre le leader serbe et les *Delije* n'est pas éternelle. A l'instar des autres ultras nationalistes, tel que leur ancien mentor, V. Seselj, ils ne tardent pas à abandonner le Président. Ils le considèrent trop communiste et pas assez serbe lorsqu'il signe les Accords de Dayton et renonce à l'extension territoriale de la Bosnie-Herzégovine. Un dernier retournement dans cette relation houleuse se produit lors de la révolution du 5 octobre 2000 quand S. Milošević refuse de reconnaitre sa défaite à la Présidence de la RFY. Contre toute attente, les *Delije* se rallient aux forces d'opposition démocratique et luttent contre la police. Le futur ex-Président vient de perdre son soutien violent et sans moral par une grossière faute politique. S'il est parvenu à toucher des tranches populaires serbes, grâce aux Ultras dans les stades ce sont eux qui scandent des slogans demandant sa disparition tant politique qu'humaine. Le 26 juillet 2000 lors d'un match de Ligue des Champions face au Torpedo Kutaisi en Géorgie, les supporters martèlent « Do Serbia a favor, Slobodan, and kill yoursef ». Ils l'invitent à imiter ses parents et à se suicider. La révolte anti-Milošević se propage dans les stades serbes qui, il y a à peine dix ans vénéraient le nom du Président nationaliste. Mais son abdication en Bosnie-Herzégovine et la crainte qu'il fasse de même avec le Kosovo ne sont pas tolérables pour les *Delije*. Ils accompagnent donc Otpor ! le 5 octobre 2000 et participent à la chute de celui qu'ils ont pourtant servi pendant une décennie. J. Wilson écrit à propos de l'importance des *Delije* dans la fin de S. Milošević : « Otpor, le groupe d'opposition étudiant et le bombardement de l'OTAN ont sans doute joué un rôle, mais pas plus que les *Delije*. Ce sont eux qui ont mené l'opposition interne, eux qui ont mené la révolution anticommuniste serbe. Malgré l'émergence de quelques manifestations étudiantes, la peur empêchait la révolte jusqu'au 26 juillet 2000 et le match de l'Étoile Rouge contre le Torpedo Kutaisi en Géorgie, au second tour des qualifications de la Ligue des champions »[347].

[347] WILSON J., « Behind the curtain : football in eastern europe ». , cité *in* BESNARD J., *Football en Serbie : hooliganisme et nationalisme, la face sombre de l'Etoile Rouge*, Courriers des Balkans, 2014

B. Le sport pour imposer l'omnipuissance d'A. Loukachenka

En Biélorussie, le sport est l'illustration du pouvoir d'A. Loukachenka. Il révèle à la fois ses relations fluctuantes avec la Russie, sa volonté de faire de la Biélorussie une nation grandiose et enfin son omnipotence. Le Président biélorussien est un féru de sport et se présente comme un sportif accompli. Il en a fait sa religion selon V. Karbalevitch[348]. Il mélange à la fois la vision anglaise et prussienne du sport (1°). D'une part, c'est le symbole de la compétition permanente qu'il entretient avec les plus grandes puissances mondiales et d'autre part, il lui permet de soumettre son peuple. Son utilisation du sport correspond à la définition du totalitarisme selon H. Marcuse : ce « n'est pas seulement une uniformisation politique terroriste, c'est aussi une uniformisation économico-technique non terroriste qui fonctionne en manipulant les besoins au nom d'un faux intérêt général »[349]. En instrumentalisant le sport à des fins personnelles, A. Loukachenka s'empare du pouvoir et démontre qu'il est le seul à diriger l'Etat. A l'image de l'entraineur qui impose les stratégies pour remporter une victoire, A. Loukachenka règle la vie des Biélorussiens. De plus, si sa politique est un échec ce n'est pas de sa faute, mais celles de puissances extérieures qui redoutent la concurrence de la Biélorussie (2°).

Une des preuves de la politisation du sport est le rituel des rencontres sportives opposant A. Loukachenka et V. Poutine. Les relations en dents de scie entre la Biélorussie et la Russie ne se jouent pas seulement dans les arènes politiques traditionnelles. Elles sont l'occasion de rencontres sportives entre A. Loukachenka et V. Poutine dans les patinoires de hockey sur glace. Les deux Présidents, adeptes de la démonstration de force et de la preuve de leur virilité, y rivalisent dans une compétition d'égos.

1. La réactivation d'une politique sportive communiste

Le sport est un moyen pour A. Loukachenka de rendre grandiose et magnifique sa nation. Une grande nation de sport se doit de se doter de grands et fastueux équipements. La construction du « palais des glaces » à Minsk en est un bon exemple. La folie des constructions titanesques est un trait commun à tous les leaders politiques voulant incarner un pouvoir fort et sans partage. Déjà dans l'Antiquité égyptienne, les Pharaons se font ériger des pyramides toujours plus hautes et richement décorées. Les Rois font de même avec leurs châteaux et palais. Bâtir un monument est l'assurance de laisser une trace souvent indélébile de son passage. A.

[348] KARBALEVITCH V., *op.cit*, p. 167
[349] MARCUSE H., *L'homme unidimensionnel*, Paris, Ed. de Minuit, 1968, p.31

Loukachenka décide de construire des patinoires de hockey, son sport préféré, dans les grandes villes de l'Etat.

La restauration de l'image de la gymnastique prussienne

A. Loukachenka fait également la démonstration de la force physique et de la discipline des Biélorussiens en rétablissant les parades sportives de types soviétiques lors de la fête nationale du 3 juillet[350]. Il est le premier des dirigeants des anciennes Républiques démocratiques à avoir rétabli cette tradition. Elle est l'occasion de faire défiler les enfants et adolescents dans la tenue des camps de jeunesse nationaux. Habillés à la mode soviétique « shorts et tee-shirts aux couleurs acides, petits foulards autour du cou »[351], ils évoluent au pas devant la tribune officielle installée Place d'Octobre. Les jeunes filles les suivent en costumes nationaux. Si à l'époque soviétique ces parades devaient montrer la force de l'URSS, d'autant qu'elles étaient accompagnées d'un défilé militaire, elles font sourire les Biélorussiens d'aujourd'hui.

Un succès populaire de façade

Les efforts d'A. Loukachenka pour entretenir la nostalgie communiste se révèlent être assez vains. La population n'est pas dupe de la place de son Etat dans le monde et de la force de celui-ci. Ces parades sportives et militaires ne sont que de pâles imitations de leurs prédécesseurs. Elles sont sujet de moqueries mais font l'objet de participation intéressée afin de conserver un jour férié « la réactivation des fêtes soviétiques provoque souvent, surtout chez la population jeune, un sourire moqueur. Les jours fériés sont, en tout les cas, bienvenus »[352].

2. <u>La multiplication des esclandres internationaux pour affirmer sa puissance</u>

Outre ces tentatives de démonstration de force de la Biélorussie visant à impressionner le reste du monde, le nationalisme sportif permet à A. Loukachenka d'imposer son pouvoir à son peuple. Sa passion pour le sport le conduit à mener son Etat comme un entraineur mènerait son équipe. Son pouvoir est sans bornes et s'exprime dans tous les domaines de la société y compris ceux qui semblent les plus futiles et les plus éloignés du monde politique.

[350] Anniversaire de l'entrée des blindés de l'Armée rouge dans Minsk en 1944.
[351] LAPATNIOVA A., *op.cit.*, p. 89
[352] *Ibid.* p.95

La dénonciation d'un complot international contre la Biélorussie

Les Jeux olympiques de Nagano de 1998 le prouvent. D'abord, ils sont le prétexte à la dénonciation d'un complot international contre la Biélorussie. Pour des raisons météorologiques, le comité d'organisation décide de suspendre le concours de biathlon. La colère du Président ne tarde pas. Il voit en cette décision une manipulation des nations puissantes pour empêcher la victoire des athlètes biélorussiens et ainsi s'arroger les médailles « la mafia internationale a annulé les compétitions dès qu'elle a vu que les Biélorussiens gagnaient. Ils nous parlent de démocratie alors qu'il n'y en a pas la moindre trace chez eux. Les empires partagent les médailles, et nous ne sommes qu'un pays de taille modeste »[353]. La victimisation, la volonté des Etats et organisations puissantes de maintenir l'ordre établi, le mélange des genres par des arguments dépourvus de sens sont des manipulations populistes classiques[354]. A. Loukachenka sous-entend qu'en sport comme en politique, les puissants craignent la Biélorussie, et œuvrent pour l'empêcher d'occuper la place qui devrait être la sienne. Ceci n'est pas sans rappeler les discours de victimisation qui irriguent le nationalisme Grand-serbe du Mémorandum de 1986.

Un Président entraineur sportif

Cet épisode n'est pas la seule manifestation du Président biélorussien durant les JO japonais. Celui de l'équipe de hockey sur glace est encore plus révélateur de son omnipotence. La Biélorussie défait la France et l'Allemagne. Fier de ce succès, A. Loukachenka, non invité par le Comité organisateur, décide d'assister à la prochaine rencontre qui doit couronner de succès l'équipe nationale. Les Japonais sont contraints d'inviter le Président sous la pression des autorités russes. Cependant, il n'est pas admis en tant que Président de la Biélorussie mais que Président du Comité national olympique. Ainsi faisant, le gouvernement japonais marque bien son désaccord avec la politique du leader. Il atterrit sur le sol nippon avec une délégation de pas moins de vingt personnes. Ce premier esclandre n'est que le prélude à toute une série d'incidents dont le plus éclatant est surement celui lors de la rencontre contre les Américains. Ces derniers écrasent la Biélorussie. Le Président, installé en tribune, décide de prendre les choses en mains et demande à ses gardes du corps de le suivre dans les vestiaires. Le service de sécurité japonais, impressionné par ce cortège à l'allure féroce déroge aux ordres et s'efface sur son passage. « Louchakenko entre donc dans le vestiaire pendant la pause,

[353] KARBALEVITCH V., *op.cit.* p. 153
[354] Voir Partie II- Titre II- Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste

commence par engueuler nos sportifs, puis leur dit quelques mots encouragements. Malgré cela, les nôtres n'ont pas gagné »[355]. Cette anecdote montre comment A. Loukachenka envisage la pratique du pouvoir. Etre le président de son Etat lui autorise tout. Son pouvoir n'a pas de limite, il peut intervenir dans tous les domaines de la vie. Sous sa présidence tout devient politique car il contrôle tout. L'analogie avec le totalitarisme est alors naturelle : tout est sous le contrôle du pouvoir, les hommes n'ont plus aucun espace d'expression personnelle. S. Milošević et A. Loukachenka créent un nationalisme sportif à l'image de leur vision de la nation.

Pour le Serbe, le sport est un moyen pour entrainer l'ensemble de la population dans son projet Grand-serbe. Il n'a aucun lien de subordination avec Arkan et ses Tigres, il a seulement manipulé de loin leurs actes en prenant soin de ne laisser aucune preuve de son implication. Cependant, ses alliés se retournent finalement contre lui, lui reprochant de ne pas être un nationaliste serbe convaincu.

Pour le Biélorussien, le sport, sur lequel il fait main basse, est l'occasion d'une extension de son pouvoir. A. Loukachenka étend, ainsi, son autorité et son emprise sur le peuple au-delà des limites traditionnelles de la politique. Il réduit encore un peu plus les quelques domaines de la vie échappant encore à son autorité.

Le sport national n'est pas le seul à tomber dans les escarcelles argumentaires des deux Présidents. Les invitations des organisations sportives internationales aux grands évènements mondiaux sont autant de ressources pour légitimer leur régime voire parfois de court-circuiter les organisations politiques internationales, telles que l'ONU ou la CEE.

[355] KRAVTCHENKO P., cité par KARBALEVITCH V., *op.cit.,* p. 178

II. La normalisation de la nation par les organisations sportives internationales

Pour qu'un Etat-nation soit reconnu en tant que tel, il doit répondre à tous les caractères internes définissant un Etat mais aussi et surtout être reconnu par ses pairs. Cette reconnaissance internationale peut prendre différentes formes, elle peut être notamment individuelle ou collective. La reconnaissance *de facto* de la RFY et de la Biélorussie ne pose pas de problèmes dans les années 1990. L'important pour leur leader est de maintenir cette reconnaissance et surtout de ne pas être mis au ban de la communauté internationale. Tant que la Serbie et la Biélorussie continuent à être membres des Organisations internationales, c'est que les gouvernements de S. Milošević et A. Loukachenka ne sont pas contestables. C'est pourquoi il est de leur intérêt de participer aux compétitions sportives internationales, principalement aux JO qui ont un impact diplomatique parfois bien supérieur à celui de l'ONU[356].

Une analogie entre une équipe nationale et une nation peut être faite au travers de la définition d'E. Hobsbawm. Selon cette définition l'Etat-nation est l'une des incarnations possible de la nation dans les relations internationales. L'Etat est alors l'institutionnalisation réussie d'un mouvement nationaliste. Encore aujourd'hui, c'est cet Etat qui, bien que supplanté au niveau régional par des organisations locales à l'image de l'Union européenne, demeure le principal acteur de droit international. Les nations s'expriment par l'Etat et sont reconnues par la communauté internationale par ce dernier. Ainsi si « tout groupe suffisamment important en nombre dont les membres se considèrent comme faisant partie d'une même nation sera considéré comme » une nation, l'équipe nationale, vecteur du nationalisme sportif est la manifestation de la communauté nationale dans ce domaine. En reprenant l'idée de massification du mouvement national afin d'obtenir une reconnaissance, comme étudié par E. Hobsbawm, cette logique se vérifie puisque les membres de la communauté nationale se retrouvent autour du projet commun de la victoire de l'équipe. Cette dernière devient alors l'incarnation internationale de la nation comme un gouvernement l'est dans les assemblées politiques.

Les nouveaux Etats indépendants, toujours dans l'attente de la reconnaissance par la communauté internationale, s'affèrent à devenir membres des organisations internationales

[356] Voir BOZONNET J.J., « Le sport, discipline politique de haut niveau », *in* BOZONNET J.-J. (dir.), *Sports un enjeu géopolitique*, Le Monde-Histoire, 2013, p.4-17

pour obtenir à l'usure l'adoubement par l'ONU. La participation aux manifestations sportives d'envergure telles que les JO ou la Coupe du monde de football est donc nécessaire pour prouver sa place dans le concert des nations. Au-delà de cette reconnaissance, les nations y cherchent aussi le prestige. Etre sacré champion, avoir battu toutes les autres équipes nationales dans une arène sportive perçue comme un champ de bataille, est un moyen d'affirmer son leadership. C'est une façon de régler des contentieux internationaux sur un autre terrain que celui de la politique ou de la diplomatie. Victoire sans effet dans les relations internationales, c'est certain, mais ceci reste une victoire au moins psychologique.

Ainsi le but de S. Milošević et A. Loukachenka est que leurs équipes nationales soient toujours invitées lors des grands rassemblements sportifs. Seule l'exclusion sportive est tolérée. Ils peuvent ainsi arguer du fait que si les grandes puissances et les organisations sportives internationales ne les exclues pas pour des raisons politiques, c'est que contrairement à ce que scande l'opposition, leur régime politique n'est pas problématique.

L'admission de la Serbie est au début des années 1990 aléatoire. Certaines organisations sportives internationales sanctionnent la politique guerrière de S. Milošević (A). La Biélorussie, pour sa part, n'a jamais été exclue. Au contraire, le nationalisme sportif est un instrument politique au service d'A. Loukachenka (B).

A. Serbie : la soumission aux décisions internationales

Le cas de la Serbie des années 1990 est l'illustration de l'ambigüité de la position des instances sportives nationales. Si elles affirment de pas faire de politique, elles demeurent pourtant des agents incontournables légitimation d'un régime. Le CIO en est la preuve, s'il affirme être apolitique, il accepte parfois de suivre les recommandations d'exclusion d'un Etat de la communauté internationale. Par exemple, l'Allemagne est exclue des JO de Londres de 1948 suite aux crimes commis par le III^{ème} Reich qui avait, lui-même, organisé des Jeux fastueux en 1936.

En Serbie, la situation est un peu différente de celle de l'Allemagne nazie. Le régime n'est pas sanctionné *a posteriori*. Le CIO émet un jugement de valeurs sur la politique serbe (2°). La Serbie de S. Milošević se rapproche donc de l'Afrique du Sud du temps de l''apartheid (1°).

1. Le précédent sud-africain

Le cas de l'Afrique du Sud permet de comprendre la décision du CIO et de L'UEFA en 1992 d'exclure la Serbie des Jeux Olympiques de Barcelone et de la Coupe d'Europe de football.

En 1962, l'ONU, inquiète de la politique discriminatoire en Afrique du Sud, adopte la Résolution 1761 contre l'apartheid. En 1968, elle franchit un pas supplémentaire dans ses sanctions en demandant aux Etats et organisations internationales de suspendre toutes leurs relations dans tous les domaines avec cet Etat. Cette même année, le CIO exclut l'Afrique du Sud des JO de Mexico. Ces Jeux sont hautement politiques. Le geste de protestation de T. Smith et J. Carlos, poings gantés levés vers le ciel en signe de protestation contre la politique ségrégationniste des Etats-Unis en est le symbole. Les deux athlètes sont bannis à vie des JO pour un acte qui finalement repose sur le même fondement idéologique que la décision à l'encontre de l'Afrique du Sud. En novembre 1971, par la Résolution 2775D, l'Assemblée générale de l'ONU s'immisce dans le domaine sportif, elle enjoint les organisations sportives internationales au boycott envers l'Afrique du Sud. Quelques mois, plus tard, le CIO applique cette décision en excluant le Comité national d'Afrique du Sud et refusant l'accès aux JO à ses athlètes tant que l'apartheid ne sera pas aboli. Il n'est réintégré qu'en 1991 après la chute du régime. Ces sanctions tant de l'ONU que du CIO sont fondées sur le non respect des Droits de l'Hommes par l'Afrique du Sud. Dans le préambule de la Charte olympique, la référence à ce texte est claire « Le but de l'Olympisme est de mettre le sport au service du développement harmonieux de l'humanité en vue de promouvoir une société pacifique, soucieuse de préserver la dignité humaine »[357]. Un régime d'apartheid ne correspond pas à ces canons philosophiques.

2. Une application de la jurisprudence sud-africaine

C'est sur la base de cet exemple, qui fait jurisprudence, qu'il faut comprendre les décisions de l'UEFA et du CIO à l'encontre de la Serbie en 1992. A cette époque le régime de S. Milošević est déjà dénoncé par la communauté internationale suite à la guerre en Croatie et particulièrement au massacre de Vukovar. La Serbie a violé l'intégrité territoriale d'une Croatie qui a déclaré son indépendance de la RFSY comme le prévoit la Constitution de 1974. Sanctionnant ces actes, l'ONU déclare un embargo sur la future ex-Yougoslavie. L'UEFA suit la résolution onusienne et exclut cette équipe de son championnat qui se tient en Suède en

[357] Préambule de la Charte Olympique de 2016. Les formulations antérieures sont similaires dans l'esprit.

juin 1992. La FIFA prend la même décision au mois d'octobre. La Yougoslavie ne peut pas concourir pour les qualifications pour la Coupe du monde de 1994.

La sanction voilée du CIO en 1992

Le CIO, pour sa part, tient une position plus nuancée. Il ne souhaite pas la présence de la RFSY mais dans un même temps le Président du comité, J.A. Samaranch, négocie pour que les athlètes puissent participer sous la bannière olympique[358]. Cette décision est intéressante au regard du nationalisme sportif. Ces athlètes invités concourent individuellement et non pour leur nation, renouant ainsi avec les valeurs premières de l'olympisme. En effet, à l'origine, les athlètes s'engagent pour eux-mêmes et non pour représenter une nation. Surtout, les athlètes invités ne peuvent pas participer aux épreuves de sport collectif. Le CIO les prive alors de ce symbole de l'équipe sportive comme modèle réduit de la nation. Ainsi, le CIO prend une sanction peut-être plus sévère que l'UEFA ou la FIFA en certifiant les qualités sportives de certains Yougoslaves mais refusant de reconnaitre leur appartenance à une nation considérée comme meurtrière.

Les Accords de Dayton, la réintégration d'une Serbie criminelle

La mise à l'écart de la Serbie est de courte durée. Le CIO la réintègre lors des JO d'Atlanta en 1996. Cette absolution est due à la signature des Accords de Dayton en 1995 mettant fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine. Le CIO, comme les organisations internationales, prend le parti d'ignorer les sévices commis par les Serbes. La paix est légalement revenue, la Serbie est de nouveau fréquentable.

Aucune autre organisation sportive internationale ne sanctionne dès lors la Serbie. Le régime de S. Milošević est absout de tous ses crimes. Les massacres au Kosovo entre 1998 et 1999 ne privent pas la Serbie de la Coupe du monde de football de 1998 ni des JO de Sydney en 2000. A cette époque, des mouvements démocratiques entrent en lutte contre le pouvoir de S. Milošević, un signal peut-être suffisant pour les organisations sportives pour permettre aux athlètes de participer à ces évènements.

La présence de la Serbie de S. Milošević aux fêtes sportives est aléatoire. Au début des années 1990, les organisations sportives internationales, alertées, par les sanctions de l'ONU préfèrent se passer de ce concurrent. Toutes les caméras du monde sont braquées sur la

[358] Lorsque le Comité olympique d'un Etat n'est pas reconnu par le CIO, pour diverses raisons, ce dernier peut, malgré tout, inviter des athlètes. Ils concourent sous la barrière neutre de l'olympisme et non sous leurs couleurs nationales.

péninsule balkanique et les Serbes sont identifiés comme les seuls responsables des exactions commises. Ni les Croates, ni les Bosniens ne seront sanctionnés. La participation des Yougoslaves jetterait l'opprobre sur l'évènement et risquerait de conduire des nations à le boycotter.

Après les accords de Dayton en 1995, la Serbie est réadmise. Ces accords fantoches doivent ramener la paix dans la région et redonnent à S. Milošević, et par truchement aux Yougoslaves, une bonne image.

B. Biélorussie : la normalisation d'un Etat atypique

Contrairement à la Serbie, la Biélorussie n'a jamais subi de sanctions sportives. Si parfois, elle ne participe pas à une compétition c'est uniquement parce qu'elle n'est pas parvenue à se qualifier. Pourtant, depuis 2004, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe ont prononcé de nombreuses sanctions contre cet Etat allant du gel des avoirs à l'interdiction de visas. A. Loukachenka ne fait pas preuve de la même démonstration de violence que S. Milošević, les actes répressifs commis en son nom sont plus discrets et moins sanglants.

A travers la Biélorussie, les organisations internationales montrent les limites de leurs fondements éthiques. Régime non démocratique mais non sanglant, le régime d'A. Loukachenka n'est pas un obstacle à la participation de la Biélorussie aux grandes compétitions sportives. Une autre conclusion sur ce fait est possible, comme en relations internationales, la Biélorussie n'a pas un poids suffisant pour interpeler les organisations internationales.

Pour le Président, la participation aux grands événements sportifs mondiaux est un double enjeu : d'une part, la preuve de l'indépendance de sa nation (1°) et d'autre part la légitimation de sa politique interne (2°).

1. Participer à des compétitions internationales pour prouver sa souveraineté

L'histoire et la culture biélorussiennes rendent difficile l'identification d'une nation indépendante. Le sport est l'occasion pour le Président d'essayer de dissiper le trouble, souvent entretenu par sa politique, sur la réalité de la Biélorussie face à la Russie. Ne pas concourir sous le même drapeau prouve la distinction. Du temps de l'URSS, il n'y avait pas d'athlètes nationaux, conformément à l'idéologie, ils sont tous soviétiques. Pourtant la fin de la Guerre froide ne met pas automatiquement un terme à cette situation dans le domaine du sport. Les JO de Barcelone en 1992 ne sont pas ceux de l'avènement de l'indépendance de la

Biélorussie, ni de nombreuses ex-Républiques démocratiques. Seuls les pays Baltes et la Pologne se présentent avec une délégation nationale.

Cependant, la participation sous le nom d'équipe unifiée n'est pas pour autant synonyme de préservation d'une quelconque affiliation à l'URSS. Le drapeau soviétique n'en est pas l'emblème, il est remplacé par les cinq anneaux olympiques. En raison des agitations politiques dans la région et de la précipitation des évènements, des Comités olympiques nationaux n'ont pas pu être formés et reconnus à temps pour l'ouverture des Jeux. A l'image du contexte politique de la zone, la participation aux JO de 1992 est une transition. Pour les prochains Jeux, ces Etats concourront de façon indépendante. Toutefois, un message politique contradictoire quant à l'indépendance de ces Etats est envoyé par cette équipe unifiée. En effet, la majeure partie d'entre eux a rejoint la CEI dès sa déclaration d'indépendance. La Russie fait partie de cette équipe unifiée et donne l'image de Républiques satellites gravitant autour de celle-ci au sein d'un ensemble englobant. Cette configuration est un acte manqué pour la Biélorussie indépendante car c'est l'un des ses gymnastes, V. Scherbo, qui détient le record de médailles pour cette équipe.

Ce n'est que lors de l'olympiade d'hiver de 1994 à Lillehammer en Norvège que la Biélorussie participe pour la première fois en tant que nation indépendante. La même année que celle qui voit A. Loukachenka s'emparer du pouvoir. Depuis, elle est toujours présente. Le scandale de Nagano n'a pas non plus été sanctionné. Tout ceci ne peut que conforter la politique du Président biélorussien.

2. <u>La légitimation de la politique d'A. Loukachenka</u>

Certaines organisations politiques internationales condamnent le régime d'A. Loukachenka, il n'en est rien pour celles du sport. Tant que la Biélorussie parvient à se qualifier, elle n'est jamais exclue des compétitions internationales. La jurisprudence sud-africaine ne lui est pas appliquée. Certes, les Japonais refusent dans un premier temps de recevoir A. Loukachenka, mais lorsqu'ils cèdent, ils invitent le Président du CNO et non le Président de la République. La nuance diplomatique est balayée par la réalité des faits.

A. Loukachenka trouve dans les organisations sportives internationales une tribune inattendue pour légitimer son pouvoir. Président du CNO biélorussien depuis 1997, cumul exceptionnel de statuts, il peut d'une part s'arroger les exploits des sportifs et d'autre part continuer à être invité à tous les événements internationaux alors même que les Etats organisateurs lui refusent un visa.

L'admission de la Biélorussie parmi les nations concourant lors des grands évènements sportifs permet à A. Loukachenka de bâillonner un peu plus son opposition. Les organisations sportives internationales fournissent des arguments de choix à A. Loukachenka pour réduire un peu plus au silence son opposition pro-démocratique.
Fort de ces non-sanctions, il détient la preuve que les arguments du BNF et autres partis qui dénoncent son pouvoir sont des chimères. La communauté sportive internationale ne fait aucune objection à son régime. Dans le cas contraire, elle n'aurait pas hésité à exclure la Biélorussie. De plus, cette admission sans restriction par le sport, contredit les sanctions politiques et économiques, arguments favorables à l'opposition. Le Président biélorussien le sait bien, un peuple porte plus d'intérêt au sport qu'à la politique. Enfin, une fois de plus, il est parvenu à faire de la Biélorussie une nation indépendante, cœur du programme du BNF. C'est sous sa présidence d'A. Loukachenka que son Etat a commencé à participer indépendamment de la Russie. Il est donc le réalisateur de ce détachement sportif en même temps qu'il s'emploie à fonder et faire vivre la CEI. L'ambigüité de la politique d'A. Loukachenka se perçoit jusque dans le sport. Sur le plan symbolique, il affirme l'indépendance de la Biélorussie tandis que sur le plan politique, il manœuvre pour préserver des liens forts avec Moscou.
La réussite des athlètes, principalement aux JO, est celle de la nation, certes, mais surtout la sienne. En tant que Président du CNO c'est lui qui désigne les sportifs qui participeront aux Jeux et c'est lui qui aménage les structures propices à leur victoire.

Le nationalisme sportif est un rouage essentiel de la politique. Il sert tant à se maintenir au pouvoir qu'à soumettre un peuple. Il est un moyen détourné pour prendre le contrôle d'une nation et de diffuser un message politique. Chacun à leur manière, selon le projet qu'ils défendent, A. Loukachenka et S. Milošević manipulent ce loisir si populaire et parviennent à toucher des franges de la population qui sans cela seraient restées hermétiques à leur discours.
S. Milošević récupère la violence et le serbisme exacerbé des supporters de football pour réaliser son plan Grand-serbe. Ces hooligans, proches de la pègre et dirigés par l'un des plus grands criminels yougoslaves de l'époque, sont des atouts précieux pour palier les derniers garde-fous éthiques de la JNA. Toutefois, ce sont les *Delije* eux-mêmes qui contribuent à la chute du Président en 2000. Le flou dans les convictions du S. Milošević en fait à leurs yeux davantage un ennemi communiste qu'un allié nationaliste.
Pour A. Loukachenka, le sport est un moyen d'ancrer son autorité dans un domaine qui n'est pas directement lié aux arcanes politiques. Il s'approprie les réussites de ses athlètes et se

présente alors comme le bâtisseur des victoires de la nation. De même, le nationalisme sportif est un instrument pour imposer son emprise sur un domaine qui relève de la sphère privée. En politisant le sport, il distille ses idées politiques et empêche la constitution d'une pensée personnelle. La victoire d'un champion n'est pas fondée sur ses capacités mais sur la volonté d'A. Loukachenka de le voir réussir.

Les institutions sportives internationales sont elles aussi utilisées à des fins de politiques internes. En acceptant ou en refusant la présence d'une nation lors des grands événements sportifs, elles légitiment ou non le régime en place. Le CIO, par exemple, participe tout d'abord à la condamnation puis à la réhabilitation de S. Milošević. De la même façon, le Comité olympique n'exclut jamais la Biélorussie ni ne rejette la Présidence d'A. Loukachenka au CNO. Privé des tribunes politiques internationales, A. Loukachenka peut quand même s'exprimer grâce au sport.

La Serbie et la Biélorussie sont prises dans cette dynamique de changement politique au tournant des années 1980-1990. Comme leurs voisins de la région, elles cherchent à bâtir un Etat-nation correspondant à leur *volk*.

Les autres nations optent pour un régime d'essence démocratique calqué sur le modèle Occidental. Ceci ne va pas à l'encontre des projets de leurs leaders politiques indépendantistes. Leur but est de mettre définitivement fin à la domination communiste, de créer des régimes radicalement différents.

La Serbie et la Biélorussie, par le biais de S. Milošević et A. Loukachenka ne poursuivent pas la même trajectoire. Si elles prennent acte de la mort du communisme, elles n'expriment pas un désir ardant de rejoindre le monde démocratique. Les deux nouveaux Présidents convainquent leur peuple de la nécessité de mettre en échec de début de transition démocratique. Ils insufflent un nationalisme qui s'oppose à ce type de transition. Cette dernière est nécessaire, mais elle ne peut pas être démocratique. La Biélorussie restaure un régime d'essence communiste et la Serbie inaugure un régime révolutionnaire rejetant les deux modèles en vogue sur le continent européen.

Toutefois, la transposition de la grille de lecture d'A.-D. Smith éclaire sur l'impossibilité pour l'un et l'autre de totalement fermer les yeux sur la démocratisation environnante. L'amorce de transition démocratique a pénétré certaines sphères de la société et des aspects de cette « modernité » ne peuvent être supprimés aux peuples.

S. Milošević et A. Loukachenka sont confrontés à une difficulté supplémentaire par rapport à leurs voisins démocrates. Leurs régimes ne sont pas dans la norme et sont condamnés parfois

en interne et souvent à l'international. Il leur faut donc user de tous les moyens pour rendre ce régime non-démocratique légitime. Ils doivent donner l'impression de réaliser la volonté du peuple et non de confisquer le pouvoir à des fins personnelles.

Partie II

La récupération de l'identité protonationale.

« Une communauté imaginée »

Après avoir caractérisé la nation comme une entité imaginaire, B. Anderson la définit comme « imaginée »[359]. Il explique son propos en trois points : la nation est imaginée comme « limitée », comme « souveraine » et comme « une communauté », ce dernier élément renvoyant à la notion de « communauté imaginaire ».

Pour survivre, le sentiment national ne peut rester dans le domaine de l'imaginaire, il doit être réifié. L'idée se transforme en mouvement politique, soutenu par la majorité de la communauté et revendique son institutionnalisation sous la forme d'un Etat-nation.

Les notions de limite et de souveraineté sont deux volets de cette réification. D'abord, la nation s'inscrit dans un espace géographique et diplomatique, ce point n'est pas abordé par B. Anderson. L'Etat-nation est un espace borné, le nationalisme est enclos dans des frontières ayant vocation à se fixer durablement. Le projet national n'est pas infini et ne peut pas englober l'ensemble du monde. Les leaders nationalistes, s'appuyant sur l'histoire, déterminent les terres appartenant de droit à la nation. Son projet a pour objectif de défendre ces terres de les reconquérir s'il le faut. De plus, il a pour mission de faire respecter sa nation au plan international, de la faire exister aux yeux des autres nations. Le leader ne peut pas agir selon son bon vouloir. Depuis le début de la conquête du monde par les Européens, apparaissent des règles internationales. Si la nation ne respecte pas les règles, elle est mise au banc de la communauté internationale et s'expose à des sanctions.

Ensuite, la nation est souveraine. Cette idée doit s'articuler au mieux avec les limites du droit international. Selon la philosophie des Lumières, la nation s'autogère en toute liberté. Cette communauté souhaite se débarrasser des entraves internes, souvent matérialisées par un régime absolu, et des entraves externes en obtenant son indépendance d'un ensemble politique plus vaste. Le mouvement nationaliste revendique cette indépendance totale, cette volonté d'être dirigé par des membres de la communauté, selon la définition de J.-S. Mill.

Le processus du mouvement nationaliste est long et semé d'embûches. Dans un premier temps, il lui faut séduire les membres de la communauté. Pour cela, le projet nationaliste devient un programme politique détaillant l'espace vital de la nation ainsi que les moyens employés pour réaliser ce projet (**Titre I**). Une fois le succès obtenu, le leader, désormais au pouvoir, continue sa campagne de séduction pour construire son régime, celui qui lui permettra d'assouvir toutes ses ambitions. Il détermine les règles internes de l'Etat-nation et la place de celui-ci dans la société internationale (**Titre II**).

[359] ANDERSON B., *op.cit.* , p. 20-21

La Serbie et la Biélorussie des années 1990 cherchent à s'échapper de l'oppression d'un hégémon présenté comme contraire au *volk*. S. Milošević et A. Loukachenka, après avoir rappelé sa véritable identité au peuple, lui rende son indépendance. Cette dernière n'est possible que par la construction d'un régime non démocratique et absolu. Ici ils nient ouvertement la philosophie des Lumières pourtant à l'origine du mouvement démocratique dans la région.

Titre I

La réification de l'identité nationale.

De l'idée à la réalité

La transition démocratique des années 1990 est l'occasion de voir ressurgir sur la scène internationale un sentiment qui effraie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : le nationalisme. En effet, il est le socle de la contestation contre le communisme dans les PECO.
Le communisme a pour vocation d'unir les hommes, les prolétaires, malgré leurs différences, nationales principalement. La nation est un obstacle à la réalisation du communisme, un obstacle insurmontable. Ni Lénine, ni Staline, ni Tito ne sont capables d'éradiquer totalement le sentiment national. Ils doivent s'en accommoder pour conserver leur pouvoir.
Toutefois, durant toute cette période, le sentiment national demeure du domaine de l'imaginaire. Certes, il y a bien, tant en URSS qu'en RSFY, des révoltes nationales mais aucun ne conduit à l'indépendance. Avant 1990-1991, il n'est pas l'heure pour le nationalisme, le communisme est trop fort. Le nationalisme est encore un mouvement confidentiel. La population est soit une fervente communiste, reconnaissante pour la Libération, soit trop préoccupée par sa survie au quotidien.
Dès le milieu des années 1980, la donne change. La vieille garde communiste meurt et emporte avec elle sa main de fer. Les communications avec l'Ouest sont de plus en plus intenses et la propagande capitaliste rend enviable son mode de vie. La brèche est ouverte pour un nouveau Printemps des Peuples. Des nations vivant en dans des ensembles multiculturels souhaitent obtenir leur indépendance et créer leur propre Etat-nation.
Les années 1990 sont une nouvelle révolution nationale qui se cache derrière une transition démocratique. M. Hroch explique que transition démocratique et mouvement nationaliste sont intimement liés. Mais les commentateurs diffusent une autre vision de cette relation : un changement politique adoptant un régime de type Occidental est une transition démocratique ; un régime qui se dirige vers autre chose est un régime nationaliste. Il y a donc de bonnes et de mauvaises révoltes. La Serbie et la Biélorussie en connaissent des mauvaises.
Pourtant tant S. Milošević qu'A. Loukachenka suivent une stratégie politique identique à leurs voisins. Comme eux, ils rendent réels l'imaginaire national. D'une part, ils inscrivent l'idée nationale dans le territoire : ils diffusent ce sentiment (**Chapitre I**). D'autre part, ils permettent au mouvement nationaliste de prendre vie et d'enfin pouvoir renverser le régime indésirable (**Chapitre II**).

Chapitre I

L'ancrage de la communauté au territoire : le reflet du type de nationalisme

E. Hobsbawm ne fait pas du territoire un élément protonationaliste. Il aborde le sujet lorsqu'il s'interroge sur l'ethnie et la langue, mais il n'est qu'un accessoire de celles-ci. Pourtant, de nombreux peuples revendiquent un territoire historique lors de la formation d'un mouvement nationaliste. De même, beaucoup d'auteurs intègrent le territoire dans leur définition de la nation.[360].

La raison de ce refus de voir en le territoire un élément protonationaliste réside dans son caractère trop mouvant. Au fil de l'Histoire, et jusque dans les années 1990 en Europe[361], les frontières sont en constante évolution. Elles sont l'une des causes des guerres balkaniques post-titistes. L'argument de la possession historique d'une terre, d'un berceau national ne saurait être suffisant pour s'emparer d'une parcelle occupée légalement par une autre nation.

C'est pourquoi le dictionnaire de science politique définit le territoire comme un « construit social »[362]. Les auteurs s'appuient sur les écrits de R.D. Sack[363]. Ainsi, le territoire est le « résultat d'une tentative faite par un individu ou un groupe d'affecter, d'influencer ou de régir des personnes, des phénomènes ou des relations en délimitant et en contrôlant une aire géographique »[364]. J. Gottmann reprend cette idée en faisant du territoire un concept matériel et spatial liant à la fois politique, peuple et cadre naturel. Le territoire est alors un objet imaginé et façonné par les leaders politiques pour installer leur peuple et leur pouvoir. Il s'agit de calquer une aire nationale sur une aire territoriale, souvent au mépris de la réalité du terrain. L'exemple d'Israël et de la Palestine est sûrement, au même titre que celui du Kosovo, le plus emblématique de ces dernières décennies. Dans un cas comme l'autre, deux types de revendications s'opposent : l'une est historique (Israéliens et Serbes) et l'autre est démographique (Palestiniens et Albanais). Impossible de déterminer laquelle prime sur l'autre. Les solutions diplomatiques étant généralement impuissantes, ce sont les armes qui tentent de trouver une réponse.

G. Delannoi opère une distinction entre le type de nation et le rapport au territoire[365]. Dans une nation politique, le territoire a une base administrative. Il participe à la bonne gestion de

[360] Voir par exemple, ANDERSON B., *op.cit.*, p20
[361] Il est à noter qu'en 2019, la question des frontières se pose toujours dans les Balkans au sujet du Kosovo.
[362] HERMET G., BADIE B., BIRNHAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p.301
[363] SACK R.D., *Human territoriality*, Cambridge UP, 1986
[364] HERMET G., BADIE B., BIRNHAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p.301
[365] DELANNOI G, *op.cit.*, p.20

la nation. Ses frontières sont très rarement discutées. Dans une nation ethnoculturelle, le rapport au territoire est plus sensible. Il est en lien direct avec la question de l'unité de l'ensemble des membres de la communauté et avec celle des minorités nationales. Ce rapport peut, en temps de nationalisme exacerbé, donner lieu à des violences sur ces dernières et à des pulsions conquérantes. Ce lien explique en partie pourquoi la *kulturnation* serbe s'engage dans une guerre de reconstruction de son Empire médiéval à partir de 1991 et la nation politique biélorussienne accepte sans contestation, des frontières imposées jadis par la Russie.

Le territoire est également un instrument politique. Cette conception apparaît sous la plume de M. Weber[366] qui associe l'Etat légal-rationnel et moderne à la territorialité. La forte territorialité et organisation de l'Etat démontrent la modernité de celui-ci et prouvent qu'il est sorti du système féodal. Tout comme le pouvoir politique, le territoire n'est plus un attribut personnel de quelques grands seigneurs. Le territoire est l'incarnation de la nation, de l'Etat et non de la puissance d'un chef local. L'un comme l'autre sont dépersonnalisés et celui qui les possède peut en être privé.

Pour résumer, le territoire revêt une double fonction. D'une part, il participe à la définition de la nation et véhicule un sentiment nationaliste particulier de la communauté (**Section I**). D'autre part, il est la preuve de l'existence de la nation. Posséder une terre, fait passer la nation du stade d'idée à celui de réalité (**Section II**).

[366] Voir WEBER M., *op.cit.*

Section I. L'identification de la nation à la terre pour diffuser le sentiment national

L'idée de nation, le « sentiment d'appartenance » pour reprendre les termes d'E. Hobsbawm, n'est pas toujours suffisant pour mobiliser la communauté nationale autour du projet de revendication nationaliste. Il est parfois primordial d'avoir en support au projet politique théorique, un projet plus matériel : donner à la masse un objectif réel. Le territoire sur lequel vit la nation est souvent l'un des moteurs à la mobilisation.

Les leaders nationalistes font appel à la défense de cet espace vital pour convaincre le peuple de la nécessité de se constituer en nation pour empêcher de tomber sous la domination d'une autre communauté et de risquer de disparaitre. Généralement, ils se réfèrent à un Age d'or du passé pour déterminer l'étendue des terres nationales.

Intervient alors la question de la frontière. Elle se définit tout simplement comme la ligne de séparation entre deux entités, dans notre cas deux Etats. Si la définition est limpide, son application est sujette à de nombreux problèmes. Traditionnellement un élément géographique borne un Etat, il s'agit alors d'une frontière naturelle. Elle a pendant longtemps eu l'avantage de stabiliser les Empires par la difficulté à les franchir. Les progrès techniques et la soif de domination, outrepassent ces limites naturelles. La frontière, *the frontier*, aux futurs Etats-Unis, devient une ligne mouvante dépendant des conquêtes territoriales marquant la limites entre les terres « civilisées » et celles « à civiliser ». De nouvelles guerres territoriales éclatent et de nouvelles formes de frontières voient le jour sont immatérielles et arbitraires. E. Glissant écrira à ce propos « A défaut de montagnes ou de mers l'homme a inventé toutes sortes de frontières pour se protéger de l'Autre. Aucune pourtant, n'a résisté à l'irrépressible volonté – ou nécessité- de passer outre[367].

Dans les PECO, comme dans d'autres régions, un autre paramètre s'ajoute à la définition des frontières : l'ethnie. Cette région est souvent humoristiquement qualifiée de macédoine des peuples. Chaque communauté souhaite son lopin de terre propre sans partage avec les autres. Mais comment déterminer qui possède quoi ? Les peuples sont trop mélangés. Après la Première Guerre mondiale, les nations sont confortées dans leur demande par le « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Apparaissent une multitude de micro-Etats où souvent une minorité nationale représente un tiers de la population totale. Des tensions ethnico-territoriales

[367] GLISSANT E., Il n'est frontière qu'on outrepasse, *Manière de voir*, *Le Monde diplomatique*, avril-mai 2013, p. 6-7

éclatent. Elles sont rapidement balayées par la Deuxième Guerre mondiale puis par la constitution de l'URSS et de la RSFY.

Après la chute du monde communiste, la question des frontières ne ressurgit que très peu en ex-URSS. Les ex-Républiques socialistes conservent leurs frontières. Certes la Tchécoslovaquie se disloque mais sans heurt. Les minorités nationales ne sont pas un véritable problème car leur reconnaissance et leurs droits sont garantis par les nouvelles Constitutions.

En ex-RSFY, il en va tout à fait différemment. La Slovénie est épargnée car elle ne possède que très peu de minorités nationales. Ses voisins n'ont donc aucune prétention sur son territoire. Pour les autres nations, les projets Grand-serbe et Grand-croate se télescopent. L'appartenance nationale conduit à des sécessions souvent violentes. Les frontières bougent, sont pavées de morts et d'exilés. Les Provinces autonomes sont réintégrées à la Serbie et la Bosnie-Herzégovine manque de peu de disparaître.

La différence de gestion de l'indépendance territoriale entre des deux anciennes unions communistes tient à la part de chaque type de nationalisme dans chacune d'elle. En ex-URSS, comme le montre la Biélorussie, le nationalisme politique prend le pas sur le nationalisme ethnique. Les communautés nationales défendent leur indépendance étatique plus que celle de leur culture déjà solidement établie. En ex-Yougoslavie, il s'agit d'abord d'imposer sa culture. Des haines du 19ème siècle sont instrumentalisées à des fins personnelles. Ainsi le bornage de la nation n'a pas la même signification en Serbie et en Biélorussie (I).

De même, le rapport à la terre fait ressurgir la vieille idée de patriotisme. S. Milošević et A. Loukachenka récupèrent cette notion romantique pour s'imposer comme maîtres des Hommes et de la terre et s'arroger une forte légitimité sur les deux (II).

I. Le bornage de la nation : la délimitation de l'étendue de la nation

Au 19ème siècle, une nouvelle science sociale fait son apparition : la géographie humaine. Elle étudie comment la terre influe sur le comportement politique de l'homme. En France, elle est portée par A. Siegfried. Il entend trouver les origines du comportement électoral dans la spécificité géographique de la zone d'habitation des électeurs et dans la structure sociale de leur unité d'appartenance. Ainsi, selon lui, le caractère des hommes est modelé en partie par le relief, le climat… « La carte de l'altitude […] isole et délimite des étages, des genres de vie, des conceptions de l'existence et du gouvernement, elle annonce la topographie politique »[368]. Rapidement, cette science, trop déterministe, montre ses limites et révèle de nombreuses apories.

Elle renaît de ses cendres au 20ème siècle sous le nom de géographie politique. Elle est principalement défendue par le Canadien A.-L. Sanguin. Son but est de « déterminer comment les organisations politiques sont ajustées aux conditions physiographiques et comment ces facteurs affectent les relations internationales »[369].

Le processus de territorialisation débute, en Europe occidentale, au Moyen-âge lors de la suppression des *marches*[370] au profit de limitations linéaires. La frontière devient un des éléments constitutifs des Etats modernes. Ces Etats supposent tant une politique interne harmonieuse qu'une maîtrise de leur espace vital. Dès lors, la frontière se transforme en enjeu politique, militaire et économique de premier plan. C'est elle qui détermine, à l'image d'un titre de propriété foncière, l'étendue de l'autorité du gouvernement et les limites de la souveraineté nationale. Il apparaît donc qu'une nation a besoin d'un territoire pour se développer. G. Delannoi apporte une nuance à cette affirmation : « un territoire identifiable par sa population et son histoire ne se transforme pas systématiquement en nation ; certaines nations historiques durent longtemps sans avoir de territoire stable ou défini »[371]. Pourtant dans une conception du monde où l'Etat demeure l'acteur international majeur et le cadre de vie des nations, la question des frontières reste posée. Il existe un lien très fort entre une population et son territoire. Ce dernier est l'une des matérialisations de la nation et du nationalisme. Cette relation influe sur la construction de la Serbie et de la Biélorussie post-communiste.

---

[368] SIEGFRIED A., Géographie électorale de l'Ardèche sous la IIIème République, *Cahiers de la Fondation des Sciences politiques*, 1949, n°9, p.12

[369] SANGUIN A.-L., *La géographie politique*, [en ligne] Les classiques des sciences sociales, 1977, p.7

[370] Marche : juridiction moyenâgeuse. C'est un fief crée dans une zone frontalière après une conquête. La marche a pour mission de défendre la nouvelle frontière.

[371] DELANNOI G., *op.cit,* p. 67.

Après la chute du Rideau de fer, la question des frontières refait surface dans quelques Etats de l'ex-URSS et partout en ex-Yougoslavie. Dans cette région à forts nationalismes, des morceaux de terres sont disputés entre plusieurs nations au nom de la culture, de l'Histoire, de la langue… Du temps de Tito, l'idée de revendication territoriale n'a pas totalement disparu. Elle secoue la Voïvodine et le Kosovo. La solution des Provinces autonomes de la République Serbe règle de façon politique un problème qui est aussi géographique. La mort du Maréchal fait exploser cette paix précaire. En Serbie, la *kulturnation* guide le rapport du peuple à la terre. Le Kosovo, plus qu'aucun autre territoire, illustre ce lien de sang (A). Au contraire, la notion de frontières et de conquêtes territoriales n'apparaît pas ou peu en Biélorussie. Une des raisons à cela est la géographie particulière de cet Etat. De plus, les Biélorussiens ne sont quasiment jamais intervenus dans le bornage de leur territoire, laissant ces négociations aux mains des grandes puissances voisines (B).

A. Le Kosovo : le symbole du lien de sang entre les Serbes et leur territoire

La question de l'intégrité territoriale est omniprésente dans le nationalisme Grand-serbe. Elle apparaît dans de nombreux textes qualifiés de fondateurs de cette idéologie. I. Garašanin, V.S. Karadžić et S. Moljević énumèrent chacun les terres serbes de la péninsule. Ils dessinent tous un territoire assez similaire : la Serbie de la première indépendance, le Kosovo, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, la Dalmatie, une partie de la Croatie et de la Slavonie, le Srijem, la Batchka et le Banat. Ils envisagent, une fois ces terres ralliées à la Serbie des annexions en Bulgarie, Hongrie et Albanie. Mais ces dernières ne sont pas prioritaires. L'origine de leur projet d'annexion est la reconstruction de la Serbie médiévale, l'Age d'or de la Serbie. Ces terres sont perçues comme historiquement serbes. C'est pour cette raison qu'ils sont en droit de les revendiquer. Les auteurs du 19ème siècle sont nuancés quant à cette revendication. Si certaines terres appartiennent d'office à la Serbie, d'autres ne sont que de culture serbe, leur indépendance de l'Etat-mère n'est pas remise en cause.

L'intégration du paramètre de conquêtes n'apparaît qu'au 20ème siècle à partir de la Deuxième Guerre mondiale. Ces conquêtes impliquent également des expulsions et échanges de population afin de créer une terre *ethniquement pure*. Dans les années 1990, les liens du sang sont au cœur de la lutte puisque toutes terres sur lesquelles a coulé le sang serbe, où est enterré un serbe est une terre serbe. La folie meurtrière est déclenchée. Le lien de sang qui unit les Serbes à leurs terres est ainsi exposé au grand jour.

Parmi tous les territoires revendiqués comme serbes, il y en a un qui possède un caractère particulier : le Kosovo. Par de multiples façons, il est au cœur de la politique Grand-serbe de

S. Milošević. De toutes les terres estampillées comme serbes, elle est celle qui produit la plus forte « base émotionnelle »[372]. C'est pour cette raison que l'aspirant Président puis le Président, recourt chaque fois à la menace de la perte du Kosovo pour capter à nouveau le soutien populaire. Ainsi, la lutte pour la sauvegarde d'un Kosovo serbe est révélatrice du type de nationalisme (1°) et de la bataille qu'il mène contre les autres nations de la Province (2°).

1. Un révélateur de l'essence du nationalisme

Le Kosovo est donc un révélateur de type de nationalisme qu'est le Grand-serbisme. C'est un nationalisme culturel qui se rapproche de celui qui avait cours en France sous la III^{ème} République. Il s'agit d'un lien de sang entre la nation et sa terre. J. Michelet[373] est l'un des premiers à théoriser le concept d'enracinement de la nation à la terre selon un idéal. Cette vision naît sous la Révolution française. La nation et ses valeurs sont ancrées dans la terre : « un lien plus intime de filiation, de possession réciproque »[374]. Ainsi, chaque national devient le descendant de l'ensemble des ancêtres de la nation et de leurs valeurs. La terre nationale crée un véritable arbre généalogique. La terre est le lien entre tous les membres de la communauté du passé, du présent et du futur. De son côté, M. Barrès induit une notion de déterminisme historique par la terre au travers du culte de la « terre et des morts »[375]. L'héritage et la vénération du passé sont cristallisés dans cette formule. Cet enracinement mêlant culte du passé, valeurs, histoire rend la relation entre la nation et sa terre très intime et fusionnelle. C'est elle qui fait prendre spontanément les armes lorsque la nation est agressée. Le Kosovo est le catalyseur de ce sentiment chez les Serbes. Il ne peut pas être détaché de la Serbie et le degré d'autonomie accordé par Tito est intolérable car, le Kosovo est le berceau de la nation et que le sang serbe le plus noble y a coulé. Comprenant ceci, S. Milošević agite la menace de la perte du Kosovo dès qu'il sent que les Serbes doutent de lui. Il lui permet de se rallier ses plus fervents opposants : « Quand l'OTAN s'est mis à bombarder la Serbie au printemps 1999, certains parmi ceux qui étaient les plus violemment opposés au joug de Milošević – y compris des membres de Otpor !- se surprirent à soutenir notre président génocidaire alors qu'il se dressait contre l'Occident. C'était comme une source primaire de tribalisme qui resurgissait en bouillonnant […] C'était une réaction normale parce que quand

[372] SANGUIN A.-L., *op.cit.*, p.48
[373] Voir MICHELET J., *op.cit.*
[374] DUPUY H., Territoires et mémoires. Généalogie d'un mythe national, *Espaces temps*, 42, 1989, p.24
[375] BARRES M., *Les déracinés*, Paris, Omnia, 2010

votre grotte est en danger, vous soutenez votre chef, même si c'est un connard »[376]. Le Kosovo est la Serbie, le Kosovo est les Serbes.

Cette relation sentimentale qui unit les Serbes au Kosovo n'est pas seulement révélatrice du type de nationalisme qui anime cette nation, il pose des problèmes pratiques notamment dans la cohabitation avec les Albanais. Les desiderata des deux communautés sont totalement antagonistes sur le statut de cette terre.

2. Un révélateur de la lutte contre les autres nations

Le premier problème est celui de la qualification des habitants : les Serbes revendiquent le Kosovo au nom d'un droit historique et les Albanais selon un droit démographique. Nous nous placerons du point de vue des Serbes pour qualifier chaque camp selon les définitions du géographe polonais M. Koter[377]. Il propose une classification des minorités nationales.

La qualification historique du groupe ethnique

Dans le cas du Kosovo, selon le point de vue adopté, Serbes et Albanais sont des minorités nationales, les premiers par leur nombre, les deuxièmes par leur statut juridique. Les Serbes appartiennent au groupe des *autochtones* en raison de leur présence, selon eux, plus ancienne sur cette terre. Ils ne font pas partie des aborigènes mais des « autres groupes et nationalités de très ancienne origine »[378] car leur implantation dans les Balkans est datée du VII^{ème} siècle. Néanmoins, pour M. Koter, ils possèdent des droits inaliénables sur la terre. Les Albanais sont, au regard des Serbes, membres du groupes de *nouveaux arrivants* et de la catégorie des envahisseurs et conquérants. Ces derniers « après la libération de la nation conquise, y demeurent partiellement. Bien qu'ils vivent sur leur terre ancestrale, leurs droits sur cette terre sont quelquefois remis en question »[379]. Cette qualification des Albanais est contestable au regard de l'Histoire des Balkans. Ils sont considérés comme des étrangers car de confession musulmane. Ils sont perçus comme les descendants des Ottomans. Ce que les Serbes oublient c'est que les Albanais n'ont pas tous des ancêtres ottomans, beaucoup sont les descendants de Balkaniques convertis souvent par la force. De plus, les Albanais peuvent, eux aussi se prévaloir du statut d'autochtones par leur ascendance illyrienne. Ils se classent alors dans la sous catégorie des *aborigènes, tribus et autres groupes primaires d'origine archaïque ou*

[376] POPOVIC S., *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit, et sans armes*, Paris, petite biblio Payot, 2015, p. 257

[377] KOTER M., Classification géographique des minorités ethniques, *Espace populations sociétés*, 1994-3, p. 288-297

[378] *Ibid.*, p.294

[379] *Ibid.*

inconnue. Le lien entre les Illyriens, peuple protohistorique des Balkans, et les Albanais est établi dès 1709 par Leibnitz puis par G. Meyer. L'implantation des Albanais est ainsi plus ancienne que celle des Serbes. M. Koter n'indique pas quel est le groupe dont les droits priment dans ce cas.

Les diverses Constitutions titistes règlent le conflit au travers de l'attribution du statut de nation et de nationalité. Les Serbes sont une nation c'est-à-dire un peuple constitutif de la Yougoslavie. Le Kosovo en tant que morceau de leur République leur appartient. Tito reconnait le Kosovo comme berceau de la nation serbe. Le statut de Province autonome accordé plus tard n'y change rien. Certes, les Albanais obtiennent des droits proches de ceux d'une République notamment grâce au droit de véto mais en aucun cas, la création d'une nouvelle République n'est envisagée par le Maréchal.

Le séparatisme albanais contre l'irrédentisme serbe

De ce problème de qualification des nations en présence au Kosovo découle une autre question : celle de l'appropriation de la terre. Chacune défend une territorialité selon un mouvement opposé ne pouvant que conduire à l'affrontement. Les Albanais mènent depuis les années 1970 une politique de séparatisme au Kosovo. Ils œuvrent selon un « processus centrifuge visant à quitter l'orbite de l'Etat dans lequel une minorité nationale ne s'identifie absolument pas »[380]. Ils désirent détacher ce dernier de la République serbe afin de créer une nouvelle République constitutive. Les Serbes agissent selon un mouvement proche de l'irrédentisme. L'irrédentisme est défini par A.-L. Sanguin comme la « politique visant à rattacher à l'Etat national le territoire situé dans l'Etat voisin où des frères séparés se trouvent minoritaires »[381]. En effet, depuis la proclamation des Provinces autonomes, les Serbes considèrent le Kosovo et la Voïvodine comme des terres qui échappent toujours plus à leur autorité. L'une des premières mesures de S. Milošević est de concrétiser cet irrédentisme en supprimant les Provinces autonomes. Le 28 mars 1989, la Constitution de la République socialiste de Serbie est amandée. Dès lors, l'autonomie des deux Provinces autonomes est grandement réduite. Le 21 février 1990, le nouveau Président, élu depuis le 6 décembre 1989, proclame l'état d'urgence au Kosovo suite aux manifestations albanaises au début du mois. Les Serbes ont obtenu ce qu'ils souhaitaient, le Kosovo est revenu sous leur autorité même si c'est au moyen d'une politique législative violente.

[380] SANGUIN A.-L., *op.cit.*, p. 61
[381] *Ibid.*

Le rapport des Serbes au Kosovo et plus généralement à leur terre est à l'image du nationalisme exacerbé des années 1990. Cette relation passe, d'abord, par le constat d'une communauté culturelle serbe dans des terres limitrophes au Royaume à la fin du 19ème siècle, puis par une politique de conquêtes territoriales au début du 20ème siècle pour finir en un appel au nettoyage ethnique après 1990.

S. Milošević n'utilise pas le Kosovo seulement dans le cadre du projet Grand-serbe, il l'instrumentalise à des fins de politique personnelle. Ce lien de sang avec cette terre est un moyen à sa disposition pour souder les Serbes autour de sa personne, présentée comme la gardienne du *volk* et de l'intégrité territoriale. Cette stratégie fonctionne jusqu'en 2000. Cette année là, même l'appel au Kosovo n'est pas suffisant pour sauver le Président, ses abus de pouvoir et son refus de reconnaitre sa défaite électorale sont trop graves. L'épouvantail kosovar n'y changera rien.

En Biélorussie, le rapport à la terre et la question des frontières n'a aucun écho émotionnel. Cette nation n'a jamais participé au bornage de son Etat, ni engagé de luttes pour l'étendre.

B. Les frontières biélorussiennes : des décisions des puissances voisines

Il est difficile d'aborder le sujet des frontières dans le cadre de la Biélorussie. Traditionnellement en Europe, les Etats sont bornés par des obstacles naturels. Au moins deux font exception : la Belgique et la Biélorussie. Cette dernière fait encore plus figure d'exception car contrairement à la première elle n'a pas d'accès à la mer. La Biélorussie est totalement enclavée, cernée par la Lettonie, la Russie, l'Ukraine, la Pologne et la Lituanie. C'est une vaste étendue sans fin que les grandes puissances militaires ont traversé et ravagé à de nombreuses reprises au cours de l'Histoire : « Elle n'est pas la seule en Europe orientale, à présenter un territoire quasiment plat d'est en ouest. Constituée de plaines interminables, la Biélorussie est un lieu propice au passage des armées en campagne dont aucun obstacle naturel ne vient contrarier la progression, sinon les intempéries, en particulier celles dues aux hivers rigoureux »[382].

Si la Biélorussie ne porte qu'un intérêt mineur à ses frontières c'est, en partie, pour deux raisons. D'abord parce qu'elle n'a jamais pris part au dessin de ces dernières. Elle n'a fait que se soumettre aux volontés de puissances extérieures. Ensuite, son statut de nation politique ne lui donne pas réellement l'occasion de s'interroger sur ses frontières. Elle les admet et cherche davantage à ordonner son espace intérieur en corrélation avec son idéologie. La combinaison

[382] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p.5

de ces deux facteurs explique pourquoi l'ouest de la Biélorussie, tournée vers la Pologne, n'a jamais fait preuve d'un véritable séparatisme. Elle accepte son rattachement à la Biélorussie tout en conservant un lien culturel fort avec sa voisine.

Ce sont les grandes puissances voisines, principalement la Russie et la Pologne qui, au fil des négociations de paix et des luttes armées, ont structuré et stabilisé les limites de la Biélorussie (1°). A. Loukachenka n'aborde pas ou très peu cette thématique. Contrairement à S. Milošević, aucune conquête territoriale n'apparaît dans son programme (2°).

1. La création étrangère des frontières biélorussiennes

Une seule fois dans leur histoire, les Biélorussiens se sont mobilisés pour leurs frontières : au 18ème siècle. A cette époque, la Biélorussie est intégrée au Grand-duché de Pologne et Lithuanie. Au sein de la paysannerie locale naît une très forte russophilie qui s'oppose à une noblesse très polonisée. L'apparition du zapadno-russisme crée un mouvement pour détacher la Biélorussie du Grand-duché et en faire une terre russe. Les paysans biélorussiens perçoivent leur territoire comme une enclave russe. Ils obtiennent satisfaction lors des trois partages de la Pologne en 1772, 1792 et 1795. Bien que la fusion géographique soit effective, les tensions politiques entre les paysans et les nobles demeurent jusqu'au milieu du 19ème siècle et l'apparition d'une nouvelle idéologie : le socialisme qui parvient à unir les tenants de chaque camp. La Première Guerre mondiale met un terme à l'embryon de nationalisme culturel biélorussien issu de la Révolution de 1905. Cette période aurait pu alors donner lieu à un mouvement séparatiste biélorussien par la découverte de la culture nationale indépendante de celle de la Russie et de la Pologne.

L'occupation allemande suscite malgré tout une curiosité culturelle et repousse le bolchévisme porté par le zapadno-russisme lors des Révolutions russes. La Biélorussie obtient, en 1918, pour la première fois, son indépendance. Ce n'est pas le résultat d'une lutte armée pour arracher son indépendance mais la conséquence du Traité de Brest-Litovsk. Cette situation ne dure pas longtemps. Les élites sont divisées entre les indépendantistes et les bolchéviques. Ce sont ces dernières qui sortent victorieuses grâce au soutien des paysans qui refusent un rapprochement avec la Pologne. Le Traite de Riga de 1921 stabilise pour un temps la situation en mettant fin à la guerre russo-polonaise. Les trois puissances en présence : la Russie, la Pologne et l'Ukraine décident de partager la Biélorussie selon un axe nord-sud. La partie à l'ouest revient à la Pologne, celle à l'est à la Russie.

Il faut attendre le Pacte germano-soviétique de 1939 pour une réunification de la Biélorussie. La défaite nazie anéantit les possibilités d'une Biélorussie indépendante de l'URSS. A la fin

de la Guerre, cette dernière englobe l'ensemble de la Biélorussie réunifiée qui devient une République soviétique. Son territoire est fusionné avec celui du reste de l'Union. De même l'URSS prend possession de la terre en reconstruisant et modernisant la Biélorussie, ce qu'elle n'aurait pas pu faire seule. Mais les frontières de la Biélorussie en tant que République qu'elle soit soviétique ou indépendante ne changeront plus. C'est le statut politique qui est modifié en 1991 lors de la déclaration d'indépendance. A aucun moment, les dirigeants qu'ils soient pro-russes ou indépendantistes ne remettent en cause le bornage de la nation.

2. Le questionnement du lien entre le territoire et la nation

Le cas de la Biélorussie pose la question de l'importance du territoire dans la création d'un sentiment nationaliste. Le type de nation est primordial pour comprendre cet impact. Comme l'explique G. Delannoi[383], dans une *kulturnation*, les frontières sont une question centrale mais dans la réalité elles conservent un aspect assez flou et mobile. Le projet Grand-serbe le démontre. Bien que le leitmotiv soit de reconquérir l'ancien Empire médiéval, l'ajout du critère de l'union de tous ceux qui sont de nationalité serbe dans les Balkans, rend les frontières extensibles et incertaines.

Au contraire, dans une nation politique comme la Biélorussie, le rapport au territoire et le cadre de vie de la nation n'est pas aussi exacerbé. Selon G. Delannoi, la nation politique a besoin d'un territoire administrativement cohérant et d'un centre historique et politique. La Biélorussie bénéficie de ces deux critères. L'époque soviétique a laissé un maillage administratif suffisamment fort pour rendre le territoire administrativement cohérent. D'un point de vue strictement institutionnel, sans prendre en compte le mode de fonctionnement des organes du pouvoir, la Biélorussie est un Etat moderne.

De la même manière, elle possède un centre politique et historique au travers de sa capitale Minsk. C'est justement elle qui insuffle le degré d'indépendance vis-à-vis de Moscou. Minsk est le centre névralgique de la Biélorussie : qui contrôle cette ville, contrôle le reste du territoire. A. Loukachenka a effacé la *biélorussité* de la ville dès son arrivée au pouvoir. Il lui a rendu ses atours communistes en même temps qu'il évinçait les nationalistes du BNF de l'arène politique. En refaisant de Minsk une capitale d'idéologie communiste, il fait de la Biélorussie une nation d'essence communiste. Ceci est d'autant plus aisé grâce au zapadno-russisme et au bon souvenir de l'époque soviétique. Pendant des siècles, Minsk a été sous domination étrangère, ce qui explique la soumission des Biélorussiens aux traités de paix

[383] DELANNOI G., *op.cit.*

internationaux et leur rapport très distant aux frontières. De plus, Minsk a été une des premières villes à accueillir un congrès communiste. Rapidement, la capitale se range à cette idéologie, la propageant dans le reste de la République. Le nationalisme culturel n'a jamais réellement pu prendre en Biélorussie car, Minsk n'a jamais défendu cette idéologie. Les Allemands de la Première Guerre mondiale ne sont pas parvenus jusqu'à elle et les Nazis ne sont pas restés suffisamment longtemps pour faire concurrence à la russophilie et au soviétisme.

Le type de nationalisme joue un rôle central dans le rapport entre la nation et ses frontières.

La Serbie, *kulturnation* qui s'est toujours battue pour la reconnaissance de son indépendance accorde une importance primordiale au bornage de ses terres. Elle bénéficie du flou qui entoure la délimitation d'une nation culturelle pour, dans les années 1990, développer un nationalisme de conquêtes territoriales violent. Ce dernier bute sur des nationalismes semblables chez les voisins des Serbes conduisant aux guerres de purification ethnique.

La Biélorussie, pour sa part, ne s'est jamais réellement préoccupée de ses frontières. Elle a laissé le soin à la Pologne, la Russie voire parfois à l'Allemagne de régler cette question. Une fois indépendante, cette nation politique, a accepté le bornage antérieur sans, à aucun moment, revendiquer des terres étrangères. La scission culturelle entre les pro-Polonais et les pro-Russes ne donne pas lieu à des mouvements nationalistes séparatistes. La nécessité de se sortir de la misère est plus forte que les interrogations d'appartenance territoriale.

S. Milošević et A. Loukachenka récupèrent et manipulent à leur profit ces liens entre la nation et sa terre. Ils sont un des fondements de leur politique et contribuent à modeler leur image auprès du peuple.

II- Le patriotisme : un nationalisme romantique pour imposer sa domination

Dans le langage courant, « patriotisme » et « nationalisme » sont souvent employés sans distinction. Ils ne sont, pourtant, pas synonymes. Le patriotisme se définit comme un « attachement profond et [un] dévouement à la patrie, souvent avec la volonté de la défendre militairement en cas d'attaques extérieures »[384]. Cette première définition, très basique, révèle la nuance entre le patriotisme et le nationalisme. Dans le premier cas, il n'y a aucun projet de gouvernement pour la communauté. Le patriotisme entraîne une réaction de protection et de défense, mais pas de revendications politiques. Généralement, la patrie est présentée comme le stade antérieur à la nation. Il s'agit de l'attachement des membres d'une communauté, plus large que celle du sang, à la terre de leur enfance. Contrairement à la nation qui renvoie une image plus institutionnelle, la patrie symbolise la terre des ancêtres, le retour aux sources, le folklore…

Le patriotisme est alors beaucoup moins idéologique que le nationalisme et surtout depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, il est vecteur de sentiments beaucoup moins négatifs. La nation fait peur et paraît dangereuse. La patrie est moins sectaire et plus idyllique. C'est la patrie qui a fait prendre les armes en 1918 alors que l'Europe se déchire au nom des nations en 1940. Le résultat reste, certes le même, mais les raisons qui ont conduit aux massacres entre Etats voisins sont différentes.

J. Michelet est l'un des premiers à théoriser le concept d'enracinement. La terre des ancêtres est l'arbre généalogique de la Patrie. C'est par elle que se transmettent entre les générations, les valeurs de la communauté. La terre a ceci de mystique qu'elle unit passé, présent et futur. D'où l'idée de la défendre comme se défend un héritage familial.

C'est cette notion de famille qui est au cœur des politiques de S. Milošević et d'A. Loukachenka. Ils récupèrent à leur avantage cet attachement filial à la patrie pour devenir non des défenseurs de la nation mais de la patrie synonyme de « famille ». Ils ne sont pas les chefs de leur gouvernement mais ceux de leur famille. Ils deviennent les patriarches des Serbes et des Biélorussiens.

Dans les sociétés orthodoxes, les concepts de famille et de patriarches sont centraux. Le père y est le maître absolu « le père de famille, maître tout puissant, décide traditionnellement du

[384] Dictionnaire *Larousse* en ligne

sort de sa lignée »[385]. S. Milošević et A. Loukachenka se voient comme les pères de famille tout puissants de leur nation.

Ils manipulent les rapports à la terre pour imposer leur domination. M. Weber définit la domination[386] comme « la chance de trouver des personnes déterminables prêtes à obéir à un ordre de contenu déterminé »[387]. Ainsi, ces personnes se soumettent volontairement aux ordres d'une autre sans que cette dernière ait systématiquement recours à la coercition. Une ou plusieurs qualités émanant du dominant produisent cette réaction.

Le rapport à la patrie confère un pouvoir particulier à S. Milošević et A. Loukachenka. Il peut être analysé par la typologie de la domination de M. Weber. En Serbie, S. Milošević, reconstructeur de l'Empire médiéval, exerce une domination traditionnelle (A). En Biélorussie, l'aura d'ancien directeur de sovkhoze d'A. Loukachenka, lui procure une domination charismatique (B).

A. S. Milošević : le restaurateur de l'Empire serbe

Lorsqu'il se fait connaître du grand public serbe à la fin des années 1980, S. Milošević promet de redonner aux Serbes leur grandeur passée. En faisant cette promesse depuis le Kosovo, le jour de la commémoration de la Bataille de Kosovo Poljé, il se place dans la lignée du Prince Lazar et du Roi Dušan. Les terres traditionnellement serbes vont revenir dans le giron national. De plus, tel un Karađorđević, il libérera les Serbes des oppresseurs étrangers qu'ils soient Yougoslaves ou Albanais. Le territoire devient l'argument de pouvoir du futur Président. Aucun homme politique avant lui n'avait proposé un tel programme. Les Serbes sont séduits. Pour S. Huntington[388], le territoire possède, surtout dans les *kulturnation*, une force symbolique très forte : c'est une terre sacrée sur laquelle ceux qui la possèdent ont un droit inaliénable. Les Serbes, au fil des siècles, des guerres, des traités de paix et des Constitutions, se sont vus bafoués de ce droit. S. Milošević a pour ambition de rétablir la situation.

En se proclamant comme le restaurateur de l'Empire médiéval, il impose sa domination aux Serbes. Successeur de Dušan, Lazar et Karađorđević, il jouit de ce fait de leur légitimité traditionnelle. M. Weber la définit ainsi : « croyance quotidienne en la sainteté des traditions valables de tout temps et en la légitimité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité »[389]. En

[385] DERENS J.A., GESLIN L., *op.cit.*, p.74
[386] *Herrschaft* en allemand.
[387] WEBER M., *op.cit.*
[388] HUNTINGTON S.P., *op.cit.*, p. 377
[389] WEBER M., *op cit.*

s'inscrivant dans la lignée spirituelle de ces Pères fondateurs de la nation, en reprenant à son compte leur projet d'Empire serbe, il bénéfice de l'aura de leur pouvoir de domination. Il ne peut alors qu'agir dans le respect de la tradition serbe. Cependant, la tradition est un concept suffisamment large pour qu'il ait une marge de manœuvre lui permettant une certaine souplesse dans ses actions.

L'argument du territoire met à la disposition de S. Milošević deux instruments politiques : l'imposition de sa domination (1°) et le contrôle d'un mouvement nationaliste (2°).

1. Le territoire pour obtenir la légitimité traditionnelle

L'appel au territoire est l'occasion pour S. Milošević d'acquérir une légitimité traditionnelle, de celle dont bénéfice le fils d'un roi mort. La filiation, bien qu'elle soit spirituelle dans ce cas, lui procure un champ d'action assez vaste et surtout un risque de contestation réduit. Ce risque est d'autant plus faible pour lui qu'il ne fait preuve d'aucune innovation dans son projet politique : l'indépendance et le territoire médiéval sont des thématiques séculaires chez les Serbes. Il n'a pas besoin de dessiner les frontières de l'Etat serbe, d'autres l'ont fait bien avant lui tel que V.S. Karadžić. Malgré ce recyclage non dissimulé, les Serbes lui font confiance et adhèrent à son projet. Il est vrai que la question de l'intégrité territoriale est un thétique fort, particulièrement en Serbie, et encore plus depuis la proclamation des Provinces autonomes. A.-L. Sanguin[390] revient sur ce phénomène de territorialité et sur l'importance de l'intégrité territoriale. Selon lui, la territorialité relève du domaine de la perception. C'est la façon dont les habitants ressentent les limites inviolables de leur espace vital. Cette construction mentale du territoire est le résultat de l'accumulation d'expériences historiques fortes, aboutissant à la création d'un lien affectif puissant entre un peuple et sa terre. La conséquence immédiate de la territorialité est la défense de cet espace perçu à la fois comme inviolable et acquis. De ceci découle l'idée selon laquelle, celui qui possède la terre en est le chef : le dominant qui impose son pouvoir aux « étrangers », dominés. La maîtrise de la terre conduit à la création d'un lien dominant/dominés et par extension à celle de minorités nationales.

La relation des Serbes à leur espace vital est bien formulée en ce sens, notamment avec le cas du Kosovo. S. Milošević reprend à son compte la revendication historique de cette Province pour imposer son pouvoir, et à travers lui, celui des Serbes, sur les Albanais. P.J. Geary[391] remarque l'importance de faire remonter cette possession au moins jusqu'au Moyen-âge pour prouver son droit inaliénable. Ceci permet de ne pas tenir compte des évolutions de

[390] SANGUIN A.-L., *op.cit.*, p.44s
[391] GEARY P.-J., *op.cit.*, p. 21

peuplements et faire ainsi primer le droit historique sur le droit de peuplement. C'est bien le sens du discours de S. Milošević lors de la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Il rappelle aux Serbes que ce territoire leur appartient depuis plus de six cent ans et qu'aujourd'hui, ils doivent en reprendre possession. Les Albanais comprennent le message ce jour-là. Ils seront chassés par tous les moyens de chez eux, peu importe qu'ils soient numériquement majoritaires : « Ce même 28 juin, les 1 800 000 Albanais du Kosovo restèrent cloîtrés chez eux. Les rues et les places d'ordinaire animées étaient désertes, les minarets silencieux même à l'heure de la prière. La Province renvoyait une image apocalyptique »[392]. La domination de S. Milošević et la soumission volontaire des Serbes à son pouvoir commence ici, dans cette terre historique que le nouveau leader entend bien redonner exclusivement à son peuple.

2. La revendication territoriale : le point de départ du mouvement nationaliste

Le territoire national est également un des points de départ d'un mouvement nationaliste, voire indépendantiste. Dans une nation culturelle, le territoire revêt une valeur symbolique très importante. Il pose un cadre géographique au peuple, évitant ainsi son éparpillement. Ses frontières floues ont l'avantage d'être assez flexibles pour s'adapter aux diverses conquêtes territoriales. De cette superposition naît un sentiment patriotique conduisant les membres de la communauté à défendre ces frontières et à participer aux mouvements expansionnistes.

De là, comme le remarque E. Hobsbawm, un mouvement de libération nationale peut se constituer[393]. Le territoire devient un des moteurs de l'identification du peuple à sa terre. Il est la matérialisation de ce dernier. Il donne au peuple une assise physique : tel peuple vit sur telle terre. Un gouvernement et une organisation administrative peuvent voir le jour. L'appropriation passe d'un stade sentimental à un stade institutionnel.

C'est donc bien par la révolte pour recouvrir son territoire national que S. Milošević acquière une légitimité traditionnelle qui sans cela lui aurait été refusée. Il n'a aucune filiation de haut rang et son amitié avec I. Stambolić est un frein à sa prise de pouvoir.

Dès que le Président entre en fonction, l'une de ses premières décisions politiques est de mettre fin au statut de Provinces autonomes. Il affirme ici son pouvoir sur les territoires serbes et concrétise le mouvement de libération nationale. Sa légitimité en est d'autant plus renforcée.

[392] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 73
[393] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p255s

S. Milošević suit ce raisonnement. En effet, il connait parfaitement l'attachement traditionnel des Serbes pour le Kosovo et par ricochet pour l'Empire médiéval. Il manœuvre pour rendre ce sentiment réel. Depuis la publication du Mémorandum en 1986 et la mise en scène du poste de police d'avril 1987, un embryon de révolte nationaliste ourdit chez les Serbes du Kosovo. Il ne manque qu'un véritable leader pour se faire entendre et agir de façon efficace. Jusque là le mouvement est diffus et non structuré. C'est S. Milošević qui lui offre cette possibilité de s'exprimer en prenant la tête de la revendication. Il ne prend pas les armes ni ne fait de grands discours sur la thématique de la libération du Kosovo, il encourage par touches discrètes ses co-nationaux, à agir pour reprendre le pouvoir sur leur terre. Certes, les circonstances historiques jouent en sa faveur : la déliquescence du titisme, l'anniversaire de la Bataille de légende… sont autant d'aléas propices à l'explosion nationaliste. Grâce à l'intervention de S. Milošević, le vent nationaliste obtient une structure et se trouve un porte-parole. Il n'est plus le fait de quelques personnes qui œuvrent dans l'ombre. En prenant le Kosovo, et plus largement, le territoire comme point de départ de la revendication, les nationalistes savent qu'ils pourront s'attirer les faveurs de la population.

En faisant appel aux sentiments des Serbes envers leur territoire, en se présentant comme celui qui leur redonnera leur terre et les libérera des oppresseurs, S. Milošević s'inscrit dans une filiation spirituelle avec les Grands Hommes de la nation que sont Dušan, Lazar ou Karađorđević. Il obtient une soumission volontaire et pleine d'espoir du peuple qui voit en lui celui qui lui permettra de retrouver sa dignité et sa fierté Ils sont redevenus de vrais patriotes, prêts à reconquérir leur espace vital suivant leur chef traditionnel.

Cette stratégie politique fonctionne en Serbie car elle est une *kulturnation*. Elle serait inefficace en Biélorussie. Le patriotisme confère à A. Loukachenka une autre sorte de légitimité.

B. A. Loukachenka : le directeur du sovkhoze biélorussien

Tout comme S. Milošević, A. Loukachenka profite du concours de circonstances qu'est la chute du monde communiste pour prendre le pouvoir. Il n'est pas certain qu'à une autre époque, il ait obtenu autant de succès. S'il parvient à se hisser au plus haut poste de la Biélorussie c'est grâce à son programme politique, en apparence plus simple, que celui de ses adversaires. A. Loukachenka promet de rétablir le niveau de vie par une politique de *re-communisation*. De cette clarté, il tire un pouvoir charismatique selon la typologie de M. Weber c'est-à-dire une « soumission extraordinaire au caractère sacré, à la vertu héroïque ou à la valeur exemplaire d'une personne, ou encore [*émanant*] d'ordres révélés ou émis par celle-

ci »[394]. Ce type de domination est celui de personnes qui trouvent une solution en temps de crise et de confusion sociétale. Seul capable de trouver une solution aux problèmes qui traversent la nation, est désormais auréolé de cette image de sauveur. Pourtant, sa biographie ne laissait pas présager un tel destin. Si l'origine de cette domination charismatique est dans le fait qu'il a, momentanément étouffé la crise postindépendance, il maintient ce statut particulier, en partie, grâce au patriotisme.

La question de l'espace vital de la Biélorussie ne se pose pas à l'heure de l'indépendance. Il n'en demeure pas moins qu'A. Loukachenka tire une partie de son pouvoir du rapport à la terre. La Biélorussie est une nation de paysans, le futur Président est l'ancien directeur du sovkhoze de Gorodets. C'est cette importance du monde agricole qui procure au Président sa légitimité charismatique et lui permet de s'octroyer le soutien de la campagne. La manipulation de l'agriculture se découpe en deux volets. D'abord, il s'en sert pour imposer sa domination personnelle et exclusive (1°). Ensuite, elle est un moyen efficace de cohésion nationale (2°).

1. La main mise sur le monde agricole

Le premier avantage qu'A. Loukachenka retire de sa mainmise sur l'agriculture est la possibilité d'exercer son autorité sur un domaine vital de la société. De façon anecdotique, il cherche parfois à se faire passer pour un Dieu de la météo et des récoltes. Ainsi en 1996, lors d'une réunion au sujet des récoltes à venir, il n'hésite pas à répliquer à un directeur régional qui se plaint du temps « Tu t'es plaint trois fois de la sécheresse. Je t'ai apporté la pluie »[395]. Le monde agricole lui permet cependant, de se forger une image valorisante auprès de la population. Il n'a de cesse de se faire photographier, tel un B. Mussolini, exécutant divers travaux agricoles. Il rappelle ainsi au peuple qu'il est le seul à pouvoir comprendre et anticiper ses besoins et désirs, car il est comme eux.

Rétablir les kolkhozes

Plus rationnellement, il tient le monde de la campagne, par le maintien du système des kolkhozes. Ici se trouve sûrement la meilleure illustration de son ambition de bâtir un système d'inspiration communiste. Il ne tire aucune leçon du passé et semble occulter la paupérisation des ouvriers kolkhoziens organisée par l'Etat, ainsi que les risques de famines. Le maintien du système est avant tout un moyen de diffuser la politique étatique. A.

[394] WEBER M., *op.cit.*
[395] KARBALEVITCH V., *op.cit.,* p.130

Loukachenka est parfaitement au courant que les kolkhozes et les sovkhozes emploient près de la moitié de la population active biélorussienne. Par leur système administratif efficace et leur dévotion à l'Etat, ils sont indispensables pour soumettre la masse.

Les datchas au secours de l'économie

Pourtant, c'est également grâce à la campagne que certains Biélorussiens parviennent à s'extraire du pouvoir tentaculaire du Président. Ils cultivent la terre de leur datcha[396]. A l'origine, au 17ème siècle la datcha est une terre accordée par un souverain à une famille pour la remercier de services rendus. A partir du 19ème siècle, la haute bourgeoisie commence à acquérir des datchas. Avec la Révolution d'Octobre, c'est au tour des hauts membres de la nomenklatura de succomber au phénomène. Ce n'est qu'à la période soviétique que le terme change de définition. Une datcha peut être désormais soit la location d'une isba par un citadin le temps des vacances, soit des parcelles de terre que le pouvoir distribue à ces derniers en vue de faire du jardinage. D'abord réticents au système de la datcha qui démontre les limites de la planification, les gouvernements soviétiques n'ont pas d'autre choix que de le tolérer. En effet, la datcha est l'une des preuves que les politiques ne sont pas capables d'anticiper tous les besoins de la population. Pour éviter des famines meurtrières, ils ne peuvent pas faire autrement que d'accepter la culture privée de fruits et de légumes par les citadins. A. Loukachenka rencontre les mêmes problèmes que ses prédécesseurs soviétiques. Les rendements agricoles des kolkhozes ne sont pas suffisants pour subvenir aux besoins de l'ensemble des citadins biélorussiens, il ne peut faire autrement que d'accepter la persistance des datchas. D'autant plus que la datcha est devenue aujourd'hui une tradition bien ancrée dans la culture postsoviétique. L'interdire serait un risque trop important pour son pouvoir : « La datcha est ainsi devenue omniprésente dans la vie soviétique et postsoviétique. Objet de discussions incessantes, thème de nombreuses émissions télévisées, de rubriques particulières dans les journaux et les magazines et de la littérature contemporaine, le phénomène des datchas est même pris en compte par les autorités lorsqu'elles fixent la date des élections et certaines entreprises doivent prévoir une baisse de la production au moment des récoltes des potagers »[397].

[396] HERVOUET R., *Datcha blues, Existences ordinaires et dictature en Biélorussie*, Paris, Aux lieux d'être, 2007
[397] *Ibid.,* p.25

2. Le monde agricole pour créer une cohésion nationale

La campagne est aussi un instrument de cohésion nationale au service d'A. Loukachenka. Le sentiment d'appartenance peut être qualifié dans certaines circonstances d'artificiel. Cependant, le Président tente de le créer en faisant participer l'ensemble ou une majeure partie de la population aux récoltes, dans le but de l' unir autour d'un objectif commun. Nous retrouvons la même stratégie de massification qu'avec le nationalisme sportif. Il nomme ceci le « combat national pour la récolte »[398]. Ainsi, tous les ans, il organise des vidéoconférences, retransmises dans tous les médias, avec des responsables politiques et agricoles, pour appeler les Biélorussiens à se mobiliser pour les semailles et les moissons. Il use de l'argument de « sécurité nationale »[399] : si la récolte n'est pas bonne, il faudra acheter des céréales à l'étranger. Ceci coûte très cher et met la Biélorussie à la merci des puissances internationales. Lors des moissons, se sont les étudiants qui sont réquisitionnés. Conformément à la pratique soviétique, la rentrée universitaire de septembre est retardée afin que les étudiants puissent participer, bénévolement, aux récoltes.

Pourtant, malgré toute cette mobilisation, forcée, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances. Mais A. Loukachenka ne peut pas perdre la face devant la population. Selon lui, si la Biélorussie subit de tels échecs, ce n'est pas à cause du système, ou de la population, mais des responsables du monde agricole et des entreprises d'Etat. Comme à l'époque soviétique, ces derniers sont traduits en Justice et souvent condamnés.

A. Loukachenka a fait de la campagne et de l'agriculture un des principaux leviers de son pouvoir. A l'instar du sport, elles sont un moyen de soumission non coercitif, bien que souvent forcé. Les Biélorussiens acceptent son combat national pour la récolte car il jouit d'une certaine expérience en tant qu'ancien directeur de sovkhoze. En maintenant ce système, en tolérant les datchas et punissant les responsables des mauvaises récoltes, il donne l'impression de trouver des solutions pour sortir de la crise postindépendance. Il tire de ceci son pouvoir charismatique. Les Biélorussiens laissent le bénéfice du doute à cette solution car elle semblait fonctionner sous l'URSS.

Le rapport à la terre est présent tant en Serbie qu'en Biélorussie, mais, il ne se présente pas de la même façon et n'a pas la même intensité dans les deux nations. Cependant, dans les deux cas, il donne le statut de « chef nationaliste » à chacun des Présidents et légitime leur pouvoir.

[398] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p273
[399] *Ibid.*

La *kulturnation* serbe entretient un rapport très intime avec son espace vital. S. Milošević se sert de cet argument pour séduire les Serbes et s'imposer comme chef naturel de la défense de la nation. Il s'octroie l'image de grand homme de la nation bénéficiant d'une légitimité traditionnelle le mettant dans la lignée des libérateurs et des défenseurs de la Serbie.

En Biélorussie où le rapport à la terre n'est pas aussi fort. A. Loukachenka ne peut pas se prévaloir d'un nationalisme de type III^{ème} République. Il recycle l'image de l'homme du peuple, de l'agriculteur. Il tire sa légitimité charismatique, du moins au début de sa carrière, de sa capacité à trouver des solutions simples pour sortir du flou et de la perte de repères que cause la chute de l'URSS.

Ainsi, la terre peut-être nécessaire pour matérialiser la nation, la réifier et structurer le mouvement nationaliste. Elle permet également au leader post-transition politique de se forger tant une image qu'une légitimité conforment au type de nationalisme.

Si la terre influe sur le nationalisme, sur la légitimité du pouvoir nationaliste ; le nationalisme influe lui aussi sur la terre. La nation imprime son identité sur son espace vital et marque son territoire selon le type de nationalisme.

Section II. Le marquage du territoire par le nationalisme

Si le rapport au territoire est un vecteur de diffusion du sentiment national au sein de la communauté, il est également un moyen d'affirmer son emprise sur lui aux yeux du reste du monde.

En effet, le territoire est un instrument de réification de la nation. Il lui donne une assise matérielle. Il la fait passer d'un sentiment à une entité réelle.

En droit, le territoire est l'une des trois composantes essentielles à la reconnaissance d'un Etat : « espèce particulière de société politique résultant de la fixation sur un territoire déterminé d'une collectivité humaine relativement homogène régie par un pouvoir institutionnalisé comportant le monopole de la contrainte organisée »[400]. Ainsi lorsqu'un peuple, devenu nation, souhaite obtenir son indépendance, il revendique un territoire. Une guerre d'indépendance est avant tout une guerre territoriale. Cependant, G. Delannoi rappelle que, bien que le territoire soit l'un des éléments les plus symboliques de la nation, l'identification d'un peuple à un territoire ne conduit pas nécessairement à la création d'une

[400] GUINCHARD S, MONTAGNIER G. (dir.), o*p.cit.*, p. 273

nation et par extension d'un Etat[401]. Il cite la conclusion faite par Thémistocle à propos de l'antique Athènes : « Athènes se trouvait […] là où les citoyens étaient en mesure de se réunir et non pas sur un territoire donné »[402]. Cette nécessité du territoire apparaît donc secondaire pour une nation politique alors qu'elle est primordiale pour une *kulturnation*. D'ailleurs, l'Abbé Sieyès souligne que la frontière est une limite à l'application du contrat social.

Pourtant le sentiment de propriété devient plus fort et s'étend aux nations. Elles sont rapidement guidées par la logique que J.-J. Rousseau décrit : « Le premier qui, ayant enclos un terrain, s'avisa de dire, ceci est à moi, et trouva des gens assez simples pour le croire, fut le vrai fondateur de la société civile […] cette idée de propriété, dépendant de beaucoup d'idées antérieures […] ne se forma pas tout d'un coup dans l'esprit humain »[403]. La *kulturnation* prend l'ascendant sur la nation politique à une époque de conquêtes du monde. La possession territoriale est un symbole de force et de reconnaissance.

Posséder un territoire n'est pas seulement nécessaire pour affirmer sa réalité au reste du monde, c'est également un enjeu de politique interne. Rares sont les régions du monde mono-ethniques. Les mouvements de population ont promu les brassages culturels. Toutefois, le repli national, surtout en temps de crise, conduit au cloisonnement des communautés qui, jusque là, vivaient ensemble. Etre le maître du territoire signifie alors être le maître de la totalité des différentes communautés résidant sur celui-ci. La maîtrise du territoire joue un rôle fondamental dans la définition des liens de domination entre les communautés et particulièrement dans la qualification de minorité nationale.

Toutes ces réflexions sur l'enjeu du territoire réapparaissent dans les années 1990 dans les PECO. Libérés de la domination du monde communiste, les nouveaux Etats, se voulant des Etats-nations, se demandent comment se réapproprier leurs terres. La gestion administrative de celle-ci est fondamentale pour éviter de sombrer dans le chaos et que de petits chefs locaux prennent le pouvoir. Mais le territoire se transforme en média nationaliste. La Serbie et la Biélorussie réagissent de façon différente à cette situation. Leur type de nationalisme explique partiellement leur rapport au territoire. La première ethnoculturelle entretient un rapport intime avec lui. Le défendre est une question d'honneur, une question vitale pour la survie de la nation. C'est l'une des sources du projet Grand-serbe mené par S. Milošević et ses compères nationalistes. Au contraire, la Biélorussie, nation politique, ne porte que peu d'intérêt à son territoire. Elle accepte comme tout au long de son Histoire les frontières

[401] DELANNOI G., *op.cit.*, p.21
[402] *Ibid.*, p. 68.
[403] ROUSSEAU J.J., *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, *in* Rousseau, *Œuvres complètes*, Genève, La Pléiade, p. 164

imposées par d'autres, plus puissants. Néanmoins, elle rejoint la Serbie sur la nécessité de défendre sa terre en expurgeant sa culture de toute influence étrangère contraire au nationalisme officiel.

Nous étudierons ce marquage du territoire national sous deux angles. D'abord sous celui de la géographie par lequel nous verrons comment une terre, au sens premier du terme, influe sur les relations avec les voisins (I). Ensuite, nous étudierons comment ce même territoire est nationalisé par la communauté pour en faire son symbole exclusif (II).

I. L'impact de la géographie dans les rapports avec les voisins

A.-L. Sanguin explique l'importance de la taille d'un Etat et de sa situation géographique et géologique[404]. La taille d'un Etat ne présage pas de sa force politique. D'autres paramètres, tels que son poids démographique ou son niveau de développement technologique doivent être pris en considération.

De même, la localisation de cet Etat est déterminante. A.-L. Sanguin distingue entre la « position absolue »[405] de l'Etat, c'est-à-dire sa situation dans une zone climatique, et sa « position relative »[406] : son insertion au sein d'un groupe d'Etats. Ce dernier point, très intéressant pour nos recherches, est une reprise des conclusions J. Gottmann et de Strabon qui écrivait que « dans toute étude de géographie, nous devons non seulement nous enquérir de la taille et de la forme des pays mais aussi de leur position par rapport aux autres »[407]. La Serbie et la Biélorussie sont deux nations entourées de nombreux voisins plus ou moins puissants. Pour assurer leur survie, elles doivent gérer des relations tantôt de bon voisinage, tantôt conflictuelles avec eux. La forme de nationalisme explique, en partie, l'état de ces relations.

Enfin, la richesse du sol est essentielle dans l'influence, au moins locale, de l'Etat. Si l'Etat est suffisamment doté, il peut alors commercer et surtout être auto-suffisant. Cependant, un sol riche n'est pas toujours gageur de force internationale et de prospérité nationale. Encore faut-il que le gouvernement soit capable d'exploiter et de valoriser ces richesses.

A.-L. Sanguin s'attarde brièvement sur le cas particulier des petits Etats[408], parmi lesquels il est possible de ranger la Serbie et la Biélorussie. Il souligne tout d'abord qu'ils sont

[404] SANGUIN A.-L., *op.cit.*
[405] *Ibid.*, p. 26
[406] *Ibid.*, p.26
[407] Voir STRABON, *La géographie*
[408] Ces « petits Etats » ne doivent pas être confondus avec les « petites nations » de M. Hroch. Ici, seulement la superficie entre en compte pour qualifier la Serbie et la Biélorussie de « petits Etats ».

confrontés au problème majeur de la limitation des ressources ce qui implique le risque d'une forte émigration. En effet, un Etat de surface restreinte aura toujours plus de difficultés qu'un grand Etat à satisfaire à l'ensemble des besoins de sa population. Cette dernière n'a alors pas d'autres choix pour sortir de la misère que de s'exiler à l'étranger. Toutefois, l'Etat natal n'est pas toujours perdant suite à une vague d'émigration massive. La solidarité de la diaspora est généralement une source de revenus non négligeable. A.-L. Sanguin dégage une solution pour que les petits Etats tirent partie de leur faible superficie. Si celle-ci joue contre eux en termes de développement agricole et industriel, nombreux se spécialisent dans des activités lucratives du secteur tertiaire, conversion en paradis fiscaux ou dans le commerce d'objets de collection[409]. Ces activités ne demandent pas des installations gigantesques et sont garantes d'entrées de devises.

Il conclut par une constatation cruciale pour notre sujet : les petits Etats sont vecteurs d'une plus forte cohésion nationale et politique. Les intermédiaires entre le pouvoir et les masses sont limités. De même, le risque de mouvements sécessionnistes est moindre. Un petit Etat renvoie le sentiment d'une communauté quasiment familiale.

La Serbie et la Biélorussie sont deux petits Etats dans une situation géographique assez défavorable pour jouer un véritable rôle international. Pour sa part, la Serbie se concentre davantage sur son statut de puissance locale. A l'heure du réveil nationaliste, elles doivent trouver une solution pour exister et ne pas se faire absorber par leurs voisins. La forme de leur nationalisme les guide dans cette recherche pour palier ce handicap géographique.

Ainsi, la géographie et le nationalisme s'auto-influent dans l'établissement des relations avec les voisins. Le nationalisme culturel combiné à la faiblesse géographique conduit à des relations conflictuelles, là où le nationalisme politique, dans la même situation propose des relations plus apaisées.

La Serbie et la Biélorussie partagent au moins deux points communs géographiques. D'abord, elles sont toutes les deux des Etats enclavés. Entourées par des voisins plus ou moins puissants, le type de nationalisme contribue à expliquer leurs relations avec ces derniers (A). Ensuite, aucune des deux ne parvient à vivre de ses ressources naturelles. Chacune pour des raisons différentes, elles sont alors en situation de dépendance pour subvenir à l'ensemble de leurs besoins (B).

[409] SANGUIN A.-L., *op.cit.*, p.19

A. L'influence de la situation d'enclave

L'enclave est définie comme la « situation d'un terrain entouré par des terres appartenant à d'autres propriétaires et n'ayant pas d'accès à la voie publique »[410]. Par analogie, cette définition s'applique à un Etat. Ainsi un Etat enclavé est une terre indépendante, entourée par des voisins, eux aussi indépendants, et qui n'a pas d'accès à la mer. Dans ce cas, l'enclave fait appel à la situation absolue de la nation selon A.-L. Sanguin.

La Serbie et la Biélorussie sont dans cette position géographique. Ce sont deux nations vivant sur un territoire entouré par des voisins plus ou moins puissants, ayant peu ou pas de frontières naturelles et aucun accès au front maritime.

Ceci rend leur position relative assez compliquée. Elles sont toutes les deux en situation de faiblesse vis-à-vis de leurs voisins et ne peuvent pas entreprendre d'activités commerciales sans demander une autorisation d'accès à la façade maritime.

Cette situation géographique influe sur le nationalisme et inversement. La nation forge son sentiment national à partir de cette difficulté géographique qui elle-même est défendue par ce sentiment. Cependant, Serbie et Biélorussie ne réagissent pas de la même façon à cette faiblesse géographique. La situation d'enclave ne produit pas les mêmes effets sur la création du sentiment et du mouvement nationaux. La Serbie fait de cette contrainte matérielle une base de son nationalisme violent (1°) alors qu'en Biélorussie, elle contribue à l'échec d'un sentiment national revendicatif (2°).

1. Serbie : l'enclave comme promoteur du sentiment national

Le territoire est un élément fondamental du nationalisme serbe. Toutes les grandes figures nationales n'ont de cesse de se référer à la terre pour s'attacher le soutien de la masse. L'idée est de reconstruire l'Empire moyenâgeux, celui qui a fait des Serbes les maîtres absolus des Balkans. L'appel au souvenir de l'Empire de Dušan, perdu par Lazar, légitime les conquêtes territoriales. Le revers de cette obsession de la résurrection de l'Empire, est la crainte de l'asservissement par les voisins, notamment Croates. Les deux peuples se sont développés dans deux aires politiques et religieuses très différentes et se méfient l'un de l'autre. Tous les deux se considèrent comme les leaders de la région.

L'enclave combinée au nationalisme culturel produit un sentiment de défense et de méfiance envers les voisins. Pour réduire son handicap issu de sa position absolue, la Serbie essaie de se dégager une position relative favorable. C'est dans cette optique que S. Milošević et les

[410] Dictionnaire en ligne *cnrtl.fr*

nationalistes des années 1990 entreprennent les conquêtes territoriales en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Ils veulent faire de leur nation la maîtresse incontestée des Balkans en rappelant son rôle historique. C'est elle qui a lutté contre l'envahisseur ottoman et qui a réussi la première à arracher son indépendance.

Le Traité de Saint Germain : le refus définitif d'un accès à la mer

Jusqu'à la fin des années 1910, les frontières religieuses, imposées par les grands Empires multiethniques parviennent à contenir les haines nationales entre les peuples. Ni les Serbes ni les Croates n'ont les moyens matériels, humains ni diplomatiques pour s'attaquer sans déclencher une guerre qui les dépasserait. La Serbie, bien qu'indépendante, ne peut pas entrer en guerre contre l'Empire austro-hongrois. C'est finalement, le Traité de Saint Germain, signé le 10 septembre 1919, qui déclenche les hostilités nationales et réveille une volonté de défense des terres de la nation.

Ce Traité a un double impact sur les Serbes. Un premier positif : bien qu'il crée le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, il accorde en réalité la majeure partie des pouvoirs aux premiers en récompense de son engagement dans la Première Guerre mondiale. Les Serbes sont dans le camp des vainqueurs. Ils ne tardent d'ailleurs pas à s'emparer de l'ensemble des pouvoirs et imposer une dictature cachée sous le nom du Royaume de Yougoslavie. Le deuxième impact est négatif. Les Serbes se sentent lésés par le Traité de Saint-Germain. Il reconnaît l'existence du Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes mais il détermine également les frontières de chaque nation à l'intérieur du Royaume. Les Serbes n'obtiennent pas d'accès à la mer, alors qu'ils le revendiquent depuis des décennies. Une immense frustration éclot chez eux. Comment les leaders des Slaves du Sud peuvent-ils ne pas avoir accès à la mer alors que les Croates et les Slovènes, anciens peuples de l'Empire austro-hongrois ne sont pas privés de ce privilège ? En 1941, S. Moljević reproche aux Serbes de 1918 de s'être soumis aux décisions des nations occidentales. L'accès à la mer était l'un des principaux objectifs de cette fin de guerre : « L'erreur fondamentale, dans notre organisation étatique, a été qu'en 1918 n'ont pas été imposées les frontières de la Serbie. […] Ces frontières aujourd'hui doivent être imposées, et elles doivent englober tout le territoire ethnique sur lequel vivent des Serbes, avec des sorties libres sur la mer, pour toutes les régions qui sont à portée de la mer »[411]. Pourtant ni la Deuxième Guerre mondiale ni les

[411] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p.209

guerres des années 1990 n'offriront à la Serbie cette porte sur la mer. Elle demeure une nation enclavée.

La *kulturnation* au secours de la position absolue

La Serbie doit alors accepter sa position absolue et la compenser par sa position relative. Elle ne doit pas laisser cette situation géographique défavorable l'empêcher de tenir son rôle de leader des Balkans. Les nationalistes agitent la *kulturnation* pour fortifier la défense nationale en lieu et place des défenses naturelles. Si la nation ne peut pas tirer profit de son enclavement géographique pour survivre, c'est la force de sa culture qui sert de rempart mais aussi de légitimation aux conquêtes. Les seules véritables frontières de la Serbie sont celles qu'elle partage avec le Monténégro, elles ne sont pas réellement utiles en raison des liens très forts entre les deux nations. De même, hormis autour de la région de Sarajevo, aucune barrière naturelle ne délimite les frontières de la Republika Srpska du reste de la Serbie, ce sont des limites administratives qui séparent les Serbes. Leur culture et la peur de leur extermination par les Croates et les Bosniaques transcendent ces formalités humaines pour les unir à la nation d'origine. Les distinctions culturelles, religieuses, historiques remplacent l'absence de frontières et tendent à faire tomber l'union issue du titisme.

Le génocide : une analyse géographique

Rapidement, cette méfiance envers les voisins se transforme en haine. En plus de vouloir se libérer de l'enclave territoriale, les Serbes veulent se libérer du poids de non-Serbes. Ces ennemis de la nation qui vivent sur leur territoire et qui prennent la place des nationaux. Le génocide ethnique peut s'analyser par le biais de la situation géographique. S. Moljević explique que, selon lui, la force d'un Etat réside avant tout dans le fait qu'un peuple « soit prêt à se sacrifier et tout ce qu'il possède, pour l'Etat et sa liberté »[412]. Il faut alors créer un peuple composé uniquement de membres convaincus par la supériorité de la cause nationale. Y intégrer des non-nationaux, affaiblit la force et la cohésion de la nation. L'élimination de ces ennemis internes devient une obsession pour la survie de la nation serbe : « l'objectif n'était pas la pureté de la race mais l'homogénéité du peuplement d'un territoire. Il correspondait à la volonté d'éloigner ceux dont la présence constituait un obstacle à la création d'Etats nationaux ou une menace pour la sécurité du groupe ethnique »[413]. Cette dernière affirmation est à nuancer, car les milices serbes ont recours au viol comme arme de guerre, afin de

[412] *Ibid.* p. 208
[413] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 284

purifier les Bosniaques : « Le viol systématique des femmes […] vise dans certains cas, par la conception forcée, à la transmission à l'enfant d'une identité ethnique nouvelle »[414].

2. Biélorussie : l'enclave comme éléments d'échec du nationalisme

La Biélorussie est entourée par cinq voisins dont au moins quatre d'entre eux sont ou ont été de grandes puissances militaires et économiques. Elle partage sa frontière nord avec la Lettonie, à l'est avec la Russie, au sud l'Ukraine, à l'ouest la Pologne et au nord-ouest la Lituanie. Si la première n'a que peu d'influence dans l'Histoire de la Biélorussie, les quatre autres en sont des acteurs majeurs.

Sa position absolue est identique à celle de la Serbie, pourtant, elle en diffère dans sa position relative et par déduction dans la formation du mouvement nationaliste.

La Biélorussie n'a jamais eu l'occasion de revendiquer des frontières historiques en raison de son inexistence physique et indépendante avant le début des années 1990. Et même à cette époque, alors que dans les Balkans s'amorcent des guerres de conquêtes territoriales, la Biélorussie, elle, accepte l'ancien tracé des frontières auquel elle n'a pas participé. Par exemple, les frontières nord, est et sud sont celles imposées par le Grand-duché en 1772. La question se pose pour les limites avec la Pologne et la Lituanie. Dans cette région les zones d'influences de la Pologne et de la Russie sont floues et conflictuelles. Aucun critère culturel tel que la langue, l'histoire ou la religion n'est assez fort pour dessiner les frontières. Elles sont alors décidées de façon arbitraire après la Deuxième Guerre mondiale. La frontière entre d'une part la Pologne et d'autre part la Lituanie et la Biélorussie marque les limites du zapadno-russisme au sein de l'URSS.

Cette position absolue donne lieu à deux interprétations de la position relative de la Biélorussie dans la région expliquant ainsi son nationalisme.

L'enclave obstacle au mouvement nationaliste

La première est que cet enclavement, combiné à sa tradition de soumission à un voisin plus puissant, empêche la création d'un véritable mouvement nationaliste. En effet, contrairement à la Serbie, la Biélorussie n'a aucun Age d'or indépendant auquel elle souhaite redonner vie. La seule période qui correspond à cette idée serait l'époque soviétique. Durant ces années, la Biélorussie est prospère et dynamique, elle ne connait pas le chômage. Sa relation très forte avec la République russe lui permet d'ailleurs d'être un acteur international, car elle

[414] Extrait de l'acte d'accusation contre R. Karadzic et R. Mladic devant le TPIY, 11 juillet 1996, *in* MATTON S., *op.cit.*, p.148

accompagne la Russie à l'ONU. Toutefois, la Biélorussie n'existe alors pas de façon indépendante, elle est un membre de l'URSS. Elle reste le bastion le plus à l'ouest soumis au soviétisme comme nouveau zapadno-russisme. De plus, le bien-être et le confort de cette époque sont relativement artificiels. Ils ne sont possibles que parce que l'URSS en a décidé ainsi pour ne pas perdre son précieux voisin et allié géographique. La position relative favorable de la Biélorussie entre 1945 et 1991 n'est pas un choix propre à la République socialiste de la Biélorussie mais une stratégie politique du gouvernement soviétique dans le but de faire rempart aux velléités indépendantistes venant de Pologne.

De même, le travail de propagande anti-Grand-duché réalisé d'abord par l'Empire russe puis par l'URSS empêche la formation d'un nationalisme culturel en Biélorussie. L'ouverture et l'attirance envers l'orthodoxie et le socialisme moscovites ne conduisent pas à la défense d'un particularisme culturel comme en Serbie. En Biélorussie, la position d'enclave favorise le développement de la soumission d'abord à la Pologne-Lithanie et ensuite et surtout à la Russie. V. Karbalevitch voit dans la combinaison de ces deux éléments que sont l'enclave et l'attitude de soumission, l'explication du manque de conscience nationale en Biélorussie : « Ce petit peuple, du fait de son manque de frontières naturelles, a toujours eu du mal à s'inscrire en tant que nation sur les cartes. Il s'est vu soumis, pour son bonheur aussi bien que pour son malheur, aux luttes d'influence que se livraient Polonais, Lituaniens et Russes dans la zone où il vivait. Il s'est assimilé aux uns et aux autres se forgeant ainsi une mentalité ou une attitude moyenne »[415].

Cette première analyse éclaire sur l'impossible prise d'un mouvement nationaliste culturel en Biélorussie et sur les échecs du BNF. Les positions absolue et relative de la Biélorussie ne la poussent à se forger une identité culturelle propre suffisamment puissante pour unir sa communauté et se sortir de sa situation de soumission à la Russie.

L'enclave : un atout pour un nationalisme original

Une deuxième analyse de ces facteurs prouve que la situation d'enclave de la Biélorussie lui a permis de donner naissance à un nationalisme personnel, différent de ceux de la région : un nationalisme politique subsumant toutes les faiblesses du nationalisme culturel. V. Karbalevitch semble voir en cette « attitude moyenne » des Biélorussiens une faiblesse. Pourtant, cette capacité à assimiler et à accepter toutes les cultures n'est-elle pas au contraire une force et la base d'une identité nationale originale ? L'auteur en arrive à cette conclusion à

[415] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 9-10

la page suivante. La Biélorussie ne possède certes pas de nationalisme culturel mais dans les années 1990 elle est secouée elle aussi par un mouvement nationaliste. Il n'est pas du même genre que celui de ses voisins mais il est réel : « Ainsi, la spécificité de la Biélorussie réside probablement dans un sens de la coexistence qui émerge entre des visions antagonistes du monde et il en résulte une ouverture et une sensibilité particulières, nées de l'expérience des tiraillements entre l'Est et l'Ouest qu'elle a pu subir »[416].

La situation d'enclave ouverte aux passages des armées voisines et à l'établissement de leur autorité sur cette terre fait de la Biélorussie un condensateur de toutes ces cultures différentes. Elle les absorbe pour en créer une nouvelle totalement inédite : « Une confrontation de deux visions du monde se perpétue dans les esprits, l'une dans laquelle l'individu trouve ses références au dessus de l'Etat et de la nation, l'autre dans laquelle autorité étatique et autorité religieuse se confondent en pratique et ostracisent tout ce qui ne se reconnaît pas en elles »[417]. Ceci est bien une description du nationalisme politique de la Biélorussie. Un nationalisme qui a hérité de la tolérance du Grand-duché et du socialisme de l'URSS. La combinaison de ces deux grandes idées fait que l'enclave ne met plus la Biélorussie en situation de faiblesse par rapport à ses voisins, mais au contraire, concilie leurs différences qui sont d'apparences si antagonistes. Le nationalisme politique de la Biélorussie est une sorte d'ironie de l'Histoire, il démontre que la Pologne et la Russie ne sont pas nécessairement des rivales. Lorsque leurs ambitions militaires et politiques sont mises de côté, il est possible de la combiner pour créer une identité nationale originale.

Le nationalisme politique de la Biélorussie explique pourquoi les transitions politiques des années 1990 se sont déroulées sans effusion de sang et n'ont pas entraîné de conquêtes territoriales. Pourtant, si la Biélorussie, nation politique ouverte et accueillant tous ceux qui partagent ses principes a su transformer sa position absolue faible, elle n'a pas réussi le même exploit avec sa position relative.

La non-exploitation de la position relative

La Biélorussie est certes enclavée, mais elle se situe sur un nœud culturel et commercial entre l'est et l'ouest. La Biélorussie aurait dû tirer partie de cette position des plus favorables pour devenir un acteur majeur de la région à l'heure de l'ouverture vers l'Ouest. Son absence de relief qui a si souvent favorisé le passage des armées, aurait pu être mise au service du transit de marchandises entre les deux anciens blocs. De même, en faisant cohabiter deux cultures

[416] *Ibid.,* p.11
[417] *Ibid.,* p.9

sur une même terre, elle aurait pu favoriser le rapprochement entre l'Europe et l'ex-URSS. Elle n'y est pas parvenue et sa position relative est très faible. La Biélorussie n'existe pas ni au plan local ni mondial. L'une des principales raisons de cet échec est le nationalisme politique tel que proposé par A. Loukachenka. Avec lui, la tolérance et l'ouverture ne sont plus de mise. Au contraire, il a conduit la Biélorussie dans un phénomène de repli sur elle-même en tentant de ressusciter un passé soviétique obsolète. En empêchant la transition démocratique, il a coupé la Biélorussie de l'Occident qui se détourne rapidement de ce petit Etat qui ne représente aucun danger pour lui. Le Président souhaite alors réactiver les anciens liens avec la Russie, en vain. Si B. Eltsine semble accorder du crédit à son homologue de Minsk, V. Poutine se désintéresse très vite de ce partenaire embarrassant.

Dès lors la Biélorussie en revient à sa situation initiale : l'enclave. Seulement avec l'élection d'A. Loukachenka, cette enclave n'est pas uniquement géographique, elle est aussi politique. La Russie cheminant vers le modèle démocratique en ce début des années 1990, la Biélorussie ne peut même plus entamer un mouvement nationaliste irrédentiste. Elle ne peut pas demander à être englobée dans la Russie, cette dernière ayant tiré un trait sur son passé soviétique. Aucun mouvement irrédentiste avec une idéologie du passé ne peut aboutir.

Si la situation d'enclave joue un rôle majeur dans la structuration du nationalisme de la Serbie et de la Biélorussie, elle n'a, cependant, pas la même influence sur chacune d'elles.

En Serbie, l'enclave contribue, d'une part, à la création d'un nationalisme de défense contre ses voisins et, d'autre part à, un esprit de conquêtes pour recouvrer l'Empire mythique. Poussé à son paroxysme, cet esprit défensif devient agressif dans les années 1990, et une des bases d'un nationalisme génocidaire. En Biélorussie, l'enclave est un facteur de soumission aux voisins puissants. Cette nation ne parvient pas à dépasser ce statut pour se créer une identité propre.

En Serbie, S. Milošević tente de dépasser le handicap de l'enclave en devenant un leader régional par la force militaire. La communauté internationale est la seule à pouvoir mettre un terme à cette situation de guerre. En Biélorussie, A. Loukachenka ne réussit pas à convertir la faiblesse de sa situation absolue en force. Sa politique soviétisante empêche une transition vers l'économie de marché. Elle ne permet ni de tisser des liens avec l'Occident ni de conserver ceux avec la Russie.

La géographie a un autre impact dans la mise en branle d'un mouvement nationaliste : la richesse du sol et ses capacités d'exploitation. De cette situation découle une dépendance de la nation envers ses voisins directs ou la communauté internationale.

B. L'influence des ressources naturelles sur le mouvement nationaliste

Le dictionnaire de l'environnement en ligne définit les ressources naturelles comme les « éléments présents dans la nature qui sont indispensables ou utiles aux humains »[418]. La présence et la qualité de ces éléments dépendent des régions du globe. S'ils sont suffisamment abondants, un Etat peut alors vendre son surplus sur le marché international. La richesse naturelle de la terre peut être une bonne façon de compenser une position géographique absolue défavorable.

La question des richesses naturelles ne se pose pas de la même façon en Serbie et en Biélorussie. La première a des difficultés à exploiter son sol alors que celui de la deuxième est relativement pauvre. Elles ont en commun d'être toutes les deux de ce fait en situation de dépendance vis-à-vis des Etats mieux dotés qu'elles. Il faut ajouter à ceci la persistance des effets des années de communisme. Toutes deux ont subi une spécialisation dans leur production qu'elle soit agricole et/ou industrielle. Désormais indépendantes, les deux nations doivent rattraper leur retard de développement dans certains secteurs pour essayer de s'auto-suffire autant que possible.

Le nationalisme et la situation de dépendance pour des produits de première nécessité s'inter-influent. Selon le type de nationalisme en présence, la réaction à cette situation de dépendance ne sera pas la même. En Serbie, la politique de spécialisation issue du titisme alimente un nationalisme violent explosant après des années de vexation (1°). En Biélorussie, la dépendance, notamment énergétique vis-à-vis de la Russie n'est pas remise en cause en raison de l'implantation du zapadno russisme (2°).

1. Le non-investissement dans l'exploitation des ressources serbes

La Serbie est assez bien dotée en ressources naturelles. Son sous-sol est notamment riche en pétrole, gaz, charbon, fer, bauxite, or, sel… De plus, environ un tiers de ses terres agricoles sont des terres arables. En principe, une fois l'indépendance acquise, la Serbie pouvait sans problème compenser son enclavement par un commerce de ressources naturelles encore inexploitées. Elle se heurte cependant à un écueil majeur : le manque d'investissements. De même, son agriculture est encore très archaïque. Le Mémorandum pointe ce problème en 1986. Il dénonce la politique économique titiste. Selon le système autogestionnaire, il existe un système de compensation financière entre les Républiques de la Fédération. Les Républiques les plus riches : la Croatie et la Slovénie doivent maintenir les économies des

[418] www.dictionnaire-environnement.com

Républiques et Provinces autonomes les plus pauvres : la Macédoine et le Kosovo principalement[419].

La responsabilité autogestionnaire

Depuis la « grande réforme marchande » de 1965, Tito a mis fin à la planification centrale au profit d'une économie de marché ouverte aux investissements privés puis étrangers. Apparaissent alors l'inflation, la dévaluation de la monnaie et une augmentation du chômage particulièrement dans les zones les plus pauvres tel que le Kosovo. Bien qu'en comparaison du reste de la région, le niveau de vie est satisfaisant en RFSY, son modèle économique est un échec. L'autogestion est incapable de réduire les écarts de développements entre les Républiques. Ainsi le Kosovo ne doit sa survie qu'aux subsides reversés par la Slovénie et la Croatie.

La Constitution de 1974 marque la fin de l'utopie autogestionnaire. La Fédération se transforme en Confédération, la Voïvodine et le Kosovo obtiennent le statut de Provinces autonomes… Dans les faits, Tito ouvre la voie au nationalisme. Les Républiques travaillent désormais pour elles-mêmes et les plus riches ne souhaitent plus subventionner les plus pauvres. Une première vague de nationalisme souffle par l'économie.

La réaction de la Serbie sur ce sujet est assez paradoxale. Cette République est dans une situation économique médiane : ni riche, ni pauvre. Tito a préféré faire de Belgrade un centre politique dans l'idée de limiter les revendications nationalistes serbes en leur accordant une place politique de premier ordre. Avec la création de la Province autonome du Kosovo, la République de Serbie perd une large part de son influence sur cette terre. Comme la Croatie et la Slovénie, elle dénonce alors le fait de devoir financer une zone plus pauvre. Le Kosovo est doté de prérogatives proches de celles d'une République, il possède son propre Parlement, un droit de véto sur les décisions serbes et les Serbes n'ont plus de droit de regard sur les affaires internes de la Province, désormais aux mains des Albanais. La Serbie envisage donc de supprimer ses dotations au Kosovo. Là est bien le paradoxe de la situation. Certes le Kosovo ne représente aucun intérêt économique, c'est une région très pauvre, sans ressource naturelle, très peu développée mais il a un intérêt sentimental. Il est surprenant qu'à cette époque, la Serbie envisage d'abandonner le peu de prise qu'elle possède encore sur son berceau national en lui coupant les vivres. Cette « situation objectivement aberrante »[420] donne naissance à une

[419] Voir « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 251-252
[420] DERENS J.A., *op.cit*, p.149

frustration et une vexation toujours plus fortes chez les Serbes et nourrissent leur nationalisme latent.

La responsabilité de la politique guerrière

Après l'élection de S. Milošević, les conséquences de l'autogestion titiste ne sont pas les seules responsables de la non-exploitation des ressources naturelles serbes et de la dépendance de l'Etat. La déclaration de la guerre contre la Croatie, puis contre la Bosnie-Herzégovine empêche les investisseurs étrangers d'aider au développement de la Serbie.

La préférence de S. Milošević pour une politique guerrière plutôt que pour une politique de reconstruction de l'économie de la Serbie séduit dans un premier temps la population avide de retrouver son ancien Empire. Rapidement, cette dernière est confrontée à des problèmes de pénuries. En effet, dès 1992, le Conseil de Sécurité de l'ONU impose un embargo commercial, pétrolier et aérien sur la Serbie et le Monténégro. La résolution 757 a pour objectif d'isoler la nouvelle Yougoslavie et de l'obliger à cesser ses actions belliqueuses. La réaction des Serbes ne se fait pas attendre, elle n'est pas celle prévu par la communauté internationale. Le calendrier électoral prévoit des élections législatives à la même période, les alliés politiques de S. Milošević sont plébiscités. Pour le moment, les conséquences de l'embargo ne se font pas sentir et il réside toujours l'espoir que l'ONU fléchisse en premier. Il n'en est rien. Ce n'est qu'au milieu des années 1990 que les effets de l'embargo se font sentir. Avant cela, les Serbes profitent d'une économie parallèle florissante « sanctions et embargo sont en effet synonymes de combines, trafics et débrouilles qui permettent à tous et pas seulement aux grands trafiquants, de s'en sortir… »[421]. Les sanctions internationales n'ont pas eu sur le coup le résultat escompté, bien au contraire, elles ont renforcé la cohésion nationale.

Jusqu'aux frappes aériennes de l'OTAN en 1999, la RFY ne souffre pas réellement des sanctions internationales. Elle ne peut pas développer l'exploitation de ses ressources naturelles mais elle parvient à survivre à son isolement grâce aux trafics allant des cigarettes à la drogue en passant par les armes et les organes. Les Serbes ne sortent pas de leur situation d'enclave géographique par l'acquisition d'une position relative liée à ses ressources naturelles terrestres mais par l'esprit de débrouille.

Finalement, le nationalisme en tant qu'expression de la fierté nationale sauve une fois de plus S. Milošević. Sans cette résolution des Serbes à prouver que les sanctions internationales n'ont aucun effet sur eux et qu'ils sont capables de sacrifices au nom du projet Grand-serbe, le

[421] DERENS J.A., *op.cit.*, p.184

Président n'aurait pas pu exercer son pouvoir aussi longtemps. Il a fallu que le système s'épuise pour qu'il soit chassé.

2. La dépendance biélorussienne

La Biélorussie est une terre assez pauvre, ses ressources naturelles sont faibles : de la tourbe, du granit, du sable et de la craie. Elle dispose de quelques réserves de pétrole et de gaz mais leur exploitation est trop onéreuse par rapport à leur quantité pour être rentable. Avec un tiers de ses terres comme terres arables, elle pouvait jusqu'à la catastrophe de Tchernobyl limiter son importation de produits agricoles notamment grâce à la production de pommes de terre. Jusqu'en 1986, elle parvenait même à exporter un peu de sa production vers les Etats voisins, mais suite aux retombées radioactives ses produits sont boycottés.

La spécialisation soviétique

La Biélorussie en tant qu'ancienne République soviétique a connu la spécialisation issue de la planification. L'URSS lui a octroyé la charge de l'industrie lourde et de l'agriculture. Si cet Etat a connu, à cette époque, un pic de performance dans sa production, cette dernière s'est rapidement essoufflée faute d'avoir été rénovée. En effet, l'URSS n'a jamais modernisé l'industrie biélorussienne. Une fois l'indépendance acquise, l'industrie et l'agriculture biélorussiennes, performantes dans le système soviétique, ne sont plus compétitives sur le marché capitaliste. Elles ne sont plus rentables et leur production ne trouve pas de débouchés : « dans une certaine mesure, cette alliance étroite avec la Russie aide à maintenir en vie l'industrie biélorusse, mais elle contribue aussi à la conservation d'équipements et d'infrastructures obsolètes et énergivores. Ni l'industrie ni l'agriculture n'ont pu se moderniser ou gagner de nouveaux marchés »[422].

Une soumission à la Russie

L'économie biélorussienne doit donc être restructurée et modernisée dans le début des années 1990. Le flou que créent l'indépendance, l'échec de la transition démocratique et l'avènement de l'économie de marché portent un coup fatal aux finances nationales.

Ne pouvant compter ni sur ses ressources naturelles ni sur sa production agricole et industrielle, la Biélorussie doit alors tenter de trouver une solution pour se forger une position relative intéressante. Elle a tous les atouts pour devenir une zone de rencontre entre les deux

[422] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 296

ex-blocs et par là même être un acteur politique majeur. La politique d'isolement d'A. Loukachenka l'en empêche. Le problème de la Biélorussie est qu'elle n'a ni les ressources naturelles ni les moyens pour être auto-suffisante. L'agriculture vivrière issue des datchas n'est pas suffisante non plus. La Biélorussie doit donc s'approvisionner chez ses voisins. Elle en revient à la situation qu'elle a toujours connue au travers de son Histoire : la soumission à un voisin plus fort. Son choix se tourne naturellement vers la Russie, principalement pour son approvisionnement énergétique. Déjà sous l'ère soviétique, la Russie pourvoit à la totalité des besoins en hydrocarbures de la Biélorussie. Lorsque V. Poutine arrive au pouvoir compte bien limiter le champ d'action de son voisin incontrôlable. Fin stratège, il sait que la pression par l'énergie est un bon moyen de le soumettre. Il se sert de cet argument pour faire accepter dans un premier temps l'abandon de la devise nationale pour la remplacer par le rouble. La Russie fait ainsi main basse sur l'économie biélorussienne. Si en théorie cette une nouvelle soumission ne change pas les paradigmes relationnels entre la Russie et la Biélorussie, elle change tout dans les faits. Cette relation est d'autant plus asymétrique[423] entre les deux nations que contrairement à l'époque soviétique, la Russie exerce une contrainte non dissimulée sur la Biélorussie qui ne retire plus de ces échanges la même contrepartie qu'auparavant. Par exemple, la Russie n'achète plus les produits agricoles biélorussiens depuis Tchernobyl alors qu'elle achetait avant entre 50 et 60% de la production[424]. Faute d'entrées financières suffisantes, la Biélorussie ne peut faire autrement que de s'appuyer sur la Russie pour survivre. L'union ne se fait plus par le partage de valeurs et l'intégration par une vision politique commune mais par nécessité et peur des pénuries.

Désormais, les conditions du zapadno-russisme ont changé. Jusqu'ici, il était volontaire et revendiqué par les Biélorussiens. Maintenant, il est contraint, entre autre par la dépendance énergétique et commerciale en générale

La Biélorussie retrouve sa position relative toute aussi défavorable que sa position absolue et n'a pas d'autre choix qu'accepter tout ce qu'impose Moscou d'autant que le Président, par sa politique antioccidentale ne peut plus espérer de soutien de la part de l'Europe et des Etats-Unis. Aucun investisseur de ces régions ne prend le risque d'aider à la modernisation de la Biélorussie. Cette dernière ne peut pas tenter d'exploiter ses faibles ressources en gaz et pétrole pour limiter la soumission à la Russie.

L'inconséquence d'A. Loukachenka et son manque d'anticipation de la politique russe conduisent la Biélorussie à un choix cornélien : une enclave totale ou une soumission à la

[423] *Ibid.*, p. 295
[424] *Ibid.*, p. 296

Russie. La tradition culturelle et politique combinée à un nationalisme politique soviétisant et à une incapacité à l'autosuffisance rendent le choix évident : la soumission.

Après la chute du monde communiste, la Serbie et la Biélorussie sont toutes les deux confrontées au problème de l'approvisionnement en matières premières. Après quarante ans de communisme et de spécialisation de leur économie, aucune n'est prête pour affronter seule ces difficultés.

Ainsi, l'acceptation de la position d'enclave et de la dépendance en produits de première nécessité est conditionnée au type de nationalisme. La Serbie les refuse au nom de sa position de leader mythique de la région et S. Milošević transforme ces faiblesses en forces politiques. La Biélorussie, habituée à la soumission aux voisins puissants, en particulier à la Russie ne peut surmonter ni l'une ni l'autre. A. Loukachenka ne parvient pas à prendre le contre-pied du zapadno-russisme. La Biélorussie retrouve rapidement sa place de nation soumisse à la Russie.

La nation marque de son empreinte son espace vital d'une dernière façon : en le nommant et en le façonnant selon l'image qu'elle a d'elle-même. Le territoire doit être le reflet de la nation, voire l'incarnation de ses valeurs.

II. La nationalisation du territoire : l'imposition d'une vision de la nation

Une fois le territoire revendiqué, conquis, borné avec plus ou moins de certitudes, la nation doit imprimer son emprise sur lui. Elle doit démontrer et faire reconnaitre que ces terres lui appartiennent, sans contestation possible. Comme nous le verrons à propos des minorités nationales, un des moyens pour affirmer son autorité et sa domination est de nommer ce qui nous appartient.

Dans la tradition occidentale, le pouvoir de nommer les choses les réifie. Ainsi, la chose sort de l'abstrait et rien n'échappe au pouvoir de l'Homme. Celui qui nomme est également celui qui définit la chose. Il impose sa vision de cette dernière. En nommant, l'Homme stabilise la chose, il empêche toute idée de changement. Dans la philosophie chinoise, il en va autrement : nommer une chose signifie lui donner une variation supplémentaire. La chose est définie dans un contexte spatio-temporel mais peut être différente ailleurs et/ou à une autre époque.

Rapporté à la nation, nommer la terre devient un instrument nationaliste. Celui qui affirme qu'une terre appartient à une nation s'en adjuge la propriété inaliénable. Se retrouve ici la logique des Conquistadors et autres explorateurs de Nouveaux Mondes. Planter l'étendard national signifie s'emparer de la terre au nom du Roi ou d'un Dieu. Aucun choix n'est laissé à la population locale qui du jour au lendemain est intégrée de force au sein d'un Empire européen dont elle ne connaît rien. Les Colons s'installent, renomment, assujettissent, massacrent la culture allogène sous couvert de la supériorité de la leur.

Le réveil du nationalisme post-communiste n'est pas sans rappeler cet esprit de conquêtes d'une autre époque. Dès la fin des années 1980, il s'agit d'imposer sa vision de la nation dans un Etat redevenu souverain. Il s'agit de se réapproprier sa culture, ou du moins une certaine vision de cette culture, pour reconstruire une communauté nationale indépendante. Le nom de l'Etat qui abrite la nation joue alors un rôle majeur (A).

En nommant sa terre, la nation détermine aussi, la culture dominante entre ses frontières. Elle façonne son territoire pour que ce dernier affiche ses valeurs et son Histoire. Une nation en construction ou en reconstruction, venant à peine d'obtenir son indépendance cherche parfois à imprimer sa domination par le patrimoine en éliminant toute culture concurrente. Poussée à l'extrême cette pratique peut relever du « génocide culturel » (B).

A. La nationalisation du nom du territoire

Au début du 20ème siècle, à l'heure où les peuples prennent conscience d'eux-mêmes un peu partout dans le monde, ils cherchent des preuves de leur existence pour démontrer leur droit à l'indépendance. C'est dans ce contexte de revendication des peuples à disposer d'eux-mêmes et d'explosion du sentiment national qu'apparaît une nouvelle discipline : l'ethnoarchéologie. Fondée notamment par l'Allemand G. Kossinna elle a pour objectif de « retrouver les témoignages matériels des spécificités culturelles de ce peuple »[425]. Prolongeant la preuve de la spécificité culturelle par la langue, l'ethnolinguistique a vocation à déceler ces mêmes preuves dans les objets. Le professeur allemand est l'un des premiers à tenter d'établir des liens entre la spécificité de la langue et les objets anciens : « Kossinna croyait pouvoir identifier différents groupes ethniques –connus d'abord par les textes antiques et médiévaux, puis distingués par les linguistes- par une analyse systématique des témoignages archéologiques. Cette analyse permettait de retrouver des traces de ces peuples bien avant la période historique, en remontant jusqu'à l'âge de fer. Ces marqueurs des spécificités

[425] GEARY P.J., *op.cit.,* p. 49

ethniques ajoutèrent une dimension matérielle aux paramètres linguistiques des différences ethniques »[426].

Nous allons reprendre à notre compte cette idée de l'ethnoarchéologie en la combinant avec une étude linguistique sommaire, pour démontrer que le choix du nom de la terre appartenant à la nation a un impact considérable dans la reconnaissance de la nation. Le territoire est l'incarnation, aux yeux de la communauté internationale, de la nation. La nation nomme cette terre, elle marque sa propriété et affirme son occupation passée, présente et future.

Ce choix du nom de la terre est très important au Kosovo, il atteste de la propriété serbe (1°). Le nom de la Biélorussie, au contraire est très fluctuant dans l'Histoire. Il est à l'image des questionnements sur la réalité d'une nation biélorussienne (2°).

1. La victoire serbe sur l'appellation du Kosovo

La question du Kosovo apparaît dans tous les programmes nationalistes serbes depuis le 19ème siècle. Aucun auteur n'envisage une Serbie coupée de son berceau culturel. V.S. Karadžić donne une explication sur l'origine du nom de la Serbie et éclaire sur la relation que les Serbes ont avec leur terre.

L'origine du terme *Serbie* selon V.S. Karadžić

Pour lui, le nom « Serbie » n'est pas un terme récent. Il trouve son origine dans un passé lointain. Lorsque les Serbes sont arrivés dans les Balkans, ils portaient déjà ce nom. En s'installant définitivement dans la région, ils ont donné leur nom à leur territoire. La Serbie est donc le territoire des Serbes. Ce n'est pas la zone géographique qui a transmis son nom au peuple qui l'occupe mais le peuple qui a baptisé sa terre. La propriété en est d'autant plus forte. Les Serbes ont nommé leur terre, c'est elle qui abrite leurs valeurs, leur histoire, leur culture. Après cette précision, l'auteur poursuit en listant les frontières de l'Empire médiéval. Le Kosovo est bien évidemment le centre de cet Empire. Il poursuit avec une remarque qui est sûrement la plus intéressante du paragraphe : « je ne crois pas que l'on puisse trouver quelque part que l'un de nos rois ou empereurs s'appelait roi ou empereur de Serbie au lieu de roi ou empereur des Serbes »[427]. Ce morceau de phrase est révélateur de la conception du pouvoir des Serbes et explique la politique de conquêtes et de nettoyages ethniques des années 1990. En effet, se dire roi des Serbes et non de la Serbie offre une capacité d'extension de la zone d'influence du chef. Il peut alors revendiquer une autorité au-delà des frontières qui lui sont

[426] *Ibid.*
[427] KARADZIC V.S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 66

assignées. Il est le dirigeant de tous les Serbes peu importe le lieu où ils résident. Si cette idée est couplée avec celle de reconquête de l'Empire médiéval, elle donne lieu à une politique guerrière visant en sus de la récupération des terres à l'affirmation de son caractère national. La conséquence est l'élimination de tous ceux qui ne sont pas Serbes car ils ne relèvent pas de l'autorité du chef politique. Ils deviennent ainsi des dangers pour la communauté. S. Milošević, nouveau roi des Serbes, ramène les terres autrefois serbes dans leur giron traditionnel et il supprime, littéralement ceux qui ne sont pas ses compatriotes. Sa politique est « légitimée » par le nom de la terre : celle des Serbes.

La victoire linguistique serbe au Kosovo

Au Kosovo, la situation est un peu différente. Savoir à qui appartiennent les terres, entre les Serbes et les Albanais, ne passe pas seulement par un affrontement coercitif mais aussi par l'emprise psychologique. La question du nom officiel du Kosovo est un exemple de cette guerre sans effusion de sang qui se déroule entre les Serbes et les Albanais. Habituellement dans cette région, le nom des lieux se décline aussi bien en serbe qu'en albanais. Les panneaux de signalisation adoptent même la double mention. Ainsi, *a priori*, le marquage semble égalitaire. Pourtant dans les faits, les Serbes sont les vainqueurs de cette confrontation. En effet, les Albanais ne nomment pas cette zone Kosovo mais Kosova. Au-delà de cette nuance sur la dernière lettre du mot, les deux termes ne désignent pas la même terre. En effet, les Serbes font une distinction entre le Kosovo au sens strict et la Metohija : la plaine entre Peć et Prizren. Ils affirment leur pouvoir sur un territoire bien supérieur à leur berceau culturel : le Kosovo correspondant à la partie est de la région comprenant Priština, Mitrovica et descendant jusqu'à Uroševac. La partie ouest qu'ils nomment « Metohija » n'appartient pas à cette sphère d'influence culturelle traditionnelle. Les Serbes s'allouent cette terre en lui conférant un caractère orthodoxe. Metohija désigne les biens monastiques orthodoxes. Cette terre ne peut alors pas être albanaise puisqu'elle fait référence à la religion des Serbes. Ces derniers font donc main basse sur cette plaine grâce à la religion.

La victoire des Serbes ne s'arrête pas ici. Ils sont parvenus à faire accepter à la communauté internationale le nom de Kosovo pour qualifier les deux parties de l'ancienne Province autonome. Personne n'utilise le terme de Kosova qui, lui, désigne l'ensemble de cette terre et traduit son unité. Dans l'imaginaire collectif, le Kosovo est une possession serbe, peuplée d'une forte minorité ethnique albanaise. La position de dominant des Serbes est admise par tous.

2. L'imbroglio du nom de la Biélorussie

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Biélorussie a totalement disparu de la scène internationale. Pour les Occidentaux, elle est, dans un premier temps, un élément du bloc soviétique et, dans un deuxième temps, depuis les années 1990, au pire inconnue au mieux, une région de la Russie. En plus de la méconnaissance des Occidentaux de cette région, le nom même de Biélorussie n'aide pas à la distinguer de la Russie. Pour comprendre la signification du nom Biélorussie et sentir une réelle indépendance de cette nation, il faut s'intéresser à l'Histoire du développement de ce peuple. Les mutations du nom de son territoire expliquent la complexité de cette nation et les confusions qui en découlent.

Le terme « Rus' » apparaît pour la première fois aux alentours du 10ème siècle pour désigner les territoires sous la domination des Princes de Kiev. Ces territoires sont peuplés de Biélorussiens, de Russes et d'Ukrainiens actuels. En français[428], ce mot est traduit par « Ruthénie » puis par « Russie » qui abritent de « Ruthènes » et de « Russiens ».

Au 12ème siècle, la Ruthénie, devenue orthodoxe, se morcelle en plusieurs entités politiques. La « Grande Rus' » partie orientale se forme autour de Moscou pour devenir la Moscovie. La partie occidentale est intégrée soit à la Pologne soit à la Lithuanie pour devenir la « Russie » peuplée de « Russiens ». Ce n'est qu'à la fin du Moyen-âge que la Moscovie part à la conquête de l'ouest. Elle entend reconstruire la vieille Rus' sous son autorité. Elle cherche à annexer ces terres appartenant alors au Grand-duché en raison de cet héritage commun. Elle proclame le Grand duc de Moscou « Tsar de toutes des Rus' ». Pourtant la revendication d'un tel héritage est, selon certains auteurs[429], une manipulation de la réalité historique. En effet, la vieille Rus' se développe au cœur d'un triangle formé par les villes de Kiev, Chernigov et Pereyaslav, pour s'étendre par la suite selon un axe nord-sud. Pour sa part la Moscovie prend racine à l'extérieur, au nord-est de ce berceau. Les Moscovites ne peuvent donc pas revendiquer la Biélorussie appartenant alors à l'Etat dualiste polono-lithuanien sur ce fondement, celui de la communauté de religion est davantage légitime[430].

Au 16ème siècle, la Biélorussie est une composante de la Pologne-Lithuanie. Néanmoins, elle n'a pas de véritable réalité car elle ne porte pas de nom propre sauf celui de Lithuanie russienne.

Au 17ème siècle, l'administration tsariste décide de changer le nom de son territoire par « Rossia » qui est traduit en France par « Russie ». Les Russes sont les habitants de la Rossia

[428] La traduction française des termes revêt un intérêt particulier car cette langue est celle de la diplomatie.
[429] Par exemple SYMANIEC V., GOUJON A., *op.cit*., p.22
[430] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables

et les Russiens ceux de la Biélorussie actuelle. Cet imbroglio est une aubaine pour les Moscovites qui en profitent pour légitimer leur expansionnisme vers l'ouest.
Suite à la prise de pouvoir sur la quasi-totalité des anciennes terres ruthènes et russiennes, les diplomates du Tsars s'emploient à faire de « Russe » le terme désignant l'ensemble des habitants de l'Empire y compris des Russiens appartenant historiquement à la Moscovie.
Le mot « Biélorussien » n'apparaît qu'à la fin du 19ème siècle en même temps que l'expression « Petits Russes » pour qualifier les actuels Ukrainiens. L'emploi de ces noms concrétise l'instrumentalisation de l'histoire faite par les Moscovites pour légitimer la revendication de la vieille Rus'.
La deuxième partie du nom « Biélorussie » est le terme *bielaya* et ses déclinaisons signifiant « blanche ». Selon A. Goujon et V. Symaniec les recherches autour de ce terme tendent à prouver le développement de la Rus' sur un axe nord-sud excluant la Moscovie. Le terme « blanche » ne renvoie pas à la couleur mais à la traduction du terme « franche ». Il qualifie une partie de la Ruthénie que les Tatars n'ont jamais pu soumettre. La Moscovie ayant été sous domination tatare et non la Ruthénie blanche, démontre bien la distinction originelle entre les deux entités. Utilisé au sein de la Ruthénie, le blanc oppose une Ruthénie blanche au nord à laquelle appartient la Biélorussie, à une Ruthénie du sud correspondant à l'Ukraine.
Manipulations historiques et diplomatiques, changements d'hégémon, changements d'appellation, aucun nom parfois, sont autant de facteurs qui n'aident pas, d'une part, à la reconnaissance de la Biélorussie sur la scène internationale, ni, d'autre part, à se forger une identité. Ainsi, en 1991, les indépendantistes choisissent de nommer leur Etat « Belarus », version moderne de « Biélarus' ». Mais ce terme ne renvoie à rien de concret dans l'imaginaire occidental qui entend surtout le terme « russe ». Pour sa part, A. Loukachenka joue sur ces confusions étymologiques et historiques pour réclamer un rapprochement avec Moscou, au nom d'un vieil héritage commun entre les deux nations.

La question de l'origine du nom de l'Etat, ou d'un lieu de façon générale, est lourde de sens. Ce nom est l'une des preuves de l'héritage historique de cette terre. Il est, pour un peuple, un argument pour revendiquer cette localité ou demander son rattachement à un autre ensemble. En Serbie celui qui impose son nom sur la terre en devient propriétaire, peu importe les rivalités entre les populations locales. En Biélorussie, les imprécisions et les manipulations sur ce terme rendent difficiles la manifestation d'un *volk* propre.

B. Le « génocide culturel » : une arme pour clamer sa domination territoriale

La notion de « génocide culturel » est controversée, elle n'est pas reconnue par le droit international qui borne le concept de génocide aux crimes commis à l'encontre des êtres humains. Cependant l'importance du patrimoine culturel ne peut pas être niée dans la revendication nationale. Il est la manifestation de la culture nationale sur un territoire :une manifestation visuelle de l'existence de la nation.

Pourtant l'idée de génocide culturel apparait dès 1933 sous la plume de R. Lemkin par le terme de « vandalisme ». Après la Deuxième Guerre mondiale, le terme génocide qualifie les crimes nazis à l'encontre notamment des Juifs. Il se limite aux exactions commises sur les êtres humains ; les destructions culturelles passent au second plan. C'est la Convention pour la prévention du crime de génocide de 1948 qui pose la définition définitive du génocide. Alors que le sujet du génocide culturel est évoqué dans les travaux préparatoires, il est éliminé de la version finale.

Oubliée pendant des décennies, la question de la destruction de la culture refait surface dans les années 1990 lors de la rédaction de la Déclaration des droits des peuples autochtones de l'ONU. Dans l'ébauche de son article 7, le génocide culturel est mentionné sans être défini. Il est finalement remplacé à l'article 8 par une protection de la culture.

En 2007, la Cour de Justice internationale (CJI)[431] confirme la non-reconnaissance du génocide culturel par le droit international. Elle se réfère alors à l'article 6 c) de la Convention pour la prévention du crime de génocide posant que le génocide culturel ne saurait exister car il ne conduit pas à l'élimination physique d'Hommes.

La nécessité de créer une incrimination à l'encontre de la destruction volontaire du patrimoine culturel est de nouveau au cœur des discussions suite aux actes de Daech particulièrement à Palmyre. Désormais, l'UNESCO emploie l'expression « crime contre la culture ».

Toutefois, « génocide culturel » semble plus percutant comme incrimination, nous préférerons alors cette formule à celle de l'UNESCO. Un génocide culturel est donc la destruction intentionnelle du patrimoine culturel d'une communauté pour des raisons politiques, militaires, religieuses, idéologiques, économiques, ethniques…

La Serbie et la Biélorussie subissent toutes les deux ce type de génocide chacun commis selon des motivations différentes. En Serbie, le génocide culturel accompagne la politique d'épuration ethnique au nom de la Grande-Serbie (1°). En Biélorussie, ce génocide est idéologique, physiquement non-violent. Il est la version moderne du zapadno-russisme (2°).

[431] CIJ BiH c/ Serbie-Monténégro, 26 février 2007

1. L'urbicide serbe

La CIJ refuse de qualifier de génocide culturel les destructions de patrimoine en ex-Yougoslavie. L'ancien maire de Belgrade et opposant à S. Milošević utilise le néologisme de B. Tratnjek : « urbicide » défini comme les « violences qui visent la destruction d'une ville non en tant qu'objectif stratégique mais en tant qu'objectif identitaire »[432]. Hormis le terme en lui-même il n'y a pas de différence entre le génocide culturel et l'urbicide. Quoi qu'il en soit, la Serbie, tout comme la Croatie et la Bosnie-Herzégovine commettent ce type d'exactions durant les années 1990. L'objectif de chaque partie est d'en plus de détruire la population humaine, de rayer de la carte les traces de son existence. Le territoire doit être ethniquement pur tant sur le plan humain que culturel. Bien que nous nous concentrions exclusivement sur le cas des destructions commis au nom de la Grande-Serbie, les autres belligérants sont créditeurs des mêmes constatations. Un rapport de parlementaires français datant de 1993 tente d'alerter le gouvernement sur la gravité de la « purification culturelle » en cours en Croatie et en Bosnie-Herzégovine[433]. Il rappelle que ce type d'exactions doit être pris en compte au même titre que celles commises à l'encontre des Hommes.

Les Serbes n'ont pas l'exclusivité de l'urbicide dans les Balkans. Tous les protagonistes de ces guerres s'y adonnent. Ces actes ont plusieurs objectifs. D'abord, ils visent les lieux de culte. La religion est l'un des principaux éléments protonationaux dans la région. Détruire un lieu de culte revient à détruire une empreinte de la nation sur le territoire. Ensuite, il s'agit de détruire les lieux traduisant le vivre ensemble yougoslave, tous les lieux de cohabitation afin de parvenir à des ensembles nationalement harmonieux. Les Accords de Dayton entérinent cette idée en légitimant les enclaves nationales tant en Bosnie-Herzégovine qu'au Kosovo. Enfin, ces destructions s'adossent à la politique de nettoyage ethnique perpétrée par chaque nation. En plus d'éliminer les personnes physiques, il faut éliminer leur souvenir. Il ne doit rester aucun vestige de leur passage sur la terre.

La destruction du vivre ensemble

L'une des destructions les plus connus est surement celle de la bibliothèque de Sarajevo qui a brûlé entre le 25 et le 28 août 1992. Fondée en 1945 dans l'ancien hôtel de ville de style austro-hongrois, elle est le symbole du patrimoine commun des nationalités de la Bosnie-Herzégovine et du multiculturalisme de cette République ainsi que de l'ensemble des Balkans.

[432] TRATNJEK B, « La notion d'urbicide » [en ligne], sur le blog *Géographie de la ville en guerre*, 2008

[433] Rapport parlementaire français : *La destruction par la guerre du patrimoine culturel de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, présenté par la commission de la culture et de l'éducation*, février 1993

Suite à cette attaque délibérée des troupes serbes postées sur les collines de la ville, seulement dix pourcent des ouvrages ont pu être sauvés.

Le sort de la bibliothèque n'est pas seulement un symbole de la dévastation patrimoniale en ex-Yougoslavie, elle est aussi le révélateur de la politique nationaliste de S. Milošević. D'abord, elle confirme la lutte des nationalistes serbes contre le monde cosmopolite des Balkans. En effet, une telle société est un obstacle à une Grande-Serbie mono-ethnique. La bibliothèque, tout comme la ville de Sarajevo sont des lieux de partage et de mélange des cultures. Elles sont le reflet de cette mixité qui a caractérisé cette région durant des siècles. Au contraire, les politiques nationalistes tendent à démontrer que les différents groupes ethniques ne peuvent pas et ne veulent pas vivre ensemble. Cette cohabitation ne peut que se conclure par la domination d'une nation sur les autres, par la domination des Serbes. En particulier lorsqu'il s'agit de faire éclater la cohésion entre les Serbes et les Bosniaques, les nationalistes n'hésitent pas à faire des rappels souvent approximatifs sur la situation des premiers sous l'Empire Ottoman dont les deuxièmes sont les héritiers en raison de leur foi.

Mais cette guerre contre la mixité culturelle est également une guerre contre le titisme. La politique du Maréchal a pour objectif de faire vivre ensemble les nationalités en masquant leurs différences par le voile yougoslave. L'un des arguments de S. Milošević lors de sa prise de pouvoir est de mettre un terme à la politique titiste qui est si défavorable aux Serbes. D'ailleurs les membres de l'Académie des Sciences, auteurs du Mémorandum clament que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les Serbes sont victimes de plusieurs génocides dont le génocide culturel[434]. Ils insistent ensuite sur le fait que ce génocide est également perpétré au Kosovo par les Albanais qui entendent s'approprier le berceau national serbe par des politiques de colonisations et en Croatie par des assimilations forcées[435].

Le double discours de l'urbicide

L'urbicide des troupes nationalistes serbes est à l'image du discours du leader, un double discours qui satisfait l'ensemble de son électorat. C'est d'abord, une politique de conquêtes et de destruction au nom de la dignité des Serbes et de leur droit à recouvrer des terres qui leur appartiendraient. Il s'agit du discours nationaliste. Ensuite, c'est un discours contre le titisme pour revenir à une idéologie communiste qui n'est pas conçue pour humilier les Serbes. Préservation de la nation et du yougoslavisme sont les moteurs de l'urbicide serbe.

[434] L'expression « génocide culturel » apparait dans la traduction française du texte. « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 264
[435] *Ibid.*, p. 267-268

Cependant dans les faits, le massacre patrimonial est aussi violent et important que le massacre humain. C'est bien une stratégie de destruction de l'autre qui est en place. La dévastation du patrimoine non serbe n'est pas sans rappeler les exactions contre les populations allogènes et en particulier les viols systématiques[436]. En effet, les troupes nationalistes mettent en place le viol systématique des femmes, notamment Bosniaques, afin de « purifier la race » et de transmettre les gènes serbes. De plus, une telle tactique déstabilise totalement la structure sociale : de nombreuses femmes violées sont rejetées par leur communauté et se suicident. Les enfants naissant de ces relations forcées sont eux aussi mis au ban du groupe et ne pourront pas alors trouver de véritable place dans la société[437]. La stratégie de destruction du patrimoine suit la même logique. Il ne s'agit pas uniquement de la destruction du patrimoine tel que les lieux de culte ou culturel mais aussi de celui du patrimoine du quotidien : les maisons, les villages, les immeubles, les commerces… Les guerres balkaniques des années 1990 sont également des guerres de mouvement de populations. Les conquêtes des uns et des autres conduisent à l'expulsion des non-nationaux et leur remplacement par des colons venus de la République-mère. Le but est de faire disparaitre toute les traces de ces groupes et de leur cohabitation passive et harmonieuse pour créer de grands ensembles mono-ethniques n'ayant pas forcément d'attachement réel pour la terre sur laquelle ils sont implantés sinon l'imposition d'une haine farouche pour leurs anciens voisins.

Les justifications présentées aux Serbes ne peuvent pas être celles données à la communauté internationale qui, à partir de 1994 et surtout suite à l'épisode Srebrenica, commence à s'inquiéter de la situation yougoslave. Il faut également préparer un discours de propagande à l'attention de la diaspora serbe qui doit justifier des exactions commises à l'étranger. La défense, tel est l'argument des nationalistes serbes à la communauté internationale. Le but de la manœuvre de S. Milošević, tout comme pour F. Tudjman et A. Izetbegović est de se montrer comme la victime des autres nations ne pouvant faire autrement que de répliquer à la hauteur des actes commis contre elle. Le but est d'être perçu comme le « gentil » du conflit. Ainsi, les destructions de monuments ou d'habitations allogènes ne sont que des actes défensifs à l'encontre de rebelles, des luttes contre les guérillas locales, justifiés par une attaque ennemie. Les destructions civiles et les victimes non militaires sont des dommages collatéraux ou des cibles suspectées de préparer à leur tour une attaque. Toutefois, un tel

[436] Par exemple NAHUM-GRAPPE V., « La haine ethnique et ses moyens : les viols systématiques » *Confluences*, 1996, p. 37-54

[437] Voir BARDET C., *Zones sensibles, une femme face aux criminels de guerre*, Paris, Le Toucan, 2011 et MATTON S. *op.cit.*

discours n'est tenable que sur le papier, en réalité, les experts balistiques ont démontré à de nombreuses reprises que les armes utilisées lors de la destruction de beaucoup de bâtiments sont des armes offensives et non défensives.

L'intensification des massacres et des destructions ainsi que le nombre pléthorique de réfugiés sur les routes poussent la communauté internationale à réagir. La fin de la guerre de Bosnie-Herzégovine est marquée par la signature des Accords de Dayton en 1995. Ils comportent une annexe qui mentionne le patrimoine. Elle impose que la reconstruction de cet Etat et le rétablissement de la paix se fassent dans le respect non seulement des Droits de l'Homme mais aussi dans celui du patrimoine culturel de chaque nation. Droits de l'Homme et patrimoine sont mis sur un pied d'égalité sans précédant. La communauté internationale semble reconnaitre, sans l'avouer, le génocide culturel ou le caractère culturel du crime de génocide.

En Biélorussie, le génocide culturel ne revêt pas le même visage. Il n'est pas le soutien d'un nationalisme ethnique comme en Serbie mais d'un nationalisme politique. Il participe à la construction d'une nation de filiation russo-soviétique.

2. Un zapadno-russisme moderne

Le génocide culturel en Biélorussie n'a pas un caractère meurtrier. Ceci est en partie dû au fait qu'il n'y a pas de minorités nationales dans cet Etat. Les habitants sont d'abord des Biélorussiens et leur filiation ethnique ou religieuse relève du domaine du privé, vestige de la politique de l'URSS. Pourtant, il est incontestable qu'un génocide culturel se joue en Biélorussie. Le Président n'en est pas à l'origine mais il participe à cette politique qui remonte à la reconstruction de la République après la Grande Guerre Patriotique. L'objectif est, par les monuments et la toponymie, d'imposer une Historie univoque à la Biélorussie, celle de son passé russe et encore davantage soviétique. C'est une politique générale dans l'ensemble de l'URSS après 1945 pour tenter de faire oublier un autre passé aux populations et faire du soviétisme le point de départ de la nation. Lors de la chute de l'Union, les anciennes Républiques socialistes s'engagent dans un long processus de reconquête de leur roman national. Les références aux quarante années de soviétisme tombent en même temps que les statues à la gloire de Lénine. En Biélorussie, la situation est différente. Dès 1991, les discussions débutent au Parlement sur la nécessité de changer les noms des rues voire d'écrouler certains bâtiments soviétiques. La Biélorussie a été quasiment entièrement ravagée pendant la Deuxième Guerre mondiale. L'URSS l'a totalement reconstruite, dans son style particulier, imprimant sa mainmise sur cette terre. Les parlementaires sont tiraillés dans leur

choix. D'un coté, sous l'influence du BNF, ils souhaitent ne plus omettre l'histoire avant l'annexion par la Russie. D'un autre côté, les conservateurs militent pour préserver les liens forts avec cette dernière. L'affrontement entre nationalistes et communistes se joue aussi sur la toponymie. Les vingt-deux députés du BNF sont totalement impuissants face à leurs confrères pour imposer leur point de vue. Ils ne peuvent pas non plus chercher de soutien auprès du peuple qui a bien d'autres préoccupations alors. De plus, les Biélorussiens considèrent ces potentielles modifications comme bien coûteuses pour une idée qui n'aura finalement aucun impact sur leur quotidien.

Un hommage au soviétisme

La discussion prend fin en 1994 avec l'élection d'A. Loukachenka qui opte pour la référence unique au passé soviétique. Le résultat du référendum de 1995 ne laisse aucun doute sur l'Histoire officielle de la Biélorussie. Ainsi, depuis 1991, environ un pourcent des noms des rues de Minsk a été changé. Dans certaines régions le taux est encore plus bas[438].

Cependant, la toponymie n'est pas restée figée depuis la première moitié du 20ème siècle. Déjà dans les années 1960, elle a connu une modification d'envergure lors de la déstalinisation de la société. Aucun hommage à Staline n'a réapparu depuis.

Les hommages à Lénine mènent la vie dure aux tentatives de nationalisation de la toponymie entre 1991 et 1994. En effet, si avant cette date, il existait une « perspective » Lénine, une place Lénine ornée d'une statue de celui-ci haute de sept mètres, une station de métro, un arrondissement et une rue du même nom ainsi qu'une rue Oulianov, à partir de 1991, la plupart des noms sont remplacés par « Indépendance ». Toutefois dans la réalité, les choses n'ont pas beaucoup évolué. Les panneaux indiquant les noms n'ont pas été changés et surtout, au milieu de la place autour de laquelle se dressent des bâtiments d'Etat, la statue de Lénine trône encore fièrement. L'ancienne Place Lénine est la seule en Europe à conserver cet hommage au héros de la Révolution d'Octobre. Cette dernière est, elle aussi, largement célébrée, rappel constant qu'elle est l'un des deux grands événements fondateurs de la Biélorussie.

Le deuxième évènement fondateur est la victoire soviétique sur les troupes nazies. L'un des plus importants symboles de cette date est sûrement la place de la Victoire à Minsk sur l'ancienne perspective Lénine. En 1954 y est érigé un obélisque de quarante mètres « en

[438] GOUJON A., Enquêtes sur les représentations de l'histoire en Biélorussie, *in* GOUJON A., LALLEMAND J.C, SYMANIEC V., (dir.), *op.cit.*, p.35

souvenir des soldats de l'Armée rouge et des partisans biélorussiens »[439]. En 1961, un nouvel élément est introduit sur cette place : la flamme du soldat inconnu veillée par des soldats. Ces symboles disparaissent lors de l'Indépendance. Sur les bâtiments qui entourent cette place est inscrite la formule « les hauts faits du peuple sont immortels »[440]. C'est en 1984 que la référence soviétique se voit renforcée, à l'heure où l'Union vacille de plus en plus. Cette année-là, des aménagements souterrains sont réalisés pour la construction du métro. Sous un des bâtiments est conçue une galerie accueillant une flamme éternelle et des plaques portant les noms des « 566 héros de l'Union soviétique ayant participé à la libération de la ville »[441]. Le cas particulier de la place de la Victoire et de ses extensions aériennes et souterraines est à l'image du type de nationalisme qui prévaut en Biélorussie. Les habitants de cette République jusqu'en 1991 devaient avant tout se considérer comme Soviétiques et ensuite, s'ils le désiraient, comme Biélorussiens. Après cette date, et avec la prise de pouvoir par A. Loukachenka, la nationalité prend le dessus sur la citoyenneté mais l'appartenance au monde ex-soviétique reste prégnante. L'Histoire de la Biélorussie, comme le démontre la toponymie débute réellement avec la Révolution d'Octobre et atteint son Age d'or avec la victoire de l'Armée rouge lors de la Grande Guerre patriotique. Nous retrouvons ici les deux grands mythes fondateurs de la Biélorussie[442].

Un hommage à des figures nationales

Toutefois, la réserve de noms et des références à ces deux événements n'est pas inépuisable. Les choix sont très stratégiques : tous ont un lien plus ou moins direct avec l'idée de Révolution. Ainsi, il existe par exemple des hommages à la Commune de Paris, à des Révolutionnaires étrangers, aux meneurs des révoltes paysannes sous l'Empire russe, ou encore à K. Marx. Tout doit laisser penser que l'Histoire avant la Révolution d'Octobre n'est qu'un enchaînement de faits, d'interventions d'hommes, ayant conduit à l'avènement de Lénine. L'Histoire est un processus inéluctable qui ne pouvait se conclure autrement que par la Révolution bolchévique.

Malgré tout, l'Histoire propre de la Biélorussie n'est pas totalement occultée. Si aucun monument ne commémore la réalité du massacre de Kuropaty, des références secondaires à la culture biélorussienne ornent les rues des villes. Ceci n'est pas le résultat des discussions parlementaires de 1991 mais une imposition de la politique nationale soviétique. Chaque

[439] Pour la traduction : LAPATNIOVA A., *op.cit.,* p.101
[440] *Ibid.*
[441] *Ibid.*
[442] Voir Partie I- Titre I- Chapitre I. La redécouverte des racines de la communauté

nation devait posséder quelques figures propres. Cependant, outre le fait qu'elles soient moins connues que celles de l'Empire russe ou de l'URSS, elles ont inévitablement un attachement particulier pour le soviétisme. En Biélorussie, ce sont les poètes I. Kolas et I. Koupala qui remplissent cette mission de représentation nationale. Leur biographie a été arrangée pour en faire des soviétiques convaincus et engagés.

Cette toponymie figée à l'époque soviétique est assez révélatrice de la réalité idéologique de la Biélorussie d'A. Loukachenka. Bien qu'il ne souhaite pas reconstruire une Biélorussie soviétique, il ne cherche pas non plus à rompre avec cet héritage. Il justifie la non nationalisation de la toponymie par des raisons budgétaires et la futilité de cette opération au regard des difficultés économiques que rencontre l'Etat. Mais en réalité, ceci est un moyen de contrer du BNF en rappelant le lien entre nationalisme et fascisme. Le Président maintient ainsi sa vision de l'Histoire et impose sa définition du nationalisme biélorussien qui ne peut être que politique.

Le génocide culturel prend des traits différents selon le type de nationalisme en présence. En Serbie, nation ethnoculturelle, il participe à la violence qui accompagne la politique d'expansion mise en œuvre par S. Milošević. L'urbicide est l'un des visages du génocide perpétré en ex-Yougoslavie. En Biélorussie de nationalisme politique, le génocide culturel d'A. Loukachenka est dans la continuité de celui orchestré depuis l'URSS. Il faut anéantir toutes visions de l'Histoire allant à l'encontre de la grandeur et de la primeur soviétique. Ces actes sont physiquement non violents.

Ainsi, l'étude de la toponymie révèle l'importance du poids des mots. Dans le cadre du nationalisme, elle participe à la propagation de cette idée et à renforcer les éléments protonationaux sur lesquels il s'adosse. Commémorer le souvenir d'un personnage illustre participe à la création d'une pensée univoque, à la construction d'une Histoire unique et débarrassée de toutes les scories pouvant la remettre en cause. Imposer ces noms aux étrangers est également le moyen de faire accepter sa domination sur les lieux. La géographie apporte un éclairage intéressant à l'étude du nationalisme. Si les Occidentaux ont, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale stabilisé leurs frontières, il n'en va pas de même dans les PECO. Ces territoires ont été jusque dans les années 1990 en perpétuelle situation de domination par un ensemble plus vaste. Seules les frontières extérieures avaient une véritable importance. La répartition des groupes ethniques à l'intérieur de celles-ci n'était qu'une question subsidiaire qui ne se posait qu'en cas d'agitation nationale. Si Tito a souvent été confronté à cette question notamment à propos du Kosovo, les dirigeants soviétiques ne sont

guère passionnés pour le sujet. La Constitution de 1936 encadre les relations entre les minorités nationales. Les dirigeants soviétiques ont imposé des Républiques et peu nombreux ont été ceux qui les ont contestés à quelques exceptions qui faisaient réellement polémiques. Mais rien de cela en Biélorussie qui n'a jamais eu de territoire propre, dépourvue de véritable ressources naturelles et sans relief, elle semble parfois embarrassée par ses frontières.

Si l'ethnoculturalisme serbe pousse à la revendication, souvent violente et contestée de territoires, le nationalisme politique biélorussien fait de la revendication territoriale une question sans importance réelle. Les frontières bornent les cultures, pas les idées.

La géographie n'est pas un élément protonational mais elle participe à la définition de la nation et à la construction d'un mouvement nationaliste. Les conclusions d'A. Siegfried sont sans fondement, la constitution du sol n'influe pas sur les votes, mais la géographie joue un rôle dans la vie de la nation. Le territoire ne détermine pas exclusivement le *volk* mais il participe à l'établissement des relations avec les voisins.

Au-delà de l'aspect matériel, le territoire est aussi un instrument du pouvoir. Par le patriotisme, le leader hérite d'une légitimité propre à la nation, propre à sa conception traditionnelle du pouvoir et du statut du chef. Il permet enfin et surtout d'imposer une hiérarchie entre le groupe dominant et les groupes dominés.

Serbie et Biélorussie n'ont pas le même rapport au territoire, en raison de leur histoire et du type de nationalisme qui les habitent. S. Milošević se réfère au territoire pour réveiller le Grand-serbisme et appeler à la reconstruction de l'Empire médiéval. Au contraire, A. Loukachenka ne fait quasiment jamais référence à la géographie. Les conséquences de la contamination suite à Tchernobyl n'est pas problème un selon lui : les études sont faussées et les terres cultivables. L'opposition ne s'attarde pas non plus sur le sujet pour pointer les retombées sanitaires ignorées, à dessein, par l'URSS. Le BNF préfère militer pour une représentation biélorussienne dans la toponymie… projet qui ne trouve aucun écho auprès de la population. Une fois encore, l'opposition ne choisissant pas un bon sujet de mobilisation laisse la voie libre à A. Loukachenka pour conserver le pouvoir.

Chapitre II

Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

Les arrivées au pouvoir d'A. Loukachenka et S. Milošević se déroulent dans le contexte particulier de la fin du monde communiste et de la transition démocratique. Un autre clivage que l'opposition communisme/capitalisme fait rage dans la région à l'époque : nationalisme contre communisme. Suivant les thèses de K. Marx et de Lénine, le nationalisme est présenté comme une idée bourgeoise, capitaliste, le communiste, par contre, est une idée prolétaire. Les nouveaux Etats indépendants doivent se demander s'ils sont peuplés de nationaux ou de prolétaires. Cette distinction est d'une importance cruciale dans le succès ou l'échec d'un mouvement nationaliste.

L'un des auteurs majeurs à avoir étudié les mouvements nationalistes ces dernières années est l'historien tchèque M. Hroch. Nous nous concentrerons sur la présentation de son travail faite par A. Roger[443]. Il intitule son chapitre sur cet auteur « Une logique d'émancipation ». Il explique que pour les auteurs comme M. Hroch, le nationalisme est un argument dans la lutte entre « dominants » et « dominés ». La seule référence à ces termes montre que M. Hroch s'inscrit dans un courant de pensée marxiste.

Le nationalisme s'inscrit dans le cadre d'un combat entre une classe dominante, parfois allogène, en perte de puissance et une classe de dominés menée par une bourgeoisie en plein essor économique. Cette situation n'est pas sans rappeler la France de 1789. Et pour cause M. Hroch s'intéresse particulièrement à l'époque des débuts du capitalisme et des premières Révolutions bourgeoises et industrielles.

Cette grille de lecture peut parfaitement s'appliquer à la transition démocratique de la fin des années 1990. Il faut néanmoins moderniser le vocabulaire pour qu'il éclaire notre sujet. En conséquence, la « classe dominante », aristocratique qui détient le pouvoir, devient « l'élite politique communiste », la Nomenklatura. La classe dominée bourgeoise, locale qui mène la révolte est la « bourgeoisie nationale ». Dans le contexte du début des années 1990, la lutte s'engage entre les tenants du maintien du régime en place et les bourgeois nationaux locaux qui réclament leur part de pouvoir en raison de leur origine et de la lente agonie du monde communiste. Deux élites entrent en concurrence pour obtenir le soutien du peuple afin légitimer leur statut respectif. En effet, comme le rappelle souvent E. Hobsbawm, le peuple n'apparait que très peu dans les analyses historiques et politiques. La lutte menant au succès

[443] ROGER A., *op.cit.* p. 41-57

ou à l'échec du mouvement nationaliste est avant tout une démarche de séduction de la masse. Toujours oubliée car ce n'est pas elle qui rédige le « roman national », elle est pourtant celle qui décide des vainqueurs et des vaincus.

Lors de la transition démocratique dans les PECO, certes le capitalisme est au cœur des débats puisqu'il va de paire avec la Démocratie mais il ne faut pas non plus oublier l'importance du nationalisme. La question du retour de la nation comme mode de structuration de la communauté est fondamentale. Les leaders nationalistes doivent ainsi réinjecter l'idée de nation dans des communautés qui ont été régies par le communisme.

Serbie et Biélorussie ne réagissent pas de la même façon à cette situation inédite. La réactivation d'une idée nationale dépend fortement de l'image que ladite nation a d'elle-même (**Section 1**). Il faut alors fouiller dans l'âme du peuple pour savoir s'il se perçoit comme une nation indépendante (la Serbie) ou si au contraire, comme une nation habituée à vivre sous domination étrangère (la Biélorussie). Une fois cette première étape passée, la grille de lecture de M. Hroch éclaire dans l'analyse des « mouvements nationalistes » ayant porté au pouvoir S. Milošević et A. Loukachenka. (**Section 2**).

Section I. La prise de conscience de la nation : la définition de soi

Pour E. Hobsbawm « la conscience d'appartenir ou d'avoir appartenu à une entité politique durable »[444] est l'élément protonationaliste le plus important dans la constitution et la revendication de la nation. Lors de la formation des vieilles nations, ce sentiment est primordial pour donner l'impression que la communauté nationale existe depuis toujours ; cette ancienneté historique légitime son désir de construire un Etat-nation. Cependant, il met en garde contre ce sentiment d'unité historique. Généralement, il s'agit d'une idée qui traverse les élites et la noblesse, laissant de côté les masses.

Cette notion de prise de conscience de soi s'applique également à la Serbie et à la Biélorussie lors de la chute du monde communiste. Toutes deux intégrées dans un ensemble supranational qui ne reconnait pas réellement l'idée de nation, elles ne réagissent pourtant pas de la même façon lorsque l'emprise du régime est moins forte. Ce système est comparable à un Ancien Régime de l'époque pré-nationale d'E. Hobsbawm. Les nationalistes, membres d'une élite intellectuelle profitent des failles béantes dans le régime pour tenter d'accrocher le pouvoir et mettre en place un nouveau système qui leur est favorable.

[444] HOBSBAWM E., *op.cit.*, p. 139

Pour comprendre pourquoi la Serbie et la Biélorussie ne connaissent pas la même forme de mouvements nationalistes ni le même succès, il est d'abord nécessaire de faire un retour à la période précédant la transition (I). Leur type de nation et leur passé historico-politique influent incontestablement sur la façon dont chacune des communautés ressent sa position dans un Etat fédéral communiste. C'est à travers ce sentiment que se joue en grande partie le succès ou l'échec du mouvement nationaliste. Nous verrons avec l'appui de la grille de lecture de M. Hroch comment le sentiment nationaliste est reçu et perçu dans ces deux sociétés postcommunistes (II). Autrement dit, il s'agit de comprendre comment le sentiment nationaliste mûrit dans ces deux nations après plus de quarante années de communisme. Une fois de plus le type de nation est d'une importance cruciale pour appréhender au mieux les conséquences du sentiment national en Serbie et en Biélorussie après 1989.

I. La qualification de la nation au sein de la supra-nation communiste

Dans ses articles de 1913 connus sous le nom *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Staline explique la formation des nations en Europe de l'est. Elles se bâtissent dans le cadre d'Empires multinationaux dirigés par une nation plus « évoluée »[445], Il ne précise pas ce qu'est une nation évoluée, il se contente de les citer : l'Autriche-Hongrie et la Russie. Ce n'est qu'à la page 60 qu'il définit en quoi cette dernière est un peuple évolué. Il présente cette supériorité de la Russie comme un exemple à suivre pour les « peuples arriérés » qui doivent rattraper leurs retards politiques, économiques et culturels. Ces retards ne sont pas le fait des peuples eux-mêmes mais de l'Empire tsariste qui les maintenait volontairement dans cet état. L'objectif de l'URSS est de sortir ces nations périphériques de leur situation pour en faire des nations « avancées ». Une autre raison à ces retards : les politiques des dirigeants y compris communistes qui parfois oublient que l'intérêt de la classe est supérieur à celui de la nation dont il ne faut, pourtant, pas omettre les particularismes. En d'autres termes, les dirigeants politiques ne doivent pas tomber dans la facilité du phénomène du *pan-nationalisme*. La *classe* demeure la communauté de référence ultime mais les politiques doivent mener des actions en prenant également en compte la spécificité de la nation. Il leur faut alors être capable de trouver un équilibre entre *classe* et *nation* (A).

Toutefois, le problème de la gestion des nationalités reste entier en URSS comme dans tous les Etats multinationaux. Une idéologie forte telle que le communisme et toutes ses

[445] STALINE J., *Le marxisme et la question nationale et coloniale* [en ligne], Paris, Editions sociales, 1950, p.10

déclinaisons qui réorganisent les rapports entre les communautés humaines n'est pas toujours suffisante pour effacer la nation et les liens qu'elle crée entre ses membres (B).

A. La définition du statut de minorité à l'ère communiste

Dans son ouvrage *Les minorités en Europe centrale et orientale*, A. Liebich qualifie l'URSS d' « Empire » au sens strict du terme. Lénine réfutait ceci car ce mot caractérise selon lui le mode d'expansion de l'Empire russe. Pourtant si l'Empire est défini comme « une entité politique qui exerce une hégémonie sur plusieurs unités distinctes »[446], l'URSS est un Empire. L'auteur explique que cette dernière reconnait la multiplicité des entités territoriales et personnelles en créant des entités politiques telles que des Républiques ou des régions calquées sur les territoires d'établissement de nations portant le même nom.

La question de la nationalité devient alors un véritable imbroglio. En URSS comme en RFSY, les habitants possèdent une citoyenneté et une nationalité choisie parmi celles reconnues par l'Etat. Citoyenneté et nationalité sont donc deux concepts déconnectés mais accordant à la première une valeur plus importante sur la deuxième. Le principe fondamental de ces « Empires multinationaux » est que l'idéologie communiste unit les communautés. Ils se veulent des Etats de type nation élective dans lequel la *kulturnation* locale est supplantée par la culture idéologique *fédérale*. Pourtant de l'aveu de Lénine, la nation locale aura toujours du mal à s'effacer face à la nation élective. En effet d'après lui, le but ultime du socialisme est la fusion des nations et la suppression de leurs différences, d'où la supériorité de la classe sur la nation car la première rassemble par-delà les frontières. Il sait qu'atteindre ce but passe par un processus très long. Les principes du communisme doivent donc être adaptés aux particularismes de chaque nation pour avoir une chance de séduire les peuples. Un développement efficace du communisme se fait d'abord par un bon ancrage au niveau local pour pouvoir ensuite s'affranchir des barrières imposées par les Hommes.

1. Le patriotisme contre le nationalisme

Le positionnement des théoriciens du communisme face au nationalisme est compliqué. Le deuxième doit être une base à la diffusion du premier mais il lui fait aussi obstacle. Staline propose de les concilier avec le concept de « patriotisme soviétique »[447]. Il précise que ce patriotisme soviétique est particulier car il regroupe les nations au lieu de les diviser. Sa force est de se fonder sur la fidélité et le dévouement du peuple à la nation soviétique. Ici, Staline

[446] LIEBICH A. *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*, Genève, Georg éditeur, 1997, p.129
[447] STALINE J., *op.cit.*, p.153

reprend les principes mêmes de la nation en ce qu'elle se rapproche de la religion. Ce patriotisme est dans l'idée de Staline bien supérieur aux autres patriotismes car il dépasse les frontières de la seule Russie soviétique pour unir l'ensemble des travailleurs de l'URSS. Pour ce faire, le patriotisme soviétique harmonise les traditions nationales locales aux intérêts communs des travailleurs de l'URSS. Ainsi le patriotisme tel qu'imaginé par Staline est l'alliance des deux sortes de nations dans lequel où malgré tout la nation élective englobe la *kulturnation*. En d'autres termes, à l'instar de la distinction entre citoyenneté et nationalité, la culture nationale locale est reconnue par l'URSS mais elle s'inscrit dans le cadre particulier du communisme. Les habitants de l'URSS sont d'abord des travailleurs soviétiques et ensuite des membres d'une culture locale propre.

Le choix des mots

Le choix des mots est d'une importance capitale dans ce cas. Pourquoi cette supériorité du patriotisme sur le nationalisme est-elle cruciale ? La réponse se trouve dans la définition même des termes. Bien que dans l'imaginaire commun, « patriotisme » et « nationalisme » sont souvent des synonymes, ils sont en réalité des antonymes. Le *Dictionnaire politique* définit le patriotisme de la façon suivante : « expression du sentiment national que l'on distingue du nationalisme, ou que l'on oppose à celui-ci, en ce qu'il demeure non xénophobe ou antagoniste, étranger à l'esprit de compétition vis-à-vis des autres pays, en quelque sorte *auto-référentiel*.»[448].

Que sous-entend donc Staline en préférant le « patriotisme » ou « nationalisme » ? Il explique que l'URSS est supérieure à toutes les autres nations car elle est fondée sur le patriotisme qui est un sentiment positif et symbole de l'ouverture aux autres. L'URSS est par conséquent parvenue à se former en tant qu'Etat dans une logique différente des Etats nations occidentaux et surtout dans une logique non-guerrière. En faisant du patriotisme le lien de rassemblement des membres de la communauté, Staline prouve l'universalisme du soviétisme et l'intérêt des autres nations à l'adopter. Ainsi, le patriotisme soviétique tout en reconnaissant l'existence de la culture nationale locale devient un gage de paix mondiale.

De plus, l'impact de cette nuance est encore plus fort en raison de la date de présentation de ce rapport devant le Soviet des Travailleurs de Moscou : le 6 novembre 1944. A cette époque, les dégâts causés par le nationalisme culturel et ethnique du nazisme sont connus. Staline qui se décrit comme le sauveur au moins de l'Europe de l'est veut maintenir son emprise sur cette région. Il sait que brandir l'étendard nationaliste sera très mal vu par les Alliés. Le

[448] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.,* p.238

nationalisme, perverti par le III^{ème} Reich, a perdu toute sa noblesse du Printemps des Peuples. Il faut donc utiliser un autre terme, traduisant cette idée de rassemblement spirituel de la communauté sans l'aspect xénophobe. La remise au goût du jour du patriotisme, vocable romantique du 19ème siècle, traduit une idée proche du nationalisme sans le rejet de l'Autre. De plus, le patriotisme n'implique pas l'idée de « frontières » qui est au cœur des querelles entre les nations.

L'affirmation du droit de scission

L'idée de cette grande liberté en URSS est renforcée par le droit des nations, donc des groupes ethnoculturels locaux, de décider de leur sort. Staline entend accorder aux nations le droit de scission. En émettant cette possibilité dès 1913, Staline est un précurseur du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » dont la paternité est attribuée traditionnellement au Président Wilson lors de son discours devant le Congrès des Etats-Unis le 8 janvier 1918. La formulation de ce droit par Staline n'est pas sans rappeler la définition que donnera plus tard le Président étasunien « seule la nation elle-même a le droit de décider de son sort, nul n'a le droit de s'immiscer *par la force* dans la vie de la nation, de *détruire* ses écoles et autres institutions, de *briser* ses us et coutumes, *d'entraver* l'usage de sa langue, *d'amputer* ses droits »[449].

De prime abord très libéral, ce droit finit par n'être qu'une théorie. En effet, Staline ajoute immédiatement à la suite de cet énoncé que la « social-démocratie » se réserve le droit de juger si une nation peut se détacher ou s'associer avec une autre. Il rappelle que si les intérêts du prolétariat sont menacés la rupture ou l'union sera frappée du sceau du véto. Ainsi, Staline bafoue aussitôt le droit à l'autodétermination. Pourtant le droit de scission est inscrit dans la Constitution stalinienne de décembre 1936. Son article 17 dispose que « à chaque République fédérée est conservé le droit de sortir librement de l'URSS »[450]. Mais l'article 18 pose, immédiatement, une limite : « le territoire des Républiques fédérées ne peut être modifié sans leur consentement »[451]. La sortie de l'URSS est libre mais la modification des frontières est soumise à l'approbation des Républiques fédérées. La rupture semble plus difficile en pratique. Staline prend bien soin aux articles 22 à 29b d'énumérer tous les territoires de l'URSS rendant *de facto* la revendication à la sortie de l'Union beaucoup plus complexe.

[449] STALINE J. *op.cit.,* p. 13
[450] *Ibid.,* p.171
[451] *Ibid.,* p.171

La reconnaissance de l'autonomie régionale

Cependant, le retour à une certaine liberté nationale locale n'est pas totalement absent dans les pratiques staliniennes. Ceci passe par la reconnaissance de « l'autonomie régionale ». Il circonscrit son propos en excluant d'emblée la possibilité de l' « autonomie culturelle-nationale »[452] pour deux raisons. D'abord l'argument de la *kulturnation* est artificiel. Il est vrai que dans une mosaïque de peuples telle que l'URSS ou la RFSY, il n'est pas aisé de délimiter une nation culturelle. Tracer ce type de frontières reviendrait à créer des poches de minorités nationales sur l'ensemble du territoire rendant *de facto* la situation très instable. Les minorités nationales par certains endroits presque aussi nombreuses numériquement parlant que la population majoritaire peuvent revendiquer la reconnaissance de leur autonomie. Cette réflexion de Staline s'applique parfaitement au problème de la reconnaissance du Kosovo. Terre serbe ? Terre albanaise ? En faisant de la citoyenneté yougoslave un concept supérieur à la nationalité le problème est temporairement résolu.

Ensuite le deuxième argument de Staline est celui du risque de la contagion nationaliste. Les membres de la communauté se replient sur eux-mêmes et sur leur culture. Ils cherchent à défendre leur espace vital.

En conclusion l' « autonomie culturelle-nationale » a des conséquences aux antipodes de la social-démocratie, elle est à bannir. Pour lui la seule solution est l'autonomie régionale d'entités qui préexistaient à l'URSS. Il cite comme exemple la Pologne ou encore l'Ukraine. Il ne traite pas de la Biélorussie. Ses frontières sont reconnues par l'URSS mais ce sont des frontières géographiques, matérielles et rien d'autre. La communauté biélorussienne n'a jamais existé en tant que telle. De même Staline renie ici aussi le passé lithuano-polonais. Il reconnait que ces territoires ne sont pas d' « homogénéité nationale complète »[453] et qu'il y a un risque pour les minorités en place. Pour Staline, une autonomie régionale d'entités anciennes possède trois avantages qu'il liste. Le premier est celui d'une identification claire d'une population et d'un territoire. Il fait une entorse à son principe de rejet de la *kulturnation*. Attacher une communauté à une terre en raison des liens historiques ancestraux qu'elles entretiennent n'est pas sans rappeler la nation culturelle. Staline se sort de cette confusion grâce au concept de « patriotisme soviétique ». Le second avantage en réponse aux critiques pouvant être émises à l'encontre du premier est que cette délimitation est un pas essentiel vers le regroupant par classes. Staline ne donne pas plus d'explications à ce sujet. Il est possible qu'il sous-entende que les prolétaires nationaux et des minorités nationales,

[452] *Ibid.,* p. 39
[453] *Ibid.,* p.39

débarrassés de la question de la reconnaissance de leur statut s'uniront désormais autour de la lutte contre la classe dominante. Enfin, le troisième et dernier avantage repéré par Staline est celui d'une meilleure exploitation des richesses naturelles. En accordant une certaine marge d'autonomie à certaines régions ces dernières sont affranchies, dans certains cas, des lourdeurs bureaucratiques lorsqu'il faut prendre une décision. L'efficacité de la production en est donc renforcée.

Toutefois la Constitution de 1936 encadre strictement cette autonomie. L'article 14 prévoit les domaines réservés à l'URSS et non aux Républiques. La lecture combinée des articles 15, 16 et 20 démontre le champ très restreint de cette autonomie régionale. Les deux premiers permettent aux Républiques de promulguer leur propre Constitution. Cependant, le troisième rappelle qu'en cas de conflit de lois entre une République fédérée et la République fédérale ce sont les lois de cette dernière qui prévalent. L'accumulation de l'ensemble de ces conditions rendent quasiment inopérante l'autonomie régionale. La nation doit donc en théorie disparaitre à partir de la Constitution de 1936 et ce faisant la question des minorités nationales aussi. Les habitants de l'URSS sont officiellement des Soviétiques et rien d'autre. Leur nationalité, bien que légalement et strictement reconnue n'est finalement qu'un accessoire pour acheter la paix des leaders nationalistes eux aussi amenés à rapidement disparaitre.

2. <u>La supériorité de la citoyenneté sur la nationalité</u>

La question de la gestion des « minorités nationales » demeure entière y compris dans une Fédération qui cherche par tous les moyens à la nier. Le recours à la nation élective est limité par la pratique. Lénine, Staline, Tito ne peuvent pas effacer par une super-citoyenneté des liens culturels, voire parfois dans le cas de la RFSY de sang qui existent entre les membres d'une même communauté. De même, cette supra-citoyenneté ne parvient pas à effacer les rancœurs entre certaines communautés.

Rappels terminologiques russes

En français, il n'existe que le terme « russe » pour désigner un habitant et un citoyen. En russe ce sont deux mots différents ayant chacun une définition très précise. Ainsi un *russki* [454] est un russe au sens ethnique c'est-à-dire une personne parlant cette langue et de religion chrétienne orthodoxe pratiquant ou non. Il est un descendant des habitants de la *Rus*', l'Etat kiévien installé sur les bords du Dniepr converti au Christianisme au 10ème siècle. Un *Rosianin* [455] est

[454] « русский » en cyrillique
[455] « россиянин » en cyrillique

quant à lui un habitant de la grande Russie qui s'étend sur toutes les terres sous domination tsariste, et par extension soviétique, regroupant de nombreux peuples de langues et de religions diverses. En russe, il existe donc bien une distinction linguistique entre la nationalité et la citoyenneté, et par conséquent entre la *kulturnation* (*russkii*) et la nation élective (*rosianin*).

Rappels terminologiques yougoslaves

Cette nuance de langage est encore plus prégnante en ex-Yougoslavie. Cette mosaïque de peuples oblige Tito à établir de façon très claire le statut de chacun. Pour donner encore plus de force à cette classification il l'inscrit dans la Constitution. Comme en URSS citoyenneté et nationalité sont déconnectées, la première est imposée, la seconde relève de la conviction personnelle. Il est très difficile de traduire de façon efficace toutes les nuances des termes *yougoslaves*, il n'existe pas suffisamment de mots en français pour une traduction optimale. Nous utiliserons donc les termes yougoslaves et nous les définirons pour tenter de donner une idée de ce qu'ils représentent.

Le premier terme est *narod*, le « peuple ». Ce qualificatif est accordé à une nationalité ayant constitué un Etat souverain à l'intérieur de la République et en assurant tous les caractères juridiques. Ces peuples sont précisément énumérés par la Constitution dès la prise de pouvoir de Tito. Il s'agit des nationalités slovène, croate, serbe, monténégrine et macédonienne. Ce sont les peuples constitutifs de la Yougoslavie, des Slaves du Sud, les peuples qui vivent sur cette terre depuis « toujours ». Suite à un plénum du Comité central du Parti communiste bosniaque en 1968, un sixième *narod* est reconnu : Musulman qui permet notamment à certains citoyens de Bosnie-Herzégovine et du Sandžak de Novi Parzar de ne pas avoir à choisir entre les autres *narod*. Cependant, il est bien précisé que le narod Musulman n'a aucun lien avec la religion.

Le second terme est *narodnosti* ou « groupes nationaux ». Ce sont des communautés dont l'Etat d'origine se trouve en dehors des frontières de la Fédération. Aucune liste n'est établie car il est assez compliqué de déterminer de façon rigoureuse un répertoire des ces *narodnosti*. Parmi ces nationalités « étrangères » il est possible de citer en Serbie les Hongrois de la Voïvodine ou les Albanais du Kosovo ou de Macédoine. Les Albanais bien que vivant depuis des siècles sur le sol kosovar et macédonien n'obtiendront jamais le statut de *narod*. Ils ne parviendront jamais à se faire reconnaitre comme peuple constitutif ils ne seront néanmoins plus contraints de se recenser comme Serbes grâce à l'adoption du *narod* Musulman.

La troisième et dernière catégorie est celle des *ostale narodnosti*. Ce sont les groupes dont l'Etat d'origine est hors des frontières mais numériquement moins nombreux que les narodnosti ou des groupes ethniques sans Etat tels que les Roms.
Il est évident que la distinction entre *nardnosti* et *ostale narodnosti* est assez floue. Elle joue sur le critère du nombre et a l'avantage de pouvoir s'adapter aux situations.

La diffusion et la construction d'une société communiste impose une révision des repères politiques. En effet, la nation est, sur le continent européen le mode traditionnel de rassemblement des communautés. Elle est remise en cause. Le communisme propose une appréhension totalement novatrice des régimes politiques et de la définition même des communautés les composant.
Une idéologie voulant unir par delà les différences internes ne peut pas souffrir du poids des minorités nationales, qui sont une des causes de la chute des grands Empires de la région. Mais les dirigeants ne peuvent pas non plus totalement nier l'existence des particularismes locaux. Bien que leur exacerbation ne remonte pas à avant le 19ème siècle, les deux guerres mondiales ont fait de l'identité nationale un sentiment quasiment sacré. La reconnaissance de la nationalité culturelle est une solution médiane pour maintenir un grand ensemble politique sans risquer de réelles révoltes ou scissions. Contrairement aux affirmations des nationalistes indépendantistes des années 1990, soutenus par les commentateurs Occidentaux, la nation n'est pas proscrite en Europe communiste. Elle est seulement appréhendée d'une façon différente. Elle est un accessoire libre de la citoyenneté. Finalement, c'est un moyen alternatif de reconnaitre une minorité nationale.
Toutefois, malgré ce montage juridique, les souvenirs des représentations nationales du 19ème siècle et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne disparaissent pas totalement. Certaines nations n'assimilent pas les nouveaux rapports issus du communisme.

B. L'autoreprésentation de la nation à l'ère communiste

Après 1945, la question des minorités est passée sous silence. Elle est remplacée par la notion de Droits de l'Homme

« Minorité » est un terme vague. Aucune des nombreuses définitions ne fait réellement consensus. Celle de F. Capotorti est utilisée par les organisations internationales : « un groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, en position non dominante, dont les membres ressortissants de l'État possèdent du point de vue ethnique, religieux ou linguistique des caractéristiques qui diffèrent de celles du reste de la population et manifestent, même de façon implicite, un sentiment de solidarité, à l'effet de préserver leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue ». Cependant, nous ne pouvons pas nous en servir dans notre étude car elle est au cœur de la Convention 157 du Conseil de l'Europe, dite « Convention-cadre pour la protection des minorités nationales » dont aucun des deux Etats qui nous intéresse n'est partie à cette époque. La Serbie le signe et le ratifie en 2001, quant à la Biélorussie, elle n'est tout simplement pas membre du Conseil de l'Europe.

Le *Dictionnaire de science politique* définit une minorité comme « tout groupe social quel qu'il soit, qui dans une société donnée, se trouve en situation d'infériorité par rapport à un groupe dominant. Cette infériorité s'exprime de façon quantitative, mais se définit aussi par référence à des données qualitatives de nature culturelle »[456]. H. Hosting propose une définition assez similaire « les groupes de personnes qui diffèrent de la majorité des habitants du pays, par la race, la religion ou le langage. Mais ces personnes doivent être divisées encore en deux catégories distinctes : a) les nationaux d'une puissance étrangère ; b) les nationaux du pays concerné. La protection des minorités devrait être considérée à partir de deux points de vue : 1) elle peut être concédée à partir des lois du pays et donc être garantie par l'Etat 2) elle peut être liée aux traités et être garantie par les puissances étrangères »[457].

Que ressort-il de ces définitions ? D'abord que l'idée d'infériorité numérique n'est pas suffisante pour qualifier un groupe de minoritaire. La meilleure illustration est surement le régime d'Apartheid en Afrique du Sud. La communauté blanche est numériquement inférieure à la communauté noire qui est pourtant en situation de minorité.

Ainsi, et c'est notre seconde remarque, la situation de minorité est un état de fait. Elle implique qu'un groupe détermine qu'un autre est minoritaire. La question de la minorité

[456] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit*, p. 194

[457] HOSTING H. *in* PLESIAT M. « Introduction. Minorité nationale : Evolution d'une notion et enjeux de Définition », *in* BAUER P., JACQUES C., PLESIAT M., ZOMBORY M., *Minorités nationales en Europe centrale. Démocratie, savoirs scientifiques et enjeux de représentation*, Paris, Centre français de recherche en science sociales, 2011, p.15

implique donc une relation dominant/dominé. Le groupe qualifié de minoritaire est un groupe socialement construit de façon discriminatoire.

Enfin la notion de minorité apparait simultanément à celle de « nation ». Les définitions de la nation et de nationalisme selon G. Hermet ou J.-S. Mill impliquent l'exclusion de ceux qui ne possèdent pas les codes pour appartenir au groupe. En d'autres termes, la minorité est un groupe ethnique, religieux, politique, social…qui n'a pas réussi à construire avec succès son Etat-nation ou qui ne parvient pas à le faire reconnaitre aux autres. C'est également un groupe incapable de revendiquer son caractère propre dans la composition des traits de la nation alors qu'il souhaite en faire partie. Ainsi son essence n'est pas perçue comme capitale par le groupe dominant. Pour reprendre A. Fenet : une minorité est « un groupe ethnique dont la préservation comme entité collective n'est pas un objectif fondamental et permanent de l'Etat »[458].

Il s'agit donc de s'interroger à l'aune de tout ceci sur comment s'auto-perçoivent les deux nations au moment clef de la chute du monde communiste. En effet, ce ressenti entre leur statut réel et leur statut fantasmé donne un éclairage intéressant dans la compréhension du chemin particulier emprunté par la Serbie et la Biélorussie. Il est certain que le plus important dans ce cas demeure l'acceptation ou non d'une situation de domination. La renaissance d'un nationalisme serbe violent est en partie due à ce refus de vivre sous domination (1°) alors que le retour vers une nation de type communiste en Biélorussie est à l'image d'une certaine habitude (2°).

1. Serbie : l'insupportable statut de minorité nationale

La Serbie est un *narod* au sein de la RFSY. Elle possède donc le statut le plus élevé dans la hiérarchie des peuples et groupes ethniques. Son caractère de peuple fondateur reconnait son rôle ancestral et déterminant dans la région.

Néanmoins, la situation n'est pas nécessairement vécue de cette manière par les Serbes. S. Milošević et les nationalistes de la fin des années 1980 manipulent ce sentiment de frustration et cette rancœur pour faire exploser la République fédérale. La tradition serbe ne conçoit pas seulement cette nation comme un peuple fondateur mais comme la nation motrice des Slaves du Sud. Pour illustrer nos propos nous nous appuierons sur le texte de Stevan Moljević, *Pour une grande Serbie homogène,* publié en 1941[459].

[458] FENET A. « Essai sur la notion de minorité nationale » [en ligne], *curapp-revue*, p.109
[459] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.* p.202s

Pour une grande Serbie homogène.

Son auteur est un avocat, membre du Parti indépendant démocratique. En 1941, il trouve refuge au Monténégro, où il devient Président du Comité exécutif du Comité central national des tchetniks. Le colonel Draža en fait son conseiller politique en 1943, année où il lui confie la direction politique de l'organisation paramilitaire. En 1945, il se livre aux Partisans qui le condamnent à vingt ans de réclusion avant d'être finalement amnistié. S. Moljević propose un programme pour recréer une vraie Serbie après la Guerre.

Conformément à l'idéologie Grand-Serbe, il entend réunir tous les territoires sur lesquels vivent des Serbes. Il ressort de son énumération des territoires par nature serbes qu'ils ne représentent pas moins de 65 à 70% du Royaume de Yougoslavie. Pour créer cette « grande Serbie homogène », il faut trouver une solution pour les peuples non serbes. L'auteur propose l'échange de population notamment avec les Croates. Il présente cette méthode comme étant la seule pour fixer les frontières et qu'à l'avenir, ne soient plus commis des crimes entre les peuples.

Cependant, contrairement à ce que laisse croire le titre du programme, S. Moljević n'envisage pas la réalisation de la Grande-Serbie en dehors du cadre de la Yougoslavie. Cette dernière est le but ultime de la coopération des peuples balkaniques. Néanmoins, pour y parvenir, la Serbie doit avoir créé son propre Etat, stable, et ensuite l'imposer aux autres qui seront nécessairement demandeurs pour l'intégrer. Là est pour lui, l'échec du Royaume des Serbes, des Croates et de Slovène. D'une part, les Serbes, bien qu'à la tête du Royaume n'ont pas su s'imposer, ils n'ont fait que se sacrifier pour l'intérêt général. D'autre part, les autres nations n'ont fourni que très peu d'efforts pour œuvrer dans la réussite du Royaume. Elles ont davantage tiré profit des bénéfices obtenus par les Serbes. C'est donc pour ne pas réitérer cette erreur que la Serbie doit reprendre possession de ses terres et fonde un Etat-nation stable. Elle l'ouvrira ensuite au Croates et aux Slovènes s'ils en acceptent les conditions. Et même une fois cette Yougoslavie de fondements serbes réalisée, c'est cette nation qui devra conserver le pouvoir de direction. En effet, en raison de son Histoire de Résistance à l'oppresseur, la Serbie est investie d'une mission de commandement et de guide des autres peuples de la région. Cette mission est autant un honneur qu'une croix, la Serbie ne peut pas y échapper. S. Moljević appuie son propos en rappelant les caractères inhérents aux Serbes : la grandeur d'âme, la vision politique et l'audace politique.

La frustration minoritaire en RFSY

La base ethnonationale de la Serbie joue à plein dans le ressenti de cette nation quant à son statut au sein de la RFSY. S'auto-représentant comme une nation dominante, elle ne conçoit pas de laisser le pouvoir à un non-Serbe. De plus, un statut de minorité ethnique implique une relation dominant/dominé. Tito promulgue les différentes Constitutions yougoslaves, c'est donc lui qui occupe la place de dominant. La qualification de *narod* n'atténue pas ce sentiment de ne pas être reconnu à sa juste valeur. En effet, après la Guerre, c'est Tito, un Croato-slovène, qui prend le pouvoir et organise le nouvel Etat et non un Serbe. Les Serbes ont perdu tout leur pouvoir de direction de la Yougoslavie et ils ne peuvent pas non plus réaliser le projet Grand Serbe car Tito définit les frontières de chaque République fédérée.

Cette contrariété dans les plans des Serbes leur donne le sentiment d'un retour dans le passé, de vivre à nouveau sous le joug ottoman. Bien que la notion de minorité nationale n'existe pas dans cet Empire et qu'elle ne soit pas employée par Tito, elle correspond exactement à la perception que les Serbes peuvent avoir d'eux-mêmes au sein de la RFSY. La définition la plus *basique* de la minorité nationale le prouve. Si nous reprenons la définition donnée par le dictionnaire de science politique, citée précédemment, une minorité nationale est « tout groupe social quel qu'il soit, qui dans une société donnée, se trouve en situation d'infériorité par rapport à un groupe dominant. Cette infériorité s'exprime de façon quantitative, mais se définit aussi par référence à des données qualitatives de nature culturelle ». La Serbie se trouve en situation de minorité alors qu'elle est la République la plus peuplée de la Fédération. Elle n'est donc pas en situation d'infériorité *quantitative* mais *qualitative*.

S. Milošević tente de mettre en application le programme de S. Moljević[460]. Il redonne confiance à la Serbie qui part à l'assaut des terres qui lui reviennent de droit. Pour autant, le Président serbe ne remet jamais en cause tant en théorie que dans ses discours l'existence de la Yougoslavie. A l'instar de son prédécesseur résistant, il travaille à la formation d'une Yougoslavie *serbisante*. Il œuvre à faire sortir les Serbes de leur condition dissimulée de minorité nationale pour en faire les hégémons de la Yougoslavie et pourquoi pas concrétiser le rêve de S. Moljević « les Serbes doivent avoir l'hégémonie sur les Balkans, et, pour avoir l'hégémonie sur les Balkans, ils doivent auparavant exercer l'hégémonie en Yougoslavie »[461].

Le statut de narod n'est donc pas suffisant pour les Serbes. Il est même considéré comme humiliant par certains nationalistes. Les Serbes sont bien évidement une nation constitutive

[460] Ceci est une conclusion issue de l'analyse du texte de S. Moljević et des actes de S. Milošević. Il n'existe, à notre connaissance aucun document dans lequel le Président serbe fasse une référence au chef politique des Tchetniks.

[461] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.* p.212

mais ils sont aussi et surtout les guides des Slaves du Sud. La mort de Tito, seul capable de maintenir une RFSY déliquescente, ouvre la brèche aux nationalistes. S. Milošević voit ici l'opportunité inespérée de prendre le pouvoir en promettant une Yougoslavie centrée autour de la Serbie.

2. La « sous-nation » biélorussienne

Le cas de la Biélorussie est bien différent de celui la Serbie. Il est bien compliqué d'apposer l'étiquette « minorité nationale » sur cette nation. Le fait qu'elle soit une nation élective et non une *kulturnation* rend *de facto* plus ardue la qualification de minorité nationale. En effet, la Biélorussie n'a quasiment jamais connue l'indépendance. Habituée à évoluer sous les lois d'un Etat plus fort et n'ayant pas eu l'occasion de se créer une culture et une Histoire à part entière ne favorisent pas la revendication de la reconnaissance d'une minorité nationale ni *a fortiori* d'une nation. Comme le rappelle A. Fenet, une minorité nationale est un groupe ethnique dont la protection et la valorisation de la culture personnelle ne sont pas le but primordial de l'Etat dominant[462]. En Biélorussie, les différents hégémons qui prennent possession de cette terre, après la chute du Grand-duché, refusent de préserver une quelconque identité biélorussienne. Le mélange de cultures aurait pu être à l'origine de la *kulturnation* biélorussienne mais, tous ses puissants voisins se sont accordés pour neutraliser l'uniatisme symbole de ce brassage culturel[463]. Il n'y a donc pas réellement d'ethnoculture, base d'une minorité nationale à défendre en Biélorussie. Suivant les époques, elle est lithuano-polonais, russe, soviétique.

La Biélorussie n'est pas une minorité nationale au sein de l'URSS et ne se ressent pas comme tel. Il faut donc trouver une autre qualification.

La « sous-nation » selon A.-.L. Sanguin

A.L. Sanguin définit la communauté politique, et par exemple la nation, comme un « type de relation parmi des groupes tel que ces groupes spécifiques et les individus les composant montrent plus de loyauté vis-à-vis de leurs institutions politiques centrales que vis-à-vis de toute autre autorité politique ; ceci dans une période de temps spécifique et dans un espace géographique facilement identifiable »[464]. Il distingue deux types de communautés composant

[462] FENET A., *op.cit.*, p.109
[463] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables
[464] *Ibid.* p.49

la nation : d'une part, la minorité nationale et d'autre part, la « sous-nation »[465]. Cette dernière est un « petit peuple situé à l'intérieur d'un Etat national »[466]. Si nous nous situons à l'échelle de l'URSS, les Biélorussiens, en leur qualité d'habitants de la République socialiste soviétique de Biélorussie, sont bien un petit peuple de l'Etat national.

A cette première esquisse de la sous-nation, il ajoute des éléments de définition complémentaires. La sous-nation n'est pas totalement intégrée à l'Etat. Le territoire de cette sous-nation est un témoin d'une indépendance passée, ce point est à nuancer pour la Biélorussie car elle n'a connu que quelques mois d'indépendance à la fin des années 1910.

Cependant ceci n'est pas suffisant. Il donne d'autres éléments de définition. Ce petit peuple n'est pas totalement intégré à l'Etat mais il n'est pas non plus en lien avec un autre Etat-mère. La non-intégration totale de la Biélorussie à la nation russe s'exprime par le sentiment de supériorité que les dirigeants soviétiques. Pourtant, malgré l'attachement particulier de l'ouest de la République pour la Pologne, la Biélorussie ne conçoit pas de s'identifier à un autre Etat que l'URSS. Elle est un des membres de cette Fédération et qui plus est un membre fondateur.

A.L. Sanguin propose quatre critères pour déterminer si la communauté en question est une minorité nationale ou une sous-nation.

Le manque d'unité linguistique**.** Les membres de la sous-nation parlent la langue de l'Etat sur lequel ils vivent même s'il perdure des restes de la langue d'origine. Le vieux biélorussien demeure la langue de l'administration jusqu'à être remplacé par le polonais qui sera lui-même remplacé par le russe après l'annexion. Pourtant malgré les différentes campagnes politiques visant à nationaliser la langue, le vieux biélorussien survit. Il est préservé par des auteurs à partir le 18ème siècle.

Une unité religieuse et de patrimoine avec la nation majoritaire. Ensuite, la sous-nation possède le même patrimoine historique et la même religion que l'Etat majoritaire. Le partage de ce patrimoine historique entre la Russie et la Biélorussie est assez récent. En termes de durée, la Biélorussie l'a bien davantage partagé avec la Pologne et la Lituanie. L'acculturation russophile, et encore plus soviétique, ne remonte qu'aux 18ème et 20ème siècles. Elle se fait de façon violente surtout pour les citadins qui ont largement assimilé la culture lithuano-polonaise. Seule la communauté juive semble assez exemptée de ce phénomène. Sa mise à la marge de la société lui permet de préserver sa culture ashkénaze. Mais c'est le deuxième objet

[465] *Ibid.* p. 62s
[466] *Ibid.* p. 62

de partage qui fait une différence importante. En effet, si les Biélorussiens se sentent au départ plus proches des Russes que des Polonais, c'est parce que les premiers sont Orthodoxes comme la plupart des paysans. Au contraire, les Polonais sont Catholiques. Cette religion est alors le symbole de l'élite étrangère au pouvoir. Le Catholicisme est l'attribut d'une puissance étrangère oppressive alors que l'Orthodoxie est celui d'une culture amie libératrice.

Une unité d'idéaux et d'habitudes. De plus, et ceci est le troisième critère, la sous-nation porte les mêmes idéaux et les mêmes attitudes que les autres habitants[467]. Il est certain que la Biélorussie porte les mêmes idéaux que la Russie, d'abord d'un point de vue religieux. Les idées soviétiques en sont également un parfait exemple. La Biélorussie est l'une des Républiques fondatrices de la Fédération. Autre preuve de son attachement aux idéaux soviétiques : il est communément admis que lors de la Grande Guerre patriotique, c'est l'Armée rouge qui a libéré la République. Les Résistances nationales et encore plus juives sont totalement occultées[468]. D'ailleurs, dès lors, ce n'est plus la religion qui unit les Biélorussiens aux Russes mais les idées politiques. Les Biélorussiens ne sont plus simplement des Orthodoxes soumis au Patriarcat de Moscou mais des Soviétiques suivant les directives du Kremlin.

Une potentielle autonomie passée. Enfin, parfois la sous-nation a eu dans le passé une autonomie politique au sein de l'Etat majoritaire. Ici ce n'est pas le cas de la Biélorussie. Les quelques mois de survie de la République Populaire de Biélorussie ne comptent pas. La Russie n'a jamais réellement reconnu cette indépendance et annexe l'Etat rapidement.

La revendication du statut de « sous-nation »

La Biélorussie est une « sous-nation ». Le fait qu'elle soit une nation élective et non une *kulturnation* explique grandement ceci. En effet, il ressort de l'étude d'A.L. Sanguin que l'un des principaux traits de la « sous-nation » est sa communauté de valeurs avec la nation dominante.

Ainsi, si la nation biélorussienne est qualifiée de sous-nation et non de minorité nationale c'est parce qu'elle se considère comme une part de la nation russe. Elle ne ressent pas nécessairement à l'époque soviétique une certaine subordination à la Russie.

[467] Pour ce qui est des « attitudes » nous ne nous prononcerons pas, cette étude relève davantage de l'ethnographie que de la science politique.
[468] Voir Partie I- Titre I- Chapitre II. Une appropriation de la mémoire nationale

Le sentiment de relation dominant/dominé vient davantage de la Russie pour qui la Biélorussie est avant tout un enjeu stratégique. Elle est un fidèle et docile rempart contre la fièvre révolutionnaire qui ourdit en Pologne et dans les Etats baltes.
La Serbie se considère comme une minorité nationale de la Fédération. Certains de l'attachement de la masse à sa culture et à son Histoire, les nationalistes des années 1980 savent que leur exaltation est la parade infaillible pour que la masse se révolte et les suivent dans leur projet de Yougoslavie Grande serbe.
La Biélorussie, sous-nation, se considère comme une fraction de la Russie. La chute du monde communiste est une incompréhension pour la masse qui n'identifie pas très bien quels sont les griefs portés à ce système qui lui procure tant de bénéfices. De même, une rupture avec la République de Russie est une sorte aberration pour la masse. La Biélorussie a toujours été rattachée à la Russie. Le Président Chouchkevitch semble travailler à la mise en place d'une autonomie régionale comme le prévoyait la Constitution de 1936.

L'autoreprésentation de la nation durant la période communiste est essentielle pour comprendre les rouages du mouvement nationaliste des années 1990.
Le refus de la Serbie d'être une minorité nationale est symptomatique du nationalisme Grand-serbe. La reconnaissance de la nationalité culturelle n'est pas suffisante. L'approche du grand-serbisme par I. Garašanin ou encore par le Colonel Draža conduit à vouloir davantage pour une redéfinition des statuts au sein de la RFSY. Elle ne serait plus d'essence titiste mais serbe et les autres communautés la composant seraient des déclinaisons des *narod* ou des *narodnosti* selon leur degré de similitude avec la nation serbe.
Qualifier la Biélorussie de sous-nation permet de comprendre pourquoi A. Loukachenka remporte un tel succès en proposant un régime communiste. Il ne fait preuve d'aucune novation, il recycle les conséquences d'une propagande russo-soviétique très dure. Les Biélorussiens des années 1990 ne contestent pas l'indépendance de 1991, mais, en 1994 ; ils ne comprennent pas l'acharnement du BNF et des communistes démocrates à vouloir imposer la démocratie. Ces trois années à se tourner vers l'Ouest sont une catastrophe. Par contre, la proximité avec la Russie et le communisme ont fait leurs preuves depuis déjà longtemps. Ils optent pour une vision à court terme rassurante plutôt qu'une à moyen voire long terme indécise.
La vague de démocratisation des années 1990 est une occasion inespérée pour les nationalistes. Elle leur permet de croire à une possible rupture avec le régime en place. Le sentiment national peut désormais s'exprimer. Par la transposition de la grille de lecture de M.

Hroch, nous constaterons étape par étape comment S. Milošević et A. Loukachenka créent un mouvement nationaliste qui ne conduit pas à la transition démocratique.

II. La réception du sentiment national dans la société post-communiste

Le retour en force de l'idée de nation dans une région dirigée par le communisme est un bouleversement total pour les peuples. La propagande étatique communiste a fait son œuvre et les masses sont, en théorie, bien éduquées et endoctrinées. En pratique, les choses sont quelque peu différentes. Le nationalisme ourdit dans la masse depuis le début de la soumission. Les élites locales n'attendent qu'une faille dans le pouvoir pour se réveiller.

Néanmoins, le peuple est une girouette idéologique qui adoube le leader qui lui promet l'avenir le plus radieux. Le peuple se soumet à un nouveau régime qui doit lui apporter paix et propriété. Il est au cœur de tout, le Graal de chaque leader politique. Celui-ci doit parvenir à lui insuffler l'idéologie nationaliste dans ce cas, qui l'anime depuis toujours, pour renverser le pouvoir en place et mettre à sa tête celui qui le représente réellement.

Comme le remarque E. Hobsbawm, l'identification de la masse populaire à l'idée de nation n'est pas naturelle pour toutes les communautés. E. Hobsbawm souligne que la loyauté envers les seigneurs, ou leaders politiques dans notre cas, ne conduit pas nécessairement à l'identification à toute la noblesse (élite). Il existe une relation particulière entre le leader et la masse qui n'inclut pas les élites.

Pourtant, M. Hroch[469] démontre l'importance des élites dans la construction « des mouvements nationalistes »[470]. Dans sa présentation de l'œuvre de l'auteur tchèque, A. Roger définit le « mouvement nationaliste » comme « un pôle de mobilisation sociale et idéologique ; il travaille à réduire le décalage relevé entre appartenance objective à la nation et représentations subjectives»[471]. M. Hroch explique que ces mouvements ont pour objectif de donner à une communauté conscience d'elle-même. Cette petite poignée de « patriotes » a pour but de créer une « agitation nationale » au sein de la communauté afin de faire superposer consciences « objective » et « subjective ».

La mobilisation de l'ensemble des classes sociales[472] rend possible le mouvement nationaliste. Il distingue alors entre « petites » et « grandes » nations[473] pour comprendre pourquoi la

[469] L'ensemble des citations des travaux de M. Hroch proviennent, sauf mentions contraires d'A. ROGER, *op.cit.*
[470] *Ibid*., p.46
[471] *Ibid.*
[472] L'étude du phénomène de « massification » pour reprendre la formule d'E. HOBSBAWM sera faite ultérieurement.

mobilisation est réalisable dans les deuxièmes et chaotique dans les premières. Ce sont les « aléas historiques »[474], concept non défini par l'auteur, qui permettent une mobilisation totale ou, *a contrario*, inachevée.

La Serbie et la Biélorussie sont des petites nations. Elles sont soumises à un nationalisme violent et combatif en raison d'une structure sociale incomplète. Il leur manque une classe sociale capable de mobiliser de façon sereine les masses pour porter le discours national. Dès lors, la construction d'un mouvement national stable n'est pas possible et le discours nationaliste n'est pas correctement diffusé. De son coté la population n'est pas non plus dans les conditions optimales pour recevoir ce discours. M. Hroch détermine quatre points d'étude pour qualifier le groupe en question de « petite » ou de « grande » nation : la structure sociale, le combat décisif, le rôle de la bourgeoisie et le discours nationaliste. Nous les étudierons en deux temps. La structure sociale sera vue de façon séparée, les trois autres points seront rassemblés en une seule analyse.

Dans un article de 1998[475], M. Hroch précise que son étude sur les caractères des petites et des grandes nations n'est pas faite de façon analogique. Il blâme les scientifiques actuels qui font du modèle Occidental et particulièrement français, le mètre-étalon de la formation de la nation, réhabilitant de la sorte la typologie de H. Kohn. Les nations européennes ne se développent pas selon un mais deux processus différents. De ce fait, le dessein national est-européen n'est ni une exception ni une déviance au modèle Occidental. Il est le résultat d'un enchaînement historique et contextuel propre à la région et à chaque communauté. De ces spécificités nationales découlent plusieurs traits communs à l'ensemble des revendications nationales des PECO[476]. Cependant, il rappelle qu' « on ne peut en effet oublier que, outre les caractéristiques déclinées plus haut, que nous retrouverons grosso modo dans tous les mouvements nationaux, tous ces mouvements possédaient une spécificité conditionnée par l'Histoire »[477].

La Serbie est une *petite nation*. Le cas de la Serbie est étudié au travers de l'exemple du Kosovo et des tensions ethniques entre les Serbes et les Albanais. (A).

En Biélorussie, c'est au travers du discours nationaliste d'A. Loukachenka que nous qualifierons la nation. Nous opérerons également une distinction dans le parcours idéologique

---

[473] La qualification de « petites » et « grandes » nations n'a aucun lien avec la taille du territoire. Ici tout est question de structure sociale.

[474] ROGER A. *op.cit.*, p. 48

[475] HROCH M., Une identité indésirable: le nationalisme, un legs du communisme?, [en ligne] *in* Cahiers du CE-FRES *Regards communs sur l'Europe*, 1998, p.58-63

[476] M. Hroch en dénombre huit dans cet article qui seront étudiés dans le B à suivre.

[477] HROCH M., *op.cit*, p. 61

du leader biélorussien. En effet, ses convictions s'inversent totalement entre ses débuts politiques à la fin des années 1990 durant lesquels il est un des pionniers de la transition démocratique et le putsch de Moscou en 1991 suite auquel il redevient un ardent défenseur du modèle soviétique(B).

Ces deux nations se détachent du modèle de petite nation à travers l'item de l'« audience du discours nationaliste ». En Serbie, l'ancienneté du sentiment national et le souvenir du passé indépendant sont deux arguments qui séduisent quasiment automatiquement le peuple.

En Biélorussie, A. Loukachenka jouit d'une capacité de séduction rapide et quasiment totale au début des années 1990, grâce au contexte économique déplorable suite à la disparition du système communiste.

A. Une structure sociale incomplète

Pour M. Hroch, le premier point à étudier pour qualifier une nation de « grande » ou de « petite » est sa structure sociale nationale. Dans les grandes nations, la structure sociale est dite complète lorsqu'elle recouvre les trois classes sociales nécessaires au bon fonctionnement d'une société humaine. Il identifie à l'époque de la Révolution Industrielle trois classes sociales : « la bourgeoisie », « la paysannerie » et « la noblesse possédante ». Selon lui, c'est parce ces trois classes sont présentes que la mobilisation autour du projet national est possible. Au contraire, dans le même contexte, dans les petites nations, la noblesse possédante indigène n'est pas présente. Des « aléas historiques » ont conduit à l'impossibilité de sa formation. Elle est alors remplacée par une noblesse possédante allogène, issue de la nation dominante. M. Hroch note que parfois, la noblesse indigène existe mais elle est inféodée à la noblesse allogène. Ce manque dans la structure sociale indigène ne permet pas une mobilisation nationale efficace.

Nous allons nous réapproprier cette idée de structure sociale complète ou non dans le cadre de la transition démocratique des années 1990. Pour cela, nous nous permettrons quelques modernisations sémantiques pour modeler le vocabulaire au contexte historique. Ainsi nous convertirons la « paysannerie » en « masse » ou « peuple » et la « noblesse possédante » en « nomenklatura titiste » et « Albanais du Kosovo » pour le cas particulier de la Serbie (1°) et la « nomenklatura soviétique » puis les « démocrates proches du président Chouchkevitch », en Biélorussie (2°).

1. L'impossible identification de la « noblesse possédante » au Kosovo

A l'instar de l'époque ottomane, la noblesse possédante en Serbie n'est pas de nationalité serbe, ou plus précisément ne se revendique pas en tant que Serbe bien que consciente de son origine ethnique.

A la fin des années 1980, la Serbie appartient toujours à la Yougoslavie titiste. Le concept de nationalité relève du choix personnel, il passe au second plan, derrière celui de la citoyenneté yougoslave.

La noblesse possédante en République de Serbie correspond à la nomenklatura au pouvoir. Les fervents titistes (convaincus ou intéressés) s'accrochent à leur pouvoir et comptent sur la force de la devise « Fraternité et Unité » instaurée par le Maréchal pour ne pas subir une déconvenue populaire. En leur qualité de gardiens de l'idée titiste, ils sont les représentants de leur nation respective mais avant tout ils sont des Yougoslaves. L'appartenance nationale n'est qu'un argument pour obtenir une fonction. Ils sont à la croisée entre la classe possédante indigène par le sang et allogène par les convictions.

La structure sociale au Kosovo est rendue incomplète non seulement par la spécificité même de la Province constamment déchirée entre deux nations et aussi par l'idéologie titiste malmenée par le contexte politique de l'époque. L'agitation nationale se trouve donc noyée dans un marasme d'autres questions, elle ne justifie pas à elle seule la mobilisation de l'ensemble de la société autour d'un projet commun. Elle n'est finalement qu'un argument brandit comme un étendard ou un repoussoir par chaque partie pour légitimer sa position ou incriminer l'adversaire.

L'impossible question du dominant du Kosovo

Au Kosovo se superpose un autre obstacle à la structure sociale complète : les Albanais. Malgré d'innombrables manifestations à l'époque titiste, ils n'obtiennent pas la reconnaissance constitutionnelle de la nationalité albanaise. Les Albanais n'arrachent pas non plus le statut de République[478] pour le Kosovo. Numériquement plus nombreux, ils empêchent la constitution d'une véritable « masse populaire » dévouée à la cause serbe. Au contraire, la masse serbe est très réduite au sein de la population albanaise. De ce fait non seulement, la « noblesse possédante » serbe est quasiment inexistante mais seule une infime partie de la masse est potentiellement séduite par le projet national serbe. Le recensement de 1991 fait

[478] La Constitution de 1974 accorde néanmoins le statut de « Province autonome » de la Serbie avec un statut proche de celui de la République. Le Kosovo se voit octroyer un droit de véto au Parlement serbe, sans pour autant être indépendant de la République mère.

apparaitre que les Serbes ne représentent que 11% de la population kosovare contre 82% pour les Albanais[479]. La question se pose du projet national du Kosovo ? Celui des Albanais plus nombreux ou des Serbes plus puissants ? La revendication d'un Kosovo albanais promet une réception populaire plus large tout en étant une première étape à la reconnaissance de la nationalité albanaise comme *narod* yougoslave et à terme l'obtention du statut de République impliquant un détachement de la Serbie. Au contraire, le projet national serbe trouve un écho plus faible au sein de la masse en raison de l'infériorité numérique des Serbes dans cette région. Cependant, la force de cet appel est plus grande en raison de la position de dominants des Serbes qui sont de plus un *narod* de la Yougoslavie titiste. En d'autres termes, la structure sociale du Kosovo est incomplète car dans la masse subsiste cet antagoniste inconciliable entre légitimité historique serbe et légitimité démographique albanaise.

Il est impossible de savoir qui des Serbes ou des Albanais dominent l'autre. Selon le point de vue, la réponse varie.

Le retour de la noblesse possédante albanaise

La question de la nationalité de la « noblesse possédante » se pose lorsqu'Azem Vllasi regagne la confiance des Albanais en 1987 en s'opposant à S. Milošević. L'inimitié entre les deux hommes pourtant amis auparavant débute en septembre 1987 quand l'Albanais refuse son soutien au Serbe durant la 8ème session. Le premier reproche au second d'encourager par son discours nationaliste les Albanais du Kosovo à la séparation et par extension à l'éclatement de la RFSY. De son coté, S. Milošević voit d'un très mauvais œil la popularité grandissante d'A. Vllasi dans la Province autonome. C'est la première fois que le leader serbe est confronté à une quelconque résistance.

Ce retournement d'A. Vllasi empêche la constitution d'une structure sociale complète au Kosovo. Il la rend impossible en renforçant l'idée de deux « noblesses possédantes », voire trois si sont pris en compte les quelques derniers tenants du titisme, qui se disputent le pouvoir. Il est d'ailleurs bien difficile de déterminer le caractère allogène ou indigène de chacune.

[479] Voir ROUX M., « Le Kosovo en voie d'homogénéisation : quelle est la part du *nettoyage ethnique* ? »[en ligne] *Revue Géographique de l'Est* vol 45/1|2005

2. La destruction de la structure sociale par A. Loukachenka.

En Biélorussie, la période soviétique ne permet pas la constitution d'une classe possédante indigène déclenchant une agitation nationale.

Il existe bien des Soviets nationaux dans chaque Républiques mais aucun représentant à cette assemblée ne songerait à remettre en cause le bien fondé du soviétisme pour demander la reconnaissance d'un quelconque particularisme national et encore moins exiger l'indépendance. Les avantages et le prestige garantis par le poste sont bien trop inestimables pour risquer de les perdre.

La Biélorussie, comme toutes les autres Républiques soviétiques est aux mains d'une nomenklatura chapeautée par Moscou. Cette élite, cette « noblesse possédante » est avant tout soviétique par conviction. La peur des représailles du pouvoir central empêche pendant longtemps la constitution d'une classe possédante indigène. De même, à l'époque soviétique, la peur de la police d'Etat et le zapadno-russisme sont des obstacles à la constitution d'une structure sociale complète.

Un début de structure sociale autour d'A. Loukachenka

Il faut attendre la Pérestroïka et la Glasnost pour que la situation évolue un peu avant de faire un retour en arrière fulgurant. Le début de carrière politique d'A. Loukachenka suit parfaitement les péripéties de l'échec de la constitution d'une structure sociale complète en Biélorussie.

En 1989, lors des premières élections libres en RSSB, A. Loukachenka fait sensation en se présentant contre le candidat officiel du parti. Pendant sa campagne, il n'hésite pas, en réunions publiques, à tacler les privilèges de la nomenklatura soviétique et les inégalités sociales pesant sur les paysans. Il est finalement battu, de peu, par le candidat officiel, mais la machine Loukachenka est lancée. Capable de capter l'attention des foules et des médias, une agitation se forme autour de lui contre le pouvoir en place. Cependant, il est impossible ni de qualifier avec certitude cette agitation de nationale ni d'affirmer qu'elle est à l'origine de l'indépendance de la Biélorussie. Il est certain que nous sommes face à un mouvement de contestation contre une puissance dominatrice mais la question nationale est quasiment absente des débats politiques. Ici c'est la question économique qui concentre toutes les attentions. De plus, même si cette agitation œuvre dans la lutte indépendantiste, elle s'inscrit dans un mouvement plus large, au niveau de la région. Les concessions faites par Moscou sont la résultante d'un mouvement global et non celle d'une révolte propre aux Biélorussiens.

Quoi qu'il en soit A. Loukachenka devient la figure de proue d'un mouvement de contestation. Petit à petit, l'ensemble des classes de sociétés se range derrière lui.

Une structure sociale rendue incomplète par A. Loukachenka

La structure sociale n'aura pas le temps de devenir complète. C'est A. Loukachenka, lui-même, qui met un terme à la dynamique par un revers idéologique. Alors que la Biélorussie obtient son indépendance, que la vieille nomenklatura soviétique tend à disparaitre, ou du moins à se recycler dans le capitalisme, l'Etat est frappé par une dépression économique comme il n'en a jamais connu. Flairant le nouveau cheval de bataille, A. Loukachenka ne se veut plus le champion de l'ouverture au monde Occidental. Il milite désormais pour un retour au communisme, seul à pouvoir garantir la prospérité de la Biélorussie. Il se retourne contre ses alliés à la tête de l'Etat : les démocrates, pères de la transition démocratique, menés par le président S. Chouchkevitch. Hier membres de la classe possédante indigène, les démocrates sont aujourd'hui des étrangers. Ils ne valent pas mieux que la vieille nomenklatura soviétique chassée moins de cinq ans plus tôt.

Toute la structuration de la société est à refaire. Les Biélorussiens doivent se trouver une nouvelle noblesse possédante indigène qui sera capable d'allumer la mèche de l'agitation nationale. En attendant, A. Loukachenka s'octroie les faveurs du peuple et contrôle tous les potentiels concurrents à son pouvoir.

En Serbie et en Biélorussie, la structure sociale reste incomplète et empêche la qualification de grande nation. Dès lors, le combat nationaliste devint violent.

Au Kosovo, il est difficile de savoir qui des Serbes ou des Albanais est la communauté dominante. Toute dépend du point de vue et de la définition de classe dominante.

La Biélorussie entame sa transition démocratique avec une ébauche de structure sociale complète. De 1991 à 1994, sur ce point la Biélorussie suit la trajectoire des grandes nations. C'est le revirement idéologique d'A. Loukachenka qui brise le processus et empêche une finalisation de la transition. Le Président est bien un « aléa historique » selon la formule de M. Hroch.

Cette structure sociale incomplète bouleverse la révolte nationaliste et redéfinit la nature du combat. La bourgeoisie locale se bat contre un ennemi extérieur pour son indépendance, et non pour la reconnaissance de l'égalité des droits.

B. L'impossible combat nationaliste de la bourgeoisie

Dans les grandes nations, lors de l'avènement du capitalisme, un « combat décisif »[480] sur l'avenir de la nation est engagé entre la bourgeoisie montante et la noblesse possédante déclinante. La bourgeoisie appelle à la fin de la société agraire pour la remplacer par une société industrielle qu'elle dirige. Au contraire, la noblesse est favorable au maintien de la société agraire garantissant ses privilèges. La spécificité de la grande nation est que l'ensemble des classes composant la société est indigène, la lutte se fait donc sans intervention d'une puissance extérieure. Il s'agit d'une sorte de « guerre civile » pour déterminer quelle classe dirigera la nation. La question nationale n'est pas au cœur des débats. C'est une thématique sous-entendue dans la rhétorique bourgeoise revendiquant davantage de droits et de libertés.

Débute une lutte pour une libération des droits et des libertés sociaux et non de libération nationale. Les membres de la société sont tous conscients d'appartenir à la même nation, bien que ce sentiment ne soit pas nécessairement formulé de façon claire par chacun. L'objectif n'est pas l'indépendance nationale mais la forme et l'organisation de la société.

Dans les petites nations, le combat de la bourgeoisie prend une tournure tout à fait différente en raison de la présence d'une structure sociale incomplète due à la présence d'une puissance dominante extérieure. Lors de l'avènement du capitalisme l'affrontement pour le pouvoir entre la bourgeoisie montante et la noblesse possédante descendante ne peut pas avoir lieu. La première, nationale, ne peut pas s'affirmer face à la seconde, étrangère, qui détient tous les leviers du pouvoir.

La grande bourgeoise est par conséquent celle d'une « nationalité opprimée » contre une « nation dominante ». Il ne s'agit plus d'une lutte sociale pour mettre fin aux privilèges de la noblesse, mais d'une lutte nationale pour se libérer du dominant. Les rhétoriques sont inversées par rapport aux grandes nations : les revendications sociales sur les droits et les libertés sociaux sont ici en soutien à l'objectif premier du soulèvement : l'indépendance. La bourgeoisie entame un combat pour démontrer l'illégitimité de la noblesse possédante à conserver le pouvoir au nom de l'identité nationale et de la nation. Le but final pour reprendre le vocabulaire de M. Hroch est de doter la nation d'une structure sociale indigène complète ; en d'autre terme d'offrir à « la nation des attributs qui manquent à la pleine existence nationale »[481].

[480] ROGER A. *op.cit.* p. 47
[481] HROCH M. cité par ROGER A, *op.cit.*, p.49

Bien que l'analyse de M. Hroch s'applique à la transition qui s'opère en parallèle de la Révolution Industrielle, elle peut être utilisée pour éclairer le contexte particulier de la transition post-communiste en Serbie et en Biélorussie. Dans ces deux cas particuliers, la bourgeoisie nationale serbe correspond aux nationalistes du cercle proche de S. Milošević (1°). En Biélorussie, elle est identifiée d'abord sous les traits des partisans de la chute du régime communiste puis de ceux favorables au retour à un régime de type communiste (2°).

1. Le combat contre les Albanais du Kosovo

Après la mort du Maréchal Tito, la Yougoslavie entre dans une phase de délitement. La disparition de son charismatique fondateur révèle les failles du système et la réalité de la catastrophe économique et sociale de l'Etat. Les héritiers de Tito tentent de maintenir le système en place. Pour cela, ils proposent deux options. Certains à l'image d'I. Stambolić militent pour un maintien du *statu quo*. D'autres, tel qu'A. Marković, Premier ministre de la Fédération, injectent quelques doses homéopathiques de libéralisme pour sauver le titisme. Il est clair que les uns comme les autres ont le même objectif : préserver l'unité yougoslave menacée par les poussées nationalistes à visées indépendantistes qui fleurent dans les Républiques.

Leurs discours, en total décalage avec les envies de la population, ne trouvent que peu d'audience. Ces représentants d'un système qui a fait son temps, finissent par être perçus comme une puissance étrangère aux masses. Leur légitimité est remise en cause par S. Milošević qui récupère les vieux sentiments nationaux des Serbes.

La situation catastrophique des Serbes du Kosovo

S. Milošević parvient à démontrer aux Serbes par l'exemple de la situation de leurs frères du Kosovo qu'ils sont une nation opprimée prisonnière d'un grand ensemble politique qui l'empêche de réaliser sa destinée majestueuse. En effet, il clame haut et fort que les Serbes du Kosovo sont chassés de chez eux par les Albanais, soutenus par les dirigeants titistes qui ne viennent pas à leur secours.

Il est vrai que les Serbes du Kosovo quittent la Province. Pour autant, les Albanais n'en sont pas la cause. Cet exode est volontaire, ou du moins une solution pour leur survie. Le Kosovo est l'une des régions les plus pauvres de la RFSY, les Serbes migrent vers la République-mère, non pas sous la menace de mort de leurs voisins albanais mais sous celle de la crise

économique. Ils espèrent trouver en Serbie, réputée plus prospère, des conditions de vie plus décentes.

Mais, S. Milošević et ses complices nationalistes en quête de pouvoir présentent une situation conforme à leur projet. « L'exode lent mais continu des jeunes qui partaient, principalement pour des raisons économiques, accentuaient leur inquiétude. Alors pour attirer l'attention de la lointaine Belgrade, ils accusèrent les Albanais de les forcer à l'exode. Ils affirmèrent être victimes de multiples pressions, voire d'exactions. Face à l'immobilisme des dirigeants communistes, le mouvement de protestation s'amplifia pendant l'hiver 86-87. Inquiet, Ivan Stambolić demanda à Slobodan Milošević de se rendre sur place pour discuter avec les responsables locaux de la situation »[482]. Ironie de l'Histoire, c'est I. Stambolić qui offre à S. Milošević les armes grâce auxquelles ce dernier va l'évincer du pouvoir. Il ne se le pardonnera jamais « beaucoup de gens m'avaient mis en garde, mais je ne les ai pas crus. Tout au long de ma carrière j'avais évité plus d'un piège, mais Milošević n'était pas un piège que quelqu'un m'aurait tendu, je l'avais choisi moi-même comme bras droit ».[483]

Une revendication nationale pour un rattachement du Kosovo à la Serbie

Dès lors la bataille nationale est lancée. Les Serbes du Kosovo, représentés par leur champion, demandent plus de droits en raison de leur origine ethnique et de leur identité serbe. En principe, lorsque les revendications nationalistes s'inscrivent dans le cadre d'une domination étrangère, elles réclament une scission territoriale. Au contraire, ici, c'est un rattachement encore plus fort avec la Serbie qui est demandé. Ils se rebellent contre la domination démographique des Albanais de la Province qui ôte toute sa *serbité* historique à cette terre. De plus ils se battent également contre le gouvernement, successeur de Tito, le fossoyeur de la grandeur mythique serbe, qui ne prend aucune mesure de protection envers eux.

2. <u>La neutralisation du combat par A. Loukachenka</u>

De la même manière en Biélorussie, le combat entre la bourgeoisie nationale montante et la noblesse possédante indigène descendante n'a pas pu avoir lieu lors des bouleversements des années 1990. La noblesse possédante biélorussienne n'existe pas en ex-URSS, elle est soviétique donc en théorie *a-nationale*. Cependant, au contraire de la Serbie où S. Milošević œuvre pour la création d'une bourgeoisie nationale, en Biélorussie, c'est A. Loukachenka qui la détruit consécutivement à son revers idéologique. En effet, dans une nation politique, les

[482] HARTEMANN F., *op.cit.*, p. 33
[483] *Ibid*. p.29

membres de la bourgeoisie ne doivent pas prouver leur origine mais leur adhésion aux idées. Pour faire partie de la bourgeoisie du leader, il faut donc être en accord avec celle de celui-ci et s'opposer à celle de la noblesse possédante allogène. Alors que les liens du sang par principe demeurent, ceux de l'idéologie sont fluctuants surtout dans une époque de troubles. Dans ce genre de régime où les convictions idéologiques sont les symboles de l'appartenance ou non à la nation, c'est l'opposition qui fait office de « nationalité opprimée ».

A. Loukachenka leader de la nationalité ethnoculturelle minoritaire

Au début de la carrière politique d'A. Loukachenka, la « nationalité opprimée » de la Biélorussie soviétique est celle des tenants de la transition démocratique, ou du moins de ceux qui sont favorables à un changement de pouvoir.

Figure montante de la Pérestroïka en Biélorussie, il se présente comme un militant de la démocratie et de l'économie de marché. Lors de ses interventions au Soviet Suprême, il défend la privatisation des terres agricoles, la souveraineté de la Biélorussie et vote même pour octroyer une valeur constitutionnelle à la Déclaration de la souveraineté de la République soviétique socialiste de Biélorussie. Comme le souligne V. Karbalevitch, le futur président de la Biélorussie exprime à ce moment là des positions identiques à celles défendues par le Front populaire biélorussien. Ces visées démocratiques sont minoritaires au sein de l'Assemblée suprême où règnent encore en maitres absolus les membres de la nomenklatura soviétique.

L'embryon de bourgeoisie nationale ne revendique pas comme la plupart des nations dominées sa reconnaissance en tant que groupe ethnique indépendant de la majorité mais la reconnaissance en tant que groupe idéologiquement différent de celle-ci. Finalement, au cœur de l'arène politique de ce petit Etat perdu au cœur de l'Europe se joue encore le combat idéologique de la Guerre froide. Bien évidemment l'appel à plus de droits pour les masses est sous-jacent. Il découle nécessairement de l'abolition du système soviétique. En effet, il subsiste encore l'image d'Epinal de l'association naturelle entre démocratie et liberté et égalité héritée de la Révolution Française et diffusée par la propagande américaine après 1945.

A. Loukachenka leader de la majorité communiste

Cependant, les chemins d'A. Loukachenka et du BNF ne se superposent que quelques temps. Rapidement, le premier abandonne sa rhétorique transitionnelle pour un retour aux valeurs communistes. Il est légitime d'ailleurs de se demander s'il les avait réellement abjurées.

Désormais, la constitution d'une bourgeoisie nationale structurée autour des idées démocratiques est impossible, elle a perdu son leader potentiel : A. Loukachenka. La transition vers un régime de type Occidental devient la cause de tous les maux de la Biélorussie. La campagne présidentielle de 1994 se joue sur cette thématique. Les droits exigés pour le peuple avant 1994 tombent rapidement dans l'oubli au nom du redressement de l'Etat. De même le droit de parole de l'opposition qui a permis à A. Loukachenka de prendre le pouvoir n'est plus qu'un souvenir.

La bourgeoisie nationale ethnique biélorussien représentée par le BNF est plus que jamais inaudible. Revendiquer son origine biélorussienne est un acte dangereux. En effet, grâce à d'habiles manipulations propagandistes, A. Loukachenka est parvenu à rendre naturelle l'association entre ethnonationalisme et collaboration nazie. Les militants du BNF ne peuvent pas demander la reconnaissance et la mise en valeur des figures biélorussiennes célèbres.

La Biélorussie est une petite nation par l'action politique d'A. Loukachenka. Ses revirements politiques et sa soif de pouvoir sont des obstacles infranchissables interdisant toute expression de la bourgeoisie nationale qu'elle soit idéologique ou culturelle.

Finalement c'est le Président lui-même qui impose cette qualification en empêchant le développement d'une structure sociale complète. Il devient, une fois au pouvoir, la figure de la noblesse possédante tant indigène qu'allogène et la figure de la bourgeoisie nationale et étrangère en dénonçant tous ceux qui détiennent le pouvoir peu importe leur idéologie. Le stratège politique, caméléon idéologique, contraint la Biélorussie à vivre en équilibre entre le vieux régime soviétique et la transition démocratique. Dès lors tout mouvement national est abscons.

Conformément à la grille de lecture de M. Hroch, la Serbie et la Biélorussie, petites nations, connaissent des mouvements nationaux violents contrariant toute possibilité de transition démocratique. Les opposants font l'objet d'une chasse aux sorcières sans pitié.

Une fois de plus, leur sort dépend du type de nationalisme qui agite la communauté. En Serbie, le nationalisme ethnoculturel aboutit à l'élimination physique des opposants. Les Albanais du Kosovo sont victimes d'un nettoyage ethnique pour *re-serbiser* la terre.

En Biélorussie, les opposants connaissent une situation pouvant être jugée moins pire. Quelques opposants ont disparu du jour ou lendemain mais beaucoup d'entre eux conservent la vie sauve. Ils font des séjours réguliers en prison et subissent de nombreuses intimidations par le KGB, toujours en fonction dans cet Etat. Cependant, les leaders de l'opposition optent pour l'exil en Lituanie voisine.

La bourgeoisie locale mène le combat contre une noblesse possédante allogène, qu'elle soit ethnoculturelle en Serbie ou idéologique en Biélorussie. Son objectif n'est pas la revendication de l'égalité entre les membres de la communauté mais d'arracher son indépendance.

En Serbie, S. Milošević empêche une possible transition démocratique yougoslave en agitant la peur de la perte du Kosovo. Les leaders pro-titistes et les pro-démocratiques n'étaient pas prêts à subir de telles revendications. Convaincus par la supériorité de la citoyenneté sur la nationalité, ils sont surpris par le succès du discours nationaliste et n'ont les pas armes nécessaires pour répondre à ce type d'attaque.

En Biélorussie, A. Loukachenka est tour à tour leader de la fronde nationaliste démocratique, puis du retour du communisme. Il est à la fois le moteur et le destructeur d'une possible transition démocratique. Il rend envisageable le combat nationaliste démocratique avant de totalement l'anéantir.

La Serbie et la Biélorussie sont des petites nations car elles ne parviennent pas à s'adapter aux changements de régime. La Serbie n'a pas digéré la période titiste et notamment, elle ne sort pas de son autoreprésentation de minorité nationale. La faiblesse de la RFSY est pour les leaders nationalistes l'occasion de retrouver l'indépendance mais aussi de se venger des divers ennemis réels, inventés, avérés ou potentiels de la Serbie.

En Biélorussie, ce sont les idées démocratiques qui sont difficilement intériorisées. Les masses sont perdues dans ce changement dont elles ne saisissent pas la teneur car synonyme de situation dégradée. La transition démocratique n'est plus un but mais une crainte. A. Loukachenka incarnant le retour au communisme symbolise la continuité.

Toutefois, malgré qu'elles soient des petites nations, la Serbie et la Biélorussie suivent le chemin de l'indépendance. Le nationalisme comme dans les grandes nations est le support à l'indépendance mais dans ces deux cas, il ne conduit pas à la démocratie.

Section II. Le cheminement vers une nation indépendante : le lien entre nation et nationalisme

La qualification de petites nations conduit M. Hroch à affiner son analyse en détaillant les « trajectoires différenciées de petites nations »[484]. Son observation des mouvements nationalistes dans ce genre de nation lui montre que ces derniers n'évoluent pas de façon uniforme. Leur succès ou échec dépend de leur nature.

Il identifie quatre types de mouvements nationalistes qui résultent de la combinaison de deux phénomènes. D'abord, « le niveau de développement du capitalisme »[485] qui devient pour les besoins de notre objet le « niveau de développement du sentiment national à la fin du système communiste » (I) se découpant en « deux stades »[486].

Ensuite, le « niveau d'intensité de l'activité nationale »[487] qui correspond à la phase de massification de l'agitation nationale (II). Pour M. Hroch, le sentiment national est un mouvement descendant qui touche ou pas l'ensemble de la communauté selon trois « phases »[488] chronologiques.

Des diverses combinaisons possibles entre les stades et les phases, que nous détaillerons ci-après, M. Hroch dégage quatre types de mouvements nationalistes propres aux petites nations : « intégré », « retardé », « insurrectionnel » ou « désintégré ».

La Serbie et la Biélorussie ne correspondent ni l'une ni l'autre à des mouvements de type « intégré » ou « retardé ».

Le premier se caractérise par une phase de massification du mouvement concomitante à la Révolution industrielle (la transition démocratique dans notre cas) et la chute de la noblesse possédante. Il y a une synchronisation du mouvement nationaliste et de la révolution bourgeoise. M. Hroch illustre cette catégorie par les cas de la Bohème, de la Norvège et de la Finlande.

Le deuxième type est un mouvement dit « retardé » car alors que la transition survient assez tôt, la phase de massification, elle, a lieu tard. La masse n'est conquise par l'idée nationale qu'après l'instauration de l'objet de la transition. C'est ce qui s'est passé lors des Révolutions Industrielles slovaque, lettone et lituanienne.

---

[484] ROGER A., *op.cit.,* p. 51
[485] HROCH M., cité par ROGER A., *op.cit.,* p. 51
[486] *Ibid.*
[487] *Ibid.,* p.52
[488] *Ibid.,* p.52

La Serbie « insurrectionnelle »

Le mouvement nationaliste serbe des années 1990 est de type « insurrectionnel ». Il répond aux trois critères établis par M. Hroch. Premièrement la massification doit avoir lieu avant l'épanouissement total du capitalisme. Rapporté aux années Milošević, ce critère signifie que la majeure partie de la population est conquise avant que le leader serbe ne soit au pouvoir. S. Milošević apparait sur la scène politique avant la chute du régime titiste.

Deuxièmement, le mouvement nationaliste embryonnaire doit remettre en cause la structure sociale en place. L'éviction d'I. Stambolić est symptomatique de cette contestation.

Enfin, le troisième point est une mobilisation contre la tutelle impériale, ici contre le régime titiste, par une diffusion rapide et précoce de la conscience nationale. Dès 1987, S. Milošević s'emploie à s'opposer systématiquement contre le titisme. Il apporte une réponse serbo-yougoslave à chaque question posée par la dégringolade du régime.

Ainsi, la Serbie est bien secouée par un mouvement nationaliste de type « insurrectionnel ». La population s'unit dans sa *serbité* avant que les discussions sur l'avenir du yougoslavisme ne soient engagées. Le mouvement prend alors un chemin qui n'était pas envisagé par les dirigeants : celui du nationalisme au détriment d'un titisme traditionnel ou au moins à tendance libérale.

Le BNF « désintégré »

Pour qualifier le type de mouvement en cours en Biélorussie, nous nous concentrerons sur le BNF et non plus sur le discours d'A. Loukachenka. En effet, M. Hroch semble envisager le nationalisme dans le sens plus ethnoculturel que purement politique. De plus, force est de constater que c'est A. Loukachenka lui-même qui empêche la formation et la diffusion d'un mouvement purement ethnoculturel.

Le BNF est à la tête d'un mouvement nationaliste de type « désintégré » comme la Catalogne ou les Flandres au 19ème siècle. Ceci s'explique par deux raisons.

D'abord le nouveau régime issu de la transition, qu'elle soit industrielle ou post-communiste, ne permet pas la construction d'une nouvelle structure sociale nationale. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, le revirement idéologique d'A. Loukachenka conduit à la reconstruction d'une structure sociale proche de celle de l'époque soviétique. De plus, l'exercice même du pouvoir par le Président empêche la formation d'une potentielle structure sociale nationale concurrente. Le traitement réservé à l'opposition est un argument de dissuasion très efficace.

Ensuite, et c'est peut-être le point le plus important, la massification est impossible car le discours ethnonationaliste ne trouve que peu d'écho dans la population. En en faisant un mouvement clandestin, il est certain qu'A. Loukachenka est responsable des interférences entre le BNF et les Biélorussiens. La question se pose de savoir si les Biélorussiens souhaitent recevoir ce discours. Les résultats des référendums de 1995 et 1996, bien qu'entachés d'irrégularités, démontrent une forte inclinaison pour le passé russo-soviétique au détriment du lithuano-polonais.

En conséquent, le mouvement nationaliste du BNF est « désintégré », il ne parvient pas à maturité, alors qu'il y a eu un changement de régime et que le nouveau est bien installé. Dans le cas particulier de la Biélorussie, l'action du Président n'est pas la seule à l'origine de ce « retard ». Contrairement aux convictions du BNF, le zapadno-russisme et le souvenir pas si lointain du bien-être procuré par l'URSS maintiennent une fidélité envers la Russie et empêchent une identification nationale.

I. Le renouveau du sentiment national à la fin de l'époque communiste

Pour comprendre un mouvement nationaliste et par extension le chemin spécifique d'une petite nation, il faut dans un premier temps déterminer « le niveau de développement du capitalisme »[489]. Dans notre cas particulier de la transition des années 1990, le capitalisme, idée nouvelle et porteuse de progrès, est remplacée par la démocratie de type Occidental. M. Hroch établit que le développement du sentiment national se déroule en deux stades.

Dans la majeure partie des PECO, la transition postcommuniste se traduit par l'installation de la démocratie de type Occidental. Ces Etats suivent alors la trajectoire des « grandes nations ». Le mouvement nationaliste se développe au travers du mouvement pour l'égalité des droits. Le premier est nécessairement subordonné au deuxième. En effet, en Europe de l'Est, le mouvement nationaliste est couplé à la revendication pour le droit à l'autodétermination. Le sentiment national unit les membres de la communauté autour de l'envie d'obtenir l'indépendance. Cette indépendance signifie non seulement la reconnaissance de la nation, mais aussi la fin de l'inégalité imposée par les régimes communistes. La démocratie est donc le moyen de dépasser les clivages internes de la communauté pour créer un projet plus grand. Nous retrouvons ici, la logique de la Révolution

[489] HROCH M. cité par A. ROGER, *op.cit.,* p.51

française où la lutte contre la société d'ordres permet l'union de l'ensemble des Français autour du projet révolutionnaire[490].

Dans les PECO des années 1990 la même chose se reproduit. La « bourgeoisie locale » s'empare du sentiment nationaliste. Le mouvement nait au sein des syndicats et progressivement s'étend à l'ensemble des travailleurs. La contestation, bien que présentée comme populaire prend racines dans les hautes sphères de la masse. De plus, le mouvement nationaliste bénéficie du contexte. La bourgeoisie locale n'est plus satisfaite par le système communiste d'un point de vue économique. L'ouverture toujours plus grande vers l'Ouest rend désirable la société de consommation. Le modèle communiste ne correspond plus aux représentations que les nations se font d'elles-mêmes. Désormais, elles aspirent à être dirigées par un national défenseur de la démocratie capitaliste.

La Serbie et la Biélorussie ne connaissent pas un tel cheminement. Il existe bien un renouveau du sentiment national mais, il ne s'accompagne pas d'une « Révolution nationale » de type démocratique. Pourtant une mobilisation pour l'égalité des droits est bien présente. Les raisons de l'échec démocratique résident dans la personne même du leader politique. S. Milošević et A. Loukachenka sont davantage intéressés par le pouvoir que par la nation.

M. Hroch définit deux stades dans ce renouveau du sentiment national qui constitue le cadre de la Révolution. Le premier stade, le stade 1, correspond à la prise de conscience nationale par la bourgeoisie (A). Le deuxième, stade 2, est celui de la Révolution nationale durant laquelle le mouvement nationaliste triomphe. Dans une grande nation, l'issue de ce stade est l'avènement de la démocratie soutenue par le nationalisme. En Serbie et en Biélorussie, cette Révolution nationale démocratique est contrariée par le nationalisme (B).

A. Stade 1 : la prise de conscience de la bourgeoisie nationale

Le premier stade se situe aux origines du mouvement, les « balbutiements »[491], c'est-à-dire, à l'époque de la « Révolution bourgeoise ». Elle s'aperçoit qu'elle vit sous l'oppression d'une force supérieure étrangère. Désormais consciente de sa situation, elle est en mesure d'exposer ses reproches envers la noblesse possédante et ainsi de diriger un « mouvement offensif »[492]. La lutte entre les deux parties concurrentes au pouvoir est de plus en plus âpre. Aucune

[490] Il s'agit d'une vision idéaltypique de la Révolution française durant laquelle, c'est davantage la bourgeoisie des villes qui met de côtés ses différends internes. Le reste du Tiers-Etats est encouragé à la suivre sans pouvoir espérer une égalité avec elle.
[491] ROGER A. *op.cit.*, p. 51
[492] *Ibid.*

n'accepte de céder à l'autre ni de tenter de trouver un terrain d'entente. Le combat prend fin au stade 2.

Durant, les années 1990, le sursaut nationaliste se substitue à la Révolution industrielle. Au 19ème siècle, l'intérêt financier offert par une Révolution industrielle motive la bourgeoisie. La noblesse traditionnelle n'a pas en mains les atouts nécessaires pour tirer profit de ce bouleversement. La bourgeoisie a fondé sa fortune sur son travail, ou plus exactement sur le profit qu'elle tire de la force de travail des autres. La Révolution industrielle est une occasion inespérée pour ancrer un peu plus son emprise sur la société. Elle se rend indispensable en tant que pourvoyeur de travail et de biens de consommation. Cette Révolution industrielle rend l'ancienne hiérarchie sociale, construite sur le prestige de la naissance en total décalage avec une société en mouvement. La hiérarchie reste structurée autour de la richesse toutefois ce n'est plus l'héritage d'un patronyme qui octroie le respect et la loyauté de la masse mais le mérité[493].

Au contraire de leurs ainés du 19ème siècle, les bourgeois du 20ème siècle, nationalistes, sont davantage des opportunistes que des convaincus. Les parcours de S. Milošević et d'A. Loukachenka prouvent qu'ils deviennent nationalistes en réalisant que c'est ce discours qui séduira le peuple à ce moment précis. Ils ne portent pas une véritable motivation nationaliste en eux.

En Serbie, la prise conscience nationaliste Grand-serbe passe nécessairement par la destruction du projet yougoslave tel que porté par le Premier Ministre A. Marković. Celui-ci souhaite suivre le mouvement de démocratisation tout en préservant l'intégrité de la RFSY. S. Milošević manœuvre pour mettre ceci en échec (1°).

En Biélorussie, le nationalisme et la démocratisation sont des sentiments très faibles. Les « aléas historiques » et le statut particulier de cette République au sein de l'URSS ne rendent pas le changement nécessaire. Toutefois, le BNF le souhaite et tente de faire germer l'idée de nationalisme ethnoculturel, malgré l'obstacle A. Loukachenka (2°).

1. <u>L'anéantissement du projet démocratique d'A. Marković</u>

En Yougoslavie post-titiste, S. Milošević empêche la transition démocratique menée par le Premier Ministre Ante Marković. Les socialistes nationalistes serbes, désormais emmenés par S. Milošević s'opposent à l'économie de marché en rappelant qu'elle est la porte d'entrée au modèle Occidental risquant de compromettre le modèle yougoslave *serbisé*.

[493] Voir GELLNER E., *op.cit.*

La stratégie de S. Milošević pour pousser les autorités nationales yougoslaves au nationalisme est intéressante. A aucun moment au tournant des années 1980 et 1990, il ne fait preuve d'un nationalisme idéologique. Il ne sort pas du domaine économique. La première raison est à chercher dans la formation professionnelle du leader serbe. Ancien directeur de la Beogradska Banka, ses talents en matière monétaire sont indéniablement reconnus. Ensuite, et c'est surement le point le plus important de sa stratégie, il peut arguer du fait que ce sont les autres Républiques qui l'obligent à faire du nationalisme. Lui, au départ ne cherche qu'à sortir la Serbie de la crise économique dans laquelle elle se noie depuis des années. Il n'a pour seul objectif que l'amélioration du confort matériel des Serbes. Les mesures protectionnistes qu'il adopte n'ont pas d'autres visées. Il n'attaque donc pas l'intégrité de l'union des Slaves du Sud. Au contraire, les autres Républiques, au premier rang desquelles se trouvent la Slovénie et la Croatie, font preuve de nationalisme. Ce sont elles qui poussent la Serbie au repli identitaire. Manipulant de la sorte la vérité, il devient ainsi le garant non seulement de l'âme serbe aux yeux de ses co-nationaux mais aussi, ce qui est paradoxal, le gardien de l'âme yougoslave aux yeux de la communauté internationale.

A. Marković est nommé Premier Ministre de la RFSY le 16 mars 1989. Lucide sur la situation de la Fédération depuis la disparition de son fondateur, il met en œuvre une politique réformatrice pour obvier à une tournure sanglante des évènements. Selon lui, la solution passe par le remplacement de l'autogestion économique par l'économie de marché. Son objectif premier est de juguler l'hyperinflation qui touche l'Etat depuis la mort de Tito.

Le projet d'A. Marković est indéfectiblement soutenu par les députés yougoslaves. Seuls les nationalistes serbes font sécession dans cette union. Ils arguent du fait que le soutien Occidental à la politique du Premier Ministre est dangereux. Ils dénoncent cette politique par la formule « européaniser les Balkans plutôt que balkaniser l'Europe »[494]. Pour eux, la solution n'est pas de prendre exemple sur la Communauté européenne mais, au contraire, de diffuser le modèle balkanique au reste du continent. Cependant, les Serbes demeurent isolés dans leur protestation et les autres Républiques les mettent en minorité. Rapidement, les mesures d'A. Marković sont également plébiscitées par la population. L'hyperinflation prend fin et le temps des pénuries semblent s'éloigner. Le Premier Ministre devient un homme très populaire et la population retrouve espoir.

Ce scenario ne convient pas à S. Milošević Il manipule alors les sentiments nationaux bouillonnant dans la Fédération pour reprendre la main et mettre un terme à l'état de grâce

[494] In HARTMANN F., *op.cit.*, p.194

d'A. Marković. Il commence par se trouver des alliés de poids dont la JNA, l'Armée populaire yougoslave[495]. Elle défend l'idée du yougoslavisme et par conséquent l'idée de l'union de tous les Slaves du Sud. Cependant, elle est, à la fin des années 1980, dirigée quasiment totalement par des officiers d'origine serbe ou monténégrine. Autrement dit, à une époque où le double discours du leader serbe laisse planer le doute entre une politique yougoslave ou Grand-Serbe, la question de l'allégeance idéologique de la JNA se pose également. Le refus de la JNA de soutenir A. Marković se comprend par la politique novatrice du Premier Ministre, éloignée des idéaux fondateurs du titisme. Mais pourquoi ne pas avoir appuyé I. Stambolić, symbole de la préservation du statu quo ? Ce choix de la JNA laisse penser qu'elle est davantage favorable au serbisme qu'au yougoslavisme.

Quoi qu'il en soit grâce à son alliance avec la JNA, S. Milošević porte un coup psychologique à A. Marković. La JNA n'est autre que la descendante de la NOV i POJ, *l'Armée populaire de Libération et des détachements de Partisans de Yougoslavie*[496]. C'est l'armée de Libération commandée par Tito à partir de 1942 et qui selon l'Histoire officielle boute les Nazis hors des Balkans[497]. La JNA est un soutien de poids aux yeux d'une population à laquelle est rappelé sans cesse le souvenir traumatique de la Deuxième Guerre mondiale.

Face au succès rapide des réformes d'A. Marković, S. Milošević est désemparé. La population commençant à retrouver un semblant de bien-être matériel et ne subissant plus les pénuries alimentaires risque de ne plus être sensible à son discours nationaliste. Afin de limiter le succès du Premier Ministre, S. Milošević agit en trois temps.

Une politique d'oppression

D'abord, S. Milošević cherche à prouver aux Serbes que la politique libérale d'A. Marković est une politique d'oppression. Certes, ce n'est pas une oppression au sens commun du terme, une oppression liberticide, mais une oppression insidieuse dont le but est la perte de l'identité du peuple. L'objectif du Premier ministre et de ses soutiens internationaux est de faire de la RFSY un Etat de type Occidental en singeant sa politique économique. L'identité culturelle et nationale des Serbes ne peut permettre une telle attaque. S. Milošević se doit de la protéger. Il se présente alors comme le seul défenseur de cette identité qu'elle soit serbe ou yougoslave, à cette époque, il use des deux idéologies pour conquérir et conserver le pouvoir. Qu'il opte

[495] *Jugoslavenka narodna armija*
[496] *Narodslobodilačka vojska i partizanski odredi Jugoslavije*
[497] A partir de 1945, la NOV i POJ devient l'Armée yougoslave puis en 1951, l'Armée yougoslave populaire malgré la rupture avec l'URSS.

pour l'une ou pour l'autre le résultat final doit être le même : l'opposition à l'installation du modèle Occidental.

L'implosion de l'économie yougoslave par le repli serbe

Une fois sa position affirmée à tous, le leader serbe doit passer à l'action et organiser un « mouvement offensif ». Il attaque sur le terrain qui a fait le succès d'A. Marković et qui est le seul que S. Milošević maitrise réellement : l'économie. Sa solution est simple : la République de Serbie cesse de contribuer à l'économie yougoslave. A partir d'octobre 1990, les effets des réformes libérales montrent leurs limites. L'inflation reprend. C'est une aubaine pour le gouvernement serbe qui brandit l'argument du protectionnisme économique, sous-entendant la protection des intérêts et du bien-être des Serbes. Les dirigeants serbes vont ensuite au-delà de ce retrait. Ils mettent en place une politique d'embargo à l'encontre des produits de Slovénie et de Croatie, les deux Républiques les plus riches de la Fédération. Le message serbe est très clair : les intérêts de la Serbie priment sur ceux des autres Républiques yougoslaves. Pourtant, dans le même temps, S. Milošević n'a de cesse d'affirmer son désir de préserver la Yougoslavie.

Il ne peut plus cacher ses véritables intentions lorsqu'il émet frauduleusement et avec la complicité des banques centrales serbe et de Voïvodine l'équivalent d'1,5 milliards de dollars en dinars. Il prend cette décision en réaction aux réformes monétaires d'A. Marković qui condamnent les entreprises serbes à ne plus pouvoir rémunérer leurs salariés. Le sauveur de la Serbie ne peut accepter une telle situation. Le gouvernement serbe fait donc battre monnaie secrètement fin 1990. C'est le quotidien yougoslave *Borba* qui révèle l'affaire dans son édition du 8 janvier 1991. Il s'est procuré un fac-similé de l'ordre d'émission du Gouvernement serbe et le publie. Désormais la boîte de Pandore est ouverte : la Slovénie et la Croatie émettent elles aussi des dinars en fonction de leurs besoins.

Faire naître le nationalisme en RFSY

S. Milošević a atteint son objectif : la création de tensions au sein de la Yougoslavie. Plus précisément il est parvenu à réveiller la flamme nationaliste dans chacune des Républiques fédérées. L'opinion publique serbe lui est favorable car ses manœuvres agressives ont révélé au grand jour les ennemis de la version serbe du yougoslavisme. Dès lors les investisseurs Occidentaux se désintéressent de la future ex-Yougoslavie économiquement trop instable. Ils ne pourront donc pas pervertir l'âme serbe. La Slovénie et la Croatie prennent de la distance. Dès le début de 1991, elles commencent à émettre les signes de leur envie d'indépendance

comme en témoigne ce communiqué des autorités slovènes à l'adresse d'A. Marković : « la République de Serbie en procédant à une émission frauduleuse de la monnaie nationale et en promulguant des lois protectionnistes à l'encontre de la Slovénie et de la Croatie a définitivement fait éclater l'espace économique yougoslave. La Serbie a provoqué un nouveau cycle inflationniste et détruit les derniers fondements des relations économiques au sein de la Yougoslavie. Le gouvernement slovène estime, par conséquent, qu'une coopération basée sur un minimum de confiance et de respect en Yougoslavie n'est plus possible. Cette situation met la Slovénie dans l'obligation de prendre des mesures visant à protéger son économie et ses concitoyens et à assurer son indépendance économique »[498].

2. La vaine prise de conscience biélorussienne

Dans le cadre de la Biélorussie, nous laisserons de côté, momentanément A. Loukachenka, pour nous concentrer sur le mouvement nationaliste, tel que proposé par le BNF. En effet, bien qu'au début de sa carrière, le futur Président milite pour la reconnaissance de l'identité biélorussienne, le symbole de l'ethnonationalisme reste ce mouvement créé dans les années 1980. A cette époque, il appelle à une démocratisation de la République par la reconnaissance de la nation et l'encadrement strict du pouvoir du Parti.

La trajectoire du développement du sentiment national en Biélorussie suit celle de Z. Pozniak. Un embryon de nationalisme ethnoculturel éclot à la fin des années 1980 mais il est étouffé par le revirement idéologique d'A. Loukachenka et son élection à la tête de l'Etat.

Ce premier stade dans la typologie de M. Hroch s'étend sur une longue période en Biélorussie. Ceci s'explique par deux facteurs. D'abord, le niveau de vie en Biélorussie est très haut en comparaison au reste de l'URSS, ce qui ne motive pas à la rébellion contre la classe dirigeante. Ensuite, la tradition historique de la Biélorussie ne la pousse pas à se battre pour sa souveraineté. La Biélorussie ayant toujours été sous domination, l'idée de souveraineté n'est pas inscrite dans les gènes de la nation.

Les agitateurs nationalistes ne parviennent pas à un éveil nationaliste. L'une des raisons de cet échec est peut-être le manque de clarté du discours nationaliste du BNF. Son discours est structuré autour de deux idées qui sont par essence en contradiction. D'un côté, il dénonce l'auto-négation de la personnalité biélorussienne empêchant la création d'une société

[498] DINKIC M., Ekonomija destrukcije – Velika pljacka naroda, *VIN*, 1995, Belgrade, cité par HARTMANN F. *op.cit*, p.199

moderne[499]. De l'autre côté, il reconnait l'intérêt, notamment économique, d'une intégration quasiment complète au monde communiste.

Le vain combat économique de la bourgeoisie

La lutte nationale contre la soviétisation apparait très tôt en Biélorussie. Dès la fin de la Grande Guerre patriotique, l'URSS lance une nouvelle grande campagne de soviétisation par son programme de reconstruction et d'industrialisation. L'Histoire officielle veut que la Biélorussie soit en demande de cette soviétisation. Pourtant, la réalité a été plus nuancée. Des militants pro-démocratie apparaissent et s'opposent à la confiscation des hauts postes de direction par les Russes ou des personnes ayant fui la Biélorussie pendant la Guerre. Mais leurs appels ne sont pas entendus par la population. L'une des conséquences de la Guerre a été l'atomisation des forces sociales. Durant les presque cinq années de combat, ce sont les contingents de l'Armée rouge qui créent un lien social entre les membres de la société. Par extension, ce sont les idéaux communistes qui maintiennent un lien social. Ainsi, la bureaucratie post-guerre, extension pacifique des bataillons de l'Armée rouge, peut s'imposer et diffuser sa propagande à un public déjà acquis à la cause de son sauveur. De plus, la voix de la démocratie, à partir de 1945 n'est pas défendue par des personnalités de premier plan. Durant la Guerre, l'Armée rouge profite du chaos ambiant pour se débarrasser de potentiels éléments perturbateurs pouvant faire obstacle à sa future hégémonie. Enfin et surtout, la soviétisation vainc la démocratisation par le biais des anciens combattants communistes et de l'image du Partisan. Ces deux figures de la Résistance au fascisme sont le moyen d'obtenir de nombreux privilèges, notamment matériels et financiers. La revendication de la démocratie avec le risque de répression qu'elle sous-entend est beaucoup moins attractive. La bourgeoisie nationale a donc du mal à se faire entendre. Elle s'oppose à la classe possédante, la nomenklatura, mais son combat parait bien loin et illégitime pour les masses qui vivent au jour le jour dans un Etat en ruine.

Pourtant, à partir des années 1960, la population commence à prendre conscience de la véracité des griefs formulés par la bourgeoisie locale. Elle se rend compte du désastre de l'industrialisation forcée par l'URSS et surtout de ses conséquences économiques. La Biélorussie est une terre très pauvre en matières premières. L'URSS en fait donc un Etat agro-alimentaire et industriel. Elle applique un principe de spécialisation aux Républiques d'Europe de l'Est, les plaçant dans une situation proche de l'exploitation coloniale. L'idée est

[499] Dans ce contexte « moderne » est synonyme de « démocratique ».

de passer des accords bilatéraux entre le « grand frère russe » et la République. Cette dernière doit fournir des produits ou des services bien précis à l'URSS, en échange du reversement des réparations de guerre dues par l'Allemagne. Ce reversement est généralement irrégulier et bien en deçà des sommes engagées par la Républiques pour se reconstruire. Les Républiques s'endettent, mais sont dans une situation de dépendance économique envers l'URSS. En effet, le prix de l'indépendance économique et matérielle du bloc soviétique passe par la dépendance et la soumission des Républiques populaires[500].

A partir de 1956-1957, avec le mouvement de déstalinisation, l'URSS reconnait le caractère inégalitaire des accords bilatéraux. La spécialisation est un désastre, non seulement pour l'économie soviétique, mais également pour l'économie locale. De plus, même si la dénonciation de ces accords conduit à des réformes économiques, elle n'est pas associée à des réformes structurelles. La production est alors ralentie et la croissance freinée. Ce phénomène est accentué par le non remplacement générationnel dû à la Guerre. Les années de lutte contre le fascisme creusent un trou béant dans la pyramide des âges. La mort d'enfants en bas âge et la chute du taux de natalité au début des années 1940 se font ressentir dans les années 1960. Toute une partie de cette génération sacrifiée ne peut pas entrer dans le monde du travail. Le manque d'anticipation de ce problème par l'URSS fait gronder la population. Cependant, B. Drweski arrive à une conclusion plus nuancée dans le cas de la Biélorussie « La Biélorussie bénéficia souvent d'une attention particulière du Kremlin et ses dirigeants possédaient des entrées au niveau central de décision. Elle ressentit nettement moins les effets du ralentissement de la dynamique de développement de l'URSS. Tous ces facteurs contribuèrent à freiner la recherche de nouvelles idées. Bien que favorisée sur le plan économique, la Biélorussie subit aussi les conséquences générales de l'évolution de l'URSS »[501] .

Les griefs de la bourgeoisie indigène restent cantonnés au domaine économique et demeurent bien loin du ressentiment de la population qui, après avoir vécu des années de disettes à cause de la guerre, retrouve un niveau de vie agréable. Ainsi, fait unique dans la future ex-URSS, la Pérestroïka n'a que très peu d'écho en Biélorussie.

L'échec de l'agitation ethnoculturelle.

Dans les années 1980, l'idée de souveraineté nationale arrive à maturation au sein de la bourgeoisie locale. Une nouvelle élite intellectuelle voit le jour. Elle cherche à se détacher des

[500] APREMONT B, *op.cit.*
[501] DRWESKI B., *op.cit,* p.113

héritages *zapadno-russien* et soviétique. Muée par le vent d'indépendantisme politico-économique et par l'envie de retrouver les racines nationales dans les Républiques d'Europe centrale et orientale, la bourgeoisie locale biélorussienne part à la recherche de son passé populaire. Elle met de côté le monde ouvrier pour glorifier la paysannerie et la tradition populaire. L'une des premières manifestations de cette recherche du passé se déroule en 1988 lors de la célébration du millénaire du baptême de la Ruthénie.

En quoi cet événement est-il symbolique de l'exceptionnalité du mouvement nationaliste de la bourgeoisie locale ? Principalement, parce qu'il a trait à la religion, comme au 16ème siècle. En effet, la religion est un sujet controversé en Biélorussie, elle est source de tensions et symbole de domination. En célébrant le millénaire du baptême de la Ruthénie, la Biélorussie renoue avec un passé soigneusement effacé par la propagande soviétique.

L'année suivante, en juin 1989, le renouveau national biélorussien s'institutionnalise réellement avec la fondation à Vilnius du BNF « Renaissance » avec le soutien du SAJUDIS[502] de Lituanie. La constitution de ce mouvement en Lituanie n'est pas anodine, bien au contraire. Ce choix démontre l'envie du BNF de ressusciter, au moins dans l'idée, la vieille relation entre les deux nations et faire rejaillir le souvenir du Grand-duché.

En 1990, le biélorussien obtient le statut de langue officielle par le Soviet Suprême, prouvant que l'élan nationaliste est bien ancré dans la nation. L'apogée du mouvement est daté au 27 juillet 1990 lorsque ce même Soviet Suprême proclame la souveraineté de la Biélorussie. Mais, cette indépendance ne prend pas les mêmes traits que celle de ses voisins.

En conséquence, les opposants à l'URSS doivent tenter de se faire entendre sur un autre terrain que l'économie. Ils se manifestent la phase de déstalinisation en tentant de faire tomber les mensonges de la Deuxième Guerre mondiale. C'est un échec. Il est impossible d'observer un changement dans le comportement politique des Biélorussiens, ni dans la structure de la société qui reste organisée sur le modèle soviétique chapeautée par la Russie. Cette ambiguïté du discours, qui finalement se résume à une impossibilité de choisir entre un nationalisme politique et un nationalisme ethnoculturel, poursuit l'opposition et rend son discours inaudible à la population. En effet, la bourgeoisie nationale est partagée entre le désir d'émancipation et de souveraineté nationale et la peur d'une rupture avec l'URSS.

[502] SAJUDIS (« unité » en français) est un mouvement politique d'essence nationaliste qui mène le combat pour l'indépendance nationale dans les années 1980 et 1990. Son dirigeant V. Landsbergis devient ensuite le premier Président de Lituanie.

Il n'y a aucune véritable rupture avec le passé. En effet, pour reprendre la typologie de M. Hroch, il n'y a pas de véritable révolution nationale en Biélorussie, et le passage au stade 2, celui de l'épanouissement de la société nationale, ne peut pas avoir lieu.

La prise de conscience de la bourgeoisie nationale dans les petites nations passe nécessairement par la destruction du régime actuel. Ce dernier, tenu par une noblesse possédante allogène, ne permet pas la superposition de la nation objective et de la nation subjective. Le fait que la noblesse ne soit pas indigène suffit à dénoncer son pouvoir. Dans les cas de S. Milošević et d'A. Loukachenka, la prise de conscience débute dans un contexte un peu particulier. En effet, tant en Serbie qu'en Biélorussie, et encore plus dans cette dernière, la transition démocratique est déjà amorcée.

La bourgeoisie nationaliste menée par chacun des deux leaders combat une bourgeoisie indigène elle aussi en construction. Finalement, cette lutte est celle de deux groupes portant chacun une idée différente de la nation durant une période de changement politique. Dans les deux cas, la bourgeoisie non démocratique sort victorieuse. Elles ont en commun de proposer un projet fondé sur une résurrection du passé, les masses sont capables de se figurer cette société. Bien que le modèle Occidental soit tangible grâce à l'ouverture des médias de masse ; il n'a pas ou peu été transposé dans la région. Il est impossible de savoir si la greffe prendra ni sous quelle forme.

Ainsi, S. Milošević et A. Loukachenka sont des grains de sable faisant dérailler la révolte nationale démocratique naissante.

B. Stade 2 : une « Révolution nationale » contrariée

M. Hroch définit le stade 2 comme celui de l'épanouissement de la société capitaliste, nationaliste dans notre cas. C'est le moment où le nationalisme gagne l'ensemble de la société, il n'est plus cloitré dans le monde de la bourgeoisie nationale. Cette dernière l'a emporté sur la vieille noblesse et peut étendre des tentacules idéologiques sur le peuple.

Dans les grandes nations, la bourgeoisie a imposé l'idée de révolution sur un fondement capitaliste/démocratique. Elle met alors en marche cette révolution par le déclenchement d'un tournant historique. Dans le cas de l'Europe du 19ème siècle, étudiée par M. Hroch, il s'agit de Révolution industrielle qui fait passer de la société agraire à la société industrielle. Dans le cadre des PECO des années 1990, c'est la transition démocratique.

Cette révolution doit nécessairement marquer une rupture avec le passé. L'abolition de la noblesse n'est pas suffisante. La transition démocratique est un moment incontestablement

symbolique. Il correspond à la fin d'une époque, la fin d'une idéologie, d'un système. Ses conséquences sont aussi importantes que celles suite à la Révolution industrielle car les deux imposent de repenser totalement les structures sociales, politiques et économiques des Etats.
Dans des Etats comme la Hongrie et la Pologne, ce passage se fait sans aucun problème. La population et les leaders nationalistes s'accordent pour bâtir un régime de type Occidental. La « greffe » démocratique prend rapidement.
En Serbie et en Biélorussie, l'intervention et la séduction opérées par S. Milošević et A. Loukachenka immobilisent le début de la démocratisation. Le mouvement nationaliste, démocratique ne parvient pas à entrer au stade 2. Toutefois, ce dernier est franchi par un autre mouvement, simplement nationaliste. Ainsi, en Serbie, S. Milošević met en échec la transition démocratique en détruisant les réformes engagées par A. Marković (1°). En Biélorussie, A. Loukachenka, lors de son élection de 1994, stoppe une transition démocratique pourtant bien amorcée depuis 1991 (2°).
Dans les deux cas, la Serbie et la Biélorussie auraient pu être de « grandes nations » mais les élections de S. Milošević et A. Loukachenka constituent les « aléas historiques » qui en font des « petites nations ».

1. <u>Le triomphe du projet Grand-serbe face à la démocratisation</u>

Pour M. Hroch, le passage du stade 1 au stade 2 n'est possible que si une « Révolution » est déclenchée au stade 1. S. Milošević déclenche cette Révolution en réactivant le vieux projet Grand serbe. En effet, sous prétexte de vouloir sauvegarder l'intégrité de l'union des Slaves du Sud à la suite des indépendances de la Slovénie et de la Croatie le 25 juin 1991, il laisse planer le doute sur son idéologie. Est-il pour le yougoslavisme ou la *serbité* ? Le président serbe ne réagit pas de la même façon pour chaque République. L'indépendance de la Slovénie ne semble que peu lui importer alors que celle de la Croatie le contrarie. La première est une République à part en Yougoslavie, toujours davantage tournée vers l'Europe ne serait ce que par sa position géographique. De plus, elle ne possède quasiment aucune minorité ethnique yougoslave. Il est donc impossible pour S. Milošević d'avoir une quelconque revendication sur ces terres au nom de la Grande Serbie. Au contraire, la Croatie abrite une très forte communauté serbe. Le leader serbe doit alors ménager ses objectifs et ses soutiens internationaux. En fin stratège, il utilise une politique de double discours qui se révèle très efficace.

Le cas de l'intervention en Croatie en est un exemple : pour l'Occident, elle est présentée comme une tentative de préservation de la RFSY, en Serbie, comme une mesure de sûreté envers les populations locales.

La défense de la RFSY

S. Milošević sait qu'il ne peut pas se permettre pour le moment d'attirer l'attention de l'Occident sur ses agissements. Il doit faire preuve de ruse pour mener à bien ses objectifs, tout en n'éveillant pas les soupçons de la communauté internationale. Ainsi, il présente son intervention en juillet 1991 comme un acte de prévention. L'envoi de l'armée en Croatie a alors deux objectifs : la défense de l'intégrité de la Yougoslavie menacée par les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie et surtout la défense de l'intégrité du peuple serbe. S. Milošević insiste grandement sur ce dernier point. Il n'hésite pas à faire valoir le principe du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » cher à l'Occident. Il argue du fait que les minorités serbes de Croatie sont menacées par l'érection d'un Etat croate indépendant dirigé par des nationalistes. Il ravive le souvenir de l'Etat collaborationniste et génocidaire d'A. Pavlić et ses oustachis des années 1940. Le but des Croates des années 1990 est de terminer ce qu'avaient entrepris leurs ancêtres en massacrant toute la population non croate de ces régions. L'Occident est convaincu par le discours alarmiste et alarmant du président serbe et finit par accepter d'envoyer des troupes onusiennes pour maintenir la paix et la sécurité dans les « zones protégées » début janvier 1992. Le stationnement géographique des Casques bleus fait polémique. Leur implantation dans ces zones n'est autre qu'une légitimation des conquêtes serbes. Bernée par l'absence de déclaration de guerre et de mobilisation générale en Serbie, la communauté internationale ferme les yeux sur les violences perpétrées par les Serbes en Croatie et accepte les nouvelles frontières internes de la Yougoslavie. Sans l'avouer publiquement, la communauté internationale au premier rang de laquelle se trouvent la Communauté européenne et l'ONU, se laisse séduire par le discours diffamatoire de S. Milošević et reconnait sans le vouloir la fin de la RFSY.

La défense des minorités nationales serbes

Sur le terrain, la situation est totalement différente. La politique Grand serbe ne peut pas tolérer la perte de la Croatie, notamment des régions frontalières de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine. Dès la déclaration d'indépendance de la République croate, les régions de la Krajina et de Slavonie s'autoproclament serbes. Elles entendent rester dans le giron yougoslave, dirigé désormais par le leader serbe. Des milices de défenses nationalistes

s'organisent et rapidement des affrontements avec la police croate ont lieu. Les forces loyalistes yogoslavo-serbes de chaque région gagnent du terrain et finissent par se rejoindre pour ne former qu'un seul et unique grand ensemble géographique. Quel avenir pour les villes et villages à majorité croate parsemés sur cette aire ? La réponse ne se fait pas attendre : les milices attaquent maintenant les populations civiles au mortier et des postes de police croates sont ravagés, leur personnel massacré. Les milices serbes, dont l'une des plus connues sont les Tigres d'Arkan, sèment la terreur et forcent les non Serbes à fuir. La JNA intervient elle aussi, mais la population n'a plus confiance en elle. L'armée théoriquement yougoslave est désormais serbe. S. Milošević en a pris le contrôle et la *serbise*. Il procède au remplacement des officiers non Serbes par des hommes de confiance. L'un des symboles de la nationalisation de l'armée est sûrement la nomination comme officier en second dans la région de Knin de R. Mladić, jusqu'ici en poste au Kosovo.

Malgré son succès et son efficacité, la stratégie de S. Milošević n'est pas dépourvue de faiblesses. Son double discours, bien que très convainquant pour les Occidentaux, trouble les Serbes. La non-déclaration de guerre à la Croatie, la non-mobilisation générale ainsi que l'aveu à demi-mots des intentions Grand-Serbes du gouvernement freinent les engagements dans l'armée. La population, chauffée à blanc par les discours nationalistes depuis le 600ème anniversaire de la bataille de Kosovo Poljé ne parvient pas à faire un lien clair entre la guerre en Croatie et les invectives du Président.

2. <u>L'anéantissement de la Révolution nationale démocratique par A. Loukachenka</u>

Le passage au stade 2 de la typologie de M. Hroch est rendu impossible par A. Loukachenka lui-même. Alors qu'au début de sa carrière, il incarne le renouveau de la nation biélorussienne le succès de sa campagne électorale en 1994 marque la fin de la nation culturelle. Cependant, il serait erroné d'affirmer que la Biélorussie de la première moitié des années 1990 ne connait aucun changement majeur. Au contraire, l'élection d'A. Loukachenka conduit à l'éclosion d'une sorte de troisième voie dans cette mouvance de transition. L'ensemble des Etats d'Europe centrale et orientale opte pour une transition « nationale capitaliste », la Serbie et l'ensemble des Balkans choisissent une transition nationaliste. La Biélorussie préfère renouer avec son passé soviétique, alors que depuis 1991 elle semblait se diriger vers le premier type de transition. Il y a bien une rupture avec le régime en place, sauf que cette rupture ne se produit pas suivant la même logique que les événements du moment. Elle rejette la démocratisation pour un repli vers un régime à tendance communiste.

Il faut dépasser les idées reçues sur la Biélorussie pour comprendre les mouvements nationalistes qui l'habitent dès les années 1990. Deux types de mouvements s'affrontent : les tenants de la nation ethnoculturelle et ceux de la nation politique, communiste. L'élection d'A. Loukachenka semble donner la victoire aux derniers. Pourtant sa politique immédiate démontre qu'il ne se borne pas à une Biélorussie totalement idéologique.

Une *kulturnation* communiste

Une transition démocratique aurait pu exister. Les actions du BNF commençaient à mobiliser les masses populaires. La raison de son échec n'est pas exclusivement liée à son aspect élitiste, le revirement idéologique d'A. Loukachenka fait obstacle à l'érection d'une nation ethnoculturelle.

Malgré tout, affirmer que la Biélorussie est hermétique à la *kulturnation* est une erreur. A. Loukachenka ne peut pas nier l'impact du BNF dans le peuple. Il est donc obligé d'accepter d'injecter des éléments ethnoculturels dans sa nation qui se veut politique. La nation biélorussienne n'est pas seulement bâtie sur des principes politiques, mais aussi sur des symboles culturels…communistes. La nation biélorussienne à partir des années 1990 est forgée à l'image de son Président, par des idées et une culture communiste. Ainsi, le nouveau Président doit son succès à sa capacité à pouvoir concilier les deux grandes conceptions de la nation qui ont cours en cette période de flou identitaire. Il parvient de la sorte à éliminer toute concurrence, chaque électeur trouvant en la personne d'A. Loukachenka le dirigeant qu'il désire.

Une Révolution nationale politique

Il est certain que la typologie de M. Hroch conduit à conclure que la Biélorussie ne connait pas de Révolution nationale. En effet, l'arrêt brutal de la phase de démocratisation pour un retour à un régime de type communiste ne laisse pas entrevoir une possible société nationale épanouie. Cependant, une telle Révolution a pourtant eu lieu avec l'élection d'A. Loukachenka. Elle ne correspond pas seulement à la définition de la nation de M. Hroch. Pour lui, la nation semble être ethnoculturelle et non politique. Ainsi, contrairement à la Serbie de S. Milošević qui revendique un passé national, la Biélorussie revendique un passé idéologique. La révolution n'est pas culturelle, en raison du cas particulier de l'Histoire biélorussienne, mais idéologique. Il y a bien une rupture idéologique en 1994. La démocratie balbutiante est chassée par une nouvelle lecture du soviétisme, car le nouveau régime n'est

pas une copie conforme de l'URSS. A. Loukachenka a su s'approprier des éléments de certains régimes démocratiques, notamment en créant le poste de Président de la République.

Si S. Milošević et A. Loukachenka empêchent la transition démocratique dans leur Etat respectif, il n'en demeure pas moins que des révoltes nationales ont bien lieu. Elles ne correspondent seulement pas au modèle suivi par les autres nations des PECO. La révolte nationale n'accouche pas de la démocratie. Les deux leaders ont une capacité supérieure aux démocrates pour convaincre le peuple du bien fondé de leur projet. Ils parviennent à créer une agitation nationale concurrente victorieuse.

Les deux futurs Présidents ne souffrent pas de la structure sociale incomplète. Bien au contraire, cet élément est une aubaine pour eux. Il est plus facile lorsque la transition démocratique suit une période de paix de mobiliser contre une classe présentée comme étrangère que contre un membre de la communauté.

S. Milošević et A. Loukachenka passent une étape sur laquelle leurs concurrents buttent : la massification. Ils séduisent les masses et les convainquent que leur projet est le meilleur. Ici, il n'est pas question de la qualité objective d'un programme politique mais à la capacité d'un leader pour le vendre.

II. Le processus de massification du sentiment national dans la société post-communiste

En parallèle du développement du sentiment national et de la réalisation ou non d'une Révolution, M. Hroch étudie « l'intensité de l'activité nationale »[503]. Il s'agit ici de comprendre comment un mouvement nationaliste gagne l'ensemble de la population et transforme une communauté lambda en une communauté nationale. Il repère à l'époque de la Révolution Industrielle trois phases chronologiques et sociologiques : la « phase d'intérêt académique » [504] (phase A), « l'agitation nationale » (phase B) et la « massification » [505] (phase C).

Il apparait nettement que l'idée nationale n'est pas latente dans la population. Chaque membre de la communauté ne nait pas doté d'un programme génétique faisant de lui un fervent nationaliste. L'aspiration nationale est au contraire le résultat d'un processus plus ou moins

[503] HROCH M. cité par ROGER A., *op.cit.*, p. 51
[504] *Ibid.*, p.52
[505] ROGER A., *op.cit.*, p. 52

lent, déclenché par l'opportunisme politique d'un leader en quête de pouvoir. M. Hroch bat en brèches les théories essentialistes du nationalisme. Le sentiment national est le résultat d'une manipulation, tant éducative que politique.

L'étude comparée de la Serbie et de la Biélorussie démontre également que l'aspiration nationale dépend du contexte politico-social du moment et de la tradition historique de la nation.

La Serbie, forte d'une longue Histoire nationale et d'une soif de reconnaissance de sa grandeur est un terrain favorable aux discours nationalistes. Elle connait les trois phases de « massification » décrite par M. Hroch. Cependant, l'étude de ces trois moments démontre que la troisième phase celle dans laquelle S. Milošević joue un rôle central n'est finalement que la manipulation des deux phases précédentes et particulièrement de la première. En effet, il n'est pas certain que les Serbes aient porté un quelconque intérêt pour leur culture et leur nation avant que le Président du 20ème siècle les convainque du contraire.

Au contraire, la Biélorussie ne possédant que moins d'un an d'histoire nationale propre et jouissant d'un niveau de vie élevé au regard des autres membres de l'URSS, est une terre stérile à la revendication nationale. Comme dans le I, nous délaisserons un temps A. Loukachenka pour nous concentrer sur le BNF, mouvement d'opposition nationaliste par essence. La transition démocratique *traditionnelle* ne peut pas avoir lieu en Biélorussie car elle repose avant tout et surtout à cette époque sur une revendication ethnoculturelle. Cette nation ne se reconnait pas dans cet idéaltype.

La Biélorussie est réellement une curiosité dans le monde postsoviétique. Elle est le seul Etat à connaitre un phénomène de massification nationaliste autour d'un leader d'obédience communiste et non ethnonationaliste.

A. Phase A : « un intérêt académique » discret

La première phase est celle « d'intérêt académique » durant laquelle seuls des intellectuels, souvent isolés, se passionnent pour le passé de la nation. Leur objectif est purement académique et culturel. Il n'y a chez eux aucune œuvre de prosélytisme. D'ailleurs, les résultats de leurs recherches n'ont qu'une très faible audience au sein de la population.

Malgré la création d'Université sous les grands Empires et Royaumes de l'ère agraire, l'engouement pour le travail académique est très limité. Ceci s'explique par deux facteurs. Le premier est celui de la faiblesse du taux d'alphabétisation. Une population ne sachant ni lire ni écrire ne peut pas saisir des travaux académiques demandent un niveau de compréhension élevé. Le deuxième facteur, directement lié au premier, est la confiscation du savoir par les

sphères politique et religieuse. Afin de conserver leur pouvoir, elles n'ont ni l'une ni l'autre intérêt à se trouver face à une population instruite. En effet, saisir les travaux académiques, c'est prendre le risque de s'exposer aux critiques voire à une révolte populaire. Les gouvernements absolus et/ou de droits divins enferment les travaux académiques dans les Universités, loin des masses.

Le cas de la France est révélateur de ce danger pour le pouvoir. C'est lorsque les textes des Lumières sortent des murs et des imprimeries modernes que la Monarchie tombe. Comme dans le mythe de la Caverne, la bourgeoisie des villes[506], tournent le dos au mur d'ombres et prend conscience d'une autre vérité, de la possibilité d'un autre régime.

Néanmoins, la phase d'intérêt académique est primordiale dans la construction du sentiment et du mouvement nationalistes. Elle en pose les bases, scientifiques ; le politique les charge ensuite de sentiments et d'émotions.

En Serbie, la phase académique suit le mouvement des nations ouest-européennes au début du 19ème siècle. Toutefois, ce mouvement nationaliste très riche est bien loin des préoccupations de la population (1°). En Biélorussie, cette phase A démarre très tôt dès les 16ème et 17ème siècles, mais, il ne prend un véritable essor qu'au 19ème siècle. L'intérêt pour la culture biélorussienne se bat contre les acculturations étrangères forcées (2°).

1. Serbie : des intellectuels loin des préoccupations populaires

Les premières traces modernes d'un possible nationalisme serbe remontent du 19ème siècle. Voulant que la Serbie soit touchée par la même vague nationaliste que le reste de l'Europe, les intellectuels du 20ème siècle ancrent dans cette période le début du déchaînement nationaliste et la volonté d'indépendance. Historiquement, il n'est pas évident que sous la domination ottomane, les élites Serbes aient réellement eu des véhémences nationales. Bien que sous le joug d'une puissance étrangère, le statut de « raïa » leur promet une vie assez agréable. Ils ont d'autres préoccupations, telle celle de s'assurer une vie confortable, que celles de la nation ou de l'indépendance. La gestion politique des Ottomans bien que discriminatoire dans certains domaines laisse une liberté culturelle et religieuse suffisamment grande pour annihiler toute tentative de révoltes nationales.

Les nationalistes du 20ème siècle créent une Histoire serbe durant laquelle la lutte nationale est quasiment une obsession chez les Serbes. Ils ancrent cette lutte aussi bien dans le monde réel que dans le domaine universitaire. Cette image d'un sentiment national actif et vindicatif est

[506] Le monde paysan reste longtemps éloigné du phénomène.

un outil de propagande, jusqu'au milieu des années 1980, les Serbes ne se sont que très peu intéressés aux questions nationalistes.

Karađorđević, un père de la nation contestable

Dans ce cas, comment expliquer l'engouement populaire pour le soulèvement de Karađorđević en 1804.

Encore une fois, il s'agit d'une interprétation *a posteriori* des évènements. Le récit historique, scientifique, de l'épisode de Sibnica dans le district actuel de la ville de Belgrade le prouve[507]. Les Serbes de ce village n'entrent pas en résistance de leur plein gré, mais parce que les troupes de Karađorđević les contraignent à prendre le maquis après avoir assassiné les Ottomans du voisinage. Par peur des représailles des Janissaires, les Serbes suivent les révoltés. Rien ne permet d'attester que les paysans auraient naturellement pris part à la guérilla. Ce sont les actes violents des *haïduks* qui les y conduisent : « Karageorge sut leur forcer la main : les Turcs tués sur la route étaient pendus à la porte des maisons paysannes ; les habitants n'avaient plus qu'à rejoindre les révoltés »[508]. Ce premier soulèvement n'est donc pas un mouvement spontané, mais davantage, au début, le résultat de quelques actes dispersés forçant les paysans à le rallier. Ainsi, il est permis de douter du caractère proprement nationaliste du premier soulèvement, et par extension, de l'attachement des Serbes à cette idée.

De même, Karađorđević est-il réellement le père de la renaissance de la fierté nationale serbe ? Rien n'est si sûr. L'histoire tend à montrer qu'il serait plutôt un chef de guerre opportuniste sentant dans la faiblesse de l'Empire ottoman la possibilité de prendre le pouvoir. Les considérations nationales sont un prétexte ultérieur pour justifier ses actes. Cependant, il est indéniable que Karađorđević joue un rôle fondamental dans la constitution de l'Etat moderne serbe puisque c'est lui qui fonde les premières institutions gouvernementales serbes, au premier rang desquelles la Skupština : l'assemblée des knèzes, des maires de village et des délégués du peuple.

V.S. Karadžić : le père d'une Grande-Serbie culturelle

De la même façon, il est difficilement concevable que V.S Karadžić présenté comme le père de la langue et promoteur de la littérature serbe ait eu lui aussi une véritable influence sur les sentiments nationaux de l'époque.

[507] Voir CASTELLAN G., *op.cit..*, p.19-24
[508] *Ibid*., p.22

Il est incontestable que la Serbie est la pièce maîtresse de l'œuvre de V.S. Karadžić mais il est tout aussi certain que la réciproque n'est pas vraie. Comment à cette époque, en Serbie où les réseaux de communication sont encore à l'état embryonnaire, un auteur en fuite et interdit pourrait avoir une quelconque influence sur une population analphabète à au moins 90%? Ce sont les intellectuels nationalistes postérieurs et les soutiens au régime de S. Milošević qui lui donnent cette importance. De la même manière, les auteurs de l'ouvrage *Le nettoyage ethnique-Documents historiques sur une idéologie serbe* insistent sur le rôle central de l'article *Serbes, tous et partout* publié en 1849. Outre le fait que les auteurs omettent de préciser que ce texte n'a aucune vocation Grand-Serbe[509] ils passent sous silence que les écrits de V.S. Karadžić sont toujours prohibés à cette date. Les paysans serbes n'en ont assurément pas eu connaissance. Malgré tout, V.S. Karadžić est celui qui révèle à l'Occident la poésie traditionnelle serbe en cela il tient une place capitale dans l'Histoire de la Serbie. Il correspond donc aux intellectuels de la phase A de M. Hroch puisque son travail, bien qu'à vocation populaire, n'a pas réellement d'impact direct sur le peuple. A son époque ce sont davantage ses prises de positions à l'encontre de Miloš qui le font connaitre que son travail sur la littérature serbe.

D. Cošić : un nationaliste serbe sous Tito

A l'époque titiste un auteur entre dans la définition des intellectuels de la phase A de M. Hroch : D. Cošić. Cet auteur et homme politique yougoslave puis serbe remet au goût du jour le nationalisme. Ses romans, sous leur apparence communiste, relèvent en réalité du romantisme nationaliste. Pourtant ce n'est pas durant les 40 années après la Deuxième Guerre mondiale que D. Cošić va se révéler au grand public. Il faut pour cela attendre l'avènement de S. Milošević et leurs accointances idéologiques ou hégémoniques. La politique de Tito empêche toute manifestation du nationalisme y compris du nationalisme serbe perçu comme le plus fort de l'ensemble de la Fédération. En effet, l'Etat policier et le mythe « Unité-fraternité » sont suffisamment tangibles pour que la population n'y déroge pas. De plus cette même population sort de plus de cinquante ans de guerres motivées par le nationalisme. Elle est lassée et n'aspire qu'à la paix. Et cette paix s'incarne dans le régime titiste qui est à la fois garant des nationalités et de la stabilité de l'Etat. Finalement, un auteur à tendance nationaliste comme D. Cošić n'a pas d'autre choix que d'attendre la promulgation de la Constitution de 1974. C'est pourquoi il est possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle les intellectuels tels

[509] Voir Partie II- Titre I- Chapitre I. L'ancrage de la communauté au territoire : le reflet du type de nationalisme

que V.S Karadžić ou D. Cošić conformément à la typologie de M. Hroch n'ont à leur époque aucune influence sur les sentiments nationaux des Serbes, mais que paradoxalement c'est le régime titiste lui-même qui réveille la ferveur nationaliste.

2. Biélorussie : une vieille tradition intellectuelle résistant aux nationalisations étrangères

Jusqu'au 17ème siècle la culture nationale biélorussienne survit aux différentes vagues de nationalisation allogène en raison de son statut de langue officielle dans le Grand-duché. Les élites produisent leurs écrits dans cette langue. Ce n'est qu'au 18ème siècle lorsque le biélorussien devient le dialecte des paysans que la culture biélorussienne sombre doucement dans l'oubli. Pourtant hors des frontières de la région, en Pologne et en Lithuanie, les traditions biélorussiennes inspirent les auteurs. Nombreux sont ceux qui écrivent dans cette langue. Ces hommes de lettres tels que J. Barszczewski ou Teodor Narbut respectivement dans *Le noble de Zavalnia* et *Les chansons communales rassemblées en Russie lituanienne* mettent au cœur de leurs récits les figures du bon seigneur et du paysan honnête et respectueux. Ainsi, ce sont les élites étrangères et les paysans qui sont les *capsules mémoires* de la culture traditionnelle biélorussienne.

Dès le 19ème siècle, avec la russification de la Biélorussie, les intellectuels s'engagent dans un processus de sauvegarde de la culture nationale. A cette époque, comme dans les années 1990, la Biélorussie est un terrain de bataille entre ethnonationalisme et nationalisme politique, entre *russité* et *biélorussité.*

Le 19ème siècle : un éveil culturel contrarié par la faible alphabétisation.

Les premiers temps du réveil de la culture nationale sont entravés par le très faible taux alphabétisation, la répression drastique de l'administration tsariste et le manque de structures de diffusion, y compris clandestines. Toutefois, une véritable résurrection de l'âme biélorussienne a lieu à a fin du 19ème siècle et surtout dans la première partie du 20ème siècle. Elle passe notamment par les deux figures de proue que sont J. Kolas et J. Kupala, le père du biélorussien moderne. Ils œuvrent à la survie de l'âme paysanne biélorussienne si souvent écrasée par la domination russe puis soviétique. L'éphémère revue *Nacha Dola* en 1906 suivie par *Nacha Niva* de 1907 à 1915 sont fondamentales dans la structuration de la conscience sociale, politique, culturelle et nationale de la Biélorussie. Le problème reste malgré tout toujours le même, leur diffusion est limitée en raison d'une part du taux d'alphabétisation assez bas et d'autre part la concurrence de la langue russe voire parfois aussi

du polonais. Le biélorussien est encore considéré comme une langue vulgaire, celle des paysans « langue longtemps traitée avec condescendance par les milieux lettrés polonais ou russifiés, le biélorussien a souvent été considéré par la paysannerie comme un frein à son ascension sociale, ce qui favorisa la polonisation puis la russification des masses, des nouvelles élites et des populations urbanisées »[510]. En ce début de 20ème siècle, la culture traditionnelle biélorussienne n'intéresse que quelques intellectuels. Néanmoins, les Biélorussiens tentent d'être en contact les uns avec les autres et de ne pas être trop éloignés du reste de la population. C'est en cela que les deux revues citées précédemment sont des piliers de la survivance de l'identité biélorussienne.

Une vie culturelle concurrencée en pleine expansion

Entre la fin du 19ème siècle et le début du 20ème siècle, la vie culturelle en Biélorussie est en pleine expansion. Des villes comme Minsk deviennent des centres culturels assez importants. Ceci aurait pu être une aubaine pour que la culture nationale prenne racine dans la population. L'ennui est qu'elle est toujours mise en concurrence avec une autre culture ou au moins par des influences extérieures. Par exemple, à la fin du 19ème siècle de nombreux Juifs fuient Moscou et les autres grandes villes de l'Empire. Leur exode les conduit dans les villes périphériques de l'Empire en Biélorussie, en Lituanie, en Ukraine et en Pologne. En s'installant dans ces nouvelles villes, les Juifs amènent avec eux leur culture et le Yiddish. Ils créent alors une nouvelle bourgeoisie. Ce sont généralement des artisans ou des commerçants, Juifs et Russes qui s'isolent totalement du reste de la population. Malgré cette ségrégation culturelle volontaire, ces nouvelles communautés, riches, de russophiles entretiennent l'idée de la nécessité de maitriser cette culture pour appartenir aux élites de la société. La culture biélorussienne reste donc à la porte des villes.

Un soutien stalinien illusoire

Paradoxalement, la période stalinienne n'anéantit pas totalement les lambeaux de la culture biélorussienne. Dans les années 1920 sont inaugurées des centres universitaires biélorussiens et même en 1928 l'Académie biélorussienne des sciences. Bien que le biélorussien demeure une langue très marginale, elle n'est pas un frein à une carrière dans l'administration. La vie littéraire connait un essor sans précédent. En 1921 est fondée l'association d'auteurs *Zagaïnik* qui réunit en 1923 plus de 500 artistes. Entre 1927 et 1932, le nombre de livres édités est plus

[510] DRWESKI B., *op.cit.*, p. 14-15

que doublé[511]. De même un immense réseau de bibliothèques se tisse entre les centres culturels. L'Etat acquiert un grand nombre d'ouvrages permettant surtout à la jeunesse estudiantine de découvrir les classiques de la littérature étrangère. Enfin, c'est également à cette époque que nait une presse locale en langue biélorussienne et par extension une propagande nationale dans le même idiome. Néanmoins, la préservation et la reconnaissance de la culture indigène est assez fluctuante durant les années de soviétisme. Elles dépendent des *humeurs* du régime et des nécessités de trouver des « ennemis de l'intérieur». Bien que cette politique de liberté culturelle soit conforme à la politique de Staline sur ce sujet avant sa prise et sa confiscation du pouvoir, elle n'en reste pas moins une illusion. En effet, le régime incite davantage à la production en russe et la population des villes se tourne plus facilement sur les supports en cette langue. *De facto,* la culture biélorussienne est encore une fois entre les mains de quelques intellectuels et artistes.

En Biélorussie, le folklore traditionnel est donc synonyme de danger et la culture allogène de réussite sociale et de vie paisible. Il est par conséquent aisé de comprendre pourquoi les Biélorussiens sont davantage attachés au zapadno-russisme.

C'est à l'étranger que survit le mieux le passé biélorussien. La Pologne notamment se fait la mémoire de la Biélorussie en partageant avec elle l'héritage lithuano-polonais. Sa lutte incessante contre l'empire tsariste et l'URSS explique cette obsession du souvenir national. La très faible, pour ne pas dire la non intégration de la Biélorussie dans le Concert international, a pour conséquence que les Biélorussiens ne savent pas que leur histoire et leur culture sont ardemment défendues au-delà de leurs frontières.

Ainsi, l'illettrisme, un dominant étranger imposant sa culture nationale et l'étranger comme gardien du passé national font que le folklore biélorussien reste pendant très longtemps dans les livres poussiéreux et oubliés des bibliothèques.

La Serbie et la Biélorussie connaissent une phase A, d'intérêt académique semblable à celle de toutes les autres nations européennes. A cette époque, les universitaires sont confinés dans leurs bureaux et leurs travaux sont confidentiels.

Les masses illettrées sont incapables de s'approprier les connaissances qui en émanent et ont bien d'autres préoccupations que le passé d'une communauté qu'elles ignorent. Cette phase académique se déroule avant que la nation prenne conscience d'elle-même. Ce n'est *qu'a posteriori* que les leaders nationaux en font une période *proto-nationale*.

[511] *Ibid.* p.86. Selon B. Drweski, les éditions passent de 693 livres en 1927 à 1520 en 1932.

De plus, il est rare, sauf dans le cas de D. Cošić, que ces universitaires œuvrent dans un but politique. C'est bien d'ailleurs pour cela que leurs travaux sont inconnus avec le début de la révolte nationaliste. Les recherches universitaires sont alors récupérées par le politique qui en fait son programme.

B. Phase B : une « agitation nationale » déterminante

La deuxième phase, phase B, est celle de « l'agitation nationale ». Elle est cruciale dans le « processus de fermentation de la conscience nationale »[512]. Des leaders politiques, souvent en lutte avec un pouvoir très fort et parfois d'origine étrangère, récupèrent les travaux des universitaires pour bâtir leur programme. Cette phase marque le début et la structuration du mouvement. L'objectif des agitateurs est de faire correspondre la nation objective et la nation subjective.

Les travaux des intellectuels sont récupérés par des leaders politiques et convertis en programme offensif de conquête du pouvoir. Le mouvement nationaliste éclot et se structure. Les idées des nouveaux leaders politiques commencent à se diffuser dans la population et se cherchent un public.

Les leaders de cette agitation nationale doivent désigner le bon oppresseur pour paraître légitime à la masse. Se tromper d'ennemi et l'assurance de ne pas voir le mouvement passer de la phase B à la phase C.

En Serbie, les auteurs du Mémorandum éveillent les sentiments Grands-serbes en faisant du titisme le nouvel ennemi. Tout au long des pages de leur manifeste, il s expliquent comment et pourquoi cette idéologie à tout mis en œuvre pour contenir voire anéantir la culture serbe (1°).

En Biélorussie, c'est lors de cette phase B que la confusion s'opère dans l' »agitation nationale ». En Effet, A. Loukachenka et le BNF en sont alors au même stade de leur processus de nationalisation. La phase B porte sur la scène publique le débat entre les deux types de nation. L'un des éléments décisifs pour remporter ce combat est bien la désignation de l'ennemi. Le contexte économique joue en faveur d'A. Loukachenka qui dénonce le début de la transition démocratique. Le BNF est désormais impuissant lorsqu'il vante les bienfaits de la démocratie Occidentale face aux affres de l'URSS (2°).

[512] *Ibid*., p.52

1. La providentielle fuite du Mémorandum de l'Académie serbe

Dans la Serbie de l'époque trouble et troublée de la fin des années 1980, cet instant décisif correspond à la publication prétendument fortuite du *Mémorandum sur les questions sociales actuelles dans notre pays* [513] rédigé par l'Académie serbes des Sciences et des Arts.

Fondée en 1886, par le roi Milan I^{er}, l'Académie serbe était sûrement une des institutions des plus influentes et des plus respectées de Serbie. Cependant, à la fin du 20ème siècle, son aura n'est plus qu'une façade. En effet, elle est devenue un repère pour les déçus du communisme et les nationalistes durs. Elle est le noyau intellectuel du nationalisme Grand-Serbe. Les membres sont également des privilégiés dans cette période de crise économique, ils ne paient pas d'impôt et reçoivent une pension de l'Etat qui finance également leurs voyages d'études à l'étranger. Pourtant, ils se définissent comme une menace pour le régime titiste. De fait, le régime les a peut-être sous estimés, c'est bien un de leur écrit qui est à l'origine de la rébellion serbe. Leur vision politique du régime idéal pour la Yougoslavie sera adoptée par S. Milošević, à savoir une dictature entre les mains d'un Serbe. Pour eux, le seul capable de tenir ce rôle est D. Cošić mais l'écrivain est alors trop âgé, il serait risqué de lui confier une telle responsabilité. Ainsi, à l'automne 1986, le texte du Mémorandum fuite dans la presse. Les 25 et 26 septembre, le journal *Večernje Novosti* en publie des morceaux choisis. Les Académiciens se défendent d'être à l'origine de cette diffusion, selon eux, il s'agit d'un texte inachevé et non validé par l'Académie. Il n'engage donc que la responsabilité de ses auteurs…qui restent anonymes, bien que nombreux sont ceux qui pensent y reconnaitre la plume de D. Cošić. Le mystère sur l'origine de la fuite demeure encore entier. D'aucun affirme qu'elle provient du gendre journaliste d'un des Académiciens qui prétend n'avoir aucun lien avec le Mémorandum. Il est également possible qu'elle soit l'œuvre du clan Milošević, sentant que le peuple serbe est sur le point de basculer dans le nationalisme. Ce n'est qu'en 1989 que le texte intégral est publié, d'abord à Zagreb, puis à Belgrade par le journal *Duga*.

Le Mémorandum suscite trois types de réactions. D'abord, une réaction de peur dans les Provinces autonomes et les autres Républiques yougoslaves. Ce texte très agressif est un mauvais présage pour la paix relative dans la Fédération. Ensuite, vient celle de la Ligue Communiste serbe. Elle ne vilipende les auteurs qu'en apparence et pour cause, celui qui a le plus de poids n'est autre que S. Milošević dont la réaction est nulle. En effet, le futur Président serbe ne fait aucun commentaire sur le Mémorandum, il ne demande aucune

[513] « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 250-262

sanction à l'encontre de ses auteurs. A ce moment là, S. Milošević est pressenti comme le réformateur de la Yougoslavie et de la Serbie, mais il n'a aucun projet précis. Il est communiste, certes, mais sûrement davantage par tradition et opportunisme. Il sait qu'il veut le pouvoir suprême, il attend la réception du texte par le peuple pour décider s'il est communiste ou nationaliste. Enfin, la troisième réaction est celle des Serbes eux-mêmes. Ils plébiscitent le Mémorandum. Ce texte ne propose pourtant aucun projet d'avenir ni aucune solution pour sortir de la crise politico-économico-sociale dans laquelle s'enfonce la Serbie mais il a le mérite, selon V. Stevanović, de poser la « question nationale serbe »[514].

Le contenu du Mémorandum

Le Mémorandum se présente comme une analyse de la situation de la Serbie sous un angle marxiste. A sa lecture, il se révèle surtout être un chef d'œuvre de langue de bois politique. Il se décompose en deux parties. La première s'intitule *La crise de l'économie et de la société yougoslave* ; nous ne nous y intéresserons pas en raison de son caractère très économique, hors de notre sujet. La deuxième *La position de la Serbie et du peuple serbe* est au cœur de notre travail. Les auteurs tentent de faire un état des lieux de la situation de la Serbie après quarante ans de titisme et de déterminer quel avenir pour la République. Cependant, il faut bien se garder de voir dans le Mémorandum une version moderne du *Plan* d'I. Garašanin publié en 1844. Il s'agit ici d'une récrimination à l'encontre de la politique yougoslave, et non d'une stratégie d'union des terres considérées comme serbes. Seul le statut particulier accordé à la Voïvodine et au Kosovo est discuté. Il n'est en aucun cas fait mention de l'annexion des terres de l'ancien Royaume médiéval.

Le succès du Mémorandum s'explique par les thèmes abordés pour justifier le retour du nationalisme. Le réveil du nationalisme serbe est présenté non pas comme la volonté des Serbes mais comme un mécanisme de défense contre les agressions de plus en plus fréquentes des autres Républiques yougoslaves et de la politique fédérale. Selon les rédacteurs du Mémorandum les Serbes sont culpabilisés par les autres Républiques et sont victimes de la politiques culturelle yougoslave entre autre. Seule la violence des réactions de leurs co-nationaux est à déplorer : « les manifestations de plus en plus violentes du chauvinisme et de la *serbophobie* dans certains milieux favorisent le renouveau et l'expression de plus en plus radicale de la sensibilité nationale du peuple serbe et les réactions qui peuvent être passionnées, voire dangereuses »[515].

[514] STEVANOVIC V., *Milošević, une épitaphe*, Paris, Fayard, 2000, p.67
[515] GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 279

La culpabilisation des Serbes

Les auteurs du Mémorandum soulignent la culpabilisation des Serbes. Les autorités yougoslaves entretiendraient la mauvaise image des Serbes et leur feraient payer la politique des rois Pierre Ier de Serbie et Alexandre Ier de Yougoslavie dans l'entre-deux-guerres. Après la Première Guerre mondiale, les Alliés créent le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes dont ils donnent la direction aux descendants de Karađorđević. Rapidement cette monarchie parlementaire se transforme en dictature serbe. Dès lors, aux yeux des autres Yougoslaves, les Serbes ont l'image d'une nation « oppressive »[516]. Ils ont pour objectif de mettre en place un gouvernement « unitariste », « centralisateur » et « policier »[517]. Pour se venger de la domination sans partage de la bourgeoisie serbe entre les années 1920 et 1940, le PCY décide de culpabiliser la République serbe après la Deuxième Guerre mondiale. Il organise son retard industriel et en la mettant en position d'infériorité politique et économique. Ainsi, selon les auteurs du Mémorandum, les dirigeants des PC croate et slovène, qui existaient avant la guerre, se sont entendus pour empêcher les communistes serbes de siéger dans les plus hautes instances de la Fédération et pour les exclure systématiquement de toutes les procédures décisionnelles. Ceci se traduit concrètement par la non représentation des citoyens et ouvriers serbes dans les assemblées politiques. Pourtant, la réalité est bien loin d'être aussi défavorable aux Serbes. En effet, Belgrade est au cœur de la vie politique yougoslave. C'est dans cette ville que se trouvent les sièges des comités du Parti, de l'armée, de la police, des services secrets ou encore de la bureaucratie fédérale. Tout au long de la période titiste, elle s'enrichit et gagne en puissance. Son seul point faible est sa position géographique très à l'est qui en fait une ville davantage tournée vers l'orient que l'occident, handicap à l'heure où le bloc communiste s'effondre. Les Serbes ne sont pas les rebus de la société titiste ; c'est seulement que le modèle de gouvernement dont ils rêvent, celui du retour à un régime de type monarchique dirigé par la dynastie Karađorđević ne peut pas avoir lieu dans un Etat de type communiste.

La victimisation des Serbes

En plus de cette dénonciation de la culpabilité imposée aux Serbes, les auteurs du Mémorandum activent un autre sentiment qui touche la sensibilité de leurs co-nationaux : la victimisation. Cette idée se retrouve dans la fameuse phrase de D. Ćosić pour qui la Serbie a

[516] *Ibid.*, p.252
[517] *Ibid.*, p.257

« gagné toutes les guerres, mais perdu toutes les paix »[518]. Les Serbes sont un peuple valeureux, capables des plus grandes oblations à l'image du Prince Lazar. Cependant, jamais les grandes puissances amies comme ennemies n'acceptent de reconnaitre le courage de la Serbie et finissent toujours par la soumettre et la reléguer au rang de puissance inférieure. Le Mémorandum démontre que le gouvernement titiste ne déroge pas à cette tradition en s'appuyant sur quatre faits concrets.

La politique du Komintern. Elle renforce la diffusion de la mauvaise image de la Serbie. Pour les auteurs du Mémorandum, le Komintern avait intérêt dans la réalisation de ses objectifs à faire éclater la Yougoslavie. Voici aussi un argument pour expliquer le retour du nationalisme. Le Komintern et les autres Républiques yougoslaves n'ont jamais cru en la sincérité de la conviction marxiste des Serbes. Pour arriver à ses fins, tous manipulent les animosités entre les nations constitutives entretenant le clivage peut-être caricatural entre une Serbie « oppressive » et les autres nations « opprimées ». Pour les Académiciens, cette stratégie de domination politique va à l'encontre des principes marxistes car elle fait du sentiment national un sentiment plus fort que le sentiment de classe : « cette politique est l'exemple flagrant du recul de l'enseignement marxiste sur la division de chaque nation en classes devant un pragmatisme politique qui a, dans ses tentatives de se servir des antagonismes internationaux, mis à l'arrière-plan l'internationalisme de classes »[519]. Ainsi, les Serbes de l'immédiat après-guerre sont victimes de la politique hégémonique et antimarxiste du Komintern. Il les condamne sur une image chimérique selon le Mémorandum : « la répétition constante, pendant quatre décennies, de ce jugement formé avant guerre, indique un très grand intérêt politique et économique pour faire perdurer ce jugement erroné. Son objectif est d'inculquer au peuple serbe le sentiment d'une culpabilité historique afin d'empêcher sa résistance à la soumission politique et économique à laquelle il est sans cesse exposé »[520], oubliant que la Serbie aussi est peuplée de marxistes convaincus et que les nationalistes y sont alors très rares.

Le contexte particulier de la Deuxième Guerre mondiale. La Deuxième Guerre mondiale dans les Balkans est à la fois une lutte pour la Libération des Forces de l'Axe et une guerre civile. Elle oppose, en simplifiant, les communistes de Tito aux royalistes serbes du Général Draža.

[518] COSIC D., discours prononcé devant l'Académie serbe des Sciences et des Arts le 29 mars 1977
[519] GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p.252
[520] *Ibid.*, p.253

Grace au soutien inattendu de W. Churchill pour les premiers, Tito peut prendre le pouvoir et instaurer un régime personnel. Le Maréchal impose le fédéralisme. Il ne convie pas les Serbes, royalistes, aux discussions relatives à la création des institutions. Pour être sûr que la tendance royaliste soit véritablement étouffée, Tito se débarrasse du Général Draža tant physiquement que dans les mémoires. La Libération est communiste et seulement communiste. Les Serbes qui dans les faits étaient les maîtres de la Yougoslavie entre les deux guerres, sont donc exclus du processus décisionnel dès 1944 et par extension se voient nier leur rôle dans la lutte antifasciste. Au sortir de la guerre seuls les vainqueurs, ou ceux identifier comme tels, ont voix au chapitre dans la réorganisation de l'Etat. Les Serbes, concurrents directs des Partisans, ne sont pas qualifiés de membres du clan des vainqueurs, ils sont donc réduits au silence. Pourtant, leur Résistance est certifiée. Les fondateurs de la deuxième Yougoslavie optent pour le fédéralisme, selon les auteurs du Mémorandum, pour écarter les Serbes de la formation du nouveau régime car ces derniers n'auraient pas choisi cette option « cela ne veut pas dire que les Serbes n'auraient pas opté de leur plein gré pour le fédéralisme en tant que système le meilleur pour une communauté plurinationale »[521]. Les auteurs du texte regrettent que les Serbes n'aient pas été consultés en raison d'une idée préconçue sur leur vision de l'organisation de l'Etat. Ils sont donc victimes d'une réputation qui n'est pas nécessairement fondée.

La politique culturelle du régime titiste. En effet, pour les Académiciens, le gouvernement yougoslave met en place une politique de minoration de la culture serbe. Bien que l'expression n'existe alors pas encore, les auteurs du Mémorandum sous entendent que les Serbes sont victimes d'un génocide culturel. Les auteurs soulignent que le cyrillique est mis à l'écart au profit de l'alphabet latin, alphabet des langues croate et slovène « sous l'influence de l'idéologie au pouvoir, l'héritage culturel du peuple serbe est aliéné, confisqué par d'autres ou dévalorisé, négligé ou laissé à l'abandon, sa langue est reléguée et l'alphabet cyrillique disparaît graduellement »[522]. La littérature classique serbe est bannie du système éducatif. La même censure frappe les auteurs serbes qu'ils soient morts ou vivants. La politique culturelle yougoslave, par ses critères « idéologiques »[523] exclut l'art serbe alors que celui des autres

[521] GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p.258
[522] I*bid.*, p.274
[523] *Ibid.*, p.274

narod est « sur la voie de l'intégration »[524]. De la même façon les artistes serbes sont boycottés par les médias officiels.

Dans ce passage pages 274-275, il est aisé de se rendre compte des manipulations victimaires faites par les auteurs du Mémorandum. Ils insistent plus que de raison sur le fait que la Serbie est la seule à subir cette politique discriminatoire de la part du gouvernement que seule la culture serbe est étouffée par le titisme. Ils expliquent que non seulement le gouvernement tente d'effacer l'héritage serbe dans le présent, mais aussi pour le futur en s'appuyant sur les programmes scolaires « dans les programmes scolaires de certaines républiques et provinces, le passé historique du peuple serbe est non seulement idéologiquement réduit d'une manière grossière, mais il est également exposé à des explications chauvines »[525]. La vexation de se sentir exclus de la culture officielle n'est pas aussi grande que celle de ne pas être appréciés à sa juste valeur. Selon l'idéologie Grand-Serbe, la culture serbe est la plus brillante des cultures de la région, les autres nations doivent l'admirer « ainsi le patrimoine culturel serbe apparait-il moins grand qu'il n'est. »[526]. Le grand-serbisme suppose que la culture serbe soit au moins un des fondements sinon le fondement unique de la culture yougoslave, or la politique titiste semble s'y opposer. Se retrouve ici encore poser la question de la dialectique entre le yougoslavisme et le serbisme. Avec une telle approche, il est indéniable que les auteurs du Mémorandum ne sont pas des *yougoslavistes* mais des *serbistes*. La fin de la phrase citée plus haut est également éloquente de cette victimisation des Serbes « et le peuple serbe perd un fondement important de sa conscience morale et historique »[527]. Elle fait directement écho à cette autosatisfaction serbe d'être parvenue à *préserver* sa culture sous l'occupation ottomane. Elle sous-entend que le titisme a tout tenté pour que les Serbes oublient leur patrimoine culturel au profit de la culture yougoslave officielle. Il s'agit d'une attaque à peine voilée visant à qualifier le titisme de totalitarisme car imposant jusqu'à une culture officielle, décrétant, à l'instar de *l'art dégénéré* de l'époque nazi, que l'art traditionnel serbe doit être anéanti. Les auteurs du Mémorandum admettent que les hommes politiques serbes ne sont pas étrangers à cette destruction de leur culture nationale. Les Académiciens leur reprochent de ne pas avoir été capables de défendre les intérêts de la Serbie. Ils ne se sont pas montrés dignes de leurs prestigieux ainés : « les hommes politiques serbes ne se sont pas montrés à la hauteur de la tache historique qui leur a été imposée par une conjecture

[524] *Ibid.*, p.274
[525] *Ibid.*, p.275
[526] *Ibid.*, p.275
[527] *Ibid.*, p.275

extrêmement difficile au sein de la communauté yougoslave »[528]. Les pères du Mémorandum attaquent ici I. Stambolić qui s'est toujours présenté comme un ardent défenseur du yougoslavisme face au serbisme. L'idée ne semble pas dépourvue de fondement si les auteurs du Mémorandum sont envisagés comme des soutiens de S. Milošević.

L'égalité territoriale et la question du statut des Provinces autonomes. Cette thématique apparait très tôt dans le Mémorandum, elle est la suite immédiate de la constatation de la mauvaise image que les Républiques croates et slovènes véhiculent sur la Serbie.
Les Académiciens, nationalistes savent que le sujet du Kosovo est un sujet qui touche les Serbes Il les rassemble quelle que soit leur idée politique ou leur classe sociale. Ce choix n'est pas anodin et ce n'est pas non plus un hasard si le symbole du succès de la massification du nationalisme autour de Slobodan Milošević se produit au Kosovo lors de la célébration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé.

2. Le blocage de l'agitation ethnonationale biélorussienne

La fin des années 1980 et la fin de l'URSS sont dans les Démocraties populaires l'occasion pour passer de la phase A à la phase B. La Biélorussie ne suit pas exactement le même schéma. Elle reste bloquée entre ces deux étapes entre l'intérêt académique et la récupération des travaux par un mouvement politique. Une nouvelle élite intellectuelle fait son apparition. Consciente des mutations politiques mondiales, elle cherche une nouvelle source d'inspiration pour préparer l'avenir. L'agitation nationale étant très forte en Pologne et dans les Etats baltes, elle se tourne naturellement vers eux. C'est ainsi qu'elle redécouvre le passé lithuano-polonais dissimulé par le régime soviétique. Mais la population ne s'y intéresse pas, elle ne trouve aucun intérêt à interroger ses certitudes.
Le BNF ne parvient pas à superposer « nation objective » et « nation subjective ». Il n'est pas capable de montrer aux Biélorussiens que la République et ses institutions peuvent survivre en dehors du giron communiste. Il n'a pas réussi à convaincre que la Biélorussie possède sa propre histoire et son âme propre distincte de ses différents dominants du passé. L'idée du BNF est de reconstituer l'ensemble du passé biélorussien pour reposer les bases d'une culture originale et propre.

[528] *Ibid.,* p.260

Une agitation nationale précoce

La Biélorussie connait très tôt dans l'Histoire récente, à la fin des années 1910, les prémices d'une phase d'agitation nationale. Ce mouvement coïncide avec les débuts de la Révolution russe de 1917. En février de cette année se créent, suite à la chute du Tsar, des Conseils de soldats et d'ouvriers dans les grandes villes du pays. Minsk, en raison de sa position géographique privilégiée devient rapidement le point névralgique de cette mise en branle révolutionnaire. La capitale biélorussienne est depuis quelques années un symbole de la révolte contre l'Empire russe. En 1898 y a lieu un Congrès clandestin réunissant un quinzaine de délégués des groupuscules qui formeront par la suite le Parti ouvrier social-démocrate de Russie. Le seul absent notable ce jour là n'est autre que Lénine alors en exil en Sibérie[529]. En mars 1917, c'est un autre genre de conseil qui apparait sous l'influence de la HROMADA[530] et de quelques partis nationaux: le Comité national biélorussien. Cependant, ce Comité, premier du genre en Biélorussie est à l'image des hésitations de cette nation sur son identité. Il milite pour l'autonomie de la Biélorussie, donc favorable à la reconnaissance de son identité culturelle, mais dans le cadre des idées socialistes. Bien que la reconnaissance de la spécificité biélorussienne soit au cœur du programme du Comité national, elle s'inscrit dans un ensemble russe supérieur. Pour preuve, il envisage l'avenir de la Biélorussie comme un Etat fédéré de la Russie. Mais rapidement ces idées sont balayées par la déferlante bolchévique qui s'abat sur l'ancien Empire. A partir d'avril 1917 est institué un Soviet de délégués paysans. Les Bolchéviques deviennent aussitôt majoritaires. Il en est fini des idées nationalistes qui retombent immédiatement dans le silence. Seule une poignée d'antisoviétiques tentent de s'opposer en organisant un Congrès pan-biélorussien en décembre 1917. Il est interdit par le pouvoir. Le nationalisme biélorussien migre alors à l'ouest dans la zone catholique occupée par les Allemands. Il ne peut pas être un contrepoids politique.

Les actes manqués de l'opposition nationaliste des années 1980

A la fin des années 1980, dans le contexte de déliquescence de l'URSS deux évènements majeurs auraient pu être les déclencheurs d'une agitation nationale. Ils ne permettent pas de

[529] Sur le sujet voir notamment COLAS D., « La dictature démocratique et la démocratie populaire. Oxymore et pléonasme dans les usages de démocratie chez quelques marxistes », *in* PAVEAU M.-A., PERIES G *Mots*, Démocratie, juin 1999, p. 27-46

[530] *Hromada* signifie en français *communauté*. La *Hromada* révolutionnaire biélorussienne nait en 1902 à Minsk et à Vilnia. Il s'agit du premier parti politique biélorussien. Il milite pour la création d'un Diète autonome implantée à Vilnia sans clairement demander une rupture totale avec Moscou. La *Hromada* est principalement composée d'étudiants et d'intellectuels d'origine paysanne. Rapidement, elle est rebaptisée *Hromada* socialiste biélorussienne. Bien qu'influencée par le socialisme, elle est l'ancêtre du courant démocrate-chrétien de Biélorussie.

constituer les trois éléments nécessaires à cette agitation nationale. Nous ne chercherons pas à comprendre pourquoi les Biélorussiens ne se saisissent pas de ces deux occasions pour s'engager dans une phase d'agitation nationaliste. Nous montrerons que ces deux moments sont des actes manqués à la fondation d'un mouvement nationaliste. Il ne s'agit pas d'émettre des hypothèses sur les raisons de l'immobilisme des Biélorussiens qui imposerait une approche presque individualiste de la situation. L'objectif est de montrer comment l'opposition nationaliste n'est pas parvenue à récupérer ces deux évènements pour allumer la mèche nationaliste dans les masses.

Tchernobyl. J.-C Lallemand et V. Symaniec sont surement ceux qui résument le mieux la perception particulière de Tchernobyl par les Biélorussiens « Une étude détaillée permettrait aujourd'hui d'établir un lien entre Tchernobyl, la chute de l'URSS, l'étouffement des élans démocratiques de la Pérestroïka et l'instauration d'un régime autoritaire en Biélorussie comme mode de gestion d'une économique de guerre reposant soudain sur ce nouvel Etat indépendant, dont 25% du budget se voyait d'emblée grevé par la *liquidation* des conséquences de la catastrophe »[531]. Si l'impact sur l'Ukraine est connu, c'est pourtant en Biélorussie que les retombées radioactives sont les plus fortes. Cet accident est l'une des principales sources de mobilisation contre le pouvoir soviétique dans les Républiques satellites. La réponse du gouvernement soviétique est proche de celle d'un Etat qui subit une attaque militaire. Des soldats sont mobilisés autour du site et des tanks patrouillent dans les rues. Le pouvoir tente d'étouffer l'affaire au possible et surtout d'empêcher la société civile d'intervenir dans le secours immédiat à la population et la sécurisation du site. Il faut à tout prix contenir la population locale et faire obstacle à la diffusion d'informations sur l'ampleur du drame. Bien que la Glasnost soit décrétée suite à Tchernobyl, elle ne s'applique pas à la catastrophe en elle-même. Les Biélorussiens ne s'engagent dans aucun mécanisme de révolte nationaliste ou autre contre le pouvoir alors que l'explosion ravage son territoire. En effet, les conditions météorologiques de ce 26 avril 1986 condamnent la Biélorussie. Les vents soufflent vers le nord et poussent le nuage toxique vers la région de Homel. 70% des radiations cheminent vers la Biélorussie, 23% de son territoire et 20% de la population sont contaminés. Ces chiffres seront longtemps niés par nombre d'organisations internationales et d'Etats et le sont toujours par A. Loukachenka. Cette manipulation des faits par le pouvoir d'abord soviétique puis par le Président a pour objectif premier de ne pas avouer les failles du système soviétique. En plus de la conservation de cette mémoire idéologique, des intérêts

[531] LALLEMAND JC, SYMANIEC V., *op.cit.,* p.156

financiers importants sont en jeu. En minimisant les taux de radiation et les risques qui en découlent le gouvernement n'est pas dans l'obligation d'évacuer et de reloger les populations exposées. La même idée est récupérée par A. Loukachenka pour repeupler cette région. Il promet aux Biélorussiens que les terres sont de nouveau saines et sans danger pour eux. De plus il assure qu'aucun lien tangible ne peut être établi entre les radiations de Tchernobyl et l'augmentation des maladies telles que les cancers ou les maladies cardiovasculaires dans la région.

L'explosion de la centrale a eu des retombées politiques funestes pour l'URSS, elle est l'un des points de départ de l'implosion de l'Union. Cependant, en Biélorussie, elle ne peut pas avoir le même impact indépendantiste pour deux raisons. D'abord, la Biélorussie est un jeune Etat désemparé face à l'ampleur du problème. Le fait de saper son économie et de ne pas recevoir d'aide internationale ne lui permettent pas de gérer efficacement le problème. Ensuite et surtout, la Biélorussie a presque toujours connu une situation de dépendance tant politique qu'économique et énergétique. Ici, elle doit prendre seule des décisions qui, habituellement, sont prises par une puissance dominante. Formulée de façon abrupte, cette situation va à l'encontre de la culture biélorussienne de se laisser porter par une puissance allogène qui prend à son compte le règlement de tous les problèmes. La réaction de la Russie tsariste ou de l'URSS dans de telles circonstances est le repli vers un pouvoir fort, confisquant les libertés sous prétexte de rétablir l'ordre public, de mettre en place une dictature[532] au sens premier du terme. Ne connaissant que ce mode de fonctionnement, les Biélorussiens se tournent alors plus spontanément vers A. Loukachenka qui incarne une certaine continuité rassurante que le BNF nationaliste et démocratique symbole de la rupture vers l'inconnu. L'instauration d'une économie et d'une politique proche d'une situation de guerre fait avorter toute idée d'agitation nationaliste.

La découverte de Kuropaty en 1987. 1988 est peut-être l'année où aurait pu prendre l'agitation nationaliste. Le BNF est très actif cette année là. Le mouvement qui n'est pas encore réellement un parti politique puisque sa naissance officielle est en 1989, tente de mobiliser les Biélorussiens autour de la célébration du millénaire du baptême de la Ruthénie. Le BNF pense qu'en ravivant le souvenir de cette singularité nationale qui a jadis uni les

[532] Dictature « A l'origine, magistrature suprême d'exception, exercée dans la République romaine par un dictateur légalement investi par le Sénat, à titre provisoire et pour faire face à une situation critique pendant laquelle les règles ordinaires du gouvernement se trouvent suspendues. Le dictateur romain prenait ainsi figure de sauveur providentiel, honoré au plus haut degré par la confiance de ses concitoyens. » *in* HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 89-90

Biélorussiens, l'agitation nationaliste prendra. Cependant, c'était sans compter sur la force de la propagande soviétique depuis des années. La passé religieux ne touche pas les Biélorussiens et l'espoir d'agitation nationale s'effondre aussitôt.

Au contraire, la découverte du massacre de Kuropaty qui a eu lieu en 1939 dans la banlieue de Minsk a presque failli être le déclencheur du mouvement. En 1987, Z. Pozniak découvre le charnier de Kuropaty renfermant les dépouilles de victimes biélorussiennes de la terreur politique soviétique entre 1937 et 1941. La découverte fait grand bruit. Elle choque l'opinion publique. Les charniers de ce genre ne sont pas exceptionnels dans le pays mais ils sont généralement les témoignages de la barbarie nazie. La propagande soviétique prend soin d'entretenir cette idée. Cependant, des témoins de cette époque sont toujours en vie en 1987 et ils connaissent les bourreaux. Mais le régime soviétique leur a appris à se taire et à admettre une autre vérité. Ce sont des martyrs de la Grande Guerre patriotique qui ont péris sous les balles des Nazis. Le refus des autorités soviétiques de reconnaitre la responsabilité de Staline dans ces exécutions entraine un mouvement nationaliste sans précédent en Biélorussie. Le BNF alors interdit trouve un relai dans la redécouverte du passé lithuano-polonais grâce à la multiplication d'associations linguistiques, écologiques, paysannes ou encore dans la minorité polonaise notamment à l'ouest. L'emballement nationaliste se produit un an plus tard lorsque le 1er novembre 1988, l'Etat s'oppose à un enterrement solennel des victimes. La population ne comprend pas ce refus. L'URSS a toujours mis un point d'honneur à rendre un hommage particulier à toutes les victimes du nazisme. L'idée commence à poindre dans la société que les Nazis ne seraient peut-être pas les assassins. Mais elle disparait aussi rapidement qu'elle est apparue. Les conséquences économiques de Tchernobyl se font de plus en plus ressentir. La préoccupation de se nourrir est bien plus forte que celle de s'interroger sur l'identité de personnes décédées plus de quarante ans plus tôt. La découverte de Kuropaty survient donc au mauvais moment dans la vie politique nationale. Il est possible d'imaginer que si elle avait eu lieu avant 1986, elle aurait peut-être pu avoir un impact sur la population.

Dans le cas de l'agitation nationale, S. Milošević et A. Loukachenka agissent selon des stratégies différentes. Le Serbe, par le biais des intellectuels Grand-serbes, bénéficie d'une agitation en sa faveur. Plus précisément, il s'empare d'une agitation qui lui permet d'obtenir le pouvoir. S. Milošević n'est pas nécessairement à l'origine de la transformation de l'idéal Grand-serbe en programme politique, ce n'est pas lui qui convertit l'étude culturelle en programme politique.

En Biélorussie, au contraire, A. Loukachenka, certes, provoque une agitation autour de lui, mais surtout il s'emploie à détruire celle autour du BNF. Des interventions extérieures salvatrices l'aident dan sa manœuvre.

C. Phase C : le nécessaire succès de la « massification »

Cette troisième et dernière étape est sûrement la plus important. C'est celle qui transforme l'agitation nationaliste en « mouvement nationaliste de masse ».

Le mouvement nationaliste devenu un mouvement politique sort du monde bourgeois, il se répand sur l'ensemble de la communauté. C'est le véritable moment où la nation prend conscience d'elle-même, le moment où elle choisit son avenir. Ce choix se fait souvent suite à des manipulations politiques mais il est crucial. En effet, c'est le seul moment depuis le début du processus nationaliste où le peuple joue un rôle. Jusqu'ici, les leaders agissent en son nom mais sans le consulter. C'est lui qui décide de suivre ou non un leader, de faire d'un mouvement nationaliste un succès ou un échec.

En Serbie et en Biélorussie, la question est également de savoir si le peuple souhaite ou pas un régime démocratique de type Occidental. Les manœuvres politiques de S. Milošević et A. Loukachenka poussent les masses à le refuser.

Le Serbe mobilise les masses autour du projet Grand-serbe par sa politique de défense du Kosovo (1°). Le Biélorussien convainc son peuple de s'opposer à la transition démocratique par un projet d'essence communiste (2°).

1. La mobilisation pour le Kosovo

Le Kosovo est considéré par les Serbes comme le lieu fondateur de leur culture. C'est ici que la nation serbe obtient ses lettres de noblesse lorsque le Prince Lazar choisit le royaume des Cieux au royaume terrestre la veille de la Bataille de Kosovo Poljé. Dès lors les Serbes n'ont de cesse de conserver la région dans leur giron.

La révélation de l'osmose parfaite entre le dirigeant serbe et son peuple a lieu le 28 juin 1989 lors de la célébration du 600ème anniversaire de la mort de Lazar et du royaume médiéval.

L'analyse des masses dans les régimes totalitaires d'H Arendt éclaire sur le développement du mouvement d'agitation en Serbie. Elle écrit que « la révolte des masses contre le réalisme […] résultait de leur atomisation, de leur perte de statut social »[533]. Ce court extrait illustre parfaitement la situation de la Serbie lors de la chute de la Yougoslavie titiste. Les Serbes ont

[533] ARENDT H., *op.cit.*, p. 671

le sentiment d'avoir été dispersés à dessein aux quatre coins de la Fédération, sentiment renforcé par la Constitution de 1974 et le statut de Provinces autonomes accordé au Kosovo et à la Voïvodine. Cette situation nouvelle conduit, selon les nationalistes, les Serbes locaux à s'exiler pour fuir les représailles. C'est ici qu'intervient la deuxième idée d'H. Arendt : celle de la « perte du statut social ». Les nationalistes serbes se sont toujours imaginés comme les guides des Slaves du Sud. La domination titiste et la perte de contrôle notamment du Kosovo sont vécues comme des régressions sociales. Les Serbes n'occupent plus *de facto* la place de leaders dans ce système.

Au début de sa carrière politique S. Milošević n'a pas un programme politique précis et défini. Il bâtit son autorité sur une petite phrase amplifiée par une presse à sa botte et surtout par ses silences quant à la nécessité de choisir entre le yougoslavisme ou le nationalisme. La phase de massification nationaliste se construit donc sur l'interprétation de ses silences.

2. La massification contre la transition démocratique biélorussienne

La Biélorussie connait bien un passage à la phase C, mais elle ne se fait pas avec le BNF et empêche une transition démocratique véritable.

En 1994, le candidat Loukachenka triomphe là où le BNF subit un échec cuisant. Le premier parvient à agglomérer autour de lui la majorité des Biélorussiens. Ces derniers accordent la victoire idéologique au nationalisme politique.

La massification communiste d'A. Loukachenka

Cette massification a lieu avec A. Loukachenka en détruisant les quelques avancées démocratiques réalisées par le gouvernement de S. Chouchkevitch en opérant un repli vers le communisme. Le nouveau Président séduit les foules car il promet le rétablissement d'un passé dans lequel il faisait bon vivre, un passé où tous les soucis nés de la transition démocratique n'existaient pas. Au contraire le BNF tente de réactiver une histoire très ancienne dont plus personne ne peut encore témoigner de la grandeur. Naturellement, les Biélorussiens se tournent vers le passé qu'ils connaissent.

De plus, la flexibilité du programme d'A. Loukachenka est un atout majeur. Certes, le BNF peut s'enorgueillir de sa droiture idéologique, il ne fléchit pas dans ses convictions peu importe l'opinion populaire. Cependant, c'est bien A. Loukachenka et sa politique opportuniste vis-à-vis de Moscou qui emportent les élections de 1994. Il est de toute évidence celui qui correspond le mieux à l'âme biélorussienne : il est celui qui traite la Biélorussie

comme une nation élective attachée au zapadno-russisme et au communisme et non comme une *kulturnation* d'origine lithuano-polonaise.

Des perspectives pour le BNF

Le BNF parviendra-t-il un jour à mobiliser les Biélorussiens ? Assurément, nous entrons ici dans le domaine de la politique fiction. Nonobstant ceci, il est possible d'affirmer que non. Ce parti a perdu tout crédit aux yeux de ses potentiels électeurs. La situation de Z. Pozniak en est l'un des meilleurs exemples. Après son échec présidentiel de 1994, il se présente comme le principal adversaire d'A. Loukachenka. Entre 1995 et 1996, il organise de nombreuses actions contre le pouvoir et il commence à avoir un succès retentissant sur la masse. Il devient dangereux pour le gouvernement qui le menace, alors, lui et sa famille. En 1996, il fait le choix de quitter le pays et demander l'asile politique aux Etats-Unis. Il continue de diriger de là-bas le BNF. En 1999, il n'est pas renouvelé au poste de chef du parti. Son éloignement du quotidien biélorussien a eu raison de sa carrière politique. Cette réflexion sur Z. Pozniak s'applique à la majeure partie des opposants à A. Loukachenka. Beaucoup n'ont pas fui aussi loin que les Etats-Unis et ont trouvé refuge dans la Lituanie voisine, mais ils ne sont pas sur place. Ils ne partagent pas le quotidien des Biélorussiens. Leurs voix n'ont donc que peu de portée. Le leader nationaliste biélorussien est A. Loukachenka.

La phase de massification est décisive dans la suspension de la transition démocratique en Serbie et en Biélorussie. Dans les autres PECO, elle conduit au renversement du pouvoir communiste et à une installation, en principe durable, de la démocratie de type Occidental. Dans ces deux nations, elle se fait derrière deux leaders non-démocrates. Séduit par leur projet, le peuple choisit délibérément de tourner le dos à la démocratisation des années 1990.

Les trois phases du processus de massification du sentiment nationaliste démontrent qu'en théorie, la Serbie et la Biélorussie suivent le même chemin que les autres nations de la région. La seule différence est dans la pratique, l'objectif des leaders du mouvement. Leurs intérêts personnels ne sont pas compatibles avec un régime démocratique. Ils expliquent donc que l'essence de la nation n'est pas d'entamer la transition mais de construire un régime *ad hoc*, un régime correspondant au *volk*.

S. Milošević et A. Loukachenka usent d'une stratégie très commune, ils manipulent les représentations et les frustrations des communautés pour parvenir à leurs fins personnelles. Ils choisissent une autoreprésentation de la nation qui leur est favorable et ils promettent de la rendre réelle car c'est la seule façon d'accéder au bonheur.

La grille de lecture des mouvements nationalistes de M. Hroch couplée à l'étude des minorités nationales montrent comment une idée, un sentiment souvent culturel, parfois minoritaire peut devenir un projet politique soutenu par l'ensemble de la nation. Un mouvement nationaliste n'est pas mauvais en soi, il dépend de ce que les leaders politiques en font. Le Grand-serbisme de V.-S. Karadžić n'est pas violent, il le devient quand il sert de moteur à l'indépendance et à l'hégémonie serbe. Le communisme n'est pas liberticide, il le devient quand il œuvre pour la domination exclusive par un homme.

Titre II

La diffusion d'une image conforme au nationalisme postcommuniste

Ressusciter le sentiment national, le diffuser et mobiliser les masses n'est pas suffisant pour un leader politique. Ce mouvement nationaliste ne peut pas en rester à ce stade, il lui faut un moyen d'expression plus formel. Le nationalisme, s'il ne dépasse pas le niveau idéel, même ultra mobilisateur est trop instable pour continuer à survivre. Il lui faut un Etat sur lequel se fixer. C'est dans cette optique que sont créés les Etats-nation : non seulement pour permettre à une nation d'être pleinement reconnue mais aussi pour que le nationalisme survive.

La géographie politique montre comment cette réification du nationalisme s'opère. Il faut également se demander comme elle se concrétise d'un point de vue politique et institutionnel. Un mouvement nationaliste n'est pas seulement la revendication d'une identité, c'est aussi et surtout un mode d'organisation de l'Etat.

La manipulation du nationalisme et les ambitions personnelles du leader politique influent sur le régime politique. Elles déterminent une inclinaison vers la démocratie ou non.

Dans le cadre des révolutions nationales des grandes nations du 19ème siècle, M. Hroch montre comment le nationalisme est vecteur de démocratie. Mais parfois, à l'image des mouvements des années 1930-1940, le nationalisme conduit à des régimes anti-démocratiques. La vague de démocratisation des années 1990 dans les PECO est l'occasion de s'interroger de nouveau sur le lien particulier entre nationalisme et démocratisation. Le nationalisme, dans la plupart des Républiques de la région est porteur de démocratie. Elles suivent le même chemin que les grandes nations du 19ème siècle. Leur copie de ce modèle fait oublier à ces dernières le fondement incontestable de la transition démocratique. Seuls les échecs biélorussien et serbe sont agités par des mouvements nationalistes et forment des régimes de ce genre. La Serbie, en raison de son ethnoculturalisme, est un symbole de ce type de régime. Sa violence est le reflet de la mauvaise image du nationalisme oriental de H. Kohn. La Biélorussie semble bien moins dangereuse.

Pourtant S. Milošević et A. Loukachenka utilisent des stratégies très proches de celles de leurs voisins démocrates. Ils séduisent les masses pour qu'elles désirent leur programme politique. Ils cherchent à affirmer et défendre leur nation au sein de la communauté internationale et enfin à se maintenir au pouvoir. Ils concilient satisfaction d'une nation en quête de changement politico-institutionnel et satisfaction de leurs intérêts personnels.

Pour cela, les deux Présidents se démarquent de leurs concurrents lors de leur entrée en scène. Ils captent l'attention des masses usant alors du populisme (**Chapitre I**). De plus, il est nécessaire qu'ils légitiment leur pouvoir, ils expliquent donc le monde en se présentant comme seul recours possible pour la survie de la nation (**Chapitre II**).

Chapitre I

La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste

Le jeu de séduction nationaliste s'appuie sur un discours populiste. Cette pratique, version moderne de la démagogie antique, est conceptualisée au milieu du 19ème siècle « pour caractériser l'introduction en Russie de courants d'inspiration socialiste-slavisante, puis construit en sociologie politique pour rendre compte des expériences brésilienne et argentine »[534] de G. Vargas et J. Perón.

Il existe de nombreuses définitions du populisme. Pour pouvoir l'identifier et l'étudier de façon claire et efficace, nous recourrons à la technique du faisceau d'indices. Au regard de plusieurs définitions[535], nous déterminerons les éléments récurrents du populisme. La liste établie par P. Ayçoberry[536] résume le mieux cet ensemble d'indices. Il dégage cinq éléments clefs[537] : un « moment », un peuple perçu comme une entité mythique institutionnalisée (une nation dans notre cas), la valorisation des gens simples, un leader inclassable sur l'échiquier politique, pouvant aussi bien être à l'intérieur qu'à l'extérieur du système.

Il est important de rappeler que, comme le nationalisme, le populisme est un concept qui évolue au fil du temps. En Occident, les expériences nazie, soviétique et fasciste du vingtième siècle, l'ont teinté d'une aura négative. Pourtant, ce n'est qu'un outil discursif, son jugement positif ou négatif dépend des orateurs. Dans nos développements, nous appréhenderons le populisme en tant qu'objet politique, sans nous prononcer sur le discours partisan qu'il sous-tend.

E. Laclau[538] distingue deux types de populismes : le « populisme de classe dominante »[539] et celui de « classe dominée »[540]. Dans le premier cas, le populisme est un instrument aux mains d'une classe au pouvoir, qui en appelle aux masses pour servir ses propres intérêts. Il donne alors l'exemple du nazisme. Dans le deuxième cas, le populisme possède une coloration plus socialiste. L'invocation du peuple joue, certes en faveur des intérêts personnels du leader,

[534] HERMET G., BADIE B., BIRNHAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 247

[535] Voir en particulier TAGUIEFF P.-A., «Le populisme et la science politique », *in* RIOUX J.P (dir.), *Ibid*., p. 17-59 ; POMBENI P., « Typologie des populismes en Europe », *Ibid.*, p.85-129, AYCOBERRY P., « La version allemande », *Ibid.*, 179-193

[536] AYCOBERRY P., *op.cit.*, p.179-193

[537] Nous ne détaillerons pas ces éléments ici. Nous les étudierons individuellement dans nos développements à suivre.

[538] LACLAU E., *Politics and ideology in marxist theory, capitalism – fascism – populism*, Verso, 2012

[539] Selon la formulation de P.-A. TAGUIEFF in TAGUIEFF P.-A, *Le populisme et la science politique*, in RIOUX J.P (dir.), *op.cit.*, p.23

[540] *Ibid.* p. 24

mais elle a aussi pour but de remettre la masse au cœur du débat politique. Ceci est illustré par le titisme selon P.-A. Taguieff.[541] Quoi qu'il en soit, qu'il soit de classe dominante ou de classe dominée, le populisme a pour objectif l'obtention du soutien du peuple pour renverser l'ordre établi.

Par leur appel constant au socialisme et au marxisme, par leur lutte contre la démocratie de type Occidental, S. Milošević et A. Loukachenka pratiquent un populisme de classe dominée. Ils s'emploient à renverser, pour le Serbe, ou anéantir, pour le Biélorussien, le système en place au nom du peuple. Leur discours nationaliste, non avoué, a vocation à remettre la nation, incarnation du peuple, sur le devant de la scène politique et à lui redonner le pouvoir.

Nos développements s'articuleront autour des six domaines d'expression du populisme dégagés par P.-A Taguieff[542]. Nous nous concentrerons prioritairement sur leur prise de pouvoir entre 1986 et 1994 pour déterminer l'importance du populisme dans ce processus. Parfois, nous ferons un détour par leur pratique du pouvoir, afin de comprendre comment ce discours leur permet de maintenir leur emprise sur la nation. La stratégie populiste de S. Milošević et d'A. Loukachenka a pour finalité ultime de s'emparer de la tête de l'Etat. Ils ont alors recours à un « populisme-type légitimation »[543]. P.-A. Taguieff définit ce domaine d'expression du populisme comme un « mode de légitimation du pouvoir »[544]. Il ajoute une série de critères pour qualifier une telle situation : « des conjonctures marquées par des crises identitaires de la légitimité politique », un « processus de modernisation », « la pression d'aspirations populaires ». Il précise que ce nouveau régime est « provisoire et transitionnel, post-dictatorial ou post-totalitaire ». Nous reviendrons en détail sur chacun de ces éléments ci-après. S. Milošević et A. Loukachenka apparaissent sur la scène politique lors de la période de trouble due à la fin du monde communiste et le début de la transition démocratique. Les deux Etats sont plongés dans une remise en question des élites dirigeantes et intellectuelles. Cette époque est celle d'une modernisation du système politique, si la démocratie est envisagée comme la fin d'un monde archaïque. Libérée de l'oppression communiste limitant l'expression et la conscience, la masse reprend progressivement la parole. Elle entend être une actrice majeure de la reconstruction nationale et étatique.

La situation post-totalitaire est avérée en Biélorussie par son appartenance à l'ex-URSS, quoiqu'elle puisse être contestée au regard de la prise de pouvoir d'A. Loukachenka. En effet, ce dernier souhaite mettre un terme à la transition démocratique et non au totalitarisme.

[541] *Ibid.*
[542] *Ibid., p. 31-36*
[543] *Ibid., p. 34*
[544] *Ibid.*

Cependant, la faiblesse de l'avancée du processus ne conduit pas à une implantation durable de la démocratie. Nous mettons donc entre parenthèses la période 1991-1994, bien qu'A. Loukachenka s'y réfère continuellement lors de la compagne présidentielle de 1994. En Serbie, le post-totalitarisme est plus difficile à justifier. Sur bien des plans, la RFSY ne peut-être qualifiée de totalitaire. Nous préférons l'alternative *post-dictatoriale*, moins lourde de sens pour définir le régime contre lequel se bat S. Milošević. Enfin, la dernière caractéristique pour qualifier un populisme-type légitimation est la durée du pouvoir du leader. Selon P.-A. Taguieff, elle doit être « provisoire et transitionnelle ». Il s'agit d'une formulation moderne de la dictature romaine. Si S. Milošević et A. Loukachenka se font élire selon une procédure démocratique et pour un mandat déterminé, ni l'un ni l'autre ne souhaitent abandonner le pouvoir à l'expiration de celui-ci. Le Serbe ne reconnait sa défaite en 2000 que sous la pression de la rue. Le Biélorussien multiplie les entorses à la Constitution pour se présenter et remporter chaque nouvelle élection présidentielle. Pourtant, au début de leur premier mandat, les deux affirmaient vouloir opérer un changement de régime ; la question de la durée de cette transition est tout simplement tue.

Ainsi, au regard de l'examen rapide des éléments de P.-A. Taguieff, nous pouvons affirmer que S. Milošević et A. Loukachenka légitiment leur pouvoir par le populisme.

Selon cet auteur, ce type de populisme débouche sur deux sortes de légitimité[545]. La première est celle du peuple donnant naissance à une démocratie. Il est certain que dans leur pratique du pouvoir, les deux Présidents ne correspondent en rien à la démocratie Occidentale. Ils illustrent davantage la deuxième catégorie de régime : celui fondé sur un modèle de domination charismatique au sens wébérien. Ces régimes sont dirigés par des leaders à la fois démagogues et salvateurs. S. Milošević et A. Loukachenka clament ce que veut entendre le peuple, quelles que soient les conséquences et les contradictions du discours, et se donnent l'image de héros de la nation.

En conséquence, S. Milošević et A. Loukachenka manipulent le discours populiste, au sens de formulations des désirs profonds du « peuple vrai », pour prendre le pouvoir. L'ambiguïté et le flou de leurs promesses sont le reflet de leur opportunisme. Ils tirent avantage du contexte politico-historique pour apparaitre comme des hommes neufs et novateurs, porteurs d'espoir en un avenir meilleur.

Tous les leaders politiques populistes et nationalistes savent jouer avec les éléments protonationaux pour séduire les masses. Tout commence par un appel au peuple pour former

[545] *Ibid.*

une solide base de soutien (**Section I**), puis le leader formule son idée force, son objectif une fois qu'il a obtenu le pouvoir : une rupture avec le présent pour bâtir un avenir grandiose (**Section II**).

Section I. Un appel au peuple : la formation d'une base de soutien

La finalité du discours populiste est de séduire le peuple. Si le politicien ne s'interroge pas sur ce qu'est le peuple, la question est un sujet de réflexion majeur en sciences humaines.

Le *Dictionnaire de science politique* le définit de la façon suivante : « notion fort imprécise, désignant une collectivité sociale dotée de caractéristiques communes suffisamment significatives pour atteindre un niveau d'unité et d'autonomie »[546]. En philosophie s'opère une distinction entre peuple « actif » et peuple « passif ». Le premier est la « substance même du corps politique : personnes constituant une société politique ou vivant unies sous des lois »[547]. Le deuxième est « la multitude régie et gouvernée »[548]. Cette dernière vision du peuple n'est pas sans rappeler celle de T. Hobbes dans *Le Citoyen* « sous le nom de peuple […] je n'entends point une certaine personne civile, à savoir l'Etat qui gouverne, mais la multitude qui est régie ». Pour le géographe politique A.-L. Sanguin[549], le peuple est un groupe de population ayant une connexion ethnique et culturelle et occupant une zone géographique assez bien identifiable. Il ajoute que le peuple peut englober une ou plusieurs ethnies.

Au travers de ces quelques définitions se dégagent quelques éléments communs. Le peuple est un groupe différent de l'ethnie, au sens de tribu, sans pour autant être une nation. Il s'agit d'une masse implantée sur un territoire dont les membres partagent des liens plus ou moins forts entre eux. Celle-ci est en situation de sujétion. Il apparait donc, du point de vue, scientifique que le peuple est une entité assez floue. Cette notion est très difficile à manier.

Cependant, le peuple ne doit pas être confondu avec la nation, comme c'est souvent le cas. En effet, si le peuple peut être considéré comme un préalable à la nation, il ne la constitue pas pour autant. La nation est la version *évoluée* du peuple en ce qu'elle a pris conscience d'elle-même et entend revendiquer avec succès son indépendance. Au contraire, le peuple renvoie l'image de passivité et de soumission. L'objectif du nationalisme est d'éveiller la conscience

[546] HERMET G., BADIE B., BIRNHAUM P., BRAUD P., *op.cit.,* p. 241
[547] RUSS J., *Dictionnaire de philosophie*, Paris, Bordas, 1996, p.212.
[548] *Ibid.*
[549] SANGUIN A.L., *La géographie politique, Les classiques des sciences sociales*, *op.cit.,* p. 52.

du peuple. Le populisme est alors l'atout majeur du leader nationaliste. En combinant ces deux concepts, il s'adresse dans un premier temps à la masse informe qu'est le peuple, et dans un deuxième temps, une fois son attention retenue, il ajoute le nationalisme pour façonner cette masse informe en l'objet politique qui le portera au pouvoir.

Ainsi, selon les leaders, un même peuple se transforme en multiples nations souvent composées de différentes façons et ayant des objectifs tout aussi variés. Tout dépend des éléments protonationalistes mis en évidence par le discours populiste.

Grâce à la chute du monde communiste, S. Milošević et A. Loukachenka sont dans une situation idéale pour séduire le peuple. La crise identitaire leur permet de reprendre à leur compte les revendications de la masse et son autodéfinition pour émettre un discours en adéquation avec elle. Dans cette période de troubles où l'offre politique est abondante, ils doivent comme leurs concurrents obtenir le soutien de ce peuple. Ils procèdent en deux étapes, à l'instar de n'importe quel autre prétendant au pouvoir. D'abord, ils révèlent au peuple son identité en en faisant une nation (I). Ensuite, ils mobilisent les classes moyennes et populaires, celles qui ont accumulé le plus de rancœur envers les élites en place (II).

I. La révélation de l'identité nationale

Avant d'amorcer un mouvement nationaliste, le leader doit révéler au peuple face à lui, son statut de nation. Tant que les membres de la communauté n'ont pas le sentiment de partager des points de convergence, il est difficile de les faire œuvrer ensemble au succès d'un projet commun. La prise de conscience de soi est l'élément essentiel pour lier des membres qui ne se connaissent pas et qui ne se côtoieront sûrement jamais.

Dans une période de troubles politiques telle que la fin du monde communiste, l'identité des entités nationales ou au moins communautaires est un enjeu prioritaire. Privées de leurs spécificités durant quarante ans, les nations partent à la recherche de leurs racines et de leurs identités. Elles doivent se réinventer pour certaines, se retrouver pour d'autres.

Le leader nationaliste use alors du discours populiste pour définir une nation conforme à son projet et à ses ambitions politiques. Il a alors recours à ce que P-.A. Taguieff nomme le « populisme rhétorique »[550]. L'auteur explique que cette forme de populisme est la version moderne de la démagogie antique. L'orateur flatte l'assistance, en l'occurrence les masses, en lui disant tout ce qu'elle souhaite entendre dans le but de capter sa confiance et son soutien.

[550] TAGUIEFF P.-A., « Le populisme et la science politique », *in* RIOUX J.P (dir.), *op.cit.*, p.33

Ainsi le leader politique devient la voix du peuple, celui qui le comprend et s'exprime en son nom.

Dans le contexte particulier des années 1990 dans les PECO, S. Milošević et A. Loukachenka révèlent à leur nation son identité. Par leurs discours, ils promettent de rendre réelle la communauté imaginaire traditionnelle et de créer un Etat à l'image de la nation.

Pour cela, il leur faut définir la nation. Avec des arguments différents, ils procèdent selon la même technique : une définition *a contrario*. Ils rappellent aux membres de la nation pourquoi certains n'en font pas partie, ce qui leur manque pour appartenir à cette communauté si spéciale. « Sa condition de (bon) fonctionnement [au populisme] est la valorisation positive du peuple comme instance de la volonté collective, sujet de droits, etc. ; la condition de son efficacité symbolique est sa capacité de canaliser et d'exploiter la puissance de ressentiment des masses ou de certaines classes sociales. […] Les appels au peuple dérivent alors, et tournent en appels à la haine »[551].

Lors de leurs débuts sur la scène politique, S. Milošević et A. Loukachenka séduisent les foules en revenant à la substantifique moelle de la nation. Le premier s'appuie sur l'*ethnos* serbe (A) et le deuxième sur le *dêmos* biélorussien (B). Ils parviennent tous les deux à la même conclusion pratique : la proposition d'une grille de lecture simplifiée et très manichéenne du monde : « eux contre nous ».

A. L'appel à l'*ethnos* serbe : le fondement d'une *kulturnation* exclusive

L'*ethnos*, du grec ancien signifiant « race », correspond à la vision romantique de la nation, à la version dite allemande. La nation se construit autour de l'ethnie composée de membres qui considèrent, à tort ou à raison, qu'ils ont une origine commune voire un ancêtre commun. La nation est alors une extension spirituelle de la famille, base de la communauté dont les membres sont liés par un lien fraternel voire parfois de sang.

Dans une nation bâtie sur l'*ethnos*, le leader nationaliste propage l'idée que ceux qui ne sont pas de la famille sont des dangers pour la communauté. Ces ennemis, qui souhaitent le déclin ou pire la disparition de la nation, doivent être éliminés de son espace vital. Poussée à son paroxysme, cette logique conduit à des massacres de masses de minorités culturelles pouvant par la suite être qualifiés de génocide. Le leader nationaliste révèle à la communauté son identité en tant que culture supérieure lui octroyant un statut de leader. En raison de cette trajectoire exceptionnelle, les autres nations, guidées par la jalousie, fomentent des complots

[551] *Ibid.*, p.34

pour l'affaiblir. L'*ethnos* ainsi réveillé se nourrit d'un mélange de supériorité, de fierté, de peur, de victimisation et de vengeance. Le leader populiste n'a qu'à manier les bons leviers au bon moment pour manipuler la masse à sa guise[552].

En Serbie, le sentiment national est formé autour de la défense de sa culture, de sa langue, de son Histoire, de sa religion… La reconstruction de son territoire médiéval lui rendant sa place de leader des Balkans est alors la thématique de prédilection de tous les leaders nationalistes. Ceux des années 1990 ajoutent la thématique de la destruction physique des non-Serbes.

Les rédacteurs du Mémorandum et S. Milošević s'assurent du soutien des Serbes en dénonçant le traitement discriminatoire dont cette République a fait l'objet lors de la domination titiste (1°). Ils insistent sur le fait que les dirigeants titistes ont puni les Serbes en raison de leur *ethnos*. Ils expliquent que les Serbes sont les seuls à avoir subi des politiques vexatoires durant les quarante dernières années (2°).

1. Le portrait pessimiste du Mémorandum

Dès le début de la deuxième partie du Mémorandum, les Académiciens serbes dressent un portrait de leur République et des affronts qu'elle a subi ces dernières décennies. Elle a été victime de discriminations économiques qui ont pour conséquences un retard considérable dans son développement la rendant dépendante de la Slovénie et de la Croatie. Depuis les réformes des années 1970, et encore davantage depuis la Constitution de 1974, l'économie yougoslave est devenue une agrégation d'économies nationales plus ou moins performantes. La Serbie ne parvient pas à concurrencer la Slovénie et la Croatie qui ont un niveau de développement proche de certains Etats de l'Europe de l'Ouest.

Une punition économique

Les dirigeants nationalistes serbes n'envisagent à aucun moment que la raison de ce retard soit intrinsèque à leur économie, qu'ils ne sont pas capables de se moderniser et de s'adapter à l'économie de marché. Ils rejettent la faute sur la politique économique yougoslave. Cette République serait punie par les dirigeants titistes pour sa confiscation du pouvoir dans l'entre-deux guerres. Tito souhaite sanctionner la Serbie en raison de l'image qu'il a de cette nation : bourgeoise, « oppressive »[553], « sous les accusations constantes d'être un peuple oppresseur, unitariste, centralisateur, policier, le peuple serbe n'a pas pu atteindre le niveau d'égalité en

[552] Voir GIRARDET R. *op.cit.*, p. 48-62
[553] « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 252

Yougoslavie, pays pour la création duquel il a consenti les plus grands sacrifices »[554]. Les auteurs vont plus loin dans leur plaidoyer larmoyant en clamant que le PCY avait pour objectif d'imposer aux Serbes un sentiment de culpabilité pour le contraindre à la soumission politique et économique[555].

Présentée de la sorte, la politique de la RSFY semble en effet vouloir punir les Serbes pour ce qu'ils sont. Si c'est bien l'image que les dirigeants entendent diffuser de la Serbie, ils souhaitent les sanctionner pour leur soutien inconditionnel à la Royauté durant la Deuxième Guerre mondiale et retirer toute possibilité de prendre le commandement de l'Etat, les privant ainsi de leur traditionnelle revendication de leaders.

Une punition politique

La RFSY attaque également la Serbie sur son projet de reconstruction de son Empire. Après la Guerre, le plan de S. Moljević, relatif aux nouvelles frontières de la Serbie et son rêve d'accès à la mer, ne voit pas le jour. La Serbie retourne dans ses frontières de 1940. Ceci est une première vexation, équivalente à celle d'après le Traité de Saint-Germain. Les Serbes ont le sentiment qu'ils ne sont pas récompensés pour leurs sacrifices alors qu'ils font partie du camp des vainqueurs. Toutefois, la plus grande indignation provient de la Constitution de 1974 et de la proclamation du statut de Provinces autonomes pour la Voïvodine et surtout pour le Kosovo. La République serbe est la seule à connaitre cette amputation politique de son territoire et craint l'amputation physique. Les auteurs du Mémorandum, qui seront repris par S. Milošević, dénoncent la volonté des dirigeants titistes de vouloir affaiblir cette République. Par cette Constitution, le territoire et les institutions serbes sont affaiblis, les populations d'origine serbe de ces régions sont expulsées en raison de leur *ethnos*, et le moral de la nation est au plus bas avec le risque de perte de leur berceau culturel. Non seulement Tito les prive de leur rêve d'Empire médiéval mais en plus il réduit leur espace national arraché aux Ottomans par Karađorđević et M. Obrenović.

2. Un *ethnos* aux mains des nationalistes.

Après cet exposé sommaire du ressentiment serbe à la mort de Tito, la récupération et la manipulation de l'*ethnos* par les nationalistes et par S. Milošević est évidente. Ils articulent leurs discours sur les émotions à la base de la culture serbe : le leadership, l'indépendance et la victimisation, et sur un projet datant de six cent ans : la reconstruction de l'Empire de

[554] *Ibid.*, p.257
[555] *Ibid.*, p.253

Lazar. Dans un contexte d'incertitudes politiques et économiques, les Serbes entendent le message qu'ils attendaient : enfin un leader prend leur défense et reconnait leur extranéité. Dès lors, peu importe le projet de S. Milošević et les moyens pour y parvenir, il a rendu leur fierté aux Serbes, il a parlé à leur *ethnos*, à leur essence.

Dans la plupart des nations, faire appel à l'*ethnos* est un ressort du discours populiste. C'est un biais facile pour parler capter l'attention du peuple. Par l'éducation nationale notamment, les membres de la communauté sont sensibilisés dès leur plus jeune âge à l'essence de leur nation. En période de crise, le recours à ce type de discours est un moyen de faire prendre les armes au peuple qui va alors défendre sa nation, son Etat, comme il défendrait sa famille, sa maison.

Dans quelques rares nations, l'*ethnos* ne provoque pas la même réaction. L'orateur populiste doit se tourner vers le *dêmos*.

B. Le *dêmos* biélorussien : le fondement de la nation politique

Le *dêmos* correspond à la vision sociale du peuple. Il comprend l'ensemble des citoyens entendu comme ceux qui participent à la gestion de la Cité, pouvant intervenir dans la vie de la communauté.

Cette conception de la nation est celle décrite par E. Renan, celle qui fait de l'appartenance à la nation un choix personnel par le partage de valeurs communes. Il n'est pas encore fait mention de l'origine dans cette perception de la nation.

C'est de cette définition, traditionnellement associée à la Révolution française, dont s'inspirent les communistes. En effet, l'allégeance à leur idéologie dépasse les différences personnelles, culturelles, nationales pour réunir autour du même projet l'ensemble des prolétaires. Faire du *dêmos* la base du nationalisme politique permet de toucher davantage de personnes que la *kulturnation*. En théorie, il n'y a aucune raison de rejeter une personne hormis si elle n'accepte pas de partager les valeurs communes.

En Biélorussie, l'une des premières régions de l'Empire tsariste à être touchée par le socialisme, le *dêmos* est le lien qui unit les membres de la communauté. Les valeurs communistes se révèlent être un instrument incontournable pour unir des ensembles culturels concurrents après l'échec d'une *kulturnation* par l'uniatisme[556].

[556] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables

Le communiste est, bien évidemment, directement associé, à la Russie qui ne tarde pas à devenir l'URSS, mais il parvient à mieux dissimuler cette filiation. Cette idéologie est capable d'unir une grande partie des Biélorussiens. Pour la première fois, un sentiment d'appartenance commune émerge de cette communauté (1°). La force de ce *dêmos* est telle que les Biélorussiens en viennent à accepter l'idée qu'ils ne sont compatibles avec la démocratie Occidentale (2°).

1. Un *dêmos* socialiste

L'Histoire officielle raconte après la Grande Guerre patriotique que les Biélorussiens se sont libérés du joug nazi grâce à leur union autour du soviétisme. Le Patriote de l'Armée rouge devient le symbole du héros qui combat non pas pour sa nation mais pour une idée qui dépasse les clivages nationaux. Dès cette époque, la *kulturnation* encouragée par les Nazis est honnie par les Soviétiques et est l'équivalent de fascisme.

De plus, la période soviétique est une période prospère pour la Biélorussie. Elle est entièrement reconstruite tant sur le plan physique qu'économique par l'URSS et il y fait bon vivre… dans le cadre de l'autarcie imposée par Moscou.

En définitive, le *dêmos* soviétique mettant au premier plan le citoyen et au second le national est le plus favorable pour la Biélorussie. Elle s'est enfin trouvée une identité et les clivages entre Russes et Polonais semblent bien loin. La question de la place de la culture juive dans la société est close, très peu de Juifs ont survécu à l'Holocauste et aux pogroms qui ont suivi.

La Biélorussie n'est pas réellement préparée à la fin du monde soviétique. Elle n'est pas dans une dynamique démocratique comme ses voisins. Son bien-être matériel et le zapadno-russisme ne l'encouragent pas à changer de régime politique.

2. Un *dêmos* incompatible avec la démocratie Occidentale

Le revirement politique d'A. Loukachenka est un exemple de populisme rhétorique. Il ajuste son discours à ce que veut entendre le peuple, peu importe la cohérence de ces actes. Son but est de prendre le pouvoir et de s'assurer du soutien du peuple. Les Biélorussiens sont certains que leur salut dépend d'un retour au communisme. A. Loukachenka sera, donc, le héraut du communisme. Cette volte-face idéologique est une bénédiction pour lui qui n'a connu que ce monde. Il n'a pas à prendre le risque de proposer un régime totalement inédit, il n'a qu'à recycler les vestiges du passé.

Les artisans de la transition démocratique, bien qu'elle soit seulement amorcée en Biélorussie, et qu'ils prennent soin de conserver un contact privilégié avec la Russie, ne sont pas capables

de faire de la démocratie le nouveau fondement de la nation politique. Pourtant la démocratie repose sur le même principe de partage de valeurs et d'adhésion volontaire que le communisme. La confusion du moment n'est pas en faveur de cette idéologie qui est celle de ceux qui ont été qualifiés d'ennemis pendant près d'un siècle. Finalement l'union nationale se fait contre la démocratie. C'est ce que comprend A. Loukachenka lors de la campagne présidentielle de 1994. Au départ, il est favorable à la transition démocratique. Constatant la levée de boucliers de la masse contre ce nouveau régime et l'instabilité dans laquelle s'enfonce la Biélorussie, il change radicalement de discours. Il rappelle aux Biélorussiens l'essence de leur nationalisme : le communisme en tant que *dêmos*. Il conjugue ainsi les deux revendications nationales : la proximité avec la Russie et le communisme.

Le cas du BNF est aussi très intéressant. Ce mouvement, qui se transforme par la suite en parti politique, tente lui aussi de faire prendre conscience à la nation d'elle-même. Il le fait en utilisant la *kulturnation*. Il veut montrer aux Biélorussiens qu'ils ne sont pas uniquement des Soviétiques affiliés aux Russes. Le BNF souhaite leur rappeler une part de leur identité que Moscou a voulu leur faire oublier. Si à la fin des années 1980, le discours populiste culturel du BNF trouve un public dans une frange de la population qui est consciente que le monde communiste possède une part d'ombre non négligeable, il s'essouffle dès que les difficultés économiques apparaissent. Les Biélorussiens n'ont que faire alors de leur passé lithuano-polonais. Au contraire, la promesse de rétablir une situation au moins aussi favorable qu'avant 1991 les intéresse. Dès lors, en plus de la mauvaise image qui s'accroche au nationalisme culturel, s'ajoute celle de l'élitisme.

La première étape dans la prise de pouvoir par un leader politique est d'identifier à qui il s'adresse pour ajuster son discours à son public. Il doit parfaitement en connaître les attentes proposer un programme répondant à tous leurs désirs.

En Serbie, S. Milošević joue sur la frustration hégémonique dont les Serbes sont victimes depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Tito, comme le dénonce le Mémorandum, veut faire payer aux Serbes le fait d'être Serbes. Il procède à une politique discriminatoire tant sur le plan économique que territorial pour diminuer la grandeur naturelle de cette nation. L'objectif du Maréchal serait d'enfermer les Serbes dans un statut proche de celui de l'époque ottomane. Ce sentiment est d'autant renforcé par la supériorité de la citoyenneté sur la nationalité. Le nationalisme serbe inverse cet ordre d'importance. Les Serbes se sentent alors oppressés par une RSFY qui nie leur splendeur.

En Biélorussie, A. Loukachenka sait qu'il est inutile de s'appuyer sur la *kulturnation* pour parler au peuple. Il sait que seule une idéologie forte peut unir les Biélorussiens. Le Président opte, dans un premier temps, pour la démocratie, l'idéologie à la mode, mais quand ses ambitions le poussent vers la Présidence en 1994, il comprend qu'elle est synonyme d'échec. Il lui préfère le côté rassurant du communisme qui a dépassé les clivages entre les Biélorussiens durant presque tout le 20ème siècle. A. Loukachenka oublie l'importance du contexte politique et le rôle central de la crainte policière.

Qu'ils fassent appel au *dêmos* ou à l'*ethnos*, A. Loukachenka et S. Milošević ont su trouver le levier idéal pour s'adresser à leur peuple. Dans ce mouvement de réveil national, ils ont décelé l'essence de leur nation. Pour la manipuler et obtenir le pouvoir, ils doivent désormais obtenir le soutien indispensable et inconditionnel des classes populaires et moyennes.

II. La mobilisation des classes moyennes et populaires par la tradition

Quand le leader politique a identifié l'essence de la nation, fondement de sa rhétorique, pour être entendu par le peuple, il doit être capable de mobiliser celui-ci. Il s'adresse alors aux classes moyennes et populaires qui représentent la plus grande part de la population et généralement celle qui s'estime, à tort ou à raison, être les principales victimes des politiques du gouvernement en place.

Le leader politique a recours à ce que P.-A. Taguieff nomme « populisme de mouvement » : « le populisme est ici l'expression politique et l'expression symbolique de l'irruption des masses dans l'espace sociopolitique […]. Il exprime à la fois les insatisfactions, voire les angoisses sociétales et le désir de changement, orienté vers plus de justice, d'unité ou d'identité »[557]. Ce type de populisme fait le lien entre ce dernier et le nationalisme. C'est le point de départ du mouvement nationaliste.

Le leader cherche, selon P.-A Taguieff, à établir une « transition entre société traditionnelle et modernité »[558]. Dans le contexte particulier de la Serbie et de la Biélorussie des années 1990, cette affirmation est à nuancer. Il s'agit pour S. Milošević et A. Loukachenka de provoquer une transition vers un régime qui n'est pas nécessairement qualifié de moderne, si la démocratie est considérée comme l'expression de la modernité. En effet, ils empêchent l'aboutissement de la transition démocratique et l'avènement de l'économie de marché, par la promesse d'un régime politique qui correspond au *volk* de la communauté. Ils axent leurs

[557] TAGUIEFF P.-A, « Le populisme et la science politique », *in* RIOUX J.P (dir.), *op.cit.*, p.31
[558] *Ibid.*

discours sur le fait que la démocratie n'est pas faite pour leur nation et est imposée par les Occidentaux dans le but de leur faire perdre leur identité.

L'identité de la nation est au cœur de la prise de pouvoir des nationalistes. Pour parvenir à leurs fins, ils manipulent la culture sous toutes ses formes. Ils créent parfois une tradition qui semble immémoriale, mais qui est pourtant très récente. E. Hobsbawm et T. Ranger[559] distinguent cette « tradition inventée » de la coutume. La première est généralement une réponse à une situation de crise, se prétendant ancienne alors qu'elle ne fait qu'évoquer le passé sans être réellement celui-ci.

E. Hobsbawm repère trois types de traditions inventées : « [Les traditions inventées] semblent appartenir à trois types qui se recoupent : a) celles qui établissent ou symbolisent la cohésion sociale ou l'appartenance à des groupes, des communautés réelles ou artificielles ; b) celles qui établissent ou légitiment des institutions, des statuts ou des relations d'autorité ; c) celles dont le but principal [est] la socialisation, l'inculcation des croyances, des systèmes de valeurs et des codes de conduite »[560]. Il précise que si b) et c) sont souvent inventées de toutes pièces par un gouvernement ou des prétendants au pouvoir, a) découle du sentiment d'appartenance.

Le type c) n'intervient que très peu en Serbie et en Biélorussie, les communautés nationales sont déjà bien ancrées et les deux futurs Présidents procèdent à une récupération politique plutôt qu'à une novation. Au contraire, les types a) et b) sont fondamentaux. Ainsi, des discours de S. Milošević et A. Loukachenka se dégage un recours à la tradition inventée pour séduire les classes populaires et moyennes en réveillant l'adhésion à la communauté (A) et légitimer leur pouvoir (B).

A. La tradition pour susciter l'adhésion une communauté artificielle

Lorsqu'E. Hobsbawm aborde le sujet du protonationalisme, il insiste sur l'importance de « la conscience d'appartenir ou d'avoir appartenu à une entité politique durable »[561]. Ce sentiment est crucial car il ancre la communauté nationale dans le temps, il réifie la nation et la légitime. Cette idée d'ancienneté passe par la pérennisation des images et de sentiments issus du passé. De plus, avoir l'impression d'appartenir à une communauté ancienne rend, surtout dans une *kulturnation*, difficile toute envie d'échapper à celle-ci. Il est difficile d'échapper à sa famille et à son passé. Cette conscience peut paraitre moins importante dans les nations politiques, pourtant, l'éducation nationale et les autres institutions de socialisation des individus

[559] RANGER T., HOBSBAWM E. (dir.), *La tradition inventée*, Edition Amsterdam, 2012
[560] *Ibid.*
[561] HOBSBAWM E., *op.cit.* , 140-141

impriment en ces derniers les valeurs fondamentales de la communauté. Elles deviennent une part de leur identité tout aussi tenace que l'identité culturelle.

La tradition inventée est l'un des vecteurs de cette conscience d'appartenance. Elle participe à la vision constructiviste de la nation. Ainsi, la nation est un objet construit à des fins politiques pour soumettre les masses à un pouvoir. La tradition participe à la création d'un lien unique et primordial de solidarité entre des individus souvent très différents et qui ne se connaissent pas. Le partage de traditions, d'une culture, de valeurs communes leur donne des points communs suffisamment forts pour qu'ils se considèrent comme des « frères ».

S. Milošević et A. Loukachenka recyclent les images symboliques au fondement du sentiment d'appartenance pour mobiliser les classes moyennes et populaires. Ils perpétuent l'idée que ces images sont anciennes alors qu'elles s'alimentent du passé mais ne sont apparues dans l'imaginaire collectif qu'au 19ème siècle. Le Serbe s'appuie sur le souvenir du vieil Empire national (1°), le Biélorussien sur l'idée d'un lien fraternel avec la Russie concrétisé par le communisme (2°).

1. Serbie : la tradition d'un vieil Empire national

La tradition inventée serbe permet à S. Milošević d'agir sur deux plans. Le premier a trait au nationalisme culturel et le deuxième à la revendication de l'indépendance et à l'impérialisme. Tous deux participent à réveiller la nation serbe. Pourtant en s'appuyant sur eux, le Président redonne vie à une nation artificielle. Il berne les Serbes en leur donnant l'impression d'appartenir à une communauté qui nait au moins au Moyen-âge alors que le recours à ces deux arguments ne remonte pas au-delà du 19ème siècle. La tradition inventée s'inspire des temps médiévaux mais elle ne se forge pas à cette époque. Elle est le fruit d'un travail de construction idéologique par des intellectuels puis mis en œuvre pas des politiques.

S. Milošević parvient à susciter une adhésion à une vision de la communauté nationale par le truchement d'une tradition inventée. Cette dernière fonde alors une union assez artificielle. Il est difficile de nier l'existence de la nation serbe, mais les piliers sur les lesquels elle est rebâtie par les nationalistes des années 1990 sont relativement fallacieux. Cependant, la véracité des faits historiques et culturels n'est pas une source d'inquiétude pour S. Milošević, entendant ce qu'elles souhaitent, les classes moyennes et populaires ne sont pas à la recherche de la vérité. Sortir de la misère et retrouver une dignité nationale sont prioritaires.

Un nationalisme culturel artificiel

Le nationalisme culturel est le premier élément traditionnel identifiant la nation serbe. Habituellement, la Serbie se présente comme une nation construite autour de la défense de sa culture et surtout de sa religion lors de la domination ottomane.

La véritable création d'une communauté par la culture se fait par la langue et plus précisément par l'écriture de celle-ci. Toutefois, elle ne remonte pas à des siècles, mais seulement à quelques décennies. Cette base de la communauté culturelle est elle aussi critiquable. D'abord, elle n'a pas vocation à unir seulement les Serbes, mais l'ensemble des Slaves du Sud contre la domination des deux grands Empires de la région. Les Serbes sont une des composantes de cet ensemble assez hétéroclite et dont la dernière union daterait de la défaite de Kosovo Poljé. Ensuite, l'universalité de cette langue n'est pas certaine. En effet, elle est créée à partir de plusieurs dialectes et surtout elle se heurte au problème de l'écriture. Ceci démontre bien l'artificialité de la construction de la *kulturnation* serbe. La tradition inventée serbe ment sur la véritable union de la communauté nationale et sur la réalité de celle-ci. La nation serbe n'est pas née au Moyen-âge et ne s'est pas fortifiée durant l'occupation ottomane en signe de résistance. Elle est l'œuvre d'intellectuels qui ont voulu unir les peuples des Balkans dans la lutte contre les Empires centraux et orientaux. La tradition culturelle serbe est une interprétation nationaliste de la tradition culturelle inventée balkanique. Le yougoslavisme est un vecteur d'union, au moins aussi important que la culture.

Un indépendantisme récent

Le deuxième élément de la tradition serbe est le sentiment d'indépendance combiné à l'hégémonie. Comme pour la *kulturnation*, l'ancestralité de l'indépendance et de la reconstruction de l'Empire, n'est pas avérée. Certes, elle trouve son origine dans l'image du Moyen-âge, mais elle n'apparaît que très tardivement : quand l'Empire ottoman commence à vaciller et que les leaders politiques comprennent que se présente enfin l'opportunité de sortir du joug de la Porte.

Dans ses discours, S. Milošević rappelle souvent que les Serbes ont toujours combattu pour leur indépendance et qu'ils sont les leaders naturels des Slaves du Sud. Cette tradition s'inspire de la légende selon laquelle se sont les Serbes qui ont mené la bataille contre les Ottomans et qu'ils se sont sacrifiés pour que les autres peuples, notamment les Croates puissent être libres. Les racines anciennes sont bien présentes ici nul doute. La bataille de 1389 a bien eu lieu et le Prince Lazar l'a menée. Cependant, les autres « nations » des Balkans sont présentes dans les rangs chrétiens et certaines ont rejoint ceux des Ottomans. Quant à la

défaite, de nombreux historiens s'accordent à dire qu'elle n'en est pas réellement une, les pertes sont tout aussi importantes dans le camp d'en face. De plus, le sacrifice serbe n'est pas non plus certain en raison de la liberté de conscience accordée par les Ottomans par la suite.

En réalité, les premiers frémissements indépendantistes n'apparaissent que lors du Premier Soulèvement, mené par Karađorđević et s'intensifient lors de celui de M. Obrenović. Et encore dans ces deux cas, le soutien populaire est très limité et souvent forcé. Le véritable premier élan populaire pour l'indépendance apparaît lors des Guerres balkaniques de 1912 et 1913. Le sentiment hégémonique sur l'ensemble des Balkans prend réellement forme à ce moment là, lors du partage des terres.

Finalement, le seul épisode historique qui pourrait symboliser l'Age d'or de la nation serbe, celui qu'elle voudrait reconstruire, est le Royaume de Yougoslavie de l'entre-deux guerres. Les auteurs du Mémorandum font d'ailleurs référence à cette période quand ils accusent le gouvernement titiste de vouloir punir les Serbes pour ce qu'ils sont. Mais les nationalistes des années 1990 ne peuvent pas se référer aux années 1930. Le titisme a fait son œuvre et un régime royaliste ne sera plus accepté par les Serbes

2. Biélorussie : une vieille fraternité avec la Russie par le communiste

La tradition inventée biélorussienne présente dans le discours d'A. Loukachenka est axé sur deux points. Le premier est le lien privilégié avec la Russie qu'il est indispensable de préserver. Le deuxième est que le communisme comme seule idéologie adaptée à la nation biélorussienne.

Les deux bases de la conscience nationale biélorussienne n'ont pas plus de deux cent ans. Elles rendent encore plus incertaine la réalité d'une véritable nation biélorussienne qu'elle soit politique ou culturelle.

La préservation du lien récent avec la Russie

Une des raisons du manque de visibilité de la nation biélorussienne est son assimilation quasi systématique à la Russie. La consonance proche des noms, la proximité géographique et le lien historique, culturel et politique entre ces nations n'aident pas à les distinguer clairement et surtout de percevoir la Biélorussie autrement que comme une région de la Russie. L'origine de cette confusion provient du zapadno-russisme. Basé sur un lien religieux il donne l'illusion que Russie et Biélorussie sont unies depuis des temps immémoriaux. Pourtant, si elles partagent une religion, et par extension une culture commune, leur revendication identitaire n'est pas si ancienne que le prétend la tradition. La réclamation de la protection de Minsk par

Moscou et l'envie d'être rattachée à la Russie ne se manifestent réellement que dans la deuxième moitié du 19ème siècle.

Contrairement à ce qu'affirme la tradition inventée biélorussienne, le zapadno-russisme est une idée très récente. Avant le 17ème siècle, la question du rattachement à l'Empire tsariste ne se pose presque pas, pour deux raisons. D'abord, le lien religieux se fait par les paysans, qui à l'époque ne sont pas réellement conscients de l'existence de Moscou et de l'enjeu de la religion représente dans la formation d'une communauté. Ensuite, le sentiment d'oppression culturelle est très faible au sein du Grand-duché qui fait preuve d'une grande tolérance en matière de la liberté de conscience. Cette liberté est restreinte quand le Grand-duché cherche à se protéger de l'expansionnisme russe vers l'ouest. Pour cela, il limite les accointances entre les Orthodoxes et part et l'autre de la frontière. C'est à ce moment là que naît le zapadno-russisme.

Etudié sous cet angle, le zapadno-russisme est un vecteur de l'artificialité du lien privilégié entre la Russie et la Biélorussie. Il ne remonte pas à des temps anciens et surtout, il a été fabriqué à des fins politiques. Le zapadno-russisme est une arme des Russes pour prendre possession de la Biélorussie alors sous domination lithuano-polonaise. La religion et la culture sont reléguées au second plan.

Un communisme hors du cadre de la tradition

Le deuxième fondement de la nation biélorussienne selon la tradition inventée mise en avant par A. Loukachenka est le communisme. Ici, il est bien difficile d'invoquer une idéologie qui unit les Biélorussiens depuis des siècles. A Loukachenka ne veut pas rétablir le soviétisme mais le communisme. Certes, Minsk a accueilli un des premiers Congrès soviétiques, sans la présence de Lénine, mais il est possible d'affirmer que le communisme est une coutume biélorussienne. Unir la masse dans les années 1990 au travers de cette idée est une manipulation politique certaine. Cependant, elle fonctionne non pas pour son antériorité mais grâce aux politiques répressives de l'URSS et à son image. La Biélorussie n'est pas la seule nation à avoir été sous le joug soviétique durant tout ou partie du 20ème siècle, pourtant elle est l'une des seules, avec dans une moindre mesure l'Ukraine, à vouloir restaurer le communisme. La raison est simple et c'est l'un des arguments majeurs d'A. Loukachenka : la bonne image de cette période. Le communisme devient une tradition biélorussienne car, sous son effet, les Biélorussiens vivaient bien.

L'idée de la tradition communiste en Biélorussie est largement due à l'interdiction, sous l'URSS, de toute autre pensée que le soviétisme. Le régime a verrouillé la liberté d'expression

pendant près d'un siècle en Biélorussie. La supériorité du communisme sur les autres idéologies se fait en raison de l'absence de concurrence du premier. De plus, la lutte contre la transition démocratique est d'autant plus simple pour A. Loukachenka que l'URSS a insisté pendant des décennies sur la dangerosité de celle-ci. Les Biélorussiens, habitués à entendre ce genre de discours, ne le remettent pas en question. Le Grand-duché peut donner l'image d'un Etat dont le régime se rapproche de la démocratie, mais son souvenir est généralement banni de la mémoire biélorussienne. Le BNF tente sans succès de le réhabiliter mais là encore le travail de propagande tsariste puis soviétique en faveur du zapadno –russisme est un obstacle.
A. Loukachenka reprend à son compte, lors de la campagne présidentielle de 1994, les images d'Epinal de l'essence de la Biélorussie : une union avec la Russie et la restauration du communisme. Or, la qualification de tradition inventée est encore plus visible, ici, qu'en Serbie. En effet, si la Serbie fonde son mythe national sur le Moyen-âge donnant une illusion de coutume suffisante, il n'en va pas de même pour la Biélorussie. Les deux pans du discours national d'A. Loukachenka ne possèdent pas de racines historiques très profondes. Pourtant, il est le vainqueur des élections, les classes populaires et moyennes ont été séduites par son discours. Ce n'est pas la longévité de la tradition qui en est la cause mais l'instrumentalisation des sentiments positifs envers la Russie et le communisme.

Dans leurs discours « populiste de mouvement », S. Milošević et A. Loukachenka usent à la perfection du type de nationalisme pour parvenir à leurs fins. Le Serbe s'appuie sur l'idée de la perpétuation d'une coutume culturelle pour unir les masses. De son côté, A. Loukachenka n'a pas besoin d'aller chercher dans un passé très lointain, les idéologies promues par les 19ème et 20ème siècles sont assez fortes et plébiscitées pour que la communauté adhère à son projet.
Si les deux Présidents nationalistes sont capables de suspendre voire d'arrêter la transition démocratique ambiante, à s'assurer le soutien du peuple, ce n'est pas simplement par leur discours national populiste, c'est également parce qu'ils ont su se forger, grâce à la tradition inventée, une image de « sauveur » de la nation.

B. La tradition inventée : transformer le candidat politique en « sauveur»[562] de la nation

Pour R. Girardet, un leader politique ne peut être qualifié de sauveur que s'il apparait lors d'un moment réunissant deux conditions. D'abord, il faut une « ligne de rupture des temps »[563] : un bouleversement sociétal suffisamment important pour déstabiliser la communauté en profondeur. Cette rupture conduit alors à une crise de légitimité du pouvoir: le « passage d'un état de certitude à un état de trouble ou d'angoisse, d'un état d'adhésion à un état d'aliénation, toute crise de légitimité apparait en effet comme inséparable d'un traumatisme psychique perceptible au niveau individuel aussi bien qu'au niveau collectif »[564]. La transition politique des années 1990 cumule ces deux points. S. Milošević et A. Loukachenka bénéficient du contexte sociétal idéal pour décrocher le statut de sauveur.

R. Girardet affine sa figure du sauveur par quatre idéaltypes[565] en se référant à des personnages historiques : le *modèle légendaire* de De Gaulle, la *celeritas* de Napoléon, le *législateur* de Solon et le *prophète* de Moïse. Nous excluons d'office le premier modèle car il suppose le retour d'une personne publique sur la scène politique pour rétablir l'ordre, comme le retour de De Gaulle en 1958, pour sortir la France de la crise dont elle ne parvient pas à s'extirper.

Nous nous emploierons à démontrer que S. Milošević et A. Loukachenka sont, grâce à la tradition inventée, des sauveurs du quatrième modèle, celui du prophète.

Cependant, avant d'étudier ce point, il est important de noter que les deux modèles restant apparaissent également dans le portrait de sauveur des deux Présidents. R. Girardet définit la *celeritas* comme celui faisant preuve de « l'élan, la hardiesse conquérante des jeunes capitaines avides de se précipiter dans la gloire »[566]. Il y accole les figures d'Alexandre le Grand et de Napoléon : de jeunes hommes, des guerriers dont la légitimité trouve la source dans leurs conquêtes. Toutefois, comme le sous-entend le terme *celeritas*, leur pouvoir est aussi éphémère que fulgurant et rapidement, ils chutent et perdent leur pouvoir. S. Milošević et A. Loukachenka connaissent une montée en puissance très rapide. Ils accèdent au pouvoir grâce à des promesses de conquêtes territoriales pour le Serbe et des conquêtes électives pour le Biélorussien. Ce dernier ne remplit pas toutes les conditions de la *celeritas*, car

[562] GIRARDET R., *op.cit.*, p. 63-95
[563] *Ibid.*, p.80
[564] *Ibid.*, p.89
[565] *Ibid.*, p. 70-80
[566] *Ibid.*, p.74

contrairement à son homologue des Balkans, lui est toujours au pouvoir plus de vingt ans après sa première élection.

Le modèle du législateur tel Solon est discernable chez S. Milošević et A. Loukachenka. Pour R. Girardet, le législateur est celui qui « au nom de la fidélité aux messages qu'ils [les Pères Fondateurs] ont dictés, de la conformité aux principes qu'ils ont posé ou aux institutions qu'ils ont fondées que l'on entend répondre aux interpellations et aux défis du présent »[567].

La référence aux Pères fondateurs est omniprésente dans les discours des deux Présidents notamment dans leur phase de séduction des classes populaires et moyennes. Le Président serbe se présente comme la réincarnation du Prince Lazar et de Karađorđević. Le Président biélorussien, pour sa part, ne laisse pas s'échapper la moindre occasion de faire des références à Lénine voire parfois à Staline pour garantir que le retour de la prospérité passe par le rétablissement d'un régime communiste.

Dans ce contexte, en se référant à la comparaison de J.-J. Rousseau à propos de la religion de l'Homme et celle du Citoyen, il est possible de qualifier S. Milošević et A. Loukachenka de « messies ». Le messie définit comme un « personnage providentiel qui mettra fin à l'ordre présent, imparfait ou mauvais, et instaurera un ordre de justice et de bonheur »[568]. Le postcommunisme et l'amorce de transition démocratique rendent le présent insupportable tant aux Serbes qu'aux Biélorussiens. S. Milošević et A. Loukachenka, avec leurs programmes extraordinaires, sont les seuls à pouvoir redonner espoir en l'avenir à leur nation.

S. Milošević et A. Loukachenka correspondent surtout à l'idéaltype du prophète tel Moïse. R. Girardet le décrit comme l' « annonciateur des temps à venir, il lit dans l'histoire ce que les autres ne voient pas encore. Conduit lui-même par une sorte d'impulsion sacrée, il guide son peuple sur les chemins de l'avenir. C'est un regard inspiré qui traverse l'opacité du présent, une voix, qui vient de plus haut ou de plus loin, qui relève ce qui doit être vu et reconnu pour vrai »[569]. Le prophète annonce donc un monde nouveau (1°) mais il risque de conduire à la perte de l'identité individuelle et collective (2°).

[567] *Ibid.*, p.78
[568] Dictionnaire *Larousse en ligne*
[569] *Ibid.*

1. L'annonciation d'un monde nouveau

Le prophète est celui qui révèle aux Hommes l'avènement d'un monde nouveau, meilleur que celui du présent. Il fait la promesse d'un changement radical et favorable à la communauté qui l'écoute.

Les discours populistes de S. Milošević et A. Loukachenka correspondent à cette idée. Cette promesse est d'ailleurs celle de tous les leaders politiques. Aucun ne promet un avenir plus sombre pour rallier les foules. Certains concèdent que pour accéder au bonheur, la communauté passera par des moments difficiles mais le futur plus ou moins lointain est radieux.

La Serbie et la Biélorussie des années 1990 sont plongées dans une période de trouble. Leurs économies et institutions sont totalement déstabilisées par la fin du monde communiste. La qualité de vie est en baisse, le chômage et l'inflation sont en constante augmentation. Le bien-être promis par la démocratie n'est pas au rendez-vous. Les deux futurs Président profitent alors de l'occasion pour proposer un futur alternatif à la voie démocratique. Ils cherchent un modèle dans l'histoire de la nation pour servir de base à leur avenir rêvé.

Lorsque R. Girardet écrit que le prophète « lit dans l'histoire ce que les autres ne voient pas encore », il est possible de comprendre que ce Moïse décèle dans l'histoire, l'époque la plus fastueuse de la communauté et a pour mission de la transposer dans le présent et l'avenir. Le prophète n'a alors que faire de la pensée dominante et du mode d'organisation le plus répandu chez ses voisins. Interprétée de la sorte, cette caractéristique du prophète explique pourquoi S. Milošević et A. Loukachenka peuvent empêcher le processus démocratique et obtenir le soutien des masses populaires. Les premières années de la démocratie ne permettent pas de renouer avec l'Age d'or de la Serbie et de la Biélorussie. Ils en déduisent que la démocratie est peut-être faite pour leurs voisins mais pas pour leur nation. S. Milošević et A. Loukachenka s'arrogent alors la mission de trouver un autre modèle.

Une démocratie ne mettant pas un terme à l'exil serbe

En Serbie, revenir à la prospérité et renouer avec la place qui doit être la sienne dans les Balkans, ne peut se faire que par la reconstruction territoriale et politique de l'Empire médiéval. Cette image de la grandeur de l'Empire de Lazar est très populaire parmi les masses. S. Milošević annonce dès ses premières apparitions publiques que la Serbie redeviendra le leader des Slaves du Sud, non pas par la démocratie mais par la reconquête de la restauration de son Empire. Ceci implique la suppression de tous les éléments qui contribuent à la misère des Serbes : la démocratie, certes, mais aussi les non-Serbes et en

premier lieu les Albanais du Kosovo. Ces derniers sont accusés de chasser les Serbes de la Province autonome depuis la fin des années 1960 et phénomène qui prend davantage d'ampleur depuis la révolte de 1981. Ces Serbes sont contraints de fuir vers la « frontière » entre la Serbie et le Kosovo ; sans logement ni travail, ils sombrent dans la misère. Les auteurs du Mémorandum qualifient ces événements de « génocide physique, politique, juridique et culturel »[570], ils insistent sur le fait que les Serbes sont « chassés par des violences et une terreur physique, morale et psychologique »[571]. Enfin, ils accusent les autres Républiques d'encourager de tels actes et pour certaines de faire de mêmes chez elles. Les hommes politiques serbes sont quant à eux dénoncés pour leur lâcheté, pour ne pas faire cesser ces agissements.

Les classes populaires et moyennes croient en ce tableau dressé par les auteurs du Mémorandum. La question se pose de savoir si les Académiciens n'ont pas finalement couché par écrit et de façon officielle ce ressentiment des masses afin de les convaincre de la nécessité d'un mouvement nationaliste. L'officialisation de ce ressentiment par une institution reconnue est la quasi-certitude de s'assurer le soutien des masses.

Le prophète S. Milošević ne propose pas un régime nationaliste par hasard, il sait qu'en annonçant le retour de l'âge d'or médiéval, les Serbes prêteront une oreille attentive à son discours et qu'il ne sera pas difficile de les convaincre de le suivre.

Les désastres de la démocratie en Biélorussie

A Loukachenka procède de la même façon en Biélorussie. Il met en exergue les échecs cuisants du modèle démocratique : le chômage, l'inflation, la perte de tous les avantages sociaux jusqu'ici gratuits. Les Biélorussiens vivent mal depuis 1991 et l'avenir est encore plus sombre. Les nouveaux leaders politiques, à la tête desquels S. Chouchkevitch, ne semblent pas réellement avoir de ligne politique claire ni d'idées pour sortir de la crise. Les démocrates envisagent un rapprochement vers l'ouest et une intégration rapide à la CEE. Ces solutions ne plaisent guère aux classes moyennes et populaires habituées à chercher du secours vers la Russie. Pour sa part, l'alternative du BNF ne fait pas non plus de propositions satisfaisantes. Rebâtir une nation en niant l'héritage russo-communiste ne convainc pas les Biélorussiens. L'instabilité parait s'installer durablement dans cette petite République. Les leaders politiques sont soumis à la vague de démocratisation qui déferle sur la région et ne trouvent pas d'alternative efficace.

[570] « Mémorandum de l'Académie serbe », *in* GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 264
[571] *Ibid.*

Oubliant qu'il a, dans un premier temps, été un des promoteurs de la démocratie, A. Loukachenka se dédit et propose une alternative pour sortir les Biélorussiens de la misère. Comme les membres du BNF, il cherche dans l'Histoire un Age d'or. Il préfère la référence à l'URSS et au communisme : « les anciennes républiques de l'URSS ont un besoin vital de s'unir au sein d'un Etat […] C'est notre seule chance de survie […] Il faut créer immédiatement un Etat, même à partir de nos deux Républiques [la Russie et la Biélorussie]. Ce sera un stimulant puissant pour les autres peuples de l'ex-URSS »[572].

Les classes populaires et moyennes sont aussitôt séduites par ce discours. Elles conservent un souvenir idyllique de l'ère soviétique pas si lointaine. Elles sont les témoins directs des bienfaits de cette époque sur leur vie. Dès lors, les démocrates qu'ils soient ceux du compromis ou du BNF n'ont plus aucune chance d'être les prophètes des masses biélorussiennes. A. Loukachenka les transforme rapidement en prophètes des élites. Or celle-ci ne possèdent pas une bonne image dans une société communiste d'autant plus si elles prônent une ouverture vers l'ennemi Occidental. A. Loukachenka devient le prophète du renouveau du communisme et remporte les élections de 1994. Il a su, *a contrario* de ses opposants, s'approprier la tradition inventée biélorussienne pour s'offrir le rôle de sauveur.

2. La fusion entre la masse et le leader

R. Girardet développe sur les liens particuliers unissant le prophète et les masses. Il recourt à l'exemple d'Hitler pour expliquer ce lien religieux qui s'établit entre eux : « il en est l' [la volonté générale] incarnation au sens le plus profondément religieux du terme : il l'incarne dans la totalité de ses dimensions sociales ; il l'incarne aussi dans la totalité de son destin historique, dans son passé, dans son présent et dans son avenir »[573]. Le prophète s'exprime pour le peuple et avec lui. Leurs voix ne font plus qu'une. L'individualité de chaque composant disparait au profit d'un seul bloc. Il n'y a alors plus de leader ni de masses mais une nation uniformisée où la pensée individuelle n'a plus cours. Prendre l'exemple d'Hitler dans ce cas est l'illustration extrême de ceci.

Néanmoins, en Serbie et en Biélorussie, il ne serait pas exact d'atteindre une telle conclusion. La fusion entre le leader et son peuple est plus relative, elle l'est aussi dans le cas de l'Allemagne nazie.

[572] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 53
[573] GIRARDET R., *op.cit.*, p. 79

Une fusion limitée

S. Milošević et A. Loukachenka ne fusionnent pas avec l'ensemble de la nation. Il persiste une opposition.

En Serbie, l'opposition est nationaliste. Certains, tels D. Cošić qualifient le régime du Président comme insuffisamment nationaliste et lui reprochent de renoncer à son projet Grand-serbe sous l'influence des Occidentaux. De plus, même si une majeure partie des Serbes est favorable au Président, il ne faut pas oublier que ce sont ces mêmes masses populaires qui le renversent en 2000. L'avenir radieux se transforme en enfer sous l'effet de l'embargo international et les masses sombrent à nouveau dans la misère.

La Biélorussie d'A. Loukachenka donne l'illusion de cette fusion entre la nation et son leader. Pourtant, il demeure une opposition au Président. Une pensée divergente subsiste notamment par la voix du BNF. Cependant, elle se trouve confrontée à deux obstacles de taille. D'abord, le Président limite autant que possible son audience, lui interdisant presque l'accès aux médias. Ensuite, l'opposition n'est pas structurée. Les ambitions personnelles de certains empêchent un front commun efficace. Les voix se dispersent et les électeurs se tournent, souvent tant par dépit que par contrainte, vers le seul discours structuré : celui d'A. Loukachenka.

Le succès de la fusion nationalisme/populisme

Si les deux Présidents se forgent l'image de sauveur prophétique telle que définie par R. Girardet c'est parce qu'ils sont les seuls dans cette époque de troubles sociétaux à mêler le populisme et l'essence de la nation. Ils manipulent non seulement ce que les masses veulent entendre mais aussi, ce sur par quoi elles s'unissent. La critique du modèle Occidental leur permet de faire chacun ceci, selon le type de nation à laquelle il s'adresse.

En Serbie, S. Milošević rappelle la défiance envers les Occidentaux. Aucun d'eux n'est venu sauver les Serbes lorsque ces derniers en avaient besoin : au Moyen-âge, sous la domination ottomane et durant les deux Guerres mondiales. Aujourd'hui, ils tentent d'imposer leur culture à la Serbie comme tous ceux qui ont voulu la dominer auparavant. En agitant la tradition inventée serbe, S. Milošević sous-entend que les Occidentaux ont pour projet de les remettre en état de domination.

A. Loukachenka s'appuie sur la tradition inventée selon laquelle le communisme unit les Biélorussiens pour prendre le rôle du sauveur. Il rejoue le temps de la campagne présidentielle, la lutte idéologique de la Guerre froide. Dans le cas particulier de cette nation

politique, c'est le communisme qui l'emporte. La démocratie et tous ces démembrements ont failli anéantir la Biélorussie, lui en rétablissant le communisme, il la sauve.

Par leur travail d'appel au peuple, de révélation de son identité et de sa transformation en nation, S. Milošević et A. Loukachenka deviennent les héros de ces dernières.
Bien que ces nouvelles identités soient bâties sur des fondements rhétoriques contestables, le populisme gomme les approximations historico-culturelles. La masse entend un discours nouveau qui correspond à ses attentes. Enfin, un homme politique la comprend et lui explique qui elle est. Dans cette période de trouble, les deux futurs Présidents sont une sorte de phare inattendu et rassurant.
S. Milošević et A. Loukachenka promettent de faire table rase d'un présent imposé par une élite qui prospère au détriment de la nation, pour le remplacer par une société nouvelle, stable et assurant un bonheur durable à chacun.

Section II. Une rupture avec le présent : la promesse d'un futur grandiose

La chute du monde communiste et la transition vers le modèle démocratique créent un trouble dans les PECO des années 1990. Après quarante ans de domination quasiment sans partage de cette idéologie et une restriction de la liberté de conscience, la revendication de l'indépendance nationale conduit à une perte d'identité des peuples. Les leaders politiques nationalistes et démocrates s'emploient à réveiller les consciences nationales, à inverser l'ordre des identités : la nationalité prime sur la citoyenneté désormais. Automatiquement, la démocratie s'accompagne d'une vague de nationalisme qui prend différentes formes selon la communauté à laquelle s'adresse le leader. Mais tous s'accordent sur un point : la rupture avec le présent. Il faut en finir avec le modèle précédent, pour établir un nouveau régime promettant un futur grandiose.
Nous retrouvons bien là le fondement du discours populiste. Ce point de rupture entre les deux modèles est crucial pour l'avenir de la nation. H. Dubriel rappelle « l'importance du moment »[574] : le choix de l'instant où le leader prend la parole pour séduire le peuple pour que ce dernier lui offre le pouvoir. Ce moment se situe généralement lors d'une crise civilisationnelle durant laquelle le peuple se sent trahi par ses gouvernants. Il ne supporte plus

[574] DUBRIEL H. cité par AYCOBERRY P., « La version allemande », *in* J.P. RIOUX (dir.), *op.cit.*, p. 180

le décalage entre ses besoins subjectifs et les valeurs légitimant les élites[575]. Les valeurs qui fondent la légitimité des élites ne correspondent pas ou plus à celles du peuple. Ce dernier décide de mettre un terme à la domination des premières pour les remplacer par un leader qui lui ressemble. Il s'agit bien ici de la définition du nationalisme.

Dans le cas de l'Europe de l'Est, le peuple ne ressent plus aucune attirance pour le modèle communiste. Les valeurs véhiculées par celui-ci ne sont plus en adéquation avec des sociétés en pleine mutation. Elles ont évoluées alors que la *nomenklatura* est restée figée dans ses certitudes d'après-guerre.

En Serbie et en Biélorussie, une deuxième rupture s'opère suite à celle de la transition démocratique. Ce nouveau régime n'a pas tenu ses promesses et à paupérisé les masses. Un nouveau décalage apparait entre élite et peuple. S. Milošević et A. Loukachenka profitent de la crise identitaire et de l'incapacité des hommes politiques à rétablir l'ordre pour séduire le peuple et prendre le pouvoir. Nous nous concentrerons ici sur leurs actions avant d'obtenir le poste suprême. Le populisme leur permet d'établir une rupture avec le présent, considéré comme une continuité, en Serbie, ou une aberration, en Biélorussie. Ils proposent alors une solution inédite pour sortir de ce marasme et deviennent deux dictateurs au sens premier du terme : le pouvoir leur est accordé pour mettre fin au chaos.

Pour être les *élus* de cette cause, ils utilisent tous les deux la même stratégie. D'abord, ils dénoncent les élites en place en les accusant d'être responsables de tous les maux du peuple (I). Puis, ils se présentent comme des hommes nouveaux, seuls capables de rétablir l'ordre (II).

[575] Voir Partie II- Titre I- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

I. Le combat contre un pouvoir dévastateur

Dans leur quête du pouvoir S. Milošević et A. Loukachenka partent du même constat : le pouvoir transitionnel en place depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990 est responsable de tous les maux du peuple. La seule solution pour rétablir une situation saine est de renverser le gouvernement pour en instituer un nouveau sous leur coupe.

Cette dénonciation de « ceux d'en haut »[576] est l'une des caractéristiques du « populisme-idéologique »[577] de la typologie de P.-A. Taguieff. Le peuple ne peut être sauvé que par lui-même et non par les élites. Ce peuple est la figure des valeurs de la nation. Les élites destructrices sont un ennemi du peuple. Leur trahison à la nation est généralement révélée par une théorie du complot[578]. L'ennemi du peuple est un personnage universel mais il prend une forme différente selon la nation en cause. Il peut être interne ou externe. Il peut être une autre communauté, considérée comme l'antagoniste héréditaire de la nation ou une idée politique qui, si elle venait à se répandre dans la nation, l'anéantirait.

Ainsi ce populisme-idéologique, comme le remarque P.-A. Taguieff, est inopérant s'il n'est pas associé à un autre « -isme », à un autre concept. En effet, si le populisme idéologique sert à dénoncer ces élites qui ne sont pas conformes aux valeurs du peuple, le leader qui l'utilise doit proposer un autre concept pour mobiliser le peuple.

Dans le cadre de la Serbie et de la Biélorussie des années 1990, le populisme – idéologique s'associe, plus ou moins ouvertement, au nationalisme. Si les deux futurs Présidents refusent de se qualifier de nationaliste, ils proposent pourtant de défendre les intérêts du peuple au nom de ses valeurs fondatrices. Ils attaquent les élites car elles ne correspondent pas ou plus à la nation et donc n'ont aucune légitimité pour la diriger.

Lors de leur campagne, officielle ou non, pour accéder au pouvoir, S. Milošević et A. Loukachenka dénoncent ces ennemis du peuple, responsables de tous ses malheurs et faisant la sourde oreille à ses revendications.

Grâce à ces accusations, ils convainquent le peuple qu'ils sont les seuls capables de mettre un terme à sa misère. En Serbie, S. Milošević qualifie les titistes d'ennemis des Serbes du Kosovo. Ses actions prennent la forme particulière des « meetings-vérité » et de la « révolution yaourt » entre 1987 et 1989 (A). En Biélorussie, A. Loukachenka axe sa

[576] TAGUIEFF P.-A., *in* RIOUX J.P (dir.), *op.cit.,* p.32
[577] *Ibid.,* p.31
[578] Voir GIRARDET R., *op.cit.,* p. 25-62

campagne présidentielle de 1994 sur une « révolution anti-corruption ». Il entend rendre aux Biélorussiens tout ce que les élites leur ont volé depuis 1991 (B).

A. La « révolution-yaourt » : l'union autour des Serbes du Kosovo

Le Kosovo est l'argument central des discours de S. Milošević. Lorsqu'il entreprend sa conquête du pouvoir suprême en Serbie puis en Yougoslavie, il obtient le soutien inconditionnel des Serbes en agitant la menace permanente sur les Serbes du Kosovo. La réalisation de cet avenir funeste n'est pas si lointaine, le gouvernement titiste œuvre en ce sens notamment avec la Constitution de 1974 et la proclamation des Provinces autonomes. L'émotion suscitée par de telles annonces touchent directement les Serbes, et pas uniquement les classes moyennes et populaires, S. Milošević réussit le tour de force de séduire l'Eglise, l'armée et certains membres du Parti. Les élites titistes, incarnées par I. Stambolić, sont isolées. Il structure son mouvement en deux temps : le refus de sa réforme constitutionnelle (1°) le conduit à redonner le pouvoir au peuple (2°).

Le nom de « révolution-yaourt » remonte au mois d'octobre 1988, le gouvernement de la Voïvodine finit par céder à la pression de la rue. Le 6 de ce mois, lors d'une manifestation plus forte que d'habitude devant le Parlement local, les nationalistes attaquent le bâtiment à coups de jets de pierres et de yaourts. Les politiques demandent aussitôt l'aide de Belgrade qui refuse. Dans la nuit, ils démissionnent, laissant leur place à des pro-Milošević. La rue a gagné : la démocratie telle que conçue par S. Milošević a gagné face aux « élites corrompues ».

1. Le refus du gouvernement titiste de la réforme constitutionnelle

Toutefois, S. Milošević se défend de tout nationalisme « Les gens ont le droit de se rassembler et de protester si l'Etat fonctionne mal ou ne fonctionne pas du tout […] Les rassemblements ne sont que des réflexes démocratiques, honnêtes et prévisibles, d'une population qui se sent menacée. Pour qu'ils cessent, ils suffit d'en éliminer la cause »[579]. Le deuxième « isme » du populisme-idéologique serbe est donc le démocratisme. En effet, S. Milošević se présente comme celui qui redonne la parole au peuple, entendu comme la nation serbe.

Son projet est simple, il souhaite une réforme constitutionnelle pour revenir sur les dispositions de 1974 et abolir les Provinces autonomes. Pour l'occasion, il utilise un troisième

[579]HARTMANN F., *op.cit.,* p. 80-81

« -isme » : l'égalitarisme. Il reprend alors l'argument des Académiciens, auteurs du Mémorandum, qui rappellent que les Provinces autonomes, qui n'existent qu'en Serbie, sont une rupture de l'égalité entre les Républiques. S. Milošević promet de mettre fin à cette inégalité territoriale.

Sa demande de réforme constitutionnelle n'est pas acceptée par le gouvernement. Il annonce, début 1988, qu'il ne renonce pas pour autant : il fera plier les élites par une « réforme hors cadre institutionnel »[580].

2. La transformation en populisme-démocratique

C'est à partir de cet instant que le populisme-idéologique de S. Milošević devient démocratique. Par « hors cadre institutionnel », il faut comprendre que la réforme sera adoptée grâce à la pression de la rue. Il redonne ainsi la parole à la rue alors que jusqu'ici, le peuple n'a pas été consulté dans la gestion politique de la Fédération. Il montre le décalage entre les aspirations du peuple et les décisions des élites. Rappelant les fondements communistes du titisme, il démontre que les élites tiennent ce dernier à l'écart du processus décisionnel et trahissent donc les valeurs de la nation. De la sorte, elles ont perdu toute leur légitimité : « Il opposa la légitimité du peuple à l'illégitimité des institutions pour masquer un véritable coup d'Etat »[581]. L'organisation des meetings-vérité a pour objectif de proclamer la vérité sur la situation des Serbes du Kosovo et partant de là, de dénoncer la corruption des élites titistes qui abandonnent leurs frères Slaves aux mains des Albanais. La presse titre alors qu'une « révolution antibureaucratique » est en marche et que S. Milošević va éliminer les élites corrompues et redonner sa dignité au peuple serbe.

Rattacher durablement le Kosovo et la Voïvodine

Les meetings-vérité sont immédiatement un succès. L'épisode de Novi Sad durant l'été 1988 en est la meilleure illustration. La Voïvodine est dirigée par des hommes très attachés au statut d'autonomie, obstacles à la montée en puissance de S. Milošević. Au mois de juin 1988, les nationalistes Serbes du Kosovo appellent à une marche vers Novi Sad. Lorsqu'ils déferlent dans le chef-lieu de la Province, les nationalistes, accompagnés de près de 1500 acolytes, sont accueillis par une foule en liesse. B. Krunić, le représentant serbe de la Province au sein du PC yougoslave, contacte dès le lendemain S. Milošević reprochant le caractère nationaliste de cette manifestation et lui rappelant que l'autonomie de la Voïvodine n'est pas une menace

[580] *Ibid.*, p. 78
[581] *Ibid.*, p. 79

pour les Serbes de la région. La situation des Serbes de Voïvodine n'a rien à voir avec celle de ceux du Kosovo. Le futur Président n'a cure des lamentations de B. Krunić, il ne voit dans cet épisode que le succès de la méthode. Les dirigeants titistes prennent les manifestants serbes au sérieux et craignent pour leur avenir. Dès lors le nouveau Ministre de l'Intérieur R. Bogdanović organise et encadre secrètement les meetings-vérités ayant lieu dans toute la Serbie. La police et la presse, acquises à la cause de S. Milošević, encouragent les manifestations et fustigent ceux qui continuent à s'opposer à la réforme constitutionnelle.
Désormais, tous ceux qui s'opposent encore à la volonté de la rue sont anti-démocratiques.
Cette victoire n'est que la première étape dans le processus du leader serbe. Les jours suivants les évènements de Novi-Sad, il exige le renvoi de tous les dirigeants du Kosovo devant le Comité central yougoslave. S. Milošević utilise alors l'argument de l'égalité territorial et de la sécurité des Serbes. Les Serbes ne sont pas dans une dynamique de conquêtes territoriales mais de rétablissement de l'intégrité de leur territoire et de protection de leur peuple. Toujours dans sa logique de dénonciation des élites, il accuse le Comité central d'être responsable de l'aggravation de la situation. Une fois de plus le titisme est à l'origine du malheur des Serbes. Sous la pression des deux camps, le Comité n'a d'autre choix que de trancher et de proposer un compromis : la démission du représentant de la Serbie et celui du Kosovo au Comité. Si l'Albanais s'exécute S. Milošević refuse catégoriquement. Le Comité central, apeuré par la menace du recours à la rue, cède au Serbe et lui accorde tout ce qu'il désire. Nombreux seront ceux qui regretteront par la suite leur couardise, et de ne pas avoir saisi l'opportunité d'arrêter S. Milošević.

Prendre le Monténégro

Maintenant, plus rien ne semble pouvoir stopper sa « montée en puissance »[582]. La déferlante populiste, démocratique, nationaliste s'abat en novembre 1988 sur le Monténégro, la République traditionnellement alliée aux Serbes.
Le 19 novembre 1988 est le climax de la « révolution antibureaucratique » menée par les Serbes. Bien que S. Milošević s'en défende toujours, le mouvement est devenu un mouvement nationaliste. Le gouvernement monténégrin tombe le 11 janvier 1989 et est remplacé par un gouvernement proche de S. Milošević. L'histoire de la Voïvodine et du Kosovo se répète. Le leader serbe, manipulant la rue et gouvernant à coups de purges politiques, étend son pouvoir sur la République et les deux Provinces. Ses opposants, toujours

[582] *Ibid.,* p. 69

qualifiés d'anti-démocratiques, dénonçant la dangerosité du nationalisme galopant dans la région, sont rapidement réduits au silence. Le 3 mars 1989, l'état d'urgence est proclamé au Kosovo, le 29, des amendements constitutionnels sont promulgués limitant autant que possible les prérogatives des Provinces autonomes.
Par un discours populiste et un nationalisme dissimulé, il continue d'assurer qu'il souhaite le maintien de la Yougoslavie élimine ses opposants, non pas pour sa carrière mais pour le peuple. Ce noyautage des institutions politiques, cautionné par les Serbes, lui procure une légitimité très forte. Il leur redonne espoir en l'avenir car désormais ils sont dirigés par des élites qui les comprennent.

En Biélorussie, quelques années plus tard, A. Loukachenka recourt lui aussi à cette stratégie de dénonciation des élites pour prendre le pouvoir. Lors de la campagne présidentielle de 1994, il prolonge la lutte qui l'a rendu célèbre les mois précédents : celle contre la corruption mené au sein du Soviet.

B. La campagne anti-corruption biélorussienne : la promesse de justice sociale

A. Loukachenka use lui aussi du populisme-idéologique pour stigmatiser ses opposants et prendre le pouvoir au nom du peuple. Lors de la campagne présidentielle de 1994, il entame une croisade anti-corruption et promet de rendre aux Biélorussiens, tous les biens spoliés par les élites.
Le thème de la lutte contre la corruption des élites n'est pas l'apanage d'A. Loukachenka, c'est le thème central de cette campagne. La victoire se gagne par la surenchère. Un sondage réalisé durant l'entre deux tours révèle que la préoccupation majeure des Biélorussiens est la lutte contre la corruption et la mafia. Il apparait nécessaire pour mettre fin à la crise de bannir ces pratiques. Ceci correspond au leitmotiv de chaque discours du candidat Loukachenka : « La corruption a paralysé le travail du pouvoir […] Elle dévore toutes les initiatives nouvelles et bonnes qui sont générées par la société »[583]. Il devient Président, non pas en dénonçant la corruption, mais en promettant des sanctions plus sévères que ses adversaires. Il bâtit son discours populiste-idéologique autour de deux « -ismes » : pro-étatisme et l'égalitarisme (1°). Le choix des autres « -isme » est important pour A. Loukachenka, ne pas se référer au nationalisme ni à la démocratie est une stratégie réfléchie pour ne pas ressembler à ses opposants (2°).

[583] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p.73

1. Un populisme-idéologie pro-étatiste et égalitariste

Les élites au pouvoir depuis l'indépendance ont trahi les Biélorussiens et les ont volés. L'origine de la trahison est d'ordre idéologique. En proclamant l'indépendance de la Biélorussie et en conduisant des réformes pour établir une économie de marché, les élites sont motivées par des idées qui ne sont pas les mêmes que celles du peuple. Dès lors, elles ne peuvent plus répondre à ses attentes. Les Biélorussiens toujours pétris de l'égalitarisme promis par le soviétisme ne sont pas enthousiastes face au libéralisme et au capitalisme, symboles d'inégalités. La preuve de cette inégalité selon les discours d'A. Loukachenka est dans l'enrichissement personnel des élites depuis 1991 alors que le peuple a vu sa qualité de vie se détériorer.

Le pro-étatisme

Lors de cette campagne A. Loukachenka rejoue la Guerre froide et grâce à lui, le bloc de l'Est en sort le grand vainqueur. Le Salut de la nation est assuré par un Etat fort et omnipotent. Ce pro-étatisme est surtout la certitude pour le futur Président d'avoir la mainmise sur tous les pans de la société. Il dessine, avec l'accord du peuple, les contours de ce qui sera sa pratique du pouvoir : un pouvoir personnel et fort.

Sa solution est simple : remettre en place le système qui jusqu'ici a été favorable aux Biélorussiens, une nouvelle union avec la Russie et un régime de type communiste. Pour cela, il propose d'abord de confisquer le pouvoir aux élites en place arrêtant le vol des quelques riches qu'il reste aux Biélorussiens. Ensuite, il faut mettre un terme aux réformes libérales et surtout remettre l'Etat au centre de l'économie : « Le candidat proposait également de passer à la gestion directe des entreprises d'Etat, de renforcer la régulation des finances et du marché des devises, bref de revenir à la gestion administrative de l'économie nationale »[584]. Toutefois, cette dénonciation de l'économie de marché est un peu plus nuancée. En effet, A. Loukachenka ne peut pas nier les bouleversements qui touchent les PECO en ce début des années 1990. Il lui est très compliqué de lutter, désormais seul, contre ce changement économique, d'autant plus que la Russie elle-même semble prendre la voie de la réforme. Malgré ce qu'il tente de faire croire aux Biélorussiens, une fois élu, cet Etat n'est pas capable de récréer autour de lui une nouvelle URSS. La fondation de la CEI demeure une chimère tant économique que politique. A. Loukachenka, dès 1994, reconnait la nécessité du passage à l'économie de marché, il veut être celui qui la rendra plus juste. Il sait que s'il peut se

[584] *Ibid.,* p.73

permettre d'être l'ennemi des politiciens réformateurs, il ne peut pas se couper de cette part de la population qui trouve un avantage dans ce nouveau système. Au contraire, il promet à cette dernière son aide « Dans ses documents de propagande, il appelait les entrepreneurs à ne pas avoir peur de lui ; il leur promettait de les délivrer du racket de l'Etat et de favoriser ceux qui investiraient dans l'industrie et non dans la spéculation »[585]. De la sorte, il se présente comme le candidat de l'ensemble de la population. Son programme est façonné de telle sorte que chacun peut y trouver son compte : il encourage les initiatives personnelles qui proviennent de la communauté nationale tant qu'elles ne sont pas en opposition avec une économie d'Etat. Contrairement aux élites réformatrices, lui est capable de ressembler l'ensemble des Biélorussiens autour de son projet. Il démontre ainsi la supériorité d'un régime porté par l'Etat face à un autre porté par le marché.

L'égalitarisme

Le deuxième « -isme » au soutien du populisme-idéologique d'A. Loukachenka est « l'égalitarisme ». L'objectif de sa dénonciation est non seulement de mettre en échec la dynamique de réformes libérales mais surtout la promesse de punir les élites et de rendre au peuple ce qui lui a été volé. En d'autres termes, le candidat Loukachenka promet de rendre justice au peuple au nom de l'égalité promue par un régime de type communiste.

Ses cibles principales sont donc les symboles du régime démocratique : les fonctionnaires et les commerçants. Ces deux catégories profitent du marché pour s'enrichir au détriment des classes populaires et moyennes. En effet, si S. Milošević parvient rapidement à séduire toutes les classes serbes, A. Loukachenka, lui, doit, au début, se contentait de classes populaires et moyennes. Il est plus compliqué de convaincre les commerçants des méfaits du marché. Il trouve la parade en les rassurant qu'il n'est pas leur ennemi, qu'ils pourront entreprendre mais que l'Etat conservera un contrôle sur leurs activités.

S'il tend la main vers les entrepreneurs qui acceptent la mise sous tutelle étatique, il ne fait pas de même avec les élites politiques. Au contraire, la campagne avançant, il durcit son discours jusqu'à prononcer une sentence très forte « la véritable justice résidait dans le châtiment de tous les coupables »[586]. C'est bien cette idée de châtiment qui séduit les Biélorussiens. Elle sous-entend une violence au moins égale à celle de la faute commise. Cette faute est taxée d'immoralité et doit être expiée. Promettre une telle chose à un peuple qui vit dans la misère, est l'assurance d'obtenir son soutien. La manœuvre d'A. Loukachenka

[585] *Ibid.*, p. 73
[586] *Ibid.*, p. 75

est un franc succès : les classes populaires et moyennes l'adoubent. Il devient le nouveau Stenka Razine[587]. Les Biélorussiens font aussitôt un lien spirituel entre les contextes et soutiennent le candidat. Ils espèrent seulement que leur leader ne finira pas de la même façon que le personnage légendaire : décapité à Moscou ou du moins perdant des élections présidentielles.

Cet engagement en faveur de la justice sociale est au fondement de cette fusion, temporaire, entre les franges les plus populaires des Biélorussiens et A. Loukachenka. Le philosophe P. Roudkovski en explique la raison « Voici le mystère d'une fusion entre le peuple et son élu : ce n'est pas le désir de construire, de réunir, de régénérer le pays, mais la passion primitive de chercher à punir les ennemis qui unit à long terme le peuple et son président »[588].

Jetant l'opprobre sur l'ensemble de la classe politique et de l'administration, non seulement il creuse un fossé dans la communauté nationale mais aussi il dévalorise tout le nouveau système politique. Homme nouveau sur la scène politique, il ne peut pas être accusé de corruption, ses adversaires, des hommes installés depuis longtemps dans l'arène politique, auront du mal à se prévaloir d'une telle chose.

2. Un populisme-idéologique ni nationaliste ni démocratique

Il est intéressant de remarquer l'ambiguïté idéologique du populisme-idéologique d'A ; Loukachenka. Au vu de cette campagne anti-corruption, les deux « -ismes » qui viennent à l'esprit sont démocratisme et nationalisme. A aucun moment, le futur Président y fait référence.

Ne pas se référer au nationalisme s'explique par le peu de succès de cette idéologie en Biélorussie. Le nationalisme, tel que présenté par le BNF est la version culturelle associée au fascisme. A. Loukachenka pratique un nationalisme politique en invoquant le retour au communisme. Toutefois, il ne peut pas s'autoriser de mentionner ce type de nationalisme. La nuance entre les deux est certes importante, mais il prendrait le risque de perdre le soutien des classes les plus populaires qui n'entendraient que le terme nationalisme.

Ne pas prononcer le terme démocratie au cours de cette campagne est plus intéressant encore. Si nous comparons avec S. Milošević, les deux politiques utilisent la même méthode : la dénonciation du pouvoir en place qui est la cause de tous les maux de leur peuple. Ils convainquent ces derniers qu'ils sont les seuls à pouvoir les sortir de la crise. Le Serbe n'hésite pas à se désigner comme le porte-parole de la démocratie car il redonne la parole au

[587] Un Cosaque qui entre 1670 et 1671 mène une révolte paysanne contre le régime tsariste.
[588] KARBALEVITCH V., *op.cit.,* p.75

peuple. Le Biélorussien fait de même, mais il évite soigneusement toute allusion à la démocratie. La raison en est simple, elle tient au type de nationalisme de chaque communauté. Dans le cadre d'une nation culturelle, le recours à l'argument démocratique n'est pas un obstacle pour S. Milošević. Au contraire, il lui permet de faire entrer ses actes dans le mouvement général qui touche la région et lui donne une légitimité tant interne qu'externe. En Biélorussie, la démocratie, ou du moins celle telle que pratiquée en Occident est l'ennemi de son programme. Une partie de ses opposants est démocrate. Il ne peut pas dénoncer les conséquences néfastes de leur idéologie et s'en prévaloir. La démocratie est, surtout dans cette région, trop politiquement connotée, elle n'est plus la simple expression du peuple. Le communisme est devenu l'équivalent de cette parole au nom du peuple.

Pour conquérir le pouvoir, S. Milošević et A. Loukachenka usent de la même méthode : mettre à terre le système en place. Le Serbe se lance dans une lutte intestine contre les titistes qui oppriment sa nation depuis quarante ans. Le Biélorussien rend responsables de la misère du peuple, les acteurs de la transition démocratique. Aveuglés par les promesses, souvent utopistes, des deux nouveaux héros, Serbes et Biélorussiens, déçus et méfiants envers le pouvoir en place et cherchant une lueur d'espoir ne peuvent que les suivre dans leur quête du pouvoir suprême.

C'est un fait, leur pratique du pouvoir, et non leur accession ne correspond pas à la vision Occidentale de la démocratie. En effet, les observateurs ne peuvent pas critiquer cette accession au pouvoir car en théorie, elle ne fait pas obstacle à l'expression la minorité qu'elle soit politique ou ethnique.

D'un point de vue étymologique, les deux Présidents sont des démocrates. La définition littérale de la démocratie est : un régime donnant le pouvoir au peuple, sous-entendu par la suite, aux citoyens. Or, S. Milošević et A. Loukachenka, grâce à leur populisme, sont les porte-paroles du peuple. Par leur intermédiaire, ce dernier redevient un acteur du jeu politique. Ils redonnent par leur lutte antibureaucratique et anti-corruption la parole à un peuple qui jusqu'ici était bâillonné par les élites corrompues. En cela, la qualification de démocrates ne peut leur être niée. Si pour les Occidentaux, la Serbie et la Biélorussie ne sont pas des régimes démocratiques ce n'est que parce qu'elles ne correspondent pas à la pratique du pouvoir qu'ils en ont.

Une fois le pouvoir acquis, ils persistent, chacun à leur façon, à être inclassable sur le plan politique et ainsi être perçus comme des hommes neufs qui conservent un lien privilégié avec la nation.

II. Un leader politiquement inclassable

Dans une atmosphère politique en mouvement constant, S. Milošević et A. Loukachenka doivent se démarquer de leurs adversaires. Il leur faut affirmer leur singularité pour prouver que le système politique en place ne correspond plus aux attentes du peuple.

C'est ici qu'intervient le « populisme-attitude »[589] de P.-A. Taguieff . Cette dernière forme de populisme se caractérise par des attitudes différentes, des « visions plus ou moins structurées »[590] du leader politique. Elles rendent le leader non identifiable sur l'échiquier politique et peuvent être aussi bien associées à des rhétoriques « réactionnaires, conservatrices ou progressistes »[591]. De fait, ce « populisme-attitude » aide le leader à avoir un discours plus englobant en reprenant à son compte les attentes spécifiques du peuple. Ainsi, en s'exprimant au nom du peuple, en dénonçant les problèmes de celui-ci, le leader politique donne l'impression de ne pas faire de politique politicienne. Au contraire de ses adversaires, il a su se sortir de ce jeu de pouvoir, ne pas succomber à ses ambitions personnelles pour le bien du peuple.

Enfin et surtout, le « populisme-attitude » permet au leader de s'adapter à toutes les situations et à tous les publics. Pour ce faire, il ne doit pas avoir un programme trop rigide à l'image d'A. Loukachenka ou posséder un programme ambigu comme celui de S. Milošević.

Par conséquent, il sort du système traditionnel pour se placer au dessus de lui. S. Milošević et A. Loukachenka tentent de s'affranchir du système partisan en place qui est l'un des facteurs du malheur de la nation car c'est lui qui a porté au pouvoir des élus corrompus. Cette manœuvre, combinée avec leur campagne de dénonciation des élites, est difficile à mettre en œuvre car elle suppose de remettre en cause toute l'éducation politique. Il leur faut être novateur tout en proposant une solution qui rassure le peuple. Ils ne peuvent pas se contenter de vouloir mettre à terre le système partisan en laissant un vide institutionnel (A). Pour cela, et pour le reste de leur carrière, ils doivent également, conserver un lien direct avec le peuple. Contrairement aux autres leaders politiques qui entretiennent une distance entre eux et la masse, S. Milošević et A. Loukachenka mettent un point d'honneur à maintenir ce lien avec elle (B).

[589] TAGUIEFF P.-A., *in* J.P. RIOUX (dir.), *op.cit.*, p. 33
[590] *Ibid.*
[591] *Ibid.*

A. S'affranchir du système partisan

S. Milošević et A. Loukachenka se présentent comme des hommes nouveaux qui entendent agir pour améliorer la vie de la nation. Ils affirment la comprendre et être les seuls à pouvoir lui offrir un avenir meilleur.

Les responsables de cette déchéance de la nation sont ses dirigeants, ceux qui sont issus du système institutionnel : les représentants du peuple et les fonctionnaires d'Etat. Ces politiciens et administratifs abusent de leur statut privilégié à des fins personnelles. Les deux leaders en puissance dénoncent ce système qui maintient les inégalités sociales. Cependant, un problème surgit : S. Milošević et A. Loukachenka sont tous les deux des membres de ce système. Ils contournent cet écueil de taille en expliquant que grâce à leur connaissance de ce monde, ils sont les plus à même de le critiquer et de le faire tomber car ils en maîtrisent tous les rouages.

Ainsi, S. Milošević critique le titisme en tant qu'adversaire et oppresseur des Serbes. Il propose le maintien d'un parti communiste devenu socialiste, unique mais *serbisé* : un multipartisme sans parti (1°).

A. Loukachenka s'oppose ouvertement à la démocratie de type Occidental. Bien que promettant la reconstruction d'un régime de type communiste, en 1991, il quitte le PC car trop corrompu. Il opte alors pour la solution originale d'une campagne sans parti politique (2°).

1. Serbie : supprimer les partis politiques pour plus de démocratie

La question du système-parti est l'une des illustrations de l'ambiguïté, voire de l'opportunisme, du discours de S. Milošević. Ses positions à ce sujet sont une succession de promesses très fortes accolées à des nuances les restreignant drastiquement. Il fait du PCY le symbole de l'oppression institutionnelle contre les Serbes, mais ne veut pas de sa disparition. Le PCY est remodelé et renommé en parti socialiste. De même, le futur Président se qualifie de démocrate à la fin des années 1980 car, par ses meetings-vérité, il remet le peuple au centre de la vie politique. Pourtant, il refuse l'idée d'un multipartisme en futur ex-Yougoslavie. S. Milošević n'est finalement ni pour ni contre le fait de s'affranchir du système partisan, il est d'ailleurs fort probable qu'il n'ait jamais eu d'opinion tranchée sur la question, il souhaite seulement s'assurer un soutien massif des Serbes, pour prendre et conserver le pouvoir. Pour cela, il opte pour un discours suffisamment vague pour contenter tout le monde. Sa position dépend de son public. Il use de la même stratégie sur la thématique du maintien de la Yougoslavie : face aux Serbes, il promet l'avènement de la Serbie, face aux étrangers, il se fait le garant de RFSY.

Les partis politiques vecteurs du nationalisme

Se prononcer sur le multipartisme, corollaire de la démocratie, est une chose bien compliquée pour S. Milošević. Il doit à la fois consolider son image d'homme qui donne la parole au peuple et se prémunir du risque d'une concurrence politique.

Dès 1988, il se prononce pourtant contre le multipartisme. Selon lui, le pluralisme conduit à l'anarchie. Il explique que c'est ce multipartisme qui expose la RFSY au risque d'implosion. Il accuse les Slovènes et les Croates, défenseurs de cette idée d'être les fossoyeurs de la Fédération. En effet, depuis l'apparition de la multiplication des points de vue sur l'avenir de la Fédération, cette dernière n'a jamais été aussi fragile alors qu'elle n'avait jamais vacillé du temps du parti unique. Le pluripartisme a ouvert la voie au nationalisme et au sécessionnisme. S. Milošević manipule la crainte de la fin de la RFSY et de la perte de points de repères de près de 50 ans, pour critiquer le pluripartisme. Toutefois, les meetings-vérité ayant fait de lui un chantre de la démocratie, il ne peut pas totalement fermer la porte à cette dernière, elle est seulement inenvisageable pour le moment. Il nuance alors sa position en reprenant le philosophe marxiste M. Marković et son idée de « pluralisme sans partis ».

Maintenir l'illusion de diversité d'opinions

Cependant, S. Milošević est confronté à un problème : redonner la parole au peuple signifie multiplier les points de vue et donc s'exposer à la création d'une concurrence. De plus, la démocratie, en tant que système, n'est pas favorable aux Serbes du Kosovo. Ils sont minoritaires, et savent que dans ces conditions ils perdraient leur Province face aux Albanais. S. Milošević doit alors trouver un compromis entre la garantie de la démocratie et la sureté d'un pouvoir personnel. Là est tout l'intérêt du multipartisme sans parti autrement dit de l'interdiction des partis politiques. Une élection est plus difficile à remporter sans le soutien logistique d'un parti politique. Un parti, à la différence des candidatures libres, permet d'identifier rapidement les idées de la personne, de la placer sur l'échiquier politique.

La démocratie n'a jamais été un obstacle pour S. Milošević. Il parvient même d'une certaine façon à intervertir leur définition, faisant de la multiplication des voix, un danger. Le risque majeur pour la stabilité de la Yougoslavie n'est pas le populisme qui est l'expression des revendications du peuple mais la démocratie qui porte la parole du nationalisme.

De plus, S. Milošević se prémunit de toute accusation de bâillonner ses opposants idéologiques ou de limiter la liberté d'expression en autorisant la création de la JUL[592],

[592] *Jugoslovenska udružena levica* : la gauche yougoslave.

coalition de vingt-trois partis politiques, dirigée par … M. Marković. La tactique du couple présidentiel est simple : aspirer toutes les forces politiques à tendance communistes ou socialistes pour s'assurer un monopole politique. La désorganisation de l'opposition[593] démocratique se charge de limiter le potentiel danger.

La pratique du pouvoir de S. Milošević laisse penser aux Occidentaux, qui ne s'intéressent que de très loin à la Serbie jusqu'aux explosions de violences ethniques, qu'il est le garant de la démocratie. En effet, il est élu selon un scrutin multi-partisan. Les Occidentaux oublient alors que la démocratie ne se résume pas à ceci. Toutefois, les élections n'ont rien d'élections démocratiques telles que l'entendent les Occidentaux, elles se rapprochent davantage du mode électif semi-compétitif très repandu en Afrique.

2. Biélorussie : un soutien populaire suffisant

La relation d'A. Loukachenka avec les partis politiques est réellement atypique. La figure montante de la politique biélorussienne à partir de 1993 promet la résurrection d'un régime de type communiste et se prononce contre le système de partis. Il met un point d'honneur à ne pas être soutenu par une structure partisane lors de la campagne de 1994. Il quitte le PCUS suite au putsch de 1991 et ne le réintégrera pas par la suite malgré le maintien d'un PC en Biélorussie. Dans sa logique de lutte anti-corruption, il dénonce également le PC comme organe corrompu.

Le refus d'A. Loukachenka du système partisan se décompose en deux thématiques : d'abord, il s'en affranchit lors de la campagne présidentielle de 1994 pour attester qu'il ne participe pas à la corruption générale du système. Ensuite, il s'en sert comme d'une arme politique pour détruire le système en place.

S'affranchir des formalités administratives

La campagne présidentielle de 1994 est la première d'essence démocratique de l'histoire biélorussienne. Elle se déroule dans une situation de crise institutionnelle, politique, économique et identitaire. A cette date, la Biélorussie est le dernier Etat issu de l'ex-URSS à toujours être dirigé par une gouvernance issue du régime soviétique. Pour tenter de revenir à une situation calme, le Soviet suprême adopte en mars 1994 une nouvelle Constitution créant le poste de Président de la République, chef de l'exécutif et possédant des pouvoirs étendus. A l'origine, A. Loukachenka n'aurait pas dû pouvoir concourir pour ce mandat, la Constitution

[593] Voir Partie II- Titre II- Chapitre I. L'édification de régimes d'essence totalitaire en dehors de la communauté internationale

fixant à quarante ans l'âge minimal pour se présenter. Il ne fêtait son quarantième anniversaire qu'après le scrutin. Mais l'âge est abaissé à trente-cinq ans finalement suite aux pressions de la majorité parlementaire, accusant le pouvoir en place d'avoir peur de la victoire d'A. Loukachenka.

Outre cette formalité civile, il faut aux prétendants rassembler 100 000 signatures[594] pour valider leur candidature, en vingt jours. Si la chose est aisée pour le parti au pouvoir, elle l'est moins pour les petits candidats issus de partis marginaux et encore moins pour un homme sans parti tel qu'A. Loukachenka. Le populisme du futur Président fait son œuvre. A la surprise de beaucoup, il obtient 177 000 signatures dans le temps imparti. Une véritable dynamique populaire se crée autour de lui. Des groupes de soutien surgissent un peu partout dans le pays et le peuple se déplace en masse pour lui manifester sa confiance. Au jour de l'élection, six candidats sont en lice. Parmi eux, seul A. Loukachenka ne bénéficie ni du soutien de l'Etat ni d'un parti. Toutefois, il n'est pas totalement esseulé non plus. Outre le soutien massif des classes moyennes et populaires, il s'est entouré d'une équipe de campagne « très hétéroclite »[595]. Elle est composée de jeunes hommes politiques ambitieux et qui voient dans la candidature d'A. Loukachenka le moyen de renverser la vieille *nomenklatura*. Beaucoup considèrent le futur Président comme un être qui leur est intellectuellement inférieur[596] et qu'ils pourront manipuler à leur guise. Nombreux d'entre eux ont payé ce pari, fait sans connaitre les véritables personnalités et intentions du candidat[597].

Une victoire démocratique

L'arrivée au pouvoir du nouveau Président est rendue possible par la démocratie. Il est élu selon un système concurrentiel laissant à chaque candidat les mêmes chances de remporter la victoire. A titre de comparaison, en occultant les conséquences de la prise de pouvoir, A. Loukachenka suit le même itinéraire qu'A. Hitler. Les deux profitent de la démocratie pour prendre la tête de l'Etat grâce à un discours populiste dénonçant un gouvernement qui n'entend pas les revendications de la masse.

En'étant pas attaché à un parti politique, A. Loukachenka brouille les repères politiques. Il accuse l'ensemble de la classe politique et des fonctionnaires de participer à la corruption.

[594] Contrairement au système français, les signataires ne sont pas seulement des élus mais aussi les citoyens.
[595] TAGUIEFF P.-A., Le populisme et la science politique, *in* RIOUX J.-P. (dir.) *op.cit.,* p. 69
[596] Cette image d'un A. Loukachenka intellectuellement limité est récurrente dans l'opposition au Président. Ses manières rustiques, son parlé populaire voire vulgaire font régulièrement l'objet de critiques acerbes. La figure du bouffon lui est souvent associée. (voir LAPATNIOVA A., *op.cit.*, p.113-114)
[597] Passé dans l'opposition A. Lebedko est régulièrement arrêté et mis en prison, quant à V. Gontchar, il n'a plus donné signe de vie depuis son enlèvement à Minsk en 1999.

Ainsi, il met sur un même plan tous les hommes politiques quelque soit leur idéologie. Les démocrates ne valent pas mieux que la *nomenklatura*. Lui, au contraire, en luttant contre cette pratique, en n'étant soutenu par aucun organe institutionnel, est au dessus de ces questions purement politiques. Un de ses tracts proclamait alors « ni avec la gauche, ni avec la droite, mais avec le peuple »[598]. Il profite de la déception des Biélorussiens pour la démocratie et la *nomenklatura* pour proposer une autre voix. Il est l'incarnation d'une troisième voix au dessus du système partisan traditionnel.

Même après son élection, il ne crée pas de parti politique pour conserver le pouvoir alors que ses opposants multiplient les partis. Sa mainmise sur l'Etat et les médias, ainsi que la désorganisation de l'opposition sont suffisantes pour le maintenir à la tête de la Biélorussie. Il entretient son image d'homme du peuple pour affirmer être le seul à le comprendre et à pouvoir réaliser ses désirs.

Débarrassé ou ayant rénové le système partisan, S. Milošević et A. Loukachenka ne sont plus entravés par les règles de ce dernier. Ils peuvent alors mener la politique qu'ils désirent sans avoir à rendre de compte à un parti. Dès lors, ils peuvent proposer le programme qu'ils souhaitent et surtout gérer leur relation aux électeurs comme ils l'entendent. Pour conserver leur place de leader, il leur faut maintenir un lien fort et direct avec la masse. Ils doivent à la fois la galvaniser et la contenir.

B. Maintenir un lien direct avec le peuple

La stratégie politique de S. Milošević et A. Loukachenka est dangereuse. En effet, être politiquement inclassable et faire imploser ou exploser le système partisan en place comporte des risques. Dans un premier temps, il faut être certain que le peuple suivra le leader jusqu'à sa prise de pouvoir, être certain que le peuple est prêt pour un changement qui peut parfois être radical. Ensuite, le leader doit être capable de proposer un nouveau système de gouvernement en remplacement du précédant. Il ne peut pas laisser un flou gouvernemental au risque de voir les anciens dirigeants reprendre le pouvoir en rétablissant une paix sociale et politique. Enfin, le leader doit être certain que faire exploser son parti politique ou bien ne pas en avoir, ne l'expose pas au risque d'être inaudible sur la scène politique. Certes, agissant de la sorte, ils sont libres de leurs gestes et de leur parole mais ils se rendent la tâche beaucoup plus difficile. En effet, un parti politique est un support logistique non négligeable pour

[598] *Ibid.* p. 71

l'implantation du leader et la diffusion de son programme. De plus, c'est lui qui permet l'identification des idées politiques du leader, notamment lorsqu'il est issu d'un parti ancien. Le parti est un curseur sur la ligne politique de la nation, un repère. Ainsi, remettre en cause le fondement idéologique du parti comme le fait S. Milošević est le risque de brouiller les cartes politiques et de faire perdre leurs repères aux électeurs. Ne pas avoir de structure partisane autour de soi, comme A. Loukachenka c'est prendre le risque de ne pas être capable de résister à une opposition, structurée et implantée dans le paysage national.

Pour limiter ces risques et les affronter sereinement, les deux leaders mettent en valeur leur différence fondamentale avec leurs adversaires : le lien direct avec la nation. Finalement, le peuple s'avère être le parti de S. Milošević et A. Loukachenka.

Toutefois, cette stratégie n'est pas aussi efficace dans ces deux nations. En Serbie, la fusion entre S. Milošević et le peuple s'effrite rapidement (1°). Au contraire, A. Loukachenka maintient ce lien par son image d'homme du peuple (2°).

1. <u>Serbie : le délitement progressif du lien avec le peuple</u>

La révélation de S. Milošević au grand public se fait, d'une part par l'organisation des meetings vérité, et d'autre part, par son intervention de 1986, en faveur des Serbes du Kosovo lors de laquelle il prononce sa fameuse phrase « personne n'a le droit de frapper ce peuple ». Il change ainsi la ligne politique traditionnelle du Parti communiste en faisant de la nationalité serbe un élément supérieur à la citoyenneté yougoslave. Il inverse le principal et l'accessoire de l'état civil rendant aux Serbes leur identité. Toutefois, malgré cette modification significative, il refuse d'être qualifié de nationaliste, et affirme sa volonté de préserver l'intégrité de la RFSY face aux poussées nationales slovènes et croates.

Kosovo Poljé : le symbole du lien peuple/leader

Ainsi faisant, S. Milošević passe du statut d'*apparatchik* sans envergure à celui d'homme d'état de stature internationale. Ne pouvant bâtir sa renommée sur son charisme, au contraire de son rival et mentor I. Stambolić, c'est la duplicité de son programme qui fait de lui le nouveau leader national incontestable.

La consécration de son lien direct avec les Serbes atteint son paroxysme le 28 juin 1989 lors de la célébration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Tout a été organisé de façon à ce que l'ensemble des Yougoslaves et le monde entier comprennent que S. Milošević est le nouveau maître de l'Etat selon la volonté du peuple…serbe. Ce jour-là, il devient l'incarnation du Prince Lazar rappelant la place des Serbes au sein de l'union des Slaves du

Sud. Des moyens logistiques sans précédent ont été mis en œuvre pour que de nombreux Serbes participent à la fête. Selon F. Hartmann « à midi précis, l'hélicoptère le déposa au pied d'un million de Serbes »[599]. La foule l'acclame lorsqu'il monte à la tribune auprès des autres dirigeants yougoslaves « contraints, au nom de l'unité yougoslave, d'assister à cette cérémonie officielle »[600]. Tous sont alors conscients qu'il ne s'agit pas de célébrer l'une des premières manifestations de l'unité des Slaves du Sud mais celle de la renaissance du nationalisme serbe porté par S. Milošević. Ils comprennent surement que la Yougoslavie de Tito est définitivement morte ce jour là, que si jamais elle doit se perpétuer, elle sera sous domination exclusive des Serbes comme au début du siècle. La fin du titisme est d'autant plus marquée que pour la première fois des hommes d'Eglise sont conviés à la cérémonie. Ce sont des représentants de l'Eglise orthodoxe, un des critères de *serbité*.

Lors des discours des différents hommes politiques, la foule reste dans une situation léthargique. Puis la masse se réveille lorsque S. Milošević s'avance à la tribune « la foule trempée de sueur dans la chaleur moite et les flots de *rakia* se mit alors à vibrer »[601]. La communion entre les Serbes et lui est totale. Le nouveau Lazar leur promet, en direct, en ce lieu mythique, la résurrection de leur nation. Ils brandissent alors des photographies représentant S. Milošević. C'est alors le début d'un culte de la personnalité qui ne durera pas très longtemps, mais qui n'est pas sans rappeler certains régimes autoritaires du vingtième siècle.

Ce lien particulier, mental, sentimental, entre les Serbes et S. Milošević explique pourquoi il peut se maintenir aussi longtemps au pouvoir malgré une contestation dès 1992 et sa disparition de la scène publique très rapide. En effet, aussitôt après s'être définitivement emparé du pouvoir, le nouveau Président rompt toute communication directe avec son peuple. Il accorde quelques interviews surtout à la presse internationale, mais il n'apparait que rarement lors de manifestations politiques et s'exprime alors très peu. Avec sa famille, il quitte leur appartement en HLM pour une somptueuse résidence à Dedinje, le quartier huppé de Belgrade.

Un nouvel *apparatchik* distant

S. Milošević s'éloigne de son image d'homme du peuple, de sauveur qui comprend ce qu'il vit, en lien direct et permanent avec lui. Accédant au pouvoir, il devient comme les dignitaires

[599] HARTMANN F., *op.cit.*, p. 69
[600] *Ibid.*, p. 70
[601] *Ibid.*, p.70

titistes : un homme politique enfermé dans sa tour d'ivoire cherchant seulement à conserver ses privilèges. Pourtant, malgré cette trahison flagrante, les Serbes soutiennent pendant longtemps leur Président. Ceci est dû à cette connexion mentale entre eux. Si S. Milošević est devenu un homme politique comme tous les autres, il n'en demeure pas moins le gardien de l'âme serbe, celui qui a rendu à cette nation sa dignité. Il sait comment manipuler cet état de fait pour donner l'illusion qu'il est toujours l'incarnation de Lazar. Le recours régulier à la rhétorique du sauvetage des Serbes du Kosovo est son atout majeur et intarissable pour s'assurer le soutien des Serbes, y compris dans les moments les plus critiques.

Toutefois, ce lien particulier issu d'un culte de la personnalité finit par s'estomper. Les Serbes, subissant l'embargo international, ne supportent plus les privations au nom d'une Grande Serbie de plus en plus chimérique. Les bombardements du Kosovo par l'OTAN ne sauvent le Président serbe qu'un temps. Rapidement, le peuple souhaite mettre fin à cette dictature. S. Milošević n'a pas rempli sa mission, il n'a pas rétabli la paix sociale, il doit partir. Il n'est plus la réincarnation de Lazar et ne reconstruira pas l'Empire de Dušan. Le peuple qui avait porté aux nues le Président, le déchoit sans état d'âme d'abord par la voie élective en plébiscitant une opposition démocratique enfin organisée, puis par voie militaire, la police venant le déloger de son palais présidentiel.

La rupture progressive de S. Milošević avec le peuple, qui pour une part non négligeable le soutient même après la défaite du 4 octobre 2000, est l'une des raisons de la chute du Président. Il n'a pas su entretenir le lien spirituel entre lui et les Serbes. De plus, son discours ambivalent devient toujours plus confus. Les Serbes attendaient de lui des solutions concrètes et la réalisation d'un projet. S. Milošević préfère louvoyer pour conserver sa place et abandonne les Serbes à leurs illusions déçues.

2. Biélorussie : la stratégie de l'homme du peuple

L'atout premier d'A. Loukachenka au début de sa carrière politique est son image d'homme du peuple. Figure inconnue de la scène politique, il s'impose par son discours sans concession à l'encontre des acteurs politiques et administratifs de la Biélorussie. Il fait de la dénonciation des élites et du système, son argument majeur pour prendre le pouvoir. Lorsqu'il s'adresse au Biélorussiens durant la campagne présidentielle de 1994, il ne fait pas appel à leur raison mais à leur animalité. Dans un Etat qui s'adapte très mal à une transition politique, A. Loukachenka encourage aux clivages entre les membres de la nation. Il est conscient qu'en désignant les élites comme responsables des malheurs du peuple, il s'assure le soutien inconditionnel de ce

dernier. A. Loukachenka, au contraire de S. Milošević est « un véritable animal politique »[602]. Il est un grand orateur qui révolutionne la façon de faire de la politique en Biélorussie. Il laisse de côté les concepts théoriques lourds et compliqués pour de la publicité. Lors de la campagne de 1994, il n'est pas un homme politique mais un publicitaire cherchant à vendre son produit : lui-même. Il fait des promesses tout azimut, ne se souciant guère de la possibilité de leur réalisation. L'essentiel est de communiquer avec le peuple.

Singer le langage du peuple

Il renforce son image d' « homme du peuple » par son langage. En effet, il n'use pas du langage politiquement correct de ses adversaires. Il s'exprime volontiers en trasianka là où les autres préfèrent selon leur projet politique le russe ou le biélorussien. Mais surtout, il n'hésite pas à avoir recours au langage familier voire vulgaire. Ainsi faisant, il démontre son mépris pour les élites qui mettent un point d'honneur à s'exprimer dans un langage policé et correct. Même une fois élu, il continue à prouver sans cesse que son statut de Président de la République ne l'a pas éloigné de ses racines populaires « Ses discours effacent les distinctions sociales : il s'adresse à ses ministres comme aux journalistes ou aux ouvriers, sur un ton familier, n'hésitant pas à les tutoyer, à les appeler par leur prénom, voire par leur diminutif. Il lève les interdictions et les limites linguistiques propres au discours officiel, s'exprimant en trasianka, ou utilisant l'argot typique du monde carcéral. Son langage scatologique et sexuel renverse la hiérarchie des sens »[603].

Cette image d' «homme du peuple » qu'il entretient depuis le début de sa carrière se transforme rapidement en image clownesque. Il est élu parce qu'il propose un programme novateur, néanmoins très flou, mais surtout parce qu'il ne fait pas peur. Ses agitations constantes lors de ses interventions publiques, son langage, son manque d'éducation le rendent peu suspect aux yeux de la population. Elle ne se méfie pas de cet homme. Son équipe de campagne, elle-même, le considère comme un être intellectuellement inférieur à elle. Elle se sert de lui et de sa capacité à accrocher l'attention de son public pour espérer prendre le pouvoir et le manipuler pour mettre en place sa politique.

Cependant beaucoup à l'instar de A. Lapatniova, s'interrogent désormais sur le « bouffon »[604] Loukachenka. Finalement, tout ceci n'est-il pas une stratégie pour s'attirer les bonnes grâces du peuple, en lui parlant avec ses propres mots, en laissant croire qu'il est incapable de

[602] *Ibid.,* p. 131.
[603] LAPATNIOVA A., *op.cit.,* p. 113
[604] *Ibid.,* p.114

sérieux ? Donner l'illusion d'être un amuseur public, peu instruit n'est ce pas la meilleure façon de manipuler tout le monde et de s'emparer discrètement de tous les pouvoirs ? Le politologue V. Matskevich explique la surprenante longévité politique d'A. Loukachenka : « Loukachenko est un cas unique. Un homme peu cultivé qui exprime, sans s'en rendre compte, les préjugés, les mythes et les vieux dogmes qui définissent notre vie indigène et arriérée. Lorsque de telles âneries sont débitées par un directeur de *sovkhoze*, personne ne l'écoute, mais avec Loukachenko, elles retentissent à travers le monde »[605].

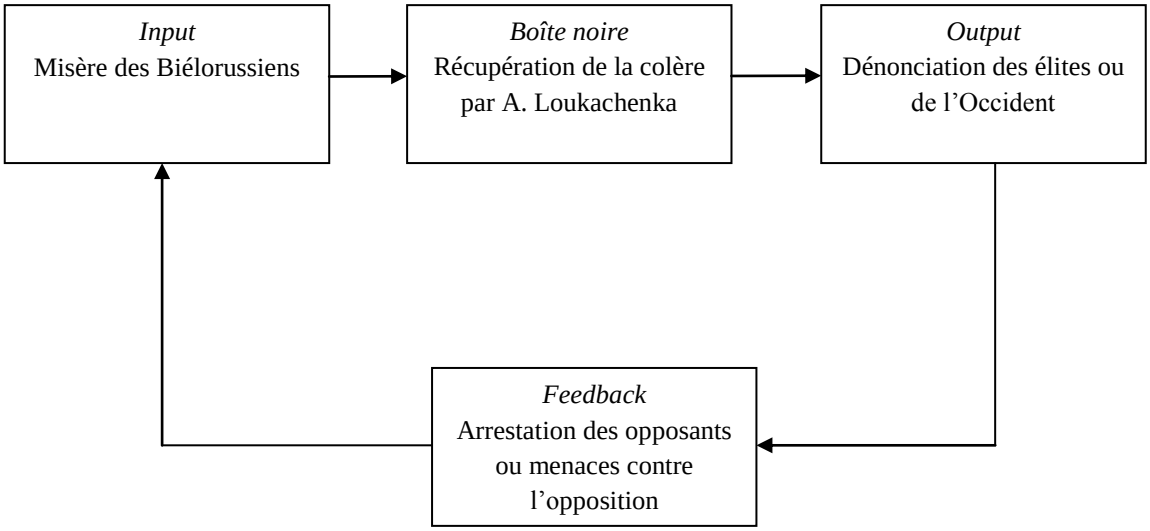
S'approprier les sentiments du peuple

L'une des origines de ce lien particulier entre le futur Président et son peuple est sa capacité à refléter les sentiments de celui-ci. Les classes populaires et moyennes biélorussiennes à partir de 1994 sont emplies de haine et d'agressivité. A. Loukachenka se fait le porte-voix de ceci. Ses discours de campagne, puis ceux en tant que Président, sont teintés de ses ressentiments. L'un des meilleurs exemples est peut-être la récupération de l'antisémitisme latent. En effet, la Biélorussie appartient à cette région de l'ancien Empire russe ayant eu régulièrement recours aux pogroms entre la fin du 18ème siècle et le début des années 1950[606]. Les communautés juives se sont développées en marge de la future nation biélorussienne. De plus, durant la Deuxième Guerre mondiale, près de 90% des Juifs de Biélorussie sont exécutés tant par les Nazis que les nationalistes biélorussiens collaborateurs ou l'Armée rouge. Ainsi dans sa stratégie de dénonciations de tous les responsables de la misère des Biélorussiens, A. Loukachenka n'hésite pas à recourir aux traditionnels clichés du Juif s'enrichissant aux dépens du reste de la communauté.

Le style politique d'A. Loukachenka est de perpétuellement déceler un nouvel ennemi, une nouvelle haine à l'origine des dysfonctionnements de l'Etat. V. Karbalevitch en fait une conclusion très intéressante « Le président n'est pas un simple miroir de l'agressivité accumulée dans la société. Il agit comme un retransmetteur qui rassemble les bacilles de l'agression et de la haine dans la société, les formule clairement et les renvoie à son électorat sous une forme plus ramassée et renforcée »[607]. La théorie de la « boîte noire » de D. Easton explique le succès d'A. Loukachenka. Les Biélorussiens sombrent dans la misère (*input*), A. Loukachenka récupère cette colère et l'analyse (*boîte noire*), il dénonce un coupable, généralement les élites ou l'Occident (*output*), il promet une mesure forte pour mettre un

[605] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 133
[606] Voir MILIAKOVA L. (dir.) *Le livre des pogroms*, Paris, Calmann-Lévy, 2010.
[607] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 134-135

terme à la situation par l'arrestation d'opposants politiques ou de menaces envers l'Occident (*feedback*). De cette manière, il maintient un lien avec le peuple, car il semble toujours à son écoute, et se présente comme le seul à s'efforcer à trouver des solutions à ses problèmes. Pour être certain de toujours être plébisciter par les Biélorussiens, il entretient un climat de crise permanente, dénichant continuellement de nouveaux ennemis.



Modèle de Easton appliqué à la politique d'A. Loukachenka

Le succès d'A. Loukachenka, au moins lors de ses deux premiers mandats, réside dans sa capacité à joindre le geste à la parole. Chacun sait que lorsqu'il promet de faire cesser les agissements d'un groupe désigné, ceci s'accompagne de limogeages, d'arrestations voire de disparitions de membres dudit groupe. Il ne se sent que rarement retenu par la moralité.

La comparaison entre les régimes serbe et biélorussien démontre la nécessité pour un nationaliste-populiste de maintenir un lien direct avec son peuple. Lorsqu'il s'empare du pouvoir, S. Milošević néglige cet aspect et ne doit sa longévité qu'à sa capacité de manipulation du nationalisme et à la désorganisation de l'opposition démocratique. Dès que celle-là est découverte, celle-ci se met en ordre de marche, et le Président serbe tombe.
Au contraire, A. Loukachenka, véritable animal politique, préserve son image d' « homme du peuple » en prise directe avec lui. Il s'arroge la place exclusive de défenseur de la nation contre les nombreux ennemis, réels ou fictifs, de la Biélorussie. Il multiplie les apparitions publiques le mettant en scène dans la vie quotidienne. Tel un B. Mussolini, il se fait régulièrement photographier ou filmer alors qu'il participe aux travaux agricoles.

Bousculant le système partisan et au contact de la nation, S. Milošević et A. Loukachenka sont des personnages atypiques dans le paysage politique post-communiste. Cette extranéité est l'une des clefs de leur succès : ils sont, en apparence, des hommes neufs, prêts à tout pour faire changer les choses en faveur du peuple.

Finalement, les deux Présidents, prennent le pouvoir de façon très traditionnelle. Ils profitent d'un moment de trouble politique, social et identitaire pour s'imposer comme la seule alternative viable pour la nation. Sur le fond, leurs arguments politiques et l'image qu'ils se créent auprès de leurs électeurs n'ont rien de bien original. D'abord, ils désignent les responsables du désordre étatique en les qualifiant de profiteurs au détriment de la nation. Ainsi, ils utilisent la tension populaire pour monter des actions de rue d'envergure nourrissant leur propagande, et laissent la possibilité aux opprimés de déverser leur haine et leur colère. Ensuite, ils se donnent le statut d'homme hors du système en place, sous-entendant, que s'ils sont élus, l'exercice du pouvoir ne retombera pas dans les dérives d'antan mais sera exercé pour et au nom du peuple.

S. Milošević et A. Loukachenka divergent sur deux points dans la mise en pratique de leur campagne. Le Serbe rompt rapidement le contact physique avec le peuple ce qui le conduit en partie à sa chute. Mais la différence fondamentale réside dans les sentiments qu'ils activent chez leurs électeurs. A. Loukachenka joue sur les plus mauvais instincts de l'être humain : l'envie, la haine, la jalousie. Au contraire, S. Milošević préfère des sentiments plus nobles : la fierté, la grandeur, l'indépendance. C'est ici que se rejoignent populisme et nationalisme. Si la manipulation et le résultat restent les mêmes en Serbie et en Biélorussie, les rhétoriques épousent les particularismes de chaque nation. Elles sont aussi l'écho de la stratégie de séduction de chaque leader. Le Biélorussien a recours aux mauvais sentiments car il cherche à cliver la communauté nationale en dressant la masse contre l'élite. Le Serbe est dans une optique de rassemblement de l'ensemble des membres de la communauté.

Si leur prise de pouvoir n'est pas si différente de celle de n'importe quel autre homme politique dans n'importe quel autre Etat, ce qui les démarque de leurs voisins à cette époque est leur pratique du pouvoir très éloignée des canons démocratiques Occidentaux.

Chapitre II

L'édification de régimes d'essence totalitaire en dehors de la communauté internationale

Les expériences nazie et stalinienne ont donné naissance à un nouvel idéaltype de système politique : le totalitarisme. Etudié par des auteurs tels qu'H. Arendt ou R. Aron, ils sont définis comme la capacité pour un pouvoir politique à prendre possession de l'ensemble des sphères de la société. Ni la vie publique, ni la vie privée n'échappent au pouvoir. Tout est sous le contrôle d'un parti ou d'une caste. L'Etat totalitaire est composé de membres soumis au projet politique et mettant tout en œuvre pour réaliser un homme nouveau vivant dans un monde parfait.

Le totalitarisme et le nationalisme agissent selon des logiques assez similaires. Le nationalisme joue un rôle fondamental dans la réalisation de ce type de système. Il est le média diffusant le programme du pouvoir. Par lui, le pouvoir capte l'ensemble de la société et interdit toute dissidence. Le nationalisme est un agent de massification, de vulgarisation. Il unit tous les membres de la communauté autour du projet national. A l'instar du pouvoir à tendance totalitaire, qui promet la fin de l'Histoire par la réalisation du bonheur de la nation, le nationalisme propose le même résultat en renouant avec l'Age d'or. Tant la vie privée que la vie publique doit participer à cette réalisation. Enfin et surtout, le nationalisme épouse les deux objectifs du système d'essence totalitaire : la création d'un homme nouveau et la dissolution de la société. Pour le premier point, le nationaliste est cet homme nouveau, celui qui est convaincu de la supériorité de la nation. Il n'hésite pas à s'engager, tant publiquement que dans le privé, dans un mouvement nationaliste, afin d'accomplir la mission nationale. Pour le deuxième point, le nationalisme dissout l'individu dans la société. Le nationalisme impose une pensée unique. Tous les membres de la nation embrassent cette pensée. Toute divergence ou modération est considérée comme de la trahison.

Les régimes de S. Milošević et A. Loukachenka sont des étrangetés dans le monde post-communiste. En effet, l'ensemble des autres Etats de la région se battent pour se défaire de l'emprise d'un pouvoir à tendance totalitaire, en perte de vitesse. La Serbie et la Biélorussie, au contraire, retombent dans ce type de système.

Ici, il n'est nullement question de comparer S. Milošević et A. Loukachenka à A. Hitler ou Staline. Il nous importe de montrer comment les deux Présidents des années 1990 combattent

la démocratie et mettent en place des systèmes s'inspirant du totalitarisme. Ils ne réussissent que partiellement car une opposition apparait dans les deux Etats.

Nous verrons d'abord comment les deux nations rejettent la communauté internationale et comment celle-ci le fait réciproquement. Nous transposerons la théorie économique des systèmes-monde d'I. Wallerstein au nationalisme (**Section I**). Ensuite, nous étudierons comment les deux Présidents construisent les deux premières démocraties illibérales, donnant l'illusion d'accepter un régime démocratique, en fondant un, finalement, aux antipodes (**Section II**).

Section I. Le rejet du système-monde postcommuniste

Le concept de « système-monde » est incarné par la figure emblématique d'I. Wallerstein. Il n'est pas le premier à l'évoquer. Déjà, lorsqu'il rédige son célèbre ouvrage *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, F. Braudel esquisse ce concept.

Selon I. Wallerstein, un système-monde correspond à « une zone spatiale/temporelle qui traverse nombre d'unités politiques et culturelles, et qui constitue une zone intégrée d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques »[608]. Ainsi, le terme « monde » ne renvoie pas à la globalité de la planète mais à une aire plus ou moins étendue dont les différentes composantes partagent des valeurs communes et consentent à vivre selon les mêmes règles. C'est pourquoi I. Wallerstein insiste sur l'importance du tiret entre les deux termes.

Cette idée de système-monde est assez récente. Elle se développe surtout à partir des années 1970 lorsque les paradigmes analytiques du monde sont remis en cause. Il devient alors évident que depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Etat n'est plus un cadre d'analyse réellement pertinent. Le contexte particulier de la Guerre froide oblige à penser le monde et les relations internationales dans une optique supranationale. L'Etat demeure un acteur majeur mais il doit être compris comme intégré dans un système plus global. I. Wallerstein écrit que le « système-monde dans lequel nous vivons actuellement [trouve ses] origines […] au long 16ème siècle en Europe et en Amérique. Le système-monde moderne est une économie-monde capitaliste »[609]. Il explique qu'avant ces systèmes-monde modernes, capitalistes, il a existé deux types de systèmes. Le premier est l'« empire-monde » qui est une « vaste structure bureaucratique dotée d'un centre politique unique et d'une division axiale du

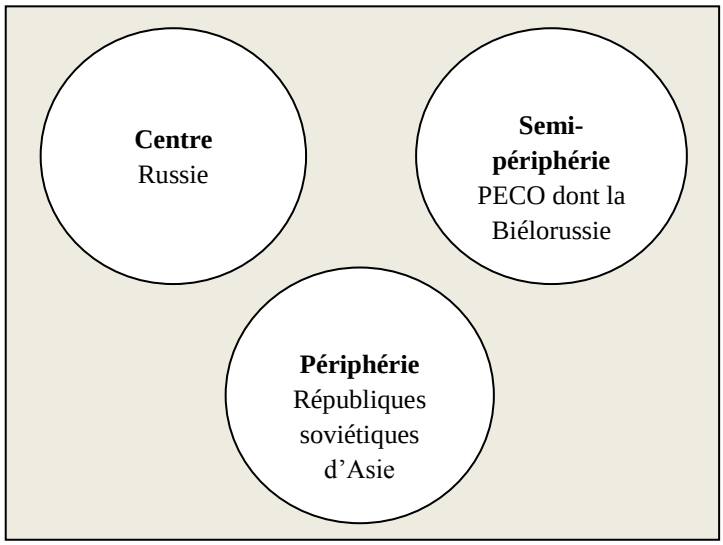
[608] WALLERSTEIN I., *op.cit.,* p. 34
[609] *Ibid.,* p. 160

travail mais englobant de nombreuses cultures »[610]. Il donne en exemples l'Empire romain ou celui des Han. Le deuxième est l' « économie-monde » qui désigne « non pas un système intégré de production, mais des relations commerciales entre les Etats »[611] . Le Triangle d'Or illustre ceci.

I. Wallerstein est, entre autres, un économiste. Il axe son concept des systèmes-monde autour des relations économiques et de la division du travail. Nous reprendrons ces théories à notre compte pour les transposer à l'étude du nationalisme. Le but de notre étude ne sera pas de déterminer qui détient le monopole des processus de production, mais qui est capable d'imposer son autorité sur l'ensemble des composantes du système-monde. Nous nous interrogerons également sur la manière dont ces différentes composantes acceptent cette autorité et l'articulent avec leurs particularismes nationaux.

Entre 1945 et 1990, cohabitent deux, puis trois systèmes-monde. Dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les systèmes-monde Occidental et soviétique s'opposent. Chacun défend un modèle économique original. Certains Etats refusent d'intégrer l'un ou l'autre des deux camps : les Non-alignés donnent naissance à un troisième système-monde qui ne parviendra jamais à concurrencer les deux autres.

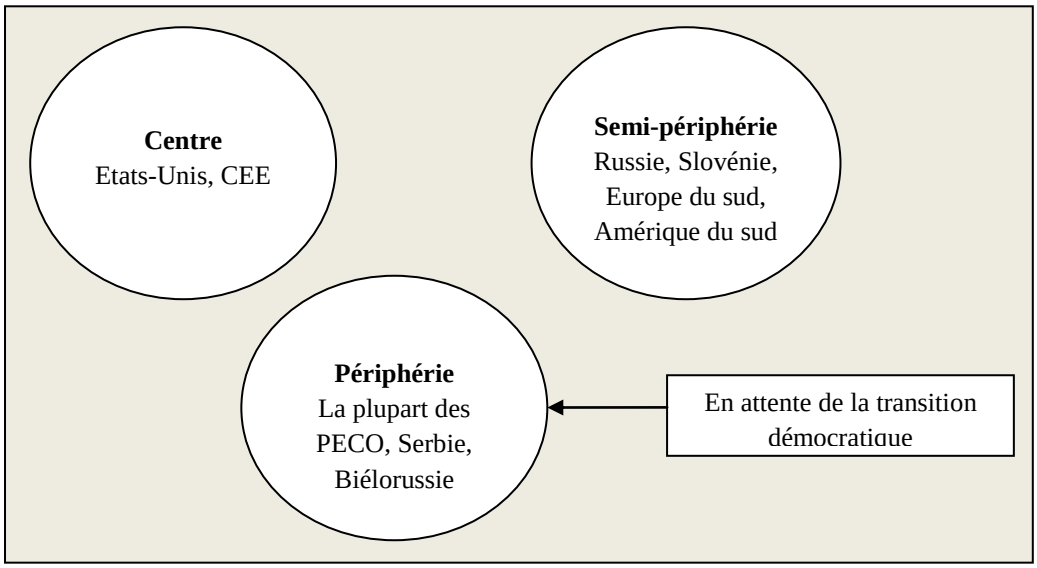
La Biélorussie appartient au système-monde soviétique. Elle en est l'une des actrices majeures. Pour reprendre la terminologie d'I. Wallerstein, elle en est une « semi-périphérie ». Le cas de la Serbie est un peu plus complexe. Elle appartient à deux systèmes-monde qui se superposent. D'abord, elle est membre de la RFSY, dans laquelle, elle occupe la place de « semi-périphérie ». Ensuite, elle est, par cette même RFSY, intégrée au système-monde des Non-alignés, dont elle est un centre.



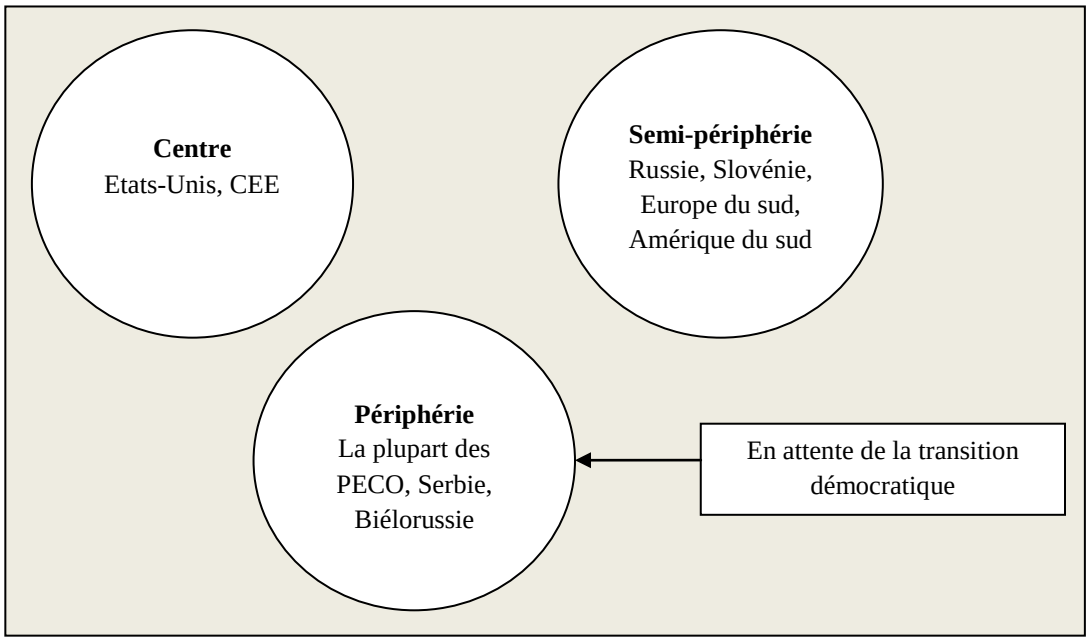
Système-monde soviétique

[610] *Ibid.*, p. 147-148
[611] *Ibid.*, p. 148

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, le monde connait d'importants bouleversements. Les systèmes-monde soviétique et des Non-alignés tombent et sont aspirés par le système-monde Occidental. La réalité est plus nuancée, dès que sont intégrées des données plus culturelles. Ce « choc des civilisations » pour reprendre la formule de S.-P. Huntington produit une reconfiguration du monde dans lequel certains s'élèvent pour contester la supériorité Occidentale, et particulièrement de Washington. Si pour beaucoup, la balance penche en faveur de l'intégration, quelques uns prennent la voie de l'isolement. Désormais, la valeur-étalon pour connaître sa place dans le système-monde est sa capacité à engager, puis à consolider une transition démocratique. La Serbie et la Biélorussie rencontrent des difficultés à s'adapter à des valeurs venues de l'étranger. Leur nationalisme est trop fort être contenu. Ces deux nations sont rapidement déclassées et reléguées au rang de « périphérie ».



Système-monde au début des années 1990



Système-monde au milieu des années 1990

Elles refusent cette place, plus ou moins ouvertement, et pour des raisons différentes la transition démocratique. Ainsi, elles s'excluent elles-mêmes du système-monde Occidental. Elles en rejettent les valeurs uniformes présentées comme universelles (I), et créent leur propre système-monde dont elles sont le centre (II).

I. Le rejet de l'universalisme postcommuniste

Dans sa théorie des systèmes-monde, I. Wallerstein oppose deux concepts pouvant conduire soit à la réalisation de ceux-ci soit à leur échec. Le premier est « l'universalisme » qui suppose que « certains comportements humains sont universels, c'est-à-dire, avérés en tous points et en tous lieux »[612]. Ainsi au sein de ce système-monde, les hommes sont naturellement régis par des droits et accomplissent des actes qui leur sont essentiels, qui découlent de leur nature même. L'universalisme a pour but de réunir l'ensemble des membres du système-monde. Cette union doit être volontaire et spontanée. Ce sont des valeurs fondamentales qui malgré les évolutions de l'histoire, des progrès… ne changent pas et servent à définir le système-monde.

A cet universalisme s'oppose le « particularisme » selon lequel « les universels n'existent pas, ou du moins, ils ne sont jamais opérants pour comprendre un phénomène spécifique »[613]. I.

[612] WALLERSTEIN I., *op.cit.,* p. 161
[613] *Ibid.*

Wallerstein poursuit en ajoutant que « le rôle du chercheur en sciences sociales est donc d'expliquer les ressorts de structures ou de phénomènes particuliers »[614].

Dans le contexte particulier de la transition démocratique, la lutte entre universalisme et particularismes joue à plein. Dans ce nouveau système-monde où le centre se compose de la CEE et des Etats-Unis, l'universalisme correspond aux idées démocratiques, républicaines, *droit-de-l'hommistes* ou de paix. Il tente de s'imposer face aux particularismes que représente le nationalisme. Ici, il s'agit du nationalisme dans sa version péjorative, celle du « nationalisme fermé » de M. Winock, celui qui veut la suprématie d'une nation sur les autres conduisant à la guerre et à la désolation.

La troisième vague de démocratisation, celle qui touche les PECO dès 1990 induit un nouveau système-monde avec un nouvel universalisme pour ces Etats indépendants : la démocratie Occidentale. Il remplace l'universalisme communiste en respectant l'équilibre fragile entre appartenance à une communauté internationale et reconnaissance du *volk*. Tous ces nouveaux Etats adoptent cet universalisme qui semble diffuser des valeurs qui sont les leurs, en tout cas plus que celles du communisme.

La Serbie et la Biélorussie résistent à cet universalisme démocratique de type Occidental, incompatible avec l'âme de leur peuple. Chacune à sa façon et selon son type de nationalisme lui fait barrage. Dans les Balkans, les nationalistes serbes rejettent le principe de cosmopolisme au profit de la nation ethnoculturelle (A). En Biélorussie, A. Loukachenka met en concurrence démocratie Occidentale et communisme, rappelant que ce dernier n'a jamais causé le malheur de la nation (B).

A. Serbie : le particularisme ethnoculturel contre l'universalisme cosmopolite

Le cosmopolisme est défini comme un « courant d'idées et sensibilités politiques cherchant à dépasser les divisions politiques internationales, notamment les frontières *stato*-nationales ; et à affirmer la possibilité d'une citoyenneté universelle, afin de promouvoir la paix et la solidarité à l'échelle du monde »[615]. Ce terme traduit le fait de se reconnaître à la fois dans son origine singulière et son appartenance à l'humanité universelle. Au 18ème siècle, sous l'influence notamment d'E. Kant, le cosmopolisme qualifie le dépassement de l'attachement national par la « citoyenneté du monde ». Ce concept tombe quelque peu dans l'oubli jusqu'à la fin de la Guerre Froide. Il s'inscrit dans la logique de la construction d'une nouvelle paix

[614] *Ibid.*
[615] NAY O., *op.cit.*, p. 103

mondiale passant par une société internationale homogène et solidaire. Le Droit international est l'un des garants de ce cosmopolisme.

Le nationalisme ethnoculturel serbe est un nationalisme très particulier dans le contexte de la transition démocratique en Europe de l'Est. Porté par un populisme identitaire Grand-serbe, violent et agressif, il rejette l'universalisme cosmopolite de la démocratie de type Occidental. Lui au contraire prône l'exclusivité nationale, politique et territoriale. Il ne s'oppose pas *ipso facto* à la démocratie de type Occidentale, il la rejette parce qu'elle ne peut pas s'adapter à sa vision de la nation serbe. Les deux se rejettent mutuellement. Les concessions que chacun devrait faire pour s'adapter à l'autre touchent trop à son essence pour être possible.

Ainsi l'une des conséquences de l'universalisme des systèmes-monde est de créer une sorte de culture commune. Elle est soit le syncrétisme de l'ensemble des cultures particulières des communautés soit l'imposition d'une des cultures, celle du centre. Dans le nouveau système-monde postcommuniste, la culture et le mode de vie des Etats-Unis s'imposent rapidement au reste du monde. Ils accompagnent la transition démocratique et l'économie de marché. La Serbie de S. Milošević refuse cet universalisme qui s'oppose à ses revendications Grand-serbes (1°). Le nouveau leader nationaliste a alors recours à un « populisme identitaire » affirmant le particularisme serbe (2°).

1. L'ethnoculturalisme serbe contre l'universalisme

L'un des traits saillants du nationalisme serbe est la défense de la culture serbe, de l'affirmation de sa supériorité sur les autres cultures environnantes.

Le nationalisme serbe est une version exagérée du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». La théorie du Président Wilson suppose qu'une nation ne peut être empêchée d'obtenir son indépendance ni se voir refuser le droit de constituer son propre Etat national sur les terres qu'elle revendique comme siennes. Telle est la logique de la Serbie de S. Milošević. Les tenants du Grand-serbisme entendent réunir tous les Serbes sur les territoires de la Serbie médiévale. La Croatie, le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine ne leur cédant pas les terres exigées, les Serbes entrent dans une phase de guerres de conquêtes.

L'universalisme : obstacle aux projets de conquête

Les Serbes amplifient la survalorisation de l'ethnoculturaliste quand ils entament une politique de nettoyage ethnique. Après s'être emparés par la force de ces terres, ils décident d'appliquer les recommandations du Colonel Draža à propos du Kosovo à l'ensemble de l'Etat fantasmé. Dans toutes les terres conquises, les populations non-Serbes sont expulsées

voire massacrées. Les Serbes mettent en place une politique de colonisation interne. Toutes les maisons libres sont cédées à des Serbes qui en deviennent *de facto* les propriétaires. Une telle politique a posé de nombreux problèmes à la fin de la guerre quand les premiers propriétaires ont voulu reprendre possession de leurs biens. Autre conséquence de ces expulsions massives, la formation de colonnes de réfugiés le long des routes. Ces derniers rejoignent leur République natale pour échapper à la mort. Le succès du mouvement nationaliste a un impact fondamental sur le statut de ces personnes, du point de vue du droit international. Lorsqu'il s'agit des Croates, des Bosniens ou des Slovènes… ce sont des réfugiés. Dans le cas des Albanais du nord du Kosovo qui fuient vers le sud, ce sont des personnes déplacées internes. Un tel statut est difficilement conciliable avec l'universalisme Occidental. En effet, ce dernier impose le respect des Droits de l'Homme à l'ensemble des résidents du territoire ainsi que l'obligation de protection de ceux-ci par l'Etat. Or, la plupart du temps, ces personnes fuient à cause de l'Etat lui-même.

Dans le cas de la Serbie, l'Etat nationaliste persécute les Albanais du Kosovo. La discrimination se fait dans l'accès aux postes au sein de l'administration ainsi que dans l'accès à l'école. Pour faire face à cette situation, et pour montrer leur intention de résister tant que possible aux pressions serbes, les Albanais créent un Etat parallèle. Dès 1991, un Parlement parallèle proclame la République de Kosova, uniquement reconnue par l'Albanie. Toutefois, ce nouvel Etat demeure fantoche. Les Serbes demeurent les maîtres du Kosovo. Quoi qu'il en soit se joue une bataille entre deux *ethnoculturalismes* forts qui cherchent à remplacer le cosmopolisme forcé de Tito. L'un comme l'autre s'oppose à toute forme d'universalisme qu'il soit titiste ou démocratique. Chacun souhaite vivre seul sur son territoire. Ni l'un ni l'autre ne souhaite intégrer la vague de démocratisation qui touche la région. Au contraire, ils s'entraînent mutuellement dans une guerre civile et violente.

L'annihilation du Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Finalement, les nationalistes serbes retournent les promesses du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes contre elles. Dans l'idéal wilsonien, ce droit doit conduire à la libération des nations et à la propagation de la démocratie de type Occidental. Ce droit est l'une des bases de la transition démocratique. Si l'ancien régime autoritaire le reconnaît, l'issue de la transition est la consolidation selon la typologie de P. Schmitter et G. O'Donnel. La Serbie sous S. Milošević revendique elle aussi ce droit. Elle possède tous les critères juridiques nécessaires à la reconnaissance d'un Etat souverain : un territoire, un peuple, un gouvernement. De plus, elle est habitée par un sentiment national porté par les masses. La différence avec les autres

nations voisines est l'impossibilité d'instaurer un régime démocratique. Ceci est dû à un nationalisme ethnoculturel débridé. Là où il est un projet historique ou mémoriel pour les autres nations, il est un projet politique chez les Serbes. Il est la traduction d'une volonté d'exclusion de l'Autre ou au mieux de sa soumission. C'est en cela que l'ethnoculturalisme serbe est incompatible avec la tendance universaliste au cosmopolisme : il met la nation serbe au dessus des autres. Il met en avant la supériorité d'une nation quand le cosmopolisme les met toutes au même niveau sous la coupe de valeurs. Le nationalisme serbe ne peut intégrer ce cosmopolisme de la démocratie de type Occidental car il suppose soit un nationalisme politique, ne soit pas une nation culturelle trop forte. Le sentiment national doit pouvoir s'estomper face à l'universalisme. La politique Grand-serbe de S. Milošević est construite sur une trop grande survalorisation de la nation pour se conformer à cet universalisme.

2. La naissance d'un populisme identitaire

Le nationalisme Grand-serbe de S. Milošević fonctionne non seulement sur les masses mais également sur les élites serbes car il agite des sentiments qui sont présentés comme centraux dans la culture politique. Il met au centre des préoccupations et des débats la question de l'identité des Serbes. Il s'agit, pour reprendre M. Hroch, de faire superposer l'autoreprésentation que les Serbes ont d'eux-mêmes avec leur Etat. En d'autres termes, les nationalistes rappellent aux Serbes, qu'ils sont une grande nation culturelle, qui ne peut pas supporter de vivre dans un Etat qui ne la reconnaît pas à sa juste valeur. Ce décalage causé par le titisme et sa négation de la *kulturnation* est devenu insupportable et les Serbes doivent revendiquer leur identité. Ils ne doivent plus avoir honte de ce qu'ils sont. Ils sont d'abord des Serbes et peut-être ensuite des titistes, des communistes, des démocrates ou tout autre idéologie qui peut se conformer à leur nationalisme.

P.-A. Taguieff nomme ce type de populisme : le « populisme identitaire ». Il le définit comme le discours où l' « appel au peuple se fixe sur la nation supposée menacée, la contestation du *système* et la dénonciation des élites sont mises au service du grand récit sur l'origine du mal : l'immigration »[616]. Tous ces éléments sont présents dans les discours de S. Milošević. La nation est menacée par le titisme et par tout un ensemble d'ennemis internes et externes. Ils cherchent à la minorer voire à la détruire. Au travers du Mémorandum, les nationalistes dénoncent le régime titiste et ses élites, parfois de nationalité serbe, qui depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'ont eu de cesse de vouloir soumettre la Serbie.

[616] TAGUIEFF P.-A., *op.cit.,* p. 56

La fin programmée de l'identité serbe par le titisme

Ces trois faits expliquent le malheur que subissent les Serbes. Ils sont condamnés à revivre sous la coupe du titisme ce qu'ils ont vécu sous la domination ottomane. Exemples à l'appui, les nationalistes montrent que les Serbes ne sont même plus chez eux au sein de leur propre République. Déjà, le gouvernant a remis en cause l'intégrité de leur République en l'affublant de deux Provinces autonomes. La République serbe est quasiment amputée de deux morceaux de son territoire. Apeurés par les nationalistes indépendantistes albanais, les Serbes du Kosovo prennent le chemin de l'exil. Les nationalistes dressent un tableau d'une Serbie dans laquelle les Serbes ne sont plus maîtres de leurs terres ni physiquement ni politiquement. Ils insufflent l'effroi et la terreur en proclamant que la Serbie décline de façon vertigineuse vers le statut de minorité nationale[617]. A ce propos, les auteurs du Mémorandum écrivent « En moins de cinquante ans, deux générations successives ont été exposées à l'extermination, à l'assimilation forcée, à la conversion, au génocide culturel, à l'endoctrinement idéologique, à l'avilissement et au reniement de leur propres traditions, sous le poids du complexe de culpabilité qui leur a été imposé »[618]. La population serbe n'a alors d'autre choix que de s'exiler pour sauver sa vie. Elle trouve refuge dans la République de Serbie d'une part, ou d'autre part à l'étranger. Selon la logique nationaliste serbe, l'origine de la forte diaspora est la peur de l'anéantissement en raison de son identité. Un tel argumentaire est particulièrement puissant dans les PECO où les traumatismes, suite aux politiques aryennes, ont été entretenus par les autorités communistes. De cette manière, les Serbes sont les Juifs de la RFSY. Comme les Juifs dans les années 1930-1940, les Serbes n'ont pas d'autre choix que de quitter leur foyer pour ne pas être exterminés. L'utilisation des termes « extermination, génocide, avilissement » renvoie directement à l'Holocauste.

Une nation condamnée à survivre

Le populisme identitaire vise alors à mobiliser les masses pour mettre fin à la situation : empêcher l'anéantissement de la culture serbe et limiter l'immigration. Les Serbes du Kosovo migrent vers Belgrade, les autres Serbes partent à l'étranger, principalement vers la CEE ou les Etats-Unis. Toutefois, ils se laissent berner par les motivations réelles de cette fuite. La Serbie ne fait pas partie des Républiques les plus riches de la RFSY, le cas du Kosovo est encore pire. Les Serbes fuient la misère et tentent leur chance pour le rêve Occidental qui semble promettre une vie plus heureuse.

[617] MOLJEVIC S., *in* GRMEK M., GJIDAR M., SIMAC N., *op.cit.*, p. 212
[618] HARTMANN F., *op.cit.*, p. 63

Qui que soit le responsable de ce retard économique de la Serbie au début des années 1990, c'est bien ce dernier qui est à l'origine de l'immigration massive des Serbes. Ils sont les victimes du système autogestionnaire de Tito. Ils ne sont pas des victimes ciblées mais involontaires. Leurs ressources économiques propres ne leur permettent pas d'absorber les défaillances de ce système, contrairement à la Croatie et à la Slovénie.

Enfin, dès le début du pouvoir de S. Milošević, les Serbes créent eux-mêmes de l'immigration. En effet, la politique d'expansion territoriale est adossée à une politique d'expulsion des non-Serbes. En retour, les autres Républiques expulsent les Serbes de chez elles. Des nationalistes comme D. Cošić affirment encore en 2018 que ces migrations internes n'ont pas eu lieu. Elles ont été pensées dans une logique d'échange de population. Finalement, les migrations internes ne sont dues qu'à la mauvaise volonté des non-Serbes et des autres Républiques qui n'ont pas tenu leurs promesses d'accueil.

La Biélorussie, pour sa part, démontre qu'un nationalisme politique peut lui aussi bloquer l'universalisme démocratique.

B. Biélorussie : le particularisme communiste contre l'universalisme démocratique

La grille de lecture d'A.-D. Smith nous a permis de qualifier A. Loukachenka de « néo-traditionaliste »[619]. Son programme est axé sur le retour à une orthodoxie politique, le communisme, et la contestation du régime symbole de modernité, la démocratie de type Occidental. Dans ses recherches, I. Wallerstein nomme un tel phénomène « conservatisme », qu'il définit comme « la défiance radicale à l'égard du changement de voie législative et la confiance dans la sagesse des sources d'autorité traditionnelles »[620]. Dans le cas particulier de la Biélorussie des années 1990, il ne s'agit pas d'un conservatisme au sens politique mais par la protection des valeurs fondamentales face aux valeurs progressistes. Le programme d'A. Loukachenka fait des valeurs démocratiques les ennemies de la Biélorussie, elles sont présentées comme des attaques à l'identité nationale, alors que le communisme est l'essence du *volk* (1°). En cela, il active un « populisme protestataire » selon la formule de P.-A. Taguieff, capable de séduire les masses et de suspendre la transition démocratique (2°).

[619] Voir Partie I- Titre II- Chapitre I. La naissance d'Etats-nation extraordinaires
[620] WALLERSTEIN I., *op.cit.*, p. 146

1. Le communisme : un autre universalisme

L'originalité de la campagne présidentielle de 1994 est de rejouer la Guerre froide, en opposant démocratie et communisme. A. Loukachenka renvoie dos à dos les deux modèles qui ont dominé le monde depuis 1945. Ce sont bien deux universalismes qui entrent en conflit. Chacun des modèles à vocation à s'étendre sur l'ensemble du globe dans le même but vertueux : le bonheur de l'Humanité. Chacun explique que le concurrent est responsable des malheurs de cette même Humanité. En effet, le projet, simplifié, du communisme est la victoire du prolétariat, signifiant le bonheur pour l'ensemble des masses laborieuses. La démocratie de type Occidental promet la même chose par l'avènement du capitalisme.

Si dans les années 1990, c'est la deuxième idéologie qui remporte l'adhésion la plus large dans le monde et en particulier dans les PECO, la Biélorussie d'A. Loukachenka lui préfère l'universalisme communiste. Elle a fait l'amer constat que la démocratie ne tient pas ses promesses entre 1991 et 1994. Le communisme, grâce à l'URSS, au contraire, a toujours été à la hauteur des attentes des Biélorussiens. Il l'a reconstruite et industrialisée après les désastres de la Deuxième Guerre mondiale. D'une certaine façon, le début de transition démocratique est une régression, les Biélorussiens semblent renouer avec la misère d'après 1945. L'expérience communiste semble la seule solution viable pour sortir de la crise.

La CEI : le phantasme d'une URSS minskoise

A. Loukachenka est l'un des plus ardents promoteurs de la CEI, chimère d'une URSS ressuscitée. Par elle, subsiste l'idée d'Union et la transition démocratique est mise en échec. La CEI est l'incarnation de la persistance de l'universalisme communiste, la résistance à la démocratie de type Occidental.

Dès décembre 1991, année de sa déclaration unilatérale d'indépendance, la Biélorussie intègre la CEI. Dans ce cadre, elle ratifie, dès 1993 le Traité de sécurité collective[621], version locale de l'OTAN et, en 2000, elle fait de même avec le programme EURASEC, programme de coopération semblable à l'UE. En apparence, la CEI possède tous les atours de l'URSS, certes, les Etats conservent leur indépendance nationale mais ils sont étroitement liés les uns aux autres. L'union est avant tout économique mais, bâtie par d'anciens dirigeants du Parti communiste de chaque République, l'union idéologique n'est pas loin. De plus, elle ne comprend que des Etats qui n'ont pas ou peu manifesté l'envie de mettre fin à l'URSS.

[621] Depuis 2013, la Serbie est un membre observateur de ce Traité, preuve des liens forts entre cette dernière et les Slaves du Nord. La Serbie est le seul Etat balkanique à participer à ce traité.

Pour A. Loukachenka, la CEI est d'autant plus intéressante qu'il y voit l'opportunité de faire de Minsk son centre de gravité politique. Outre la possibilité de donner un second souffle à l'Union, de prouver la vivacité du zapadno-russisme, il s'imagine déjà comme le nouveau chef de cette communauté. Il serait alors le nouveau Lénine ou le nouveau Staline, celui qui continue la lutte contre l'universalisme Occidental.

L'échec de la conquête de Moscou : le symbole de la fin de l'URSS

Au début de sa carrière politique, le plan d'A. Loukachenka commence à prendre vie. En effet, suite à son élection à la tête de la Biélorussie, il brigue le Kremlin. Après la signature d'un accord douanier entre la Biélorussie et la Russie en janvier 1995, A. Loukachenka entreprend d'accélérer la création d'un Etat uni. Mais, dans les faits, cet accord ne dépasse pas le stade de la théorie. Signé dans un état d'urgence, il n'a jamais été mis en œuvre. Néanmoins, en 1995, A. Loukachenka, fort de cette signature symbolique, revoit ses ambitions politiques à la hausse. La lutte contre la démocratie de type Occidentale est en marche, la Russie n'a pas totalement tourné le dos à son passé. Mais cette fois, c'est Minsk qui tient les rênes de l'Union. A cette époque, les Russes sont d'abord charmés par cet homme. Les masses et certains intellectuels sont séduits. A. Loukachenka entretient l'ambiguïté quant à la question de l'avenir de la Biélorussie. Quoi qu'il en soit, il obtient le même succès auprès de certains Russes qu'auprès des Biélorussiens lors de la campagne de 1994. Il établit un plan de conquête de Moscou dans lequel il rappelle que le Président du futur Etat uni n'a pas nécessairement à être russe. Conformément au nationalisme politique, la nationalité du candidat n'a que peu d'importance, ce qui compte c'est son programme et surtout l'idéologie qu'il porte. Les Russes sont troublés par la vague de démocratisation qui touche la région. La perspective d'une nouvelle union entre des Etats postsoviétiques rassure. Toutefois, si B. Eltsine accepte l'idée d'une union plus étroite avec la Biélorussie, il n'entend pas laisser A. Loukachenka s'installer au Kremlin. Le 2 avril 1996 est inaugurée une Communauté de Biélorussie et de Russie mais sans une intégration entre les deux Etats. Ils conservent tous les deux leur souveraineté et leur indépendance. B. Eltsine est contraint de désavouer A. Loukachenka face à la pression de l'opposition souverainiste biélorussienne. Il explique qu' « il n'est pas question de créer un Etat uni avec la Biélorussie. Quelqu'un a confondu quelque chose »[622]. Le futur Président russe continue sa campagne vers Moscou barrant définitivement la route à A. Loukachenka, sans Etat uni, il ne peut pas légalement se

[622] *Ibid.*, p. 304

porter candidat. Le zapadno-russisme s'avère un échec, les recettes de la campagne de 1994 ne sont pas suffisantes pour tenter de prendre d'assaut la Russie. Vexé d'avoir été dupé et voulant conserver sa stature en Biélorussie, A. Loukachenka déclare après le premier tour des élections russes « Eltsine a eu de la chance d'avoir eu Ziouganov en face de lui. Si c'était Loukachenko, le bilan aurait été différent : 75% pour Loukachenka, 25% pour Eltsine »[623].

Quoi qu'il en soit, l'universalisme communiste de la Biélorussie ne dépasse pas les frontières nationales. Désormais, il lutte non seulement contre l'universalisme démocratique Occidental, mais aussi contre le nouvel universalisme russe mêlant nostalgie soviétique et démocratie Occidentale. Les Russes, et les autres Etats membres de la CEI, démontrent à A. Loukachenka, qu'ils ne souhaitent pas être dirigés par un « néo-traditionnaliste » mais par un « assimilationniste »[624]. Le nationalisme politique d'A. Loukachenka fonctionne néanmoins en 1994, sur les Biélorussiens. Ce succès est en partie dû au fait qu'il s'appuie sur un « populisme protestataire ».

2. Un nationalisme porté par un populisme protestataire

Le populisme protestataire est, avec le populisme identitaire, la deuxième forme de populisme détectée par P.-A. Taguieff. Il le définit comme une « mobilisation dont les motivations sont avant tout l'insatisfaction et le mécontentement, exprimant l'écart perçu par les acteurs sociaux entre leur champ d'expérience et leur horizon d'attente »[625]. Le populisme protestataire de P.-A. Taguieff s'inspire directement de M. Hroch et de la naissance du sentiment national en raison du décalage entre la *perception entre la nation objective* et les *représentations subjectives* de celle-ci.

Dans le cas de la Biélorussie de la première moitié des années 1990, la mobilisation se fait contre la démocratie de type Occidental qui n'a pas tenu ses promesses. Elle aurait dû sortir la Biélorussie d'une misère que le peuple ne ressent pas. Dans les faits, elle le plonge dans cette misère. Les révélations sur l'illusion de la réussite du système économique ou sur la gestion par Moscou de la catastrophe de Tchernobyl ou bien encore sur les horreurs commises par l'Armée rouge dans les années 1930 ne changent pas l'opinion négative des Biélorussiens envers la transition démocratique. Elle ne confesse pas les faiblesses du système soviétique mais celle du système capitaliste. Ici, il n'y a aucune mention identitaire, comme le veut le

[623] *Ibid.*, p. 304
[624] Dans la typologie d'A.-D. Smith l'*assimilationniste* est celui qui abandonne les rites et valeurs traditionnels au profit de l'Etat-scientifique en raison des avantages qu'il procure.
[625] TAGUIEFF P.-A., *op.cit.*, p. 41

nationalisme politique, mais réellement la lutte entre deux modèles idéologiques, entre deux visions du monde.

Sur le plan interne, l'opposition entre A. Loukachenka et le BNF est également une lutte sur le type de populisme, en plus de la lutte sur le type de nationalisme. La défiance envers la démocratie de type Occidental donne naissance à un nationalisme politique par un repli vers le passé communiste. Ce dernier est récupéré par A. Loukachenka pour modeler un discours protestataire reprenant les déceptions du peuple.

Le populisme protestataire d'A. Loukachenka séduit les Biélorussiens car contrairement au BNF, il comprend que ce décalage ne tourne pas autour de l'identité ethnique de la Biélorussie mais de l'idéologie qui gouverne la nation. Le BNF ne parvient pas à formuler un véritable populisme pour revendiquer l'idée d'une origine alternative à la Biélorussie. Les Biélorussiens n'ont cure de savoir alors s'ils possèdent un autre héritage que le passé russe. La recherche de leurs racines ne correspond pas à l'origine de leurs contestations. Ces dernières sont tournées vers un Etat et des institutions qui ne calquent pas à ce qu'ils attendent d'eux. Le décalage est d'ordre politique, pas d'ordre ethnique.

Si la Biélorussie d'A. Loukachenka rejette en bloc le modèle Occidental, la Serbie n'en refuse qu'un aspect qui par la suite, la sort du chemin de la transition démocratique. Les deux cas conduisent au même résultat : l'exclusion du système-monde capitaliste, mais par des voies différentes, fonction du type de nationalisme.

Le nationalisme politique biélorussien, en jouant lors de la campagne présidentielle de 1994, un *remake* de la Guerre froide, ne peut intégrer aucune valeur fondamentale du système-monde capitaliste. Leurs appréhensions du monde sont bien trop divergentes pour se concilier.

Le nationalisme ethnoculturel serbe s'exclut involontairement, au départ, du système-monde capitaliste. En effet, les autres Etats de la région se fondent sur le même type de nationalisme. Ce sont bien ses caractères violent et fermé que lui confèrent par la suite les nationalistes au pouvoir qui entravent la transition démocratique.

Toutefois, avant d'être exclues, ces deux nations tentent de se trouver une place dans le système-monde capitaliste. Reléguées au rang de périphérie par leur incapacité à consolider la transition démocratique, elles préfèrent l'impasse de l'exclusion.

II. La déconstruction des systèmes-monde communistes : se trouver une nouvelle place

Dans la théorie des systèmes-monde, I. Wallerstein explique les relations entre les diverses composantes selon la dynamique « centre-périphérie ». Il écrit que c'est « un couple relationnel dont l'usage s'est répandu dans les années 1950, lorsqu'il fut utilisé par R. Presbisch et la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL) des Nations unies pour décrire la division axiale du travail dans l'économie-monde. Il fait référence à des procès de productions, mais est utilisé souvent pour désigner les pays où ces procès de production sont dominants »[626]. Un centre se définit comme « l'ensemble des procès de production qui sont contrôlés par des quasi-monopoles »[627]. Au contraire, la périphérie correspond à l'ensemble des procès de production « vraiment concurrentiels [ils] se trouvent dans une situation de faiblesse face aux produits de quasi-monopoles »[628]. Entre ces deux extrêmes, il ajoute l'intermédiaire de la « semi-périphérie » pour qualifier les « Etats où il existe un équilibre relatif entre les produits centraux et les produits périphériques »[629]. De la sorte, il peut ordonnancer de façon idéaltypique tous les éléments de ces systèmes-monde.

Créer sur un fondement économique, cette théorie des systèmes-monde peut être transposée au domaine d'analyse du nationalisme. Par l'universalisme, il est possible de déterminer la place d'une nation dans un système-monde selon son niveau d'intégration des valeurs centrales. Le centre est alors la nation qui domine culturellement, qui diffuse sa culture aux autres pour la transformer en universalisme. Elle domine la périphérie, qui englobe les éléments qui souhaitent appartenir au système-monde mais n'ont pas encore réussi à amorcer l'intégration de l'universalisme. Leur culture nationale s'exprimant par un mouvement nationaliste conservateur, est trop forte pour permettre l'intégration de l'universalisme.

A partir de la fin des années 1980, la chute annoncée des régimes communistes suppose une reconstruction des systèmes-monde. Le statut des nations change. Celles qui n'ont pas encore engagé leur transition démocratique, rejoignent la sphère de la périphérie. Les autres migrent vers la semi-périphérie. Elles pourront obtenir le statut de centre après la consolidation de leur transition. Dans cette reconstruction, la capacité d'adaptation est un enjeu primordial pour ne pas stationner au rang de périphérie et espérer compter dans le concert international. La

[626] WALLERSTEIN I., *op.cit.*, p. 145
[627] *Ibid.*, p. 50
[628] *Ibid.*, p. 51
[629] *Ibid.*

Serbie et la Biélorussie sont des périphéries. Leur nationalisme, volontairement ou pas, les empêche d'engager pleinement le processus de démocratisation.

En reprenant la théorie de M. Hroch sur la naissance des mouvements nationalistes, il est possible d'affirmer qu'un sentiment national apparaît quand la nation périphérique ne se reconnaît pas dans le nouvel universalisme ou quand elle estime ne pas occuper le rang qui devrait être le sien. Ainsi, la Serbie évalue son statut de périphérie bien en-dessous de sa valeur réelle. Sa perception de la réalité ne correspond pas à son autoreprésentation. De son côté, la Biélorussie se voit mise en situation d'infériorité dans ce nouveau système-monde. Elle qui s'imaginait codiriger l'ancien, est contrainte de subir celui-ci.

L'arrivée au pouvoir de S. Milošević et d'A. Loukachenka se traduit pas un refus de l'universalisme et donc par un statut de périphérie. Leur nationalisme et leur populisme créent l'envie d'un autre système-monde. Dans les faits, les deux nations sont finalement exclues du système-monde post-communiste. Toutefois, les deux Présidents entretiennent l'illusion de vivre dans un système-monde dont ils sont les centres.

Dès la fin des années 1980, les nationalistes serbes repartent en quête du statut de centre par le projet Grand-serbe (A). Le refus ostentatoire de la démocratie de type Occidental par A. Loukachenka contraint la Biélorussie à passer du statut de semi-périphérie à l'exclusion (B).

A. Serbie : la quête du statut de *centre*

Comprendre la place de la Serbie dans un système-monde est assez complexe. Il faut toujours l'envisager, non seulement comme une nation à part entière, mais également comme un membre d'un espace yougoslave, quelque soit sa forme, plus vaste. Le chercheur est amené à mettre en abîme toutes les relations systémiques de la Serbie pour déterminer sa place.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, le nationalisme Grand-serbe a muté. Il n'est plus la constatation d'une zone culturelle commune, mais un programme politique de revendications de pouvoir et de territoires. Les horreurs des guerres successives lui donnent désormais une coloration violente quasiment naturelle et admise. Peu importe les moyens tant que la fin est réalisée. Dans cette nouvelle conception, la Serbie est appréhendée comme le centre incontestable et incontesté de la Yougoslavie, en raison de sa supériorité politique, historique et culturelle.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Histoire de la Serbie se découpe en deux périodes. La première s'étend de 1945 à 1986, où elle est l'une des Républiques de la RFSY. Puis, la deuxième de 1986 à 2000, où elle affirme son nationalisme sous la direction de S. Milošević.

De 1945 à 1986, la Serbie est une semi-périphérie de la RFSY et un centre du système-monde des Non-alignés. Si sa place au sein de ce dernier ne l'importe que peu, celle au cœur de la première est primordiale. Le Mémorandum de l'Académie des sciences est un révélateur des ressentiments de la Serbie. Le nationalisme Grand-serbe naît de ce décalage entre le statut réel de la Serbie, l'appréhension de celui-ci et celui que la Serbie estime avoir. Le nationalisme est alors l'expression de l'impossibilité de faire se superposer réalité, ressenti et imaginaire. Le Mémorandum compile tous les griefs serbes à l'encontre de ce statut de semi-périphérie, vécu comme une qualification de périphérie. (1°).

La publication du Mémorandum, en 1986, marque un tournant majeur dans la vie politique serbe et par extension yougoslave. Les Serbes osent affirmer ouvertement leur nationalisme. Le projet des nationalistes n'est pas nécessairement de mettre un terme à l'Etat yougoslave. Ils cherchent, au contraire, à le maintenir, le remodeler en le débarrassant du titisme et en en donnant la direction aux Serbes. Les nationalistes Grand-serbe entendent faire enfin se superposer réalité, ressenti et imaginaire. Ils ont alors recours à tous les moyens pour y arriver (2°).

1. <u>1945-1986 : la frustration du sentiment périphérique</u>

Durant la Guerre froide, la Serbie appartient à deux système-mondes qui conditionnent son sentiment d'infériorité vis-à-vis des autres Républiques yougoslaves.

Un centre du système-monde des Non-alignés

D'abord dans un contexte mondial, en tant que membre de la RFSY, elle évolue dans le système-monde des Non-alignés. Tito est l'un des membres fondateurs de ce mouvement, il en est le premier Secrétaire général de 1961 à 1964. Son premier sommet se tient d'ailleurs à Belgrade en septembre 1961. La RFSY est un des membres du centre de ce système-monde. La Yougoslavie, sous n'importe quelle forme, est le seul Etat à accueillir deux fois un Sommet du mouvement et à obtenir deux fois également le rôle de Secrétaire général. Elle est donc incontournable dans l'organisation du mouvement. Il est vrai que cette dynamique de « ni-ni » est l'une des idées majeures de Tito. Depuis sa rupture avec Staline en 1948, il insiste sur la possibilité d'une troisième voie possible entre les deux Blocs. Son système économique lui-même est un mélange des deux modèles dominants. C'est donc bien un principe yougoslave.

Une semi-périphérie du système-monde titiste

Dans un même temps, la Serbie est intégrée au système-monde yougoslave. En effet, la RFSY est un système-monde à part entière. D'un point de vue économique, l'autogestion conduit à la construction d'une « zone spatiale/temporelle qui traverse nombres d'unités politiques et culturelles, et qui constitue une zone intégrée d'activités et d'institutions régies par certaines règles systémiques »[630]. Une fédération de Républiques dirigée par un centre politique unique répond bien à cette définition. Les Républiques possèdent leur propre identité nationale, selon la Constitution, tout en étant intégrées dans le système titiste qui maintient une unité entre elles. Les Républiques sont réparties entre centre, semi-périphéries et périphéries. La Slovénie et la Croatie sont des centres. Ce sont elles qui possèdent les économies les plus performantes. Elles sont les seules à parvenir à se sortir sans trop de dommage de l'autogestion. La Macédoine, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont pour leur part des périphéries. Leurs économies sont archaïques et dépendent totalement de l'aide de l'Etat fédéral et des autres Républiques. La qualification de la Serbie est plus difficile à affirmer. Elle est le centre politique de la RFSY, Belgrade est la capitale de l'Etat, mais son économie est toujours moins efficace que celles de la Slovénie et de la Croatie. En raison de cet entre-deux, nous la qualifions de semi-périphérie. Elle possède la force politique et historique mais pas la force économique. De plus, son nationalisme latent la rend suspecte aux yeux des titistes. Ils n'oublient pas la Résistance concurrente des Tchetniks du Colonel Draža durant la Deuxième Guerre mondiale. Les Serbes ne paraissent pas être des titistes convaincus, ils militaient alors pour le rétablissement de la royauté yougoslave d'avant Guerre. Ainsi, d'un point de vue culturel, la Serbie n'est pas nécessairement un agent de diffusion du titisme.

Le décalage entre semi-périphérie titiste et centre serbe

De leur coté, les nationalistes serbes considèrent la Serbie comme une périphérie. Les auteurs du Mémorandum accusent le gouvernement de maintenir à dessein la Serbie dans une situation de soumission, d'infériorité. Selon eux, la Serbie est « culpabilisée » pour son passé. Dans le cas particulier du système-monde yougoslave, le sentiment national ne naît pas du décalage entre réalité et imaginaire mais entre deux imaginaires. Ici tout est question de ressenti, la Raison n'a que peu de place. Les nationalistes ne veulent pas voir que la Serbie est en situation de semi-périphérie et non de périphérie. Certes, son économie n'est pas aussi florissante que celle de la Croatie ou de la Slovénie mais ces deux dernières n'en sont pas

[630] WALLERSTEIN I., *op.cit.,* p. 34

réellement les instigatrices. Face à elles, la Serbie pâtit de deux handicaps. Le premier est sa faiblesse économique naturelle. En effet, la Croatie et la Slovénie jouissent de leur proximité avec la CEE. De plus, la Slovénie et la Croatie sont d'anciennes possessions austro-hongroises ce qui leur a permis de réaliser dès le 19ème siècle une Révolution industrielle. Leur secteur secondaire n'est alors pas aussi archaïque que celui de la Serbie qui, elle, vivait sous la domination ottomane et n'a connu que très peu de périodes de paix depuis son indépendance. Le deuxième handicap est sa Province kosovare. Le Kosovo est la région la plus pauvre de la RFSY. La Serbie doit alors subvenir à ses besoins, ne voulant pas le laisser lui échapper.

Mais les nationalistes serbes, promoteurs de la Grande-Serbie, ne peuvent accepter d'autre statut que celui de centre. Le problème est que la popularité du titisme s'oppose à la réalisation de ce phantasme. Le titisme interdit la supériorité d'une culture nationale sur une autre. Les cultures nationales sont assujetties à la culture fédérale. Ainsi, contrairement aux propos des Académiciens dans le Mémorandum, la Serbie n'est pas mise en minorité par les Croates et les Slovènes, apeurés par la supériorité de sa culture nationale, mais par les titistes, y compris des Serbes. C'est parce que les nationalistes n'acceptent pas l'universalisme titiste qu'ils se considèrent comme appartenant à la périphérie. Les titistes serbes, eux, savent que la Serbie titiste peut appartenir au centre. Tout est question de point de vue et d'acception de l'idéologie dominante.

La publication du Mémorandum de l'Académie des Sciences en 1986 est le déclencheur du mouvement. Non seulement il accuse les titistes, les Croates et les Slovènes d'avoir sciemment minoré la Serbie, mais aussi il reproche à ces deux derniers leur volonté de quitter la RFSY. Les nationalistes tentent de réifier cette Yougoslavie *serbisée* en séduisant les Serbes au moyen d'une certaine jalousie envers la Croatie et la Slovénie. En effet, elles sont présentées comme deux des bourreaux de la Serbie et comme deux nations lâches qui refusent d'aider les autres Républiques au bord de la ruine. De plus, cette jalousie est renforcée par le fait que la Croatie et la Slovénie sont déjà aptes à intégrer le système-monde Occidental.

2. 1987 : le début d'une Yougoslavie *serbo*-centrée

La prise de pouvoir de S. Milošević est une aubaine pour les nationalistes. Un homme de l'intérieur des arcanes titistes se fait le porte-parole de leur idéologie Grand-serbe. Par des manœuvres politiciennes, il parvient à faire rapidement tomber les titistes serbes et à imposer ses hommes de paille, totalement acquis à sa cause au plus hauts postes de la Serbie, du

Kosovo, de la Voïvodine et du Monténégro. Il possède suffisamment de poids politique pour créer un nouveau système-monde.

La délimitation géographique de celui-ci s'avère très compliquée. Si la Slovénie se retire de la RFSY mourante, les sécessions croates et bosniennes ne font pas sans difficultés. La Serbie, devenue centre politique et militaire, n'entend pas abandonner les Serbes expatriés. Désormais, il est clair que le projet Grand-serbe est une libre interprétation de V.S. Karadžić. Il dresse une liste des lieux où vivent les Serbes pour déterminer une Grande-Serbie culturelle sans aucune attache étatique, les nationalistes des années 1990 reprennent cette liste et en font leurs objectifs de conquête.

Pour être pleinement le centre de la Yougoslavie, la Serbie doit désormais imposer son universalisme.

Imposer un universalisme serbe par la terreur

L'une des premières mesures prises par S. Milošević est de changer le nom de la Fédération. En avril 1992, une nouvelle Constitution est adoptée, elle donne vie à un nouvel Etat : la République fédérale de Yougoslavie (RFY). Elle unit formellement le destin du Monténégro à celui de la Serbie. Au-delà de l'officialisation de cette union de faits, l'abandon du terme « socialiste » est fondamental. S. Milošević met définitivement fin à l'universalisme titiste. La nouvelle fédération tourne le dos à son passé idéologique. Elle abrite dès lors dans un même Etat tous les Serbes et les Monténégrins, unis dans le projet commun de faire vivre la Grande-Serbie. Les nationalistes ont réussi leur pari, la *serbité* est devenue le nouvel universalisme de ce nouveau système-monde. La notion de « socialisme » condamnait la Serbie à la périphérie, à la soumission, elle est maintenant le centre, le dominant.

Toutefois, des voix s'élèvent au sein de l'Etat contre cet universalisme, notamment les Albanais et les Bosniaques. Les nationalistes, et particulièrement S. Milošević, refusent toute contestation. Leur définition de la démocratie, sans partis, suppose l'impossibilité de voix dissonantes. Pour les faire taire, le gouvernement recourt à la terreur et à la guerre. Le nettoyage ethnique est un moyen d'imposer sans aucun conteste l'universalisme Grand-serbe.

L'usage de la terreur pour empêcher la contestation et contraindre à une pensée unique a été développé par H. Arendt dans son étude du totalitarisme. Dans le chapitre *Idéologie et terreur*, elle écrit que « la terreur comme réalisation d'une loi du mouvement, dont la fin ultime n'est ni le bien-être des hommes, ni l'intérêt d'un seul homme mais la fabrication du genre humain, élimine l'individu au profit de l'espèce, sacrifie les *parties* au profit du

tout »[631]. C'est bien ce que tentent de réaliser les nationalistes serbes. En mettant en œuvre un Grand-serbisme ethnique, ils fabriquent un nouveau genre de Serbes, le Serbe idéal : Slave du Sud d'ascendance serbe, Orthodoxe, conscient de la supériorité de la culture nationale et surtout voulant s'engager dans l'accomplissement de la Grande-Serbie. Tous les autres éléments résidant sur le territoire revendiqué comme national, sont des intrus qui doivent disparaître de gré ou de force. Une solution pour eux serait d'intégrer les traits idéaltypiques du Serbe. Mais, il est impossible dans une nation culturelle d'adopter l'ensemble des marqueurs nationaux. Les liens du sang y font obstacles. Les Non-Serbes ne peuvent alors que fuir ou se terrer en attendant des jours meilleurs. La terreur instaurée par le gouvernement, par l'intermédiaire des guérillas populaires limite les actes de Résistance.

Un nouveau système-monde basé sur l'ethnicité

S. Milošević construit un nouveau système-monde en RFY, dans lequel les rapports de force et les statuts sont bouleversés. De même, les relations ne sont pas établies en fonction de la place économique ou politique mais selon la nationalité. Nationalisme ethnique exacerbé, le Grand-serbisme hiérarchise les nationalités. C'est alors la dichotomie entre dominants et dominés, entre nation majoritaire et minorités ethniques qui prévaut dans l'ordonnancement des rôles au sein du système-monde. En abolissant le titisme, les nationalistes serbes suppriment également l'idée d'égalité entre les nationalités ainsi que leur mise au second plan au profit d'un idéal plus grand, de l'universalisme Grand-serbe.

Les Serbes se déclarent les nouveaux maîtres de la RFY. Ils sont donc par essence le nouveau centre. De ce fait, ils s'approprient tous les leviers du pouvoir : politique, juridique, militaire, économique… ce sont eux qui déterminent les statuts des autres nations de l'Etat.

Les Monténégrins. Depuis, les Guerres balkaniques de 1912-1913, le Monténégro est un allié fidèle de la Serbie. Ils ont mené toutes les guerres du 20ème siècle côte à côté. De plus, les Serbes représentent la plus forte minorité nationale de cette République. Naturellement, les Monténégrins, par leur participation dans le projet Grand-serbe, dès les meetings-vérité entre 1987 et 1989, sont admis dans le centre. La fusion entre la Serbie et le Monténégro est telle, qu'après la chute de S. Milošević, la RFY devient la Serbie-Monténégro. Le statut de centre et donc de dirigeants de la RFY, est admis non seulement au plan local mais également au plan

[631] ARENDT H., op.cit. p. 820

international, les nationalistes monténégrins sont jugés devant le TPIY pour les crimes commis sous les ordres de S. Milošević.

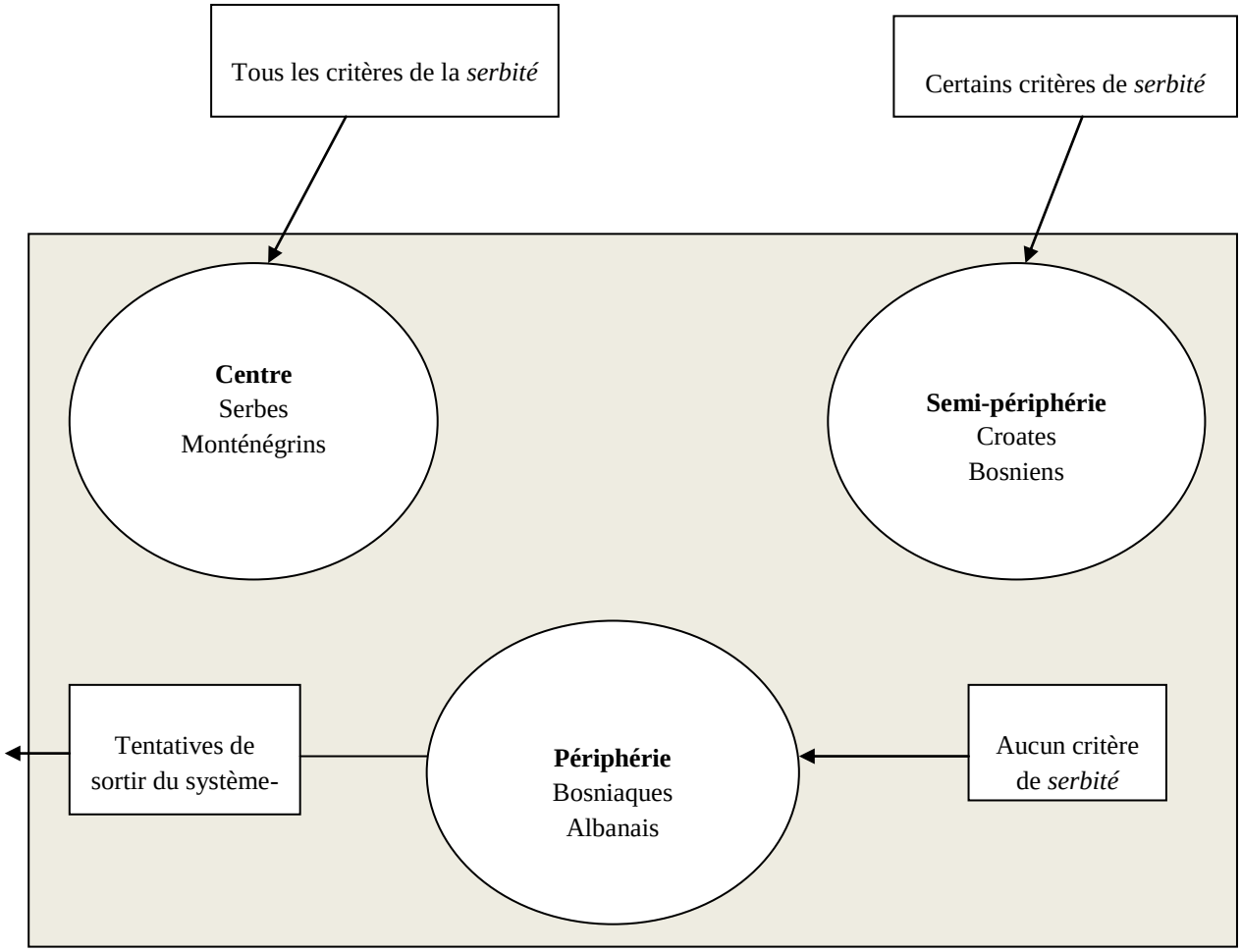
Les Albanais et les Bosniaques. Le statut des Albanais et des Bosniaques est lui aussi rapidement réglé. Leur obédience réelle ou supposée à la religion musulmane en fait des communautés au-delà de la seconde zone. Ils se voient privés de leurs droits et leurs libertés. Leur existence sur le territoire revendiqué serbe est vécue comme un obstacle au projet Grand-serbe. Ces deux nationalités, par leur lien pseudo-historique avec les Ottomans sont intégrées à la périphérie. Elles ont même vocation à totalement disparaître de la RFY à court terme. Toutefois, comme dans la version originale des systèmes-monde, la périphérie essaie de résister à l'oppression quasi-monopolistique du centre. Ce phénomène est principalement présent au Kosovo. Dans cette Province, les Albanais sont rapidement exclus de la vie publique. Ils n'ont plus accès aux postes dans l'administration, ni à l'école pour les enfants… Dès l'été 1990, les députés albanais proclament la constitution de la République de Kosovaë, avec ses propres institutions et son propre gouvernement, concurrençant ceux de la Serbie. Toutefois, cette République reste durant toute la période Milošević une République fantoche, un *shadow cabinet* sans aucun pouvoir. Comme dans l'analyse d'I. Wallerstein, les produits de la périphérie ne sont pas capables d'entrer en concurrence avec ceux du centre.

Les Croates et les Bosniens. Reste la question des Croates et des Bosniens[632]. Ils sont des Slaves du Sud et des chrétiens. Ils sont, certes des obstacles à la réalisation de la Grande-Serbie mais possèdent des traits communs avec les Serbes. De plus, certains d'entre eux sont d'origine serbe, les *aléas historiques,* selon la formule de M. Hroch les ont parfois contraints à changer de nationalité. V.S. Karadžić explique que les Croates et les Musulmans sont des Serbes qui se sont convertis à d'autre religion suite aux différentes invasions de la région[633]. Les nationalistes des années 1990 veulent bien l'admettre pour les premiers mais pas pour les deuxièmes. La haine séculaire envers les Ottomans est bien trop forte[634].

Cette proximité nationale et ethnique entre les Serbes, les Croates et les Bosniens offrent à ces deux derniers le statut de semi-périphérie. Ils sont des minorités nationales sans être des communautés de seconde zone. L'objectif n'est pas nécessairement de les éliminer physiquement. Ils peuvent choisir de partir rejoindre leur Etat-national. Ceux qui restent

[632] Résidents de la Bosnie-Herzégovine non musulmans.
[633] KARADZIC V.S., *in* GRMEK M., GJIDAR M., SIMAC N., *op.cit.,* p. 64
[634] Voir Partie I- Titre I. Chapitre II. Une appropriation de la mémoire nationale

doivent alors accepter de vivre selon les règles édictées par Belgrade. Ils accèdent à ce statut intermédiaire parce que leur nationalisme est suffisamment fort pour tenir tête au nationalisme serbe. C'est particulièrement le cas des Croates. Conscients qu'ils ne pourront pas les faire totalement plier, les Serbes passent des accords avec les nationalistes croates. Toutefois, si ces accords ont pour objectif de limiter les conflits, ils ne parviennent pas à les éviter. Cet Etat, qui déclare son indépendance en 1992, devient le laboratoire de la recomposition des systèmes-monde post-titistes d'essence ethnique.



Système-monde de la RFY

La Serbie est régie par un ensemble d'images représentant ce qu'elle est, et ce que sont les autres. Elle se considère comme le guide des Slaves du Sud, comme la nation la plus puissante de la région. Naturellement, les autres nations lui sont inférieures, elles sont hiérarchisées en fonction de leur degré de *serbité*. Plus une nation possède de liens avec la Serbie plus elle est haut dans la hiérarchie, elle est alors une semi-périphérie.

L'explosion du nationalisme Grand-serbe à partir de 1986 est due au sentiment, devenu insupportable, de ne pas être le centre de la Yougoslavie. Ainsi, la RFSY ne correspond plus à

la destinée des Serbes. Les Slaves du Sud doivent vivre ensemble mais pas sous la coupe du titisme. L'ennemi n'est pas l'idée yougoslave mais le titisme, car c'est bien lui qui empêche la Serbie de s'exprimer réellement. Le nationalisme culturel chasse le nationalisme politique et reconfigure le système-monde yougoslave, désormais *serbisé*. Durant les quelques années de pouvoir de S. Milošević, la Serbie, grâce à sa politique guerrière, est le centre d'un système-monde chaotique et sanglant. Elle ne conquière pas son statut de centre par l'adhésion volontaire des différentes composantes du système-monde mais par la crainte.

La Biélorussie connaît une destinée un peu différente. Elle est aussi une victime de la transition démocratique. Elle perd sa place en entrant dans le système-monde capitaliste. Par l'action d'A. Loukachenka, elle tente de créer un nouveau système-monde qui lui est favorable. Le Président ne rencontre pas le même succès que son homologue des Balkans. La Biélorussie n'appartient à aucun système-monde.

B. Biélorussie : de la semi-périphérie à l'exclusion.

Depuis les révoltes pro-russes des 17ème et 18ème siècles, la Biélorussie appartient aux différents systèmes-monde créés par Moscou. Cette intégration est d'abord culturelle et religieuse, puis devient rapidement idéologique par l'adhésion sans faille de la Biélorussie au socialisme, au communisme et au soviétisme. Cette intégration se transforme finalement en une quasi fusion entre Minsk et Moscou… du point de vue de la première. En effet, les motivations de chacune des deux nations pour entretenir des liens forts avec l'autre sont très différentes. En Biélorussie, les liens sont avant tout sentimentaux, en Russie, ils sont davantage pragmatiques et stratégiques.

Le nationalisme politique, à partir de 1994 naît de la mise en exergue du décalage entre l'image du bonheur sous l'URSS et celle du malheur produit par la transition démocratique. Pour sortir de cette situation, le nouveau Président explique que le bonheur de la Biélorussie est lié au communisme.

Bonne élève et docile, la Biélorussie a toujours suivi les changements politiques de la Russie. Le zapadno-russisme l'a poussée à se conformer à tous ses changements et à s'y adapter. En récompense, Moscou porte une attention particulière à Minsk, lui garantissant un statut de semi-périphérie. La Biélorussie est l'antichambre précieuse du soviétisme et la Russie ne souhaite pas perdre cette alliée parfaite durant la Guerre froide.

1991 marque un bouleversement sans précédent dans l'historie de la Biélorussie. La déclaration unilatérale de souveraineté par le Soviet national, participe à la destruction du système-monde soviétique. Minsk, comme ses voisines, est aspirée par le système-monde

capitaliste. De 1991 à 1994, elle s'engage dans la voie de la transition démocratique, mais s'avère incapable de s'y adapter. Sombrant dans la crise, elle est rétrogradée au rang de périphérie (1°).

La campagne présidentielle de 1994 propulse sur le devant de la scène politique un personnage inattendu : A. Loukachenka. Il entend mettre fin aux déboires des Biélorussiens et leur redonner leur bien-être antérieur. Pour cela, il promet de mettre un terme à la transition démocratique et ainsi de sortir la Biélorussie du système-monde capitaliste. Il veut lui en bâtir un nouveau, d'essence communiste dont elle sera le centre. Les Biélorussiens n'ayant plus rien à perdre, croient en ce nationalisme politique. Mais dans les faits, toutes les tentatives d'A. Loukachenka pour créer de nouveaux systèmes-monde sont des échecs. La Biélorussie a abandonné sa place de périphérie un système-monde capitaliste pour un isolement (2°).

1. 1945-1991 : une semi-périphérie soviétique

La Biélorussie est l'un des membres fondateurs de l'URSS. Le zapadno-russisme et son inclinaison, qu'elle juge naturelle vers le socialisme et le communisme, la pousse dès le départ à suivre Moscou dans cette aventure. Cette dernière porte une attention particulière à Minsk. Choyée par le pouvoir central, la Biélorussie se dévoue entièrement à l'URSS. Elle se sacrifie durant la Grande Guerre patriotique et ne tarde pas à oublier que l'Armée rouge a fui devant les troupes nazies. Les Biélorussiens sont soumis aux lois du Reich, leur Etat est détruit et ils résistent tant bien que mal pendant de longs mois. Toutefois, l'Armée rouge finit par venir à leur secours et les libère. Staline ordonne la reconstruction et l'industrialisation de la Biélorussie. Il va plus loin en faisant de la Biélorussie une semi-périphérie de l'URSS.

Moscou un centre incontestable

Moscou étant le centre politique, seul et incontestable, Minsk devient une annexe décentralisée qui entretient l'idéologie et la stabilité de l'Union. Si la place de semi-périphérie est certaine pour la Biélorussie, elle est soumise à des interprétations bien différentes entre Moscou et Minsk. S'interroger sur le ressenti de chaque partie sur ce statut, aide à comprendre la position particulière de la Biélorussie dans le système-monde soviétique et par ricochet à comprendre l'échec de la transition démocratique.

Les clefs pour comprendre ce statut spécial accordé à une République mineure de l'ère soviétique se trouvent à Moscou. C'est par la seule volonté du Kremlin que la Biélorussie devient une semi-périphérie. Offrir un tel statut n'est pas un acte généreux de la part de Moscou mais une décision parfaitement réfléchie et calculée. La Biélorussie est un secteur

hautement stratégique. Elle est le premier rempart contre l'Ouest, contrairement à la Pologne qui a toujours montré sa défiance envers la politique de la Russie, et qui n'est pas un allié sûr. Donc, tel un jeu de dominos, c'est la République un peu plus à l'est qui tient ce rôle. C'est sa position géographique qui fait de Minsk une des favorites de Moscou.

Vu de Moscou, la Biélorussie a toujours été un *bon élève*. Très réceptive à la propagande, qu'elle soit tsariste ou soviétique, l'histoire de la Biélorussie depuis les 17ème et 18ème siècles se construit en parallèle de celle de la Russie. La première, d'abord sur fond de communauté religieuse puis par conviction idéologique, s'adapte à toutes les évolutions de la deuxième. Elle intègre tous les courants idéologiques et politiques dominants venant de Moscou. Ce simple point, que Moscou soit à l'origine de toutes les modes idéologiques et de toutes les Révolutions est bien la preuve qu'elle est le centre du système-monde soviétique et avant lui du système-monde tsariste.

Minsk : une semi-périphérie volontaire

La Biélorussie est, quant à elle, naturellement et presque volontairement une semi-périphérie. Dès la deuxième moitié du 19ème siècle, le zapadno-russisme nourrit le nationalisme biélorussien. Il impose le rejet quasiment épidermique de la Pologne, ancien dominant, puis du capitalisme. Se rangeant toujours à l'avis de Moscou, elle accepte de sacrifier son Etat indépendant, aux lendemains de la Première Guerre mondiale. Si la force du nationalisme est le maître étalon pour distinguer entre la périphérie et la semi-périphérie, alors la faiblesse de celui de la Biélorussie lui assure le deuxième statut. Le Kremlin veille à entretenir ce nationalisme politique prosoviétique afin d'être certain que Minsk ne remette pas en cause sa politique et surtout obéisse docilement. Le bien-être économique dans les années 1980 est un des cadeaux moscovites pour s'acheter la soumission biélorusse[635].

L'épisode de la catastrophe de Tchernobyl illustre cette situation de faits. Suite à l'explosion, les vents poussent le nuage vers la Biélorussie. Les autorités affirment qu'il ne représente aucun danger pour la population locale. Dans un système-monde qui vacille, l'URSS ne peut pas se permettre de perdre la Biélorussie, surtout suite aux révélations de Z. Pozniak à propos des purges staliniennes. Le nationalisme culturel n'est pas assez fort pour contrebalancer les dires de Moscou. C'est donc la croyance intacte des Biélorussiens en l'universalisme soviétique qui sauve encore pour quelques temps les autorités soviétiques. Les Soviétiques

[635] Nous utilisons à dessein le terme « biélorusse » et non « biélorussien » car à cette époque, l'inexistence d'un nationalisme ethnique laisse imaginer que les Biélorussiens sont des Russes vivant en Biélorussie. La distinction nationale, portée plus tard par le BNF, est un accessoire de l'appartenance soviétique. Les Biélorussiens ne se sentent pas nécessairement Biélorussiens, donc différents des Russes.

entretiennent et exploitent ce statut de semi-périphérie en Biélorussie. Ils lui accordent cette place de choix non pas par sentimentalisme mais par instinct de survie.

En Biélorussie, l'imaginaire collectif diffuse une version une peu différente de sa place dans le système-monde. D'abord, le zapadno-russisme n'a pas la même définition de ce côté de la frontière. Il n'est pas le rempart inique préservant l'URSS mais la preuve de ce lien fort entre les deux nations. Cette dévotion n'est pas ressentie comme le fruit d'une propagande efficace mais comme le résultat d'un état de fait naturel.

De plus, la République de Russie reconnaît la Biélorussie comme membre fondateur de l'URSS[636]. La Constitution stalinienne insiste sur ce point, en rappelant que l'adhésion des seize Républiques est « librement consentie »[637]. La Biélorussie est convaincue de ceci. Elle a librement consenti à appartenir à l'URSS et possède les mêmes droits que la République de Russie. Pour cette raison, elle se représente certes comme une semi-périphérie mais comme une semi-périphérie supérieure aux autres, la plus proche du centre.

La Biélorussie ne se considère pas comme membre du centre. Seule Moscou est le centre, c'est là-bas que se prennent toutes les décisions et que sont impulsées les « modes idéologiques ». Toutefois, vu de Minsk, la relation particulière, voire fraternelle, entre les deux Républiques, fait de la Biélorussie une République à part. Elle est celle avec qui la fusion idéologique est la plus forte, c'est pour cela que la Russie la récompense. L'attention spéciale que lui porte Moscou lui laisse croire qu'elles ont presque un statut égalitaire dans ce système-monde. Enfermée par une adhésion sans borne à l'universalisme soviétique, la Biélorussie se laisse porter par ce qu'elle interprète comme de la bienveillance quasi fraternelle de la part de la Russie.

2. 1991 : le début de la chute vers l'exclusion

La déclaration unilatérale de souveraineté de 1991 est une surprise pour les Biélorussiens. Certes, ils entendent et adhèrent parfois à certaines critiques à l'encontre de l'URSS mais ils n'imaginent pas que la suite de l'histoire soit la fin de ce système-monde. Contrairement à ses voisines les plus proches, telle que la Pologne, la Biélorussie ne se projette pas dans un monde indépendant de l'URSS ou de la Russie. L'Union connaît bien quelques revers depuis un certain temps mais, ils ne sont que passagers et surtout sont les conséquences de facteurs extérieurs.

[636] Article 13Constitution stalinienne de 1936
[637] Article 13Constitution stalinienne de 1936

1991 est alors un véritable choc. Le Soviet impose un début de transition démocratique et la construction du nouveau monde. La Biélorussie revient dans la même situation qu'en 1945, sauf que désormais ni Staline ni l'URSS ne viendront l'épauler. Elle devra faire confiance à l'Occident et se débrouiller seule. La mise en branle rapide de la transition démocratique lui permet d'essayer de conserver son statut de semi-périphérie. Mais c'est un échec cuisant, les réformes se révèlent catastrophiques et la Biélorussie sombre dans la crise. Cette fois, la Russie ne vient pas à son secours. Dans ce nouveau système-monde, il n'est plus besoin de se protéger contre l'Occident, puisque que c'est ce dernier qui dicte le nouvel universalisme

Une nation non préparée à la transition démocratique

Désormais, livrée à son propre destin, la Biélorussie doit rapidement intégrer les nouvelles normes venues d'Occident. Le gouvernement pro-transition imite ceux des autres Républiques et signe de nombreux traités internationaux en vu de rejoindre au plus vite les organisations internationales. Dès 1992, la Biélorussie devient membre de l'OSCE, du FMI de la BERD et de la Banque mondiale. De même, elle confirme sa présence au sein de l'ONU[638] et rejoint le CPEA. La même année, elle noue les premiers liens diplomatiques avec la CEE et obtient le statut d'invité spécial au Conseil de l'Europe. Enfin, pour montrer son envie de rejoindre au plus vite le clan Occidental, la Biélorussie prouve son engagement envers la paix. En 1993, le Soviet ratifie son adhésion au Traité de « Non-prolifération des armes nucléaires » et à celui de « Réduction des armes stratégiques ». Dans l'absolu, elle a tous les atouts pour se maintenir dans la catégorie des semi-périphéries. Sa transition démocratique est bien amorcée. Elle devrait se concrétiser au plus tôt.

Toutefois, cette conclusion ne dépasse pas le cadre de la théorie. Si sur le plan normatif, la transition est un succès, dans la pratique elle se dirige inexorablement vers l'échec. Déjà, les institutions tant politiques qu'économiques ne sont pas adaptées à la transition. Si les normes changent, les institutions chargées de les mettre en place, restent bloquées à l'ère soviétique. Il est difficilement concevable que ses mêmes structures, architectures de deux modèles tellement différents, puissent à la fois servir à l'une et à l'autre. Les réformes ne doivent pas être uniquement normatives, elles doivent également être structurelles. Ce décalage entre théorie et pratique est en partie responsable de la paupérisation de la Biélorussie. Le passage à l'économie de marché et l'ouverture à la concurrence ne bénéficient qu'à quelques élites qui

[638] Tout comme l'Ukraine, la Biélorussie n'a pas besoin de faire une demande d'adhésion à l'ONU. L'URSS lui offrait déjà un statut particulier. Contrairement aux autres Républiques, la Biélorussie et l'Ukraine ne sont pas représentées par l'URSS mais membre à part entière de l'ONU.

ont les moyens financiers et matériels de s'adapter. La masse se voit sombrer dans la misère. Autre conséquence, la Biélorussie perd tout son intérêt aussi bien aux yeux de Moscou que de ceux de l'Occident. Autrefois antichambre du soviétisme, elle était un point stratégique pour les deux camps. Séduire la Biélorussie était une victoire inestimable sur l'adversaire. Engagée dans la transition démocratique, elle ne présente plus un danger idéologique, ayant accepté de se désarmer elle n'est plus un danger militaire. La pauvreté de son industrie et de ses ressources naturelles, combinée à une agriculture contaminée par les radiations de Tchernobyl ne font pas de cette République un partenaire commercial intéressant. La Biélorussie est laissée à l'abandon par les deux anciens Blocs et est aspirée dans une spirale la menant vers la périphérie.

Plongés dans une crise identitaire, politique, économique, sociale… les Biélorussiens perdent confiance en leurs hommes politiques. D'un coté le Soviet semble jouer les apprentis sorciers avec la transition démocratique de l'autre coté, le BNF propose des réformes bien loin des besoins du peuple. Les chemins du pouvoir s'ouvrent en grand pour le jeune député A. Loukachenka qui agite l'image d'un nouveau régime permettant de sortir de cette zone périphérique.

A. Loukachenka : la promesse d'un nouveau système-monde non Occidental

Lorsqu'A. Loukachenka conquière le pouvoir en 1994, il ne promet pas la réussite de la transition démocratique. Il ne veut pas élever la Biélorussie au rang de semi-périphérie du nouveau système-monde postcommuniste. Il impose l'idée de la création d'un nouveau système-monde totalement novateur. Dès cet instant, les Biélorussiens signent un blanc-seing à leur Président pour engager un processus d'isolation de leur Etat.

Dans un premier temps, ils sont séduits par les discours du candidat en campagne. Il leur explique que si la Biélorussie ne peut pas réaliser une transition démocratique, c'est parce que la démocratie ne peut pas s'adapter à l'âme biélorussienne. Le problème ne vient alors pas de la Biélorussie mais de la démocratie de type Occidental. Au travers de son programme, il émet l'idée de la construction d'un nouveau système-monde dirigé par un universalisme communiste.

Bien évidemment, la Biélorussie est le centre de ce nouveau système-monde. Elle est la seule à ne pas avoir succombé aux sirènes Occidentales. Elle est la seule à préserver l'âme communiste, elle ne peut que tenir ce rang. Lorsque les autres Républiques de la région, y compris la Russie auront compris leur erreur, elles ne pourront pas aller plus loin que le statut de semi-périphérie.

L'échec du système-monde CEI. A. Loukachenka ne souhaite pas laisser cette idée de système-monde néo-communiste au stade de la théorie ; elle doit servir ses ambitions personnelles. Il fait alors des accords avec la Russie, le point de départ de la construction de ce système-monde. La CEI en est la nouvelle ère géographique, seul le centre de gravité est déplacé de Moscou à Minsk.

A. Loukachenka devient rapidement un membre énergique de la CEI. Il s'agite énormément lors des sommets de cette organisation, sous les caméras nationales. Mais ces dernières ne retransmettent pas le désintérêt des autres membres de la communauté pour les propos du Président. Il faut dire que les sujets qu'il soumet à débat sont pour le moins polémiques et ses orientations divergent fondamentalement avec celles des autres Républiques. L'un des exemples les plus révélateurs est celui de la position de la CEI face aux bombardements de la Serbie par l'OTAN. En avril 1999, après avoir subi de cuisants échecs à l'ONU pour exiger l'arrêt de l'opération, A. Loukachenka demande de mettre à l'ordre du jour du Sommet des Chefs d'Etats de la CEI la question yougoslave. A. Loukachenka n'a pas la superbe d'A. de Lamartine pour intéresser à la Question d'Orient. Si à l'origine de la démarche, B. Eltsine est favorable à l'idée d'une déclaration commune pour dénoncer une « agression de l'OTAN », il se ravise. Les autres Républiques membres sont favorables à cette intervention.

La solution du système-monde des « tyrans ». [639] A. Loukachenka comprend qu'il ne peut plus réellement chercher une union avec la Russie. Bien que V. Poutine remette en question l'universalisme Occidental, il ne tient pas, au moins au début de sa carrière, à sortir de ce système-monde. Il en devient d'ailleurs un des acteurs principaux. Le Président biélorussien part en quête de nouveaux alliés. Rejeté par le système-monde dominant, refusant son universalisme, il se tourne vers ceux qui s'opposent à cette domination. Son soutien à S. Milošević est le premier pas vers la construction d'un nouveau système-monde celui des « tyrans »[640]. Le nouveau projet d'A. Loukachenka est de se rapprocher de tous les leaders politiques qui luttent contre l'universalisme Occidental, et plus précisément tous les « anti-américains ». Dans les années 1990, la politique de l'ONU et de l'OTAN envers la Serbie de S. Milošević est l'incarnation de la vision des Etats-Unis comme « gendarme du monde ». Pour le Président biélorussien c'est l'occasion de dénoncer cette situation en apportant son

[639] Il n'est pas possible d'imaginer un système-monde des « tyrans ». En effet, si les différents Etats entretiennent des relations entre eux, il n'existe pas de partage de règles systémiques pouvant créer un tel système. Leurs liens se limitent au fait de s'opposer à l'universalisme Occidental.

[640] Nous nous inspirons ici du titre d'un développement de V. Karbalevitch « Une passion fatale pour les tyrans » *in* KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 186

soutien au Serbe. Le premier se pose ainsi comme la tête de file d'un nouveau mouvement de résistance internationale à l'universalisme Occidental. La télévision nationale rapporte cette image lorsqu'elle retransmet la visite d'A. Loukachenka en Serbie en avril 1999. Elle va même plus loin en affirmant que compte tenu que la Russie semble avoir perdu son influence internationale, c'est désormais, la Biélorussie qui va prendre le relai et devenir un acteur incontournable dans la résolution du conflit. Ici encore, l'image est bien différente de la réalité. Les médias internationaux n'en fait mention que par entrefilets dans la presse.

Mais A. Loukachenka pense avoir trouvé un nouveau souffle à son rêve de système-monde. Les « tyrans » sont de plus en plus nombreux à travers le monde en cette fin de 20ème siècle. La Biélorussie se lie d'amitié avec Cuba, la Libye, la Chine, l'Iran, les pays du Golfe et ne cache pas sa sympathie pour la Corée du Nord. Tous ces Etats portent un intérêt tout particulier pour la Biélorussie. Fier de ceci A. Loukachenka n'a pas une analyse objective de cet intérêt. Certes, cette union « est confortée par les affinités idéologiques entre les dirigeants de ces pays et le Présidant biélorussien quant à leur conception commune de la démocratie »[641], mais c'est avant tout la vente d'armes qui les lie à la Biélorussie. Si l'industrie est archaïque en Biélorussie, ce n'est pas le cas pour le secteur particulier de la production d'armes. Elle est devenue en 1997, la neuvième exportatrice d'armement grâce à l'entreprise *Beltekheksport*[642].

L'isolement de la Biélorussie des systèmes-monde réels ou imaginaires est dû à deux facteurs. Le premier est le zapadno-russisme. Il empêche une véritable tentative d'amorcer une transition démocratique. Dans les faits, ce n'est pas la Biélorussie elle-même qui est la responsable de cet échec, mais la politique de l'URSS. Le deuxième facteur est l'obsolescence de l'idéologie structurant le nationalisme politique d'A. Loukachenka. Au milieu des années 1990, plus aucun Etat européen, y compris la Russie, ne croit au communisme et en ses réussites. Tous les Etats sont passés à autre chose, à la démocratie. Ceci couplé aux réticences face à la personnalité atypique d'A. Loukachenka, ne permet pas à ce dernier de bâtir un nouveau système-monde. Au contraire, il condamne la Biélorussie à l'isolement.

La recomposition des systèmes-monde après la chute du monde communiste en Europe est un choc. Ne voulant pas rester hors du monde Occidental, toutes les nations nouvellement

[641] BELOVA O. La Biélorussie sur la scène internationale : entre isolement et intégration, *in* GOUJON A., LALLEMND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *op.cit.*, p. 136
[642] LALLEMAND J.-C., Des ventes d'armes tous azimuts, *Ibid.*, p. 153-167

indépendantes de la région se lancent dans la course effrénée à transition démocratique. Toutefois, elles ne sont pas toutes capables d'amortir le choc et d'absorber tous les changements exigés.

La Serbie et la Biélorussie font partie de ces nations qui ne parviennent pas à supporter la transition démocratique. Elles sont irrémédiablement déclassées et chutent au rang de périphérie. La Biélorussie refuse frontalement la démocratie Occidentale alors que la Serbie lui tourne le dos davantage par concours de circonstances. Cette situation a un impact direct sur le nationalisme. Si dans les autres nations, il a comme fonction d'aider à la transition démocratique, dans ces deux cas, il lui fait obstacle.

La transposition de la théorie des systèmes-monde à l'étude du nationalisme est un excellant révélateur de la réalité des relations internationales et des nations. En effet, appliquée aux cas particuliers de la Serbie et de la Biélorussie, elle montre les limites du système-monde capitaliste. L'adhésion à ce dernier n'est pas toujours voulue, comme en Biélorussie, ni une fin en soi, comme en Serbie. Les nations sortant d'un autre système-monde, parfois concurrent, ne rejoignent pas toujours le système-monde capitaliste par convictions mais souvent par nécessité. Il est vrai que depuis les années 1990, le système-monde capitaliste ne possède plus de challenger. Certes de nombreux Etats, groupes idéologiques s'opposent à lui, mais ils ne sont pas encore capables de créer un système-monde cohérant, régi par des règles et valeurs communes. La haine envers ce que représente un système-monde n'est pas suffisante pour en bâtir un autre. Ainsi, la seule alternative, celle qui s'impose à la Serbie et à la Biélorussie, est l'isolement.

Néanmoins, cet isolement n'est pas total, bien au contraire. La vague de démocratisation qui touche la région ne peut pas être ignorée par les deux leaders. Ils doivent composer avec elle, leur peuple n'est pas prêt à renoncer à l'intégralité des composants de la vie Occidentale. C'est alors que naissent les deux premières démocraties illibérales d'Europe de l'est.

Section II. Les deux premières démocraties illibérales d'Europe

La transition démocratique en Europe centrale et orientale marque un tournant majeur dans l'étude de la transitologie des régimes politiques. Elle réintroduit la notion de culture dans la construction des identités nationales. Ensuite et surtout, elle est le point de départ d'un phénomène qui ne tardera pas à prendre de l'ampleur dans la région : le développement des « démocraties illibérales ». Si bon nombre de politistes et de journalistes estiment que la Hongrie est l'une des premières démocraties de ce genre depuis l'élection de V. Orbàn en 2012, il est certain que la Serbie et la Biélorussie sont annonciatrices de ce nouveau régime politique.

L'expression « démocratie illibérale » apparaît d'abord dans la littérature anglo-saxonne. Elle est ensuite popularisée par F. Zakaria pour décrire « des régimes démocratiquement élus, qui ont été souvent réels ou réaffirmés à travers des référendums, ignorant de façon routinière les limites constitutionnelles de leur pouvoir et privent leurs citoyens de droits et libertés fondamentales ». Ces jeunes démocraties, c'est-à-dire des régimes qui sont parvenus à consolider leur transition démocratique, finissent par occulter certaines règles majeures de ce régime. Elles nient principalement le droit de la minorité et imposent, parfois par un recours à la violence, la supériorité de la majorité. Elles se parent de l'atour le plus symbolique de la démocratie : l'organisation d'élections d'apparence libres et régulières, pour se donner l'image de véritables démocraties de type Occidental et continuer à appartenir à ce club. Toutefois, leur fonctionnement réel n'a plus rien de démocratique. Les démocraties illibérales évoluent dans une « zone grise » selon la formule de F. Zakaria ou de T. Carothers.

Ainsi, au tournant des années 1980 et jusqu'au milieu des années 1990, la Serbie et la Biélorussie intègrent certains éléments de la démocratie libérale dont l'organisation d'élections pour désigner leur chef d'Etat. Néanmoins, ce sont des simagrées démocratiques. Dans les faits, ni l'une ni l'autre n'est une démocratie au sens Occidental du terme. Elles ne garantissent aucune protection, ni aucun droit fondamental à leurs partisans et encore moins à leurs détracteurs. Elles remplissent tous les caractères des démocraties illibérales énoncés par F. Zakaria.

Une élection démocratique. Le chef d'Etat doit être démocratiquement élu. Il sort vainqueur d'une procédure régulière demandant aux électeurs de choisir leurs représentants. Tant en Serbie qu'en Biélorussie, S. Milošević et ses successeurs et A. Loukachenka sont désignés

selon les procédures légalement prévues par les lois. De plus, ils bénéficient de l'approbation de l'OSCE[643] sur la régularité du scrutin.

L'usage des référendums. Les leaders politiques sont réélus et/ou confirmés par référendums. Jusqu'à sa défaite en 2000, S. Milošević est systématiquement élu. Lorsqu'il n'est pas candidat se sont ses « hommes » qui sont désignés vainqueurs. Il ne recourt pas au référendum. Les élections régulières ou anticipées lui suffisent pour rendre sa légitimité incontestable. Depuis 1994, A. Loukachenka occupe sans discontinuer le poste de Président de la République. Sa personnalité clinquante et la forte concurrence du BNF au début de sa carrière, le poussent à l'organisation de référendums en 1995 et 1996. Le succès qu'il en retire terrasse définitivement ses adversaires et fait de lui le maître incontesté de la Biélorussie.

Le mépris pour la Constitution. Le chef d'une démocratie illibérale ignore la Constitution. Il reconnaît l'existence de ce texte hautement symbolique, mais n'hésite pas à en outre passer les bornes dès qu'il lui fait obstacle. La Constitution de 1974 octroie le statut de Province autonome au Kosovo. Une fois au pouvoir, une des premières décisions de S. Milošević est d'abolir cette disposition et de rend aux Serbes le contrôle juridico-politique de leur berceau national. A. Loukachenka témoigne encore moins de respect à la Constitution biélorussienne. Si S. Milošević tente au travers du cas du Kosovo de faire croire à un agissement au nom de son peuple, son homologue biélorussien ne cache pas son seul intérêt personnel. La Constitution biélorussienne interdit d'effectuer plus de deux mandats présidentiels consécutifs. Arrivant au terme de son premier mandat, A. Loukachenka décide que sa première élection ne date pas de 1994 mais de 1996. Il estime que le référendum de cette année là modifie totalement la nature de sa fonction. Il s'offre de la sorte deux années de plus à la tête de la Biélorussie. Lorsqu'il atteint la fin de son second mandat, il ignore ostensiblement la Constitution et se présente pour un troisième mandat en toute illégalité.

La privation des droits et libertés fondamentaux. Ces derniers sont inscrits dans la Constitution ou dans le bloc de constitutionalité. Un régime qui bafoue ces textes ne saurait être tenu par leur contenu. En plus des privations ou restrictions de droits et libertés premiers, ce sont surtout ceux des minorités qui sont visés. Qu'elle soit politique ou nationale, la minorité n'a pas d'autre choix que de se soumettre à la volonté de la majorité. Tant en Serbie

[643] L'OSCE alerte dès 2001 sur les irrégularités du scrutin présidentiel, en Biélorussie.

qu'en Biélorussie, la minorité politique n'a qu'une liberté d'expression extrêmement limitée et contrôlée. En Serbie, le nationalisme culturel impose le même genre de privation aux minorités ethniques.

La démocratie illibérale est donc une façade démocratique. La Serbie et la Biélorussie ne sont pas des démocraties Occidentales mais elles ne sont pas non plus des autoritarismes. Cette situation se manifeste notamment dans le refus du système partisan, participant à la restriction de la liberté de pensée (I). Dans le cas particulier de l'exercice du pouvoir selon A. Loukachenka et S. Milošević, ces démocraties illibérales prennent un chemin singulier. En effet, toutes deux se dirigent vers un régime « total », offrant les pleins pouvoirs à leurs dirigeants (II).

I. Le refus du système partisan

La vie politique s'organise, depuis les premières Révolutions du 18ème siècle, en une lutte entre partis politiques. Les démocraties absolues tombées, la parole se libère et s'affirment différentes visions de gestion de la nation se transformant en Etat. En France, la traditionnelle opposition entre Girondins, Montagnards et Jacobins marque le début des partis politiques. A l'origine, un mouvement purement ouest européen, la colonisation diffuse cette organisation au reste du monde. Ce phénomène participe à la « rationalisation » du monde et à son « désenchantement » selon les formules de M. Weber[644].

Le *Dictionnaire de science politique* définit les partis politiques, selon l'approche classique de J. La Palombana et de M. Wiener, comme « des organisations durables dont les membres se rassemblent au regard de projets politiques partagés, de valeurs communes ou encore d'alliances d'intérêts »[645]. Ce triptyque du parti politique a pour but final la conquête et l'exercice du pouvoir. La multiplication des partis politiques contribue à la création d'une structure partisane nommée « système partisan ». D.-L. Seiler le définit comme « l'ensemble structuré constitué des relations tantôt d'opposition, tantôt de coopération qui existent entre les partis politiques agissant sur la scène politique d'une même société politique »[646].

Du point de vue de la nation, l'idée de parti politique est antinomique avec cette dernière. La nation a vocation d'unir les membres de la communauté autour d'un projet commun, par delà leurs différences. Au contraire, les partis politiques divisent les membres de la communauté.

[644] Voir WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, trad. CHAVY J., Paris, Pocket, 1991
[645] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p.222
[646] Voir SEILER D.-L., *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 2011

Pour pouvoir supporter un système partisan, la nation doit être profondément implantée dans l'imaginaire collectif. Si ce n'est pas le cas, il la fait exploser. C'est ici que le nationalisme se révèle salvateur. C'est lui qui soude les nationaux malgré les divisions partisanes. Il est le rappel constant que l'intérêt de la nation est supérieur à ceux des partis. L'intégrité de la nation dépend de cet équilibre subtil entre nationalisme et partis politiques, entre intérêts collectifs et intérêts de groupes. Toutefois, les partis politiques ne représentent pas le même danger que les minorités nationales. Les premiers proposent des projets de gestion de la nation, des moyens pour lui assurer le meilleur avenir possible. Les deuxièmes peuvent prendre la forme de mouvements sécessionnistes qui entendent se détacher de la nation voire, parfois, de la soumettre ou de la détruire.

La transition démocratique dans les PECO décuple le nombre de partis dans chaque nouvel Etat indépendant, grâce à une libéralisation de la pensée. Serbie et Biélorussie empruntent un autre chemin. Elles ne sont pas des démocraties au sens Occidental du terme. Toutefois, elles donnent la parole au peuple. Si les autres Etats de la région optent pour la démocratie représentative, la Serbie et la Biélorussie sont favorables à la démocratie directe. S. Milošević et A. Loukachenka ambitionnent de supprimer tous les intermédiaires entre eux et le peuple. Ils tentent d'abolir les partis politiques et le système partisan.

Pourtant, l'un comme l'autre adhèrent dès leur plus jeune âge au Parti communiste. Ce parti leur ouvre les portes du monde du travail. Ils en sont des produits. Ils appartiennent à cette génération qui n'a pas connu autre chose que la domination par le PC et la cooptation qu'il assure aux plus dociles et ambitieux de ses membres. Le parti n'est qu'un instrument de réalisation des ambitions personnelles, ce qui explique pourquoi S. Milošević et A. Loukachenka n'ont aucun mal à le quitter quand ils s'emparent du pouvoir.

En Serbie, S. Milošević propose de fonder un « pluralisme sans parti ». Ceci reste du domaine de la théorie, il crée en 1990 le Parti socialiste de Serbie, le SPS (A). En Biélorussie, A. Loukachenka se fait élire en 1994 sans le soutien d'un parti politique. Encore aujourd'hui, il n'en a toujours aucun (B).

A. Serbie : un éphémère pluripartisme sans partis

Après près de quarante années de domination par un parti unique, la Serbie de S. Milošević fait preuve d'innovation : un système pluraliste mais sans partis politiques. Dans une interview accordée au Monde en 1988, il s'explique : « Nous préférions un système sans partis. Si la gestion de la société est entre les mains d'un parti, qui représente toujours une minorité, une telle société sera toujours privée de forces créatrices, intellectuelles […] C'est

pourquoi nous allons proposer que des groupes de citoyens - et pas des partis - puissent présenter des candidats aux élections »[647]. Il continue en affirmant que le système de partis est à l'origine des tensions au sein de la Yougoslavie et qu'il ne correspond pas à la diversité multiethnique de la Fédération. Pour S. Milošević, c'est le système de partis qui encourage aux tensions ethniques : les partis défendent des intérêts nationaux et fédéraux. Cette dernière analyse découle de son double discours tenu à l'étranger, par lequel il affirme vouloir maintenir l'intégrité de la Yougoslavie alors qu'en interne il œuvre ouvertement pour la destruction de celle-ci.

La fin du monde communiste et le début de la transition démocratique en Europe de l'Est sont deux phénomènes qui bouleversent totalement les habitudes politiques. Des formations politiques se construisent dans cette période de flottement. Divers groupes anti-communistes se ressemblent sous des fronts communs dans les dernières heures du communisme. Ils sont unis par leur anticommunisme, leurs programmes sont flous et radicaux. L'union fonctionne jusqu'aux premières élections libres. Dès lors des tensions apparaissent, ces fronts communs doivent rédiger des programmes et faire campagne. Le problème est que les différentes composantes ne parviennent pas toujours à se mettre d'accord et des querelles de personnes surgissent de l'ombre. Les fronts communs explosent en divers partis politiques qui entrent en concurrence pour obtenir le vote des électeurs. Ceci est une réalité mais à l'heure où S. Milošević accorde son entretien au Monde, il n'en a aucune idée. Ce phénomène apparaît après le début des années 1990 et finalement n'est que très minoritaire en future ex-Yougoslavie. Le pluralisme sans partis serbe est une manœuvre politique pour limiter la concurrence politique. En effet, ce n'est pas le système partisan qui porte le coup le plus dur à la RFSY mais la montée du nationalisme orchestrée par les Serbes. Tant le nationalisme que ce pluralisme sans partis sont des instruments populistes au service de S. Milošević. D'une part, ils sont le prolongement de la « Révolution des yaourts » (1°) et d'autre part, ils sont un moyen d'accuser les Slovènes et les Croates de vouloir la mort de la RFSY, là où les Serbes font leur possible pour la préserver. Enfin, cette idée de suppression des partis politiques fait long feu : le Président serbe ne met finalement aucune mesure en place pour la concrétiser (2°).

[647] HARTMANN F., *op.cit.*, p.107

1. Affirmer la démocratie directe

Le système communiste se caractérise par le décalage entre son affirmation de mettre le peuple au centre de la vie politique et la réalité dans laquelle le Parti le tient à l'écart du processus décisionnaire. La multiplication des instances représentatives éloigne toujours plus le peuple de la prise de décision. Ces instances sont davantage un maillage serré pour surveiller la population, que des agents d'expression politique. Ainsi lors des prémices de la fin du système communiste, apparaît une certaine défiance envers les partis politiques traditionnels. L'idée de groupement de personnes et celle de retour à une démocratie directe sont plébiscitées. C'est bien ce que fait S. Milošević lors de la Révolution- yaourts. Elle a pour objectif de faire du peuple l'acteur majeur de la politique nationale. Il n'y a plus de système institutionnel entre lui et le pouvoir. De même, cette révolte marque l'envie d'en finir avec la tradition du parti.

La lutte contre le parti-unique

A cette époque, les Serbes se rebellent contre ce que G. Sartori nomme « le parti en tant que tout »[648]. Ce parti est élitaire et son adhésion est limitée. Il devance le tout et ne connait aucune division interne. Cette description correspond à la place du PCY en RFSY. Comme dans tout régime à tendance totalitaire, le PCY est un parti élitaire. S'il entend défendre les intérêts de tous, il faut appartenir aux plus hautes sphères de la société pour s'y faire une place. La dynastie Stambolić en est l'une des illustrations. De même à l'origine du mouvement, seuls les compagnons de guerre de Tito occupent les plus hautes fonctions tant du parti que de l'Etat. L'idée d'une adhésion limitée est assez présente dans l'imaginaire serbe d'après la Deuxième Guerre mondiale et se propage à la fin des années 1980. Les auteurs du Mémorandum la sous-entendent, les Serbes adhèrent au titisme sous la pression des autres Républiques yougoslaves et indirectement sous la pression internationale. En ayant choisi d'aider Tito et non le Colonel Draža, les Occidentaux imposent le titisme aux Serbes. Ces derniers se présentent davantage comme des royalistes. Ils vivent, toujours selon les Académiciens, la période titiste comme une sanction de leur mauvaise réputation. Toutefois, les Serbes ne se sont pas réellement élevés contre le titisme, avant le milieu des années 1970. C'est la Constitution de 1974 qui les rend méfiants non pas envers cette idéologie mais envers le gouvernement quand Tito accorde le statut de Province autonome à la Voïvodine et au Kosovo

[648] SARTORI G., *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2011, p. 75-96

Les mouvances partisanes internes porteuses de nationalisme

G. Sartori explique que le parti s'identifie à un tout mais que par principe, il est plus petit que le tout. Cette idée de « tout » est essentielle dans l'étude de régime à tendance totalitaire. C. Lefort le nomme « l'Un »[649]. Dans le cadre particulier d'un régime communiste, l'Un s'incarne dans le parti unique auquel l'ensemble de la population adhère.

La question de l'absence de divisions internes n'est pas si tranchée en RFSY. Si la suprématie titiste est admise par tous, il n'en demeure pas moins qu'il existe de fortes revendications nationales. La peur d'une rééducation sur l'île de Goli Otok empêche une véritable contestation et une liberté d'esprit, mais le sentiment national n'a jamais réellement quitté la RFSY. Tito lui-même, en a pleinement conscience, il maintient la paix interne en reconnaissant ponctuellement des droits nationaux, souvent dans le domaine de la culture ou de l'éducation. De même, la représentation parlementaire est elle aussi d'essence nationale. Il existe des Ligues communistes dans chaque République et les parlementaires sont désignés au sein de chacune d'entre elles. Les divisions internes existent donc. Les représentants défendent leurs intérêts nationaux surtout lorsque la Fédération est transformée en Confédération. La lutte pour les intérêts culturels est remplacée par celle des intérêts économiques. C'est bien ce protectionnisme économique qui est à l'origine de l'implosion de la RFSY après la mort de son créateur. Le parti unique survit, mais il est réduit à être le cadre d'expression d'intérêts nationaux. D'ailleurs, S. Milošević se sert de ces divisions internes, désormais affichées, pour devenir le maître de la RFSY lors du 14ème Congrès de la Ligue des communistes en janvier 1990. Il accuse les Slovènes et les Croates de vouloir faire sécession au nom de leurs intérêts nationaux. Il omet qu'il a mis le feu aux poudres nationalistes en avril 1989 lors de la commémoration du 600ème anniversaire de la Bataille de Kosovo Poljé. Mais dans la logique du dirigeant serbe, le serbisme n'est pas du nationalisme, c'est seulement la seule forme par laquelle peut survivre la RFSY.

A l'heure de la transition démocratique, à l'heure de la renaissance du nationaliste, c'est bien ce dernier qui est le symbole de ce tout. S. Milošević ne s'y trompe pas. Il condamne le parti unique grâce à la Révolution-yaourts et les meetings vérités, et le remplace par un autre tout : le nationalisme serbe. Toutefois, le nationalisme est plus petit que la nation. En effet, tous les Serbes n'adhèrent pas au nationalisme Grand-serbe ni à ses dérives meurtrières.

[649] Voir LEFORT C., *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981

Les groupes d'individus : la solution fatale à S. Milošević

Le pluripartisme sans partis est la mise en œuvre de cette situation. S. Milošević ne peut pas s'opposer au parti unique, militer en faveur de la démocratie directe et créer un parti nationaliste serbe. C'est pour cette raison qu'il propose la candidature de groupes d'individus et non de partis politiques. L'avantage des groupes d'individus est qu'ils sont également plus maniables que les partis politiques. Ils sont moins structurés et organisés, il est alors plus aisé de les manipuler. Enfin, offrir la possibilité à des groupes d'individus de se porter candidats à des élections est l'occasion de rendre plus diffuses les diverses idées politiques. Ils ne bénéficient pas du soutien logistique d'un parti politique, l'accès aux médias est plus compliqué. Il ne peut donc pas se dégager un véritable leader. S. Milošević ne craint donc pas de perdre son poste.

Néanmoins, la période de sécurité n'est pas éternelle pour le Président serbe. Si lors des élections générales de septembre 2000, c'est V. Koštunica, le candidat de l'Opposition démocratique de Serbie (DOS) qui remporte les présidentielles, c'est bien d'un mouvement d'individus que vient la contestation au régime. La révolte contre S. Milošević et ses acolytes provient du mouvement *Optor !*, un mouvement démocratique non-violent. Ce n'est que pour les élections fédérales de 2000 que de ce mouvement émane un parti politique. Avant, en mars 1996, naît la coalition *Zajedno*, union du Mouvement serbe du renouveau, de l'Alliance civique de Serbie et du Parti démocrate. Malgré des victoires électorales locales en novembre 1997, *Zajedno* ne parvient jamais à prendre le pouvoir. Une union de partis n'est pas suffisante pour renverser le gouvernement. Il faut également une forte assise populaire, le soutien de groupes d'individus anonymes. Le parti politique est un cadre trop formel. Les Serbes, comme à la fin des années 1980, ne veulent pas seulement un changement politique, ils réclament un changement bien plus profond. Ils veulent se débarrasser de l'image de nationalistes sanguinaires, pour une image de démocrates se battant pour leurs droits et libertés fondamentaux.

Les premiers succès de ce mouvement populaire ne se font pas attendre. Le 11 février 1997, S. Milošević demande la reconnaissance de la victoire de l'opposition démocratique aux élections locales. Les candidats de la coalition *Zajedno* sont certes désignés comme les artisans de ce recul du pouvoir, mais ceci n'aurait pas pu être possible sans l'intervention de mouvements autres que les partis politiques[650].

[650] Un autre groupe d'individus se détourne de S. Milošević à cette époque : les *Delije* de l'Etoile Rouge de Belgrade. Il ne partage pas la conviction démocratique qui anime *Optor !* ou *Zajedno* mais ne veut plus de l'autorité du Président.

Le Président serbe abandonne également l'idée de démocratie directe lorsque sa victoire est compromise. En effet, il ne se soumet que très rarement au vote au suffrage direct. Lorsqu'il est élu et réélu à la tête de la Ligue des communistes de Serbie, ce sont ses pairs qui le désignent. En mai 1989, il est élu Président de la République de Serbie par l'Assemblée. Cette même Assemblée lui renouvelle sa confiance en décembre. Homme le plus populaire de Serbie, il ne s'est encore jamais confronté au suffrage direct. Il faut attendre les élections générales des 9 et 23 décembre 1990 pour qu'il se soumette enfin à la décision populaire. Il est plébiscité comme Président de la République dès le premier tour, récoltant plus de 35% des suffrages. Le 20 décembre 1992 est la dernière fois que S. Milošević se présente à une élection au suffrage direct. Il est alors désigné Président de la République de Serbie dès le premier tour. Juillet 1997 marque sa dernière candidature à un poste en RFY. Il est désigné au suffrage indirect Président de la RFY. Ce mode de scrutin est surement le seul qui lui permette de ne pas être écarté de la vie politique yougoslave.

A partir de 1995-1996, la masse qui était le premier soutien de S. Milošević se retourne contre lui. Le Président voulait, au début de sa carrière, donner la parole au peuple, finalement, ce dernier s'en empare pour mettre fin au régime en place. Cet état de fait est la conséquence de la politique de double jeu de S. Milošević. Il instaure un profond décalage entre la théorie et la pratique, entre son programme et sa mise en œuvre.

2°) <u>Conserver le système partisan</u>

S. Milošević tient un double discours. Il a toujours su s'adapter au public auquel il s'adresse, n'hésitant pas à affirmer une chose et son contraire sans jamais sourciller. Sa position envers le système partisan est, elle aussi, soumise, à ce double discours. En 1988, il propose ce régime particulier de pluripartisme sans partis. Toutefois dans les faits, celui-ci ne verra jamais le jour, l'action du peuple se borne aux meetings-vérités et à la Révolution des yaourts, jamais par la suite, des groupes d'individus n'ont pu devenir de véritables acteurs de la vie politique serbe, à moins de recourir à la force. Les partis politiques sont toujours les agents structurants de la politique nationale. Ils défendent clairement les intérêts de la République de Serbie au détriment de ceux de la Yougoslavie.

S. Milošević : un produit communiste

A titre personnel, S. Milošević n'encourage pas à la dissolution des partis politiques. Né le 20 août 1941, quelques semaines après l'appel à la Résistance lancé par Tito, il est élevé par une mère farouchement communiste. Il entre très jeune au Parti, en 1958, en même temps que sa

future femme. Il ne quittera plus le Parti. Il gravit rapidement les échelons lorsqu'il décide en 1984 de se consacrer pleinement à la politique. Il ne lui faut que deux ans, et l'appui d'I. Stambolić pour être élu Président de la Ligue des communistes de Serbie. A l'heure où le nationalisme se réveille dans la République, ce poste est à double tranchants : soit, S. Milošević maintient la ligne communiste de la Ligue, soit, il s'adapte et absorbe le mouvement nationaliste. Au contraire de son mentor, il choisit la deuxième option, ce qui lui permet de conserver son poste et de continuer sereinement sa carrière. En septembre 1987, il manipule le Parti lors de la Huitième session du Comité central de la Ligue des communistes de Serbie pour exclure ses opposants et asseoir définitivement son autorité. Il est le maître incontesté d'un Parti communiste qui ne sait plus s'il l'est toujours et qui se convertit au nationalisme.

C'est également en tant que Président de la Ligue des communistes de Serbie qu'il fait imploser la RSFY en janvier 1990 durant le Quatorzième Congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie. A cette époque, il a déjà donné son interview au Monde. Toutefois en deux ans, il n'a pas encore mis en place ce système original. Le Parti, ou du moins sa structure, est toujours présent et dirige la vie politique.

L'illusion démocratique du SPS

Un léger basculement se produit en juillet de cette même année : un semblant de pluralisme se dessine au sein du Parti. Désormais, il n'agit plus seul mais en concertation avec l'Alliance du peuple travailleur, dans le cadre du Parti socialiste de Serbie (SPS), créé par S. Milošević, lui-même. Certes, la Serbie n'est plus sous la coupe d'un Parti unique, d'un Etat-parti mais elle n'est pas non plus soumise à un régime sans partis politiques. Ce nouveau « méta-parti » est une chance pour S. Milošević, il lui permet de maintenir le flou quant à son appartenance au communisme. Le fait qu'il ne se nomme plus « communiste » est un symbole important, il laisse à croire à une libéralisation de la pensée. La Ligue est l'une des composantes du SPS mais pas la seule, elle n'est pas l'unique voie à suivre. D'autres peuvent s'exprimer, *a priori,* sans crainte. Le « socialisme » véhicule une image nettement moins mauvaise que le communisme. Tout en préservant les idées de gauche, il n'est pas entaché des crimes commis au nom du communisme. L'emploi de ce terme est très ingénieux, il renvoie aux théories marxistes du « socialisme scientifique ». Ainsi, en créant un parti dit socialiste, S. Milošević sous-entend une idée de retour aux sources de l'idéologie et de détachement du passé. Dans une époque de renouveau et de refondation de la vie politique, il est certain qu'ici, le Président serbe suit la mouvance de ses voisins. Ce changement d'appellation est une

constante dans l'ensemble des nouveaux Etats de la région. Il permet à des membres de l'ancienne *nomenklatura* de se maintenir au pouvoir après une sorte de *mea culpa* politique. Ils ont compris les défiances du communisme et tentent de s'offrir une nouvelle carrière par le socialisme. Rejoignant les mouvements au moment de la plus grande période de trouble, ils participent ainsi à la construction du nouveau système en dénonçant l'ancien. Ce phénomène, comparable à la déstalinisation, est un succès dans la région et notamment en Serbie.

De 1990 à 2000, le SPS conserve, seul ou en coalition, le pouvoir en Serbie. Jamais un groupement d'individus ne remporte les élections présidentielles et fédérales. La première anicroche dans cette succession de victoires date des élections locales de 1996 quand Zajedno conquiert quarante communes parmi les cent quatre-vingt-neuf dont les plus grandes villes de Serbie. L'année suivante, M. Milutinović, candidat du SPS est élu Président de la République de Serbie.

Un système partisan fort

Ainsi, contrairement au programme annoncé fièrement par S. Milošević en 1988, le système partisan est le seul que connaît la Serbie. Les partis politiques ne disparaissent pas. Nonobstant leur maintien, il est important de noter leur prolifération. Le système partisan serbe est en constante mutation. A l'Assemblée, plusieurs partis, mouvements et coalitions se fondent, se côtoient, se combattent, se dissolvent, se succèdent. Parmi, les plus puissants, il faut noter, le SPS, le Mouvement serbe du renouveau (SPO), le Parti démocrate (DS), le Mouvement démocratique de Serbie (DEPOS), le Parti radical serbe ou encore *Zajedno*. Cette profusion des partis politiques montre, en apparence, l'étendue du spectre idéologique en Serbie, sans céder à l'explosion assez surréaliste dans les autres Etats de l'ex-URSS[651]. Toutefois, ceci ne traduit pas une rationalisation précoce du système partisan de la Serbie, ni une greffe du modèle démocratique Occidental et encore moins une liberté de penser. Il s'agit davantage d'une illusion démocratique. Le pluralisme idéologique n'est qu'une façade sous l'ère Milošević. L'impression de démocratie effective est produite par la rotation des élus aux plus hauts postes. Le Président, son parti et ses alliés, s'emploient à ne pas maintenir les mêmes personnes aux mêmes fonctions. De même, le système de coalitions et d'alliances donne le sentiment d'un renouvellement constant des partis au pouvoir. Or, il n'en est finalement rien, ce sont toujours le SPS et ses compagnons qui se partagent les arcanes du pouvoir. Ainsi, avant les élections locales et provinciales de l'automne 1996, il n'y a pas de

[651] Lors des élections à la *Orszaggyules* en 1990, pas moins de cinquante partis ou associations sont crées avant le scrutin.

véritable alternative politique. Les partis changent mais pas l'idéologie. Le basculement fondamental se produit en septembre 2000 quand lors des élections fédérales, le système Milošević est balayé par l'Opposition démocratique de Serbie (DOS) représentée par V. Koštunica.

La conception du pouvoir par S. Milošević interdit le pluripartisme, il interdit également tous les groupements d'individus spontanés. La seule voie possible est celle du SPS. De même, son intention de supprimer les partis politiques est une illusion en direction des Serbes et des Occidentaux afin de faire croire à tout le monde à un renouveau en Serbie. La Serbie veut se défaire totalement de son héritage d'Etat-parti d'après la Deuxième Guerre mondiale. S. Milošević demeure un homme du monde communiste et entend, de ce point de vue, perpétuer la tradition partisane. Il l'adapte aux plus fortes demandes du moment. Ainsi, il accepte la concurrence électorale et le suffrage direct pour de grandes élections. Mais dès qu'il pressent que ces infléchissements tourneront en sa défaveur, il fera marche arrière. Bernées par l'illusion démocratique et focalisées sur les crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, des organisations comme l'OSCE, ne s'attardent que très tardivement sur le système électoral de la Serbie. Il faut attendre que les Serbes manifestent leur désaccord avec le régime Milošević pour que l'OSCE envoie des observateurs. En effet, le 13 octobre 1998, S. Milošević conclut un accord avec R. Holbrooke prévoyant notamment le déploiement de 2000 « vérificateurs » non-armés au Kosovo.

La véritable originalité dans le rapport au parti politique provient de Biélorussie. Dans un Etat qui entend rétablir un régime d'essence communiste, A. Loukachenka n'appartient à aucun parti politique.

B. Biélorussie : l'inutilité d'un parti politique

A. Loukachenka veut en finir avec l'idée de parti politique. Il n'interdit pas les partis politiques, mais n'appartient à aucun. Loin d'être une volonté de rupture avec le passé puisqu'il souhaite rétablir un régime d'essence communiste, c'est par pur calcul politique qu'il se passe du soutien d'un parti politique.

Pourtant, A. Loukachenka n'a pas toujours montré que du désintérêt pour les partis politiques. Il est membre du PCB jusqu'à la déclaration de souveraineté de 1991. En juin 1991, il est à la tête des « Communistes de Biélorussie pour la démocratie », parti que soutien M. Gorbatchev durant le putsch de Moscou. A cette époque, le futur Président a besoin d'évoluer au sein d'un parti politique, qui plus est, du plus puissant. Le mouvement de démocratisation de la

Biélorussie est réalisé par le Parti communiste. Ce dernier préfère engager la transition démocratique plutôt que de perdre le pouvoir.

Sans la démocratisation par le PC, A. Loukachenka n'a quasiment aucune chance d'accéder aux plus hautes fonctions de l'Etat. Quand les institutions démocratiques sont suffisamment stables pour donner l'illusion d'une transition réussie mais encore assez fragiles pour plier sous un coup d'Etat, il dénonce l'action des Communistes, responsables des ravages de la démocratisation. Il est désormais impossible de leur faire confiance. Il est alors le seul à avoir le courage de quitter le parti pour sauver la Biélorussie. Il mène la campagne de 1994 sans le soutien d'un parti politique alors que tous ses adversaires en ont un derrière eux. Cette décision, peu banale, fait suite à sa campagne anti-corruption. Il a popularisé l'image de partis politiques corrompus. Lui fait alors office de vertu dans ce domaine. Personne ne peut l'accuser de corruption. Il incarne une nouvelle façon de faire de la politique, par un nouveau leader. Seul son discours se réfère au passé. C'est cet antagonisme qui séduit les Biélorussiens. A. Loukachenka redonne une nouvelle vie à la nation.

Il ne ressent pas le besoin d'appartenir à un parti (1°). Une telle structure entraverait sa liberté. Il présente cela comme un lien de démocratie directe avec les Biélorussiens. En réalité, il s'agit d'éliminer toute compétition interne. Enfin et surtout, il prouve l'inutilité d'un parti politique par le recours constant, au début de sa carrière, au référendum pour plébisciter son pouvoir (2°).

1. <u>L'intérêt de ne pas appartenir à un parti politique</u>

Ne pas appartenir à un parti politique est un choix de la part d'A. Loukachenka. Le Président biélorussien n'est pas fondamentalement antiparti. Il n'en a seulement pas besoin. La preuve qu'il n'est pas antiparti est qu'il ne les interdit pas. Il en existe de nombreux en Biélorussie, ils ont le droit de concourir lors des élections. Leur liberté d'expression est certes très limitée et leur victoire est du domaine du rêve, mais ils ne vivent pas dans la clandestinité, par contre, appartenir à l'un d'eux induit automatiquement le statut d'opposant et une marginalisation.

L'illusion démocratique réside également dans cette acceptation des partis politiques. Elle donne l'impression d'un débat d'idées et de l'existence d'une contradiction. La vie politique biélorussienne semble, pour un regard non aguerri, avoir évolué dans le sens de la libéralisation de la pensée. L'Etat n'est plus un Etat-parti, il semble être un Etat « normalisé » et rationnel dans lequel s'affrontent plusieurs partis politiques.

La continuité de la vie politique soviétique.

La vie politique biélorussienne depuis A. Loukachenka n'est finalement pas si différente que sous l'ère soviétique. Bien que ce ne soit plus un parti unique qui capte l'ensemble du pouvoir, c'est un homme seul qui crée la même situation. Le Président possède des pouvoirs proches de ceux accordés au Parti. Grace aux référendums de 1995 et de 1996 ses pouvoirs ces derniers sont largement accrus. Le premier référendum lui accorde le droit de dissolution du Parlement. En septembre 1996, soit deux mois avant le référendum, il use de ce droit et en profite pour imposer un système bicaméral. Les membres des deux chambres se voient retirer le droit de s'opposer aux nominations présidentielles des responsables des corps judiciaire et administratif. Les protestations des membres du Soviet suprême sont vaines. Deux chambres voient le jour une « Chambre des représentants » et un « Sénat ». A. Loukachenka compose lui-même les deux Assemblées. Il n'y a aucun doute, le nouveau Président s'inspire du système soviétique. Les Assemblées, devant être ses contre-pouvoirs, ne sont que des institutions fantoches. Son pouvoir de nominations aux plus hauts postes lui assure la paix politique et le contrôle absolu de l'ensemble des leviers politico-judiciaires. Comme le PC à l'époque, A. Loukachenka est omnipotent, rien ne lui échappe. Un pouvoir de nomination implique également un pouvoir de remerciement. Il peut à sa guise se séparer de toute personne qu'il estime contraire à ses intérêts. Les renvois sont légion dans la Biélorussie d'A. Loukachenka. En effet, le Président ne supporte pas la dissidence. G. Sartori, et avant lui M. Duverger, expliquent que dans un régime à parti-unique, il peut parfois être admis une certaine forme d'opposition au sein du parti. Le premier nomme ceci un intérêt pour le « pluralisme de parti unique ». Dans les faits, des mouvances idéologiques sont tolérées au sein du parti. M. Duverger y voit alors une forme embryonnaire de démocratie rendant compatible ce régime avec un système à parti unique. Le politiste italien est plus critique dans ses conclusions, pour lui cette compatibilité est très restreinte. Elle ne joue que le temps d'une élection donnant l'illusion d'une démocratie, alors que finalement, le but est de demander au peuple de désigner le dirigeant du parti. L'alternance politique, quintessence de la démocratie, n'existe pas. Une fois l'élection terminée, l'opposition disparaît. Dans la Biélorussie d'A. Loukachenka, cette pseudo-démocratie n'est même pas présente. Le simple fait de ne pas appartenir à un parti politique contribue à annihiler ce débat interne. Toute personne exprimant un avis contraire à celui du Président devient un opposant, et si elle occupe un poste régalien, elle est limogée.

Pas de parti : la liberté idéologique

A. Loukachenka est réputé pour sa versatilité. Il est très compliqué de connaître et de se fondre dans la ligne idéologique officielle. Le début de sa carrière est marqué par cette inconstance : d'abord pro-démocratie, puis anti-démocratie. Il reprend à son compte des points du programme du BNF bien qu'il soit farouchement opposé au nationalisme culturel. Mais surtout, sa position envers Moscou est variable. Elle change selon ses projets personnels, selon l'occupant du Kremlin ou encore selon le contexte international. C'est bien là que réside tout l'intérêt de ne pas appartenir à un parti politique. Dans sa définition des partis politiques, D.-L. Seiler insiste sur trois dimensions du parti politique : le projet, la mobilisation l'organisation[652]. La première dimension est celle qui manque le plus chez A. Loukachenka. Ce flou dans son projet l'empêche d'appartenir à un parti politique. Il ne peut pas se permettre de s'enfermer dans une structure qui lui demanderait de respecter certaines lignes, certaines valeurs. Sans cette lourdeur partisane, il peut, sans aucun problème adapter son discours et ses actes au contexte. Il n'est pas soumis au risque de contradiction avec l'idéologie fondatrice du parti.

Ainsi, libéré de cette chaine, il peut restaurer un Etat d'essence communiste tout en dénigrant le PC et intégrer des éléments du nationalisme culturel dans une nation politique. Présentée comme un symbole de modernité, cette stratégie est avant tout un symbole d'opportunisme et de lutte pour conserver à tous prix le pouvoir.

Etre au dessus des querelles partisanes

Enfin et surtout, ne pas appartenir à un parti le démarque de ses opposants. Lui n'a pas besoin d'une structure rigide pour parvenir au pouvoir. Sa seule personnalité est suffisante. Son pouvoir est à l'image de sa campagne anti-corruption, elle est une mise en œuvre de sa vision de la démocratie directe. A. Loukachenka aime parler directement aux Biélorussiens, les médias d'Etat, sont le seul intermédiaire entre lui et le peuple. Les organes étatiques le rapprochent du peuple puisqu'il en nomme lui-même les directeurs.

Cette non-appartenance à un parti lui octroie une image au dessus de la vie politique partisane. Il ne prend pas part au débat politicien, il n'en a pas besoin. Il se fabrique de la sorte, une figure de « père de la nation » [653], de celui qui arbitre le débat. Un Président membre d'un parti politique ne peut pas être en même temps le père de la nation. G. Sartori

[652] SEILER D.-L., *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986
[653] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 223-226

explique l'ambigüité du parti politique[654]. Un parti politique s'identifie à un tout or, par principe, il est plus petit que le tout. Bien que plusieurs personnes partagent les idées du parti, toutes n'adhèrent pas à celui-ci. Il existe des divergences y compris dans un Etat-parti. En se plaçant en dehors ou au dessus du système partisan, A. Loukachenka évite cet écueil. Le Père de la nation est plus rassembleur que le chef du parti. Le parti se révélerait alors davantage comme un handicap que comme un soutien.

2. Un régime bonapartiste

La conversion de la Biélorussie en démocratie illibérale suite à l'élection d'A. Loukachenka passe par cette démocratie directe induite pas l'absence de parti politique mais surtout par le recours au référendum. Cette pratique politique est l'un des critères énoncés par F. Zakaria.
La position d'A. Loukachenka envers les partis politiques correspond exactement à la définition du bonapartisme. Il préfère se tenir au dessus du système partisan, clivant, plutôt que d'y participer. Il se met dans une position de rassembleur et non de diviseur, ce qui est en contradiction avec son opposition entre masse et élites.

Des référendums pour masquer un coup d'Etat

Durant les deux premières années de son premier mandat, le nouveau Président organise deux référendums. Près de 65% des votants en 1995 sont favorables aux quatre questions posées par A. Loukachenka. Celui de 1996 est un véritable plébiscite puisque 70% des inscrits se prononcent en faveur de la ligne présidentielle[655]. Ce référendum de 1996 est celui qui compte le plus dans la carrière politique d'A. Loukachenka, il lui offre les pleins pouvoirs. Selon les résultats officiels, 83% des votants sont en faveur de la prolongation du mandat présidentiel. Comme à son habitude, A. Loukachenka confisque les pouvoirs et s'impose en maître absolu de la Biélorussie avec le soutien du peuple. En effet, sa procédure d'amendement constitutionnel par voie référendaire est inscrite dans la Constitution de 1994. Elle exige, pour être adoptée, un taux de participation d'au moins 50% des électeurs. Toutes les conditions légales sont remplies. Les Biélorussiens acceptent, volontairement, de donner deux années de plus à leur Président. Toutefois, le coup de force constitutionnel n'est qu'un semi-succès. A. Loukachenka explique, après sa seule et unique visite officielle en France en 1996, qu'il

[654] SARTORI G., *op.cit.*, p. 76
[655] Les résultats de la consultation de 1996 sont contestés par l'opposition. Nous donnons ici les chiffres officiels, tels que validés par le gouvernement. Les soupçons de fraude sont très forts, des suffrages anticipés ont lieu deux semaines avant le scrutin officiel. Des urnes « volantes » selon la formule de J.-C. Lallemand et V. Symaniec sont instaurées dans les campagnes et les casernes, en plus des bureaux de votes ordinaires.

souhaite un septennat au lieu d'un quinquennat pour « rapprocher la loi fondamentale de la Biélorussie des standards européens »[656]. Cet argument est assez fallacieux. La durée moyenne d'un mandat de chef de gouvernement en Europe est de cinq ans. Néanmoins, le septennat d'A. Loukachenka est exceptionnel, il n'en fera aucun autre, la Constitution prévoit toujours un quinquennat, renouvelable à l'infini. Le septennat était surtout une stratégie pour s'assurer la pérennité de son poste.

Quoi qu'il en soit le référendum de 1996 marque un tournant majeur dans la politique biélorussienne. Si celui de 1995 impose le nationalisme politique teinté de communisme et de zapadno-russisme, celui de 1996 affirme la ligne politique du Président qui devient l'homme le plus puissant de la Biélorussie. Les deux Assemblées sont sous sa coupe et il affirme le conservatisme et l'antilibéralisme : 80% des votants sont pour le maintien de la peine de mort[657]. Pour une nation habituée à la violence, ce résultat n'est pas une surprise.

Le référendum pour attirer l'ensemble des électeurs

Ce référendum de 1996 est un symbole d'une pratique bonapartiste du pouvoir, une forme particulière de populisme qui s'accorde très bien avec un régime nationaliste. C'est un régime qui repose sur des bases populaires, paysannes voire parfois ouvrières. « Il revêt une dimension plébiscitaire qui s'accompagne d'une dénonciation des divisions suscitées par les partis »[658]. L'électorat premier d'A. Loukachenka est composé des franges paysannes et ouvrières, celles qui entre 1991 et 1994 ont été le plus durement frappées par le début de la transition démocratique et l'économie de marché. Il réunit derrière lui tous les insatisfaits de ce changement de régime. A. Loukachenka participe au clivage de la nation : il oppose les gens du peuple et les élites. Il entretient cette division entre les masses et les élites. Bien qu'il se présente comme le « père de la nation », il s'adresse plus volontiers aux premières qu'aux deuxièmes. D'ailleurs, il exprime régulièrement son mépris pour les élites qu'elles soient universitaires, politiques ou journalistiques. Il emploie à leur encontre un langage souvent ordurier, scatologique ou sexuel, qu'il estime être proche de celui des masses. Il n'a de cesse de rappeler que, lui, vient du peuple. Ainsi en 2006, il déclare à des journalistes ukrainiens : « Ce n'est pas la politique d'un gentil garçon issu d'une famille de l'*intelligentsia* où l'on sait comment dresser la table, où poser la fourchette et le couteau. Moi, je ne l'ai

[656] LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V., *op.cit.*, p. 57
[657] La Biélorussie est encore aujourd'hui, le dernier Etat à pratiquer la peine de mort sur le continent européen. A. Loukachenka martèle qu'il envisagera de l'abolir quand les Etats-Unis feront de même.
[658] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.*, p. 34-35

appris nulle par, je suis arrivé comme je suis et je dirige le pays comme je peux. Moi, je suis sorti du peuple, de la masse »[659].

Pour reprendre J.-C. Lallemand et V. Symaniec, grâce au référendum de 1996, « A. Loukachenka devient un président populaire »[660]. Son travail pour le devenir débute avec le référendum de 1995 quand il ravive la flamme communiste par l'adoption des symboles inspirés de la République soviétique de Biélorussie. Mais le référendum de 1996 est différent. Certes, parmi les questions il y a celle de la date de la fête nationale de la Biélorussie, mais l'idéologie n'est pas au centre de la consultation. Cette consultation s'intéresse à la politique interne de la Biélorussie et non à son identité. Le fait d'appartenir au BNF n'empêche pas d'être contre l'abolition de la peine de mort. Ainsi, par cette manœuvre habile, le Président recueille des voix qui d'ordinaire s'élèvent contre lui.

Les référendums de 1995 et 1996 sont une nécessité absolue pour A. Loukachenka. Il a, certes, été élu avec plus de 80% des suffrages exprimés en 1994 mais ses concurrents représentent toujours un danger. Son rival du deuxième tour, le conservateur, V. Kebitch et Z. Pozniak, chef de file du BNF sont toujours en embuscade pour contrarier ses plans. Les succès des deux référendums leur portent un coup fatal. Les Biélorussiens soutiennent leur Président. D'ailleurs ses réélections sont, elles aussi, des plébiscites. Toutefois, les suspicions et les preuves de fraudes sont nombreuses. Le soutien populaire s'est sûrement émoussé depuis 1994, mais, A. Loukachenka, tenant tous les leviers du pouvoir, peut manipuler les résultats à sa guise et faire croire au plébiscite.

Dans la Biélorussie d'A. Loukachenka, appartenir à un parti politique n'est pas une nécessité pour devenir Président de la République. Au contraire, depuis la campagne présidentielle de 1994, un parti politique se révèle être un handicap pour diriger l'Etat. Trop rigide, un parti politique impose de suivre un programme plus ou moins précis. A. Loukachenka devenu le nouveau Père de la nation n'a pas besoin de ce genre de contraintes.

En Europe centrale et orientale, la chute du communiste et la transition démocratique reconfigurent le paysage politique. Les nouveaux Etats passent d'un Etat-parti à un système partisan pluraliste.

En Serbie et en Biélorussie, le nationalisme ultra-puissant interdit la composition d'un tel échiquier politique. Sous couvert d'une approche novatrice de la politique, S. Milošević et A. Loukachenka mettent un obstacle à la construction d'un système démocratique.

[659] KARBALEVITCH V., *op.cit*., p. 166
[660] LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V., *op.cit.*, p. 61

Néanmoins, les deux Présidents ne peuvent pas totalement se tenir hors du phénomène de transition démocratique. S'ils peuvent limiter le système partisan, ils ne peuvent pas empêcher l'expression d'une dissidence. Ils la contrôlent alors pour donner l'impression de sa liberté.

II. Une opposition illusoire

Selon le *Dictionnaire de science politique,* « dans tous les systèmes politiques, la fonction d'opposition désigne la remise en cause de tout ou partie des choix arrêtés par le gouvernement ainsi que l'ensemble des pratiques et des configurations qui découlent de cette affirmation critique »[661]. Si l'opposition possède un droit d'expression totalement libre dans les systèmes démocratiques en raison des droits accordés à la minorité, il n'en va pas de même dans les systèmes non-démocratiques. Ici, elle doit user de subterfuges pour exister, souvent elle agit dans la clandestinité et au péril de sa vie.

Cette situation de l'opposition est caractéristique des systèmes à tendance totalitaires. Inspirés des expériences nazie et stalinienne, ces systèmes « ont prétendu embrasser et contrôler tous les aspects et tous les moments de l'existence sociale et individuelle dans les milieux qui leur étaient soumis, sans opérer de distinction entre vie privée et vie politique »[662]. L'objectif du pouvoir est de dissoudre la société dans l'Etat et de créer un « homme nouveau ». Cet homme nouveau a vocation de tout mettre en œuvre pour assurer la grandeur de l'Etat pour atteindre le bien commun. Dès lors que ce bien commun sera atteint, alors l'Histoire prendra fin par l'accouchement d'un Etat parfait pour une société parfaite.

Dans ce type de système, l'opposition n'a pas de place. Elle est un obstacle à la grand-œuvre du pouvoir. Cette opposition, ennemie intérieure, est diabolisée par le pouvoir : c'est une caste agissant pour ses intérêts propres ou pour le compte d'une puissance étrangère.

La Serbie et la Biélorussie dans les années 1990 correspondent à un système d'essence totalitaire. S. Milošević et A. Loukachenka, en reprenant à leur compte le nationalisme, et s'emparant de tous les leviers du pouvoir, empêchent toute pensée divergente. Les minorités n'ont aucun droit, le dominant politique est le seul à pouvoir s'exprimer. L'opposition n'a d'autre choix que de se taire ou de s'y conformer. Toutefois, les paysages politiques serbe et biélorussien ne sont pas aussi pessimistes. Une opposition existe, même si elle est faible. La question qui nous intéresse ici n'est pas celle des moyens d'expression de l'opposition mais sa

[661] HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *op.cit.,* p. 214
[662] *Ibid.,* p. 273

nature. Pris dans un monde en plein changement, en pleine démocratisation, S. Milošević et A. Loukachenka ne peuvent pas totalement ignorer les prémisses démocratiques.

Les systèmes partisans serbe et biélorussien des années 1990 sont révélateurs de la porosité de ces régimes à tendance totalitaire. A. Loukachenka et S. Milošević tentent de mettre fin au système de partis inspiré de la démocratie Occidentale, mais en vain. Le débat se restructure toujours en partis et/ou en mouvements partisans. Toutefois, A. Loukachenka réussit le tour de force, assez extraordinaire d'être élu et de se maintenir au pouvoir sans le soutien d'un parti. Certes, la spécificité de la vie politique biélorussienne l'aide à accomplir cela, mais, il faut noter la rareté d'une telle situation sur le continent européen. L'expérience biélorussienne depuis 1994 montre qu'une autre façon de faire de la politique est peut-être possible. Malheureusement, l'antidémocratisme d'A. Loukachenka fausse la donne et ne permet pas d'établir une telle conclusion avec certitude.

Le type d'opposition est calqué sur le type de nationalisme. En Serbie, elle est avant tout ethnonationaliste. Tout dépend du degré de nationalisme dans le programme de l'opposition. Finalement, il s'agit dans la première période du gouvernement de S. Milošević d'une opposition de personne, plutôt qu'idéologique. Puis lors de la deuxième, quand le nationalisme s'effiloche, une véritable opposition démocratique se construit (A). En Biélorussie, l'opposition démocratique a bien du mal à se maintenir après la Présidentielle de 1994, en raison de la puissance du nationalisme politique communiste imposé par A. Loukachenka. Grâce au succès de sa propagande contre le BNF, le Président parvient à ancrer l'idée que s'opposer au communisme, équivaut à vouloir le malheur des Biélorussiens (B).

En Serbie comme en Biélorussie, les deux Présidents procèdent selon la même stratégie : rechercher des ennemis de la nation pour unir celle-ci contre eux. Pour comprendre ce procédé nous nous appuierons sur la théorie « ami-ennemi » développée par C. Schmitt[663].

A. Serbie : d'une opposition nationaliste à une opposition démocratique

La Serbie un régime semi-concurrentiel. Dans ce type de régime, généralement en vigueur en Afrique postcoloniale, une concurrence entre des candidats pour des postes, or celui du Président, est possible au sein d'un parti unique. Lors des élections locales et législatives, des candidats, tous issus du parti présidentiel s'affrontent pour être élus. Un tel processus donne une illusion d'opposition politique.

[663] Nous nous référons ici à SUR. S., « Ami, ennemi : le politique selon Carl Schmitt, formule simple, idée fausse », *in* SUR S. (dir.) *Carl Schmitt, concepts et usages*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 232-250

La Serbie n'est pas un régime mono-partisan : outre le SPS de S. Milošević, il existe de nombreux autres partis politiques. Toutefois, cette diversité n'est pas synonyme de pluralité idéologique ni d'opposition. L'ensemble des partis de pouvoir dans les années 1990 n'offre pas une palette idéologique très variée. Au contraire, ils sont tous de fervents défenseurs d'une Grande-Serbie, y compris, les partis se présentant comme démocratiques. Il ne s'agit alors pas d'une opposition idéologique mais de personne. Qui pour prendre la place de S. Milošević ? (1°) Cette force du nationalisme ethnique, avec tout ce qu'il sous-entend alors de supériorité des Serbes sur les Slaves du Sud, empêche la structuration rapide d'une opposition démocratique au sens Occidental (2°).

1. Une opposition nationaliste

S. Milošević séduit les Serbes en se construisant l'image d'opposant au titisme par sa récupération et son appropriation du nationalisme. Il apparaît, aux yeux de ses co-nationaux, à la fin des années 1980, comme le seul capable de redonner tous leurs droits au Serbes. Lorsqu'il est désigné en mai 1989, par l'Assemblée nationale, Président de la République socialiste de Serbie, c'est en tant qu'opposant politique. Il est porteur d'une idéologie différente et concurrente au titisme : le nationalisme. Ici, il suit le schéma des autres nations de la région qui renversent le pouvoir communiste et le remplacer par une autre idéologie, jugée plus acceptable : la démocratie. Nous sommes bien dans la Serbie de la fin des années 1980 et du début des années 1990 dans une situation de transition politique. La seule différence est que S. Milošević ne conduit pas la Serbie sur la route de la démocratie.

Si l'opposition est définit comme l'ensemble des groupes partisans ou associatifs critiques envers le pouvoir, alors il est certain que la Serbie de S. Milošević durant la période 1988-1996 ne connaît pas d'opposition. Des voix s'élèvent contre le Président serbe, mais ce n'est pas pour critiquer son nationalisme mais l'intensité de celui-ci. Les opposants sont tous d'ardents défenseurs du nationalisme Grand-serbe. Il ne s'agit donc pas réellement d'une opposition idéologique, mais plutôt une de personnes.

Durant un peu plus de dix ans, les leaders politiques serbes, qu'ils soient pro-Milošević ou opposants, n'ont pas eu à se demander quelle est leur idéologie. Ils ont épousé le nationalisme Grand-serbe dès lors qu'il a réussi à S. Milošević. Maintenant que ce celui-ci est dans la tournante, ils doivent se prononcer et faire des choix qui seront déterminants pour leur carrière. La sincérité de la décision est quant à elle très contestable, comme le démontre le revirement démocratique de Z. Đinđić.

Choyer l'opposition pour préserver son poste

S. Milošević manœuvre pour empêcher une opposition trop forte et trop dangereuse pour son poste. Il met en place un système de cooptation pour attirer à lui, l'ensemble des leaders nationalistes. Il leur offre des postes plus ou moins dotés de pouvoir selon le degré de concurrence qu'ils représentent. La liste des Présidents de la République de Serbie et de la RFY suivent l'intensité du sentiment nationaliste. Plus nous avançons dans le temps, plus le régime s'enferme dans la violence ethnique, plus les leaders au pouvoir sont des tenants d'un nationalisme fort « Milošević a su préserver son pouvoir à l'intérieur par cette logique de guerre contre l'ennemi extérieur. Et il a joué sur le double registre de la répression et de la cooptation pour désamorcer successivement les oppositions »[664].

Le DEPOS de Z. Đinđić ou l'illusion démocratique

Des élections libres ont lieu sous S. Milošević, sauf pour lui lorsqu'il sent que son pouvoir vacille. Par exemple en décembre 1993, lors des élections anticipées en Serbie, sont représentés sept partis politiques. Néanmoins, la concurrence idéologique est très faible. Tous les partis proposent la réalisation de la Grande-Serbie, celle regroupant uniquement des Serbes vivant sur les terres de l'Empire médiéval. Le SPS remporte 47 sièges, le Parti radical 34 et la coalition DEPOS 20. Cette coalition est présentée comme démocratique, toutefois est-elle réellement une opposition idéologique à S. Milošević ? En apparence la réponse est oui. En effet, l'un des leaders du DEPOS est Z. Đinđić. A la fin des années Milošević, il est, pour les Occidentaux, l'un des artisans de la chute du régime. Sa carrière démontre que son opposition n'a pas toujours été si claire. Au début des années 1990, il demande à ce qu'une chance soit laissée à S. Milošević pour réaliser sa politique en raison de sa popularité en Yougoslavie. Il oublie alors que la Serbie n'est pas la Yougoslavie et que la popularité du futur Président s'arrête à la communauté serbe. Il s'insurge contre le Plan Vance-Owens[665] et sa partition de la Bosnie-Herzégovine, contraire aux projets de Grande-Serbie. En effet, il reproche aux auteurs de ce plan d'opérer une séparation entre les communautés serbes de Bosnie-Herzégovine et celles de la RFY. Ce Plan met en échec le projet d'union géographique. Enfin, preuve ultime de l'attachement de Z. Đinđić au nationalisme Grand-Serbe : son soutien à R. Karadžić à Pale en 1994. Il déclare alors « Le Parti démocrate

[664] RUPNIK J., « L'héritage partagé du nationalisme serbe. Le pouvoir, l'opposition et la société à l'épreuve de la guerre », *Critique internationale*, 1999, p. 17

[665] Plan de paix proposé par C. Vance, délégué de l'ONU et David Owens, en 1993, pour mettre un terme aux tensions en Bosnie-Herzégovine. Il imagine un découpage territorial de l'Etat en dix régions semi-autonomes. Le plan est un échec avant sa mise en place, dépassé par les avancées militaires et les nettoyages ethniques.

soutient la politique de Radovan Karadžić car elle mène à l'accomplissement de nos buts nationaux, à une paix permettant aux gens de dire librement dans quel Etat ils veulent vivre sans que cela soit imposé par d'autres peuples et par les puissances étrangères »[666]. Nous retrouvons bien là tous les arguments des nationalistes serbes et la conviction que les guerres menées par R. Karadžić et R. Mladić sont des guerres justes qui mèneront à la paix. Tout dépend de la définition de la paix et de savoir à qui elle profite. Dans le cas des guerres serbes dans les Républiques et Provinces voisines, la paix ne profite qu'aux seuls Serbes, les autres nationalités sont rejetées et massacrées. Dans cette citation, Z. Đinđić sous-entend l'idée de Serbie ethniquement pure créée de la volonté du peuple. Si nous suivons sa logique, les différents peuples composant l'ex-RFSY se répartissent naturellement selon leurs affinités après la chute de celle-ci. Les guerres qui éclatent dès 1992 ne seraient que des moyens pour aider les peuples à leur répartition et assurer les frontières ainsi dessinées. De même, il condamne, une fois de plus, l'ingérence internationale dans ce qui est considéré par les Serbes comme une guerre civile. Le politicien rappelle que si la sécession de la Slovénie est acceptée, celles de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine ne le sont pas. Pour lui, comme pour les autres nationalistes, la Yougoslavie existe toujours. Elle n'est plus titiste mais serbe. Elle n'est pas unie par la réalisation du projet communiste du Maréchal mais par celle de la Grand-Serbie.

Néanmoins, le leader du Parti démocrate ne soutient pas S. Milošević jusqu'à la fin. Il rompt avec lui suite à la signature des Accords de Dayton. Comme beaucoup de nationalistes, il estime que le Président serbe a « bradé » les intérêts de la Serbie en acceptant, sous la pression internationale, de mettre un terme à la guerre de Bosnie-Herzégovine. Les terres réputées serbes ne sont pas encore toutes revenues dans le giron national. Z. Đinđić, comme V. Seselj affirment que S. Milošević a sauvé sa place en signant ces accords et empêché, retardé aux vues de la suite de l'Histoire, une intervention internationale qui lui aurait été fatale. En effet, en ratifiant les Accords de Dayton en 1995, S. Milošević s'offre cinq années supplémentaires à la tête de la RFY.

Finalement, Z. Đinđić fait rapidement oublier son passé nationaliste en intégrant le mouvement *Zajedno* quand ses amis nationalistes maintiennent leur soutien au Président, conduisant ainsi à une nouvelle et dernière guerre au Kosovo, déclenchant les frappes aériennes de l'OTAN.

[666] *Ibid.*, p. 18

Un régime semi-concurrentiel

Que révèle le parcours de Z. Đinđić sur l'opposition en Serbie dans les années 1990 ? De l'extérieur et sans s'intéresser à la teneur des débats, il semble que la vie politique serbe soit riche et diversifiée. De nombreux partis s'affrontent et vu par un regard Occidental, leurs noms laissent imaginer une multiplicité des idéologies. De plus, la régularité des échéances électorales donne l'impression d'une véritable démocratie.

En se penchant un peu plus sur les partis, l'existence d'une coalition nommée « Mouvement démocratique de Serbie » laisse à penser que cette République n'a pas totalement finalisé sa transition et qu'une opposition se bat pour instaurer ce régime. Le problème est qu'avant la recrudescence des massacres au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, les commentateurs et observateurs internationaux s'arrêtent à cette idée. Des leaders tels que Z. Đinđić tirent leur bonne image de cette impression. Il faut s'intéresser au plus prêt au programme de chaque parti pour comprendre l'essence de la vie politique serbe. Tous les partis politiques de 1988 à l996 sont des tenants du nationalisme.

Cet accord sur la réalisation de la Grande-Serbie fait de la Serbie un régime semi-concurrentiel en particulier après les Accords de Dayton. Dès lors, une surenchère nationaliste fait rage. Chacun voulant prouver qu'il est plus nationaliste que l'autre, et surtout plus nationaliste que S. Milošević. L'opposition, y compris démocratique, n'a pas pour objectif de continuer la transition démocratique engagée par A. Marković. La question est seulement de savoir qui dirigera les Serbes. Par l'usage constant de la menace et de la cooptation, S. Milošević parvient à rendre cette situation peu dangereuse pour lui. Son image de père de la résurrection serbe est suffisante pour que S. Milošević conserve son pouvoir malgré la forte concurrence nationaliste.

Tant que le peuple reste convaincu par le nationalisme Grand-serbe, les partis politiques défendent cette idéologie. Ce n'est que quand les Serbes s'interrogent sur l'opportunité d'un régime uniquement nationaliste qu'une scission s'opère. Chaque leader doit alors, comme à la fin des années 1980, se poser une question : maintenir son soutien au nationalisme ou se convertir en démocrate ?

2. <u>La lente structuration de l'opposition démocratique</u>

Affirmer qu'il n'existe aucune opposition d'essence démocratique, au sens Occidental du terme, serait caricatural. Bien qu'elle soit noyée dans le nationalisme, elle n'en est pas moins présente dans le paysage politique serbe. C'est la force du nationalisme et son emprise sur l'ensemble de la société, tant au niveau public que privé, qui empêche les défenseurs de la

démocratie de s'exprimer. Si une véritable opposition institutionnelle apparaît à partir de 1996 sous la forme de *Zajedno*, les prémisses de celle-ci remontent à juin 1992. La définition de l'opposition précise que dans les Etats non-démocratiques, elle peut prendre des formes clandestines et/ ou associatives. En juin 1992, c'est la deuxième forme qui porte le mouvement contestataire par l'association estudiantine *Studentski protest 92*. Après un printemps 1992, durant lequel S. Milošević a multiplié les manœuvres politiques pour s'assurer le pouvoir, les étudiants se mettent en grève pour demander sa démission ainsi que la dissolution de l'Assemblée de Serbie et de nouvelles élections législatives. Ce n'est pas la première fois que des mouvements étudiants s'opposent au pouvoir dans la région. Déjà, en mars 1981, les étudiants albanais du Kosovo manifestent pour réclamer le statut de République pour la Province autonome, ce qui leur a toujours été refusé par Tito. Les manifestations tournent à l'émeute et sont sévèrement réprimées par les Serbes[667]. Malgré tout, ce mouvement est l'une des origines de la résistance albanaise qui deviendra plus tard l'UÇK. La réussite d'un tel mouvement passe par deux éléments fondamentaux. Le premier est la croyance de la masse en sa justesse, la seconde est l'incapacité du pouvoir serbe à diaboliser les manifestants et résistants. Au contraire, le mouvement démocratique en Serbie ne bénéficie pas de conditions aussi propices. Il faut le choc et les conséquences des Accords de Dayton pour qu'il puisse enfin se massifier. Un mouvement démocratique suit, finalement, la même ligne de vie, et connaît les mêmes incertitudes qu'un mouvement nationaliste. Nous ne nous intéresserons pas à ce processus de construction et de massification du mouvement mais aux raisons de la lenteur de ce dernier. En effet, si les nations ex-communistes possèdent un mouvement démocratique puissant dès 1989, voire même parfois un peu avant, il n'en va pas de même pour la Serbie. Il n'apparaît réellement qu'à partir de mars 1996, au travers de l'union du Mouvement serbe du renouveau, de l'Alliance civique de Serbie et du Parti démocrate.

La principale raison de cette structuration lente du mouvement démocrate provient de S. Milošević lui-même, il parvient à faire du nationalisme Grand-serbe, l'idéologie la plus forte de la République. Les leaders politiques qui s'opposent, le contredisent, dans l'intensité du nationalisme et la force des actions commises en son nom. La tentation totalitaire qui traverse la Serbie à cette époque rend difficile l'éclosion d'une autre idéologie, aux antipodes de ce nationalisme ethnoculturel ultra-violent.

[667] A ce sujet voir KADARE I., *Le cortège de la noce s'est figé dans la glace*, publié en 1985

C. Schmitt pour comprendre l'épouvantail démocratique

La théorie de C. Schmitt de « l'ami-ennemi » permet de comprendre comment S. Milošević fait de la démocratie un épouvantail, effrayant les Serbes. Il agit de même avec les non-Serbes vivant sur les terres médiévales. Dans cette théorie, le pouvoir s'achète la paix interne en faisant de tous les éléments étrangers et extérieurs à sa politique, des ennemis de la nation. Il brosse un portrait de l'autre, quelque soit sa forme, tel, qu'il devient effrayant et doit être détruit avant que la nation soit détruite. Le leader politique impose, d'une part, un repli sur soi, sur l'essence de la communauté, et d'autre part, une guerre contre l'extérieur. Tant que le peuple est en guerre contre l'extérieur, il n'entre pas en guerre contre le pouvoir. Les potentielles véhémences contre le pouvoir sont reportées vers l'extérieur, vers l'ennemi. Le gouvernement, lui, est l'incarnation de l'ami. Cette idée est transcrite de façon simple et lapidaire par G. Orwell dans *1984*, « La guerre, c'est la paix ». Toutefois, cette paix interne est artificielle, elle ne peut durer que le temps que le peuple accepte de se mobiliser contre l'ennemi. Le jour où, pour diverses raisons, il décide de ne plus suivre le gouvernement, alors ce dernier risque d'être renversé.

Ceci correspond parfaitement à la Serbie sous S. Milošević. Le Président et ses alliés nationalistes déterminent deux ennemis de la Serbie, le premier, naturel, sont les non-Serbes, le deuxième, plus fortuit, est l'Occident et tout ce qu'il représente. Les Serbes sont mobilisés par le nationalisme Grand-serbe, dans une guerre fratricide avec leurs anciens frères yougoslaves et leurs voisins albanais. Ces deux groupes sont engagés dans un complot visant à affaiblir, voire à détruire la nation serbe. Effrayés par cette idée, alors que le Mémorandum leur a redonné espoir, les Serbes acceptent de suivre S. Milošević dans ses guerres. Elles sont à la fois présentées comme des guerres de revanche contre les Ottomans et les Oustachis, comme des guerres de préservation de l'identité serbe et des guerres saintes, les génocides sont fondés sur une large part religieuse. La théorie « ami-ennemi » de C. Schmitt explique pourquoi S. Milošević s'entête dans cette politique guerrière. Par la guerre, il réifie le projet national Grand-serbe, il sort du domaine de la théorie pour devenir tangible. Ces guerres ne sont pas perçues comme injustes, elles sont nécessaires à la survie du peuple serbe.

Ainsi, le cosmopolisme, corollaire de la démocratie, est banni de la Serbie après avoir connu de belles années sous le titisme. Suite aux déclarations d'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine, les guerres menées par la RFY sont des guerres internationales. L'ennemi est bien extérieur mais il possède des agents à l'intérieur des frontières nationales, la population se mobilise pour les éliminer. La problématique est un peu différente pour le Kosovo. Il conserve le statut de Province de la Serbie, il n'a aucune

indépendance malgré son envie de l'être. Les attaques menées par la JNA relèvent donc de la qualification de guerre civile mettant à mal la théorie de C. Schmitt. S. Milošević se sort de cet écueil en affirmant qu'il n'ordonne pas de mission de guerre mais de maintien de la paix. La *kulturnation* lui offre l'occasion de faire des Albanais du Kosovo un ennemi extérieur qui agit de l'intérieur.

La démocratie, un ennemi fortuit

Faire de la démocratie, une ennemie de la Serbie, est une conséquence non calculée par S. Milošević. La démocratie de type Occidental ne lui pose pas nécessairement de problème en elle-même. Elevé dans le titisme, il sait que la démocratie possède des avantages non négligeables face au communisme. De plus, son opportunisme politique lui interdit de fermer la porte à la démocratie. Elle est le régime qui s'installe dans les autres Républiques de la région, il ne peut pas l'ignorer. La démocratie devient un ennemi lorsque les Occidentaux se mêlent des affaires de la Serbie, lorsqu'ils condamnent sa politique d'expansion. Dès lors, la démocratie, parce qu'elle est le symbole du régime Occidental, devient l'ennemie de la Serbie. En tentant de s'imposer, elle essaie de brider les Serbes. Elle incarne bien un ennemi extérieur dont les Serbes doivent se prémunir. De plus, l'image d'ennemi de la Serbie est renforcée par les différents embargos contre la RFY prononcés par l'ONU. Par ce procédé, la communauté internationale met la Serbie en péril. La communauté internationale tente d'affamer les Serbes et de les empêcher de s'armer pour se défendre contre les ennemis régionaux. Une aubaine pour S. Milošević pour mettre un terme à toute volonté démocratique en Serbie.

La stratégie de diabolisation de la démocratie fonctionne un temps. Tant que la Serbie est conquérante, la démocratie est un ennemi. Les Serbes résistent unis autour du projet national et contre la démocratie.

Le début de la création d'une société civile démocratique

Un basculement s'opère dès que la Serbie connaît ses premiers revers tant militaires qu'économiques. La population voit son niveau de vie se dégrader. Ce moment coïncide avec la signature des Accords de Dayton, époque à laquelle les nationalistes émettent des doutes quant à l'attachement de S. Milošević à la Grande-Serbie.

Le Président serbe est alors attaqué sur tous les fronts. Cette fragilité permet la constitution d'une société civile démocratique, détachée du nationalisme. C'est dans ces conditions que naît en 1998 le mouvement *Otpor !*. Ce mouvement pacifique, à l'origine composé de l'union

de plusieurs associations étudiantes, soutenu par G. Soros, prend rapidement de l'ampleur. Il réclame le départ de S. Milošević suite aux fraudes électorales de 1996 et 1997. Le régime réprime violemment ces manifestations. Le succès de cette organisation réside dan sa capacité à fédérer autour d'elle des Serbes venant de tous milieux, contrairement à *Zajedno*. La transition antinationaliste s'opère à ce moment. Le symbole de cette massification du mouvement démocratique est qu'il est rejoint par les supporters de l'Etoile Rouge, jusqu'alors fervents soutiens de S. Milošević. La paix interne imposée par le Président, par la dénonciation d'ennemis extérieurs, ne tient plus, et la dernière campagne guerrière au Kosovo est un échec. Les Serbes désirent une transition démocratique à l'image des autres Etats de la région. Le nationalisme exacerbé a montré ses limites. Il faut en finir avec lui.

C'est parce qu'il peut s'appuyer sur ce soutien populaire, cette œuvre de massification idéologique réalisée par *Otpor !* que V. Koštunica, candidat de l'opposition démocratique remporte les élections présidentielles de septembre 2000.

L'opposition dans la Serbie de S. Milošević est l'une des plus originales de l'époque. Elle démontre jusqu'à 1994-1995 la force du Grand-serbisme. Les Serbes souhaitent alors vivre dans un tel Etat, seul l'aspect guerrier et meurtrier du régime divise. L'opposition devient plus traditionnelle en confrontant nationalistes et démocratiques quand la communauté internationale intervient dans le conflit ex-yougoslave. La force de l'opposition démocratique est dès 1996 inversement proportionnelle à la faiblesse du nationalisme Grand-serbe.

En Biélorussie, A. Loukachenka a toujours été soumis à une opposition, principalement incarnée par le BNF. Depuis 1994, le problème de l'opposition est sa difficulté à être audible et crédible face à la « machine Loukachenka ».

B. Biélorussie : une opposition victime de la propagande d'Etat

En Biélorussie, comme en Serbie, la force du nationalisme empêche la constitution d'une opposition. Le nationalisme politique impose une idéologie, le communisme, qui structure l'ensemble de la nation. En résumé, tout ce qui n'est pas communiste est considéré comme un ennemi et doit être chassé de la Biélorussie. Le communisme d'A. Loukachenka est la seule vérité car il est le seul capable de garantir le bonheur des Biélorussiens. Il est ainsi très compliqué de faire entendre une voix autre que le communisme (1°). Il est encore plus difficile pour l'opposition de se faire entendre, en raison de sa désunion. Eparpillés et isolés, les membres de l'opposition, ne s'accordent que sur un point : éliminer le Président. Les

différents partis et mouvements ne sont pas capables de mettre de côté les ambitions personnelles de leur leader pour constituer un front commun, crédible (2°).

1. De la difficulté de ne pas être un pro-Loukachenka

A partir de 1994, la Biélorussie est le dernier Etat communiste du continent européen. Depuis cette année-là, tout homme politique souhaitant faire carrière en Biélorussie n'a d'autre choix que de prouver sa loyauté envers A. Loukachenka. Une telle chose n'est pas toujours aisée en raison de la versatilité du Président. De plus, le fait qu'il ne possède pas de parti politique ne permet pas de s'engager auprès de lui en adhérant à ce parti.

La difficulté de suivre un Président versatile

Un pro-Loukachenka doit avoir une capacité d'adaptation exceptionnelle. La plupart des hommes politiques optent pour la solution du silence et pour une transformation en parfaits exécutants des ordres du Président. Ici, le débat historiographique entre fonctionnalistes et intentionnalistes prend tout son sens. Les pro-Loukachenka sont-ils convaincus par la politique du Président (école intentionnaliste) ou au contraire, s'adaptent-ils aux circonstances (école fonctionnaliste) ? Comme pour le cas de l'Allemagne nazie, la question est insoluble. Il est certain que les pro-Loukachenka répondent aux critères des deux écoles. Leur soutien au Président relève de la conviction, qu'à un moment donné, il fut la meilleure solution pour la Biélorussie. Ils admettent que l'élection d'A. Loukachenka, et par lui le rétablissement du communisme, a sauvé, temporairement, la Biélorussie. Mais, ils ne peuvent ignorer que le Président agit en « satrape » pour reprendre la formule de V. Karbalevitch. Toutefois afin de conserver leur poste, ils cautionnent cette politique. La loyauté des pro-Loukachenka mêle à la fois la conviction en la supériorité du communiste et la satisfaction d'ambitions personnelles.

A. Loukachenka le plus grand communiste de Biélorussie

La politique mouvante d'A. Loukachenka est un instrument politique efficace pour s'assurer qu'aucun de ses soutiens ne tente de le renverser en se présentant comme un meilleur communiste que lui. A. Loukachenka, en agissant selon aucun programme fixe, ne peut pas servir de standard pour une comparaison. En réduisant ses proches au silence pour se maintenir au plus hauts postes, en les obligeant à être nécessairement moins communistes, le Président est au dessus d'eux. Il conforte son image de père de la nation qui ne prend pas part au débat de politique politicienne : les querelles personnelles ne le touchent pas.

2. L'opposition victime de la propagande d'Etat

Si A. Loukachenka s'affaire à contenir ses soutiens, il travaille également à réduire au silence son opposition. Affirmer que l'opposition n'existe pas en Biélorussie est une erreur. Les élections de 1994 montrent que ce nouvel Etat était prêt à pour une vie politique contradictoire à l'image de celle des nations Occidentales. Ces élections présidentielles sont les seules à être réellement compétitives dans l'Histoire de la Biélorussie. Divers courants politiques s'affrontent, chacun proposant des projets différents. Il n'est pas question d'une semi-compétition comme en Serbie. Tous les candidats ont autant de chance de sortir vainqueur. De 1994 à 1996, l'opposition, notamment incarnée par le BNF, est un danger dans la réalisation des desseins du nouveau Président. Pour s'emparer des pleins pouvoirs, il doit donc éliminer ce concurrent gênant. Pour cela, il met en place tout un système de propagande à l'encontre du BNF, seul parti, à ne pas lui faire, au moins ponctuellement, allégeance. Pour comprendre l'efficacité de la propagande d'A. Loukachenka nous nous appuierons sur la grille de lecture dégagée par le controversé N. Chomsky dans *Propaganda*[668]. Le pouvoir doit opérer en deux temps. D'abord, il prépare la masse à la propagande en imposant son idéologie comme la seule valable. Ensuite, il met en place la propagande contre sa cible. Dans le cas de la Biélorussie, nous nous intéresserons en particulier au cas du BNF qui mêle à la fois lutte politique et nature du nationalisme.

Préparer la masse à la propagande

Le pouvoir ne peut pas lancer sa campagne de propagande à l'aveugle. Pour qu'elle soit efficace, la masse doit être prête à la recevoir comme seule et unique vérité. N. Chomsky dégage quatre points essentiels dans cette préparation : le soutien des intellectuels, la création d'un sentiment belliqueux, la diffusion de mensonges et la création d'un ennemi. Entre 1994 et 1996, A. Loukachenka s'éloigne de certains points de cette grille de lecture, toutefois, sa campagne de propagande à l'encontre du BNF n'en est pas moins efficace. Nous remarquons également que les quatre points de N. Chomsky ne sont pas sans rappeler le processus de massification des mouvements nationalistes de M. Hroch, les deux premiers points correspondent aux phases A et B, les deux derniers à la phase C du « niveau d'intensité de l'activité nationale »[669].

[668] CHOMSKY N. *Propaganda*, Paris, Editions du félin, 2002

[669] Voir Partie II- Titre I- Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste

S'assurer du soutien des intellectuels. Pour, N. Chomsky, le soutien des intellectuels est fondamental pour une diffusion efficace de la propagande. Ils sont une sorte de caution morale à toute action politique. Dans la Biélorussie d'A. Loukachenka, le statut des intellectuels est bien loin de celui décrit par N. Chomsky. Le Président biélorussien honnit les intellectuels. Il les moque régulièrement, comme étant des personnages qui ne comprennent rien à la société, enfermés dans leur tour d'ivoire. Il se sert de cet argument pour disqualifier le BNF et son leader Z. Pozniak, historien de l'art. Ce dernier perd toute chance de remporter la présidentielle de 1994 quand il propose de s'interroger sur la nature du nationalisme biélorussien quand A. Loukachenka promet de sortir les Biélorussiens de la crise économique. Le candidat Loukachenka se présente alors comme un « homme du peuple » face à un homme de lettres, un privilégié. Le soutien des intellectuels n'est donc pas une nécessité pour le futur Président. Au contraire, les écarter de son pouvoir et un moyen de se démarquer. Il n'a pas besoin de parti politique, ni de grands penseurs pour rendre sa politique valide. Cette dernière se suffit à elle-même.

Créer d'un sentiment belliqueux. La nation biélorussienne n'est pas connue pour être belliqueuse. Elle ne parvient pas à se construire réellement, en raison de son apathie et de sa capacité à se soumettre au plus fort. Certes, parfois au court de son Histoire, elle a pris les armes pour se rebeller, mais jamais, elle ne l'a fait de son propre chef. A chaque fois, elle a été encouragée par un voisin puissant qui entendait prendre son contrôle. Un auteur tel que le géographe V.S. Tian-Chanski énumère parmi les caractéristiques des Biélorussiens leur capacité à « accorder spontanément [leur] confiance »[670]. Bien que le déterminisme des caractères d'une nation soit d'une valeur douteuse dans une étude scientifique, il n'en demeure pas moins qu'en effet, les Biélorussiens se sont souvent soumis dans leur Histoire. A. Loukachenka ne peut donc pas insuffler un sentiment belliqueux et guerrier. Il use malgré tout d'un sentiment un peu moins fort : la haine. Il manipule la haine latente à l'encontre du début de la transition démocratique pour s'attacher le soutien de la masse. Il se fabrique alors l'image du seul candidat qui tente de lutter contre ces désastres. Il est le candidat de cette haine qui demande la fin de la transition.

Recourir aux mensonges. Pour N. Chomsky, la réussite de la propagande réside dans le fait qu'elle ne s'appuie pas nécessairement sur la vérité. Au contraire, plus elle diffuse de

[670] KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p.7

mensonges, plus elle est efficace. Les masses sont plus enclines à accepter un mensonge, que la vérité, plus nuancée et parfois plus dure. La politique d'A. Loukachenka est fondée sur le mensonge ou du moins la non-vérité. Le premier mensonge est celui à propos des désastres de la transition démocratique. Cette dernière est-elle la seule responsable de la crise économique qui s'abat sur la Biélorussie de 1991 à 1994 ? L'élection d'A. Loukachenka suspend la transition avant de savoir. Autre mensonge faisant le succès de la propagande pro-Loukachenka : l'affirmation que la Biélorussie est par essence une nation communiste. La question de la nature de la nation, abordée par le BNF, n'est certes pas posée au bon moment, mais elle n'en demeure pas moins légitime. A. Loukachenka ne crée pas cette propagande communiste, il ne fait que la raviver, aidé par la force du zapadno-russisme. Enfin, le dernier mensonge essentiel pour A. Loukachenka est l'association entre ethnoculturalisme et nazisme. Il récupère le traumatisme issu des deux Guerres mondiales pour imposer l'idée que les membres du BNF sont les descendants directs des Allemands et des Nazis. Il corrobore ses propos en rappelant que Z. Pozniak tente de prouver que les crimes commis à Katyn sont soviétiques et non nazis.

Créer un ennemi. La propagande, comme le mouvement nationaliste, pour être efficace doit rassembler derrière elle, toute, ou la majorité de la population. Les membres de la communauté s'unissent par delà leurs différences. Si le mouvement nationaliste a pour objectif la reconnaissance de la nation, la propagande a pour vocation de soutenir une action politique. Le but pour le pouvoir est de légitimer ses actes en montrant que par ceux-ci ils luttent contre un ennemi. Il lui faut donc désigner un ennemi. Si ce dernier n'existe pas dans l'imaginaire de la communauté, le gouvernement doit le créer de toutes pièces. C. Schmitt expose la nécessité pour un régime non-démocratique de combattre des ennemis extérieurs pour s'assurer la paix intérieure. A. Loukachenka recourt à cette stratégie et l'étend à la fabrication d'ennemis intérieurs. Lors de la campagne de 1994, le candidat Loukachenka n'a pas à chercher très loin un ennemi à combattre. La Biélorussie, nation communiste convaincue, n'a aucun mal à accepter cette idée. L'ennemi extérieur contre lequel il faut absolument se prémunir, est la société Occidentale sous toutes ses formes. Mais un tel combat n'est pas suffisant pour imposer son pouvoir, d'autant plus que les politiques, de retour à un système communiste mettront un peu de temps avant d'apporter des bienfaits. Pour détourner l'attention du peuple de la lenteur, voire de l'échec, de l'arrêt de la transition démocratique, il est primordial de trouver un autre responsable, cette fois-ci interne. Le BNF incarne cette

prolongation interne de l'ennemi externe. En effet, il est un des porte-voix en faveur d'un rapprochement avec l'Ouest et une intégration rapide à ses institutions.

Fabriquer un ennemi

Selon N. Chomsky, la fabrication de l'ennemi se déroule en deux temps. Il faut d'abord créer un « monstre chimérique »[671] c'est-à-dire un ennemi aussi terrifiant qu'un monstre de conte. De plus, cet ennemi n'a pas nécessairement à se présenter comme « méchant ». Le simple fait de s'opposer au pouvoir, de proposer une alternative à celui-ci est suffisante pour être qualifié d'ennemi. Nous ne reviendrons pas sur ce point au sujet du BNF : nous avons exposé la stratégie de diabolisation de ce dernier plus haut.

Cette fabrication de l'ennemi est un point essentiel dans la construction d'un régime d'essence totalitaire. Nous avons évoqué précédemment l'étude d'H. Arendt au sujet de l'ennemi. En plus de la nature de ces ennemis, il faut comprendre leur importance dans le fonctionnement du régime. En effet, sans le recours à un ennemi, un régime non-démocratique n'a que peu de chance de durer dans le temps. Ce sont les ennemis qui justifient l'utilisation de moyens extraordinaires et les privations de droits et libertés. Ils sont l'excuse parfaite à la suspension de l'Etat de droits « s'il n'était question que de la haine des Juifs ou des bourgeois, les régimes totalitaires pourraient, après la perpétration d'un unique et gigantesque crime, en revenir, comme avant à des règles de vie et de gouvernement normales »[672].

A. Loukachenka fabrique, dénonce et chasse depuis 1994 des ennemis à la Biélorussie. Toutefois, A. Loukachenka tente d'induire une telle fusion entre lui et l'Etat qu'il fait de ses opposants, des ennemis de la Biélorussie. Il empêche alors toute pensée dissidente sur la nature de la nation, son projet de vie ou encore sur son positionnement dans la communauté internationale.

Le deuxième temps est celui de la campagne d'anéantissement de l'ennemi intérieur. Une fois l'ennemi interne identifié et connu de tous, le pouvoir n'a pas d'autre alternative que de l'éliminer. Pour demeurer crédible aux yeux de la masse, le pouvoir doit prendre des mesures pour se débarrasser de cette nuisance. Deux possibilités s'offrent à lui, ou il élimine partiellement l'ennemi pour continuer à l'accuser de tous les maux, ou il l'élimine totalement et devra ensuite créer un nouvel ennemi. La finalité demeure toujours la même : rendre la paix instaurée par le leader incertaine et faire du leader le seul défenseur de l'intérêt de la nation.

[671] CHOMSKY N., *op.cit.*, p. 52
[672] ARENDT H., *op.cit.*, p. 764-765

Depuis l'arrivée au pouvoir d'A. Loukachenka, des personnalités politiques d'opposition disparaissent. Ceci est directement lié à la création au milieu des années 1990 d'un « escadron de la mort »[673] , imaginé par V. Cheïman, secrétaire du Conseil de sécurité et I. Sivakov, Ministre de l'Intérieur, spécialisé dans la suppression d'individus non favorables au Président[674].

Toutefois, les persécutions envers les « ennemis » ne se sont pas arrêtées pour autant. Beaucoup d'opposants sont menacés, régulièrement arrêtés et condamnés pour divers motifs en lien avec la sécurité nationale. Beaucoup sont également reconnus comme prisonniers de conscience par Amnesty International.

Afin de sauver leur vie, les leaders politiques d'envergure choisissent l'option de l'exil. Mais ils perdent alors une grande part de leur influence politique. En effet, ils apportent des arguments supplémentaires à A. Loukachenka lorsqu'il affirme être le seul à connaitre réellement la vie des Biélorussiens.

Des opposants politiques vivent toujours en Biélorussie. Mais ils se révèlent impuissants face au Président. Le fait que leur liberté d'expression soit grandement limitée n'est pas l'unique raison de leurs échecs à le renverser. La clandestinité n'a jamais été un frein à l'existence d'une opposition dans des régimes non-démocratiques. La principale raison est l'incapacité de l'opposition à s'unir contre le pouvoir. Les différents partis et mouvements politiques sont davantage intéressés par leur réussite personnelle. Ces divisions inconciliables au sein de l'opposition, cette incapacité à faire front commun, la rend totalement inaudible pour les Biélorussiens, là où A. Loukachenka et ses proches parlent d'une seule voix, bien qu'elle soit changeante.

La Raison humaine, son sens critique et son indépendance mettent en échec la tentative d'omnipotence du pouvoir de S. Milošević et d'A. Loukachenka. Tous deux doivent s'accommoder d'une opposition.

En Serbie, S. Milošević fait face à une opposition Grand-serbe. La question n'est pas l'idéologie au fondement du régime, mais son intensité et son utilisation.

En Biélorussie, la nature de l'opposition est plus « classique ». Il s'agit d'une opposition idéologique. Elle propose un régime démocratique là où le nouveau Président propose le communisme.

[673] Pour une étude détaillée de « l'escadron de la mort » voir KARBALEVITCH V., *op.cit.*, p. 375-405

[674] Depuis les révélations d'I. Titenkov, en 2001, des agissements de cet escadron, dans le journal russe *Noveyïe Izvestia*, il est nettement moins actif. Pour sa part, A. Loukachenka refuse d'en reconnaitre l'existence.

En Serbie de 1996 à 1998, se structure un mouvement de contestation démocratique hétéroclite mais uni qui parvient à renverser le Président. En Biélorussie, les partis et les leaders sont tant en concurrence avec A. Loukachenka qu'entre eux. Face à cette cacophonie, les Biélorussiens optent pour le candidat Loukachenka, seule personne stable et audible dans ce paysage politique.

La combinaison de la transposition de la théorie des systèmes-monde d'I. Wallerstein et la création des deux premières démocraties illibérales sont riches en enseignements. La Serbie et la Biélorussie sont, certes, victimes des ambitions personnelles de leur leader politique, mais surtout, elles démontrent la difficulté d'une transition démocratique. Cette dernière demande l'intégration rapide et inconditionnelle de normes et de principes forgés des expériences des nations ouest-européennes et nord-américaines. Elle ne tient pas compte des spécificités de la nation qui cherche à réaliser cette transition.

Après la chute du monde communiste, les Etats-nations entrent dans une course effrénée pour intégrer le monde démocratique. Leur objectif est d'adhérer au plus vite à l'UE, à l'ONU ou au Conseil de l'Europe… Des Etats tels que la Pologne ou la Hongrie acquièrent en un temps record les standards européens. La communauté internationale les en félicite et s'en félicite. Toutefois, cette réussite est une illusion. Le début des années 2010 le prouve. Une intégration politique, juridique, économique n'est pas suffisante. Il manque un élément essentiel : l'intégration culturelle c'est-à-dire une adéquation entre l'identité nationale et les normes internationales.

La communauté internationale ferme les yeux sur la réalité du rejet de la transition démocratique en Serbie et en Biélorussie. Elle ne veut pas admettre pourquoi le nationalisme pousse à un régime non-démocratique. Par effet de miroir, elle ignore que le nationalisme est également à l'origine de la transition démocratique consolidée de certaines nations. Comment une idéologie « mauvaise » pourrait-elle engendrer un « bon » régime ? Pourtant la Serbie de S. Milošević et la Biélorussie d'A. Loukachenka prédisent les revendications du Groupe de Visegràd : une intégration au système-monde Occidental, mais pas au prix de la perte de son identité nationale.

Conclusion

Toutes nos recherches nous mènent à plusieurs conclusions importantes.

La première est celle du rôle central du nationalisme dans les évènements en Europe centrale et orientale dans les années 1990. Contrairement aux affirmations d' H. Kohn et aux croyances des Occidentaux, il n'existe pas de bon ou de mauvais nationalisme. Le nationalisme est un concept politique neutre instrumentalisé par les leaders politiques selon leurs besoins. Ainsi, dans la majeure partie des nouveaux Etats indépendants de la région, les membres de la communauté s'unissent autour du projet commun de mettre fin au communisme au profit de la démocratie. Le processus révolutionnaire donnant lieu aux Révolutions française et américaine se rejoue ici. Mais, les commentateurs politiques, empreints de la mauvaise image du nationalisme depuis l'expérience nazie, refusent de voir l'impact positif du nationalisme. Pourtant les Polonais, les Hongrois ou les Tchèques, lorsqu'ils cherchent leur *volk* pour se sortir de l'identité collective de l'URSS, « pensent se ressembler », pour reprendre les mots de G. Hermet, et « aspirent, également, à se trouver des ressemblances sous l'autorité de gouvernants dont [ils] estiment qu'ils leur ressemblent »[675]. Aucun de ces peuples ne souhaite que leurs ressemblances soient l'appartenance plus ou moins contrainte au communisme. Ils désirent un éclatement de ce bloc afin de retrouver toutes les nuances qui le composent. L'Europe de l'Est n'est pas un monde uniforme, tel que l'Histoire veut le faire croire. Elle a, certes, été longtemps dirigée par de grands Empires, mais, ils n'ont jamais été unitaires. Ceux-ci n'ont fait que masquer le multi-ethnisme de la région.

Face à la faiblesse de l'URSS, les nations savent que c'est le moment propice pour reprendre leur indépendance. Le nationalisme est l'une des causes de la chute du bloc communiste, comme il l'a été pour la Monarchie de Droit divin, celle de l'impérialisme britannique ou du colonialisme. Toutefois, les « aléas historiques » imposent des contre-exemples.

De tels processus ne peuvent pas se dérouler sans dommages : la Serbie et la Biélorussie en sont la preuve. Ces deux nations ne suivent pas la voie démocratique. Le mouvement nationaliste est au soutien d'autres desseins, confortant la défiance envers ce concept. L'appel à la défense de l'intérêt national conduit à l'élévation de deux systèmes non-démocratiques reposant chacun sur une approche propre de la nation.

C'est de ce constat que découle notre deuxième conclusion : l'importance du leader. Une approche culturaliste de la nation et du nationalisme pourrait mener à s'interroger : la Serbie et la Biélorussie sont-elles prédéterminées à refuser la démocratie Occidentale ? Par

[675] HERMET G., *op.cit.*, p. 11

extension, la Serbie est-elle par essence une nation meurtrière[676] et la Biélorussie une nation communiste ? Une approche aussi déterministe, voire quasi mystique de la nation et du nationalisme n'a pas sa place dans des recherches scientifiques du 21ème siècle. Ce sont les leaders politiques et leur force de conviction qui sont à l'origine des actes commis par leur nation, et non une sorte de main invisible guidant les peuples.

Ce sont S. Milošević et A. Loukachenka qui empêchent la transition démocratique en manipulant l'Histoire, la culture, le présent… pour forger une nation conforme à leurs intérêts. Leur opportunisme et leur sens de la stratégie politique les poussent à recourir à ce type de nationalisme. Leur parcours personnel montre que ni l'un ni l'autre n'est réellement convaincu par le discours nationaliste. Le Serbe aura toujours du mal à se détacher du communisme et le Biélorussien adapte son idéologie au contexte et à ses besoins. Finalement, le seul à être convaincu par le nationalisme proposé par le leader est le peuple. Et là est bien l'essentiel. C'est bien le peuple, cette masse, qui est le principal acteur d'un mouvement nationaliste. L'instant crucial dans un tel mouvement est celui de la massification, celui où le peuple entre dans l'arène politique. Longtemps ignoré par les chercheurs, le peuple apparait progressivement dans les études scientifiques[677]. Les régimes politiques sont inspirés par le haut, mais ils sont instaurés par le bas. C'est ce même bas qui a droit de vie ou de mort sur un régime. La Serbie le montre. Si le peuple souhaite se débarrasser d'un régime et d'un leader, il le fera. Il est certain que le temps venu, les Biélorussiens renverseront eux-aussi A. Loukachenka.

Une question n'a pas été abordée lors de nos développements : pourquoi S. Milošević tombe et non A. Loukachenka? La communauté internationale décide de mettre un terme au régime serbe et ne porte qu'un intérêt lointain au régime biélorussien. Le type de nationalisme peut apporter un élément de réponse.

En Serbie, l'ethnonationalisme poussé à l'extrême conduit aux massacres de guerre et aux génocides. Il met à feu et à sang la péninsule au sud de laquelle s'étend la Grèce : un membre de l'UE. En d'autres termes, des monstruosités sont commises aux portes de l'Europe. La communauté internationale ne peut pas laisser faire de telles choses qui rappellent tant les sombres souvenirs de la Deuxième Guerre mondiale. Les Serbes deviennent les nouveaux « méchants » du continent européen. Les révélations de Srebrenica, du Kosovo, le visage antipathique de S. Milošević font des Serbes les uniques responsables de la guerre. Les

[676] Thèse défendue par GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *op.cit.*
[677] Les expériences communistes du 20ème siècle sont surement déterminantes dans ce changement.

Croates sont eux aussi traduits devant le TPIY ; mais F. Tudjman meurt avant d'être inculpé. S. Milošević est arrêté en 2000 et un début de procès a lieu. Il est alors le seul à incarner les crimes commis à cette époque. Autre raison de l'intervention internationale : le contexte. Les années 1990 sont marquées par une recrudescence des violences notamment à caractère ethnique. Après la gestion catastrophique du génocide rwandais en 1994, l'ONU réitère ses erreurs en 1995 à Srebrenica. Elle ne peut pas se permettre de laisser ces actes impunis, elle ne peut pas tolérer un tel déchaînement de violence à quelques heures de vol de Paris ou de Londres.

En Biélorussie, le nationalisme d'A. Loukachenka est moins visible et moins sanglant. Un nationalisme politique restreint ou empêche des Droits et des Libertés. Si la communauté internationale s'émeut du sort des opposants politiques ou des *Femens*, ceci s'estompe très vite, chassé par un autre fait encore plus tragique. De plus, la Biélorussie n'a aucun intérêt stratégique, A. Loukachenka ne représente aucun danger contrairement à V. Poutine. Dans ces conditions, pourquoi porter une trop grande attention à ce petit dictateur, fantasque et anachronique, en Europe.

Il ne faut pas oublier que depuis les années 2010, A. Loukachenka fait des efforts pour changer son image auprès de la communauté internationale. Il est assez ironique que les Accords de paix pour l'Ukraine en vue d'y rétablir la démocratie soient signés à Minsk. F. Hollande et A. Merkel font d'A. Loukachenka un promoteur de la démocratie… en Ukraine. Ni le Président français, ni la Chancelière allemande, ne sourcillent à poser sur les photos officielles avec le Président biélorussien. Aucun n'a un mot pour la situation des Biélorussiens. Le cas ukrainien est plus urgent et plus violent.

Une conclusion, valable sûrement pour la Serbie et la Biélorussie, et sans prétention explicative universelle s'impose le nationalisme ethnoculturel détermine l'intervention de la communauté internationale. Cette dernière est interpelée par la violence à outrance et les massacres de la population civile. En Biélorussie, A. Loukachenka ne recourt pas aux génocides pour imposer son pouvoir. Son emprise sur le peuple est beaucoup moins traumatisante que celle de S. Milošević.

Annexes

Figure 1. La Biélorussie sous le Grand-duché (1654)

Figure 2. Evolution de la frontière polono-soviétique 1919-1945

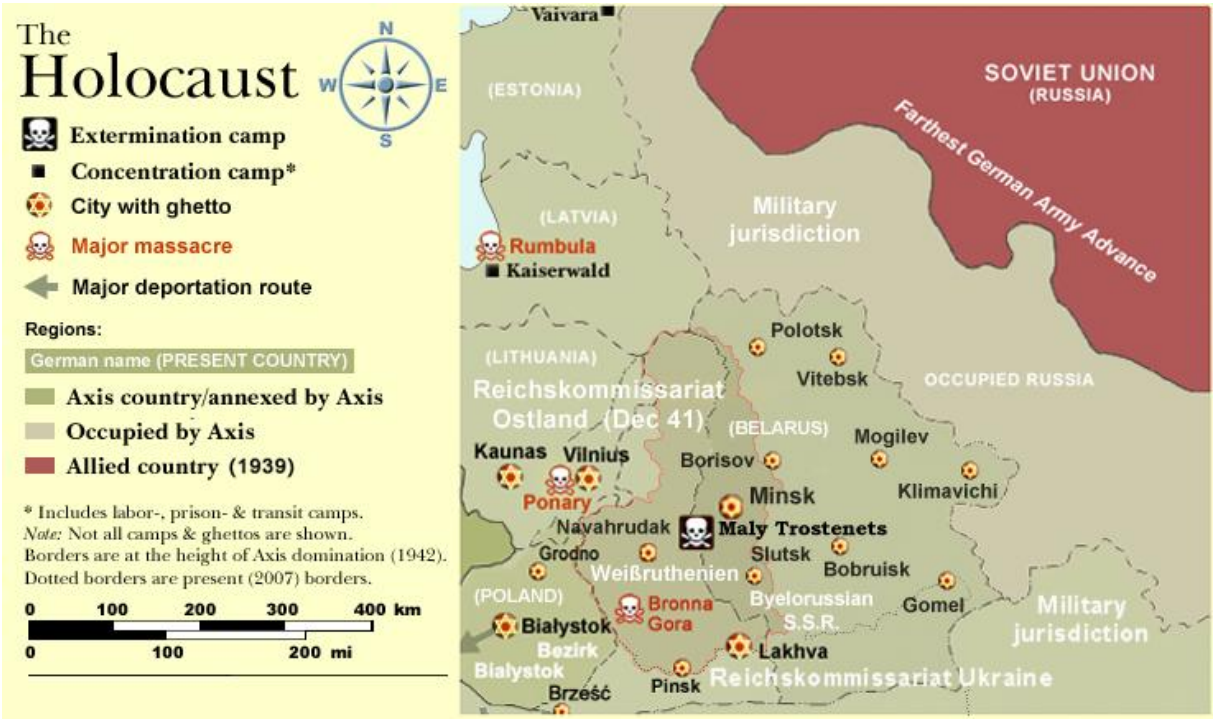


Figure 3. La Biélorussie aujourd'hui

Figure 4. La Yougoslavie de 1815 à 1999

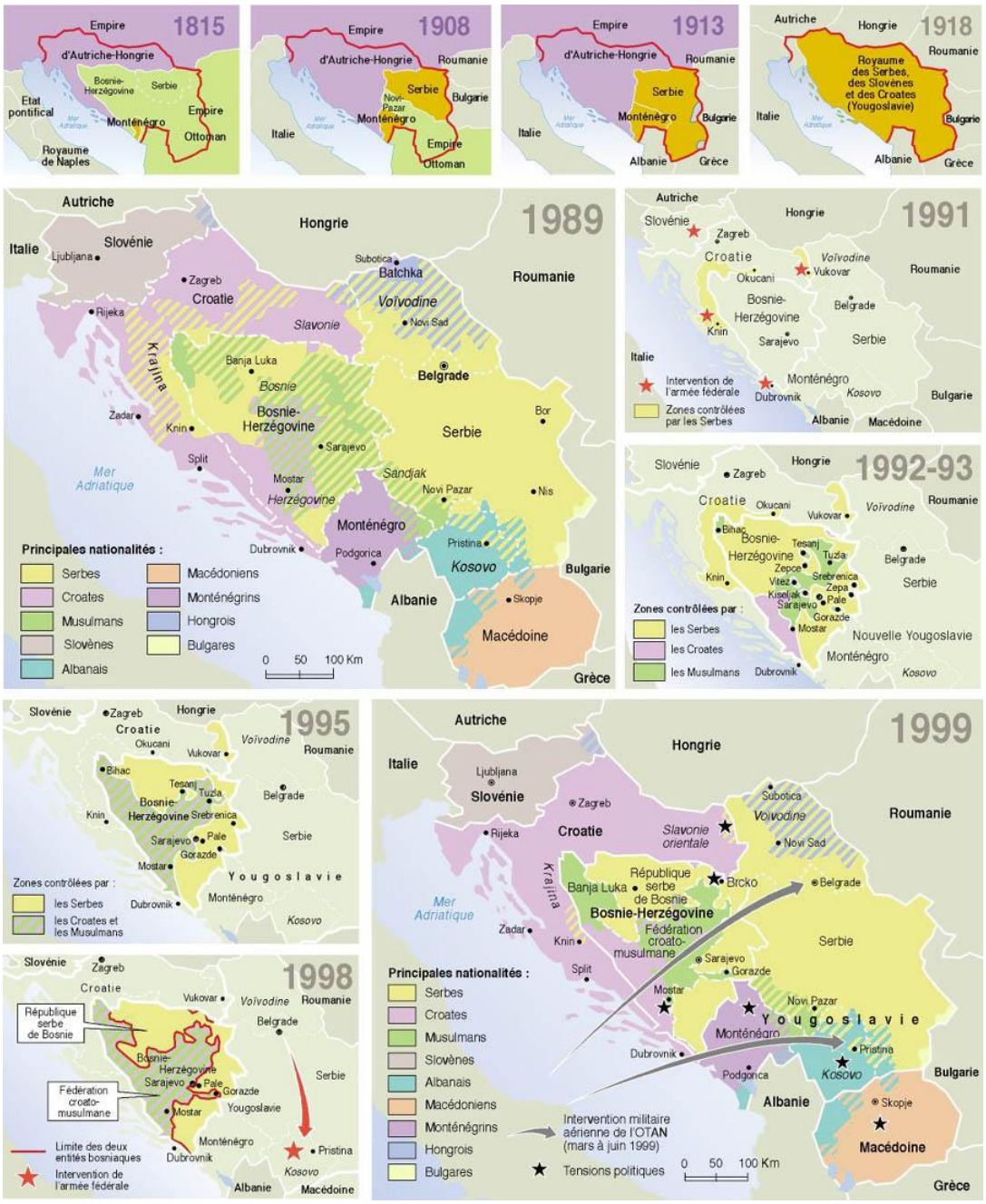
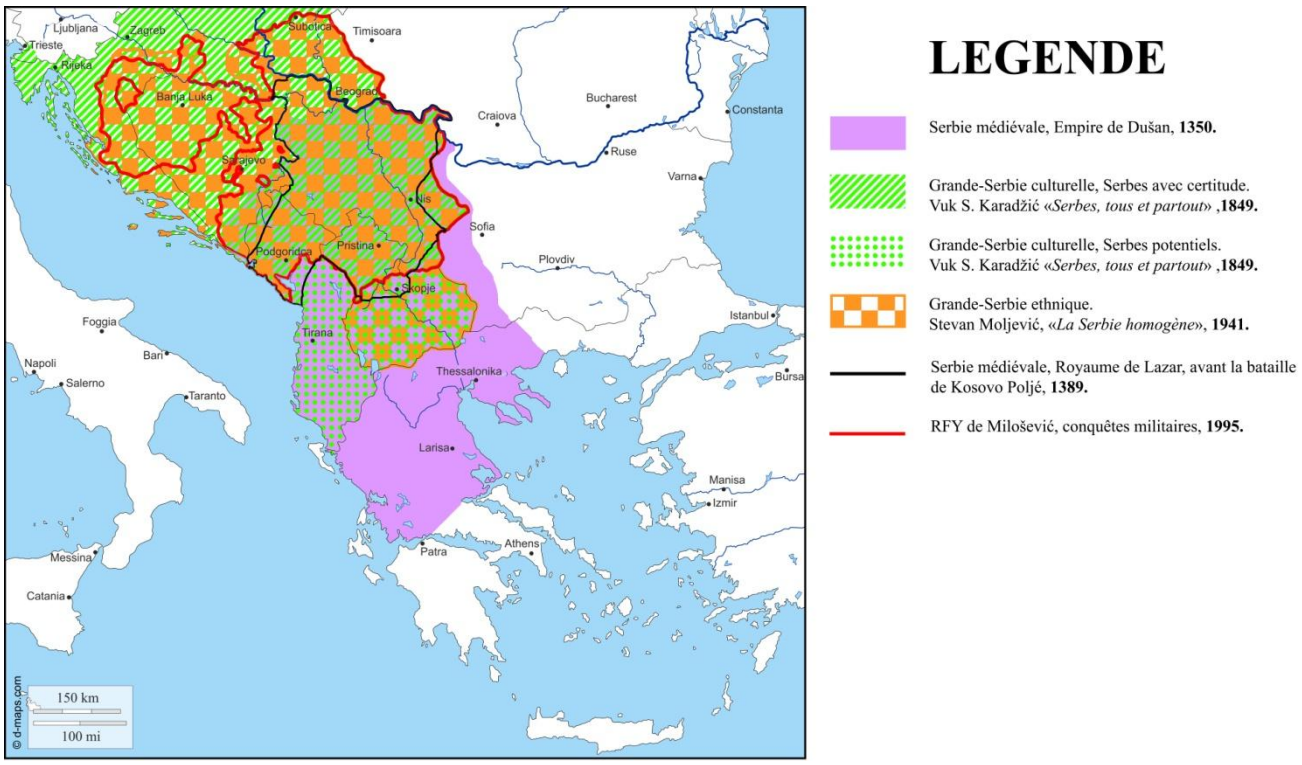


Figure 5. Evolution de la conception de la Grande-Serbie de l'Empire médiéval aux Accords de Dayton
(Carte réalisée par l'auteur)



Bibliographie générale

I. Science politique

Ouvrages

ANDERSON B., *L'imaginaire national, Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, trad. DAUZAT P.-E., Paris, La Découverte, 2014, 213p

ARENDT H., *Les origines du totalitarisme, Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2013, 1624p

BALIBAR E., *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 2015, 268p

BRAUD P., *Sociologie politique*, Paris, 10ème édition, L.G.D.J., 2011, 788p

CHOMSKY N., *Propaganda, trad.* ARCEL L., Paris, Le félin Kiron, 1997, 78p

DELANNOI G., *La nation*, Paris, Le cavalier bleu éditions, 2010, 127p

FOREST P. (dir.), *Qu'est-ce qu'une nation ? Littérature et identité nationale de 1871 à 1914*, Paris, Pierre Bordas et fils Éditeur, 1991, 128p

GELLNER E., *Nations et nationalisme, trad.* PINEAU B., Paris, Bibliothèque historique Payot, 1989, 208p

HERDER J.G. *Une autre philosophie de l'Histoire*, trad. ROUCHE M., Paris, Aubier, 1964, 364p

HERDER J.G., *Idées sur la philosophie de l'histoire et de l'humanité,* trad. TANDEL E., A. Lacroix, 1874

HERMET G., BADIE B., BIRNBAUM P., BRAUD P., *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 8ème édition, Paris, Armand Colin, 2015, 321p

HERMET G., *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Manchecourt, Seuil, 1996, 309p

HOBSBAWM E., *Nations et nationalisme depuis 1780, Programme, mythe, réalité*, édition française, trad. PETERS D., Gallimard, 2001, 371p

HROCH M., Social preconditions of nationale revival in Europe, a comparative analysis of the social composition of patriotic groups, among the smaller european nations, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, 240p

KEDOURIE E., Nationalism, Londres, Hutchinson University Press, 1985

KOHN H., *The idea of nationalism : a study in its origins and background, New York*, Macmillan, 2005, 800p

KOTT S., MICHONNEAU S., *Dictionnaire des nations et des nationalismes dans l'Europe contemporaine*, Paris, Hatier, 2006, 414p

LACLAU E., *La raison populiste, trad.* RICARD J.-P., Paris, Seuil, 2008, 296p

LACLAU E., *Politics and ideology in marxist theory, capitalism – fascism – populism*, Verso, 2012, 208p

LEFORT C., *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, Paris, Fayard, 1981, 331p

LIEBICH A. *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*, Genève, Georg éditeur, 1997, 187p

LIEBIECH A., *Les minorités nationales en Europe centrale et orientale*, Genève, Georg Editeur, 1997, 187p

LINZ J.-J., *The breakdown of democratic regimes*, vol. 1, The John Hopkins press, 1978, 144p

MENY Y. (dir.) *Les politiques du mimétisme institutionnel, la greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, 285p

MILL J.S., *Considerations on représentative governement*, Gateway Editions, 1962, 365p

O'DONNEL G., SCHMITTER P., *Transitions from authoritarian rule, tantative conclusions about uncertain democraties*, John Hopkins University Press, 1986, 96p

PIERSON P., *Dismantling the walfare state* ? *Reagan, Thatcher and the politics of retrenchment*, New-York, Cambridge University Press, 1994, 213p

RIOUX J.-P. (dir.), *Les populismes*, Paris, Perrin, 2007, 433p

ROGER A., *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, 183p

SARTORI G., *Parti et système de partis, un cadre d'analyse, trad.* VAN BERG P.-L., Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2005, 523p

SCHEMEIL Y., *La science politique*, Paris, Armand Colin, 1994, 186p

SEILER D.-L., *Clivages et familles politiques en Europe*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 2011, 318p

SEILER D.-L., *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 1986, 261p

SETON-WATSON H., Nations and states, Londres, Duckworth, 1971, 563p

SMITH A.-D., The ethnic revival, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 240p

SMITH A.-D., *Theories of nationalism*, Londres, Duckworth, 1971

SUR S., (dir.), *Carl Schmitt, concepts et usages*, Paris, CNRS Editions, 2014, 250p

TAGUIEFF P.-A., DELANNOI G. (dir.), *Théories du nationalisme*, Paris, Archives Kéraline, 2010, 324p

TAGUIEFF P.A., *La force du préjugé : essai sur le racisme et ses doubles*, Paris, La Découverte, 1988, 648p

TAGUIEFF P.-A., *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europ.*, Paris, PUF, 2015, 310p

TAGUIEFF P.-A., *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS Editions, 2012, 121p

WALLERSTEIN I., *Comprendre le monde, introduction à l'analyse des systèmes-monde*, trad. HORSEY C., Paris, La Découverte, 2014, 173p

WEBER M., *Economie et société*, Paris, Pocket, 2003, 410p

WINOCK M., *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Éditions du Seuil, 2014, 504 p

Articles/chapitres/ contributions

AYCOBERRY P., « La version allemande », *in* J.-P. RIOUX (dir.) *Les populismes*, Perrin, 2007, p.179-193

DALOZ J.-P., « Au-delà de l'Etat néo-patrimonial : J.-F. Médard et l'approche élitaire », *Revue internationale de politique comparée*, vol.13, n°4, 2006, p. 617-623

DUBIEL H., « Das Gespenst des Populismus », in, DUBRIEL H. (dir.), *Populismus und Aufklärung*, Francfort, 1986, p. 33-50

FENET A, « Essai sur la notion de minorités nationales » [en ligne], *curapp-revue*, p. 95-113. www.u-picardie.fr

HERMET G., «Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz », *Revue internationale de politique comparée*, vol.13, n°1, 2006, p. 83-94

HROCH M., « Une identité indésirable: le nationalisme, un legs du communisme? » [en ligne], *in* Cahiers du CE-FRES 14f. *Une identité indésirable: le nationalisme, un legs du communisme?*, Cahiers du CEFRES, *Regards communs sur l'Europe*, 1998, p.58-63. halshs-01165157

HUNTINGTON S.-P., « Democracy's third wave », *Journal of democraty*, vol. 2, n°2, printemps 1991, p. 12-35

KOTER M., « Classification géographique des minorités ethniques », *in*, *Espace, populations, sociétés*, 1994-3. Les minorités ethniques en Europe. p. 288-297. DOI https://doi.org/10.3406/espos.1994.1652

MENY Y., « La greffe et le rejet. Les politiques du mimétisme institutionnel », *in* MENY Y. (dir.), *Les politiques du mimétisme institutionnel. La greffe et le rejet*, Paris, L'Harmattan, 1993, p. 7-38

PLAMENATZ J., « Two types of nationalism », *in* KAMENKA E., *Nationalism : the nature and evolution of an idea*, Edward Arnold, p. 22-36

PLESIAT M., « Introduction. Minorité nationale : Evolution d'une notion et enjeux de définition », *in* BAUER P., JACQUES C., PLESIAT M., ZOMBORY M., *Minorités nationales en Europe centrale. Démocratie, savoirs scientifiques et enjeux de représentation*, Paris, Centre français de recherche en science sociales, 2011, 237p

POMBENI P., « Typologie des populismes en Europe », *in* J.-P. RIOUX (dir.) *Les populismes*, Perrin, 2007, p.85-129

RENAN E., « Qu'est ce qu'une nation ? », *in* FOREST P. (dir.), *Qu'est-ce qu'une nation ? Littérature et identité nationale de 1871 à 1914*, Paris, Pierre Bordas et fils Éditeur, 1991, 128p. http://classiques.uqac.ca/

ROGER A., « Une logique d'émancipation sociale (Miroslav Hroch) (chap. 3) », *in*, *Les grandes théories du nationalisme* Paris, Armand Colin, 2001, p. 41-57

ROGER A., « Une logique d'homogénéisation culturelle (Ernest Gellner) (chap.1) », *in*, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 9-27

ROGER A., « Une logique de légitimation politique (Guy Hermet, Liah Greenfeld) (chap. 8) », *in*, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 139-161

ROGER A., « Une logique de recyclage identitaire (Eric Hobsbawm) (chap. 4) », *in*, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 59-67

ROGER A., « Une logique de refondation culturelle (Anthony D. Smith) (chap. 5) », *in*, *Les grandes théories du nationalisme*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 71-93

RUPNIK J., « L'héritage partagé du nationalisme serbe. Le pouvoir, l'opposition et la société à l'épreuve de la guerre », *Critique internationale*, vol. 3, n°4, 1999, p. 14-21

SENECAL G., « Glissement progressif de la nation à l'État-Nation : commentaires en marge de "l'apparition du nationalisme en Occident " », *Anthropologie et Sociétés*, 8, 1984, (1), p.174–179. Doi.org/10.7202/006192ar

SOUTHCOTT C., « Au-delà de la conception politique de la nation. » *in*: DELANNOI G. et MORIN E. (dir.), Eléments pour une théorie de la nation, *Communications*, 45, 1987 p. 51-67. DOI : https://doi.org/10.3406/comm.1987.1667

STALINE J., « Le marxisme et la question nationale et coloniale » [en ligne], 1950, Paris, Editions sociales, 170p. http://www.communisme-bolchevisme.net

SUR. S., « Ami, ennemi : le politique selon Carl Schmitt, formule simple, idée fausse », *in* SUR S. (dir.) *Carl Schmitt, concepts et usages*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 232-250

TAGUIEFF P.-A., « Le populisme et la science politique », *in* J.-P. RIOUX (dir.) *Les populismes*, Perrin, 2007, p.17-59

II. Autres disciplines

Ouvrages

BADIE B., *Quand l'historie commence*, Paris, CNRD éditions, 2012, 63p

BALANDIER G., *Le Détour. Pouvoir et modernité*, Paris, Fayard, 1985, 266p

BALANDIER G., Le pouvoir sur scènes, Paris, Balland, 1980, 189p

BARRES M., *Les déracinés*, Paris, Omnia, 2010, 364p

BOUTIN C., *Les grands discours du XXème siècle*, Paris, Flammarion, 2009, 367p

BRAUD P., *Sociologie politique*, Paris, 10ème édition, L.G.D.J., 2011, 788p

BRAUDEL F., *Grammaire des civilisations*, Champs histoire, 2008, 752p

BROHM J.-M., *Jeux olympiques à Berlin*, Bruxelles, Editions complexe, 1983, 221p

BRUNAUX J.-L., *Les druides, des philosophes chez les Barbares*, Paris, Seuil, 2006, 381p

CARLYLE T., *Les héros*, trad. ROSSO F., Evreux, Editions des Deux Mondes, 1997, 317p

CZESLAW M., *Une autre Europe*, Paris, Gallimard, 1964, 302p

DURKHEIM E., *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, Le livre de poche, 1991, 758p

FERRO M., *Le ressentiment dans l'histoire. Comprendre notre temps*, Paris, Odile Jacob, 2007, 224p

GEARY P.-J., *Quand les nations refont l'histoire. L'invention des origines médiévales de l'Europe.*, *trad.*, RICARD J.-P., Flammarion, 2011, 240p

GIRARDET R., *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 211p

HARTOG F., *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, (version augmentée), Paris, Le Seuil, 2015, 322p

HUNTINGTON S.-P., *Le choc des civilisations, trad.* FIDEL J.-L., JOUBLAIN G., JORLAND P., PEDUSSAUD J.-J., Paris, Odile Jacob, 2000, 545p

Le Coran, Collection Classiques Garnier, (version Ebooks libres et gratuits), 2004

MARCUSE H., *L'homme unidimensionnel*, Paris, Ed. de Minuit, 1968, 288p

MARX K., *L'opium du peuple. Introduction de Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel*, Paris, Ed. Mille et une nuits, 62p

MICHELET J., *Le peuple*, Paris, Flammarion, 1980, 264p

MILIAKOVA L., (dir.), *Le livre des pogroms. Antichambre d'un génocide. Ukraine, Russie, Biélorussie, 1917-1922*, trad. WERTH N., BENSIMON P., LE FOLL C., PICHUGINA E., Calmann-Lévy, 2006, 713p

MINOIS G., *L'âge d'or. Histoire de la poursuite du bonheur*, Paris, Fayard, 2009, 548p

MISTRAL F., *Mémoires et récits*, Raphaèle-les-Arles, Marcel Petit éd., 1980, 222p

MOSSE G.-L., *De la Grande Guerre au totalitarisme : La brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 2009, 291p

NAY O. (dir.), *Lexique de science politique, vie et institutions politiques*, Paris, Dalloz, 2008, 576p

NORA P., *Présent, nations mémoire*, Paris, Gallimard, 2011, 420p

OZOUF M., *La fête révolutionnaire (1789-1799)*, Paris, Gallimard, 1976, 480p

PIVATO S., *Les enjeux du sport, trad.* PASSERA F., Florence, Casterman, 1994, 157p

POMIAN K., *L'Europe et ses nations*, Saint-Amand, Gallimard, 1990, 252p

RANGER T., HOBSBAWM E. (dir.), *La tradition inventée*, Edition Amsterdam, 2012, 381p

ROUSSEAU J.-J, *Du contrat social* [version en ligne], Les classiques des sciences sociales, 97p

RUSS J., *Dictionnaire de philosophie*, Paris, Bordas, 1996, 384p

SACK R.D., *Human territoriality*, Cambridge UP, 1986, 272p

SANGUIN A.-L., *La géographie politique*, [en ligne], Paris, PUF, 1997, 165p

SERIOT P., *Les langues ne sont pas des choses. Discours sur la langue et souffrance identitaire en Europe centrale et orientale*, Paris, PETRA Editions, 2010, 296p

SIEGFRIED A., *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III*^{ème} *République*, Cahiers de la Fondation des Sciences politiques, 1949, n°9, 138p

STABON, *La géographie*, trad. Tardieu A., Paris, Librairie de L. Hachette et *cie*, boulevard Saint-Germain, 3 tomes, 1867

STASIUK A., *Fado*, Paris, Christian Bourgeois éditeur, 2009, 176p

WEBER M., *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme,* trad. CHAVY J., Paris, Pocket, 1991, 285p

Articles/chapitres/ contributions

APREMONT B., « La colonisation soviétique de l'Europe de l'Est », *Politique étrangère*, 1957, p. 171-186

BANCEL N., GAYMAN J.-M « Exercices du corps, entre masse et individu », *in* Paul Denis *et al., Avancées de la psychanalyse*, Presses Universitaires de France, *Monographies et débats de psychanalyse*, 2008 p. 203-231.

BEDARIDA F., « Une invitation à penser l'histoire : Paul Ricœur: La mémoire, l'histoire et l'oubli », *Revue historique*, 2001, 619(3), 731-739. Doi:10.3917/rhis.013.0731

BOLLE DE BAL, M., « Reliance, déliance, liance : émergence de trois notions sociologiques », *Sociétés*, 2003, p. 99-131

BOZONNET J.J., « Le sport, discipline politique de haut niveau », *in* BOZONNET J.-J. (dir.), *Sports un enjeu géopolitique*, Paris, Le Monde-Histoire, vol. 20, juillet 2013, p.4-17

CAHEN C., « Note sur l'accueil des chrétiens d'Orient à l'Islam », *Revue de l'histoire des religions*, tome 166, n°1, 1964. p. 51-58. DOI : https://doi.org/10.3406/rhr.1964.8574

CALMAT A., « Sport et nationalisme », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n°61, 61 - Le sport, p.51-56. URL : https://revue-pouvoirs.fr/Sport-et-nationalisme.html

CHURCHILL W., « Le nerf de la paix » (discours prononcé le 5 mars 1946 à Fulton), BOUTIN C., *Les grands discours du XXème siècle*, Paris, Flammarion, 2009, p. 108-116

COLAS D., « La *dictature démocratique* et la *démocratie populaire*. Oxymore et pléonasme dans les usages de *démocratie* chez quelques marxistes », *in* PAVEAU M.-A., PERIES G *Mots*, Démocratie, juin 1999, p. 27-46. DOI 10.3917/puf.denis.2008.01.0203

DUPUY H., « Terroirs et mémoires. Généalogie d'un mythe national », *Espaces Temps*, 42, 1989. Racines, derniers temps. Les temps de l'identité, Yveline Lévy-Piarroux (dir.), p. 23-30. DOI : https://doi.org/10.3406/espat.1989.3489

FERRO M., « Les oublis de l'histoire », *Communications*, n'49 La mémoire et l'oubli, 1989, p. 57-66

GEERTZ C., « La description dense. Vers une méthode interprétative de la culture », trad. MARY A., *Enquête*, n°6, 1998, p.73-109

GLISSANT E., « Il n'est frontière qu'on outrepasse », *Manière de voir*, *Le Monde diplomatique*, avril-mai 2013, n°128, p. 6-7

GOSSIAUX J.-. « Le sens et le verbe. Sur deux modes opposés d'instrumentalisation politique du folklore », *in*: *L'Homme*, 1995, tome 35 n°135. La formule canonique des mythes. p. 127-134. DOI : https://doi.org/10.3406/hom.1995.369954

HERMET G., « Populisme et nationalisme », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 56, n°4, 1997, p. 34-47

HOBSBAWM E., « Inventer des traditions », *Enquête*, n°2, 1995

KUNDERA M., « Un occident kidnappé ou la tragédie de l''Europe centrale », *Le Débat*, 1983/5, n°27, p. 3-23. DOI : 10.3917/deba.027.0003

LE POGAM Y., « Passions sportives, identités et modernité », *Quasimodo*, n°3-4 Nationalismes sportifs, p.33-46. http://www.revue-quasimodo.org

NAHUM-GRAPPE V., « La haine ethnique et ses moyens : les viols systématiques » *Confluences*, 1996, p. 37-54

ORWELL G., « L'esprit sportif », *La Tribune*, 14 décembre 1945

SAUDER **G.**, « La conception herdérienne de peuple/langue, des peuples et de leurs langues », *Revue germanique internationale* [En ligne], 20 | 2003, mis en ligne le 07 juillet 2011. DOI : 10.4000/rgi.977

TODOROVA-PIRGOVA I., « Langue et esprit national : mythe, folklore, identité », *Ethnologie française*, vol. 31, n° 2, 2001, p. 287-296. Doi.org/10.3917/ethn.012.0287

TRATNJEK B, « La notion d'urbicide » [en ligne], sur le blog *Géographie de la ville en guerre*, 2008

III. Cas d'étude

Biélorussie

Ouvrages

DRWESKI B., *La Biélorussie*, Paris, Que sais-je ? PUF, 1993, 127p

DRWESKI B., *Le petit Parlement biélorussien. Les Biélorussiens au Parlement polonais entre 1922 et 1930,* Paris, L'Harmattan, 2002, 252p

GOUJON A., LALLLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, 350p

HERVOUET R., *Datchas blues. Existences ordinaires et dictature en Biélorussie*, Paris, Aux Lieux d'être, 2007, 193p

JOLIF A., *L'équipée biélorussienne*, Paris, L'Harmattan, 2001, 189p

KAGAN J., COHEN D., *« Endolösung » La Solution Finale et la Résistance Bielski en Biélorussie,* trad. CHAJMOWIEZ, Paris, L'Harmattan, 2002, 369p

KARBALEVITCH V., *Le satrape de Biélorussie, Alexandre Loukachenko, dernier tyran d'Europe,* trad. ACKERMAN G., Paris, François Bourin Editeur, 2012, 440p

LALKOU I., *Aperçu de l'histoire politique du Grand-Duché de Lithuanie,* Paris, L'Harmattan, 2000, 125p

LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V., *Biélorussie mécanique d'une dictature*, Paris, Les Petits matins, 2007, 255p.

LAPATNIOVA A., *Biélorussie : Les mises en scène du pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2001, 133p

SYMANIEC V., GOUJON A., *Parlons biélorussien, langue et culture*, Paris, L'Harmattan, 1997, 380p.

ZASLAVKY V., *Le massacre de Katyn, crimes et mensonges, trad.* VODOVAR C., Perrin, 2007, 202p

Articles/chapitres/ contributions

BELOVA O., « La Biélorussie sur la scène internationale : entre isolement et intégration », *in* GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.127-151

DRWESKI B., « Biélorussie : une histoire plurielle », *in*, GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 11-27

FOURSE V., « Le débat autour de la langue biélorusse », *Education et sociétés plurilingues*, juin 2000, n°8 [en ligne] (supprimé d'internet)

GOUJON A., « La transition autoritaire : les fondements idéologiques et pratiques politiques », *in* GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.51-72

GOUJON A., « Le processus de formation d'une opposition politique et nationale en Biélorussie : le Front populaire biélorussien (1988-1991) » , *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol.29, n°1, 1996, p. 69-96

LALLEMAND J.-C., « Des ventes d'armes tous azimuts », *in*, GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 153-167

LAPATNIOVA., « Enquêtes sur les représentations de l'histoire en Biélorussie, *in* GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 29-37

MASSIS E., « Le biélorussien: bilan et perspectives d'une langue nationale », *Regard sur l'Est*, 19.06.2014 [en ligne] (supprimé du site)

REGAMEY A., « Alexandre Loukachenka et les Biélorussiens au miroir des histoires drôles », *in* GOUJON A., LALLEMAND J.-C., SYMANIEC V. (dir.), *Chroniques sur la Biélorussie contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.171-188

RICHARD Y. « Géographie religieuse et géopolitique en Biélorussie du XVIe siècle à nos jours », *Annales de Géographie*, t. 105, n°588, 1996. pp. 141-163. DOI : https://doi.org/10.3406/geo.1996.21674

TATARENKO L., « La naissance de l'Union de Brest. La curie romaine et le tournant de l'année 1595 », *Cahiers du monde russe*, vol 46, n° 1, 2005, p. 345-354

Serbie

Ouvrages

BARDET C., *Zones sensibles, une femme contre les criminels de guerre*, Paris, Editions du Toucan, 2011, 247p

BATAKOVIC T.D. (dir.), *L'histoire du peuple serbe*, Lausanne, L'Age d'Homme, 2005, 386p

BERTINCHAMPS P. (dir.), *Staro Sajmište, un camp de concentration en Serbie*, Paris, Non Lieu, 2012, 222p

BYSTRZONOWSKI L.S., *Sur la Serbie dans ses rapports européens avec la question d'Orient*, Les éditions Chapitre.com, 2014, 180p

CASTELLAN G., *Histoire des Balkans XIV^e^ –XX^e^ siècle*, Paris, Fayard, 1991, 532p

CASTELLAN G., *Serbes d'autrefois, aux origines de la Serbie moderne*, Brest, Editions Armeline, 2005, 342p

D'ORFER L., *Chants de guerre de la Serbie*, Paris, Payot, 1916

DERENS J.-A., *Balkans, la crise*, Paris, Gallimard, 2000, 375p

DERENS J.-A., GESLIN L., *Comprendre les Balkans, histoire, sociétés, perspectives* (deuxième édition), Paris, Non Lieu, 2010, 291p

DERENS J.-A., GESLIN L., *Les Islams des Balkans. les Cahiers du Courrier des Balkans n°2*, Paris, Non-Lieu, 2014, 231p

GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, 353p

HARTMANN F., *Milošević la diagonale du fou*, édition augmentée, Mesnil-sur-l'Estrée, Denoël, 2002, 644p

KADARE I., *L'année noire. Le cortège de la noce s'est figé dans la glace*, trad. VRIONI J., ZOTOS A., paris, Fayard, 1987, 242p

LAMBRICHS L., « Nous ne verrons jamais Vukovar », Paris, Philippe Rey, 2005, 478p

MATTON S., Srebrenica. Un génocide annoncé, Paris, Flammarion, 2005, 431p

MILOSEVIC S., *Les années décisives*, trad. DESPOT S., DESCAT J., PPRANEUF M., Giromany, L'Age d'Homme, 1990, 329p

POPOVIC M., *Kosovo : histoire d'un mythe. Essai d'archéologie littéraire*, trad. CHALBOUB C., Paris, Non Lieu, 2010, 169p

POPOVIC S., *Comment faire tomber un dictateur quand on est seul, tout petit et sans armes*, *trad.* BOUILLOT F., Paris, Petite biblio Payot, 2015, 330 p

STEVANOVIC V*., Milošević, une épitaphe*, trad. RISTIC A., Paris, Fayard, 2000, 391p

Articles/chapitres/ contributions

ACADEMICIENS DE L'ACADEMIE SERBE DES SCIENCES ET DES ARTS, « Mémorandum, Deuxième partie, La position de la Serbie et du peuple serbe » (1986), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p. 250-282

AUBIN M., « Simulation de la Cène avant une bataille : Bouvines et Kosovo », *Revue des études slaves*, tome 64, fascicule 2, 1992. p. 331-335. DOI https://doi.org/10.3406/slave.1992.6047

BOSKOVIC **S.**, « Le mythe culturel de Kosovo: entre l'histoire et la poésie », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 9 | 2013, mis en ligne le 05 septembre 2012, DOI : 10.4000/mimmoc.1080

HARTMANN F., « La revanche posthume de S. Milošević », in, GARIBIAN S. (dir.), *La mort du bourreau*, Paris, Editions PETRA, 2016, p. 133-155

HEIMERL D., « Ko Slavu slavi tome Slava mu i pomaze », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2008/3 (n° 1067), p. 113-116. URL : https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-3-page-113.htm

LUTARD C., « Essai d'interprétation du nouveau nationalisme post-communiste : le cas yougoslave », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, 1996, n°1. pp. 133-165. DOI : https://doi.org/10.3406/receo.1996.2777

PAVLOWITCH S.-K., « L'histoire en Yougoslavie depuis 1945 », *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°17, janvier-mars 1988. p. 83-92. DOI : https://doi.org/10.3406/xxs.1988.1961

GARASANIN I., « Plan pour la réalisation de la Grande Serbie » (1844), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p. 75-98

KARADZIC V. S., « Serbe tous et partout », (1849), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p.58-72

MIHAILOVIC D., « Instructions pour le nettoyage » (1941-1943), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p. 227-237

MOLJEVIC S., « Pour une grande Serbie homogène » (1941), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p. 203-215

ROUX M., « Le Kosovo en voie d'homogénéisation : quelle est la part du *nettoyage ethnique* ? » [en ligne] *Revue Géographique de l'Est* vol 45/1|2005, p. 23-33. URL : http://journals.openedition.org/rge/572

ROUX M., « *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité nationale, territoire et développement », in*: BOSC Y. et DELACROIX C. (dir.) Le *rendez-vous allemand. Sciences sociales début du siècle : Dilthey, Weber, Elias..., Espaces Temps*, 53-54, 1993

STOJANOVIC N., « Jusqu'à l'extermination, la nôtre ou la vôtre » (1902), GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N., *Le nettoyage ethnique, documents historiques sur une idéologie serbe*, Saint-Amand, Fayard, 2002, p. 99-111

TOMIC Y., « La vie politique en Serbie de 1987 à 2004 : une chronologie », *in*, *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, MOROKVASIC M. et VUKADINOVIC. N. (dir.) vol. 35, 2004, n°1-2. Sortir de la transition bloquée : Serbie-Monténégro, p. 59-83.DOI org/10.3406/receo.2004.1643

Table des matières

Introduction 11

Partie I. L'encadrement du passé de la nation par le pouvoir post-communiste. « Une société imaginaire » 79

Titre I. La légitimation du pouvoir par l'héritage historique 83

Chapitre I. La redécouverte des racines de la communauté 87

Section I. La réactivation du mythe fondateur de la nation 88

I. Le choix du mythe fondateur 91

A. La version populaire du mythe 93

1. Le mythique Empire serbe 93

2. La Résistance communiste biélorussienne 95

B. Le mythe populaire confronté à la réalité historique 98

1. Le phantasme de la Bataille de Kosovo Poljé 98

2. Une autre Résistance biélorussienne 101

II. Le mythe pivot du nouveau régime 105

A. Une explication des malheurs présents 106

1. Serbie : un leadership historiquement contrarié 106

2. Biélorussie : la démocratie porteuse de chaos 109

B. La promesse d'un futur meilleur 112

1. Serbie : la résurrection de l'Empire 112

2. Biélorussie : la promesse d'un régime communiste 114

Section II. Le double jeu de l'oubli dans la création de l'unité nationale 116

I. L'oubli officiel : l'oubli légitimateur 118

A. Oublier la place politique de la Serbie titiste 119

1. Les attaques titistes contre la République serbe 120

2. Les oublis sur la Serbie titiste 123

B. Oublier la voie démocratique biélorussienne 125

1. Le communisme contre la démocratie 126

2. Le zapadno-russisme contre la démocratie 127

II. La manipulation de l'oubli : s'offrir le statut de victime 131

A. Le refus serbe de l'Holocauste à moitié reconnu 132

1. Un Holocauste humain 133

2. Un Holocauste culturel 135

B. La revendication biélorussienne de l'Holocauste à moitié reconnu 136
1. Le refus de reconnaitre les Résistances biélorussiennes 136
2. Les Biélorussiens victimes de la transition démocratique 138

Chapitre II. Une appropriation de la mémoire nationale 143

Section I. La mémoire pour définir le type de nationalisme 144
I. Un type de mémoire conforme au nationalisme 146
A. La *kulturnation serbe* : une mémoire manipulée 147
1. La *serbité* de la Yougoslavie 148
2. La fin de l'oppression 150
B. La nation politique biélorussienne : une mémoire obligée 153
1. La bienveillance soviétique 154
2. La sanctuarisation d'une ellipse historique 155
II. Les Lieux de mémoire conformes au nationalisme 158
A. Le mémorial de Kosovo Poljé : un symbole de la *kulturnation* serbe 160
1. Le symbole de tous les éléments de la *kulturnation* serbe 160
2. Le symbole d'une terre pourtant cosmopolite 162
B. La « Ligne Staline » : un symbole de la nation politique biélorussienne 165
1. Une symbole de la mémoire obligée 165
2. Vers une réhabilitation de la mémoire de Staline 167
Section II. L'exploitation du ressentiment pour créer une nation 170
I. La manipulation d'un traumatisme national : *la brutalisation* de la société 172
A. La banalisation de la violence 173
1. La violence physique serbe 173
2. La violence morale biélorussienne 176
B. La *brutalisation* de la société 179
1. Un patriotisme inspiré de la Bataille de Kosovo Poljé 179
2. Un patriotisme inspiré par la Grande Guerre patriotique 182
II. L'explosion du ressentiment nationaliste 186
A. Serbie : une *kulturnation* fermée 187
1. Une surqualification de la *serbité* 187
2. Une kulturnation fermée : chercher des ennemis 189
B. Biélorussie : une nation politique ouverte 192
1. Une disqualification de la démocratie Occidentale 193
2. Un nationalisme politique ouvert 195

Titre II. La construction de l'identité nationale. De la communauté primaire à la nation 199

Chapitre I. Des liens protonationaux traditionnels critiquables 203

Section I. La langue comme miroir de l'identité nationale 206

I. La langue pour revendiquer son identité nationale 207

A. La langue pour s'auto-définir 208

1. La langue serbe pour se démarquer de ses voisins 208

2. La langue biélorussienne pour marquer son appartenance culturelle 208

B. La langue : l'illusion d'un ancrage dans le temps 214

1. Le serbo-croate : la preuve d'une nation 215

2. Le vieux-biélorussien : une preuve d'une indépendance nationale oubliée 217

II. La langue pour diffuser la pensée nationale : l'exemple de l'éducation nationale 219

A. Kosovo : l'illustration de l'importance de la langue de l'éducation 220

1. Tito : la reconnaissance de la domination serbe 221

2. S. Milošević : le retour de la « haut-culture » serbe 222

B. Biélorussie : la complexité du choix de la langue de l'éducation 223

1. En URSS : du biélorussien au russe 224

2. Sous A. Loukachenka : un bilinguisme russophone 224

Section II. La religion de l'Homme comme premier véritable lien communautaire 227

I. Le rôle de la religion de l'Homme dans la fondation de l'identité nationale 229

A. Serbie : l'illusion d'une lutte pour l'indépendance religieuse 231

1. Une domination ottomane accordant une liberté religieuse 231

2. Le processus de devchirme : véritable symbole de la domination ottomane 234

B. Biélorussie : la soumission religieuse 234

1. Une vieille tradition de brassage religieux 235

2. L'échec de l'Uniatisme face à la domination politique par la religion 235

II. La récupération du sentiment religieux par le leader post-communiste 238

A. La critique positive : la dévotion des Citoyens 239

1. Serbie : une dévotion entre yougoslavisme et *serbité* 240

2. Biélorussie : une dévotion au communisme 241

B. La critique négative : l'intolérance du Citoyen 242

1. Serbie : des crimes pardonnés par Dieu 244

2. Biélorussie : la double exclusion nationaliste 244

C. Le rôle fondamental du souverain 246

1. Serbie : une version dévoyée de l'identité nationale 247
2. Biélorussie : une exclusion politique 248

Chapitre II. La naissance d'Etats-nation extraordinaires 251
Section I. L'échec de la transition vers l'*Etat scientifique* d'A.-D. Smith 253
I. L'échec du début de transition démocratique 255
A. La fin du communisme : une perte de repères 255
1. La fin du monde communiste : un « choc » 256
2. Un phantasme démocratique relatif 258
B. L'échec de la greffe démocratique 260
1. L'alternative révolutionnaire serbe 261
2. Le retour autoritaire biélorussien 264
II. La promesse d'un régime conforme à l'identité nationale : une transposition du modèle d'A.-D. Smith 268
A. La stratégie de rejet : le néo-traditionalisme biélorussien 270
1. Une stratégie critiquée 271
2. Se prémunir contre un échec programmé 272
B. La stratégie de conciliation : le réformisme serbe 275
1. Résoudre les problèmes pour trouver un équilibre 275
2. Une conciliation en faveur du nationalisme Grand-serbe 278
Section II. Donner vie à la nation : l'exemple du nationalisme sportif 282
I. Le sport comme instrument de diffusion du nationalisme 284
A. Les *Delije* : défendre la nation comme un club de football 285
1. La séduction des *Delije* 285
2. Les *Delije*, des armes politiques 287
B. Le sport pour imposer l'omnipuissance d'A. Loukachenka 289
1. La réactivation d'une politique sportive communiste 289
2. La multiplication des esclandres internationaux pour affirmer sa puissance 290
II. La normalisation de la nation par les organisations sportives internationales 293
A. Serbie : la soumission aux décisions internationales 294
1. Le précédent sud-africain 295
2. Une application de la jurisprudence sud-africaine 295
B. Biélorussie : la normalisation d'un Etat atypique 297
1. Participer à des compétitions internationales pour prouver sa souveraineté 297
2. La légitimation de la politique d'A. Loukachenka 298

Partie II. La récupération de l'identité protonationale. « Une communauté imaginée » 303

Titre I. La réification de l'identité nationale. De l'idée à la réalité 307

Chapitre I. L'ancrage de la communauté au territoire : le reflet du type de nationalisme 309

Section I. L'identification de la nation à la terre pour diffuser le sentiment national 311

I. Le bornage de la nation : la délimitation de l'étendue de la nation 313

A. Le Kosovo : le symbole du lien de sang entre les Serbes et leur territoire 314

1. Un révélateur de l'essence du nationalisme 315

2. Un révélateur de la lutte contre les autres nations 316

B. Les frontières biélorussiennes : des décisions des puissances voisines 318

1. La création étrangère de frontières biélorussiennes 319

2. Le questionnement du lien entre le territoire et la nation 320

II. Le patriotisme : un nationalisme romantique pour imposer sa domination 322

A. S. Milošević : le restaurateur de l'Empire serbe 323

1. Le territoire pour obtenir la légitimité traditionnelle 324

2. La revendication territoriale : le point de départ du mouvement nationaliste 325

B. A. Loukachenka : le directeur du sovkhoze biélorussien 326

1. La main mise sur le monde agricole 327

2. Le monde agricole pour créer une cohésion nationale 328

Section II. Le marquage du territoire par le nationalisme 330

I. L'impact de la géographie dans les rapports avec les voisins 332

A. L'influence de la situation d'enclave 334

1. Serbie : l'enclave comme promoteur du sentiment national 334

2. Biélorussie : l'enclave comme éléments d'échec du nationalisme 336

B. L'influence des ressources naturelles sur le mouvement nationaliste 341

1. Le non-investissement dans l'exploitation des ressources serbes 341

2. La dépendance biélorussienne 344

II. La nationalisation du territoire : l'imposition d'une vision de la nation 346

A. La nationalisation de nom du territoire 347

1. La victoire serbe pour l'appellation du Kosovo 348

2. L'imbroglio du nom de la Biélorussie 350

B. Le « génocide culturel » : une arme pour clamer sa domination territoriale 352
1. L'urbicide serbe 353
2. Un zapadno-russisme moderne 356

Chapitre II. Une trajectoire différenciée dans la construction du mouvement nationaliste 361
Section I. La prise de conscience de la nation : la définition de soi 362
I. La qualification de la nation au sein de la supra-nation communiste 363
A. La définition du statut de minorité à l'ère communiste 364
1. Le patriotisme contre le nationalisme 364
2. La supériorité de la citoyenneté sur la nationalité 368
B. L'autoreprésentation de la nation à l'ère communiste 371
1. Serbie : l'insupportable statut de minorité nationale 372
2. La « sous-nation » biélorussienne 375
II. La réception du sentiment national dans la société post-communiste 379
A. Une structure sociale incomplète 381
1. L'impossible identification de la « noblesse possédante » au Kosovo 382
2. La destruction de la structure sociale par A. Loukachenka 384
B. L'impossible combat nationaliste de la bourgeoisie 386
1. Le combat contre les Albanais du Kosovo 387
2. La neutralisation du combat par A. Loukachenka 388
Section II. Le cheminement vers une nation indépendante : le lien entre nation et nationalisme 392
I. Le renouveau du sentiment national à la fin de l'époque communiste 394
A. Stade 1 : la prise de conscience de la bourgeoisie nationale 395
1. L'anéantissement du projet démocratique d'A. Marković 396
2. La vaine prise de conscience biélorussienne 400
B. Stade 2 : une « Révolution nationale » contrariée 404
1. Le triomphe du projet Grand-serbe face à la démocratisation 405
2. L'anéantissement de la Révolution nationale démocratique par A. Loukachenka 407
II. Le processus de massification du sentiment national dans la société post-communiste 409
A. Phase A : « un intérêt académique » discret 410
1. Serbie : des intellectuels loin des préoccupations populaires 411
2. Biélorussie : une vieille tradition intellectuelle résistant aux nationalisations étrangères 414
B. Phase B : une « agitation nationale » déterminante 417

1. La providentielle fuite du Mémorandum de l'Académie serbe 418
2. Le blocage de l'agitation ethnonationale biélorussienne 424
C. Phase C : le nécessaire succès de la « massification » 429
1. La mobilisation pour le Kosovo 429
2. La massification contre la transition démocratique biélorussienne 430

Titre II. La diffusion d'une image conforme au nationalisme postcommuniste 433

Chapitre I. La mobilisation de la communauté nationale : l'entrée en scène du leader nationaliste 435
Section I. Un appel au peuple : la formation d'une base de soutien 438
I. La révélation de l'identité nationale 439
A. L'appel à l'*ethnos* serbe : le fondement d'une *kulturnation* exclusive 440
1. Le portrait pessimiste du Mémorandum 441
2. Un *ethnos* aux mains des nationalistes 442
B. Le *dêmos* biélorussien : le fondement de la nation politique 443
1. Un *dêmos* socialiste 444
2. Un *dêmos* incompatible avec la démocratie Occidentale 444
II. La mobilisation des classes moyennes et populaires par la tradition 446
A. la tradition pour susciter l'adhésion à une communauté artificielle 447
1. Serbie : la tradition d'un vieil Empire national 448
2. Biélorussie : une vieille fraternité avec la Russie par le communisme 450
B. La tradition inventée : transformer le candidat au pouvoir en « sauveur » de la nation 453
1. L'annonciation d'un monde nouveau 455
2. La fusion entre la masse et le leader 457
Section II. Une rupture avec le présent : la promesse d'un futur grandiose 459
I. Le combat contre un pouvoir dévastateur 461
A. La « révolution-yaourt » : l'union autour des Serbes du Kosovo 462
1. Le refus du gouvernement titiste de la reforme constitutionnelle 462
2. La transformation en populisme-démocratique 463
B. Une campagne anti-corruption biélorussienne : la promesse de justice sociale 465
1. Un populisme-idéologie pro-étatique et égalitariste 466
2. Un populisme-idéologique ni nationaliste ni démocratique 468
II. Un leader politiquement inclassable 470

A. S'affranchir du système partisan 471
1. Serbie : supprimer les partis politiques pour plus de démocratie 471
2. Biélorussie : un soutien populaire suffisant 473
B. Maintenir un lien direct avec le peuple 475
1. Serbie : le délitement progressif du lien avec le peuple 476
2. Biélorussie : la stratégie de l'homme du peuple 478

Chapitre II. L'édification de régimes d'essence totalitaire en dehors de la communauté internationale 483
Section I. Le rejet du système-monde postcommuniste 484
I. Le rejet de l'universalisme postcommuniste 487
A. Serbie : le particularisme ethnoculturel contre l'universalisme cosmopolite 488
1. L'ethnoculturalisme serbe contre l'universalisme 489
2. La naissance d'un populisme identitaire 491
B. Biélorussie : le particularisme communiste contre l'universalisme démocratique 493
1. Le communisme : un autre universalisme 494
2. Un nationalisme porté par un populisme protestataire 496
II. La déconstruction des systèmes-monde communistes : se trouver une nouvelle place 498
A. Serbie : la quête du statut de *centre* 499
1. 1945-1986 : la frustration du sentiment périphérique 500
2. 1987 : le début d'une Yougoslavie *serbo*-centrée 502
B. Biélorussie : de la *semi-périphérie* à l'exclusion 505
1. 1945-1991 : une *semi-périphérie* soviétique 508
2. 1991 : le début de la chute vers l'exclusion 510
Section II. Les deux premières démocraties illibérales d'Europe 516
I. Le refus du système partisan 518
A. Serbie : un éphémère pluripartisme sans partis 519
1. Affirmer la démocratie directe 521
2. Conserver le système partisan 524
B. Biélorussie : l'inutilité d'un parti politique 527
1. L'intérêt de ne pas appartenir à un parti politique 528
2. Un régime bonapartiste 531
II. Une opposition illusoire 534
A. Serbie : d'une opposition nationaliste à une opposition démocratique 535
1. Une opposition nationaliste 536

2. La lente structuration de l'opposition démocratique 539
B. Biélorussie : une opposition victime de propagande d'Etat 543
1. De la difficulté de ne pas être un pro-Loukachenka 544
2. L'opposition victime de la propagande d'Etat 545
Conclusion 551
Annexes 555
Bibliographie générale 561

L'instrumentalisation du nationalisme à l'ère post-communiste : Serbie et Biélorussie

Résumé. Au début des années 1990, la Serbie et la Biélorussie n'empruntent pas la voie démocratique. Après une timide amorce de cette transition, les prises de pouvoir par S. Milošević et A. Loukachenka suspendent, pour un temps plus ou moins long, la démocratisation. Outre l'originalité des régimes qu'ils instaurent, ce sont leurs techniques d'accès au pouvoir qui interpellent. Ils ne commettent pas un putsch, mais détournent le processus de démocratisation de la région. Alors que les Etats voisins s'appuient sur le nationalisme et cherchent les origines de la nation pour bâtir des régimes inspirés de l'Occident et débarrassés du communisme, S. Milošević et A. Loukachenka récupèrent cette logique de redéfinition identitaire pour s'opposer à la démocratie avec, au début, le consentement du peuple.

Cette recherche vise à comprendre comment ces deux leaders politiques travestissent les idéologies démocratiques et nationalistes, pour mettre en place des régimes anachroniques. Pour cela, nous étudierons d'abord leur définition de la nation et nous chercherons à comprendre, à la lumière de travaux spécialisés, comment est réécrit le roman national (M. Ferro, P. Nora, P. Ricoeur, A.-D. Smith et G.-L. Mosse), et comment sont repensés les fondements protonationaux de la nation (E. Hobsbawm). Nous analyserons ensuite, à l'aide de certains auteurs, la mise en œuvre du mouvement nationaliste (M. Hroch) et la façon dont les deux leaders séduisent le peuple par un discours populiste plus efficace que ceux de leurs concurrents démocrates (P.-A. Taguieff), pour mettre en place, en définitive, les premières démocraties illibérales d'Europe (I. Wallerstein et C. Schmitt).

Mots-clefs. Serbie. Biélorussie. Nationalisme. Transition démocratique. Culture. Histoire. Populisme

---

The nationalism's intrumentalization in the postcommunist era: Serbia and Belarus

Abstract. In the early nineties, Serbia and Belarus do not take the democratic path. After hesitant beginnings in this transition, S. Milošević and A. Loukachenka suspend the process of democratisation for a certain length of time. Besides the originality of the regimes they instaured, their methods of taking power raise questions. They do not carry out a putsch but redirect the democratisation process of the region. While the neighbouring states lean on nationalism and look for the origins of the nation to build regimes inspired by the West and free from communism, S. Milošević and A. Loukachenka seize upon this reasoning of redefining identity to oppose democracy with the initial consent of the people.

This research aims to understand how these two political leaders twist the democratic and nationalist ideologies to establish anachronistic regimes. To this end, we will first study their definition of the nation and we will attempt to understand, in the light of specialised litterature, how the national narrative is rewritten (M. Ferro, P. Nora, P. Ricoeur, A.-D. Smith and G.-L. Mosse), and how the nation's protonational foundations are redesigned (E. Hobsbawm). Using certain authors, we will then analyse, the implementation of the nationalist movement (M. Hroch) and the way the two leaders attract people with a populist discourse more effective than those of their democrat competitors (P.-A. Taguieff) to ultimately implement the first illiberal democracies in Europe (I. Wallerstein and C. Schmitt).

Key words. Serbia. Belarus. Nationalism. Democratic transition. Culture. History. Populism.

UNITE DE RECHERCHE
Institut de Recherches Montesquieu (IRM-CMRP) –EA 7434 IRM
16 avenue Léon Duguit CS 50057, 33608 Pessac cedex